

Histoire de Chicago

**Ndiaye, Pap
Diamond, Andrew**

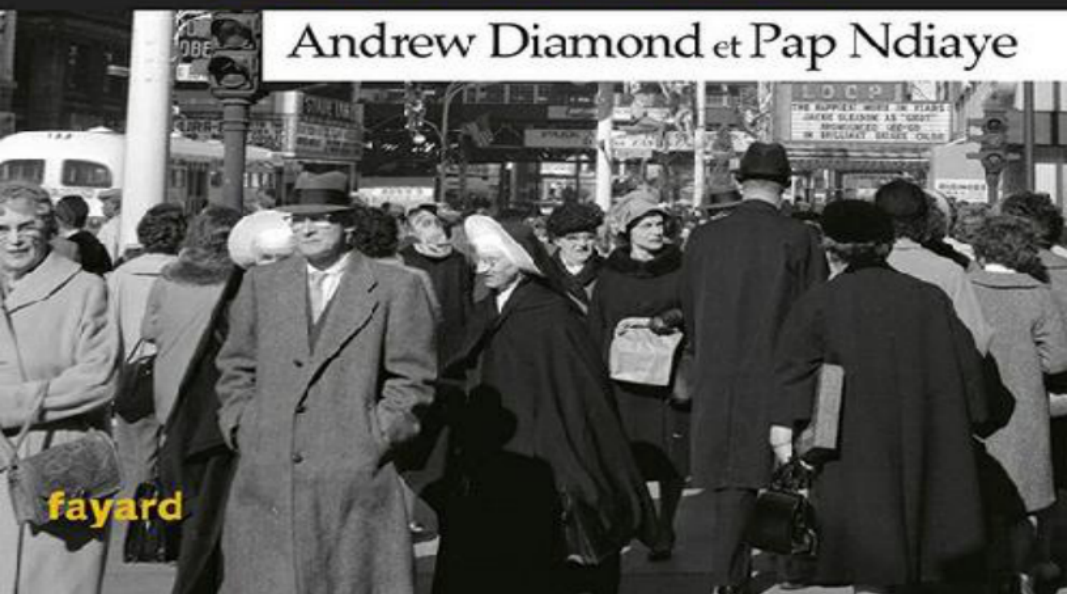
VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



HISTOIRE DE CHICAGO

Andrew Diamond et Pap Ndiaye



Andrew Diamond
Pap Ndiaye

HISTOIRE DE
CHICAGO

FAYARD

L'introduction, les chapitres 5 à 9 et l'épilogue
ont été traduits de l'anglais par
Caroline Rolland-Diamond.

© Librairie Arthème Fayard, 2013.

Couverture : création © un chat au plafond
Illustration © Roger-Viollet
ISBN : 978-2-213-67301-1

Des mêmes auteurs

Andrew Diamond

L'Atlantique multiracial. Discours, politiques, dénis, avec James Cohen et Philippe Vervaecke (dir.), Karthala, 2012.

Pap Ndiaye

La Démocratie américaine au xx^e siècle, avec Jean Heffer et François Weil (dir.), Belin, 2000.

Du Nylon et des bombes. Du Pont de Nemours, le marché et l'État américain, 1900-1970, Belin, 2001.

La Condition noire. Essai sur une minorité française, Calmann-Lévy, 2008.

Les Noirs américains en marche pour l'égalité, Gallimard, 2009.

À Clyde, Lucien, Rose et Théodore.

Table des matières

Couverture

Page de titre

Page de Copyright

Des mêmes auteurs

Introduction

Chapitre premier : Aux origines de Chicago (1670-1870)

Une bourgade du *middle ground*

La ville imaginaire

Chicago, les esclaves et les hommes libres de couleur

Le premier essor urbain

Chapitre 2 : La ville des gros bras

La capitale du rail

La « boucherie du monde »

McCormick

Commerces et bureaux

1893 et 1909 : exposer et transformer la ville

Chapitre 3 : Le tissu social

La ville des migrants

Les gangsters à l'œuvre

La syndicalisation ouvrière et Haymarket

Ethnicité et cultures de consommation

La mise à l'épreuve des liens ethniques pendant la Grande

Dépression

Chapitre 4 : Le Chicago noir

La première communauté noire

La « grande migration », Robert Sengstacke Abbott et le *Chicago Defender*

Dans le South Side

Le monde du travail noir

Les élites noires du South Side : une étude de cas

La ville du blues et du jazz

Chapitre 5 : Blanc et noir

Une nation en guerre

Migration noire et réaction blanche

La musique du diable

Sur la route de la ségrégation

Chapitre 6 : La « Machine »

Le *boss* et la Black Belt

Saul Alinsky et la lutte pour la démocratie

Droits civiques dans la ville multiraciale

Chapitre 7 : Droits civiques dans la ville multiraciale

West Side Story

Le Birmingham du Nord

Membres de gangs, pasteurs et oncles Tom

Chapitre 8 : Violence dans la ville globale

Le moment 1968

Le siège des forces de l'ordre

Gratte-ciel et contrats à terme

Le messie noir de « Beyrouth-sur-le-Lac »

Chapitre 9 : Un conte de deux villes

Canicule, lycées et inégalités

Gérer les marginaux

Une ville de quartiers en devenir

Les défis de la diversité

Épilogue : La fin d'une ère ou l'ère d'une fin ?

Remerciements

Sources et bibliographie

Index des noms propres

Crédit des illustrations

Notes

Introduction

Une ville « éminemment américaine ». C'est en ces termes que le président Barack Obama, présent à Chicago pour participer au sommet de l'OTAN de 2012, qualifia sa ville d'origine dans son discours à l'adresse des représentants officiels. Il s'inscrivait ainsi dans la lignée de nombreux observateurs avant lui. En 1888, l'ambassadeur britannique James Bryce déclara que Chicago était « sans doute l'endroit le plus typiquement américain des États-Unis ». Pour Sarah Bernhardt, la ville était le « pouls de l'Amérique », et H.L. Mencken disait avec humour qu'elle était « américaine jusque dans chacun de ses travers de porc ». Rares sont ceux qui se sont aventurés à en dire autant des deux autres mégapoles emblématiques de l'Amérique, New York et Los Angeles, qui, chacune à sa manière, incarnent une exception aux yeux des États-Unis, une urbanité fascinante mais tout à fait singulière.

Chicago, donc, serait une ville typiquement américaine. Tout d'abord, avec sa population de 2,7 millions d'habitants (9,5 millions si l'on compte l'ensemble de la région métropolitaine), elle s'impose comme la capitale du Middle West, le célèbre « cœur » de l'Amérique, cette zone nébuleuse dont les hommes politiques de tout bord tentent de convaincre les électeurs qu'ils représentent les « vraies gens ». Chicago possède cette dimension populiste plus qu'aucune autre grande ville américaine. Alors que la côte est, par exemple, est symbolisée par le langage châtié des gens de bonne famille, l'habitant type de Chicago s'exprime avec un fort accent, prononçant « *de* » et « *dese* » des mots aussi courants que « *the* » et « *these* »¹. C'est ce qui explique pourquoi la ville conserve sa dimension ouvrière dans l'imaginaire américain, alors même qu'elle compte aujourd'hui parmi les villes globales les plus puissantes économiquement du monde.

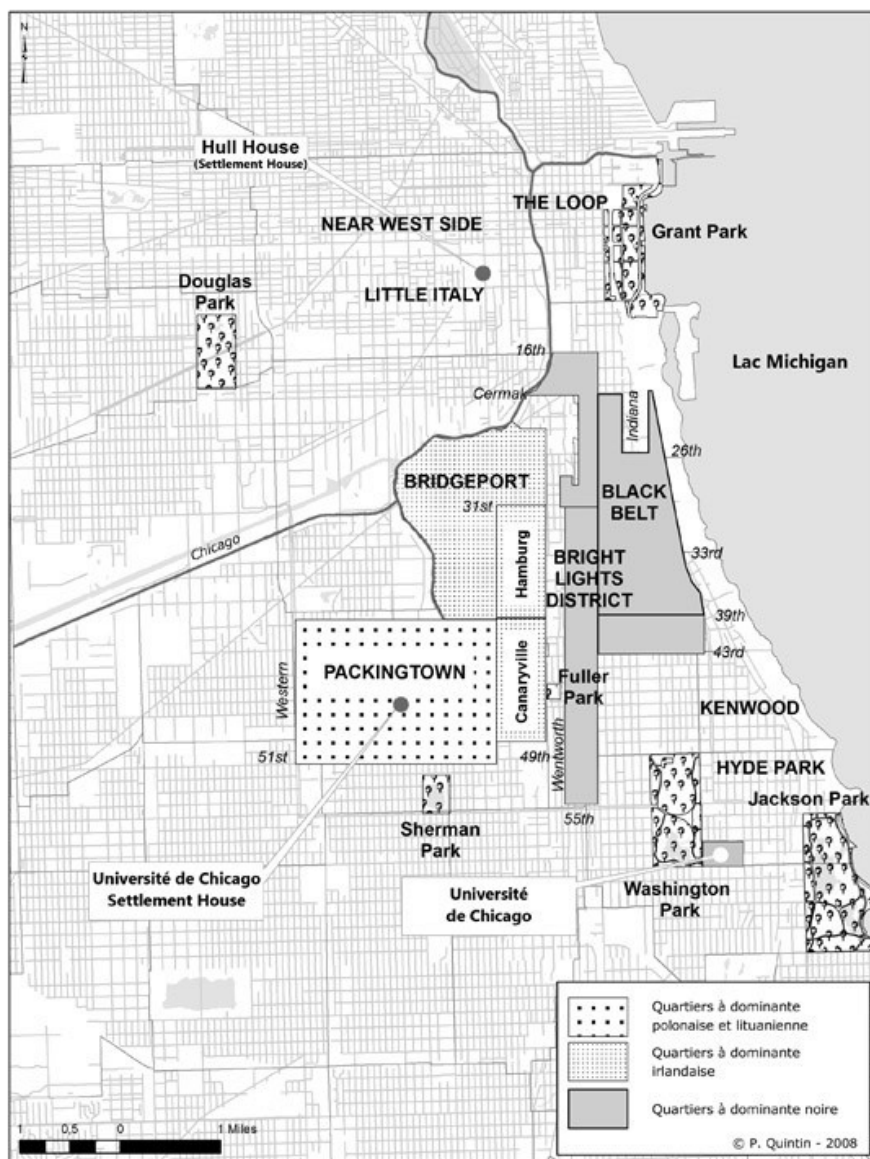
Personne ne sait avec certitude d'où vient son nom de « ville des vents », apparu dans les années 1880 et qui n'est que l'un des nombreux surnoms qui lui ont été attribués depuis son accession au statut de grande ville à la fin du XIX^e siècle. Les plus connus et les plus durables d'entre eux ont trait à son identité de ville ouvrière. En une seule strophe de son poème *Chicago* de 1916, Carl Sandburg en a inventé deux : « la capitale mondiale de l'abattage de porcs » et « la ville aux larges épaules ». Il est vrai que Chicago était alors en passe de devenir le symbole de la puissance industrielle américaine dans le monde entier. Plusieurs décennies plus tard, la ville acquit un autre slogan rendant hommage à sa nature industrielle : « la ville qui

fonctionne » et « la ville qui bosse » (« *the city that works* »). Aujourd'hui, à l'heure où les emplois tertiaires dépassent de très loin ceux offerts par le secteur secondaire, de tels hommages à la puissance industrielle de Chicago paraissent surannés. Certes, la ville possède encore la plus importante main-d'œuvre manufacturière des États-Unis, mais ses abattoirs et ses aciéries ont définitivement mis la clé sous la porte et un grand nombre de ses entrepôts ont été convertis en galeries d'art, lofts ou appartements.

En tant que symbole d'un passé industriel triomphant, Chicago incarne aussi un autre récit attestant la grandeur nationale : la longue tradition d'immigration et de pluralisme culturel du pays. Si les dernières années, marquées de façon chronique par un taux de chômage élevé, ont suscité la montée de sentiments anti-immigration, les États-Unis continuent de se vivre comme une nation d'immigrants. Personne ne remet en question le fait que ce sont les immigrants arrivés dans le pays par vagues successives et les Afro-Américains venus du Sud qui ont occupé les emplois ayant fait de Chicago – et, au-delà, des États-Unis – un géant industriel pendant ce qu'on a appelé le « siècle américain ». Le folklore de Chicago regorge d'éléments évocateurs de cette expérience urbaine pluriethnique : des gangsters aux hot dogs et aux pizzas, en passant par le jazz et le blues. La campagne récente de la municipalité pour se présenter comme « la ville des quartiers » représente la dernière tentative en date pour raviver ce passé multiculturel de Chicago, même si tous les quartiers concernés par cette campagne ne correspondent pas nécessairement à des communautés ethniques ou raciales au sens strict du terme.

Chicago a donc incarné certaines tendances culturelles et idéologiques clés à la base de la conception populaire de la ville américaine. Il est tout aussi central par sa position géographique et par le rôle essentiel qu'il a joué dans la production de savoir en matière d'urbanisme. La ville fut en effet le berceau de la sociologie urbaine moderne dans les années 1920 et 1930 : des dizaines de chercheurs liés à l'école de sociologie de Chicago s'immergèrent alors dans les quartiers ouvriers ethniques pour mener des études ethnographiques démontrant, entre autres, que la pauvreté, la délinquance, la destructuration familiale ou encore l'immoralité qui y régnaient étaient davantage causées par les structures sociales et l'environnement physique que par de supposées caractéristiques biologiques ou culturelles des populations. L'objectif des sociologues de l'école de Chicago n'était pas seulement d'expliquer les comportements humains, mais aussi de cartographier la répartition des groupes sociaux dans l'environnement urbain. Leurs modèles d'analyse devinrent bientôt une référence pour toute une génération

de sociologues, de politologues, de criminologues, d'historiens et de planificateurs spécialistes de la ville. La ville fut ainsi une étude de cas pour le reste de la nation.



Le South Side en 1919. Packingtown est le quartier des abattoirs, le Bright Lights District celui des cabarets.

Chicago devint si emblématique de l'expérience urbaine américaine que, dans les années 1940, Richard Wright déclara la cité « ville connue » : « On en sait peut-être plus sur elle, sur la manière dont elle fonctionne, dont elle tue, dont elle aime, vole, vient en aide, donne,

triche et anéantit, que sur toute autre ville du monde². » Cette remarque fut toutefois comme une épitaphe puisque, au cours des deux décennies suivantes, rares furent ceux qui cherchèrent encore à percer les mystères de la ville. Les quartiers de Chicago et leurs populations firent bien l'objet d'un bref regain d'intérêt chez les sociologues et les historiens dans les années 1970³, mais dans la décennie 1990 Chicago s'était définitivement débarrassé de son image industrielle pour devenir une métropole mondiale de premier plan, et ce qui se passait dans ses quartiers défavorisés n'intéressait plus guère. Ce phénomène n'était, bien entendu, pas propre à Chicago : à cette époque-là, une nouvelle vision de la modernité avait remplacé les anciennes conceptions de l'urbanité, et des villes comme New York ou Los Angeles étaient elles aussi fréquemment qualifiées de villes « globales » ou « mondiales ». Selon Fredric Jameson, une telle conception créait le sentiment qu'il existait un fossé entre le présent et le passé, l'idée dérangeante que les leçons de l'histoire ne s'appliquaient plus au monde moderne⁴. C'est peut-être pourquoi, au cours des dernières décennies, si peu de chercheurs ont tenté, comme le fait ce livre, d'écrire l'histoire plurielle et nuancée d'une ville sur la longue durée, de ses origines à nos jours⁵.

Le présent ouvrage offre donc des perspectives qui ont jusqu'alors été largement négligées dans les récits historiques sur la « ville des vents ». Il entend apporter une contribution nouvelle et nécessaire aux réflexions actuelles sur l'« histoire du présent », pour Chicago mais aussi pour les autres grandes villes américaines. Couvrant une période de plus de trois siècles et proposant un traitement approfondi du passé très récent, il poursuit ce que l'historienne Joan Scott a défini comme un objectif essentiel du projet historiographique : mettre au jour les processus historiques derrière les structures, les politiques et les idées qui apparaissent comme « inévitables, naturelles et culturellement nécessaires⁶ ».

La politique locale, au sens large du terme, se trouve au centre de cette nouvelle histoire de Chicago. Elle ne renvoie pas seulement aux événements qui entourent les élections, les séances du conseil municipal ou les réunions des syndicats et autres organisations politiques, mais aussi aux discussions informelles dans les cuisines, les parcs, les bars, les restaurants, devant les écoles, au sein des associations de quartier – en somme, partout où les gens se rassemblent pour partager leurs histoires et se forger une conception d'eux-mêmes, de leurs voisins et de leur quartier. Essentielles dans l'acquisition par Chicago d'une puissance nationale et mondiale aux XIX^e et XX^e siècles, ces activités politiques locales sont pourtant largement méconnues. Elles n'ont en effet que rarement débouché sur

une opposition organisée aux autorités municipales, alors même que les politiques publiques de la ville ont perpétué un mode de gouvernance non démocratique en privilégiant systématiquement les intérêts des milieux d'affaires au détriment des revendications des habitants pour plus de justice sociale et raciale.

Cette nouvelle histoire de Chicago s'inspire en partie d'approches « par le bas » mises en avant par les historiens marxistes britanniques, comme E.P. Thompson et Eric Hobsbawm, ainsi que par les chercheurs associés à l'école française des Annales. Ce livre se veut avant tout une « histoire populaire » de Chicago – une tentative pour saisir la ville telle qu'elle a été et est vécue par ses habitants ordinaires. Pour autant, il ne s'agit pas de marginaliser les dimensions plus institutionnelles de la prise de décision politique, de la politique électorale et de l'administration. Pas davantage de négliger le contexte économique, les changements technologiques et les évolutions démographiques – autant de mutations structurelles qui ont fortement influencé la culture politique, le contexte social et l'environnement bâti de Chicago. Notre objectif ici est plutôt de fusionner les approches « par le bas » et « par le haut » afin de combiner histoire totale et micro-histoire, de rassembler dans le même cadre d'analyse le politique, le social, le culturel et l'économique.

L'angle que nous avons choisi nous a conduits à privilégier certains aspects par rapport à d'autres dans cette histoire de plus de trois siècles au cours de laquelle Chicago est passé d'une petite bourgade peuplée de spéculateurs, de pionniers et d'Indiens à l'une des villes globales les plus puissantes du monde. Ainsi, nous consacrons une grande attention aux activités des classes laborieuses au travail, dans leur communauté et pendant leurs loisirs – autrement dit, à ce qui se passait dans les quartiers des Afro-Américains, des immigrants et des Américains d'origine européenne. Par ailleurs, s'il n'est aucunement question de nier l'énorme impact que les célèbres écoles d'architecture de Chicago ont eu sur l'histoire architecturale du pays, notre évocation des gratte-ciel majestueux formant la *skyline* entend surtout souligner leur rôle dans l'économie politique de la ville et dans la transformation structurelle de ses quartiers. Nos références aux grandes œuvres littéraires sur Chicago sont, quant à elles, un moyen pour mieux comprendre les conditions sociales qui y règnent. De même, lorsque notre récit intègre des développements sur l'art, il s'agit essentiellement des formes artistiques populaires nées du dynamisme des quartiers communautaires – comme le jazz et le blues, ou encore les étonnantes peintures murales qui firent leur apparition dans les quartiers noirs, mexicains et portoricains de Chicago à partir des années 1960.

Ce livre paraît au moment où la place de Chicago dans la mémoire collective, l'histoire et l'historiographie américaines est contestée. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012, le candidat républicain Mitt Romney et ses principaux conseillers ont fait de nombreuses allusions aux liens existant entre Obama et la politique « à la Chicago ». Par ailleurs, plusieurs chercheurs ont récemment remis en cause le statut paradigmatique de Chicago : cette ville dotée d'un quartier d'affaires central autour duquel s'organisent des zones concentriques ne correspondrait plus à la disposition postmoderne décentralisée que l'on observe aujourd'hui dans de nombreuses villes américaines⁷. Ces critiques émanent essentiellement de chercheurs liés à l'école d'urbanisme de Los Angeles. En 2002, le géographe Michael Dear affirma que Los Angeles était plus paradigmatique que Chicago pour comprendre l'évolution des métropoles américaines⁸. Sa thèse reposait sur l'idée que la logique spatiale propre à Chicago, où les activités économiques et politiques du quartier d'affaires régissent l'organisation de la région métropolitaine environnante, était désormais dépassée ; bien plus typique, selon lui, était le type d'étalement urbain et de fragmentation caractéristique de Los Angeles, où des centres d'activité économique éclosent un peu partout sans véritable lien avec un centre-ville. Pour les tenants de cette école, le cas de Los Angeles était la démonstration parfaite que les forces de la mondialisation imposent leur marque sur la ville de manière bien plus puissante que la politique locale ; témoin par exemple les communautés fermées (« *gated communities* ») de la métropole californienne, gardées par des forces de sécurité privées – que l'on trouve aussi dans de nombreuses villes du sud des États-Unis, mais pas à Chicago. La position de l'école de Los Angeles reflétait également une évolution clé du pays : dans les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement fédéral investit massivement dans la défense, l'aérospatiale et d'autres programmes de haute technologie dans les régions du Sud, dites de la « Sun Belt », accélérant le déclin politique et économique des villes industrielles du Nord-Est et du Middle West, régions dénommées à partir des années 1980 la « Rust Belt ». Or Los Angeles s'apparentait bien plus que Chicago aux nouvelles villes tentaculaires de la « Sun Belt ».

En réaction à la critique de l'école de Los Angeles, plusieurs chercheurs se réunirent pour créer ce qu'ils appelèrent la « nouvelle école d'urbanisme de Chicago ». La plupart de ces politologues et sociologues reconnaissaient que l'ancien modèle – des cercles concentriques autour d'un quartier d'affaires – avait besoin d'être adapté pour refléter la nouvelle décentralisation à l'œuvre dans les

villes américaines, mais ils continuaient d'affirmer sa pertinence : « Le centre-ville joue un rôle essentiel (même s'il y a de la croissance à la périphérie métropolitaine) et les services publics constituent un élément d'organisation crucial dans une ville si mondialisée⁹. » Ils maintenaient aussi que la structure politique locale, des quartiers jusqu'à la mairie, restait un facteur de premier plan pour déterminer le gouvernement et le mode de développement de la ville¹⁰.

Selon ces chercheurs, Chicago serait donc toujours une ville emblématique de l'Amérique urbaine. Toutefois, par certains aspects, elle est plus exceptionnelle que typique. Ainsi, d'après certains indicateurs, Chicago est « la ville la plus ségréguée des États-Unis », et elle est restée dans les premières places de la liste pendant la majeure partie du ^{xx}e siècle. Autre caractéristique éminente : le règne incroyablement long de la dynastie Daley. Par leur contrôle autoritaire de la « machine », Richard J. Daley et son fils Richard M. Daley, chacun dans son propre style, ont dominé la scène politique de Chicago pendant quarante-trois ans, entre 1955 et 2011. Pendant cette période – qui vit le développement puis le déclin du mouvement moderne des droits civiques, la croissance spectaculaire des banlieues blanches de classe moyenne, la ghettoïsation d'énormes pans du West Side et du South Side, une vague massive d'immigration en provenance d'Amérique latine et la métamorphose de la ville de géant de l'industrie en centre de l'économie mondiale de services –, c'est tout juste si Chicago a connu une seule élection municipale légitime ou un seul vrai débat au conseil municipal¹¹. Il est tentant de voir dans l'ordre racial rigide de Chicago et dans sa culture particulièrement non démocratique de purs produits de la dynastie Daley, mais ces problèmes, comme notre livre entend le montrer, ont des racines plus anciennes.

De fait, pour comprendre pourquoi Chicago continue d'être gouverné par des « machines » politiques autoritaires et corrompues des décennies après que les réformateurs ont réussi à contenir de telles dérives dans la plupart des autres grandes villes américaines, il faut remonter à ses origines en tant que ville de la « frontière », porte de communication entre l'*establishment* financier de l'Est et un Ouest en expansion rapide. À partir du milieu du ^{xix}e siècle, la population et l'économie de Chicago se développèrent à une vitesse vertigineuse, mais la richesse ainsi produite resta concentrée entre les mains d'une élite locale relativement restreinte. En conséquence, la ville fut lente à élaborer une culture d'élite progressiste capable de donner naissance à des forces réformistes puissantes. Parallèlement, au bas de la pyramide sociale, le mouvement ouvrier est resté très fragmenté jusqu'à la fin des années 1930, alors qu'il était moteur des revendications dans

d'autres villes ; cela s'explique notamment par le développement de quartiers ethno-raciaux très soudés pendant l'ère cruciale de l'industrialisation. Les hommes politiques se sont servis des divisions ethno-raciales pour obtenir le soutien électoral qu'il leur fallait dans les différents quartiers ethniques, tandis que les employeurs les ont manipulées pour affaiblir les syndicats qui osaient les défier. Et, quand ces tactiques ne suffisaient pas, d'autres méthodes plus brutales furent utilisées.

La « ville des vents » se distingue aussi des autres grandes villes américaines comme étant un endroit où la « politique » se transforme souvent en violence. L'histoire de Chicago est ainsi ponctuée d'événements violents qui sont devenus autant de jalons dans le grand récit de l'histoire du pays – de l'émeute de Haymarket en 1886 aux guerres des gangs qui font rage depuis quelques décennies, en passant par la grève de Pullman en 1894, l'émeute raciale de 1919, le massacre de la Saint-Valentin de 1927, le massacre de Memorial Day en 1937, les défilés de protestation des Blancs contre l'emménagement de familles noires dans leurs quartiers dans les années 1940 et 1950, ou encore la répression brutale des manifestants étudiants lors de la Convention nationale démocrate de 1968. Il semble qu'une certaine forme de brutalité, peut-être échappée des abattoirs, se soit répandue dans la ville, imprégnant aussi bien le monde du travail que celui de la politique ou des loisirs. On la lit dans la prose acérée des grands auteurs de Chicago – Upton Sinclair, James Farrell, Nelson Algren ou Studs Terkel –, et on en détecte encore aujourd'hui la trace lorsque les autorités municipales rechignent à consacrer les ressources nécessaires à la diminution du taux d'homicides, qui est pourtant le double de celui de New York.

L'autre face de la médaille, cependant, raconte une série de succès. Si Chicago est devenu une ville à deux visages – celui de la richesse et celui de la pauvreté – au cours du XX^e siècle, il est entré dans le palmarès des métropoles les plus puissantes de la planète sur le plan économique, une réussite due largement à la dynastie Daley. Chicago possède aujourd'hui le quatrième PIB du monde derrière Tokyo, New York et Los Angeles. Tandis que la ville voisine de Detroit, ancienne puissance industrielle elle aussi, semblait sous le poids des difficultés, Chicago, grâce à l'économie diversifiée développée au XIX^e siècle, est parvenu à surmonter ce qu'on a appelé la « crise urbaine », qui, à partir des années 1950, a vu le départ massif des emplois, des personnes et du capital vers les banlieues, les États de la « Sun Belt » ou des pays étrangers à bas salaires. À chaque époque, la ville a su s'adapter aux défis nouveaux qui se présentaient. Elle a enfin bénéficié d'énormes ressources culturelles tout au long de son ascension. Haut

lieu du jazz et du blues, Chicago devint la capitale incontestée de l'Amérique noire au milieu du xx^e siècle ; des quartiers comme Bronzeville, Little Italy, Greektown, le *barrio* portoricain de Humboldt Park ou le quartier juif de Maxwell Street ont offert le spectacle de rues festives et animées pendant de nombreuses décennies ; plus récemment, les communautés mexicaine et asiatique ont largement contribué à faire de Chicago une ville passionnante et diverse où il fait bon vivre et travailler.

Si Chicago a été détrôné comme deuxième ville du pays par Los Angeles en 1990, cela n'enlève rien à son formidable succès. Les pages qui suivent racontent son ascension et sa ténacité, qui lui a permis de conserver sa puissance et son prestige au fil des siècles. Elles racontent l'histoire des industriels, des promoteurs, des entrepreneurs, des banquiers, des gangsters et des hommes politiques qui en ont tiré les ficelles, des militants qui les ont combattus pour obtenir leur part du gâteau, et, surtout, des habitants ordinaires qui « font » jour après jour les quartiers de cette ville.

CHAPITRE PREMIER

AUX ORIGINES DE CHICAGO (1670-1870)

Une bourgade du *middle ground*

Une ville en devenir n'est jamais installée au hasard de la carte, même si, à première vue, le site de Chicago est tout à fait semblable à des centaines d'autres dans la région des Grands Lacs : une rivière qui paresse dans la prairie monotone avant de se jeter dans le lac des Illinois, dont l'immensité aimante le regard. Si l'endroit n'est pas exceptionnel, sa situation l'est. Les Grands Lacs, la proximité du fleuve Mississippi font de l'endroit, depuis que les hommes le fréquentent, un carrefour et une zone d'échanges entre le nord, le sud, l'est et l'ouest du continent. À ce titre, la région était sillonnée par les Indiens longtemps avant l'arrivée des premiers Européens, à la fin du XVII^e siècle.

La rivière Chicago permit aux Indiens, et plus tard aux explorateurs européens, de rejoindre, grâce au portage des canoës, la rivière Des Plaines, donnant accès au Missouri et au Mississippi. Lorsque le niveau des eaux était suffisamment haut, il était même possible de passer en canoë au travers des marécages, d'un cours d'eau à l'autre, sans mettre pied à terre. La grande ligne de partage des eaux passait ici. On pouvait presque payer de l'embouchure du Saint-Laurent au golfe du Mexique. C'est pourquoi la petite rivière Chicago était un point de passage crucial, en dépit de son apparence insignifiante. Et puis, en cas de tempête sur le grand lac, l'embouchure, protégée par un banc de sable, fournissait un abri commode. D'autres grandes villes de la région des Grands Lacs, comme Toledo ou Detroit, furent établies sur des points de passage semblables, mais aucun n'était aussi commode que celui de Chicago. Récemment, des fouilles archéologiques ont mis en évidence l'existence de villages et de campements de chasseurs indiens très anciens le long des rivières Chicago et Des Plaines, à proximité des grandes forêts giboyeuses – de sapins au nord, de chênes à l'ouest. Il n'y avait pas de forêts dans les environs immédiats de Chicago, mais une prairie où l'ail sauvage, l'« ail des ours », poussait en abondance. C'est d'ailleurs à lui que la ville doit son nom, puisque Chicagou signifie « l'endroit de l'ail sauvage » dans la langue des

Indiens Illinois et Miami.

Les Miami étaient présents dans la région au début du XVII^e siècle. Dans la seconde moitié du siècle, la plupart d'entre eux, chassés par la guerre qui les opposait aux Iroquois, partirent en direction de l'ouest, vers le Wisconsin, le « pays d'en haut ». Lorsque les Iroquois se retirèrent, certains Miami se réinstallèrent autour de Chicago, mais beaucoup s'établirent plus au sud, dans l'actuel Indiana. À partir du XVIII^e siècle, d'autres nations indiennes, les Sacs, les Ottawas et surtout les Potawatomi, installèrent dans la région d'abord des campements provisoires, puis des villages permanents à partir des années 1740. C'est avec eux que les Français développèrent des liens étroits¹².

Parmi les premiers explorateurs français, Jacques Marquette (1637-1675) – le « père Marquette » – et Louis Jolliet (1645-1700) s'arrêtèrent en 1673 à l'embouchure de la rivière, de retour d'un voyage dans la vallée du Mississippi (d'autres voyageurs français, en particulier des trappeurs, étaient probablement passés dans la région avant eux, mais il n'en subsiste aucune trace). Un an plus tard, Marquette y hiverna, signe que l'endroit présentait un intérêt évident. Puis des marchands de fourrures et des trappeurs y établirent leur campement. L'installation de marchands de fourrures français fut bien accueillie par les Indiens. Des relations se nouèrent entre eux et les Européens. En 1698, une mission catholique fut fondée à l'embouchure de la rivière Chicago par le père Pierre Pinet. La « Mission de l'Ange gardien » se donnait pour objectif d'évangéliser les Indiens Miami, répartis dans deux villages de cent cinquante habitations chacun au bord de la rivière. Elle ferma ses portes en 1700, lorsque le père Pinet partit évangéliser d'autres groupes indiens au sud de Saint Louis, dans la vallée du Mississippi. Par ailleurs, plusieurs témoignages font état d'un campement militaire français, le « fort de Chicagou », dans les années 1680-1690, stationné là pour apaiser des querelles entre groupes indiens¹³.

À la même époque, les premiers enfants « sang-mêlé » naquirent d'unions entre des Français et des Indiennes. Ils devaient se multiplier au XVIII^e siècle. En se mariant à des Indiennes, les trappeurs et marchands français obtenaient l'aide des réseaux familiaux et communautaires de leurs épouses, qui venaient généralement de familles influentes. En retour, les Indiens avaient accès à un certain nombre de produits et de biens. Cette société métisse présente jusqu'au début du XIX^e siècle a été analysée par l'historien Richard White, qui a baptisé la région de Chicago « terre du milieu » (*middle ground*) : une région où se construisait plus ou moins aisément une société européo-indienne, où les uns et les autres ne se regardaient

plus tout à fait comme des étrangers, mais comme des partenaires cherchant à stabiliser des relations sociales convenant à tous¹⁴.

Jean-Baptiste Point du Sable¹⁵ fut une figure importante de la « terre du milieu », bien qu'il eût été longtemps oublié au profit de John Kinzie – l'un était noir, l'autre blanc –, ou, plus exactement, confiné à la mémoire noire de Chicago. La section masculine de la Chicago Urban League, fondée en 1919, qui regroupait la « classe supérieure des gens de couleur de Chicago », s'appelait le « Du Saible Club ». Elle pétitionna en vain en 1928 pour la construction d'un mémorial célébrant Point du Sable. Par la suite, la « Du Saible Memorial Society » milita pour l'édification d'une réplique de la maison de Du Sable à l'Exposition universelle de Chicago de 1934, saluant en cet homme un des fondateurs de la ville¹⁶. Le Du Saible Club parlait du « premier homme civilisé à s'établir là où est désormais Chicago », soulignant au passage en quelle considération il tenait les Indiens. Cette même année 1934, une école portant son nom fut inaugurée dans le South Side.

Du Sable fut exhumé par les autorités de Chicago lors du mouvement pour les droits civiques, de telle sorte qu'il est désormais un « lieu de mémoire » important pour la ville, qui le présente comme son « père fondateur ». En 1963, le maire Richard Daley fit de la troisième semaine d'août la « semaine Point du Sable » pour honorer le « premier habitant » de la ville. Le musée d'Histoire afro-américaine de Chicago porte aujourd'hui son nom (DuSable Museum), le site de sa maison est un « *national historic landmark* » et un timbre a porté son effigie. Qu'un Noir soit considéré comme le « fondateur » de Chicago n'est pas anodin dans une ville qui, depuis la fin des années 1920, est devenue la capitale de l'Amérique noire.

Si la date de sa naissance est incertaine (entre 1730 et 1745), on est à peu près sûr que Point du Sable vit le jour dans la petite ville côtière de Saint-Marc, à Saint-Domingue. Il semble que Suzanna, sa mère, une esclave noire, mourut lors d'un raid espagnol, mais rien n'est établi avec certitude au sujet de ses années d'enfance. On le retrouve en Louisiane vers 1765, puis dans la région des Grands Lacs à la fin des années 1770, où il épousa une jeune Indienne Potawatomi du nom de Kittahawa. Point du Sable devint alors membre de la nation Potawatomi, sous le nom de « Black Chief ». Vers 1784 (la date est controversée : ce fut peut-être un peu avant), en s'établissant sur les rives du lac Michigan, à l'emplacement de la future ville, il fut le premier « résident permanent » du lieu. Il lança avec succès un comptoir de commerce qui devint un point de passage obligé pour tous, résidents et voyageurs. Avec l'aide de Kittahawa, il devint un négociateur important entre les colons et les nations indiennes de la

région – les Potawatomis, les Miamis, les Illinois –, achetant des fourrures, fournissant du ravitaillement aux Indiens et aux Européens. Lorsqu'en 1800, pour des raisons obscures, le marchand céda son affaire à John Kinzie, la propriété incluait une maison, deux granges, un moulin, un four à pain, un poulailler, une laiterie et un fumoir.

La région de Chicago devint un « territoire des États-Unis » avec le traité de Paris de 1783, qui fixait les frontières du pays nouvellement indépendant. Cependant, la ville ne tomba définitivement dans l'escarcelle des États-Unis qu'en 1795, avec le traité de Greenville, signé à Fort Greenville entre le gouvernement américain et des Indiens alliés aux Britanniques – lesquels n'avaient pas perdu tout espoir de conserver une région frontalière du Canada. L'article 3 du traité précisait que les Indiens cédaient (entre autres) « un terrain de six *miles* carrés, à l'embouchure de la rivière Chicago, là où un fort était jadis situé ». En 1803, pour marquer sa souveraineté, le gouvernement américain, représenté par le capitaine Whistler, fit construire sur la rive sud de l'embouchure de la rivière Chicago un nouveau fort, appelé Fort Dearborn. Une simple palissade entourant quelques maisons, une petite garnison (absente entre 1823 et 1828) : le fort était modeste, mais il signalait l'intérêt de l'État pour ce nœud de communication entre les Grands Lacs et le Mississippi. La petite communauté locale d'Indiens, de métis et de Français était tout entière tournée vers le commerce des fourrures. Chicago était un *trading post* comme il en existait bien d'autres dans la région des Grands Lacs, avec quelques dizaines de résidents permanents et une population flottante d'Indiens et de trappeurs de passage, pour la plupart franco-canadiens. Pendant la guerre de 1812, Fort Dearborn fut abandonné afin de regrouper les forces américaines plus à l'est. Lors de la retraite vers Fort Wayne, le convoi de soldats et de colons fut attaqué par des Potawatomis alliés aux Britanniques : trente-neuf hommes, deux femmes et douze enfants furent tués.

Le capitaine Billy Caldwell est une autre figure représentative du *middle ground*. Né en 1780 dans l'actuel Ontario d'un officier britannique et d'une femme indienne Mohawk, élevé chez les Mohawks, il s'installa dans la région de Chicago à partir de 1797 et se lança dans le commerce des fourrures, établissant des liens étroits avec les Potawatomis et s'associant à la compagnie de Kinzie et Forsyth. Ses affaires étaient prospères parce qu'il était un intermédiaire recherché, pour le commerce comme pour les accords politiques. La guerre de 1812 le mit dans une position difficile, puisque en tant que citoyen britannique il demeura loyal à la Couronne, mais il rétablit sa situation après guerre, ce qui lui permit de revenir à Chicago dans les années 1820 en faisant profil bas

pendant quelque temps.

Le fort Dearborn fut reconstruit après la guerre de 1812, mais son importance militaire décrut jusqu'à ce qu'il fût abandonné par l'armée en 1836 et détruit en 1857. Le fragile équilibre de la « terre du milieu » touchait à sa fin : les migrants blancs venus de l'est s'installaient plus nombreux, et le commerce des fourrures devenait moins fondamental que la possession de terres arables et la production agricole. Les Indiens n'étaient dès lors plus des partenaires indispensables, mais des indésirables non civilisés qu'il fallait déplacer vers l'ouest, au-delà du Mississippi, vers l'Iowa, le Missouri et le Kansas. Les familles métisses, caractérisées racialement comme « demi-indiennes », étaient sommées soit de se « blanchir » culturellement en adoptant les habitudes de vie des Blancs, soit de partir avec les Indiens. Comme l'a montré White, la catégorisation raciale exclusive était incompatible avec le *middle ground* ; elle imposait ses normes, sa langue, ses pratiques d'exclusion et la valorisation de la réussite individuelle. Billy Caldwell, réinstallé à Chicago après 1820, n'était plus le métis de jadis, mais il était vu de plus en plus comme un « Indien ». Dans une lettre à Forsyth, son partenaire en affaires, il contemple plaintivement sa vie, regrette de n'être pas mort en 1813 au champ d'honneur et associe son sort à celui des Potawatomis, se considérant comme un « Indien politique ». Après le traité de 1833 et jusqu'à sa mort en 1841, Caldwell apparut comme le porte-parole des Potawatomis face aux pouvoirs publics américains. Lui-même se considérait comme tel, puisqu'il n'était décidément plus possible de se réclamer de l'identité hybride, créole, du *middle ground*.

D'autres métis durent également reconfigurer leur identité et leurs relations sociales. Au nord-ouest de Chicago, dans le Wisconsin, vivaient de nombreux créoles, comme Marinette Chevalier. Née en 1793 d'une mère indienne Menominee et d'un trappeur français, elle mena seule ses affaires après 1833, date de sa séparation d'avec son mari (avec qui elle avait contracté un mariage coutumier). Il faut dire que le commerce de fourrures de ce dernier dépendait déjà largement des liens de sa femme métisse avec les Indiens. Au moment où Marinette Chevalier se retrouva seule, l'hégémonie des anglophones se renforçait, avec des conséquences culturelles et juridiques défavorables aux créoles. Tout comme Caldwell, Marinette Chevalier aida les Indiens, en l'occurrence les Menominees, dans leurs négociations avec les autorités américaines. En raison de ses activités charitables, elle faisait figure de « mère » pour eux et les créoles. Il est possible que ce soit d'elle que parle le voyageur français Jean-Jacques Ampère, qui visita Chicago au début des années 1850, en évoquant sa

rencontre avec une « dame française, parfaitement française de langage et de manières, et dont le père était un chef indien¹⁷ ».

La signature des fameux traités de 1833 administra le coup de grâce au *middle ground*. Le prétexte en fut une expédition menée par un groupe d'Indiens Sauks, au printemps 1832, sous la conduite du chef Black Hawk, pour récupérer des terres à l'est du Mississippi concédées par un traité de 1804 (un autre de ces innombrables traités par lesquels les Indiens cédaient des terres). Le gouvernement américain dépêcha des troupes qui massacrèrent et mirent en fuite les rescapés de Black Hawk. Les soldats rapportèrent de leur expédition militaire des récits enthousiastes sur la fertilité des terres de l'Illinois, ce qui encouragea les migrants à venir s'installer dans la région. Tous les groupes indiens furent donc fragilisés par la guerre, y compris ceux, comme les Potawatomis, qui y étaient étrangers : le gouvernement accentua sa pression pour qu'ils vendent les terres qu'ils possédaient encore, comme celles de Chicago. Contraints et forcés, les Potawatomis durent plier.

Les deux traités des 26 et 27 septembre 1833, dont chacun savait que, comme une kyrielle d'accords précédents, ils donnaient l'apparence du droit à la raison du plus fort, firent donc légalement basculer la région de Chicago dans le giron des États-Unis et expédièrent les Indiens au-delà du Mississippi, dans un territoire de taille équivalente à celui qu'ils venaient d'abandonner. Charles Latrobe, un voyageur britannique, futur lieutenant-gouverneur de la colonie de Victoria en Australie, rapporte que, au moment de la signature, « les rayons glorieux du soleil couchant éclairaient les visages des commissaires américains, tandis que la lumière exsangue, côté est, éclairait à peine les visages sombres et peints des pauvres Indiens, dont l'âme était déchirée¹⁸ ». En 1836, il semble qu'un dernier rassemblement indien ait eu lieu dans la région de Chicago. Il prit la forme d'un adieu avant le départ vers le territoire alloué. La plume pensive de Latrobe cède alors la place à celle, venimeuse, d'un magistrat, John Dean Caton, qui décrit les yeux « injectés de sang », les « contenance qui portaient les pires passions qui peuvent tenir dans le cœur d'un sauvage ; [...] avec chaque geste et chaque pas, ils lançaient les hurlements les plus effrayants, sur tous les tons, mais le plus souvent les plus aigus et les plus stridents possible¹⁹ ».

La ville de Chicago, telle qu'elle se dessine dans les années 1830, signe ainsi la fin du *middle ground*, en dépit de quelques survivants comme Billy Caldwell ou Marinette Chevalier, intercesseurs opiniâtres mais sans illusions sur les temps nouveaux.

La ville imaginaire

Longtemps avant d'être une réalité, la ville géante exista dans l'imagination fertile de ses promoteurs. Dans les années 1830, après l'éloignement définitif des Indiens, la fièvre spéculative était à son comble. Des promoteurs immobiliers multipliaient des plans de villes nouvelles dans tout le Middle West, particulièrement aux abords des Grands Lacs, et se prenaient à rêver des profits fabuleux qu'ils en tireraient. Plus que d'autres, Chicago faisait l'objet de projets grandioses. Il fallait bien de l'imagination pour deviner, au-delà des quelques maisons regroupées dans une embouchure, sans rue pavée, des cinq églises et des quelques hôtels, les silhouettes futures de hauts bâtiments au long d'avenues tracées à l'équerre où convergeraient des foules du monde entier ! À vrai dire, il ne s'agissait pas de prévoir, mais de projeter hardiment pour faire advenir. Faire rêver pour vendre les terrains ? Il y avait de cela, bien entendu, mais l'art des promoteurs consistait aussi à faire exister un endroit sans charme particulier, à le situer sur la carte de la République, déclarations tapageuses et coups de crayon audacieux à l'appui. C'était le cas d'autres villes du Middle West, avec plus ou moins de succès : dans l'extrême-sud de l'Illinois, à la confluence du Mississippi et de l'Ohio, la ville de Cairo fut fondée en 1837 avec des ambitions voisines de celles de Chicago. Mais Cairo végéta, ne dépassa pas 15 000 habitants, et c'est aujourd'hui une bourgade fantomatique.

Harriet Martineau (1802-1876), une voyageuse anglaise, visita Chicago en 1836, après avoir dû contourner le sud de l'Ohio, qui lui était hostile en raison de ses positions abolitionnistes. Dans *Society in America*, le récit de voyage qu'elle publia en 1837, elle décrit Chicago comme insignifiant, s'étendant de manière anarchique, doté d'auberges « intolérables ». Surtout, elle est frappée par la foule :

Les rues étaient encombrées de spéculateurs fonciers, se pressant d'une vente à l'autre. Un Noir, aux vêtements écarlates, muni d'un drapeau écarlate, juché sur un cheval blanc aux parements écarlates, annonçait les horaires des ventes. À tous les coins de rues, la foule se ruait vers lui. Il semblait que les gens devenaient fous²⁰. Les hommes de notre groupe se faisaient héler par des marchands, proposant des fermes, des terres, leur conseillant d'acheter avant que les prix ne montent encore [...]. Quand l'intoxication de la prospérité aura passé, certains des habitants repartiront vers l'est, les classes laborieuses pourront s'établir, de belles maisons auront été construites pour les familles aisées... La ville sera semblable à toutes les autres sur les rivières et les lacs d'Amérique. Je suis contente de l'avoir vue au moment de ses étranges premiers jours²¹.

Juliette Magill Kinzie, dont le mari, John Kinzie, était négociant en fourrures et agent fédéral auprès des Ho-Chunk, une nation indienne installée dans l'actuel Wisconsin, publia en 1856 un mémoire autobiographique qui inclut un séjour à Chicago : *Wau-Bun : The Early Days in the Northwest*. On y trouve une description de la bourgade en 1831, avec des maisons de rondins édifiées de part et d'autre de quelques rues boueuses et encombrées, des canoës permettant de franchir la rivière, tandis qu'à l'embouchure le vieux fort Dearborn montait une garde symbolique :

Face à la rivière en partant de l'ouest, il y avait d'abord une petite taverne tenue par M. Wentworth, appelé familièrement « la vieille oie » non en raison de son astuce, mais de ses expressions. À côté, deux ou trois cabanes en rondins, habitées par Robinson, le chef Potawatomi, et des parents de sa femme. Billy Caldwell le Sauganash y résidait aussi de temps à autre avec sa femme, une fille de Neescotneemeg, l'un des chefs les plus fameux de cette nation. Un peu plus loin, un petit bâtiment de forme carrée, servant initialement d'école, mais utilisé comme lieu de prière lorsqu'un ministre du culte passait dans le coin [...]. Compte tenu des routes en mauvais état la plupart du temps, le mode de communication habituel entre le fort et le « Point » consistait en un bateau à rames, ou un canoë mû par des pagailleurs habiles [...]²².



Cette lithographie de 1857 est une vue imaginaire de Chicago

vers 1820 : la future métropole n'est alors qu'une bourgade d'Indiens et de métis concentrée autour de l'embouchure de la rivière et du Fort Dearborn.

D'autres voyageurs s'enthousiasmaient pour Chicago. Charles Latrobe visitait la région de Detroit lorsqu'il apprit qu'un traité entre Américains et Indiens allait être signé à Chicago : il s'y rendit immédiatement²³. Il remarqua qu'environ cinq mille Indiens Potawatomis campaient dans la région, le gouvernement leur fournissant du whisky en quantité, ce qui, nota-t-il, entachait de nullité les traités signés par des hommes ivres. Un voyageur écossais, Patrick Shirreff, de passage pour le compte de son frère qui projetait de s'installer dans la région, décrit lui aussi l'état d'ébriété des Indiens au moment de la signature du traité, le 25 septembre 1833²⁴. Les deux Britanniques déplorent que Chicago, consistant en cent cinquante maisons de bois, soit dépourvu de port, ce qui oblige les bateaux à mouiller au large. Shirreff se lamente du « chaos de boue, de détritux et de confusion ». Il est interloqué par la foule « de toutes les couleurs, blanc, noir, marron et rouge, métis, quarterons et je ne sais quoi [...], des mendiants, des vendeurs d'alcool, des agents indiens et des trappeurs indiens de toute sorte », et décrit en termes péjoratifs la population créole : « une race basanée et renfrognée, évidemment teintée de sang indien, parlant couramment français et anglais, et s'adonnant aux injures et au whisky ». Mais, comme les autres, Shirreff explique que « presque chaque personne rencontrée considère Chicago comme le germe d'une ville immense, et les spéculateurs ont déjà acheté à prix élevés tous les terrains constructibles²⁵ ».

Charles Cleaver, un homme d'affaires anglais, s'établit à Chicago avec sa femme et ses neuf enfants en octobre 1833. Le premier hiver fut difficile, en raison d'un approvisionnement défaillant : on ne trouvait ni pommes de terre ni beurre, et la farine valait 28 dollars le tonneau. Au printemps 1834, la situation s'améliora, et la population passa de 300 à 700 ou 800 personnes. Deux hôtels « respectables » furent construits sur Lake Street, ainsi que plusieurs magasins. Un an plus tard, un hôtel de briques apparut au coin des rues Kinzie et Rush, et d'autres magasins ouvrirent. Cleaver était d'accord avec Latrobe et Shirreff : Chicago était un village boueux, tellement boueux que des carioles s'embourbaient dans les rues et que les dames y perdaient leurs chaussures. L'hiver de 1835, les loups s'aventurèrent en lisière de la bourgade, une aubaine pour les chasseurs, qui organisèrent des battues avec leurs chiens. À la même époque, les femmes tenaient des réunions hebdomadaires, et des concerts étaient organisés autour d'un piano venu de Londres : « La société semble prendre une forme plus nette, s'élevant du chaos dans lequel elle était auparavant²⁶ », écrit

Cleaver, qui croyait suffisamment en Chicago pour s'y installer et se lancer dans les affaires. En 1851, il acheta un terrain marécageux d'environ neuf hectares au bord du lac Michigan (aux alentours de la 38^e Rue) pour y installer une fabrique de savons et des logements ouvriers.

Des voyageurs français s'arrêtèrent également à Chicago. Le premier d'entre eux, Francis de Castelnau, y fit étape au début des années 1840, joignant sa voix à ceux qui déploraient la saleté de la ville tout en lui prédisant un avenir certain. À partir de la fin des années 1860, ils furent plus nombreux : Émile Jonveaux, Octave Sachot, Gustave de Molinari décrivirent ce qui était déjà une grande ville en plein essor. Ils n'avaient plus besoin de faire tant d'efforts d'imagination²⁷. L'académicien Jean-Jacques Ampère, au début des années 1850, visita Chicago et le décrivit comme « un bateau échoué sur une grève ». L'écrivain français resta d'ailleurs prudent sur le développement futur de la ville, comme s'il voulait tempérer l'enthousiasme de ses lecteurs : « Il faut se défier des prévisions et des prédictions en ce qui concerne l'extension future des villes en Amérique. On a voulu créer une capitale à Washington, et le vaste espace qu'on avait préparé pour les destinées idéales de la ville est demeuré en grande partie presque vide²⁸. »

C'est bien à partir du début des années 1830 que Chicago commença d'exister pour celles et ceux qui, venus de l'est, n'éprouvaient souvent que de l'indifférence pour la culture créole qu'ils faisaient disparaître, et qui se considéraient comme les agents industriels de la civilisation. On comprend dès lors leur souci de distinction, incarné dans l'imaginaire de la ville : Chicago n'est pas grand-chose, disaient-ils en substance, mais il est le germe d'une grande ville à venir, et possède déjà certains attributs de la civilisation. Plusieurs décennies plus tard, alors que la ville dépassait un demi-million d'habitants, le Chicago de 1889 décrit par Dreiser dans *Sister Carrie* était encore une ville projetée, dans son plan tiré bien au-delà du bâti : « [...] ses *miles* et ses *miles* de rues et d'égouts en des points où, d'aventure, une maison se dressait, solitaire mais annonciatrice des populeuses artères à venir. Il y avait des endroits dégagés, balayés par les vents et la pluie, éclairés pourtant, la nuit durant, par de longues rangées de réverbères, clignotant et vacillant dans le vent. D'étroits trottoirs en planches s'allongeaient, passant de loin en loin devant tantôt une maison et tantôt un magasin, pour déboucher en définitive en plein sur la prairie²⁹. »

Chicago, les esclaves

et les hommes libres de couleur

Il est possible que les historiens aient quelque peu idéalisé le *middle ground* en le présentant comme une utopie réalisée sur le point d'être engloutie par les Anglo-Américains. Les rapports de domination n'étaient évidemment pas absents de la région, et la société n'était pas douce pour les plus faibles et les plus marginaux.

La question de l'esclavage, en particulier, mérite d'être soulevée. Il est intéressant de noter que l'esclavage ne fait pas du tout partie de la mémoire de la ville. L'*Encyclopédie de Chicago*, par exemple, n'a pas d'entrée correspondante. Dans le premier livre d'envergure sur l'histoire des Noirs de la ville, *Black Metropolis*, publié en 1945, les auteurs présentaient Chicago comme la ville de l'abolitionnisme militant. Il est vrai que le contraste est grand avec le sud du territoire de l'Illinois, où des esclaves furent importés en grand nombre de Basse-Louisiane et de la Caraïbe dès les années 1720, au point qu'on comptait presque un tiers d'esclaves noirs dans la région au milieu du XVIII^e siècle. À l'inverse, Chicago et ses alentours ne semblent pas avoir accueilli d'esclaves en nombre important, ce qui ne signifie pas qu'ils n'existaient pas. Il est probable que des esclaves résidèrent dans la région, à titre temporaire ou définitif, à un moment ou à un autre au cours du XVIII^e siècle.

La constitution du nouvel État de l'Illinois, en 1818, tout comme celle de l'Indiana deux ans auparavant, interdit la mise en esclavage de nouvelles personnes et l'introduction d'esclaves dans l'État. Cela n'allait pas de soi, car, en dépit de l'« ordonnance du Nord-Ouest » de 1787 – qui créa un territoire correspondant aux États de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois, du Michigan, du Wisconsin et du Minnesota, où l'esclavage était prohibé –, les partisans de l'esclavage n'avaient pas renoncé à développer l'institution dans la région, au motif qu'elle favoriserait son développement économique. Dans le territoire de l'Illinois, l'ordonnance avait été interprétée dans son sens le plus restrictif : non point l'interdiction de l'esclavage, mais l'interdiction d'importer de nouveaux esclaves dans le territoire, de telle sorte que les personnes en situation d'esclavage en 1787, ainsi que leur descendance, n'étaient pas émancipées : on les appelait généralement les « *French slaves*³⁰ ». En revanche, il était possible d'introduire des « *indentured servants* », des serviteurs sous contrat : des Noirs dont la situation était voisine de celle des esclaves mais, au moins théoriquement, pour une période limitée dans le temps (quarante années), à l'issue de laquelle ils recouvraient leur liberté. Les enfants des serviteurs sous contrat étaient émancipés à vingt et un ans pour les femmes et dix-huit ans pour les hommes. En dépit de cette nuance,

ces serviteurs étaient bien enregistrés comme esclaves dans le recensement, puisque leur nombre passa de 135 en 1800 à 749 en 1820, ce qui ne peut être entièrement imputé à l'accroissement naturel³¹. Dans le sud de l'État, il était facile de traverser le Mississippi pour acheter des esclaves à Saint Louis : on les appelait aussi *servants*, mais leur situation était bien celle d'esclaves.

Le compromis constitutionnel de 1818, établi au terme de longues négociations, stipulait donc que, si l'esclavage était interdit, le service sous contrat (*indentured service*), en revanche, était maintenu, ce qui avait pour conséquence de prolonger quasi indéfiniment l'état de servitude des Noirs du sud de l'État. Mais, à l'imitation de l'Ohio, des lois d'exclusion (*black codes*) visèrent à limiter au maximum la migration de Noirs esclaves en provenance du Sud : il était précisé que seuls des Noirs libres pouvaient s'installer dans l'Illinois et que, en sus des documents prouvant leur statut, ils devaient justifier de ressources financières adéquates. Ces lois furent renforcées en 1829 et en 1853 : même si elles n'étaient pas systématiquement appliquées, elles freinaient et fragilisaient l'installation et le séjour des Noirs à Chicago. En outre, les Noirs installés dans l'Illinois furent privés de droit de vote jusqu'en 1870, et la plupart des lieux publics de l'État, comme les écoles, étaient ségrégués.

Pour le début du XIX^e siècle, les données du recensement apportent des éclairages utiles sur la présence noire à Chicago. D'après le recensement de 1830, on trouvait 747 esclaves dans l'Illinois pour 156 698 personnes libres (contre 917 en 1820 pour 55 211 habitants³²), principalement situés dans les comtés de Randolph (211), de Gallatin (184), de St. Clair (96), de Monroe (38), de Joe Daviess (31), de Pope (25), de Madison et de Fayette (24 chacun), et de Jackson (21), c'est-à-dire des comtés de la pointe sud de l'État, à l'exception de celui de Joe Daviess, où des mines de plomb étaient exploitées. Le recensement ne faisait pas de distinction entre « *French slaves* » et serviteurs sous contrat, mais il est certain que le nombre de « *French slaves* » allait diminuant et qu'ils étaient minoritaires dans la population esclave. En 1840, le chiffre était de 331 esclaves : l'esclavage était alors en déclin dans l'Illinois en raison de la vente d'esclaves dans le sud des États-Unis, où l'économie cotonnière prospérait. Le comté de Cook (correspondant à Chicago), qui n'existait pas encore en 1830, apparut dans le recensement de 1840, qui n'y faisait état d'aucun esclave. Ce recensement dénombrait par ailleurs 53 « libres de couleur » (*free colored persons*) à Chicago (pour 4 470 habitants³³). Trois ans auparavant, le recensement réalisé pour établir la liste électorale de la première élection municipale faisait état de 77 Noirs (« *Negroes* »). Ces chiffres sous-estimaient très

certainement la population noire de la ville, dans la mesure où le recensement comptait mal les populations socialement et juridiquement marginales. Les Noirs, soumis aux lois d'exclusion, en faisaient partie, même s'ils n'étaient pas les seuls dans ce cas (il y avait aussi les créoles et les Indiens).

Au tournant des années 1820-1830, il est donc presque certain qu'il n'y avait pas, ou pratiquement plus, d'esclaves installés à demeure dans la bourgade de Chicago et sa région. Pour autant, certains pouvaient être de passage à Chicago avec leurs maîtres, en particulier ceux venus pour affaires depuis le sud de l'État, le Missouri et le Kentucky. Le recensement local de 1848 fait état de 288 personnes noires, sur 20 028 habitants. Deux ans plus tard, le recensement national fournit le chiffre de 323 Noirs pour près de 30 000 habitants. Cette petite population vivait dans un quartier finalement assez voisin de la Black Belt qui s'établirait à la fin du XIX^e siècle. En 1860, le recensement dénombrait un millier de Noirs à Chicago, certains nés libres, d'autres émancipés, d'autres en fuite, mais sur qui on sait peu de chose.

Au même moment, les mouvements abolitionnistes s'installèrent dans la ville. Une branche de l'association nationale, l'American Anti-Slavery Society, fondée en 1833 à Philadelphie par William Lloyd Garrison et Arthur Tappan, fut établie en 1840, sous la houlette d'habitants affiliés à l'Église presbytérienne (First Presbyterian Church) ou à l'Église baptiste (Tabernacle Baptist Church), dont l'essor correspondait au grand réveil religieux des années 1830. On trouve dans la presse locale de l'époque de nombreux articles, généralement écrits par des figures nationales de l'abolitionnisme, comme le révérend William Goodell, fustigeant l'« institution particulière », appelant les chrétiens à se mobiliser contre elle, et annonçant telle ou telle réunion abolitionniste³⁴. Même si l'abolitionnisme ne recueillait pas l'assentiment de tous (de fait, au début des années 1840, à Chicago et dans d'autres villes, des scissions eurent lieu au sein des Églises presbytérienne et baptiste entre abolitionnistes militants et partisans de l'esclavage ou « modérés » ne souhaitant pas s'engager sur la question), il n'en demeure pas moins que Chicago fit très tôt figure de ville abolitionniste, attirant l'attention des abolitionnistes de la côte est, et surtout celle des esclaves eux-mêmes.

L'*underground railroad*, le « chemin de fer clandestin », ce réseau de passeurs et d'hôtes permettant aux esclaves en fuite de gagner le nord des États-Unis, était bien constitué dans les années 1840, et Chicago en devint rapidement un nœud important. Cela était dû à la position géographique de la ville, située à la fois dans un État voisin d'États esclavagistes (le Tennessee et le Kentucky) et au bord du lac Michigan,

lui-même frontalier du Canada. Deux grandes routes clandestines convergeaient vers Chicago : l'une, du sud vers le nord, passant par Chester, Vandalia et Springfield, acheminait les esclaves venant du delta du Mississippi et ceux du sud du Missouri. La seconde suivait la rivière Illinois selon une trajectoire sud-ouest/nord-ouest, via Alton, Jacksonville et LaSalle, acheminant des fugitifs des environs de Saint Louis. Ce pouvaient être aussi, dans les années 1820, des fugitifs du sud de l'État, dont on a dit qu'en pratique ils étaient bien dans un état d'esclavage. D'autres villes des Grands Lacs offrant des avantages comparables, comme Detroit, Toledo, Oberlin et Buffalo, connurent une situation similaire.

Encore fallait-il des militants abolitionnistes pour prendre en charge les esclaves. On trouve trace de plusieurs d'entre eux dans la Vivian G. Harsch Research Collection de la Chicago Public Library. Par exemple le marchand John Jones et sa femme Mary, qui s'installèrent à Chicago en 1844 : le sous-sol de leur maison abritait des esclaves en route vers le Canada. Leur ami Charles Volney Dyer fut nommé à Chicago en tant que médecin de la garnison de Fort Dearborn. Activement engagé dans le mouvement abolitionniste local, il accueillait des esclaves envoyés par John Hossack, un fermier établi à une trentaine de kilomètres de Chicago, qui acheminait les hommes dans une carriole. En octobre 1846, un chasseur d'esclaves professionnel nommé Gallagher captura deux Noirs qu'il affirmait être des fugitifs venus du Missouri : la justice locale s'empara de l'affaire, mais, le jour du procès, une foule importante d'abolitionnistes, noirs (en nombre sans doute supérieur aux chiffres du recensement) et blancs, armés de bâtons, s'empara des deux hommes et les mit en lieu sûr. Le *Fugitive Slave Act* (loi sur les esclaves fugitifs), voté en 1850 sous la pression des États esclavagistes (en échange de l'admission de la Californie comme État libre), visait précisément à empêcher les fuites (qui recevaient une large publicité dans le Sud), puisqu'il obligeait les forces de l'ordre dans le Nord à arrêter les suspects, autorisait les enlèvements d'esclaves (ou réputés tels) sans procès pour que ceux-ci fussent ramenés à leurs maîtres, et punissait celles et ceux qui les abritaient. Cette loi eut pour effet d'accroître la migration vers le Canada tout proche, où les fugitifs étaient définitivement hors d'atteinte des chasseurs d'esclaves. La nouvelle Constitution de l'Illinois, votée en 1848, réitéra l'interdiction de l'esclavage en ajoutant que les Noirs libres ne pouvaient entrer dans l'État, ce qui explique qu'aucun esclave n'était plus recensé en 1850.

Au début des années 1840, l'épicentre des activités abolitionnistes de l'Illinois s'était déplacé à Chicago. La deuxième convention antiesclavagiste de l'Illinois s'y tint en mai 1842 ; 106 délégués y

participèrent, dont 28 de Chicago. Surtout, la convention adopta le programme du National Liberty Party, entièrement consacré à l'abolition. Les délégués décidèrent aussi de créer un journal, le *Western Citizen*, qui devint le principal organe de diffusion de l'abolitionnisme dans la région. L'Illinois Liberty Party présenta des candidats dans plusieurs comtés, dont celui de Cook. Le *Western Citizen* annonçait les réunions du Liberty Party et publiait des témoignages de Noirs qui avaient échappé à des enlèvements³⁵. Lors de l'élection municipale de mars 1844, un membre du Liberty Party, Ira Miltmore, fut élu dans le troisième district, mais les résultats électoraux étaient modestes³⁶. Le Liberty Party s'opposa aussi, en vain, à la nouvelle Constitution d'État de 1848 qui empêchait les « personnes de couleur » d'entrer librement dans l'État. Ce fut son dernier appel, puisqu'il s'autodissout pour former le Free Soil Party avec d'autres petites organisations politiques, avant de donner naissance au Parti républicain en 1854. À Chicago, des meetings du Free Soil Party, organisés par la section de la ville, rassemblaient parfois jusqu'à deux mille personnes, en particulier, mais pas seulement, pour combattre la loi sur les esclaves fugitifs de 1850³⁷. Le conseil municipal de Chicago vota une résolution déclarant la loi anticonstitutionnelle, tandis que le sénateur Stephen Douglas, partisan de la loi et qui venait pourtant de s'installer à Chicago, rencontrait l'opposition véhémement des abolitionnistes. Lors de l'élection présidentielle de 1860, qui l'opposa à Abraham Lincoln, autre homme de l'Illinois, Douglas remporta largement les comtés du sud de l'État, son adversaire conquérant les comtés du Nord, dont celui de Chicago. C'est à Chicago qu'eut lieu la convention républicaine qui fit de Lincoln le candidat à la présidence, en mai 1860, et c'est l'essor démographique de Chicago qui lui permit de remporter l'État.

La guerre de Sécession fut l'occasion d'une mobilisation visible de Chicago, remarquée par la presse nationale. Plusieurs bataillons et compagnies furent levés par les habitants, selon des affiliations nationales : les Lincoln Rifles étaient composés de soldats originaires d'Europe centrale et orientale, à quoi s'ajoutaient les German Turner Union Cadets, la Scottish Highland Guard et le French Battalion. Pour autant, les lois de l'État de l'Illinois continuaient d'interdire les mariages mixtes et de refuser le droit de vote aux hommes noirs. Être opposé à l'esclavage ne signifiait pas être partisan de l'égalité raciale, comme on sait, et cette position était sans doute largement partagée dans la population de Chicago.

Le droit de vote pour les Noirs fut acquis en 1870, c'est-à-dire au même moment que dans les États du Sud. Le 15^e amendement, voté en 1869, interdisait toute remise en cause du droit de vote au motif de la

race, de la couleur de peau ou d'une condition passée de servitude. Il visait, en principe, les États du Sud, mais il pouvait aussi concerner des États du Nord, comme l'Illinois ou l'Indiana. Quatre ans plus tard, une loi votée par le congrès de l'Illinois interdit l'éducation ségréguée. Elle fut prolongée en 1885 par une autre loi interdisant la ségrégation dans les lieux publics, à l'instar de la loi nationale de 1875 (peu suivie d'effet et rendue définitivement caduque par l'arrêt *Plessy v. Ferguson* de 1896³⁸). À Chicago, la ségrégation dans les lieux publics demeurait chose courante. Pourtant, de nombreux témoignages de l'époque font état d'interactions fréquentes et même conviviales entre Noirs et Blancs, dans des bars ou à l'occasion de fêtes civiques. La situation en matière de relations raciales était assez mouvante et n'était pas normée strictement, de telle sorte qu'il était possible de trouver à Chicago des hôtels, des restaurants, des théâtres qui acceptaient les clients noirs, et d'autres qui les refusaient.

Un procès qui eut lieu en 1888 est révélateur de la situation des Noirs de Chicago. Une femme afro-américaine, Josephine Curry, poursuivit en justice Josiah Baylies, le directeur d'un théâtre qui, deux ans auparavant, avait refusé, à elle, à son mari et à deux de ses employés, des billets pour un spectacle. Baylies nia les faits, tout en reconnaissant la politique discriminatoire de son établissement, « pour ne pas avoir de bagarres ». Le jugement fut favorable à la plaignante, mais il n'entraîna pas une jurisprudence claire. La classe sociale importait aussi dans ces affaires : un couple respecté comme les Curry, qui tenait un salon de coiffure et vendait des produits cosmétiques, demandait de pouvoir fréquenter un théâtre de bonne réputation, et non un théâtre racialement mixte proposant des spectacles plus populaires³⁹.

Chicago se trouvait ainsi dans une situation commune à beaucoup de villes du nord des États-Unis : avant la guerre de Sécession, c'était à la fois un centre actif de l'abolitionnisme et du chemin de fer clandestin et un lieu marqué par des lois circonscrivant autant que possible la population noire et la plaçant sous la menace permanente d'une arrestation et d'une expulsion vers le sud. Les Noirs n'y votaient pas, n'étaient pas des sujets de droit, les écoles leur étaient fermées et les mariages mixtes y étaient interdits. Mais il s'agissait d'une population réduite, disséminée dans de petits quartiers de la ville, peu visible dans l'espace urbain en plein essor, dopé par l'activité économique. Les choses changèrent progressivement à la fin du siècle, et surtout au moment de l'arrivée en masse des Afro-Américains du sud des États-Unis à partir des années 1910.

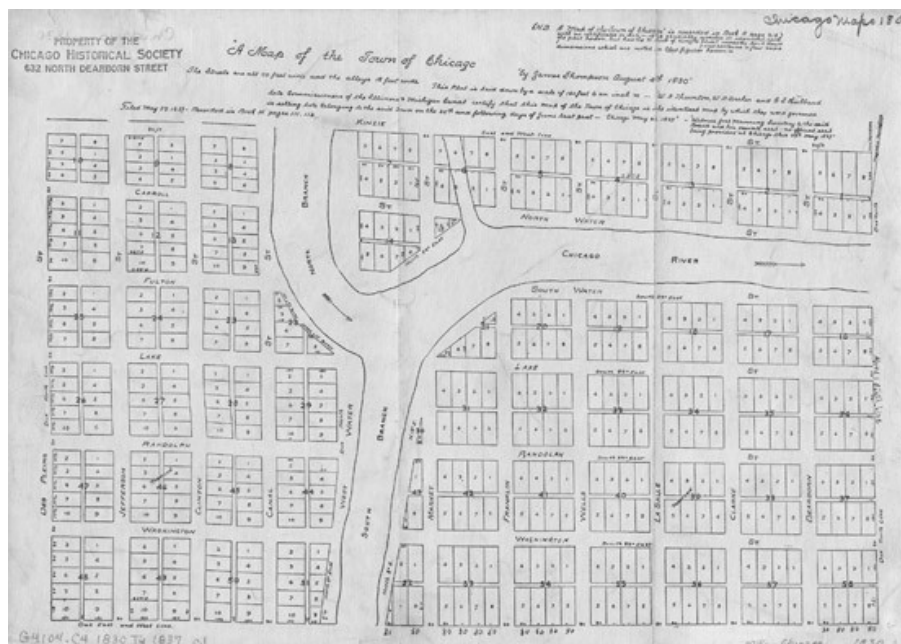
Le premier essor urbain

L'installation de ceux qui s'appelaient les « pionniers » et regardaient les Indiens et les créoles avec condescendance avait déjà été favorisée par l'ouverture du canal Érié en 1825, qui facilitait les liens entre Chicago et la vallée de l'Hudson ainsi que l'est du pays. Le transport fluvial était un moyen de déplacement bien plus commode que les diligences, très inconfortables et qui ne manquaient jamais, au printemps et à l'automne, de s'embourber dans les grandes plaines mal drainées de l'Indiana et de l'Illinois. Des bateaux à vapeur, qui s'étaient multipliés depuis l'ouverture de la ligne New York-Albany en 1807 grâce au fameux bateau *North River*, construit par Robert Fulton, sillonnaient les rivières et les Grands Lacs avec leurs roues à aubes, faisant escale dans le port de Chicago, aux côtés des goélettes utilisées pour le transport des marchandises. La petite ville bruissait d'activités commerciales. C'est alors que les premiers efforts de planification se firent jour.

En 1830, un premier plan fut dressé par James Thompson, un géomètre mandaté par les commissaires du canal que l'État de l'Illinois projetait de percer pour relier la rivière Chicago au Missouri. L'original de ce plan a été perdu, mais il avait été recopié. On y voit un damier soigneusement tracé, bien au-delà des constructions existant en 1830, faisant apparaître des « blocs » géométriques délimités par des rues et des avenues de vingt mètres de largeur (et traversés par des *alleys* de cinq mètres), cela de manière si régulière qu'un voyageur devait appeler Chicago « la ville la plus tirée au cordeau des États-Unis » – mais la plupart des villes nouvelles de l'époque étaient dessinées selon un plan en damier tout à fait similaire. Les *alleys*, conçues pour soulager les artères principales du trafic, étaient elles aussi propres aux villes nouvelles : on ne les trouvait pas dans les villes anciennes de la côte est. Ce premier plan a donné sa forme à la ville, même si, naturellement, elle allait s'étendre bien au-delà. Ce qui fait la vraie originalité du plan Thompson, c'est qu'il délaissait une bonne partie des rives du lac Michigan en s'arrêtant, côté est, à State Street. Il est clair que, aux yeux de Thompson, le rivage immédiat du lac n'offrait pas d'intérêt particulier, par contraste avec la rivière, autour de laquelle le plan s'organisait en prévision du percement du canal.

C'est la rivière qui faisait la valeur du site de la ville nouvelle ; c'est elle qui était l'objet de tous les soins. Une carte du port de Chicago datée de 1837 (« carte du capitaine Allen ») indique que deux jetées s'avancant dans le lac de part et d'autre de l'embouchure venaient d'être construites (elles ne sont pas présentes sur le plan Thompson)

pour éviter son obstruction par des bancs de sable, dûment localisés. Les bateaux venant du lac pouvaient désormais entrer dans la rivière et décharger passagers et marchandises sur les quais, au lieu de jeter l'ancre au large et de confier leur cargaison à des chaloupes.



Le plan Thompson de 1830 dessine le damier de la ville future. Chicago allait s'étendre bien au-delà du périmètre de ce plan, mais c'est Thompson qui établit le tracé des avenues et des rues, ainsi que leur largeur.

C'était bien en prévision de l'accroissement du trafic fluvial que l'État de l'Illinois s'était lancé dans les travaux de construction du canal dès 1836. Large de vingt mètres et profond de deux, le canal Illinois et Michigan, en bonne partie creusé par les ouvriers irlandais qui avaient auparavant travaillé au chantier du canal Érié, fut inauguré en 1848, avec quelques années de retard dues à la crise des années 1837-1842 – une crise qui n'était pas étrangère au canal lui-même, du reste, puisque c'est sa construction qui avait causé la fièvre de spéculation immobilière dont nous avons parlé. Des chemins de halage couraient le long des cent cinquante-cinq kilomètres reliant la rivière Chicago à la rivière Illinois, et facilitaient un trafic continu entre le lac Michigan et le Mississippi.

L'inauguration de 1848 fit état des prévisions les plus optimistes. De fait, le canal Illinois et Michigan joua un rôle important dans l'essor économique de Chicago jusqu'au début du ⁴⁰xx^e siècle, alors même qu'il fut doublé par une voie de chemin de fer à partir de 1853 – celle-

ci asphyxia le transport fluvial de passagers, la nouvelle merveille, le train, reléguant rapidement le canal au rang de vestige des temps anciens. Ceux qui chantaient les louanges du canal en 1850 évoquèrent le train deux ans plus tard avec tout autant de lyrisme⁴¹. Le trafic commercial sur le canal fut interrompu en 1933, et l'Illinois et Michigan sert aujourd'hui de voie fluviale touristique⁴².

Avec le canal, les fermiers pouvaient expédier leur grain, particulièrement le maïs, vers Chicago, où les négociants offraient de bons prix, plutôt que vers Saint Louis, la ville rivale, qui ne s'en remit jamais. Il en allait de même du bois des forêts du Wisconsin et du Michigan, qui affluait en grandes quantités vers la ville par la voie lacustre, avant d'être expédié par le canal plus au sud. C'était notamment le « *white pine* » (pin leucoderme), très abondant dans les forêts du Michigan, du Wisconsin et du Minnesota, qui attirait les commerçants. Le pin leucoderme poussait droit et haut, et son bois était facile à travailler. En outre, il avait une caractéristique remarquable, sa très grande flottabilité, ce qui autorisait son transport par les rivières et les canaux. Une ville en devenir avait besoin d'un approvisionnement commode en bois de construction et de chauffage. Les équipes de bûcherons coupaient les arbres pendant l'hiver, lorsque les cours d'eau étaient gelés, puis les troncs étaient tirés par des chevaux et des bœufs jusqu'au bord des rivières. On les entassait en énormes piles en attendant le dégel. La mise à l'eau de milliers de troncs et leur transport au fil du courant représentaient un travail titanesque, extrêmement dangereux pour les hommes, qui sautaient d'un tronc à l'autre avec leurs perches munies d'un crochet métallique, en tâchant d'éviter les enchevêtrements inextricables qui pouvaient paralyser le trafic pendant des semaines. Les convois aboutissaient finalement au lac Michigan, sur les rives duquel des scieries débitaient les troncs en planches, qui étaient ensuite chargées sur des bateaux à destination de Chicago.

Les bateaux livraient leur cargaison sur la branche sud de la rivière, dans un quartier, le *lumber district*, qui, à partir des années 1850, devint le plus grand marché de bois du monde. La ville ne consommait pas tout ce bois : une partie était redistribuée par trains et canaux dans les plaines du Sud et de l'Ouest, où il était rare. Des négociants spécialisés, dont certains possédaient leurs propres scieries, comme les frères Charles et Nathan Mears, en acheminaient d'énormes quantités, attirant des acheteurs en grand nombre, menuisiers, charpentiers, détaillants de bois, sans oublier les compagnies de chemin de fer, qui commandaient des quantités prodigieuses pour leurs wagons et leurs traverses, faites de bois dur enduit de goudron de houille. Le trafic maritime et fluvial fit de Chicago la ville la plus importante de la

région occidentale des Grands Lacs ; le rail devait en faire la capitale économique du pays.

En 1837, suivant en ceci un schéma classique aux États-Unis, la ville reçut sa « charte municipale » (*city charter*), ce qui signifie qu'elle était autorisée à s'administrer elle-même (au lieu de l'être par le comté de Cook, dont elle dépendait). Elle fut administrativement divisée en six districts (*wards*) envoyant des représentants au conseil municipal (*common council*, qui devint le *city council* à partir de 1875). Même si la ville était trop jeune pour avoir une élite aussi distinguée et disposant d'un capital matériel et symbolique aussi élevé que les « Brahmanes » de Boston, elle disposait néanmoins d'une élite marchande qui, logiquement, avait ses représentants au sein du conseil municipal.

Le premier maire, William B. Ogden (1805-1877), était l'un d'eux : il avait amassé une fortune en achetant et revendant des terrains, et il investirait après son mandat municipal dans les chemins de fer et la banque. Au cours des années 1830-1850, il comptait parmi le petit nombre d'hommes d'affaires qui dirigeaient la ville. La distribution des richesses à Chicago était alors plus inégale que dans les villes de l'est du pays. En 1850, les 1 % les plus riches possédaient 52 % de la richesse de la ville, contre 40 % à New York, 42 % à Brooklyn et 37 % à Boston⁴³. Les habitants les plus riches étaient des propriétaires immobiliers, à l'image des deux plus grosses fortunes, Ogden et William E. Jones, ou bien des banquiers et des marchands. Les travaux historiques sur cette première élite commerçante de Chicago ont montré que ses origines étaient un peu plus modestes que celles des élites des vieilles villes de la côte est, ce qui indique que la mobilité sociale dans cette ville neuve en plein essor économique était relativement forte⁴⁴. Si trois quarts de ces hommes étaient nés aux États-Unis, il en allait différemment du reste de la population locale, particulièrement dans les strates modestes des ouvriers employés à la construction ou au déchargement des navires, et dans celles des employés de commerce.

Bien que disposant de finances limitées, le conseil municipal fut assez efficace pour favoriser le développement économique et l'organisation de la ville, à travers la construction d'un pont sur la branche sud de la rivière, d'écoles et de services encore rudimentaires de police et de pompiers. Mais l'État de l'Illinois conservait la haute main sur la plupart des questions locales. Chicago s'est caractérisé dans les premières décennies de son existence par la relative faiblesse de sa municipalité en comparaison avec d'autres villes auxquelles leurs États respectifs accordaient plus de pouvoirs. Pour autant, la municipalité n'était pas impuissante. Robin Einhorn a montré

comment le système de construction des équipements publics fonctionna selon un principe à peu près équitable de répartition très segmentée entre entrepreneurs, le système des *boosters*, ce qui n'avait rien de démocratique mais pouvait être efficace.

Pour preuve la grande affaire urbanistique des années 1850. Les rues de Chicago étaient construites à peu de chose près au niveau du lac, de telle sorte que, en cas de fortes pluies, le médiocre drainage ne remplissait plus son rôle. Les rues se transformaient alors en marécages boueux. En 1855, le conseil municipal décida donc de les élever, et même d'élever la ville entière. Ces grands immeubles que l'on hissa sur de grosses poutres tandis qu'on remplaçait leurs fondations, sans interrompre les activités commerciales et autres, suscitèrent l'étonnement dans le pays. Certaines maisons furent tout simplement déplacées, glissant sur des rondins tirés par des chevaux. Chicago fut ainsi rehaussé de un mètre à un mètre cinquante. Dans le même mouvement, des égouts furent installés et les rues solidement pavées. Plusieurs parcs furent aussi créés, formant une couronne verte autour du centre-ville : Lincoln Park au nord, Humboldt Park, Central Park et Douglas Park à l'ouest, Washington Park et South Park au sud, vers Hyde Park. En 1870, l'homme politique anglais Richard Cobden pouvait conseiller à un ami de ne visiter que deux endroits aux États-Unis : « les chutes du Niagara et Chicago⁴⁵ ».

En 1870, la ville s'était déjà dotée d'un équipement civique notable, à savoir des rues assainies, des parcs et des biens culturels témoignant des ressources et de l'image de soi des élites locales : la Chicago Historical Library (fondée en 1855), avec ses plus de quinze mille volumes, des écoles, une université – la « vieille » université de Chicago, comme on l'appelle aujourd'hui pour la distinguer de l'actuelle, fondée par Rockefeller en 1890. Établie en 1856, cette université baptiste comportait une école de droit qui est aujourd'hui celle de Northwestern University. Ses difficultés financières eurent raison d'elle en 1886, ce qui offrit la possibilité d'une refondation quatre ans plus tard.

Mais cette « efficacité civique » se délita à la fin des années 1860. Les rivalités accrues entre les élites locales et les très gros industriels, comme ceux de la viande (un secteur qui posait des problèmes de pollution dans toute la ville), mirent fin au système segmenté et firent de la municipalité un lieu de contestation et de débats âpres à propos de l'allocation des ressources et de la définition du bien commun⁴⁶. La situation demeura telle jusqu'aux années 1930, les grands entrepreneurs se concurrençant par le clientélisme et la corruption des élus municipaux.

La multiplication des immeubles commerciaux, administratifs et d'affaires changea l'aspect du centre-ville à partir des années 1860. Les établissements industriels et les grands entrepôts furent repoussés le long des deux branches de la rivière Chicago, vers le nord et surtout vers le sud ; autour d'eux, les quartiers ouvriers se densifièrent, avec leurs délimitations ethniques. Le quartier d'affaires se dessina donc aux alentours de la branche principale de la rivière. Des photographies de l'époque montrent un ensemble assez dense d'immeubles de cinq étages, parfois un peu plus, séparés par des rues encombrées. C'est dans ce secteur que les prix des terrains étaient les plus élevés et faisaient l'objet de la spéculation la plus intense.

Le « prince bâtisseur » de la ville fut sans conteste Potter Palmer (1826-1902) : après s'être retiré du commerce en 1865, il investit sa fortune dans l'immobilier, construisant aussi bien des maisons en bois dans les quartiers ouvriers près des branches divergentes de la rivière que certains des plus grands immeubles de Chicago. Ce fut le cas en particulier le long de State Street, dans le quartier d'affaires, où il acheta en 1867 une bande de terrain de plus de un kilomètre de longueur. Il persuada le conseil municipal de faire élargir la rue et de remplacer les trottoirs, faits de planches de bois, par un pavement. Enfin, il attira les commerçants, à commencer par son ancien partenaire Marshall Field, de telle sorte que State Street devint l'axe nord-sud principal de la ville. En 1868 et 1869, Palmer fit réaliser par son agent immobilier un album photographique de ses constructions qui constitue un témoignage précieux de ce à quoi ressemblait Chicago avant le grand incendie. On y voit le premier hôtel Palmer House, avec ses deux cent vingt-cinq chambres et son mobilier luxueux, mais aussi le magasin de Field, des petites maisons à structure « ballon » (proie facile pour les flammes), ou encore des résidences le long de Michigan Avenue et de Wabash Avenue.



Palmer House, reconstruite en 1875. Haut de sept étages et richement décoré, cet immeuble symbolise la reconstruction rapide et réussie de Chicago après le grand incendie de 1871.

La croissance accélérée de la ville eut également pour conséquence sa dilatation géographique non seulement par extension de ses quartiers ouvriers, mais aussi à travers des lotissements de belles maisons construits en périphérie et destinés à la nouvelle bourgeoisie des affaires et des professions libérales : vers l'ouest du côté de Union Park, vers le nord à proximité de Lincoln Park, vers le sud à Hyde Park ou Kenwood. Des lignes d'omnibus furent inaugurées pour relier les nouveaux quartiers au centre-ville (on en comptait dix-huit vers 1856), puis des lignes de train qui permettaient d'aller plus loin encore, vers des localités de « banlieue » (les termes *suburbs* et *suburban* étaient déjà utilisés en 1869). Ainsi, la ligne longeant le lac Michigan vers le nord favorisa l'essor d'Evanston, à une vingtaine de kilomètres du centre, là où Northwestern University fut fondée en 1851. Sa population, qui n'était que de 4 400 habitants en 1880, bondit à 19 000 en 1900. Trente kilomètres plus au nord, Lake Forest, fondée en 1856, était la ville de certains des hommes d'affaires les plus riches de Chicago.

La prospérité évidente de Chicago sembla connaître un coup d'arrêt dramatique le 8 octobre 1871. Aujourd'hui – bien que l'auteur de cette histoire, un journaliste local, eût reconnu trente ans plus tard l'avoir inventée pour enjoliver un article –, on raconte toujours que le feu s'amorça dans l'étable de Mme O'Leary, à Bridgeport, au sud-ouest du

quartier d'affaires, lorsqu'une de ses vaches donna une ruade dans une lanterne. Même si sa véritable origine est inconnue, il n'en demeure pas moins que l'incendie ravagea la ville sur une échelle gigantesque. La population et les pompiers réagirent trop tard. Le feu, bien alimenté par les maisons en bois, franchit la branche sud de la rivière, détruisa le centre-ville, puis poussa vers la branche nord. Lorsqu'il s'éteignit de lui-même, il avait causé la mort de plusieurs centaines de personnes et la destruction de dix-sept mille maisons et immeubles, laissant un tiers de la population sans logis. Encore aujourd'hui à Chicago, les habitants parlent couramment du *fire*, comme s'il s'agissait d'un événement fondateur de la ville. Il est certain que tout était à reconstruire : le centre-ville était en ruine, la rivière encombrée de débris. Même Palmer, réputé pour son énergie, faillit baisser les bras et envisager de s'établir ailleurs.



THE GREAT FIRE AT CHICAGO, OCT. 8TH 1871.

Cette gravure illustre l'ampleur de l'incendie de 1871, de part et d'autre de l'embouchure de la rivière. Un « océan de flammes » détruisit le centre-ville, suscitant des comparaisons avec le grand incendie de Londres en 1666.

Pourtant, Chicago se releva en quelques années. Les grandes tendances qui avaient donné sa forme et son essor à la ville ne furent pas remises en cause par l'incendie. Dans l'immédiat, il fallait s'occuper des quelque cent mille sans-abri : des collectes d'argent et de vêtements furent organisées dans les grandes villes américaines et

même à Londres. Les rares bâtiments publics épargnés par le désastre leur furent ouverts par la municipalité, qui fixa également le prix des denrées de base. Pour financer la reconstruction, les hommes d'affaires de la ville furent sollicités, d'autant que l'appareil industriel n'avait pas été gravement touché, à l'exception notable de l'usine McCormick. Le plan général demeura, les immeubles furent reconstruits avec des précautions particulières pour éviter ou circonscrire un nouveau sinistre (usage de la brique et du fer, bannissement du bois, escaliers extérieurs de secours). Même si la crise économique des années 1873-1879 ralentit les opérations de reconstruction, la structure économique de Chicago était suffisamment robuste pour absorber le coût de l'incendie. À tel point que, vingt-deux ans plus tard, au moment de l'Exposition universelle de 1893, des promoteurs immobiliers et des architectes n'hésitaient pas à affirmer que le grand incendie avait finalement été bénéfique à Chicago en lui permettant, tel un Phénix, de renaître modernisé, avec une nouvelle architecture audacieuse et le sentiment d'être une ville emblématique connue bien au-delà des frontières du pays.

CHAPITRE 2

LA VILLE DES GROS BRAS

Hog Butcher for the World,

Tool Maker, Stacker of Wheat,

Player with Railroads and the Nation's Freight Handler ;

Stormy, husky, brawling,

City of the Big Shoulders⁴⁷.

À partir des années 1860, Chicago, qui était jusqu'alors une ville de commerce, devint très rapidement une grande capitale industrielle. Le nombre de firmes industrielles passa de 129 en 1860 à 730 en 1873, employant 50 000 ouvriers. En 1880, Chicago comptait 4 000 de ces établissements, avec 80 000 employés, dont 75 000 ouvriers (15 % de la population totale de la ville contre 5 % en 1860). C'était alors la plus grande ville industrielle à l'ouest des Appalaches. Par contraste avec des villes marquées par la mono-industrie, comme Pittsburgh (pour la sidérurgie) et bientôt Detroit (pour l'automobile), elle se caractérisait par la diversité de ses activités, depuis les usines sidérurgiques et métallurgiques géantes jusqu'à la confection et à la fabrication de battes de base-ball. Elle se distinguait aussi de New York, ville composée d'une marqueterie de petites industries. Chicago était aussi la ville des grandes usines. En 1900, elle abritait trois des quatorze plus grandes usines des États-Unis.

D'un point de vue géographique, la rivière et les lignes de chemin de fer constituaient les grands axes de l'industrie locale. Mais, à partir de 1860 environ, le centre de gravité industriel se déplaça des alentours de la branche principale de la rivière et de la branche nord vers le sud de la ville, à proximité de la branche sud de la rivière jusqu'au lac Michigan et, plus loin encore, vers la rivière Calumet. Ce chapitre examine d'abord l'essor des principales industries de Chicago – le rail et la construction ferroviaire, les abattoirs et l'industrie de la viande, les machines agricoles –, ainsi que ses effets sur la ville.

La capitale du rail

Plus que toute autre industrie et que tout autre moyen de transport, le train joua un rôle essentiel dans l'essor de Chicago. Le rail a eu une présence imaginaire exceptionnellement forte aux États-Unis, bien plus que le transport fluvial, suscitant des hyperboles aussi audacieuses que la ville de Chicago elle-même. À en croire les discours, Chicago et le train étaient faits l'un pour l'autre, mobilisant tous deux des espoirs presque mystiques, comme si l'avenir du monde s'était dessiné dans la construction frénétique des voies ferrées et de la grande ville, comme si le train avait accompli le destin de Chicago.

Dans son célèbre roman *Sister Carrie* (1900), Theodore Dreiser décrit le voyage en train de l'héroïne éponyme, une jeune fille qui quitte sa famille pour s'établir à Chicago, dont, « depuis sa petite enfance, on lui rebattait les oreilles de [la] splendeur ». Nous sommes en 1889 : « Déjà, de vastes réseaux de voies ferrées, caractéristique et signe distinctif de Chicago, s'étendaient de part et d'autre. Il y avait des milliers de voitures et les tramways faisaient résonner leur timbre. Des deux côtés de ce flot de circulation s'élevaient des maisons crasseuses, des usines enfumées, de grands élévateurs. À la faveur d'une échappée, on voyait les preuves du développement urbain. Des tramways s'arrêtaient aux carrefours pour laisser passer le train. Des gardes-barrières actionnaient les bras de signalisation qui barraient les rues. Des cloches tintaient, les rails grinçaient, au loin on entendait des sifflements⁴⁸. » Pour Carrie Meeber, l'arrivée en train à Chicago est fondatrice de sa relation à la ville.

Dès le début des années 1850, alors que seulement quelques kilomètres de voie ferrée avaient été posés, les investisseurs en préoyaient déjà les conséquences, plus pour l'acheminement des produits agricoles que pour le transport des passagers. Le rail n'était pas une nouveauté radicale dans le pays : il s'était développé à partir de la fin des années 1820, principalement dans les États de la côte est (Maryland, Pennsylvanie, Massachusetts) et dans certains États du Sud. En 1836, à l'imitation des « compagnies à charte⁴⁹ », comme la Baltimore & Ohio Railroad, une compagnie fut fondée par quelques-uns des hommes d'affaires les plus puissants de Chicago (dont Ogden) afin de construire et d'exploiter une voie ferrée entre Chicago et Galena, une ville minière située à proximité du fleuve Mississippi, dans le nord-ouest de l'Illinois. Mais la crise de 1837 ruina le projet, qui ne fut remis sur le métier que dix ans plus tard, au retour des beaux jours.

Pour lever des fonds, Ogden et le banquier Scammon entreprirent de

solliciter les fermiers potentiellement concernés par le projet : l'idée n'était pas neuve, puisque des hommes d'affaires de Baltimore avaient aussi eu recours à une myriade de petits investisseurs pour construire la Baltimore & Ohio. L'investissement capitaliste pour le train était bien plus lourd que pour le canal ou la route : la compagnie devait acheter les terrains, poser les voies, construire les gares et acquérir le matériel roulant. Les hommes d'affaires de Chicago n'ayant pas plus que ceux de Baltimore les reins assez solides pour se lancer seuls dans l'aventure, ils firent appel à la population, ce qui, de surcroît, suscita une publicité et un engouement, et assura par avance à la compagnie une clientèle assidue. L'opération réussit, permettant de rassembler suffisamment d'argent pour commencer la construction des premiers kilomètres de rail en mars 1848.

On ne perdit pas de temps : le premier tronçon, reliant Chicago à la rivière Des Plaines, fut mis en service en novembre. Le succès auprès des fermiers fut immédiat : ils avaient désormais la possibilité d'acheminer leurs produits agricoles, en particulier leur blé, de manière bien plus sûre et bien plus rapide que par les routes, où les carioles s'embourbaient si souvent à l'automne. Certes, des « *plank roads* » – routes recouvertes de planches de bois – avaient été ouvertes (en 1848, justement), qui amélioraient nettement les conditions de circulation. Mais on s'aperçut rapidement que les planches ne résistaient pas au gel hivernal : elles éclataient, quand elles n'étaient pas dérobées pour des usages privés⁵⁰. Quant aux canaux et aux Grands Lacs, ils gelaient pendant l'hiver. Le chemin de fer, lui, fonctionnait toute l'année selon des horaires bien réglés et prévisibles, mais, par souci d'économie, le matériel était de seconde main et un peu fatigué. La locomotive avait été achetée à une compagnie de l'État de New York par la Michigan Central, avant d'être revendue à la Galena & Chicago et rebaptisée *Pioneer* (on peut aujourd'hui l'admirer au Chicago Historical Museum, en meilleur état et plus pimpante qu'en 1848). Puis, progressivement, du matériel neuf fut acheté grâce au réinvestissement des profits commerciaux.



À la fin du XIX^e siècle, Chicago est la capitale du rail américain, un nœud ferroviaire est-ouest et nord-sud pour les voyageurs, le bétail et les marchandises. Parmi les nombreuses compagnies, l'Illinois Central, qui contrôle la ligne Chicago – La Nouvelle-Orléans, joue un rôle essentiel dans la grande migration des Noirs du Sud.

Finalement, en 1854, une compagnie concurrente, l'Illinois Central, atteignit Galena avant la Galena & Chicago Union Railroad. Toutefois, les rails de celui-ci étant parvenus jusqu'à Freeport, non loin de Galena, les deux compagnies passèrent un accord concernant le tronçon entre les deux bourgades. La Galena & Chicago se lança ensuite dans la construction d'autres lignes régionales dans la région céréalière, rayonnant en étoile depuis Chicago. En quelques années, Chicago surpassa Saint Louis, qui avait reçu jusqu'au début des années 1850 deux fois plus de blé et de farine que sa rivale⁵¹. Les céréales des grandes plaines du Middle West, qui étaient habituellement acheminées, via Saint Louis, vers La Nouvelle-Orléans, à l'embouchure du Mississippi, se dirigeaient désormais vers la grande ville du Nord, qui les expédiait ensuite par le lac vers les grands centres urbains de la côte est, à commencer par New York, qui en réexportait une partie vers l'Europe. Dès le début des années 1850, par conséquent, un réseau ferré régional se développa, destiné initialement aux fermiers, mais qui attira rapidement d'autres passagers. La Galena & Chicago mit en service des voitures pour passagers et des trains qui faisaient étape dans de nouvelles gares, lesquelles allaient devenir quelques décennies plus tard des gares de banlieue, avec des voyageurs faisant quotidiennement l'aller-retour. Quatre mille cinq cents kilomètres de voie ferrée étaient posés en 1856 à Chicago et dans sa région

immédiate, sur lesquels circulaient quotidiennement 58 trains de voyageurs et 38 trains de marchandises. En 1849, première année complète de service, la Chicago & Galena transporta 37 000 passagers. En 1880, l'Illinois Central transportait à lui seul 250 000 passagers par mois sur ses lignes régionales⁵². Quant au grain, dès 1851, la Galena & Chicago en transportait plus que le canal Illinois et Michigan.

Il est certain que le chemin de fer eut des conséquences essentielles pour Chicago à l'échelle régionale : il écarta la ville rivale de Saint Louis et accéléra l'essor de Chicago, l'établissant sans conteste comme la ville capitale de la région, celle vers laquelle convergeaient des flux chaque jour plus importants d'hommes et de marchandises. Jusqu'aux années 1860, c'est ce réseau dense de voies de communication à l'échelle régionale, plus que les liaisons nationales, qui donna son impulsion à Chicago et fit la force de la ville. Même Milwaukee, qui récupérait le blé des plaines du Minnesota et du Wisconsin pour l'expédier par voie maritime, n'était pas de taille. La presse économique de Chicago ne commença à mentionner l'importance du commerce avec le Sud qu'à partir de 1860⁵³. Chicago était encore bien calé sur la nature environnante, et en tirait des bénéfices considérables. Les compagnies de Chicago se flattaient de ce qu'aucune ferme de l'Illinois n'était distante de plus de quatre-vingts kilomètres d'une gare.

À cela s'ajoutèrent le raccordement de Chicago aux lignes de l'est du pays et l'ouverture de lignes vers le sud par la Chicago, Burlington & Quincy et l'Illinois Central (Saint Louis), et vers l'ouest par la Chicago & Northwestern. Au moment où le commerce avec le Sud décollait, la guerre de Sécession interrompit le trafic, mais la ligne de l'Illinois Central servit à acheminer les troupes nordistes vers Cairo (Kentucky) et Memphis (Tennessee), et même plus loin à la fin de la guerre, ainsi que les vivres et le matériel militaire. L'Illinois Central en tira des bénéfices importants. En 1860, trois lignes de chemin de fer desservaient la liaison Chicago-New York, à quoi s'ajoutait le trafic des bateaux sur le lac et le canal Érié. Quelles que fussent les destinations finales des voyages, Chicago devint rapidement le point de passage obligé pour les passagers et les marchandises. C'était déjà la capitale mondiale du chemin de fer. Terminus, Chicago ! Plus de six mille kilomètres de voies ferrées étaient posés dans l'Illinois en 1860. En 1864, les huit principales compagnies de chemin de fer de Chicago faisaient rouler 820 locomotives et 14 681 wagons (1 473 locomotives et 32 130 wagons six ans plus tard).

Lorsque, en mai 1869, à Promontory Point, dans l'Utah, le dernier rail fut cloué à la dernière traverse de la ligne intercontinentale, les hommes d'affaires de Chicago célébrèrent l'événement, clamant que

leur ville était bien la « New York de l'Ouest ». Chicago était désormais à cent six heures de train de San Francisco⁵⁴. Côté est, jusqu'en 1870, il n'y avait pas de liaison directe avec New York et la côte. La Michigan Central, par exemple, faisait changer ses passagers à Detroit et Buffalo. Les conditions de voyage étaient rudimentaires : le chauffage était précaire l'hiver, et les wagons étaient surchauffés l'été. La mise en service de voitures-couchettes à partir de 1856 améliora les voyages à longue distance pour les passagers, tandis que la spécialisation des wagons permettait un transport plus efficace des marchandises. Cependant, les tarifs des compagnies suscitaient le mécontentement des fermiers : au lancement d'une ligne, ils étaient bas, de même lorsqu'une concurrence existait entre compagnies ou avec un canal ; mais, en situation de monopole, ce qui arriva de plus en plus souvent avec les fusions des années 1860, les prix s'envolaient.

Les gros investisseurs ne venaient pas de Chicago, mais de Boston ou de New York, des hommes aux ressources bien plus importantes qui concevaient Chicago comme la limite occidentale de leurs réseaux. John Murray Forbes (1813-1898), par exemple, issu d'une grande famille « brahmane » de Boston, fut président de la Michigan Central Railroad, puis de la Chicago, Burlington & Quincy Railroad, compagnies dans lesquelles il investit une part de sa fortune, avec ses amis proches, comme John Thayer, ou avec d'autres, comme William Osborne, président de l'Illinois Central, ou encore Erastus Corning, qui possédait une partie de la Chicago, Burlington & Quincy et de la Michigan Central. L'historien Alfred Chandler a montré combien le marché des actions et surtout des obligations de compagnies de chemin de fer était actif dans l'est des États-Unis, particulièrement chez les investisseurs de Boston, à partir des années 1830, puis chez les hommes de Wall Street après 1850⁵⁵. Les rivalités entre compagnies pour exploiter telle ou telle ligne, mais aussi les rapprochements et les fusions faisaient le quotidien du grand capitalisme américain dans ces années-là. Vers 1860, la puissance économique de Chicago n'était aucunement comparable à celle de New York, de Boston ou de Philadelphie, mais les investissements pérennes consentis pour le chemin de fer par les acteurs de ces capitales financières avaient des effets sur la ville.

Les conséquences urbaines de l'arrivée du train à Chicago se manifestèrent d'abord par l'installation de voies de chemin de fer, d'entrepôts et de gares qui devinrent des points de repère familiers. La première gare, celle de la Galena & Chicago, était initialement située au coin des rues Canal et Kinzie (non loin de la jonction des deux branches de la rivière) ; elle fut ensuite déplacée de trois cents mètres vers le centre-ville, au bord de la rivière, ce qui permettait des

transferts aisés entre les trains et les bateaux⁵⁶. Quant à l'Illinois Central, un compromis passé entre ses promoteurs et la municipalité, intéressée par les ambitieux projets de la compagnie, l'autorisa à s'installer sur une partie de la large bande de terrain inoccupée entre Michigan Avenue et le lac. L'Illinois Central y ajouta d'autres terrains situés en bordure du lac et édifia fièrement sa grande gare, l'Illinois Central Terminal, en plein centre, à l'emplacement de l'ancien fort Dearborn, sur Randolph Street. Cette gare devint la gare par excellence de la ville, empruntée plus tard par les migrants du Sud. L'installation de l'Illinois Central provoqua le mécontentement des riches résidents établis sur Michigan Avenue, qui voulaient conserver leur vue sur le lac et craignaient que leurs propriétés ne perdissent leur valeur. Mais la compagnie avait suffisamment de relations politiques, y compris l'appui du sénateur Douglas, pour outrepasser les oppositions locales. Le réseau dense de voies de chemin de fer le long du lac devint un élément très reconnaissable du paysage urbain de Chicago jusque dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle.

Par souci d'économie et de commodité pour le transfert des passagers et des marchandises, certaines gares étaient utilisées par plusieurs compagnies : la First LaSalle Street Station, par exemple, était un terminus commun à la Rock Island, à la Michigan Southern et à la Northern Indiana (elle fut détruite par l'incendie de 1871, reconstruite et modifiée plusieurs fois par la suite⁵⁷). La première Union Station fut construite, au coin de Canal et Monroe, par la Chicago, Milwaukee & Saint Paul, associée à d'autres compagnies, avant d'être déplacée en 1925 dans un bâtiment à la salle d'attente et aux escaliers grandioses, symbolisant la munificence du chemin de fer. Les gares étaient transférées ou agrandies pour accueillir plus de voyageurs et de fret, mais aussi des restaurants, des marchands de journaux, des cireurs de chaussures et tous les commerces ayant un lien avec le voyage ferroviaire.

La municipalité de Chicago n'avait pas de plan de développement pour le train : elle se contentait d'approuver ou de refuser les demandes des compagnies, lesquelles posaient leurs rails et construisaient leurs bâtiments avec une grande marge de manœuvre. C'est pourquoi, à Chicago comme dans d'autres grandes villes américaines, les lignes enchevêtrées ont dessiné un réseau d'apparence anarchique, qui encore aujourd'hui laisse les voyageurs perplexes.

L'accroissement énorme et rapide du trafic ferroviaire entraîna un engorgement des voies et des gares. Pour accroître les flux de marchandises agricoles, les wagons simples emplis de sacs de céréales cédèrent la place à des wagons à trémie rendant possible le transport en vrac. Des silos munis d'élévateurs à godets, qui se multiplièrent

dans le voisinage des gares et près de la rivière à partir des années 1850, permettaient de stocker le grain rapidement et efficacement, en minimisant les manipulations humaines. Les énormes silos de la compagnie Sturges, Buckingham & Co., ou de Gibbs, Griffin, grandes bâtisses de brique sans fenêtres, ne manquaient pas d'impressionner les voyageurs qui sortaient de la gare de l'Illinois Central. Un visiteur écrivit que les élévateurs avalaient le grain « comme un chien affamé dévore un quartier de viande et en réclame plus vite qu'on ne peut lui en fournir ». À l'automne, la quantité de grain à stocker était telle que les silos ne suffisaient pas ; il fallait leur adjoindre des bateaux, ancrés sur la rivière et ses petits canaux adjacents, jusqu'à ce que le grain fût chargé sur les goélettes et les trains. Mais dès lors il n'était plus possible de distinguer son origine : en versant son blé dans le wagon à trémie et le silo, l'agriculteur recevait un bon de tirage correspondant à la quantité et à la qualité de son grain, qu'il pouvait ensuite négocier auprès d'un acheteur⁵⁸. Cette relation abstraite à la marchandise favorisa la création d'un marché centralisé de céréales, le Chicago Board of Trade.

Créée en 1848, la Bourse de Chicago, surnommée l'« Autel de Cérès », vivota jusqu'en 1856, lorsque son conseil d'administration fixa trois catégories standardisées de grain de blé correspondant à une qualité et à un prix spécifiques. À partir de 1858, le conseil publia un rapport annuel (*Annual Statement*) qui est une source précieuse pour les historiens économistes. On y constate que la plupart des pratiques spéculatives communes aux Bourses de valeurs mobilières étaient déjà présentes et qu'elles s'intensifièrent avec les guerres (la guerre de Crimée, puis la guerre de Sécession), au cours desquelles des manœuvres frauduleuses faisaient varier les prix dans des proportions considérables, sur l'année. Les fermiers pâtissaient de ces variations et dirigeaient leur courroux sur les spéculateurs de Chicago ainsi que sur les propriétaires des silos géants, accusés de pratiquer des prix exorbitants et de mélanger illégalement différentes qualités de grain, en dépit des inspections diligentées par la Bourse. Le législateur se saisit de la question, et une loi votée en juillet 1870, la loi des « *elevators* », institua un comité de surveillance et de régulation des silos, des pesages précis des quantités de grain et des tarifs régulés, le tout placé sous la surveillance de l'« inspecteur en chef des grains de l'Illinois ». La généralisation des contrats à terme permit aussi aux fermiers et aux négociants de se couvrir contre les fluctuations du marché. Mais les *warehouse men* ne s'avouèrent pas vaincus et refusèrent d'obéir à la loi : deux d'entre eux, Ira Munn et George Scott, furent donc poursuivis, et condamnés. La Cour suprême des États-Unis fut amenée à trancher, à l'issue d'un appel, par la décision *Munn v. Illinois* de 1876, qui confirma le droit d'un État à réguler une activité

économique privée au nom de l'intérêt général. Mais, même dans ce cadre régulé, le sort des fermiers américains se jouait désormais à Chicago : c'est là que les cours étaient fixés, c'est là que les stocks de céréales (pour les fermiers de la région) étaient conservés puis revendus.

Une autre conséquence du développement du chemin de fer fut l'afflux de voyageurs dans la ville. Les fermiers des campagnes environnantes, les voyageurs de commerce et les hommes d'affaires, logeant dans les hôtels qui se multipliaient au voisinage des gares, mais aussi les migrants encombrés de bagages, attirés par les industries en plein essor, tous se pressaient sur les quais et dans les salles des pas perdus. Par contraste avec les voyageurs des années 1830, qui gagnaient Chicago par le lac et la diligence, ou même dans des chariots tirés par des bœufs pour les plus pauvres, le train s'imposa, à partir de la fin des années 1850, comme le mode de transport principal. Les fermiers qui venaient négocier leur blé achetaient des biens d'équipement, du bois, des articles en cuir, des vêtements, etc. Des boutiques s'ouvraient, des magasins de grande dimension apparaissaient.

Potter Palmer ouvrit le sien sur Lake Street en 1852 : il proposait des produits venus d'Europe, comme des tapis et de la vaisselle, et, pour ne pas encombrer les acheteurs, proposait d'envoyer les paquets chez eux. En 1865, il vendit son affaire à Marshall Field et Levi Leiter, lesquels, poursuivant sur cette lancée, allaient faire de leur magasin l'un des plus célèbres des États-Unis, installé à partir de 1868 sur State Street, dans un immeuble de marbre de cinq étages brillamment éclairé, et employant une armée de vendeurs spécialisés. À cela il faut ajouter, à partir du milieu des années 1850, des fabricants de vêtements de confection (qui profitèrent des commandes militaires pendant la guerre), des chapeliers, des fourreurs, des fabricants de fourneaux et d'ustensiles de cuisine, et quantité d'autres commerces et industries lancés par des jeunes gens entreprenants venus de New York, d'Albany ou de Philadelphie et qui avaient compris que Chicago était la ville des affaires par excellence.

Cette situation de capitale du train favorisa également le développement d'industries ferroviaires. Les compagnies possédaient des ateliers de réparation employant des centaines d'ouvriers, et des firmes spécialisées construisaient du matériel ferroviaire : des rails, des équipements divers, et surtout des wagons. Ce fut d'abord le cas de la Chicago Rolling Mills Company, fondée en 1857 par Eber Ward. Initialement spécialisée dans la transformation de blocs de fer en rails grâce à son laminoir, la firme fabriqua à partir de 1865 des rails en acier en faisant venir les gueuses – désormais produites en quantité

grâce au procédé Bessemer – d'usines sidérurgiques situées dans le Michigan voisin. D'autres compagnies produisaient de l'acier pour les ponts, les wagons et les locomotives. À partir de 1868, la Chicago Iron Company alluma ses premiers hauts-fourneaux, faisant venir du charbon des Appalaches et du minerai de fer de la péninsule du Michigan. Les usines sidérurgiques et métallurgiques se trouvaient ainsi réunies dans la même ville, ce qui facilitait encore la croissance industrielle. Dans les années 1880, alors qu'elles étaient sur le point de fusionner pour former l'Illinois Steel Company, les aciéries de Chicago produisaient un tiers des rails américains. Elles se posaient en rivales de l'empire Carnegie, installé à Pittsburgh – avec lequel elles finirent par fusionner lors de la création de la US Steel en 1901.

Des compagnies de matériel ferroviaire prirent également leur essor. La plus connue d'entre elles était la Pullman Palace Car Company, fondée en 1867 par George Pullman (1831-1897). La légende veut que ce dernier, ingénieur et homme d'affaires touche-à-tout, eut l'idée de concevoir un wagon-lit après avoir passé une nuit sans sommeil dans un train⁵⁹. L'entreprise commença par transformer des wagons classiques en wagons-lits, avant de concevoir des wagons entièrement nouveaux au luxe ostentatoire, reproduisant le confort victorien, à l'imitation des bateaux : tapis, lampes en argent, fauteuils en cuir, bibliothèques, rien n'était trop beau aux yeux de Pullman pour attirer la clientèle aisée et la faire voyager dans des conditions agréables sur des trajets qui duraient couramment plus de quarante-huit heures. « Du luxe pour la classe moyenne » : tel était le slogan de la compagnie. Aux wagons-lits s'ajoutèrent dès 1867 des wagons-restaurants au service soigné, digne d'un établissement de luxe. Le *Delmonico*, par référence au restaurant new-yorkais du même nom, était même un wagon-restaurant gastronomique⁶⁰. La compagnie offrait également aux voyageurs une gamme de services – enlèvement des bagages à domicile, commande des repas à la place, etc. – qui nécessitaient un personnel nombreux. D'où la figure bien connue du « porteur Pullman », un employé noir appelé familièrement « George » – nous aurons à en reparler. Plus tard, des wagons destinés aux hommes d'affaires furent mis en place, puis d'autres encore, comme ceux pour les touristes, avec des fenêtres panoramiques permettant de contempler les paysages du Grand Ouest américain. Le système Pullman proposait constamment des nouveautés et des raffinements considérés comme le *nec plus ultra* d'un style de vie moderne. L'entreprise louait ses wagons aux compagnies de chemin de fer, ce qui permettait une diffusion plus rapide encore de ces innovations, au rythme des demandes des passagers eux-mêmes, sur qui Pullman comptait beaucoup. Une publicité importante contribua à installer la marque Pullman aux États-Unis. Celle-ci fut associée aux présidents

américains, d'Abraham Lincoln (un wagon Pullman transporta son cercueil de Washington à Springfield en 1865) à Barack Obama (qui voyagea de Philadelphie à Washington dans un wagon Pullman à plateforme à la veille de son entrée à la Maison-Blanche en janvier 2009⁶¹).

Pullman multiplia les usines dans différentes villes du Middle West (en rachetant des firmes métallurgiques à Elmira, Saint Louis et surtout Detroit), mais c'est à Chicago qu'il développa son projet industriel le plus ambitieux, articulé à un projet urbain de grande ampleur⁶². En 1880, l'industriel acquit un terrain de mille six cents hectares à vingt kilomètres au sud du centre-ville, à l'embouchure de la rivière Calumet dans le lac Michigan, là où elle forme un petit lac – un endroit qui aurait aussi bien pu être le site originel de Chicago. L'emplacement était relié à la ville par la ligne de l'Illinois Central Railroad, mais il était suffisamment isolé pour satisfaire Pullman, qui voulait créer une usine et une ville modèles, à même d'éloigner les ouvriers des vices de la ville – saloons, agitateurs politiques et syndicaux. Cette approche paternaliste était semblable à celle d'autres patrons de l'époque, en Europe et aux États-Unis, dans l'industrie textile (à l'image des villes-usines du Massachusetts, comme Lowell) ou dans l'industrie chimique (Du Pont de Nemours à Wilmington). Pullman engagea un architecte, Solon Spenser Beman, et un paysagiste, Nathan Barrett, pour concevoir sa ville modèle. Les bâtiments publics furent placés autour d'un parc, à proximité de la gare. Des rues tirées au cordeau distribuaient les habitations de brique, de taille et d'aspect variables selon le rang professionnel et la taille des familles, ainsi que les équipements publics (des églises, le « *market square* » avec les commerces, les écoles, la bibliothèque, le théâtre, l'hôtel Florence, etc.).

Les conditions de vie étaient incontestablement bien meilleures que celles des ouvriers des quartiers plus centraux. L'usine était située au milieu de la ville, avec ses longs bâtiments très visibles sur les photographies. En 1884, la ville Pullman comptait huit mille habitants et attirait beaucoup l'attention : les articles de presse, les témoignages de visiteurs soulignaient l'élévation matérielle et morale des ouvriers, symbole de la réussite du projet. La grande grève de 1894 n'avait pas encore eu lieu, et les observateurs imaginaient la ville Pullman comme préservée des conflits du travail. La ville était gérée par Pullman de manière autoritaire : la presse y était interdite, les réunions politiques aussi, et des inspecteurs vérifiaient la bonne tenue des foyers, avec menace d'expulsion sous dix jours à la clé.

La ville Pullman était alors indépendante de Chicago (elle dépendait administrativement de Hyde Park), et les règles communes ne s'y

appliquaient pas. Cela n'avait rien d'exceptionnel dans les États-Unis de la fin du XIX^e siècle, dont il ne faut pas exagérer l'unification juridique et politique, y compris au sein d'un même État. Dans un article du *Harper's Monthly* publié en 1885, Richard Ely, professeur d'économie à Johns Hopkins et future grande figure du mouvement progressiste, affirmait que la ville Pullman, parce qu'elle contrevenait aux principes démocratiques américains, était « *un-American* ». Mais sa voix était isolée⁶³. Ely reconnaissait les qualités de la ville, le confort inhabituel des maisons, le soin des constructions, mais il dénonçait l'absence de droits : « Les gens n'ont pas plus de droits qu'un résident du Kamtchatka. » Il comparait Pullman à Bismarck et à Alexandre II de Russie, estimant que le magnat américain dévoyait les institutions américaines et que, quelles que fussent ses bonnes intentions, le confort matériel ne pouvait se substituer aux règles démocratiques. Toutefois, ce qu'Ely ne faisait qu'effleurer dans l'article, à savoir le prix relativement élevé des loyers payés par les ouvriers à la compagnie, allait se révéler tout aussi décisif lors de la grève de 1894 que le paternalisme étouffant de Pullman.

En 1898, c'est la Cour suprême de l'Illinois qui, en ordonnant le rattachement de la ville Pullman à la ville de Chicago, considéra que son fonctionnement était décidément *un-American*. Lorsque ce rattachement fut effectif en 1907, Pullman perdit de son originalité communautaire pour devenir un quartier ouvrier de Chicago semblable aux autres quartiers du sud de la ville, avec une histoire voisine : les renouvellements de populations au rythme des vagues d'immigration diluant les communautés allemande et polonaise des origines, les conséquences de la Grande Dépression appauvrissant le quartier au moment où celui-ci avait besoin d'être rénové, l'installation de résidents afro-américains à partir de la Seconde Guerre mondiale. Le déclin du quartier fut enrayé par la mobilisation des habitants à partir des années 1970. En 1973 fut créée l'Historic Pullman Foundation, visant à s'appuyer sur l'histoire du quartier afin de combattre les projets de destruction conçus par les autorités publiques et la chambre de commerce pour élargir la zone industrielle. Un musée des porteurs Pullman fut également créé, et le quartier fut enfin déclaré « *city landmark district* » (point d'intérêt historique de la ville), ce qui eut pour conséquence de préserver son architecture. Bien que l'usine Pullman eût fermé ses portes en 1981, le quartier a donc connu une renaissance certaine sous l'égide de l'Illinois Historic Preservation Agency. Les grands bâtiments des usines, l'hôtel Florence, la tour à l'horloge du bâtiment administratif sont aujourd'hui des sites touristiques prisés.

La « boucherie du monde »

De toutes les activités industrielles de Chicago, les abattoirs sont celle qui a suscité la littérature la plus dense, parfois la plus dénonciatrice. Et quelle littérature ! Au début du ^{xx}e siècle, l'écrivain *muckracker* Charles Edward Russell fustigeait le « plus grand trust du monde » (*The Greatest Trust in the World*). Le fameux roman *La Jungle*, d'Upton Sinclair (1878-1968), publié en 1906, procéda d'une enquête menée par l'auteur, qui se fit embaucher comme ouvrier dans les abattoirs et y travailla pendant sept semaines. L'objectif du roman était de dénoncer les conditions de vie et de travail des ouvriers, l'« enfer de l'exploitation ». Si le public américain retint davantage la qualité très médiocre de la viande qu'il consommait, et les dangers sanitaires consécutifs, que l'exploitation des ouvriers (« je visais le cœur des lecteurs ; j'ai touché leur estomac », déplora Sinclair dans un article de *Cosmopolitan Magazine* en octobre 1906), la force du roman n'en tient pas moins à ses descriptions ethnographiques du travail dans les abattoirs.

Les abattoirs attirèrent aussi l'attention des voyageurs étrangers. Parmi eux, le Français Paul de Rousiers, qui publia en 1892 *La Vie américaine*, dont un chapitre est consacré aux « grandes villes de viande⁶⁴ ». Le récit de sa visite aux abattoirs Armour commence ainsi : « Dès l'arrivée, l'aspect extérieur de ces immenses bâtiments en bois et en briques, noircis par la fumée des machines et entourés de parcs en planches, de voies ferrées et de chemins boueux, produit un effet peu agréable à l'œil ; en même temps, l'odorat est péniblement affecté par une indéfinissable odeur où l'étable, l'abattoir et la cuisine se mélangent de la façon la plus odieuse et la plus étrange⁶⁵ [...] ». Sinclair aussi insiste sur l'odeur qui assaille la famille lituanienne à son arrivée dans le quartier des abattoirs : « C'était une odeur primitive, crue et grossière ; elle était lourde, presque rance, sensuelle et pénétrante. Certains s'en enivraient comme d'un alcool, d'autres se couvraient le visage de leur mouchoir⁶⁶. » Trente ans plus tard, Georges Duhamel brosse des abattoirs un tableau semblable, plus sombre encore, dans un chapitre des *Scènes de la vie future* intitulé « Le royaume de la mort » : « Quand le vent souffle du sud-ouest, Chicago sent la colle forte [...], une inimaginable odeur de cuisine funéraire, de buanderie, d'intestins chauds⁶⁷. »

Avant 1865, le bétail acheminé pour nourrir les quelques milliers d'habitants de Chicago était parqué dans des enclos disséminés aux pourtours de la ville. Il y avait suffisamment d'espaces herbeux pour accueillir vaches et cochons. À proximité immédiate, les hôtels et les saloons où vendeurs et acheteurs se réunissaient étaient notoirement

connus pour leur tapage. L'arrivée du chemin de fer favorisa le regroupement des enclos en unités plus grandes au voisinage desquelles des voies secondaires pouvaient être construites. Au cours de la guerre de Sécession, les grosses commandes de viande passées par l'armée motivèrent le projet conjoint des compagnies de chemin de fer et de l'union des producteurs de porc : rassembler tous les enclos en un seul lieu bien desservi par le rail. Pour cela, une nouvelle compagnie, l'Union Stock Yard and Transit Company, capitalisée à un million de dollars par les partenaires susnommés, fut formée, et elle acheta dans la foulée un vaste terrain de cent trente hectares au sud de la ville, proche de la branche sud de la rivière, dans ce qui deviendrait plus tard le South Side.

Le terrain étant plus bas que le cours d'eau, il fallut installer un système de drainage au moyen d'un canal relié à la rivière, ce qui entraîna rapidement une pollution catastrophique de celle-ci et du lac Michigan par le sang et les entrailles des animaux. Le terrain fut divisé en 500 enclos, qui devinrent 2 300 trois ans plus tard, permettant d'accueillir simultanément 21 000 vaches, 75 000 porcs, 22 000 moutons et 200 chevaux⁶⁸. Le projet survint au bon moment, puisque le massacre des bisons dans les plaines du Middle West eut pour conséquence, outre la disparition des Indiens, l'installation de l'élevage extensif dans les grandes plaines du Texas, du Missouri et du Kansas. En 1867, le premier train chargé de vaches texanes « longhorns » quitta Abilene (Kansas) pour Chicago. Au retour, les trains apportaient du matériel aux éleveurs, en particulier du bois et du fil de fer barbelé (à partir de 1873) pour clôturer les pâturages.

La nouvelle économie de l'élevage qui se mit en place dans les années 1860-1870, et qui était totalement dépendante du chemin de fer, avait donc pour centre Chicago. Duhamel saisit en quelques lignes le changement qui s'opérait alors, décrivant « les moutons qui ont pâturé dans l'ouest du continent, dans le Nevada, le Wyoming ou l'Idaho, les bœufs du Texas et du Nebraska, les porcs de l'Iowa et du Missouri, tous ces animaux auxquels nous gardons, hypocritement, en France le doux nom d'animaux domestiques, les animaux de la maison, de la famille, et qui sont ici, tout net, le matériel de l'usine à viande⁶⁹ ». Le soir, dans son hôtel devenu « son refuge contre cette ville folle », Duhamel, ahuri, s'interroge : « Combien de temps, combien de temps encore pour que l'ombre de l'abattoir se dissolve dans l'oubli, seul remède, seule excuse ? Combien de temps me faudra-t-il pour guérir de Chicago⁷⁰ ? »

Dans le *yard* de Chicago, chaque compagnie de chemin de fer se vit attribuer un lot d'enclos qu'elle devait desservir par plusieurs voies ferrées. Une entrée monumentale, avec une arche et deux tourelles,

signalait l'importance du lieu. En outre, une voie circulaire entourait l'ensemble du *yard*. La « plus grande cité bovine du monde » ne manquait pas d'impressionner les visiteurs, qui pouvaient admirer le tout depuis la terrasse de Hough House, l'hôtel de deux cent soixante chambres construit pour loger les marchands. Un immeuble abritant les transactions était également situé à proximité. Ce gigantesque marché devait fonctionner pendant un siècle, jusqu'en 1971, après avoir accueilli plus de un milliard de têtes de bétail.



Les Union Stockyards. Près des usines à viande, les enclos où le bétail est gardé avant d'être abattu s'étendent à perte de vue. Des passerelles facilitent le transfert vers les lieux d'abattage.

L'abattage n'était pas, dans ces premiers temps, la spécialité de Chicago. Le *yard* était d'abord un marché aux bestiaux géant qui redistribuait le bétail vers d'autres régions et d'autres villes, telle Cincinnati. Celle-ci était surnommée « Porkopolis » et réputée pour le débit de ses abattoirs de porcs, dont l'organisation devait inspirer Ford un demi-siècle plus tard pour la mise au point de la chaîne d'assemblage de son modèle T. Quant au bœuf, il était tué à proximité immédiate des lieux de consommation, car on ne savait pas conserver sa viande (contrairement à la viande de porc, qui se sale ou se fume, l'animal pouvant donc être abattu industriellement pendant la saison chaude). Il y avait bien quelques abattoirs à Chicago avant 1860, mais ils étaient destinés à la consommation locale et ne rivalisaient pas avec ceux de « Porkopolis ». La situation changea pendant la guerre de Sécession : les commandes de l'armée de l'Union favorisèrent l'installation d'abattoirs de porcs à Chicago. Les vaches, en revanche, étaient toujours acheminées vivantes vers la côte est et ailleurs.

Pour que les lieux d'abattage se rapprochent du *yard* de Chicago et que celui-ci se transforme en site d'abattage industriel, il fallait donc résoudre le problème de la conservation et du transport de grandes quantités de viande pendant la saison chaude. Là encore, le train joua un rôle essentiel en permettant le transport suffisamment rapide de

blocs de glace depuis les régions les plus froides vers le nord de l'État, puis vers le Wisconsin et le Minnesota. Mais les compagnies de chemin de fer n'étaient pas favorables au transport des carcasses : elles préféraient acheminer le bétail vivant. C'était là une source de bénéfices confortables, et elles avaient déjà lourdement investi en wagons, rampes de chargement, etc. Cela convenait moins aux producteurs de viande, qui devaient payer le transport des parties non rentables des animaux (entrailles, os, etc.), représentant près de la moitié de leur masse totale.

Gustavus Swift transforma radicalement le marché de la viande aux États-Unis. Né en 1839 dans une famille d'éleveurs de bétail de Nouvelle-Angleterre, Swift se lança en 1855 dans le commerce de bestiaux puis, sept ans plus tard, ouvrit avec sa femme une boucherie dans la région de Boston. En 1875, il s'installa dans le *yard* de Chicago, où son sens des affaires fit merveille. Il acheta des wagons réfrigérés qu'il fit perfectionner par un ingénieur spécialement embauché, de telle sorte que les carcasses fraîches pouvaient arriver en bon état dans les grandes villes de l'Est. Les wagons étaient chargés à chaque extrémité de blocs de glace qu'il fallait renouveler lors des trajets les plus longs, entre Chicago et New York par exemple (quatre jours de voyage). Swift fit donc installer des entrepôts de glace le long du trajet, ce qui supposait une organisation lourde – la production, le transport et la conservation de centaines de milliers de tonnes de glace. La Washington Ice Company, la plus importante firme spécialisée dans la glace à Chicago, possédait ses « champs de glace » dans le Wisconsin, mais Swift et Armour développèrent leurs propres systèmes de fourniture de glace, avec quelques milliers d'ouvriers pour découper et stocker les blocs.

Les compagnies de chemin de fer résistèrent au transport réfrigéré de la viande en refusant d'acquérir des wagons spécialisés ou en accordant des remises importantes aux expéditeurs de bétail vivant. Mais les avantages procurés par le transport de carcasses et la détermination des *packers* furent les plus forts. Le transport économique de viande fraîche fit la fortune de la compagnie Swift. Les animaux étaient tués dans les abattoirs Swift, leurs carcasses transférées par treuillage dans des wagons réfrigérés Swift, puis, à destination, stockées dans des entrepôts réfrigérés Swift, avant d'être distribuées à des boucheries en gros, puis aux boucheries locales. Certains bouchers refusèrent de vendre la « viande de Chicago », mais Swift, Armour et les autres avaient les moyens de les asphyxier en ouvrant des dépôts qui vendaient directement et à bas prix la viande aux consommateurs. Les bouchers récalcitrants finirent par rendre les

armes, c'est-à-dire par renoncer à l'abattage de leur viande. À New York, les quelque deux cents petits abattoirs qui existaient encore vers 1860 avaient disparu vingt-cinq ans plus tard⁷¹. Le nom « Swift » s'étalait en grosses lettres sur les wagons qui sillonnaient le pays. Swift rendit « le bœuf bon marché aux États-Unis », disait-on. Au milieu des années 1860, Chicago était désigné comme la capitale de la viande, et les abattoirs étaient regardés comme une merveille de la modernité. Le coût de production du bœuf dans les élevages extensifs de l'Ouest était si bas que, même en tenant compte des coûts de transport, la viande de Chicago était moins chère pour les consommateurs de l'Est que celle produite localement.

D'autres grandes entreprises d'abattage prirent leur essor au même moment : Morris, Armour, Hammond, Cudahy et Libby. Elles étaient toutes fondées sur le même principe de centralisation de l'abattage à Chicago et de distribution de carcasses dans tout le pays par le rail. À partir du milieu des années 1880, une décentralisation des activités d'abattage se dessina, avec l'ouverture d'usines dans l'Iowa, le Kansas et le Missouri, pour désengorger le *yard* de Chicago. Les grandes entreprises d'abattage de Chicago, Swift en tête, sont devenues des exemples classiques de concentration verticale, bien étudiés par l'historien des affaires Alfred Chandler⁷² : en partant de la production, Swift intégra progressivement les circuits de distribution tout en diversifiant au maximum ses produits. Swift fut parmi les premiers à associer dans la même organisation les circuits de production et ceux de distribution, et même de marketing et de publicité. Il comprit précocement que le commerce de viande préparée ne pouvait prospérer qu'à condition de contrôler l'ensemble de la chaîne de production et de distribution, de manière à garantir une viande standardisée. Même si la variété des bêtes sur pied interdisait une standardisation complète du produit, et nécessitait (comme c'est toujours le cas aujourd'hui) l'examen de chaque animal ainsi que le découpage manuel de sa carcasse, il est clair qu'à Chicago s'inventa l'industrialisation de la viande, et que celle-ci s'inscrivit dans un processus généralisé de fabrication et de distribution en masse de produits aussi standardisés que possible.

Le marché de la viande de Chicago était national ; il devint bientôt international. Depuis New York, la viande fut exportée vers la Grande-Bretagne à partir de 1875 grâce à des bateaux munis de cales réfrigérées. Puis les quantités s'accrurent à la fin des années 1880 grâce à la vente de « *compressed beef* », c'est-à-dire de bœuf en boîte de conserve, qui intéressa grandement les armées britannique et française. En 1884, le gouvernement britannique passa commande de trois cents tonnes de bœuf en conserve pour son expédition militaire

sur le Nil⁷³. L'année suivante, le gouvernement français passa également commande pour l'armée et la marine. Les producteurs de ces deux pays protestèrent et s'organisèrent, en particulier ceux de porc, en dénonçant la mauvaise qualité de la viande de Chicago : il s'ensuivit une bataille commerciale et juridique, et les exportations américaines firent l'objet de mesures protectionnistes en Europe (Grande-Bretagne, France, Allemagne), suivies de mesures identiques en représailles du côté américain.

L'industrialisation de l'abattage du bétail offrait une autre possibilité : l'utilisation maximale des produits non carnés, comme la peau, les os, les nerfs, etc. À Chicago, « on utilise tout, sauf le cri des porcs⁷⁴ », s'exclamait Duhamel. Les firmes disposaient pour ce faire de laboratoires de chimie. Certes, rien de comparable avec les grands laboratoires de recherche comme celui de Du Pont, fondé en 1902 et qui correspondait à la volonté de diversification des nouveaux dirigeants de la firme chimique dans des domaines dérivés de la chimie de la cellulose. Si, en dehors de sa conservation par le froid (naturel, puis artificiel), la viande ne réclamait pas de recherches particulières, en revanche des investissements étaient nécessaires pour réussir à tirer quelque profit du reste de l'animal et à limiter les rejets dans la rivière, lesquels suscitaient les protestations récurrentes des habitants de la ville. En dépit du fait que le *yard* avait été installé à distance du centre-ville pour réduire les nuisances, la rivière se chargeait de rappeler sa présence par la puanteur qui s'en dégageait l'été. La pollution était telle que le lac était également affecté ; comme la ville en tirait son eau potable, cela posait des problèmes sanitaires. La construction en 1867 de la « *water tower* » – encore debout aujourd'hui, elle est l'un des rares bâtiments à avoir survécu à l'incendie de 1871 –, reliée à un tunnel allant chercher l'eau potable trois kilomètres au large, fournit une solution provisoire : la question de l'eau potable était résolue, mais les nuisances provoquées par la rivière demeuraient.

Une autre solution consistait donc à moins rejeter dans la rivière. La graisse des animaux était depuis longtemps utilisée pour fabriquer des bougies, mais les chimistes mirent à profit les déchets pour fabriquer de la colle (issue des cartilages), des engrais (du sang séché), des brosses (des poils), des boutons (faits d'os), du savon (Armour le vendit sous la marque Dial) – autant de sous-produits qui entraient pour une part croissante dans les profits des abattoirs. S'ils ne posaient pas de problèmes sanitaires, il en allait autrement de ceux qui étaient ajoutés, ou en remplaçaient frauduleusement d'autres, plus chers ou plus sûrs. C'était le cas de l'oléomargarine, qui combinait de la graisse animale, de l'huile végétale et d'autres produits, une graisse

blanchâtre qui ressemblait au lard et était souvent vendue comme telle. C'était aussi le cas des boîtes de viande en conserve (le fameux *corned-beef*) et des saucisses, dans lesquelles on trouvait de la viande avariée ou issue d'animaux malades, ainsi que toutes sortes de choses non comestibles, y compris des rats, qui pullulaient dans les abattoirs, et divers déchets. À cet égard, les révélations de *La Jungle* firent l'effet d'un coup de tonnerre, à tel point que, raconte-t-on, le président Theodore Roosevelt fut malade en lisant le livre et qu'il cessa de manger des saucisses au petit déjeuner ! Les descriptions naturalistes de Sinclair déclenchèrent une enquête officielle, suivie du vote du *Pure Food and Drug Act* en juin 1906 et de la création d'une agence fédérale, la Food and Drug Administration, chargée de son application. Il n'empêche que, au début du ^{xx}e siècle, nul ne songeait à revenir au commerce de la viande tel qu'il existait antérieurement : pour les progressistes, il convenait de mieux surveiller les abattoirs et les usines de viande de Chicago, pas de les fermer. En 1905, dans son enquête *The Greatest Trust in the World*, le journaliste Charles Edward Russell (cofondateur de la National Association for the Advancement of Colored People – NAACP – en 1909) dénonçait les agissements du « trust du bœuf » en matière de transport, mais il n'y était question que de régulation et de surveillance des « rois des abattoirs⁷⁵ ». Le livre déclencha une enquête antitrust qui n'aboutit pas, même si, en 1920, les grandes firmes de Chicago acceptèrent de vendre une partie de leurs activités, en amont et en aval de l'abattage et de la découpe.

Cependant, les atouts de Chicago dans le commerce de la viande n'étaient pas inégalables. Dès la fin du ^{xix}e siècle, les abattoirs étaient engorgés. On devait entasser les animaux dans les enclos, qu'il n'était plus possible d'agrandir. Les terrains vagues qui bordaient le *yard* dans les années 1870 et où l'on plaçait des peaux à sécher, par exemple, étaient désormais occupés par des enclos et des bâtiments. L'ensemble se présentait comme un enchevêtrement d'enclos, de rails et de rampes de déchargement, d'usines fumantes, un désordre apparent qui frappait les visiteurs. À cela s'ajoutaient quatre décharges à ciel ouvert où s'aventuraient les plus miséreux à la recherche de quelque objet à vendre, ou même de nourriture.

En 1900, la capacité quotidienne des abattoirs de Chicago était de 75 000 vaches, 80 000 moutons et 300 000 porcs. À cette surpopulation s'ajoutait la congestion du trafic ferroviaire, qui occasionnait des retards et des pertes dans les trains de bétail vivant. Par ailleurs, il existait d'autres villes plus à l'ouest, plus proches des grands pâturages et de mieux en mieux reliées aux grands réseaux ferroviaires. Comme d'habitude, Swift prit les devants en construisant en 1888 une nouvelle usine à Kansas City, puis une autre à Omaha en

1890, puis d'autres à East Saint Louis et Saint Joseph. À Omaha, à la fin du siècle, on tuait et emballait un tiers du total des bœufs de Chicago ; à Kansas City, c'était plus de la moitié. Le volume total de viande traitée à Chicago ne bougea pas jusqu'aux années 1930, mais la part relative des abattoirs de la ville déclina pendant la même période. Lorsque Duhamel les visita en 1929, il ne comprit pas (et que de choses n'a-t-il pas comprises lors de son voyage !) qu'ils étaient déjà en déclin – un déclin qui s'accroîtrait après guerre, jusqu'à la fermeture complète du site en 1971.

Aujourd'hui, il ne reste plus à Chicago qu'un seul abattoir, Chiappetti Lamb and Veal, installé au cœur du *meatpacking district* jusqu'en 2005, et un peu plus au sud depuis. Contrairement aux géants déchués Swift et Armour, cette petite entreprise a survécu en se concentrant sur des marchés de niche : agneaux et veaux casher et halal à destination du marché local. On peut toujours voir les camions blanc et rouge estampillés « Chiappetti » approvisionner des boucheries de Chicago tôt le matin. Chez Chiappetti, les propriétaires sont fiers d'être les derniers *packers* de la ville, eux qui peuvent apercevoir depuis leurs fenêtres les maisons pimpantes et même une *gated community* – l'un de ces quartiers privatisés, surveillés et ceints de grilles⁷⁶. La petite firme, où des ouvriers afro-américains et surtout latinos ont remplacé les Irlandais, les Italiens, les Litوانيens et les Polonais de jadis, fait désormais figure de bizarrerie disgracieuse dans ce qui fut, il y a un siècle, la « boucherie du monde ».



Ouvriers des abattoirs de Chicago vers 1900, chez Swift, découplant des carcasses de porc. Chacun a une tâche précise, plus ou moins qualifiée.

Même si l'abattage et le découpage grossier des carcasses étaient mécanisés et fragmentés en opérations simples (éventrage, éviscération, lavage et découpage des carcasses), une grande partie du travail restait manuelle. Cela surprip Paul de Rousiers : « Je m'imaginai voir des appareils pleins de surprises et d'ingéniosité, supprimant à peu près la main-d'œuvre et permettant de tuer, de dépecer et de préparer un animal sans l'intervention directe d'aucun ouvrier. Au lieu de cela, je rencontrais à tous les pas des hommes armés de grands couteaux, de haches, de scies, de maillets, coupant, sciant et frappant à grands efforts de bras⁷⁷ [...] ». Duhamel décrit le travail du « tueur », vers lequel s'avancent les porcs, suspendus à des treuils la tête en bas, « hurlant en chœur leur affreux chant de mort » : « C'est un nègre athlétique. Il porte une salopette gluante de sang jusqu'aux aisselles. Il

tient, dans sa main droite, un solide coutelas. Le fer s'enfonce, sans hâte. Un ruisseau de sang jaillit qui s'unit à d'autres ruisseaux, coule dans les caniveaux du sol et tombe aux étages inférieurs où l'on en fait je ne sais quoi. » Les porcs entrent dans l'abattoir « couleur de terre » et en « sortent roses, roses pour l'éternité, de ce rose pâle et fragile qu'on voudrait pouvoir qualifier autrement que rose tuberculeux⁷⁸ ».

Les ouvriers bouchers travaillaient sur de longues tables en bois où étaient posés les morceaux de viande. Chacun accomplissait une tâche précise, certaines d'entre elles – les plus techniques – étant dévolues à des ouvriers qualifiés, d'autres – la plupart – à des ouvriers semi-qualifiés. En dépit de la réfrigération, le travail gardait une dimension saisonnière, de telle sorte que les firmes licenciaient une partie de leur main-d'œuvre l'été, en sachant qu'il y aurait à nouveau des bras disponibles à l'automne, parce qu'on était à Chicago. Le système d'emploi était celui du *casual hiring*, c'est-à-dire de l'emploi à l'heure, avec d'importantes fluctuations journalières en fonction de l'arrivée des animaux. Les hommes se rassemblaient le matin à l'entrée du *yard* en espérant l'embauche.

Au début du ^{xx}e siècle, beaucoup des travailleurs des abattoirs étaient irlandais ou allemands, arrivés à Chicago, pour les trois quarts ou les deux tiers d'entre eux, avant 1880. On les trouvait affectés à toutes les tâches, surtout les plus qualifiées, dévolues aux *knife men*, et ils composaient la fraction de la main-d'œuvre la plus stable d'un point de vue économique et social⁷⁹. Fiers de leur dextérité, les ouvriers bouchers se mesuraient les uns aux autres lors de concours de découpage, les *cattle-dressing contests*. Une étude de l'US Immigration Commission de 1909 pointe qu'un tiers des Allemands et plus de la moitié des Irlandais possédaient leur maison, à proximité des abattoirs ou un peu plus loin. On trouvait ensuite le groupe intermédiaire des Bohémiens, arrivés après 1880, dont les caractéristiques sociales et d'emploi étaient un peu inférieures à celles des Irlandais et des Allemands. Enfin, les deux tiers de la main-d'œuvre, toujours vers 1900, étaient composés de migrants récemment installés à Chicago : des Polonais, des Slovaques et des Lituanais, plus jeunes que les précédents, employés aux tâches les moins bien payées et les moins qualifiées, et connaissant des périodes de chômage plus longues. À partir des années 1880, on trouva également quelques ouvriers noirs. Leur nombre fut un peu plus important après 1904, date à laquelle quelques centaines d'entre eux, venus du Sud profond, furent embauchés pour briser la grève. Vers 1910, ils ne composaient que 1,4 % de la main-d'œuvre des abattoirs (soit 178 hommes et 8 femmes). Employés aux postes les plus modestes, tout comme les migrants européens récents, ils se distinguaient toutefois de ces

derniers par l'absence de progression professionnelle : dans la seconde partie des années 1910 et dans les années 1920, des migrants est-européens accédèrent progressivement aux emplois qualifiés les mieux payés, ce qui ne fut pratiquement jamais le cas pour les Noirs, qui commencèrent à s'installer massivement à Chicago pendant la Première Guerre mondiale et dans les années qui suivirent. Au moins les Noirs trouvaient-ils un emploi dans les abattoirs, alors que les autres grandes industries de Chicago, comme les usines sidérurgiques, leur étaient alors pratiquement fermées⁸⁰. Les femmes représentèrent une partie croissante de la main-d'œuvre des abattoirs à partir des années 1890 : de 1,6 % en 1890, elles passèrent à 12,6 % en 1920. Elles étaient surtout employées à la fabrication des conserves, des saucisses et des produits dérivés. La grande majorité étaient des jeunes femmes célibataires contribuant aux revenus de leurs familles. C'était aussi le cas des enfants, qui avant seize ans travaillaient presque tous pour les *packers* (au service du courrier et des messages ou à la fabrication des savons, chandelles et bonbons). Il existait ainsi un marché du travail des enfants avec des métiers et des salaires spécifiques, contribuant au pot commun familial en dépit de son irrégularité saisonnière, encore plus accentuée que pour les adultes.

La situation des femmes mariées changea à partir de la Première Guerre mondiale : l'interruption de la migration jointe à l'augmentation de la production eurent pour conséquence l'emploi de ces femmes dans les usines à viande – accroissant leur charge de travail quotidienne, puisque les tâches domestiques leur incombaient toujours. La situation se prolongea après guerre, les lois sur les quotas d'immigration votées en 1921 et 1924 tarissant le flux de migrants : d'une part les femmes en question n'avaient plus leurs locataires, et d'autre part elles trouvaient un emploi à l'usine. Le problème de la garde des enfants se posa alors : une crèche fut ouverte à l'entrée du *yard* en 1921, ainsi qu'une mission catholique, mais cela ne suffit pas à couvrir les besoins. Les arrangements familiaux et communautaires, impliquant souvent la garde des plus petits par d'autres enfants à peine plus âgés, étaient la solution la plus courante.

Les ouvriers de la viande vivaient à proximité immédiate du *yard* (une nécessité pour embaucher tôt le matin), dans le quartier de Packingtown, réputé pour ses taudis et ses odeurs pestilentielles. Les appartements abritaient des familles auxquelles s'ajoutaient des locataires de la même nationalité, participant à l'économie familiale. Des structures communautaires (des églises et leurs écoles, des associations, des saloons en très grand nombre) amortissaient le choc migratoire et fournissaient des services et un réconfort social. Les saloons, dont les enquêteurs de l'université de Chicago ont tous noté

l'importance, étaient des lieux de convivialité prisés où la bière coulait à flots, mais aussi des lieux de réunions politiques et syndicales, des bureaux d'emploi, voire des services financiers, puisqu'on pouvait y encaisser des chèques.

Le pourcentage assez important de familles propriétaires de leur logement (22,5 % en 1905) peut s'expliquer par la mise en œuvre de stratégies de survie et par la décision de ces personnes de ne pas quitter Chicago. Les maisons étaient presque toutes faites de bois et construites selon la technique « *balloon frame* », à charpente-ballon (ou « ossature croisée »). La charpente-ballon, mise au point en 1833 par un ingénieur de Chicago, George Washington Snow, consistait en une ossature de bois recouverte de planches assemblées à clin : l'ensemble était économique et rapide à construire, et il fut largement mis à contribution pour l'habitat ouvrier de Chicago, que ce fût dans le quartier des abattoirs ou ailleurs. Ces maisons furent une proie facile pour les flammes du grand incendie de 1871.

À proximité, Hyde Park, quartier de classe moyenne, faisait figure de havre bourgeois. C'est là que l'université de Chicago fut installée à partir de 1892. On comprend dès lors pourquoi les étudiants du département de sociologie firent de Packingtown un lieu privilégié d'enquête. En 1894 s'ouvrit, en collaboration avec ce département, la University of Chicago Settlement House, en plein centre du quartier, à proximité immédiate des abattoirs sur South Gross Avenue. Il s'agissait d'un centre social offrant des services sociaux et sanitaires, ainsi que des cours d'alphabétisation et d'américanisation (The Citizenship School at the University of Chicago Settlement House), sous l'égide de Mary McDowell. Fille d'un directeur d'usine sidérurgique, celle-ci, née en 1854, s'était engagée dans un mouvement de tempérance, suivant en cela une trajectoire classique chez les militantes sociales, qui commençaient leur vie civique par les ligues de tempérance ou les ligues abolitionnistes. Elle travailla par la suite à Hull House, la première maison sociale fondée par Jane Addams en 1889, avant d'être recommandée par cette dernière à l'université de Chicago⁸¹. Son installation n'alla pas sans difficultés : les habitants du quartier se demandaient ce qu'une femme de la société bourgeoise venait faire chez eux. McDowell commença habilement par ouvrir une crèche et un Women's Club dont chacune des huit vice-présidentes représentait une communauté du quartier. Le club se réunissait chaque semaine pour parler d'un thème fixé à l'avance. À l'automne 1897, il y eut ainsi « les bains publics et les terrains de jeux », « l'épargne », « le travail des enfants », « promenade à vélo dans la forêt noire », « la place des femmes dans le monde du travail », « nos grand-mères », etc.⁸². McDowell encourageait les membres à s'investir sur différentes

questions, souvent liées à la santé. Les grands dépotoirs du quartier les mobilisaient : elles écrivirent des lettres à la mairie pour réclamer leur déplacement. Des conférences étaient également organisées : l'une d'elles porta sur la littérature et l'histoire polonaises. Dans sa petite introduction, McDowell s'excusa qu'il n'y eût pas de drapeau polonais dans la salle, et affirma qu'« un Polonais qui aime la Pologne fait un bon Américain ». La salle approuva bruyamment. Le discours de McDowell était déjà celui du pluralisme plutôt que de l'assimilation : elle disait qu'il n'y avait pas d'incompatibilité entre la « polonité » et l'« américanité ». Puis les activités de la maison sociale se développèrent, jusqu'à ce que l'on compte 68 réunions (clubs et classes) hebdomadaires rassemblant 1 035 personnes. Il fallut multiplier le nombre de résidents et de volontaires (ces derniers venaient souvent d'un autre quartier, et il s'agissait la plupart du temps d'étudiants de l'université de Chicago). Une autre initiative consista à ouvrir une école professionnelle, la Seward School, qui deviendrait la Tilden Technical High School, par référence à Edward Tilden, l'un des *packers* qui avaient soutenu l'école. Tout près, le Davis Park doit aussi son existence aux efforts de McDowell, soucieuse d'aménager un espace de loisir dans un quartier surpeuplé (le square existe toujours, mais il fait partie aujourd'hui d'un quartier aéré et agréable). C'est aussi à la maison sociale de McDowell que résidait Upton Sinclair, observateur attentif du « fouet de la misère [faisant] entendre ses féroces claquements », lorsqu'il enquêtait sur les abattoirs en préparant *La Jungle*.

À partir du « camp de base » de la maison sociale, les étudiants s'aventuraient en explorateurs dans un quartier situé à seulement quatre kilomètres de leur campus verdoyant. La maison sociale n'accepta des chercheurs qu'à partir de 1911, lorsque McDowell estima qu'elle était suffisamment bien acceptée dans le quartier. Grâce aux études sociologiques de l'université de Chicago, les historiens disposent, un siècle plus tard, de documents d'une quantité et d'une précision rarement égalées pour d'autres villes américaines. Parmi les travaux les plus importants de l'époque sur Packingtown, on peut citer ceux de Charles Bushnell, dont la thèse de doctorat, *Some Social Aspects of the Chicago Stock Yards*, fut publiée en quatre épisodes dans l'*American Journal of Sociology* entre 1901 et 1902, ainsi que trois études commandées par la University of Chicago Settlement House, publiées en 1912, 1913 et 1914⁸³. Ces travaux insistent sur la faiblesse et la fragilité des revenus ouvriers au sein d'économies familiales regroupant les revenus pour lisser les fluctuations conjoncturelles.

McDowell fut déçue par *La Jungle*, estimant que le roman

caricaturait les conditions de vie dans le quartier en les présentant de manière outrageusement misérabiliste. Elle craignait sans doute aussi que le livre ne compromît ses bonnes relations avec les industriels de la viande. John C. Kennedy, responsable régional du Parti socialiste dans les années 1910, expliqua que la maison sociale était trop dépendante des *packers*, lui qui avait été fortement incité à retirer de son étude sur les budgets ouvriers certaines de ses recommandations sur le syndicalisme. Kennedy estimait ainsi que la maison sociale n'était pas un instrument efficace du changement social. De son côté, McDowell reconnaissait que sa maison était liée aux industriels de la viande ainsi qu'à des philanthropes qui voyaient en elle un moyen efficace d'américaniser les migrants, mais elle estimait qu'elle ne pouvait faire mieux eu égard aux rapports de force locaux. McDowell n'était pas du tout une révolutionnaire, mais elle n'était pas non plus une marionnette entre les mains des industriels. Elle soutenait le mouvement syndical, et la maison sociale joua un rôle non négligeable dans l'implantation des syndicats des ouvriers de la viande. Elle parlait de sa mission en termes religieux, ceux de l'évangélisme social, mais ne cherchait pas à convertir la population, très majoritairement catholique.

McCormick

L'industrie des machines agricoles, dont Chicago, grâce à Cyrus McCormick, devint la capitale mondiale, constitue une facette intéressante de la grande industrie métallurgique au sens où, jusque tard dans le ^{xx}e siècle, elle préserva les métiers ouvriers qualifiés semi-artisans des débuts.

Cyrus McCormick naquit en 1809 dans la Shenandoah Valley, en Virginie, au sein d'une famille d'origine écossaise qui possédait une plantation. Son père, planteur aisé et inventeur, avait travaillé de longues années à la mise au point d'une batteuse mécanique, sans résultat probant. Le jeune McCormick reprit le projet paternel avec l'aide d'un esclave, Jo Anderson, qui semble avoir joué un rôle décisif, mais dont on sait assez peu de choses⁸⁴. Le brevet de la batteuse fut déposé en 1834, après trois ans de tests.

En 1847, Cyrus McCormick et son frère Leander décidèrent de quitter la plantation familiale, dont la forge servait à construire les machines au compte-gouttes (avec l'aide de leurs esclaves). Plusieurs partenariats industriels s'offraient à eux, en particulier à Cincinnati et à Chicago. Ces villes offraient l'avantage de se trouver à proximité des grandes plaines, où la batteuse devait faire merveille. C'est finalement

à Chicago qu'ils s'installèrent, en liaison avec deux entrepreneurs locaux, Charles Gray et Seth Warner⁸⁵. D'autres partenaires suivirent, dont l'ancien maire Ogden, jusqu'à ce que, en 1851, les frères McCormick fussent seuls aux commandes de leur firme. L'usine McCormick était située au bord de la rivière, près du lac, à proximité des grands silos à grain de l'Illinois Central.

C'est en 1851 que McCormick attira l'attention de la presse locale, en l'occurrence celle du *Chicago Weekly Democrat*. La même année, l'Exposition universelle de Londres, au Crystal Palace, au cours de laquelle les innovations de l'industrie américaine surprirent les Européens, fut pour lui l'occasion d'exposer ses machines et de remporter une médaille d'or. La renommée de McCormick était telle qu'il fut élu correspondant étranger de l'Académie des sciences française « pour avoir fait pour l'agriculture plus que n'importe quel autre homme ».

Les pièces des machines étaient fabriquées par des sous-traitants, McCormick procédant à l'assemblage final en les ajustant sur un châssis en bois. On était loin du système américain de manufacture, dont, à l'époque, le fabricant d'armes Colt était le pionnier – un système qui supposait la standardisation des pièces grâce à des gabarits précis. Chez McCormick, les machines étaient assemblées et ajustées une à une, et si, par la suite, il fallait procéder à des réparations, une pièce devait être spécialement fabriquée et ajustée. Cela autorisait des innovations fréquentes, puisqu'il n'était pas nécessaire de changer les machines. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle, après la mort du fondateur, que l'entreprise adopta la standardisation.

L'activité de McCormick, avec son mode de fabrication semi-artisanal, eut deux grandes conséquences pour Chicago. La première fut que la ville devint très fréquentée par les fermiers de la région, qui venaient y acheter leur matériel et le faire réparer, particulièrement dans la période qui précédait les moissons. La fonderie permettait de fabriquer n'importe quelle pièce sur commande, et le rythme élevé des innovations de matériel faisait qu'un fermier venant pour une réparation pouvait aussi envisager d'acheter une nouvelle machine. Ceux qui habitaient trop loin achetaient par l'entremise d'agents de McCormick, que l'on trouvait dans tout le pays ainsi qu'au Canada, mais beaucoup profitaient d'un bref séjour à Chicago pour visiter le « *machinery hall* » de l'usine McCormick, attirés par la publicité que l'entrepreneur diffusait largement dans la presse et sur des panneaux (dans les campagnes du Middle West, on voit encore sur certaines granges des inscriptions à demi effacées vantant les machines de la marque). Les fermiers achetaient souvent au printemps, avant les grandes moissons, et payaient en décembre, après avoir vendu leur

récolte.

Les agents de McCormick se rendaient régulièrement à Chicago pour se former à l'utilisation des dernières nouveautés et à leur réparation, mais aussi au maniement d'instruments financiers comme le crédit, dont McCormick fut l'un des pionniers. C'étaient des personnalités respectées, issues de familles bien implantées dans leur région, représentatives de ces élites locales de marchands qui perdirent par la suite leur indépendance et devinrent des représentants des grandes firmes⁸⁶.

Deuxième conséquence : jusqu'aux années 1890, la main-d'œuvre de McCormick fut constituée d'ouvriers très qualifiés – fondeurs, tourneurs, charpentiers, ajusteurs –, par contraste avec d'autres industries de Chicago, comme la sidérurgie ou les abattoirs, qui employèrent précocement des ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés. D'origine allemande, écossaise, anglaise ou irlandaise, cette aristocratie ouvrière était relativement bien payée, soucieuse de se distinguer des ouvriers moins qualifiés, et vivait dans les quartiers nord de Chicago. Elle était aussi prompte à faire grève, pour des raisons salariales ou pour obtenir le licenciement d'un contremaître abhorré, par exemple⁸⁷. Pendant la guerre de Sécession en particulier, les ouvriers de McCormick se mirent souvent en grève, sachant que l'entreprise ne pouvait se passer d'eux. Mais l'usine fut intégralement détruite par l'incendie de 1871, avec son matériel et son stock de machines. Ce fut l'occasion pour McCormick de construire une nouvelle usine sur un nouveau site, dans le South Side, sans pour autant changer ses méthodes de production – cette méconnaissance du système standardisé, alors très courant dans les firmes métallurgiques de Nouvelle-Angleterre, comme Colt ou Singer, étonnera fort l'historien David Hounshell. Un changement s'opéra progressivement à partir des années 1880, avec l'achat de machines spécialisées et de gabarits, sous l'égide de Cyrus McCormick Jr., qui multiplia la production par cinq en vingt ans. Les modifications induites par la standardisation jouèrent un rôle décisif dans la grève de 1886 et les événements de Haymarket l'année suivante (voir chapitre 3). Le licenciement d'ouvriers syndiqués, en février 1886, déclencha une grève, le *lock-out* de l'usine, puis l'embauche d'ouvriers semi-qualifiés, protégés par des hommes de main de la direction.

Commerces et bureaux

Chicago n'était pas qu'une ville industrielle ; il s'imposa rapidement aussi comme un centre commercial et d'affaires reflétant les

évolutions du grand capitalisme de la fin du XIX^e siècle.

Cela s'explique d'abord par la séparation des activités de production de celles de gestion⁸⁸. McCormick, par exemple, dissocia en 1879 son usine du South Side de son siège social, situé dans le quartier d'affaires central. La plupart des autres grandes firmes de la ville suivirent le même mouvement, leurs sièges administratifs déménageant régulièrement au fur et à mesure de l'expansion de leurs besoins bureaucratiques : quelques étages, puis un petit immeuble, puis un immeuble en brique de haute taille, avec une cour intérieure pour mieux laisser entrer la lumière naturelle⁸⁹. Enfin, à partir du début du XX^e siècle, les premiers gratte-ciel à ossature d'acier accueillirent des foules de managers, de comptables, de secrétaires, etc., avec des aménagements spécialisés. Au monde ouvrier dont nous avons parlé s'ajoutèrent ainsi, en nombre croissant, des strates d'employés et de managers composant une nouvelle classe moyenne américaine. Les cols blancs de Chicago travaillaient aussi bien dans les services administratifs et commerciaux des firmes industrielles que dans les firmes non industrielles : grand commerce, banque, assurance.

Le commerce de grande distribution fut précocement l'un des points forts de l'économie de la ville. Le pionnier en fut un jeune homme semblable à Swift, venant lui aussi d'une vieille famille du Massachusetts. Marshall Field ouvrit son commerce de nouveautés en 1865 avec deux associés, Levi Leiter et Potter Palmer. Ce dernier se retira deux ans plus tard, puis ce fut le tour de Leiter, et Field se retrouva seul aux commandes à partir de 1881. Marshall Field & Co était alors déjà une grande firme, possédant plusieurs grands magasins en centre-ville et employant trois mille personnes. Son succès tenait à une architecture accueillante pour la clientèle (rayons bien éclairés par de grandes baies, restaurants et salons de thé) et à une gestion à grande échelle des produits, incluant des usines textiles et le fameux immeuble Merchandise Mart, achevé en 1931, qui était un lieu de stockage, de confection et de vente en gros. Jusqu'à la construction du Pentagone à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Merchandise Mart fut, dit-on, le plus grand immeuble non industriel du monde. Marshall Field le vendit en 1945 à un trust financier contrôlé par Joseph Kennedy, père du futur président.



Le grand magasin Marshall Field, au début du xx^e siècle, sur State Street. La taille de l'immeuble, desservi par des ascenseurs et éclairé par de grandes fenêtres, en fait une « cathédrale du commerce moderne ».

L'importance commerciale de Chicago reposait aussi sur des firmes plus novatrices encore que Marshall Field : celles fondées sur la vente par correspondance. Le pionnier en fut Aaron Montgomery Ward, qui s'installa à Chicago en 1866 et commença par travailler chez Marshall Field en tant que représentant de commerce dans des zones rurales mal desservies. C'est là qu'il eut l'idée d'une manière plus simple de proposer et distribuer des produits, au moyen d'un catalogue. Avec son beau-frère, il lança son affaire en 1872, bénéficiant de liens avec une association de fermiers du Middle West affiliée au mouvement des Granges, ce mouvement alors en plein essor qui bataillait contre les prix trop élevés des chemins de fer et des banques et réclamait un meilleur service postal dans les campagnes. On comprend dès lors les intérêts croisés de Montgomery Ward et des fermiers. La firme se développa rapidement, grâce à un catalogue de plus en plus fourni proposant aussi bien des vêtements que du matériel agricole, stockés dans son entrepôt géant au bord de la branche nord de la rivière.



Dix ans après son lancement, l'édition de 1898 du catalogue Sears & Roebuck compte plus de 600 pages et est tirée à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

Une autre entreprise emblématique de la vente par correspondance est Sears et Roebuck⁹⁰. La firme fut créée en 1888 par Alvah Roebuck et surtout l'infatigable Richard Sears, un ancien agent de train du Minnesota qui s'était lancé dans les affaires en vendant des montres, présentées dans une brochure qu'il distribuait dans les wagons. Il poursuivit sur sa lancée en élargissant sa gamme de produits et en acquérant pignon sur rue à Chicago. Le catalogue, qui atteignit plusieurs centaines de pages dans les années 1890 (532 pages en 1895), proposait une multitude de biens d'équipement pour la maison et le travail agricole, mais aussi des vêtements de confection, des bijoux ou encore des armes à feu⁹¹. Les prix de Sears n'étaient pas inférieurs aux autres, mais la possibilité d'acheter à crédit facilitait les achats dans les régions rurales environnant Chicago, en attendant la diffusion nationale du catalogue. En 1895, le départ de Roebuck occasionna une recapitalisation de la firme, qui vit entrer au capital deux hommes d'affaires, Aaron Nusbaum et son gendre Julius Rosenwald, un entrepreneur de prêt-à-porter jusqu'alors en affaires avec Sears. Plus encore que ce dernier, c'est Rosenwald, né en 1862 de

parents juifs allemands, qui fut à l'origine de l'essor de la compagnie, l'organisant et la diversifiant sans relâche, jusqu'à en devenir le président en 1908. En 1921, Rosenwald sauva la firme, étranglée par une crise de trésorerie, en investissant sa fortune personnelle, ce qui renforça son aura.

Parallèlement, Rosenwald devint une grande figure du philanthropisme américain : c'est son ami Paul Sachs (banquier et fils du fondateur de Goldman Sachs) qui le présenta à Booker T. Washington, lequel l'incita à rejoindre le conseil d'administration de son Tuskegee Institute, ce qu'il fit en 1912. Rosenwald tourna de plus en plus son attention vers les questions afro-américaines, finançant des programmes de construction d'écoles dans le Sud via sa fondation, établie en 1917 pour le « bien-être de l'humanité »⁹². En 1924, afin de pouvoir se consacrer entièrement à la philanthropie, Rosenwald quitta la présidence de Sears, dont il devint président du conseil d'administration jusqu'à sa mort en 1932. À ses yeux, ses activités d'homme d'affaires et de philanthrope faisaient bon ménage : il ne s'agissait pas de compenser moralement les unes par les autres en une manière de rachat spirituel. Pour lui, elles ne s'opposaient pas frontalement, car il faisait partie de ces élites progressistes du monde des affaires – avec un Louis Dublin, de Metropolitan Life Insurance, ou un Edward Filene, grand marchand bostonien – qui assignaient à leurs tâches professionnelles une mission d'éthique sociale : proposer à des consommateurs aux moyens modestes des produits bon marché et de qualité (testés dans le laboratoire Sears à partir de 1911). À Chicago, Rosenwald était également actif au sein du conseil d'administration de la YMCA (organisation avec laquelle Sears était étroitement lié), qui s'occupait notamment des migrants noirs avec son centre d'accueil, le Wabash YMCA, où était également située l'Association for the Study of Negro Life and History.

En 1906, Rosenwald avait ouvert le capital de Sears au marché boursier et installé son siège dans un nouvel immeuble, dans le West Side, au centre du quartier de North Lawndale, près de Cicero, quartier alors habité par des migrants tchèques et juifs (c'est aujourd'hui un quartier afro-américain). Jusqu'en 1973, date à laquelle la fameuse tour Sears fut inaugurée en centre-ville, cet ensemble d'immeubles comprenant notamment une tour (le seul édifice du site encore debout aujourd'hui) fut le centre névralgique de la firme. Celle-ci étant fondée sur la distribution postale, le siège fut constamment équipé des techniques de communication les plus modernes : un central téléphonique, un tube pneumatique, une imprimerie pour les catalogues. Les clients étaient invités, s'ils séjournaient à Chicago, à visiter le site : ils pouvaient ainsi parcourir

le bâtiment administratif, celui de l'envoi des colis, avec ses kilomètres de tapis roulants et de convoyeurs, l'imprimerie, la centrale électrique... Il semble qu'Henry Ford en personne ait visité le bâtiment des colis pour se faire une idée de l'automatisation du processus avant de lancer sa fameuse chaîne d'assemblage en 1913.

La gestion des commandes selon un planning serré à respecter impérativement (le « *time scheduling system* ») n'empêchait pas les erreurs de livraison, comme celle qui valut à l'entreprise la réclamation désespérée d'un client : « Pour l'amour du ciel, cessez de m'envoyer des tondeuses à gazon ! Chaque fois que je vais à la gare, il y en a une qui m'attend. J'en ai déjà cinq sur les bras⁹³. » Si, dans les premières décennies, Sears ne vendait que par correspondance des produits en nombre chaque année plus important, un tournant décisif survint en 1925 avec l'ouverture, à Chicago, des premiers magasins de vente directe aux particuliers. Le nouveau président, un ancien général du nom de Robert Wood, en fut l'initiateur. Il avait noté que l'urbanisation croissante du pays risquait de réduire la clientèle de Sears, surtout rurale. Après l'ouverture du premier magasin, couronnée de succès, dans son siège même, Sears multiplia les magasins dans les grandes villes américaines : 27 en 1927, 192 en 1928, 400 en 1933. Ce fut également le moment où Sears développa des lignes de produits sous ses propres marques – Kenmore, Craftsman, DieHard – et même une compagnie d'assurances automobiles, AllState, dont le nom fut trouvé après qu'un concours eut été lancé auprès de la clientèle. Le succès de la firme était tel que, à la question : « Quel livre conseilleriez-vous à un Soviétique ? », Franklin Roosevelt aurait répondu : « Un catalogue Sears ! »

Les milliers d'employés de Marshall Field, de Montgomery Ward et de Sears comprenaient une proportion notable de femmes, nées aux États-Unis et maîtrisant un anglais standard (les femmes migrantes n'avaient accès qu'à des postes industriels⁹⁴). Ces employées étaient des jeunes femmes célibataires – parfois afro-américaines dans les firmes de vente par correspondance, mais, dans ce cas, occupant des postes sans contact avec la clientèle – qui louaient des chambres chez l'habitant, vivaient en pension (*boardinghouses*) ou trouvaient des arrangements familiaux, à l'instar de Sister Carrie qui, venue de la campagne, habite un temps chez sa sœur Minnie⁹⁵. Les grandes firmes commerciales formaient elles-mêmes leurs employées afin d'inculquer aux jeunes femmes de la classe moyenne inférieure des bonnes manières en même temps que les ficelles du métier. Ces jeunes femmes formaient une sous-culture originale à Chicago (comme à New York) : leur visibilité publique via les sorties en groupe au théâtre, dans les salles de danse, dans les parcs, bousculait les normes

victoriennes en proposant l'image de femmes émancipées.



L'Auditorium Building, construit par Adler et Sullivan entre 1887 et 1889, abrite une salle de concert de 4 200 places pour l'orchestre symphonique de Chicago, un hôtel et des bureaux.

Ses fondations en poutres d'acier et en béton assurent sa stabilité. Sa taille impressionne les visiteurs et symbolise le rayonnement commercial et culturel de la ville.

Les lieux de travail également se trouvèrent modifiés par leur féminisation. La culture masculine des bureaux subit un processus de « civilisation » qui conduisit par exemple à bannir certaines pratiques, comme la chique et les crachats, bien que, le plus souvent, les espaces de travail et de détente demeuraient séparés⁹⁶. La division sexuée du travail ségréguait les bureaux et les cantines de manière très réglementée, ce qui ne signifie pas nécessairement que les gratte-ciel étaient des conservatoires de la tradition. Une nouvelle culture s'y construisait, fondée à la fois sur la distinction sociale (séparant les employés du monde ouvrier, même si les employés pouvaient être d'origine ouvrière) et sur l'expérimentation de rapports de genre renégociés.



Le Home Insurance Building vers 1905. Construit par Jenney en 1887, il annonce les futurs gratte-ciel de par sa structure faite de poutres d'acier, permettant de réduire l'épaisseur des murs et d'agrandir les fenêtres.

Le quartier des affaires où étaient établis les immeubles de bureaux bénéficia, en quelque sorte, du grand incendie de 1871. Les immeubles furent reconstruits en profitant des techniques nouvelles, telles que les ascenseurs et l'éclairage électrique. À partir des années 1880, des architectes audacieux comme William Jenney, Daniel Burnham et John Wellborn Root conçurent des immeubles de dix étages, puis de seize, avec une structure en métal. Le Home Insurance

Building, édifié par Jenney en 1887, constitua une étape importante dans la mesure où les murs extérieurs n'avaient plus de fonction structurelle ; ils ne faisaient qu'« habiller » l'immeuble, qui tenait grâce à sa structure métallique. Il était dès lors possible d'ouvrir l'intérieur à la lumière naturelle.

Louis Sullivan (1856-1924), grande figure de l'architecture américaine, travailla avec William Jenney avant d'étudier aux Beaux-Arts de Paris. Il s'établit à Chicago en 1873, attiré comme beaucoup de ses confrères par la perspective de la reconstruction de la ville. Il reprit le principe de la construction en squelette métallique en simplifiant l'apparence extérieure tout en ajoutant des éléments de décoration – pensés comme un moyen de souligner la structure élancée des immeubles plutôt que comme un hommage aux constructions passées⁹⁷. La nouvelle architecture de Chicago permettait une densification du centre-ville par la hauteur.

1893 et 1909 : exposer et transformer la ville

L'Exposition universelle de Chicago, en 1893, ne fut pas le triomphe qu'attendaient les nouveaux architectes. Dépit de ne pas s'être vu confier un bâtiment d'importance, Sullivan considéra que l'Exposition, en dépit de sa munificence, était une « calamité architecturale ». De fait, les bâtiments étaient plutôt de style néoclassique français, mais peu importait aux yeux des millions de visiteurs, qui manquaient de mots pour décrire les ambiances exotiques (la « rue du Caire », le « harem persan », le « village dahoméen »), la salle des machines ou le « volcan hawaïen ». Pour qualifier l'ensemble de pavillons et de constructions diverses installé en bordure du lac Michigan, au sud de la ville, à proximité de Hyde Park, on parla de « ville blanche », en raison de son illumination par l'éclairage électrique⁹⁸. Placée sous l'égide du très influent architecte Daniel Burnham, la « ville blanche » ne manquait pas de grandeur et plaçait Chicago au centre de l'attention mondiale. Elle montrait que la ville avait définitivement – et de quelle manière ! – effacé les traces du grand incendie. L'actuel musée des Sciences et de l'Industrie de Chicago est l'un des rares bâtiments de l'Exposition à avoir survécu.

Auréolé du succès de l'Exposition, Burnham s'attaqua, à partir de 1906, à un autre projet, plus intellectuel. Il fut en effet commissionné par un groupe d'hommes d'affaires de Chicago préoccupés par les difficultés liées à la croissance ultrarapide de la ville. Les maux

urbains inquiétaient à une époque marquée par l'essor du progressisme, cette alliance inédite entre réformateurs sociaux, hommes d'affaires, ingénieurs et hommes politiques souhaitant changer le mode de fonctionnement des gouvernements locaux et améliorer le sort du monde ouvrier⁹⁹. Ce qui motivait le « Commercial Club » (le nom du groupe d'hommes d'affaires), dans l'immédiat, c'étaient les difficultés extraordinaires de circulation dans le quartier central, ceinturé par un métro aérien (construit entre 1895 et 1897, indépendamment du réseau existant de tramways, d'omnibus et de trains) et que l'on appelait désormais le Loop.

Le plan Burnham, achevé en 1909 avec la collaboration de l'architecte Edward H. Bennett, fut donc un effort de grande ampleur pour transformer la ville en remédiant à des problèmes criants. La première initiative consistait à résorber la congestion des rues de Chicago par le percement de grandes diagonales dans la grille urbaine. Burnham comprit précocement l'importance de l'automobile, et il imagina les nouvelles artères en fonction de ce mode de transport. Ces diagonales se prolongeaient à l'extérieur de la ville par un réseau d'autoroutes. Elles existent toujours en partie aujourd'hui (les autoroutes aussi, mais selon un plan très différent de celui de 1909). Le deuxième objectif était de mettre un terme au problème que nous avons déjà souligné de désorganisation du système ferroviaire, avec ses enchevêtrements de lignes et de gares mal reliées – ou pas reliées du tout – les unes aux autres. Cet aspect du plan, qui impliquait le déplacement de toutes les grandes gares, ne fut pas appliqué – à l'exception du déplacement de l'Union Station en 1925 –, car il souleva trop d'oppositions de la part des puissantes compagnies de chemins de fer. Le troisième volet du plan tenait à la construction de centres civiques et culturels à différents endroits de la ville, en son centre (vers Grant Park) et en dehors. Enfin, Burnham et Bennett recommandaient la création de grands parcs en dehors de la ville et la mise en valeur des terrains situés près du lac Michigan, qui avaient été historiquement négligés par la ville.



Vue de l'Exposition universelle de Chicago en 1893. Elle se compose d'un ensemble de vastes bâtiments, au bord du lac, dans la partie sud de la ville. 21 millions de visiteurs se pressèrent dans la « Ville blanche ». Pour eux, Chicago était synonyme de modernité audacieuse.

Si toutes les propositions de Burnham ne furent pas mises en œuvre – d'autant que l'architecte mourut en 1912 –, son plan a eu une influence certaine sur les politiques urbaines municipales. L'ampleur des transformations proposées pour projeter Chicago dans le ^{XX}^e siècle, la présentation étonnante du projet, mis en valeur par des cartes et des illustrations de grande beauté, ont subjugué les urbanistes, qui y voient un document fondateur de leur profession.

CHAPITRE 3

LE TISSU SOCIAL

« La croissance de cette ville est l'une des choses les plus étonnantes dans l'histoire de la civilisation moderne », déclara en 1870 la poétesse et journaliste Sara Jane Lippincott, de passage à Chicago. De fait, Chicago comptait à l'époque 300 000 habitants, « et la ville grandit jours ouverts et jours fériés, et même la nuit¹⁰⁰ ! ». Certes, dans l'enfance des villes américaines, une croissance ultrarapide est chose banale. Entre 1840 et 1880, Detroit passa de 9 000 à 116 000 habitants, soit une multiplication par 13 ; Saint Louis multiplia sa population par 22, passant de 16 000 à 351 000 habitants sur la même période. Mais Chicago, dans le même laps de temps, passa de 4 000 à 503 000 habitants, soit une multiplication par 126 ! Puis il doubla sa population en dix ans, ce que ne fit aucune autre grande ville d'Amérique du Nord, à l'exception de Los Angeles dans les années 1920. Les villes chinoises du début du XXI^e siècle connaissent des taux de croissance comparables au Chicago de la seconde moitié du XIX^e. En 1900, Chicago, âgé de soixante-dix ans à peine, n'était dépassé que par cinq villes aux quartiers de noblesse vénérables : New York, Londres, Paris, Berlin et Vienne. Des observateurs prédisaient qu'il deviendrait la première ville du monde au milieu du XX^e siècle. Même si sa croissance ralentit par la suite – un pic fut atteint dans les années 1950 avec 3,6 millions d'habitants, suivi d'un net déclin dans les années 1960-1990, pour atteindre une population de 2,9 millions aujourd'hui –, même si Chicago ne sera certainement jamais la plus grande ville de la planète, il n'en demeure pas moins qu'il fut l'archétype de la ville-champignon qui étonna le monde¹⁰¹.

Les documents relatifs à la démographie de Chicago avant 1871 manquent aujourd'hui : ils furent détruits lors du grand incendie. En outre, les naissances survenues peu après cette date n'étaient pas comptabilisées précisément dans le monde ouvrier pauvre : on estime qu'un tiers d'entre elles échappaient aux autorités municipales de santé (le Board of Health, qui publiait un rapport annuel, puis le Department of Health après 1880). La situation changea à partir de 1925, lorsque les écoles publiques de la ville réclamèrent un certificat de naissance pour l'inscription des enfants. En tenant compte de cette marge d'incertitude, le taux de natalité de Chicago était globalement

assez proche de celui du pays (28 % vers 1900, 20,5 % vers 1920).

Quant à la mortalité, les données du recensement ainsi que celles compilées par les grandes compagnies d'assurance vie (Metropolitan Life Insurance et Prudential¹⁰²) font état de pics de mortalité très classiques dans les grandes villes du XIX^e siècle, correspondant à des épidémies de choléra (1848, 1852, 1854, 1866), de fièvre typhoïde (1854, 1872, 1881, 1891) ou de variole (1863-1864). L'arrivée du choléra à Chicago est probablement due à des soldats de l'armée américaine stationnés dans la bourgade en 1832, au moment de l'offensive des Amérindiens de Black Hawk¹⁰³. Black Hawk dut signer un traité l'année suivante, et il ne menaça jamais Chicago. En revanche, le choléra s'y installa. Par la suite, chaque été, des cas de choléra furent déclarés, comme en août 1834 à l'arrivée du vapeur *Chicago*, dont deux marins venaient de succomber à la maladie. Le vapeur fut mis en quarantaine, mais ce fut peine perdue : le choléra se répandit. Chaque été, les journaux de Chicago faisaient état dans leurs colonnes de décès dus au choléra, à la dysenterie et à la fièvre typhoïde.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les maladies épidémiques commencèrent à être perçues comme relevant de facteurs sanitaires et techniques contrôlables par l'homme. Les rapports des inspecteurs du Department of Health insistaient sur le problème des eaux usées, l'absence d'égouts dans les quartiers ouvriers ou encore la pollution des eaux de consommation (l'eau polluée de la rivière joua un rôle important dans le déclenchement des épidémies).

En 1849, un médecin londonien établit un lien direct entre le choléra et l'eau contaminée, ce qui conduisit la municipalité à créer la Chicago Hydraulic Company afin d'assurer le captage fiable d'eau potable aussi loin que possible des miasmes de la rivière, au large du lac Michigan. Pour autant, la mortalité demeura élevée. Dans les années 1880, un enfant de Chicago sur deux mourait avant l'âge de cinq ans, une moyenne qui masquait de fortes disparités entre les quartiers. À cela s'ajouta la tuberculose, qui, de manière pandémique, fut la première cause de mortalité à Chicago comme dans le reste des États-Unis jusqu'aux années 1920¹⁰⁴.

Les autorités municipales se saisirent des questions sanitaires en ouvrant en 1852 le premier hôpital, qui était surtout un lieu d'isolement pour les malades du choléra et de la typhoïde. Parallèlement, un hôpital géré par des nonnes catholiques, les Sisters of Mercy, ouvrit en 1851 sous le nom de Mercy Hospital (il existe toujours et fait partie des grands hôpitaux de la ville, au coin de Michigan Avenue et de la 26^e Rue, où il fut installé en 1863). D'autres

initiatives, charitables, religieuses, municipales ou militaires (pendant la guerre de Sécession), donnèrent naissance à de nouveaux établissements, destinés à diverses populations mais excluant les Afro-Américains jusqu'au milieu du ^{xx^e} siècle¹⁰⁵.

Toutefois, il est clair que le développement démographique spectaculaire de la ville n'était que secondairement dû à l'accroissement naturel. Ce furent des flux migratoires d'une importance exceptionnelle qui composèrent la population de Chicago.

La croissance de Chicago est mieux connue, sans doute, que celle de toute autre grande ville américaine en raison des nombreuses recherches en sciences sociales qui ont documenté et analysé la ville – menées, principalement, à l'université de Chicago. Chicago a, en quelque sorte, produit son propre savoir sur lui-même, devenant ainsi un laboratoire social qui a attiré l'attention de sociologues du monde entier. Le point d'appui institutionnel, l'université de Chicago, ouvrit ses portes en 1892, financée par John D. Rockefeller, qui voulait en faire un lieu de recherche et de morale chrétienne. Marshall Field fournit le terrain, dans le quartier de Hyde Park ; des immeubles de style gothique, à l'image d'Oxford et de Cambridge, y furent édifiés. Influencé par le séminaire de recherche tel que pratiqué en Allemagne, William Rainey Harper, le premier président de l'université, fit venir quelques-uns des professeurs les plus renommés du pays : les philosophes John Dewey et George Herbert Mead, les sociologues Albion Small (premier directeur du département) et, quelques années plus tard, Ernest Burgess et Robert Park. L'université de Chicago était relativement ouverte : elle accueillait des étudiantes, et aussi quelques Afro-Américains, ce qui était très rare à l'époque.

L'école de sociologie de Chicago devint assez rapidement un lieu phare de l'université. Robert Park en particulier, engagé en 1914 en raison de son expertise du monde noir américain – il avait été le secrétaire de Booker T. Washington –, imprima une marque originale aux travaux de sociologie qui y étaient menés : elle consista d'abord dans le travail de terrain, facilité par les liens du département avec les *settlement houses*, permettant l'observation directe et le recueil de données de première main, et ensuite dans l'idée que les immigrants, d'où qu'ils viennent, sont déterminés par des conditions de vie et une expérience sociale plutôt que par une « nature » ou une « race ». L'évolution des différents quartiers de la ville dépend ainsi de l'intégration progressive des migrants, de leur « assimilation », dit Park¹⁰⁶.

La ville des migrants

En 1860, la moitié des habitants de Chicago étaient nés à l'étranger. Avec l'industrialisation de la ville, l'immigration, qui jusqu'à la fin du XVIII^e siècle était le fait des Québécois, des Français, puis d'Américains de la côte est dans les années 1820-1840, commença à concerner d'autres Européens, pour l'essentiel, ainsi que des Mexicains et des Chinois en plus petit nombre. Quatre grands groupes de migrants ont démographiquement dominé la ville jusqu'à l'arrivée de la grande migration noire dans les années 1920 : les Irlandais, les Allemands, les Polonais et les Italiens. S'y ajoutèrent des groupes numériquement plus faibles mais partageant certaines caractéristiques sociales et culturelles avec les premiers : aux Allemands peuvent être associés les Danois, les Suédois et les Norvégiens, aux Polonais les Bohémiens et les Lituanais. Le cas des Juifs est particulier : les premiers Juifs qui s'installèrent à Chicago dans les années 1850-1870 étaient allemands ; les Juifs russes (de Pologne et de Galicie) arrivèrent à partir du début des années 1880. Tout en présentant quelques points communs avec les groupes nationaux qui viennent d'être mentionnés, les Juifs avaient des attributs qui leur étaient propres et faisaient l'objet de discriminations spécifiques.

Les Irlandais

La Grande Famine qui s'abattit sur l'Irlande entre 1845 et 1849 accrut fortement la migration transatlantique en provenance de ce pays, celle-ci atteignant à Chicago des proportions telles que les Irlandais représentaient 20 % de la population de la ville en 1850. La population née en Irlande et résidant à Chicago connut un pic en 1900 en chiffres absolus, avec près de 74 000 migrants, mais en pourcentage le chiffre fut moindre en raison de l'arrivée simultanée et massive de migrants venus d'autres pays. La migration irlandaise continua par la suite, mais elle fut, comme les autres, brutalement ralentie par la loi d'immigration de 1924¹⁰⁷. Les Irlandais de Chicago trouvèrent d'abord à s'employer dans la construction de canaux, de chemins de fer et de bâtiments (années 1840-1860), puis, en nombre accru, dans la grande industrie. Des agents des entreprises de la ville étaient dépêchés à l'arrivée des bateaux de migrants irlandais pour les convaincre de prolonger leur voyage jusqu'aux rives du lac Michigan, où l'on réclamait des bras solides.

Dès les premiers temps, le quartier de Bridgeport, près de la branche sud de la rivière, fut le centre de la migration en provenance d'Irlande. On y trouvait quelques centaines d'ouvriers irlandais à la fin des

années 1830, embauchés pour la construction du canal Illinois et Michigan, qui rejoignait la rivière à cet endroit. Pendant la crise économique, l'État de l'Illinois, à court d'argent, avait payé les entreprises avec des « billets de canal » (*canal scrip*) versés aux ouvriers en guise de salaire. Ces billets n'avaient de valeur nominale que s'ils étaient utilisés pour acheter des terrains publics voisins du canal, dans le quartier de Bridgeport. Les ouvriers qui travaillaient sur ce chantier s'entassaient donc là.

À partir des années 1860, les grands abattoirs, situés à proximité de Bridgeport, employèrent des milliers d'Irlandais de ce quartier. Même si des migrants allemands, lituaniens et polonais s'y installèrent en grand nombre dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Bridgeport resta longtemps le quartier irlandais par excellence, bastion électoral de cinq des maires irlando-américains de la ville, y compris les Daley, dans la seconde moitié du XX^e siècle. C'est aujourd'hui un quartier ethniquement très divers, avec des communautés asiatique et mexicaine importantes, mais son histoire irlandaise et est-européenne est visible à travers les nombreuses églises catholiques.

Bien que, dans les premiers temps de la migration, une partie de la population irlandaise fût protestante, les institutions catholiques jouèrent un rôle essentiel dans la structuration communautaire de cette population. Certaines des figures centrales de la communauté étaient des prêtres, comme William Quarter. Né en Irlande en 1806, Quarter fut ordonné prêtre à New York en 1829, puis évêque par le pape Grégoire XVI en 1843. Le « premier évêque irlandais de Chicago » pesa d'un poids décisif dans l'institutionnalisation du catholicisme irlandais par l'achèvement de la cathédrale Saint-Patrick, l'ouverture d'une trentaine de paroisses et de nombreuses écoles, et la création, avec les Sœurs de la Miséricorde, d'un établissement destiné à la formation religieuse des nonnes, qui allait devenir l'université Saint-Xavier.

Contrairement aux Polonais, qui se trouvaient dans une situation voisine (revendication nationale et catholicisme), le monde irlandais de Chicago ne se divisa pas fortement entre « nationalistes » et « religieux » : au contraire, les paroisses irlandaises servirent de point d'appui au militantisme national irlandais. La Fraternité féniennne (Fenian Brotherhood), branche américaine de l'Irish Republican Brotherhood, réclamant l'indépendance par tous les moyens, était solidement établie à Chicago dès les années 1860, de même que son bras paramilitaire, l'Irish Republican Army. Les projets militaires contre le pouvoir britannique ne manquaient pas, comme en témoigna en 1866 la tentative rocambolesque d'invasion du Canada à partir du territoire américain, à laquelle participèrent plusieurs régiments de

volontaires irlandais de Chicago, dont certains avaient combattu pendant la guerre de Sécession¹⁰⁸. L'opération consistait à prendre le contrôle du Canada pour l'échanger contre l'indépendance de l'Irlande. Les volontaires féniens furent mis en déroute par les forces américaines et canadiennes, et le Canada ne fut jamais sérieusement menacé¹⁰⁹. Chicago était donc, de préférence à Boston, la capitale du nationalisme irlandais radical, bruissant de projets et de rêves.

Le fait que les Irlandais fussent de langue maternelle anglaise fut à l'origine d'une construction communautaire moins aboutie que celle des Polonais ou des Allemands, et d'un investissement précoce dans les structures politiques et syndicales de la ville. Les nativistes de Chicago (c'est ainsi que l'on qualifie aux États-Unis les personnes hostiles aux immigrants), eux, considéraient les Irlandais comme brutaux, alcooliques, et les stigmatisaient racialement. Comme à New York ou à Boston, les tavernes du quartier irlandais étaient des lieux importants de sociabilité politique masculine, parfois bruyante et intimidatrice. C'est là que les Irlandais parlaient travail et politique, et commençaient à penser la politique municipale comme une perspective d'emploi et d'ascension sociale. À la fin des années 1880, 44 % des agences d'emploi de la ville étaient situées dans le même immeuble qu'une taverne, d'après le calcul de l'historien Perry Duis¹¹⁰.

Cette sociabilité prenait parfois place dans un cadre ethniquement varié : certaines tavernes accueillaient des Irlandais, des Allemands, des Polonais et d'autres nationalités, mais refusaient les Noirs, construisant ainsi progressivement une identité ouvrière blanche. D'autres étaient aussi des établissements de jeu – cartes, billard, fléchettes, loteries, etc. Les ouvriers irlandais y trouvaient un réconfort communautaire qui amortissait le choc migratoire et compensait les agressions racistes. Les tenanciers étaient des figures importantes de la communauté et servaient de relais aux activités associatives et politiques. Certains bureaux de vote étaient même installés dans des tavernes. Au début du ^{xx}e siècle, toutefois, cette pratique fut dénoncée par les progressistes, qui y voyaient un des pires aspects du clientélisme des machines politiques, tenues d'une main de fer par les bossés.

Les Allemands

La vague de migration allemande suivit de peu la vague irlandaise. En 1850, les Allemands représentaient 15 % de la population de Chicago. Venus surtout d'Allemagne du Sud dans les années 1830 et 1840, puis du Centre et enfin des grandes plaines du Nord à la fin du

siècle, les Allemands et leurs descendants directs étaient au nombre de 470 000 en 1900, soit un habitant sur quatre¹¹¹. Initialement, les Allemands se dirigeaient volontiers vers les plaines du Middle West, à l'instar de leurs prédécesseurs qui avaient colonisé les terres fertiles de Pennsylvanie au XVIII^e siècle. Aussi Chicago constituait-il un point de passage évident pour eux. Mais un certain nombre s'y arrêtrèrent et s'y installèrent. Ce fut également vrai d'autres villes de la région : Cleveland, Cincinnati et surtout Milwaukee, « Athènes allemande » politiquement contrôlée par les socialistes allemands.

Une comparaison entre migrants irlandais et migrants allemands fait surgir quelques similitudes. Tout d'abord, on repère des pratiques sociales communes qui pouvaient les unir – la taverne et la consommation de bière, par exemple. On trouve également chez les uns comme chez les autres des métiers semblables : ceux de la construction et de la grande industrie (employant les quatre cinquièmes des Irlandais et les deux tiers des Allemands). Cependant, du côté des Allemands, beaucoup travaillaient aussi dans des activités artisanales – cordonniers, boulangers, bouchers, cigariers, tonneliers, tapissiers, brasseurs de bière, etc. –, ce qui était moins souvent le cas des Irlandais. Ces métiers fournissaient le support d'une vie associative très développée. En 1849, la première loge allemande fut fondée, suivie en 1853 par la German Aid Society, comparable aux sociétés de secours mutuel françaises. Ces associations fonctionnaient sur des principes assurantiels, en couvrant certains frais de médecine ou de funérailles en échange des cotisations de leurs adhérents, et reposaient sur des liens de confiance communautaires. Elles rassemblaient des artisans et des ouvriers qualifiés plutôt que des ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés, dont le nombre crût fortement à la fin du XIX^e siècle, avec la mécanisation de la grande industrie. Les artisans vivaient dans le quartier allemand d'origine, situé dans le North Side, de part et d'autre de la branche nord de la rivière, entre Fullerton Avenue et North Avenue (aussi appelée le « Broadway allemand »). Les ouvriers de la grande industrie étaient établis à proximité des usines, dans le sud de la ville, que ce fût dans Packingtown, Pullman ou South Chicago.

Il existait aussi une petite élite allemande, composée d'hommes d'affaires, d'intellectuels et d'artistes qui avaient dû fuir les États allemands après l'échec des révolutions de 1848. Ses membres masculins se retrouvaient au Germania Club, fondé en 1865, ou, pour les Souabes, au Schwaben Verein (vraisemblablement créé en 1878). Ce dernier était connu pour organiser des « fêtes de la bière », ainsi que, sur un versant plus culturel, une célébration annuelle du poète Schiller. À cela s'ajoutaient des clubs de sport, des théâtres, des

associations charitables qui formaient un ensemble alors unique assurant la visibilité sociale de la communauté allemande à Chicago. Cette tradition a perduré : il existe toujours une vie associative allemande active à Chicago, à travers l'American Aid Society of German Descendants, les United German American Societies of Greater Chicago, le German American Cultural Center, etc.

Les Allemands disposaient d'un quasi-monopole sur la fabrication de la bière. La langue professionnelle des brasseurs était l'allemand, que ce soit pour les conventions, pour les contrats ou dans le journal professionnel *Der Braumeister*. De nombreux maîtres brasseurs, comme Conrad Seipp et Frederick Lehman (Conrad Seipp Brewing Company), Peter Schoenhofen et Michael Brand (Brand Company) ou Kasper Schmidt et Herman Glade (Schmidt and Glade Company), étaient nés en Allemagne. Les brasseries de bière se multiplièrent à partir des années 1850, utilisant l'orge, le blé et le houblon qui abondaient à Chicago, mais elles suffisaient à peine à satisfaire la demande locale, de telle sorte que les brasseurs importaient des fûts de bière de Milwaukee, déjà « capitale américaine de la bière¹¹² ». En 1890, la revue professionnelle des propriétaires de saloon, *Mixed Drinks. The Saloon Keeper's Journal*, déclara fièrement que chaque habitant de Chicago (y compris les femmes et les enfants) consommait annuellement 49 gallons de bière (185 litres), soit deux fois plus que l'Allemagne et trois fois plus que la moyenne nationale des États-Unis ! Des chiffres record furent également proclamés lors de l'Exposition universelle de 1893. Les brasseurs et les propriétaires de saloon bataillaient vigoureusement contre les ligues de tempérance et chantaient le « gospel de la bière », la présentant comme plus saine que toute autre boisson. De surcroît, au début du ^{xx}e siècle, les brasseries embauchèrent des chimistes formés à l'université pour améliorer les processus de fermentation et de conservation : ces « *beer doctors* » faisaient partie du vaste contingent de chercheurs qui s'appliquaient, dans les industries petites et grandes, aux processus de production et aux produits¹¹³. Le plus gros brasseur de la ville, Seipp, avait commencé à brasser à Chicago en 1854. S'il ne produisait que quelques centaines de fûts par an à cette époque, il en fabriquait plus de 100 000 à la fin des années 1870 et 250 000 à la fin du siècle, ce qui le classait au cinquième rang national, derrière des brasseurs de New York, de Boston, de Philadelphie et de Milwaukee. La prohibition, à partir de 1920, porta un coup très dur à la brasserie Seipp et à ses concurrentes. Elles survécurent en fabriquant de la bière sans alcool (« *near beer* ») et des sodas, mais Seipp ne s'en remit pas et ferma ses portes en 1933. Pas de chance, ce fut le moment où les affaires repartirent.

D'une manière générale, les habitants de Chicago allemands ou issus de la migration allemande ont laissé une trace culturelle profonde dans cette ville. Pourtant, la Première Guerre mondiale fut l'occasion, dans l'ensemble des États-Unis, d'un déchaînement d'antigermanisme militant : stigmatisation et discrimination de nombreux Allemands (ou Germano-Américains), bannissement de tout ce qui pouvait rappeler l'Allemagne dans les espaces publics (des rues ou des villes virent ainsi leur nom changer), autodafés de livres, interdiction des journaux en allemand. On assista même au lynchage d'un Allemand nommé Robert Prager, ouvrier mineur établi à Collinsville, dans le sud de l'Illinois. À Chicago, les clubs allemands changèrent temporairement de nom (le Germania Club fut ainsi rebaptisé le Lincoln Club), des rues furent renommées, des journaux, des églises, des associations basculèrent vers l'usage de la langue anglaise, et le German Day (deuxième dimanche de septembre) fut supprimé. L'ethnicité allemande, en dépit des efforts fournis au lendemain de la guerre, sortit de cette période très affaiblie. Si l'on ajoute à cela l'impact de la Seconde Guerre mondiale (qui n'entraîna cependant pas un antigermanisme comparable), on comprend l'affaïssement assez rapide de la culture civique allemande de Chicago de la fin des années 1910 aux années 1970. Plus récemment, un *revival* ethnique allemand (également observable pour d'autres groupes, mais sans doute plus vif côté allemand eu égard à la censure ou à l'assimilation à marche forcée dont on parle) s'est manifesté dans la ville, avec une revitalisation des fêtes allemandes, comme le German Day, la Von Steuben Parade, le festival allemand, etc.

La situation des Irlandais et des Allemands changea au milieu des années 1850 à la suite de l'« émeute de la bière », qui constitua un tournant majeur dans l'histoire politique de Chicago. L'élection municipale du 6 mars 1855 fut remportée par une coalition conservatrice formée d'élus anti-immigrants, de nativistes anticatholiques (les « Know Nothings ») et de partisans de la tempérance. Le contraste était grand avec les précédentes équipes municipales, dont on a vu qu'elles étaient constituées d'hommes d'affaires et d'agents immobiliers gérant le développement urbain de la ville. Le mouvement de la tempérance, organisé aux États-Unis à partir des années 1830 et lié au grand réveil religieux, dénonçait l'alcool comme un poison contaminant la société et empêchant d'atteindre la Jérusalem céleste. À Chicago, plusieurs associations se faisaient entendre : la Chicago Juvenile Temperance Society, la Washington Temperance Society, la Total Abstinence Benevolent Association, la Scottish Temperance Society, la Chicago Temperance Legion voulaient toutes bannir l'alcool, sous quelque forme que ce fût. Le *Chicago Democrat* s'inquiétait de ce qu'on comptât plusieurs débits

de boissons pour chaque église, et 15 000 « adorateurs de Bacchus¹¹⁴ » pour 10 000 fidèles.

L'élection du nouveau maire, Levi Boone, un médecin prohibitionniste et nativiste (petit-neveu de Daniel Boone), fut une bonne occasion de faire avancer la cause sacrée. Comme annoncé, Levi Boone et son conseil municipal s'empressèrent d'augmenter la taxe sur les ventes d'alcool, la faisant passer de 50 à 300 dollars, une mesure visant directement les propriétaires de taverne (lesquels, pour la plupart, ne payaient même pas la taxe de 50 dollars). Dans le même temps, la police municipale fut renforcée et chargée de faire respecter le dimanche comme jour de fermeture hebdomadaire des tavernes – un décret qui existait déjà mais n'avait jamais été appliqué jusqu'alors.

La plupart des tenanciers refusèrent de payer la taxe et de fermer le dimanche, de telle sorte que la cour de justice locale fut rapidement débordée par les poursuites engagées contre eux. Un premier procès, prévu le 21 avril 1855, déclencha une émeute : une foule d'Allemands et d'Irlandais se rassembla devant le palais de justice ; le maire fit appel à la police ; neuf personnes furent interpellées ; la foule tenta de se porter à leur secours ; la police tira, tuant une personne, en blessant d'autres. Au total, cinquante-six personnes furent arrêtées et la ville fut placée sous couvre-feu. La situation demeura très tendue jusqu'au 4 juin, lorsqu'un référendum fut organisé par la mairie. Celle-ci voulait pousser son avantage en interdisant purement et simplement la vente d'alcool, à l'image de ce qui avait été fait dans le Maine en 1851. Mais la manœuvre échoua : la proposition fut largement rejetée en raison de la forte mobilisation électorale des migrants irlandais et allemands (lesquels retinrent la leçon : ils avaient obtenu par le vote ce qu'ils n'avaient pas réussi à obtenir par l'émeute). La municipalité revint à la taxe de 50 dollars. Les sociétés de tempérance avaient subi une lourde défaite politique. Elles continuèrent leur combat, mais, à l'exception de quelques actions ponctuelles dans des tavernes (qu'elles envahissaient pour y prier à genoux), leurs efforts s'orientèrent progressivement davantage vers l'éducation et la persuasion morale. Le temps de la prohibition totale à Chicago semblait passé.

Les Polonais

Par contraste avec la migration allemande, pratiquement tarie aujourd'hui, la migration polonaise a connu un regain très net depuis l'effondrement du bloc communiste. Ainsi, Chicago compte à nouveau des quartiers polonais, dans le nord-ouest en particulier, où l'on peut entendre parler polonais dans les rues, où les églises proposent des

offices religieux en polonais et où les restaurants polonais abondent. Ils correspondent au premier petit quartier polonais des années 1860-1890, autour de l'église Saint-Stanislaus-Kostka. Toutefois, les descendants des Polonais de la première grande vague, à la fin du XIX^e siècle, pas plus que ceux de la deuxième, moins importante, dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, n'habitent plus depuis longtemps les quartiers de leurs parents et grands-parents, dans le South Side – des quartiers qui sont désormais noirs et latinos. On les trouve plutôt en banlieue, selon un processus d'ascension sociale et de *white flight* bien connu. Il existe également des différences sociologiques importantes entre les migrants polonais de jadis, d'origine paysanne, et ceux d'aujourd'hui, venus du monde urbain et généralement diplômés – ce qui ne signifie pas qu'ils trouvent des emplois correspondant à leurs qualifications. Il convient donc de ne pas exagérer les continuités qui existent entre les vagues migrantes venues d'un même pays, même s'il est évident que le choix de s'établir à Chicago, pour ceux qui sont arrivés récemment, a été motivé par leurs relations familiales sur place et par les liens anciens que la ville a entretenus avec la Pologne¹¹⁵. Chicago a donc été une destination privilégiée lorsque la migration est redevenue aisée, surtout après 1989 (il y a eu des départs après le coup d'État de 1981, mais ils étaient plutôt le fait d'intellectuels et de militants, ceux de la génération Solidarité, en nombre plus réduit). Il existe actuellement quatre liaisons aériennes quotidiennes entre Chicago et Varsovie, et deux entre Chicago et Cracovie.

Pour des raisons économiques et sociales liées à la propriété foncière dans de vastes régions sous contrôle russe ou prussien, environ trois millions de Polonais quittèrent leur pays entre 1850 et 1914, parmi lesquels la moitié s'établirent aux États-Unis. La migration polonaise vers les États-Unis culmina au début du XX^e siècle (en 1912, année record, 175 000 Polonais y entrèrent). Et l'on peut qualifier Chicago de capitale polonaise de l'Amérique¹¹⁶. Cela s'explique par des raisons démographiques, mais aussi parce que « Polonia » (la communauté polonaise de Chicago) a été étudiée précocement par les sociologues et est devenue un sujet de sciences sociales. En 1918, les sociologues William I. Thomas et Florian Znaniecki publièrent le premier volume d'un travail fondateur de l'école de sociologie de Chicago qui devait en comprendre quatre autres, *The Polish Peasant in Europe and in America*. Ils y analysaient la migration des paysans polonais comme exemplaire d'un processus en trois étapes : organisation, désorganisation et réorganisation. La société paysanne polonaise était à même, expliquaient-ils, de se transformer pour accoucher d'une société polono-américaine, après une phase de désorganisation et de dysfonctionnements familiaux et

personnels (qui rappelle l'anomie de Durkheim). Cette vision plutôt optimiste de l'installation polonaise contrastait fortement avec la littérature raciste alors florissante, due à la plume d'un Madison Grant en particulier, qui déplorait l'invasion des États-Unis par les migrants est-européens et sud-européens¹¹⁷. Cependant, elle a été largement révisée depuis par les historiens de l'immigration, qui ont montré que les groupes sociaux, les familles en premier lieu, n'étaient pas désorganisés par la migration, mais qu'ils étaient les soutiens permettant de supporter les bouleversements extraordinaires induits par le déplacement et le travail industriel. Cette approche fait écho au travail d'historiens de l'esclavage comme Herbert Gutman, pour qui les familles esclaves ne furent pas détruites par l'institution elle-même – ce qui ne signifie évidemment pas que celle-ci n'eut aucun effet problématique sur elles.

La migration polonaise, à partir des années 1850, partageait avec la migration irlandaise son origine paysanne ainsi que le fait d'occuper les emplois industriels les plus modestes. Cependant, elle s'est prolongée plus longtemps, jusqu'au début des années 1920, si bien que, vers 1930, les Polonais et leurs descendants représentaient le premier groupe ethnique de la ville, devant les Allemands et les Irlandais. En outre, à l'exception du petit quartier de l'église Saint-Stanislaus-Kostka, les Polonais n'avaient alors pas de quartier ethnique comparable à Bridgeport. À partir des années 1870, avec l'industrialisation du sud de la ville, les Polonais constituèrent des enclaves ethniques au sein des quartiers ouvriers de Packingtown, de South Chicago, de Pullman et de Bridgeport. On comptait en 1900 vingt-trois paroisses catholiques polonaises, qui reflétaient la géographie industrielle de la ville.

D'une certaine manière, dans le paysage urbain, les flèches et les clochers d'église faisaient concurrence aux cheminées d'usine. L'une des plus grandes églises polonaises de Chicago, Saint-Michel-l'Archange, sur la 83^e Rue, se trouvait à proximité immédiate des aciéries de l'Illinois Steel South Works, dans le South Side. Depuis cette église, on peut apercevoir aujourd'hui un immense terrain vague jouxtant le lac Michigan, là où les usines se dressaient jadis. Au croisement de la 48^e Rue et de Hermitage Street, on trouve l'église Saint-Joseph, inaugurée en 1914, fréquentée par les ouvriers polonais des abattoirs et pouvant accueillir mille deux cents fidèles. Les églises jouèrent un rôle essentiel au sein de la communauté polonaise, à travers la création et la gestion d'écoles paroissiales (enseignant d'abord en polonais, puis dans les deux langues), d'hôpitaux et d'hospices, de bibliothèques de quartier, ainsi que de différentes associations d'entraide. Les prêtres étaient des figures importantes de

la communauté, jusqu'à jouer un rôle politique et syndical notable. Ce fut notamment le cas de Louis Grudzinski, engagé dans les luttes sociales et qui contribua à la syndicalisation des ouvriers polonais.

Dans les dernières années du XIX^e siècle, des tensions apparurent au sein de la communauté polonaise relatives à son organisation. Les groupes nationalistes, comme la Polish National Alliance, fondée en février 1880 à Philadelphie, entendaient faire de la question nationale polonaise l'alpha et l'oméga de la vie associative et politique. La PNA tint son premier congrès à Chicago en septembre 1880 en réclamant la « liberté pour la Pologne ». Six ans plus tard, elle proposait une activité assurantielle à ses membres, au nombre de plusieurs dizaines de milliers en 1890, de 100 000 en 1912 et de 200 000 en 1924. Cette association existe encore aujourd'hui, et elle a bien entendu son siège à Chicago. Une autre association, les Polish Falcons, fondée en 1887 dans la même ville, était la branche américaine d'une organisation nationaliste de jeunesse polonaise (existant aussi ailleurs en Europe centrale), le Sokół (« société de gymnastique »), créée à Lvov en 1867. Organisés en sections appelées des « nids », les faucons polonais avaient des activités politiques (réunions, lobbying auprès des autorités américaines, levées de fonds, etc.) et assurantielles, tout comme la PNA.

D'autres groupes avaient une vocation religieuse, comme la Polish Roman Catholic Union of America, fondée en 1873 par deux prêtres, Teodor Gieryk et Wincenty Barzynski. Ces groupes n'étaient pas exempts de préoccupations nationales, mais c'est la promotion du catholicisme qui primait – un catholicisme polonais, qui visait à remettre en cause la domination irlandaise et allemande des institutions catholiques américaines. Cette domination se traduisait par l'interdiction de la langue polonaise dans les écoles paroissiales et par l'ordination parcimonieuse de prêtres polonais. Les paroissiens polonais demandaient des liturgies et des services culturels et sociaux que les prêtres étrangers à la communauté ne pouvaient assurer. Dans les années 1890, une partie des fidèles prirent des distances de plus en plus marquées avec l'Église romaine, allant en 1904 jusqu'à la scission et à la création d'une Église indépendante, la Polish National Catholic Church, sous la houlette de Franciszek Hodur, prêtre de Scranton, en Pennsylvanie. Quant à ceux, la plupart, qui demeurèrent dans le giron romain, ils obtinrent la nomination de plusieurs prêtres polonais à partir du début du XX^e siècle, dont l'un, Paul Rhode, devint évêque auxiliaire en 1908, puis vicaire général de l'archidiocèse de Chicago.

En 1920, Chicago était la troisième ville des États-Unis, après New York et Philadelphie, pour la taille de sa population italienne. Pourtant, vers 1880, les Italiens étaient encore très peu nombreux : on en recensait 1 357 à Chicago, pour la plupart venus du nord de la péninsule. La migration italienne s'accéléra dans les années 1890 (16 000 arrivées en 1900), avec une évolution de l'origine géographique des migrants, désormais en majorité des paysans venus du sud de l'Italie (Campanie, Basilicate, Calabre, Sicile) et qui s'embauchaient, par l'intermédiaire de *padrones*, dans la construction et les chemins de fer. Le quartier italien par excellence était le Near West Side, un peu à l'ouest de la branche sud de la rivière, et, encore à l'ouest, à Cicero, là où Al Capone établirait son quartier général dans les années 1920 ; mais on trouvait aussi des Italiens dans une vingtaine d'autres petits quartiers de la ville. Les enquêtes sociales menées par la maison sociale Hull House décrivent le Near West Side, où elle était installée, comme l'un des quartiers les plus pauvres et les plus surpeuplés de la ville. Derrière les maisons de brique de deux étages alignées le long des rues, on trouvait des maisons en bois desservies par des ruelles fangeuses. Les enquêteurs les dépeignaient comme « les pires lieux de vie pour le genre humain¹¹⁸ ». Cet état de délabrement n'était cependant pas propre aux Italiens, contrairement à ce qu'affirmaient ceux qui leur étaient hostiles, dénonçant chez eux des manières « non anglo-saxonnes » à la limite de la « race blanche ». Avant eux, c'étaient des Irlandais et des Allemands qui vivaient dans ce quartier ; et, après eux, ce furent des Grecs, des Afro-Américains et des Mexicains qui s'y installèrent. Les Italiens ne se distinguaient de ces différents groupes que par la densité de population au sein du quartier.

Malgré tout, les Italiens, comme les autres groupes ethniques blancs, connurent bel et bien une progression sociale, à partir des années 1920. On vit ainsi les migrants non qualifiés, ou plus souvent leurs enfants, accéder à des positions qualifiées, voire à des postes de maîtrise, d'agent contractuel ou de commerçant. Cette progression se traduisait par un déménagement dans un quartier de meilleur aloi, « américain », comme l'on disait, à l'ouest ou au nord de Chicago. Les liens avec le quartier d'origine n'étaient pas coupés, puisque les attaches communautaires, familiales et religieuses (comme la messe dominicale, les baptêmes et les enterrements) occasionnaient des visites régulières. Si la cohésion du quartier italien, comme celle des autres quartiers ethniques, ne doit pas être surestimée – les flux entrants et sortants étaient importants, au moins jusqu'au début des années 1920 en ce qui concerne les flux migratoires –, on y observait bien une ethnicité propre, due à la forte concentration (bien que non exclusive) de migrants d'origine nationale ou régionale commune,

ainsi qu'à leur attractivité communautaire.

Une autre originalité des Italiens résidait dans l'organisation du travail, avec le système des *bosses* ou *padrones*. Cette pratique fut très décriée à la fin du XIX^e siècle, aussi bien par les enquêteurs sociaux, qui y voyaient une forme d'esclavage, en tout cas une exploitation intolérable, que par les nativistes et certains syndicalistes, pour qui elle représentait une menace pour le travail salarié américain, puisque les rémunérations des ouvriers sous contrôle de leur *padrone* étaient particulièrement faibles. La loi Foran, votée en 1885, interdit le travail sous contrat, c'est-à-dire le paiement du voyage transatlantique en échange d'un temps d'emploi, à l'instar des *indentured servants* de l'époque coloniale. Dans les années qui suivirent, des commissions d'enquête se concentrèrent sur l'immigration italienne et notèrent qu'elle relevait majoritairement des agissements d'agents recruteurs. Or si les frais de voyage étaient souvent payés par autrui, les sommes d'argent provenaient la plupart du temps de membres de la famille déjà établis aux États-Unis plutôt que des *padrones*. Au vrai, l'immigration italienne, jugée indésirable par beaucoup d'Américains, faisait l'objet de considérations défavorables soulignant le caractère « archaïque » et antidémocratique des relations sociales intracommunautaires.

Il est exact que les *padrones* exerçaient une grande influence sur les migrants, mais c'était généralement en les accueillant à leur arrivée aux États-Unis – en les dirigeant, par exemple, vers les usines de Chicago – plutôt qu'en étant directement à l'origine de leur décision de départ. Les *padrones* servaient d'intermédiaires entre employeurs et employés, percevant pour cela une dîme de la part des uns et des autres. Ce paiement étant interdit par la loi Foran, ils exerçaient leur activité de manière aussi discrète que possible. Ils fournissaient souvent un logement (en général, un lit dans un dortoir) et de la nourriture, préparée ou non, aux locataires, le tout à des prix très élevés. Le système des *padrones* déclina après 1900, car les entreprises décidèrent de se passer de leurs services, eu égard à l'importance croissante de l'immigration italienne et à l'existence de structures familiales stables capables d'accueillir les nouveaux venus. Si quelques *padrones* continuèrent leurs activités à Chicago jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, en étant actifs au sein d'autres groupes de migrants, comme les Grecs, dans l'entre-deux-guerres cette organisation du travail ne concernait plus que des ouvriers âgés.

Les Italiens n'obtinrent pas des emplois municipaux en nombre et en qualité comparables à ceux des Irlandais, mais ils occupèrent de petites fonctions au sein de la machine démocrate, ne serait-ce qu'à titre d'intermédiaires dans les quartiers italiens, un cran au-dessous

des *bosses* irlandais dont le nom était parfois italianisé, comme ce John Powers, dans le 19^e district, qui se faisait appeler Gianni Pauli. Épiciers puis tenanciers de bar, Powers arracha ses premiers mandats dans les années 1880, alors que le quartier était majoritairement irlandais. Progressivement, les Italiens s'installèrent en nombre croissant, jusqu'à représenter 80 % de la population dans les années 1910. Powers, en jouant des divisions entre candidats italiens, parvint à conserver ses mandats jusqu'en 1927, au grand dam de la réformatrice Jane Addams, qui batailla longtemps contre l'habile politicien¹¹⁹. Mais, si respectée fût-elle, elle n'était pas de taille à lutter contre Powers, qui fournissait emplois, cadeaux, services judiciaires, sponsorisait les commerces et les paroisses et assistait aux enterrements – à tel point qu'on le surnommait « le Pleureur ». Ce politicien roué était la bête noire des réformateurs et des progressistes de Chicago, le symbole d'une machine inefficace et corrompue, mais il était indétrônable.

Très peu d'Italiens parvinrent à des postes électifs avant les années 1920. La participation électorale de la communauté italienne était assez faible lors des scrutins locaux, et les candidats italiens avaient du mal à attirer les suffrages d'autres communautés – Irlandais, Allemands ou Polonais. Leur ascension politique fut en définitive permise par trois grandes figures du crime organisé : « Big Jim » Colosimo, et surtout John Torrio et Al Capone, qui exerçaient une influence considérable dans leurs quartiers du Near West Side et de Cicero.

Les gangsters à l'œuvre

Les activités criminelles furent l'un des principaux sujets de recherche des sociologues de l'école de Chicago. Ils voulaient démontrer qu'elles étaient le résultat non pas de dispositions naturelles propres à des ethnies ou à des races particulières, comme les nativistes et les racistes le clamaient, mais de processus de désorganisation sociale liés à la migration et à l'urbanisation. Pour Robert Park, les gangs auraient prospéré dans la « jungle urbaine » (« *city wilderness*¹²⁰ », une notion assez proche de l'anomie sociale de Durkheim). À la même époque, un de ses doctorants, Frederic Thrasher, spécialiste des gangs, estimait qu'ils se développaient dans des « zones naturelles », c'est-à-dire dans des ghettos, en attendant que l'assimilation fasse son œuvre¹²¹. Pour Park et ses élèves, il n'y avait pas de différence profonde entre les trajectoires des divers groupes qui se succédaient au rythme des vagues migratoires. La criminalité était

un effet secondaire, déplaisant et finalement inévitable de l'anomie sociale.

À partir des années 1970, une histoire révisionniste des activités criminelles apparut, mettant l'accent sur le caractère organisé de la criminalité, les différences entre groupes et les conséquences sociales de leurs activités¹²². Dans cette perspective, le crime organisé représentait une porte d'accès au monde des affaires pour les migrants victimes de discriminations dans la plupart des autres secteurs économiques, et qui surent ainsi mettre à profit leurs talents et leurs liens communautaires. Les « entrepreneurs criminels » étaient de surcroît liés aux hommes politiques de Chicago et exerçaient leur influence bien au-delà de leurs activités lucratives « classiques » – jeu, prostitution, racket, contrebande d'alcool, etc. La vie politique, le monde de la musique et du spectacle, le sport, l'industrie avaient affaire avec le crime organisé, de telle sorte que celui-ci, loin d'être limité aux quartiers migrants les plus miséreux, était profondément imbriqué dans le tissu social de la ville.



Installé à Chicago à partir de 1919, Al Capone, gangster d'envergure moyenne, devient célèbre non seulement en raison de son influence politique et de ses coups d'éclat, mais aussi parce qu'il se met en scène comme un personnage charismatique et truculent.

On peut identifier trois périodes principales dans l'histoire du crime organisé à Chicago jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La première, de la fin du XIX^e siècle à la fin des années 1910, fut caractérisée par la domination irlandaise dans deux secteurs : le racket dans le monde

syndical (en raison du contrôle exercé par les Irlandais sur les syndicats de métiers) et le jeu. Cette dernière activité provenait des tavernes, dont les patrons organisaient souvent des jeux (black-jack, poker, roulette) et des paris sur des courses de chevaux, mais aussi du « *policy* », une sorte de loto qui permettait de collecter une multitude de petites sommes dans les quartiers ouvriers. Des syndicats dirigés par des *bosses* influents liés à la municipalité et à la machine démocrate géraient l'ensemble de ces activités avec la complicité bienveillante de la police, également dominée par les Irlandais. Les rivalités entre *bosses* pouvaient être violentes et se régler dans le sang.

À partir de la fin des années 1910 s'ouvrit une deuxième période, avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs. Les Noirs, tout d'abord, qui se lancèrent dans des activités proches de celles des Irlandais, mais limitées à leurs quartiers, en y ajoutant la prostitution et en les liant à la machine républicaine de « Big Bill » Thompson. Les Juifs, ensuite, contrôlant le jeu dans leurs quartiers et tenant des positions solides dans des activités de « support » : le recel (en raison de la forte densité du petit commerce juif à Chicago, une partie mêlait activités licites et illicites) et la défense judiciaire. Enfin, à partir du milieu des années 1920, les Italiens du Sud arrivèrent en force en opérant sur l'ensemble de la ville.

Jusqu'alors, comme en politique, la progression des Italiens avait été freinée par les Irlandais. Tout au plus investissaient-ils le secteur délaissé et moins lucratif de la prostitution. La situation changea avec la prohibition, qui entra en vigueur en janvier 1920 dans tout le pays après le vote du 18^e amendement. L'interdiction officielle de la vente d'alcool, « noble expérience » selon Herbert Hoover, fournit aux criminels italiens la possibilité de s'installer durablement dans le secteur des activités illicites. L'irruption spectaculaire, haute en couleur, des Italiens de Naples, de Calabre et de Sicile sur la scène criminelle de Chicago suscita de nombreux commentaires. Articles, rapports, pamphlets dénonçaient la « mafia » aux ramifications internationales, certains essentialisant les comportements en fustigeant l'âme italienne propice au vice, d'autres les liant aux conditions de vie. De son côté, la presse italienne de Chicago et de New York s'élevait contre la stigmatisation que subissait la communauté italienne et contre l'exagération de ses activités illégales¹²³.

La « fable » de la mafia avait été dénoncée dès les années 1890 dans *L'Italia*, le principal journal italien de Chicago. Le terme « mafia » apparut aux États-Unis après le meurtre, en 1890, du chef de la police de La Nouvelle-Orléans, attribué à une organisation criminelle italienne inquiète des enquêtes qui la visaient. Plusieurs Italiens ayant

été arrêtés mais acquittés pour le meurtre, les habitants en colère s'attaquèrent à une prison pour en extraire onze Italiens qui n'avaient rien à voir avec l'affaire et les lynchèrent. L'affaire fit grand bruit non seulement parmi les Italiens installés aux États-Unis, mais aussi en Italie, dont le gouvernement réclama justice. La grande presse populaire commença alors à parler de « mafia » ou de « *black hand* » pour qualifier à peu près toutes les activités délictueuses impliquant des Italiens du sud de la péninsule et de Sicile. C'était également le cas à Chicago, alors que rien, comme le nota le travailleur social Robert Wood en 1902, ne permettait d'attribuer les faits criminels « italiens » à une organisation secrète.

Il est cependant certain qu'il existait alors des syndicats criminels italiens, ponctuellement coordonnés mais sans organisation centralisée, équivalents à ceux des Irlandais mais moins puissants, comme celui de « Diamond Jim » Colosimo (il avait une passion pour les diamants, qui ornaient ses doigts et ses boucles de ceinture), spécialisés dans le racket et diverses fraudes au détriment d'autres migrants italiens. Colosimo était également un « capitaine » efficace du Parti démocrate, qui conduisait ses électeurs en bloc au bureau de vote. Il tenait aussi un restaurant très couru, fréquenté notamment par le fameux ténor Caruso, ainsi que des bars et des maisons closes dont s'occupait sa femme, Victoria Moresco, tout en gérant les activités criminelles de son syndicat avec son principal lieutenant, Johnny Torrio, surnommé « *the Fox* » (« le Renard »), et que Colosimo avait fait venir de New York. Ce dernier, neveu de Victoria, faisait merveille pour éliminer la concurrence tout en s'occupant de ses propres affaires de jeu et de prostitution.

Quelques mois après l'entrée en vigueur de la prohibition, Colosimo fut assassiné dans son propre restaurant, sans doute sur ordre de Torrio, avec qui il avait eu un différend à propos d'investissements dans la contrebande d'alcool. Colosimo éliminé, Torrio hérita de ses actifs et eut les mains libres pour développer ses activités dans la contrebande et les *speakeasies*, les bars clandestins. Il comptait parmi ses lieutenants un homme de valeur qui était devenu son protégé : Al Capone. Né à Brooklyn en 1899 de parents arrivés de Naples six ans plus tôt, Capone avait rencontré Johnny Torrio dans les rues de son quartier. Ce dernier l'avait pris sous son aile et fait entrer dans son équipe des Five Points Gang¹²⁴. Au cours d'une bagarre, Capone reçut des coups de couteau au visage, ce qui lui valut son fameux surnom de « Scarface », le balaféré. Il prétendit plus tard que sa cicatrice était due à une blessure de guerre, mais il semble qu'il ne combattit jamais sur le front. En 1919, le jeune et prometteur Capone rejoignit Torrio à Chicago.

Contrebande, prostitution, jeu, racket : le syndicat de Torrio était une entreprise généraliste très efficace. Mais il se heurta rapidement au North Side Gang des Irlandais de Charles O'Banion. En 1920, un accord fut conclu par lequel les Italiens se réservaient le sud de Chicago, laissant le Nord aux Irlandais. Toutefois, des querelles à propos du marché de l'alcool entraînèrent la rupture du pacte. Le désaccord se solda en novembre 1924 par l'exécution de O'Banion, surpris en train d'arranger des chrysanthèmes dans le magasin de fleurs qu'il possédait. Sa mort déclencha entre les Italiens de Torrio et Capone et les Irlandais de Moran (qui avait succédé à O'Banion) une série de représailles et de heurts violents, interrompue par des cessez-le-feu éphémères. Torrio, qui échappa par miracle à une embuscade, décida prudemment de passer la main, laissant le champ libre à Capone. C'est à partir de ce moment-là que la légende Capone grandit, alimentée par la presse à sensation, qui publiait des récits fiévreux de ses aventures. Le gangster de Chicago, qui appréciait cette célébrité, est même présent dans l'album *Tintin en Amérique...* Il est vrai qu'il menait grand train, avec ses cigares, sa Cadillac blindée munie d'une sirène de police, son wagon Pullman, ses multiples repaires en plus de son quartier général de Cicero, sa suite de lieutenants, de gardes du corps et de demi-mondaines, ses liens avec des policiers corrompus, des avocats et des hommes d'affaires véreux, ses amis politiciens, dont le maire « Big Bill » Thompson. Capone savait faire parler de lui, mettre ses interlocuteurs dans sa poche avec ses bons mots, et faire taire les critiques en organisant par exemple une soupe populaire pendant la Grande Dépression ou des repas de *Thanksgiving* pour les pauvres.

Mais Capone n'était finalement qu'un gangster d'envergure moyenne comparé aux New-Yorkais, dont les activités s'étendaient à tout le pays. Meyer Lansky surtout, né d'une famille juive du Lower East Side, sut fédérer les clans criminels et pacifier leurs relations grâce à une répartition négociée des activités et des secteurs géographiques, ainsi qu'à la conclusion de pactes plus stables avec les autorités publiques. C'est Lansky et ses associés, et non Capone, qui firent de Las Vegas une ville de casinos et y assurèrent leur fortune. Lansky aurait brillé à la présidence de n'importe quelle grande entreprise. Homme discret, il abhorrait le tapage que faisait Capone.



Pour améliorer son image, fortement ternie par le massacre de la Saint-Valentin en février 1929 et par un style de vie provocateur, Al Capone, fin 1930, ouvre une soupe populaire servant trois repas par jour aux chômeurs.

Finalement, on peut dire que Capone joua à être Capone, un peu comme le garçon de café décrit par Sartre. La légende dit d'ailleurs que Howard Hughes, producteur du film *Scarface*, dont le héros, Tony Camonte, est le frère siamois de Capone, aurait proposé à ce dernier d'y jouer son propre rôle ! Réalisé par Howard Hawks, le film sortit en 1932 avec un sous-titre ajouté à la dernière minute : *The Shame of the Nation* (« La honte de la nation »), pour ne pas donner une image trop romantique et trop positive du gangster. Capone inspira d'autres films noirs de la même époque, comme *The Secret Six* et *City Streets* (1931), ou encore *The Beast of the City* (1932). Dans les représentations populaires, les Italiens de Chicago se trouvaient toujours associés au monde du crime organisé.

Après une longue série de meurtres qui donna à Chicago une réputation internationale de « ville du crime », la guerre des gangs se conclut par le fameux massacre de la Saint-Valentin, le 14 février 1929. Ce jour-là, des comparses de Capone déguisés en policiers firent irruption dans un garage du nord de Chicago où étaient réunis des hommes de Moran. Les faux policiers leur ordonnèrent de s'aligner dos au mur et les abattirent avec leurs mitraillettes Thompson. Six

hommes moururent immédiatement, le septième, Frank « Tight Lips » Gusenberg, quelques heures plus tard, mais il refusa de fournir la moindre information. À la question « Qui vous a tiré dessus ? », « Tight Lips » (« Lèvres serrées ») répondit : « Personne ! » Des photographies prises après le massacre furent publiées le lendemain par le *Chicago Daily News* : cette fois-ci, l'aspect sanglant des transactions sur le marché de l'alcool clandestin sembla choquer le public, l'emportant sur la geste rocambolesque. En vertu d'un arrangement à l'amiable, pour donner le change, Capone fut arrêté et condamné à quelques mois de prison. C'est alors que le Bureau de la prohibition, une agence fédérale indépendante des autorités de police locales, entreprit, via son agent de Chicago Eliot Ness, de mettre un terme aux bruyantes activités de Capone, qui inquiétaient le président Hoover. Né en 1903 à Chicago de parents d'origine norvégienne, Ness avait suivi des études de droit dans l'université de la ville avant d'entrer au Bureau de la prohibition en 1926. Avec son équipe d'agents surnommés « les incorruptibles », il mena des opérations de police finalement peu efficaces, bien que spectaculaires (ce qui correspondait aussi à l'effet recherché par les autorités fédérales).

Un biais plus efficace fut finalement trouvé pour inculper Capone : l'accusation de fraude fiscale. Lui qui ne payait pratiquement pas d'impôts, en dépit de revenus dont l'ampleur était bien démontrée, fut condamné en 1931 à l'issue d'un procès à rebondissements et partit purger sa peine de onze ans de détention dans diverses prisons fédérales¹²⁵. Malade de la syphilis, Capone fut libéré en 1939, puis mourut d'une crise cardiaque en 1947. À cette époque, les affaires illicites avaient été reprises en main par une nouvelle génération de gangsters sous l'égide de Tony « la Batte » Accardo, un ancien lieutenant de Capone bien plus sobre et plus puissant que lui, qui sut fédérer les groupes, investir à Las Vegas et rivaliser avec les New-Yorkais¹²⁶.

D'après les sociologues Ogburn et Tibbits, qui écrivaient au début des années 1930, le monde criminel des années 1920 et 1930 à Chicago était composé de 31 % d'Italiens, de 29 % d'Irlandais et de 20 % de Juifs¹²⁷. D'autres groupes, comme les Afro-Américains, étaient alliés et subordonnés aux Italiens : les Noirs se concentraient sur le jeu dans leurs quartiers et laissaient à Capone le monopole de l'alcool, de telle sorte qu'ils restèrent globalement à l'écart de la guerre des gangs pendant les années 1920.

Tout comme les « clubs athlétiques » (voir le chapitre suivant), les équipes du crime organisé étaient profondément liées à la politique de Chicago. Les gangsters brassaient des millions de dollars (le chiffre d'affaires de Capone était de 6 millions de dollars par semaine), dont

une partie était destinée à financer des campagnes électorales et à « organiser » les élections en intimidant les électeurs récalcitrants ou en bourrant les urnes. En échange, ils bénéficiaient d'une protection pour leurs activités illicites.

Toute la vie politique de Chicago n'était pas régie par le crime organisé, mais la plupart des quartiers ouvriers dans l'ouest et le sud-ouest de la ville étaient sous son influence. À Cicero, où était installée l'usine Western Electric, cela prenait une tournure caricaturale, comme lors de l'élection municipale d'avril 1924, lorsque le candidat républicain, après avoir été élu à la suite d'un scrutin entièrement manipulé par Capone, annonça qu'il entendait expulser les gangsters de Cicero. Capone répliqua en projetant d'un coup de poing le maire imprudent au bas de l'escalier de sa mairie. L'historien Mark Haller parle d'une « relation symbiotique » entre le gang de Capone et les communautés ethniques ouvrières¹²⁸. Les gangsters fournissaient des emplois dans les bars, les salles de musique, les secteurs liés au sport, en particulier le base-ball, au sein de la municipalité et des machines locales, ainsi que dans le domaine des activités illicites – la frontière avec les activités licites étant souvent des plus floues. La loterie, par exemple, nécessitait une armée de démarcheurs à domicile pour collecter les paris : il s'agissait peut-être de la principale activité économique du quartier noir. La contrebande d'alcool faisait également vivre beaucoup de monde à travers le transport et la vente.

La topographie permettait des passages aisés d'une activité à l'autre : les bars servaient de l'alcool et organisaient des jeux dans les arrière-salles, qui étaient aussi des lieux de réunion discrets. Au premier étage, des bureaux abritaient les activités politiques démocrates ou républicaines. Par exemple, William Skidmore, qui possédait un bar abritant une équipe de pickpockets en même temps qu'il organisait des jeux clandestins, était aussi responsable politique dans son quartier et une figure écoutée à la municipalité, à même de protéger ses amis gangsters¹²⁹.

Les chefs de gang étaient souvent les personnes les plus riches de leurs communautés. Les sociologues Horace Cayton et St. Clair Drake, dans leur ouvrage *Black Metropolis*, estiment que, dans les années 1930, au moins la moitié des Noirs possédant plus de 100 000 dollars étaient des organisateurs de paris clandestins. Une proportion au moins aussi grande valait également dans le cas des Italiens. Les emplois, mais aussi les œuvres charitables, permettaient à ces figures locales de jouir de la considération et du respect de la population. Certains étaient même regardés comme des héros, particulièrement par des enfants qui rêvaient d'égaler leurs exploits. Au début des années 1930, un étudiant de l'université de Chicago se souvenait de

« ces hommes dans de grosses automobiles, avec des garçons et des filles du quartier qui se tenaient sur les garde-boue. Je les voyais parader dans le quartier dans une splendeur héroïque. Souvent, ils lançaient des pièces de monnaie aux jeunes qui patientaient pour les apercevoir, eux qui venaient de faire la “une” des journaux. Depuis, j’ai vu beaucoup de mes compagnons de jeux faire carrière chez les gangsters¹³⁰ ». Pour les personnes « respectables », cependant, les gangsters donnaient une image déplorable du quartier. La presse italienne de Chicago était embarrassée par les « exploits » de Capone, et le massacre de la Saint-Valentin fut rapporté en termes alambiqués, sans que le nom du célèbre gangster fût cité ni que fussent expliqués les tenants et aboutissants de l’histoire. Dans ce monde des affaires où le droit n’avait pas cours, le mode sanglant de règlement des conflits fut à l’origine de la mort de centaines de personnes dans les quartiers concernés. Cette violence latente suscitait aussi l’animosité et la lassitude des habitants.

La syndicalisation ouvrière et Haymarket

La croissance industrielle de Chicago alla de pair avec la structuration syndicale du monde ouvrier. Comme dans les autres centres industriels des États-Unis, principalement dans l’Est, la première phase de la syndicalisation concerna les ouvriers qualifiés. À Chicago, à partir des années 1850, des syndicats de métiers furent créés par des typographes, des forgerons, des tourneurs et des machinistes. Il en existait une vingtaine à la fin des années 1860, ainsi qu’un journal syndical, le *Workingman’s Advocate*, créé par les typographes, et plusieurs ligues militant pour la journée de huit heures. Certains syndicats avaient une forte dimension ethnique : ainsi, les syndicats d’artisans charpentiers, ébénistes ou tailleurs étaient fondés et contrôlés par des ouvriers allemands.

Plusieurs tentatives de fédération nationale se firent jour dans les années 1860, d’abord avec la National Labor Union en 1866, réclamant la journée de huit heures et des salaires plus élevés, puis avec les Chevaliers du travail (Knights of Labor) fondés en 1869 à Philadelphie, d’abord comme une société secrète (selon des rituels hérités de la franc-maçonnerie), puis comme un syndicat ayant pignon sur rue à partir de 1878, au sortir de la dépression des années 1873-1877. Constitués de sections décentralisées bénéficiant d’une grande autonomie, les Chevaliers du travail étaient hétérogènes d’un point de vue politique : on y trouvait aussi bien des ouvriers opposés à la grève générale, et qui voyaient la section prioritairement comme

une association d'entraide, que d'autres, plus radicaux, pour qui les Chevaliers du travail devaient être un syndicat révolutionnaire. Certains étaient également membres du Workingmen's Party, fondé en 1876 sur les ruines de la 1^{re} Internationale et qui devint le Parti socialiste des États-Unis l'année suivante. C'était notamment le cas à Chicago, où les militants socialistes allemands étaient très actifs et dominaient les instances dirigeantes du parti.

Cependant, tous les ouvriers qualifiés n'étaient pas logés à la même enseigne : certains, comme les cordonniers ou les bouchers, voyaient leur profession menacée par la mécanisation et leur position sociale fragilisée, jusqu'au déclassement. Autre exemple : le syndicat des ouvriers cigariers, très actif à Chicago dans les années 1860, avait disparu vingt-cinq ans plus tard.

Quant aux ouvriers non qualifiés, dont le nombre allait croissant avec l'ouverture des grandes industries sidérurgiques, métallurgiques et d'abattage, ils n'étaient pas syndiqués : jusqu'au début des années 1880, les syndicats professionnels les refusaient, et ils n'avaient pas encore les ressources suffisantes pour créer leurs propres organisations. C'est pourquoi les revendications prenaient la forme de grèves et d'émeutes parfois violentes, à l'image de la grande grève des chemins de fer à partir de juin 1877, première grève nationale des États-Unis¹³¹. Elle fut déclenchée par la décision des compagnies de chemin de fer, en pleine crise économique, de baisser les salaires et d'augmenter la charge de travail. Partie de Virginie, la grève se répandit rapidement d'est en ouest à toutes les lignes du pays, en dépit de l'intervention violente des polices et milices locales. Plusieurs dizaines de cheminots furent tués dans le Maryland et à Pittsburgh, ce qui renforça la détermination des grévistes. Des gares, des bureaux et des installations ferroviaires furent mis à sac par des foules véhémentes.

À Chicago, la municipalité et les compagnies de chemin de fer se préparèrent en mobilisant les forces de l'ordre de l'Illinois, police et garde nationale. Les années 1870 avaient été émaillées d'incidents violents survenus lors de grèves et de manifestations, et l'on s'attendait donc au pire. Du côté des militants socialistes et radicaux, on espérait que la grande grève allait précipiter la fin du capitalisme. Le *Chicago Tribune* effraya ses lecteurs en parlant de la « *red war* » (guerre rouge) sur le point de déferler sur la ville. Le 23 juillet 1877, les cheminots de la Michigan Central, puis ceux de la Baltimore & Ohio et de l'Illinois Central, cessèrent le travail. Ils furent suivis par des ouvriers des abattoirs, du bois et de la sidérurgie. Il s'agissait d'ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés d'origine irlandaise, qui occupaient, dans le cas des chemins de fer, les postes les plus modestes

(cheminots sur les voies, graisseurs, aiguilleurs). En revanche, les syndicats professionnels bien établis, comme celui des ouvriers typographes, ne bougèrent pas. Le trafic ferroviaire de fret fut paralysé et la plupart des grandes usines fermées. Pendant trois jours, dans les quartiers sud de la ville, des accrochages violents eurent lieu entre les grévistes et les forces de police, les militaires et des miliciens, qui tirèrent pour disperser la foule. Les manifestants étaient cinq à six mille, concentrés principalement dans les quartiers ouvriers proches de la branche sud de la rivière. Au moins dix-huit personnes furent tuées (plus probablement une trentaine), auxquelles s'ajoutèrent de nombreux blessés et des centaines d'arrestations. À partir d'un échantillon de cent trente-deux personnes arrêtées, l'historien Richard Schneirov a calculé que la grande majorité étaient vraisemblablement nés à l'étranger : 37 à 45 % avaient des noms allemands ou bohémiens, 34 à 42 % des noms irlandais, 3 % des noms polonais, 2 % des noms scandinaves et 15 % des noms anglais¹³².

Le fait que la grève fût le fait de la fraction du monde ouvrier socialement et professionnellement la plus fragile rendit la répression d'autant plus aisée pour les classes dirigeantes de Chicago. L'escalade de la violence initiée par les forces de l'ordre ne pouvait que tourner en défaveur des grévistes. Les lendemains de la grande grève comptent sans doute parmi les moments les plus difficiles de l'histoire du travail aux États-Unis, tant le contrôle et la répression étaient poussés. Les employeurs, qui avaient mis sur pied leurs propres forces de sécurité pendant la grève, les maintinrent par la suite pour parer à toute éventualité. Ils avaient besoin de la main-d'œuvre non qualifiée d'origine étrangère pour abaisser leurs coûts de production et contrer les ouvriers qualifiés et leurs syndicats, mais ils souhaitaient également la contrôler pour éviter les situations émeutières de l'été 1877.

Une autre conséquence de la grande grève fut que les Chevaliers du travail de Chicago donnèrent désormais la priorité à l'union des ouvriers qualifiés et non qualifiés, sans prendre en compte l'origine nationale ni même parfois le sexe : des femmes furent ainsi admises dans certaines sections. En même temps, les Chevaliers étaient majoritairement opposés au syndicalisme révolutionnaire, lui préférant les fonctions classiques des syndicats de métiers. Cela n'empêchait pas, comme on l'a vu, que certains de leurs membres les plus actifs fussent socialistes, ou même, à partir du début des années 1880, anarchistes. Des dissensions se firent jour : une partie des syndicats d'ouvriers qualifiés, menés par Samuel Gompers, du syndicat des cigariers, firent sécession, refusant l'union avec les non-qualifiés. Ainsi naquit, en 1881, la Federation of Organized Trades and Labor

Unions, qui critiquait le radicalisme des Chevaliers du travail, fustigeait les machines et les migrants non qualifiés privant de travail les « Américains natifs qualifiés », et faisait de la journée de huit heures son étendard.

Ce dernier thème, grande revendication ouvrière depuis les années 1840, était fédérateur. Dans certains métiers et dans certaines villes, la journée de huit heures avait été acquise vers 1848 – c'était le cas des charpentiers de marine de Boston –, mais elle restait rarissime. En 1867, le congrès de l'Illinois vota la journée de huit heures, mais la loi comportait tant d'exceptions qu'il était aisé de la contourner, et elle n'eut pas d'effets réels à Chicago. Le mouvement ouvrier américain prit alors son essor autour de la question des heures travaillées : « huit heures payées dix heures ». Dans tout le pays, des « ligues de huit heures » (*eight hour leagues*) rassemblaient syndicalistes et militants pour changer effectivement le temps de travail¹³³. À Chicago, la ligue était présidée par Albert Parsons, militant politique et syndical, responsable local d'organisations socialistes et des Chevaliers du travail. L'avantage de la revendication était qu'elle satisfaisait aussi bien les modérés – qui estimaient qu'un repos plus long apaiserait la colère et la frustration des travailleurs et leur permettrait de s'américaniser grâce à une vie familiale plus satisfaisante – que les plus radicaux – qui y voyaient le moyen de disposer de temps pour l'éducation des masses et les réunions politiques. Et, pour tout le monde, les « huit heures » permettraient d'embaucher et de résoudre la question lancinante du chômage saisonnier. L'idée d'une grande manifestation nationale, avec des cortèges dans les principales villes du pays, et éventuellement d'une grève générale, recueillait l'assentiment aussi bien des Chevaliers que de la confédération de Gompers. La date du 1^{er} mai 1886 fut choisie pour laisser le temps de convaincre les ouvriers de l'importance du mouvement. Plusieurs manifestations eurent lieu en mars et en avril afin de mobiliser, de préparer et d'éviter les erreurs commises en 1877. Chicago était devenu la capitale des « huit heures », et c'est vers elle que l'attention nationale se tourna au printemps 1886.

La grande manifestation le long de Michigan Avenue, le samedi 1^{er} mai 1886, avait à sa tête Albert Parsons et sa femme Lucy, militante afro-américaine. Des manifestations similaires eurent lieu à New York et Detroit, mais elles étaient de moindre ampleur. Les jours suivants, manifestations et grèves se succédèrent un peu partout dans les quartiers industriels. Les grévistes allaient d'une usine à l'autre pour inciter les ouvriers à débrayer. Le 3 mai, devant l'usine McCormick, qui avait dépêché des briseurs de grève et des agents Pinkerton – des employés de l'agence nationale de détectives du même

nom –, la police ouvrit le feu sur les manifestants, tuant deux ouvriers. Au moyen de tracts, les militants anarchistes appelèrent alors à une manifestation de protestation, le lendemain soir, sur la place de Haymarket, un peu à l'ouest de la rivière. Cette place était connue pour son activité commerciale et commodément située à mi-chemin des sites industriels du nord et du sud de la ville.

Le 4 mai, à Haymarket, August Spies, militant anarchiste et rédacteur en chef du journal *Arbeiter Zeitung*, prit la parole, juché sur une carriole. Il semble qu'il appela au calme en expliquant les raisons du rassemblement¹³⁴. De fait, le meeting se déroula paisiblement jusqu'à la prise de parole du dernier orateur, Samuel Fielden, vers 22 h 30. C'est alors que la police intervint soudainement : se dirigeant vers Fielden, elle tenta de mettre fin au rassemblement. Une bombe artisanale fut lancée sur le groupe de policiers, dont un, Mathias Degan, fut tué sur le coup. Pendant quelques minutes, des échanges de coups de feu eurent lieu entre policiers et manifestants – à moins que les policiers n'eussent été les seuls à tirer, y compris, dans la confusion, contre leurs collègues. Au moins huit policiers et quatre manifestants furent tués, à quoi s'ajoutaient plusieurs dizaines de blessés. Plusieurs centaines de personnes furent arrêtées, et huit furent inculpées pour la mort des policiers.

La justice n'avait pas d'éléments permettant de les mettre en cause, mais ces huit militants anarchistes, parmi lesquels figuraient Albert Parsons, August Spies et Samuel Fielden, étaient accusés d'avoir été, par leurs actions militantes et leurs écrits, à l'origine d'un complot anarchiste dont la bombe de Haymarket était la preuve. À l'issue d'un procès joué d'avance, sept des huit accusés furent condamnés à mort, et un à quinze ans de prison. La grande presse américaine, le *Chicago Tribune* en tête, avait durement fustigé les accusés, qualifiés de criminels, de « dynanarchistes », de « monstres assoiffés de sang », etc. Les syndicats de métiers, les Chevaliers du travail et la fédération de Gompers ne furent pas en reste, condamnant les militants anarchistes en termes sévères.

Les procédures d'appel aboutirent à un verdict rendu par la Cour suprême des États-Unis le 10 novembre 1887, et le gouverneur de l'Illinois commua la peine capitale de deux des condamnés, dont Fielden, en prison à vie. Le même jour, un autre accusé se suicida. Le lendemain, Parsons, Spies, Engel et Fischer furent conduits à l'échafaud. Ils chantèrent *La Marseillaise*, hymne du mouvement révolutionnaire, puis on les pendit.

Au sortir de cet épisode, l'anarcho-syndicalisme allemand de Chicago, si vivace jusqu'alors, était définitivement détruit. Quant au

rapprochement entre ouvriers qualifiés et non qualifiés au sein des Chevaliers du travail, il prit fin aussi, ce qui sonna le glas de cette organisation au profit de la Federation of Organized Trades and Labor Unions de Gompers, laquelle, en décembre 1886, changea de nom pour devenir l'American Federation of Labor (AFL)¹³⁵.

Les « martyrs de Haymarket » devinrent des figures centrales du mouvement ouvrier mondial. La II^e Internationale socialiste, à la demande de Gompers, fit du 1^{er} mai la journée internationale des « huit heures ». Les premières manifestations, le 1^{er} mai 1890, furent un grand succès en Europe et en Amérique, et cette date devint dès lors un événement annuel associé aux revendications du monde du travail. Voilà l'origine de notre 1^{er}-Mai...

Un an auparavant, le 30 mai 1889, une statue représentant un policier au bras levé, financée par l'Union League de Chicago (un club d'élite du monde des affaires et du monde politique, proche des républicains), avait été inaugurée sur la place de Haymarket. La statue fut légèrement déplacée dans les années 1950 pour faire place à une autoroute. Surtout, elle suscita toujours l'hostilité de la gauche radicale : elle fut ainsi détériorée en 1927, puis dynamitée en octobre 1968, et une nouvelle fois un an plus tard. Elle fut finalement prudemment déplacée dans une cour intérieure du siège de la police de Chicago. Cette dernière est restée attachée à la mémoire de Degan. Quant aux quatre militants exécutés, leur mémoire est entretenue par un monument (consacré National Historic Landmark depuis 1997). Il est situé dans le cimetière de Forest Home, là où ils sont enterrés, et les événements de Haymarket sont rappelés par une sculpture représentant un orateur sur une carriole, discours en main, avec d'autres personnages en contrebas¹³⁶. Son inauguration en 2004 par le maire Richard M. Daley rassembla aussi bien des syndicalistes que des policiers, dont le représentant reconnu sobrement qu'ils avaient « fait du chemin ».



Installée en 2004, cette statue est située à l'endroit même où a eu lieu l'émeute de Haymarket en mai 1886. Elle symbolise la violence de l'histoire syndicale et politique de Chicago.

Après les événements de Haymarket, les « huit heures » apparurent comme un objectif d'autant plus inatteignable que certains employeurs en avaient profité pour revenir sur certaines concessions accordées les

années précédentes. Le mouvement ouvrier de Chicago s'était désintégré selon des lignes de fracture liées non seulement au métier et à la qualification professionnelle, mais aussi à la nationalité. Du côté des ouvriers qualifiés, on trouvait, d'une part, une fraction révolutionnaire, socialiste et anarchiste d'origine allemande et bohémienne, qui fut laminée en 1886, et, d'autre part, un segment réformateur, surtout anglo-américain et irlandais, renforcé par la création de l'AFL. Pour des raisons différentes, les uns et les autres avaient collaboré pendant les années 1870 et la première moitié des années 1880 à propos des « huit heures ». Les ouvriers confrontés à la mécanisation et au chômage firent des choix politiques différents. En 1877 comme en 1886, les militants révolutionnaires encouragèrent la mobilisation et la syndicalisation des ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés, avec un succès très mitigé : le fort *turn-over* et la modestie des positions professionnelles décourageaient l'implantation durable des syndicats.

Les divisions ethniques jouèrent aussi leur rôle : les Irlandais penchaient du côté réformateur, les Bohémiens du côté radical, et ce en raison non de dispositions culturelles, mais de considérations sociales. Grâce à la maîtrise de la langue anglaise, les originaires des îles Britanniques et leur descendance pouvaient prétendre aux emplois municipaux qui se multipliaient alors (police, pompiers, etc.) ou, dans certains cas, s'établir à leur compte, ce qui favorisait davantage une approche réformatrice. L'historien Eric Hirsch a montré que, dans l'ensemble, le système économique fonctionnait plutôt en faveur des personnes nées aux États-Unis d'ascendance britannique¹³⁷. Les maires réformateurs comme Carter Harrison savaient s'appuyer sur des clientèles électorales qui obtenaient en échange des avantages divers.

L'investissement précoce des Irlandais dans les machines politiques de Chicago, particulièrement la machine démocrate, se fit par l'organisation systématique des électeurs, répartis en groupes à la charge de « capitaines ». Au moyen d'un porte-à-porte patient, les capitaines s'assuraient le jour J que chacun avait voté ou allait voter. En échange, ils offraient des services modestes – une petite enveloppe à l'occasion d'un mariage ou d'un enterrement, une dinde pour Thanksgiving, une tournée à la taverne – ou plus importants. L'obtention d'un emploi municipal était très convoitée et il fallait la mériter. Aussi ne relevait-elle pas des capitaines, mais des titulaires des échelons supérieurs, les *committeemen* et les *aldermen*. Eux pouvaient récompenser ceux qui votaient bien et faisaient bien voter par un emploi dans un des services municipaux, mieux payé et plus stable que dans le secteur privé. La maîtrise de ces emplois était un levier essentiel au sein des machines de Chicago. Des aubaines

supplémentaires s'offraient à ceux qui décidaient de rejoindre la machine, comme des avantages divers offerts à des opérateurs privés (concessions de gaz et d'électricité, autorisation de projets immobiliers et industriels ou d'établissements de jeu). Certains historiens ont suggéré que les pratiques politiques des nationalistes irlandais, opiniâtres et solidaires, durcis au feu de la répression anglaise, s'étaient déplacées avec succès à Chicago et dans d'autres villes d'Amérique du Nord¹³⁸. La machine démocrate n'était cependant pas une organisation centralisée et pyramidale : elle était plutôt constituée de plusieurs réseaux clientélistes, chacun contrôlé par des *bosses* qui passaient entre eux des alliances politiques.

En outre, la proximité des associations nationalistes avec l'Église catholique contribua à l'essor d'un militantisme politique réformateur : ni le clergé irlandais ni les nationalistes, centrés sur la dénonciation de l'oppression anglaise, n'étaient favorables au discours athéiste et révolutionnaire. La presse irlandaise de Chicago félicita les Irlandais de n'avoir pas participé aux événements de Haymarket, d'autant que nombre de policiers étaient des compatriotes, parfois des nationalistes irlandais. Pour toutes ces raisons, le militantisme politique et syndical des Irlandais de Chicago s'opéra par des voies réformistes, utilisant au mieux les ressources locales pour améliorer les conditions matérielles et morales de la communauté.

Par contraste, les militants anarcho-syndicalistes étaient majoritairement allemands : six des huit condamnés à mort de Haymarket étaient allemands ; les organisations radicales de Chicago étaient composées de militants d'origine allemande et avaient leurs sièges dans des quartiers allemands ; leurs organes de presse étaient en allemand, et les réunions se tenaient également dans cette langue. Certes, beaucoup d'ouvriers allemands de Chicago n'étaient ni anarchistes ni socialistes, et rejetaient l'athéisme des radicaux, dont les réunions avaient souvent lieu le dimanche, jour de repos ouvrier, en concurrence directe avec les services religieux. Il en allait *a fortiori* de même pour l'élite allemande de la ville, qui condamnait les actions radicales en des termes aussi fermes que le *Chicago Tribune*. Pour autant, si tous les Allemands de Chicago n'étaient pas révolutionnaires, presque tous les révolutionnaires étaient allemands. On les trouvait non seulement dans les métiers ouvriers qualifiés menacés par la mécanisation, mais aussi dans l'aristocratie ouvrière (par exemple les typographes). Tout comme les Irlandais, les Allemands eurent maille à partir avec les nativistes qui critiquaient certaines de leurs pratiques sociales (la fabrication de bière, la sociabilité des tavernes) et leur radicalité politique, surtout au moment de Haymarket.

Bruce Nelson a montré que les activités culturelles, politiques et syndicales des Allemands de Chicago étaient imbriquées. Telle manifestation socialiste en l'honneur de Marx ou de Lassalle était accompagnée d'un orchestre, de bannières, de personnes vêtues de costumes régionaux allemands, et suivie d'un pique-nique avec des jeux, des démonstrations de gymnastique et des discours. Les sociétés de gymnastique allemandes (« *Turnvereine* »), des associations patriotiques militant pour l'unification et pour un peuple allemand sain de corps et d'esprit, disposaient de vastes gymnases destinés aux exercices physiques, mais qui pouvaient aussi accueillir des meetings politiques et syndicaux¹³⁹. Le militantisme était ainsi profondément implanté dans la communauté allemande, et apparaissait comme allant de pair avec la défense de pratiques culturelles honnies des nativistes. On comprend dès lors que le violent antigermanisme suscité par la Première Guerre mondiale ne tenait pas seulement à l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne, mais aussi à la stigmatisation politique et culturelle des Allemands et des Américains d'origine allemande résidant à Chicago et dans d'autres villes du pays existant depuis le milieu du siècle précédent.

Parallèlement, contrairement aux Irlandais, les Allemands éprouvèrent les plus grandes difficultés à entrer dans les machines politiques de Chicago. Pourtant, les choses avaient bien commencé, puisque, à la suite de l'émeute de la bière en 1855, les électeurs allemands s'étaient mobilisés pour faire échec au mouvement de tempérance alors porté par les autorités municipales. Dans les années 1860, des conseillers municipaux allemands avaient été élus. Mais la crise économique des années 1870 et les attaques nativistes radicalisèrent à gauche beaucoup d'électeurs allemands. Toutefois, leur vote en faveur du Parti socialiste ouvrier, notamment, avait peu de poids électoral – en partie en raison de fraudes, comme celle qui, en 1880, priva de siège un conseiller municipal, Frank Tauber, pourtant régulièrement élu. Le sentiment qu'il n'y avait rien à gagner dans le jeu électoral en fut renforcé. Dans les années 1880, le nombre de conseillers municipaux allemands décru au profit des conseillers irlandais, y compris dans les quartiers où les Allemands étaient très représentés, voire majoritaires. En 1890, 830 électeurs irlandais élirent un conseiller irlandais dans le 10^e district, alors que 2 285 Allemands y résidaient, et on voyait des situations semblables dans d'autres districts, de telle sorte que les Allemands ne bénéficiaient pas des avantages du clientélisme électoral des machines politiques de Chicago. Jusqu'à l'entre-deux-guerres, on ne les trouvait qu'en petit nombre parmi les titulaires des emplois municipaux.

Cette situation n'avait pas que des inconvénients, puisqu'elle

favorisa à long terme l'ascension sociale des descendants des ouvriers allemands de Chicago. Celle-ci se fit dans les échelons moyens et supérieurs de l'industrie grâce à un investissement notable dans l'éducation. Les métiers de l'ingénierie, en particulier, furent précocement investis par les enfants mâles des migrants allemands : le génie mécanique, le génie électrique et le génie chimique offraient des possibilités de carrière valorisantes dans la région de Chicago et au-delà¹⁴⁰.

Ethnicité et cultures de consommation

Pendant les années 1920, la presse des groupes migrants récents se faisait l'écho d'une déploration de la perte de l'identification ethnique. Le rabbin Silber, en 1925, se lamentait : « Nos enfants [...] nous abandonnent », et insistait sur la nécessité de « construire des lieux de prière, des centres sociaux et des écoles d'hébreu, et [de] faire en sorte que la génération future puisse apprendre et savoir¹⁴¹ ». D'autres se plaignaient de voir les noms s'américaniser, les traditions et les langues se perdre. Cette inquiétude avait plusieurs motifs : les lois d'immigration de 1921 et 1924 limitèrent drastiquement la migration est-européenne et sud-européenne, de telle sorte que les flux ethniques et nationaux qui maintenaient vivaces les attaches aux origines étaient désormais très réduits ; la création, en 1919, de nouveaux pays européens (Pologne, Tchécoslovaquie et Lituanie) fit baisser d'un cran l'activisme politique dans les communautés nationales américaines et poussa quelques habitants de Chicago à regagner leur pays natal ; le nativisme et la peur de la contagion révolutionnaire n'encourageaient pas les migrants récents à exposer trop ouvertement leur filiation identitaire dans l'espace public. Par ailleurs, la prohibition était vue par le monde ethnique blanc de Chicago comme une attaque nativiste contre leurs cultures et leurs sociabilités – et il y avait beaucoup de vrai dans cela. Des réunions contre la prohibition furent régulièrement organisées dans le Chicago des années 1920 au nom du droit constitutionnel des citoyens. Les descentes de police dans des bars ou des domiciles privés, à la recherche d'alcool clandestin, suscitaient un grand ressentiment. Enfin, l'essor de la production de masse et de nouveaux outils culturels comme la radio, le disque et le cinéma menaçaient les loisirs communautaires organisés par les associations ethniques, les églises, les synagogues, etc. On comprend dès lors l'inquiétude des animateurs associatifs, des petits commerçants, des autorités religieuses locales face à l'« américanisation » redoutée de leurs communautés.

Cette situation eut des effets au sein même des groupes concernés : les Juifs allemands, qui regardaient d'un œil apitoyé ou condescendant les Juifs d'Europe orientale, se rapprochèrent d'eux ; les institutions charitables fusionnèrent pour donner naissance à une institution communautaire centralisée et rénovée : la Jewish Charities of Chicago. Les catholiques procédèrent de manière similaire avec la création de l'Associated Catholic Charities, sous les auspices du cardinal Mundelein, archevêque de Chicago, qui s'efforça de rassembler les Polonais, les Italiens et les Irlandais. Chaque groupe conservait toutefois ses activités et son identité : les services religieux communs ne fonctionnaient pas – il était hors de question, par exemple, pour un Italien, de fréquenter une église irlandaise. Ces deux fédérations charitables jouèrent un rôle important pendant la Grande Dépression en rationalisant la distribution de l'aide aux chômeurs et aux indigents.

La création de la sécurité sociale en 1935 suscita l'émergence d'institutions d'assistance fédérale mais n'effaça pas pour autant les institutions ethniques, plus proches des personnes en difficulté, moins intimidantes et susceptibles de fournir un soutien plus personnel. Les associations polonaises nationalistes se réorientèrent en partie, et provisoirement, vers des activités assurantielles au détriment du militantisme pour la Pologne indépendante. En dépit de l'essor de l'assurance industrielle, les sociétés mutuelles d'aide communautaire étaient encore bien vivaces dans le Chicago des années 1920 ; la Grande Dépression leur portera un coup fatal. Les banques ethniques durent se conformer à une charte obligatoire, votée par le Congrès de l'Illinois en 1917, visant à assurer leur stabilité financière (et à éliminer le commerçant ou le tenancier de taverne qui faisaient office de banquiers de quartier). Dans les années 1920, elles prospéraient encore. La Jewish State Savings, la Polish Bank, la Slovak Papanek-Kovac State Bank, l'Italian Trust and Savings Bank avaient pignon sur rue et offraient des services appréciés, tels que le transfert d'argent à l'étranger, et la possibilité de communiquer dans les langues usuelles renforçait la confiance dans le banquier. Beaucoup de ces petites banques furent balayées par la crise économique ou rachetées par de grands établissements aux reins plus solides. Ces derniers, qui fournissaient des services spécifiques, comme les prêts immobiliers, conservèrent souvent le nom de la banque et une partie de son personnel pour maintenir les liens communautaires avec la clientèle.

Les communautés ethniques de Chicago, à l'image de celles des autres grandes villes américaines, ne formaient pas des groupes sociaux isolés du reste de la société américaine, et elles n'étaient pas immobiles. Elles évoluaient en fonction du contexte politique et

économique, mais aussi de la capacité de leurs élites à fournir à leurs membres des services et une protection face aux autorités publiques et privées. En outre, comme l'a montré l'historienne Lizabeth Cohen, la rencontre avec la consommation de masse ne signifia pas mécaniquement le laminage des cultures ethniques¹⁴².

Si les années 1920 – les Roaring Twenties – sont classiquement dépeintes comme une période de prospérité, la situation dans de grandes villes industrielles comme Chicago mérite d'être nuancée. L'augmentation spectaculaire de la production industrielle, la multiplication des gratte-ciel dans les centres-villes, la généralisation de la distribution électrique et des produits associés transformèrent radicalement la société. Pourtant, à Chicago, le chômage saisonnier demeurait une constante. Dans les abattoirs, la sidérurgie, la confection, les ouvriers semi-qualifiés ou non qualifiés chômaient en moyenne un mois par an, ce qui prolongea d'autant les pratiques anciennes de mise en commun des revenus familiaux et de location de chambres par des ouvriers célibataires. De même l'épargne de précaution restait-elle une habitude vivace. Une étude de Leila Houghteling montre que seulement 3 % des ouvriers semi-qualifiés ou non qualifiés possédaient une automobile en 1924¹⁴³. Le pourcentage était certainement supérieur en 1929, mais il ne devait guère dépasser les 20 %. Quant au crédit, les ouvriers y recouraient avec une extrême réticence, et lorsqu'ils le faisaient, c'était pour acquérir des biens de consommation relativement bon marché, comme des phonographes ou des radios.

Ces produits nouveaux ne créèrent pas, comme l'a montré Cohen, des pratiques de consommation homogènes, « américanisées ». Au contraire : ils eurent tendance à renforcer les cultures ethniques des communautés ouvrières de Chicago. Les phonographes, par exemple, permettaient aux Italiens d'écouter le célèbre ténor napolitain Caruso chanter des airs d'opéra ou des chansons populaires. L'industrie du disque, via les grandes maisons comme Paramount ou Columbia, ou d'autres plus petites visant des marchés de « niche », s'adapta à l'énorme demande en disques de toute sorte : musique, sketches comiques, discours politiques – comme ceux de Mussolini pour les Italiens. C'était également vrai pour les Afro-Américains, qui, comme nous le verrons, étaient friands des productions des labels Black Swan ou Okeh.

Tandis que les firmes de vente par correspondance de Chicago, Sears and Roebuck et Montgomery Wards, ouvraient des boutiques par centaines dans tous les États-Unis, des chaînes de magasins à succursales comme A&P ou Walgreen multiplièrent les ouvertures de boutiques à Chicago dans les années 1920. Celles-ci proposaient des

produits de marque sous emballage, par contraste avec les magasins anciens, qui vendaient les produits en vrac, bien visibles par le consommateur et permettant un ajustement précis à la demande en quantité et en qualité. Cette expansion concerna surtout les quartiers intermédiaires et bourgeois de Chicago et ses banlieues aisées, comme Evanston ou Oak Park. Dans les quartiers ouvriers du sud de la ville ou dans les villes voisines de Gary ou de Joliet, de tels magasins étaient pratiquement absents. Les consommateurs y restaient fidèles à leurs boutiques habituelles, qui offraient à leurs yeux quantité d'avantages – horaires adaptés, communauté de langue, produits spécifiques (par exemple les aliments casher¹⁴⁴), sociabilité avec le commerçant et les autres clients, crédit pendant les grèves ou la morte-saison, et même marchandage. Les magasins à succursales étaient moins chers de 10 % en moyenne, mais ils étaient considérés comme étrangers à la communauté. Pourtant, à la fin des années 1920, ces magasins gagnèrent du terrain dans les quartiers ouvriers de Chicago, offrant, à côté des marchandises standardisées, des produits en vrac et des produits frais adaptés aux goûts locaux. Et puisque les marchands indépendants étaient aussi appréciés en raison de leur investissement communautaire, les directeurs de succursales furent invités à faire de même. Les marchands indépendants répliquèrent par la création de centrales d'achat, comme l'Associated Grocers of Chicago. Ce faisant, ils finirent par ressembler, *volens nolens*, à la concurrence honnie, puisqu'ils se mirent à leur tour à vendre des produits emballés. Ainsi, la distinction autrefois si évidente entre les deux types de commerce fut brouillée.

Les cinémas de Chicago étaient des lieux prisés de tous, pratiquement sans exception. La sortie au cinéma représentait une part majoritaire des revenus consacrés aux loisirs. Mais, comme dans le cas des commerces de bouche ou des banques, la population ouvrière préférait les cinémas de quartier aux salles monumentales installées en centre-ville. Ils étaient plus conviviaux, moins chers, plus proches, et les séances étaient agrémentées d'un spectacle propre à la culture locale – un chanteur ou une troupe de théâtre du quartier passaient toujours en première partie de soirée. L'organisation était informelle : c'étaient des jeunes des environs qui faisaient office d'ouvriers, bien loin du personnel compassé des grands cinémas qui ordonnait de se taire au lever du rideau. Cependant, à la fin des années 1920, les grands studios développèrent leurs activités verticalement, en achetant des salles de cinéma organisées en réseau de manière à contrôler toute l'industrie, de la réalisation à la distribution. Les cinémas de quartier, s'ils voulaient avoir accès aux dernières productions hollywoodiennes, devaient s'affilier à un réseau, comme celui de Balaban et Katz, le plus important de Chicago,

propriété de la Paramount, ou celui de la Warner Brothers. L'arrivée du cinéma parlant, en 1927 (avec *Le Chanteur de jazz*), renforça encore le processus de standardisation. Les spectateurs ne voulurent bientôt plus que des films parlants. Le coût élevé de l'équipement requis fragilisa un peu plus les petites salles indépendantes : certaines fermèrent leurs portes, d'autres furent rachetées. Comme cela s'était passé pour les commerces, les petites salles ne disparurent pas – pas plus, du reste, que certains des avantages qu'elles offraient (proximité, convivialité) –, mais leur programmation fut standardisée¹⁴⁵. Une rencontre et un compromis se produisirent entre le national et le local.

La diffusion de la radio à Chicago est également emblématique de ce qu'elle fut dans le reste du pays. Les postes de radio, un peu comme les ordinateurs à leurs débuts, furent d'abord réservés aux bricoleurs passionnés, puisqu'ils étaient vendus en kit. C'est d'ailleurs là l'origine de la chaîne de magasins d'électronique Radio Shack, fondée à Chicago en 1921 par les frères Deutschmann – le terme « *shack* » désignait le cabinet de bois dans lequel logeaient les composants de la radio. Pour les moins fortunés, le cabinet de bois était remplacé par une boîte en carton. Avec quelques dollars, une brochure d'explication, parfois un cours du soir et des conseils d'amis, la radio pouvait émettre ses premiers grésillements. Puis les postes prêts à l'usage virent leur prix baisser et commencèrent à se répandre dans les quartiers populaires. En 1930, on dénombrait à Chicago un poste de radio pour deux ou trois foyers dans les quartiers ouvriers, et trois ou quatre pour cinq foyers dans les quartiers intermédiaires. On remarque d'ailleurs que le pourcentage le plus élevé (55,4 %) se situait dans le quartier des usines International Harvester (ex-McCormick) et Western Electric, ce qui indique que les ouvriers de la mécanique et de l'électricité mettaient à profit leurs savoir-faire professionnels pour construire leurs propres postes de radio.

Les programmes étaient généralement écoutés en famille le soir, comme le notèrent Robert et Helen Lynd dans leur célèbre étude sociologique sur Middletown¹⁴⁶. La plupart des émetteurs étaient de faible puissance, leur réception ne dépassant pas quelques kilomètres. Les 571 stations de radio que comptait le pays en 1925 étaient pour la plupart gérées par des écoles, des universités, des églises, mais aussi des grands magasins, des entreprises de presse ou des magasins Radio Shack. Les Églises, notamment évangéliques, et les syndicats comprirent tout de suite l'intérêt de cette nouvelle technologie. Loin de produire une culture uniforme, les stations reflétaient au contraire les cultures ethniques et religieuses des habitants de Chicago. Dans les premières années, elles étaient financièrement fragiles, et beaucoup fermèrent leurs portes après seulement quelques mois d'existence.

Progressivement, la publicité apparut, sous la forme de spots commerciaux et de sponsoring d'émission, tandis que des réseaux de radio nationaux se constituaient, comme NBC ou CBS¹⁴⁷. Les radios locales disparurent ou s'affilièrent aux grands réseaux, faisant cohabiter à l'antenne des émissions nationales sponsorisées et les émissions locales habituelles. Là non plus, le « national » ne chassa pas le « local », mais une forme de synthèse s'opéra tant bien que mal. Les jeunes gens étaient plus attirés que leurs parents par la culture commerciale standardisée, mais, dans leurs sociabilités, ils associaient des éléments de la culture de masse avec les particularités auxquelles ils tenaient¹⁴⁸.

Les grandes salles de danse, comme le Dreamland, voyaient des frontières invisibles et non étanches séparer les Italiens, les Polonais, les Bohémiens et les Juifs. Pour autant, tout le monde dansait sur la même piste, ce qui ouvrait des possibilités de rencontre amoureuse, comme le film *West Side Story* (1961) l'a montré à sa manière dans le New York de l'après-guerre. Ces espaces de cohabitation et de rencontre excluaient toutefois les groupes les plus durement racialisés : les Noirs et les Mexicains.

À Chicago comme dans le reste des États-Unis, les pratiques sportives se développèrent fortement à la fin du XIX^e siècle. La codification des sports et leur popularité croissante dans le monde ouvrier américain étaient encouragées par les dirigeants d'entreprise, qui y voyaient un bon moyen de canaliser l'énergie des jeunes et d'éviter leur politisation. Influencés par l'évangélisme, Cyrus McCormick et George Pullman, qui contribuaient à financer l'association Young Men's Christian Association (YMCA, dont la branche de Chicago ouvrit en 1860), estimaient que le sport favorisait la tempérance et l'application au travail. Le premier club de base-ball, fondé en 1858, fut suivi par une cinquantaine d'autres dans les années 1860. À ces clubs amateurs s'ajouta en 1870 le premier club professionnel, les White Stockings, rebaptisés en 1902 Cubs, leur nom actuel – ils sont connus pour n'avoir pas gagné le championnat américain depuis 1908. Les White Stockings dominèrent le championnat de la National League of Professional Baseball Clubs dans les années 1880, avec des joueurs vedettes comme Cap Anson ou Albert Spalding. Un deuxième club professionnel fut créé à Chicago en 1900 et adopta peu après le nom de White Sox. Les Cubs dans les quartiers nord, les White Sox dans le South Side : le décor du base-ball professionnel à Chicago était planté, avec ses attaches sociales et ethniques. La popularité de ces deux équipes dans les quartiers ouvriers contribua au développement d'un sentiment d'attachement à Chicago, y compris chez les migrants récemment installés. Les Blancs

en tout cas, car les Afro-Américains, tolérés dans les stades, étaient tenus à l'écart dans des tribunes réservées. De toute manière, peu d'entre eux assistaient aux matchs des Cubs ou des White Sox, dont aucun joueur n'était noir. En revanche, ils se pressaient aux matchs des Chicago Giants, équipe de joueurs noirs mise sur pied en 1910 et membre de la Negro National League à partir de 1920.

Parallèlement au base-ball, le basket-ball se développa dans les années 1890 via les sections locales de la YMCA et l'université de Chicago. Des terrains de basket étaient aménagés un peu partout, dans les écoles ou à proximité des *settlement houses* comme Hull House. Même si le basket n'avait pas la popularité du base-ball, il était très pratiqué par les enfants et les étudiants. Chez les Noirs, il constituait un spectacle : des équipes comme le Savoy Big Five se produisaient dans des salles de spectacle comme le Savoy, en avant-première de concerts dansants. Le style de jeu bondissant des joueurs afro-américains, fait de courses rapides et de sauts sur fond de musique de jazz, popularisa le *negro-ball*, le « style noir », par contraste avec le jeu plus lent et plus posé du basket blanc¹⁴⁹.

Quant au football américain, il se fit une place via les universités dans les dernières années du XIX^e siècle (Northwestern et l'université de Chicago se dotèrent d'équipes renommées), avant la fondation en 1920 de la première équipe professionnelle, les Chicago Cardinals. Chicago était alors la principale ville de football aux États-Unis.

Les grandes entreprises comme Sears et Illinois Steel subventionnaient des équipes, et les centaines de milliers d'ouvriers donnaient aux différents sports une base sociale solide. Sports purement américains, le base-ball, le basket et le football ne chassèrent pas certaines pratiques sportives prisées des groupes migrants, comme la gymnastique pour les Allemands, pratiquée au sein des *Turnvereine*, ou les clubs sportifs bohémiens et polonais, attachés à des associations nationales.

Au travail, les appartenances ethniques avaient aussi leur importance. C'est même sur elles que les employeurs comptèrent pendant longtemps pour faire obstacle aux rassemblements unitaires. Dans les aciéries de Chicago, par exemple, les Italiens étaient affectés à la pose des briques, les Suédois à la galvanisation de l'acier, les Polonais aux hauts-fourneaux, les Croates au laminage. Mais les grèves de 1919 démontrèrent que des formes de solidarité ethnique pouvaient finalement renforcer le syndicalisme, de telle sorte que certains gros employeurs choisirent une stratégie managériale inverse : encourager l'« américanisation » des ouvriers pouvait les détourner du syndicalisme radical et désagréger les communautés

ethniques subversives. Chez International Harvester, McCormick ou Swift, des cours d'anglais obligatoires et des cours d'instruction civique furent mis en place. Des activités sportives, notamment dans des disciplines collectives, mais aussi des excursions le long du lac Michigan ou dans les forêts du Wisconsin furent organisées à l'intention des familles d'employés et d'ouvriers ; elles étaient susceptibles, pensait-on, de favoriser l'esprit de cohésion et de loyauté ainsi que les liens intercommunautaires.

Des sociétés d'assurances « maison », fournissant une assurance maladie et une assurance décès, furent mises en place par certaines grandes entreprises (Western Electric, Swift, Armour, US Steel), concurrençant les sociétés mutuelles ethniques. Le *welfare capitalism*, ou « capitalisme social », promu par les grandes firmes éclairées de Chicago et du reste du pays (AT&T, General Electric, Metropolitan Life) visait à renforcer la loyauté à l'égard de l'entreprise et la sécurité des employés (donc leur productivité), à ralentir le *turn-over* et à proposer un modèle de prospérité conjointe qui rende l'action de l'État inutile, et même parasite. L'historienne Jennifer Klein a montré que les *welfare plans* mis en œuvre par les hommes d'affaires dans l'entre-deux-guerres furent prolongés et développés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, après que la sécurité sociale eut été créée, de sorte que l'« ordre politique du New Deal » doit aussi être analysé en incluant son volet privé¹⁵⁰. Le problème, pour les salariés de ces entreprises, était que les avantages sociaux étaient liés à l'emploi : en cas de licenciement, ils les perdaient. Cela explique que les ouvriers n'abandonnèrent pas leurs sociétés de secours mutuel, qui les couvraient en période de chômage. Les liens ethniques communautaires trouvaient donc leur place dans la modernité consumériste.

La mise à l'épreuve des liens ethniques pendant la Grande Dépression

La Grande Dépression eut des conséquences graves pour les grandes villes industrielles américaines, et particulièrement pour Chicago. Dans cette ville, seule la moitié des personnes employées dans l'industrie en 1927 travaillaient encore en 1933. La question du chômage, qui se posait de manière saisonnière dans les années 1920, devint permanente à partir de 1929. Le taux de chômage dépassa le tiers de la population active, avec des pics au-dessus de 50 % pour les Afro-Américains et les Mexicains. Même les employés municipaux n'étaient pas à l'abri : la ville était au bord de la banqueroute, et les

retards de salaire des enseignants des écoles publiques s'accumulaient pendant des mois¹⁵¹. La collection de photographies de cette époque que l'on trouve à la Chicago Historical Library est éloquente : on y voit des scènes – finalement familières aux historiens de la Grande Dépression – de soupes populaires, d'enfants mal nourris, de vente de vêtements à la sauvette, d'expulsion des logements.

Il était logique que les ouvriers de Chicago se tournent vers les institutions ethniques et religieuses qui avaient fait leurs preuves jusque-là. La Polish Welfare Association, la Catholic Charities, la Jewish Charities virent affluer les familles à partir de la fin de 1929¹⁵². La demande d'aide, massive, nécessita de réorganiser les réseaux charitables en centralisant les opérations et en répertoriant les volontaires. Les autorités municipales voyaient d'un bon œil la prise en charge communautaire, qui soulageait leurs propres efforts. Des soupes populaires étaient donc organisées par les églises et les synagogues, des dépôts de vêtements usagés étaient ouverts, mais les besoins étaient largement supérieurs à ces capacités. En outre, les élites communautaires étaient aussi touchées par la crise, et leur aide aux institutions s'en trouvait fortement réduite. Des levées de fonds exceptionnelles furent mises en place pour permettre aux organisations charitables de continuer leur travail, avec l'aide des autorités du comté. À l'échelle nationale, le président Hoover ne voulait pas que l'État fédéral intervînt directement, fidèle en cela à son principe du laisser-faire. Toutefois, son Emergency Committee for Employment en appelait aux initiatives privées, que les autorités régionales pouvaient coordonner. Celles-ci étaient par ailleurs sollicitées dans le cadre des programmes d'assistance qui s'étaient généralisés dans les années 1910 et 1920, visant notamment les mères célibataires, les handicapés ou les vétérans.

Les contributions exceptionnelles ne suffirent pas. Les institutions charitables faisaient face à des familles qu'il fallait assister dans la durée. Les Églises, en particulier, durent serrer les cordons de leur bourse, ce qui suscita l'amertume des paroissiens. Dans les quartiers noirs, comme l'ont relevé Cayton et Drake, les vieilles Églises se virent critiquées, tandis que les congrégations spiritualistes et revivalistes des *storefront churches*, qui proposaient des offices forts en émotion mais peu de services sociaux, attiraient les fidèles¹⁵³.

Quant aux banques et aux sociétés de secours mutuel, la Grande Dépression les mit à l'agonie. Seulement 16 % des banques de Chicago y survécurent. La plupart des banques ethniques fermèrent leurs portes, à la stupeur des habitants. Dans le South Side, la banque noire Binga fit faillite, malgré l'apparence de solidité indestructible que lui donnait son siège social agrémenté d'un fier pignon sur State Street. Il

en alla de même de la plus grande banque polonaise, la Smulski Bank, de la First Italian Bank, et de beaucoup d'autres. Les familles ne payaient plus les polices d'assurance et vidaient leurs comptes. Les investissements immobiliers (un type d'investissement classique dans ce secteur, car théoriquement protégé des aléas économiques) ne rapportaient plus assez, et les établissements qui survécurent le firent au prix d'une réduction drastique des services offerts à la clientèle.

Le commerce fut également affecté : les crédits habituellement consentis à la clientèle du quartier finirent par acculer les petits commerçants à la faillite, tandis que les magasins à succursales, qui avaient les reins plus solides, survécurent en réduisant leurs coûts de fonctionnement grâce au *self-service* et en achetant moins cher aux grossistes. La clientèle se tourna massivement vers ces magasins, qui de surcroît acceptaient les tickets d'alimentation.

Les grandes entreprises de la ville ne restèrent pas inactives, en particulier celles qui avaient adopté des programmes de « capitalisme social » dans les années 1920 : certaines offraient du charbon et de la nourriture à leurs employés ou anciens employés ; d'autres, comme Pullman, proposaient des remises sur les loyers ; d'autres encore, comme Western Electric, s'efforçaient de partager le travail. Mais, la crise se prolongeant, elles mirent fin à ces libéralités et réduisirent sévèrement les salaires de ceux qui travaillaient encore. Le paternalisme réorganisé toucha lui aussi à des limites évidentes dès 1930. La désorganisation des communautés et la faillite des soutiens exogènes (municipalité, entreprises) laissaient peu d'autres solutions que l'intervention directe des autorités publiques nationales et locales.

À Chicago, celle-ci se matérialisa par l'élection à la mairie d'Anton Cermak, en avril 1931, avec 58 % des suffrages. Né en Bohême en 1873, Cermak s'était installé avec ses parents à Chicago l'année suivante. Il s'était élevé dans le Parti démocrate à la force du poignet, en bataillant contre la puissante faction irlandaise et en rassemblant un électorat de migrants récents : les Polonais, les Tchèques, les Juifs, ainsi qu'une partie des Italiens. Lors de la campagne municipale de 1931, « Big Bill » Thompson, le flamboyant maire sortant, trop sûr de lui, se montra railleur : « Ce Bohunk, Chermock, Chermack ou je ne sais trop quoi... Non mais vous imaginez un maire d'Exposition universelle avec un nom pareil ? » À quoi Cermak rétorqua : « C'est vrai que je ne suis pas venu à bord du *Mayflower*, mais je suis venu aussi vite que j'ai pu ! » Il dut en partie sa victoire à son opposition à la prohibition, qui lui assura le vote ouvrier ethnique blanc, y compris irlandais. Surtout, au beau milieu de la Grande Dépression, il promettait de faire bouger la machine municipale, paralysée par l'inefficacité et la corruption et incapable d'aider la population. Avec

Cermak, Chicago redevint démocrate, et il est resté jusqu'à aujourd'hui le plus solide bastion démocrate du pays. Ce « réalignement politique » majeur se fit en dépit du vote noir, encore majoritairement républicain. Les Noirs de Chicago votèrent républicain à plus de 70 % lors de l'élection présidentielle de 1932, et à 51 % en 1936. Mais 81 % des Noirs votèrent démocrate à l'élection municipale de 1935 : le basculement démocrate de la ville était confirmé.

Cermak n'eut toutefois pas le temps de faire ses preuves à la mairie. En février 1933, alors qu'il rencontrait Franklin Delano Roosevelt à Miami, il fut tué par erreur : l'auteur du coup de feu, Giuseppe Zangara, qui voulait assassiner Roosevelt pour des raisons politiques obscures, manqua sa cible et blessa mortellement le maire. Le successeur de Cermak, Edward Kelly, poursuivit sa politique d'ouverture à des groupes jadis marginaux politiquement et sut faire profiter la ville des programmes sociaux du New Deal. Même si ces programmes n'étaient pas racialement neutres, il est clair que les Afro-Américains de Chicago, comme ceux des autres villes du nord des États-Unis, rallièrent le camp démocrate parce qu'il leur garantissait un gouvernement fédéral fort et une municipalité active et bien introduite à Washington.

Le basculement démocrate du monde ethnique blanc et des Noirs de Chicago ne signifia pas une absence de conflits et de protestations, bien au contraire. Pendant la Grande Dépression, les manifestations pour réclamer du travail et de l'aide sociale se multiplièrent. Même si le Parti communiste américain ne pesait guère à Chicago, ses militants (pour beaucoup originaires d'Europe centrale et orientale, mais aussi noirs pour un quart d'entre eux) s'activaient dans des associations de chômeurs, les Unemployed Councils, organisées par quartiers pour tenter d'être au plus près des besoins locaux. L'écrivain Richard Wright adhéra au Parti communiste, qui contrôlait le Club John Reed, une association d'écrivains et d'artistes radicaux qu'il avait rejointe quelques mois auparavant et qui avait une section à Chicago. On peut lire dans son autobiographie que les préjugés racistes étaient bien moindres qu'ailleurs au sein du parti, mais qu'ils n'étaient pas absents et jouaient un rôle dans les logiques paranoïaques de ses factions¹⁵⁴. Les socialistes firent de même avec les Workers' Committees on Unemployment. Les Unemployed Councils, qui regroupaient bien au-delà des militants révolutionnaires, organisèrent avec succès en octobre 1932 une marche de la faim à travers le centre-ville. En 1936, dans le cadre d'un Front populaire américain, ils fusionnèrent avec les Workers' Committees et d'autres organisations pour former la Workers' Alliance of America ; celle-ci réclamait en particulier la

création de plus d'emplois fédéraux dans le cadre de la Works Progress Administration (WPA).

La WPA permit la construction de l'aéroport Midway (alors le seul grand aéroport de Chicago), d'une usine d'eau potable, du métro souterrain et de l'Outer Park Drive Bridge enjambant la rivière, ainsi que la rénovation de Grant Park. Les emplois qu'elle créa, la sécurité sociale et le refinancement par la Home Owners' Loan Corporation des emprunts immobiliers (pour un quart dans la région de Chicago) améliorèrent la situation du monde ouvrier de la ville. Le salaire mensuel de la WPA, d'un montant de 55 dollars, était plus bas que ceux de la grande industrie (ouvriers semi-qualifiés), mais, après une longue période de chômage, il était accueilli avec soulagement, particulièrement par les Noirs, qui composaient un tiers de ses bénéficiaires à Chicago en 1939. Il est certain que, compte tenu de sa mairie démocrate, de son poids démographique et de sa structure industrielle, Chicago bénéficia grandement des programmes du New Deal, qui unifièrent le monde ouvrier en affaiblissant les institutions ethniques patiemment construites depuis plusieurs décennies¹⁵⁵.

Les communautés ethniques de Chicago restèrent cependant bien vivantes pendant les années de crise. Certes, l'immigration était interrompue depuis les années 1920, et avec elle le flux d'apports culturels européens ; certes, les difficultés économiques avaient fragilisé les institutions communautaires, amplifié le rôle de l'État et encouragé des alliances de classe interethniques et même interraciales. Pourtant, les liens communautaires trouvaient à se recomposer dans des sous-cultures, notamment parmi les jeunes, mêlant la culture de masse à des éléments choisis de leur héritage familial, ce qui n'allait pas sans provoquer des tensions. Les « clubs athlétiques », ces groupes de jeunes gens organisés selon une logique ethnique et de quartier, qui avaient été au premier plan de l'émeute raciale de 1919 (voir chapitre 4) et étaient liés aux *bosses démocrates*, étaient très actifs. On les trouvait dans tous les quartiers ouvriers du sud de la ville, occupant l'espace public, intimidants pour les *outsiders*. Dans son étude de 1927, le sociologue Frederic Thrasher estimait le nombre de ces jeunes à vingt-cinq mille au moins, répartis en 1 313 gangs développant une sociabilité masculine originale¹⁵⁶.

Les cinémas et les salles de danse étaient centraux dans les modes de regroupement de ces jeunes gens. Ce n'étaient pas toujours les salles de danse à la mode : il pouvait s'agir de petites salles de quartier, dont l'accès était moins coûteux et qui restaient sous la supervision de l'entourage familial et communautaire, lequel souhaitait pouvoir contrôler les interactions entre jeunes des deux sexes¹⁵⁷. Le jazz, dans sa forme swing très à la mode dans les années

1930, avait des connotations sexuelles évidentes et suscitait des « danses indécentes » qui inquiétaient les parents. D'autres jeunes s'aventuraient dans de grandes salles de danse où les possibilités de rencontre étaient plus nombreuses, quitte à dissimuler son ethnicité pour séduire. Tel jeune de la migration polonaise « américanisait » son nom en se faisant appeler « John » ; un autre de même origine se faisait passer pour un Irlandais : « Je lui ai dit [à une jeune fille] que j'étais irlandais, que mon nom c'était Frank Murphy. J'ai l'air un peu irlandais, pas vrai ? J'essaie de pas trop traîner dehors parce qu'elle a une voiture et elle pourrait se rendre compte que je vis dans ce quartier polonais¹⁵⁸. » Les occasions de confrontation violente étaient aussi plus nombreuses, mais cette éventualité faisait partie de l'aventure. Parmi les diverses salles de danse, on distinguait les « *taxi-dance halls* », où des jeunes femmes, les *taxi-dancers*, étaient employées pour faire danser les jeunes gens à un tarif fixé d'avance (par exemple 10 cents la danse, généralement de courte durée, payée au ticket). Ce système assurait la présence de suffisamment de danseuses, alors que les salles de danse classiques attiraient bien plus d'hommes que de femmes. Dans son étude sur les dance-halls réalisée dans les années 1920, le sociologue Paul Cressey expliqua que ces lieux de loisirs permettaient à des hommes affectés d'un stigmate quelconque (ethnique, physique, générationnel) de trouver des partenaires de danse¹⁵⁹.

Quelques jeunes fréquentaient aussi les maisons closes, où les prostituées étaient presque toutes afro-américaines, y compris dans les quartiers blancs, ou avaient recours aux services de celles qui démarchaient les clients dans la rue. La première expérience sexuelle des jeunes hommes blancs des quartiers ethniques se faisait donc souvent avec une femme noire, à l'instar de ce qui se passait dans le Sud entre les fils de la bourgeoisie blanche et les Afro-Américaines employées en domesticité par leurs parents.

Les jeunes filles, bien que leurs possibilités de sorties fussent moins grandes, ne restaient pas pour autant confinées chez elles. Elles fréquentaient elles aussi les salles de danse, et même la grande fête du *swing jamboree*, le 24 août 1938, animée par vingt orchestres au stade Soldier Field, équipé pour l'occasion de trois pistes de danse. Certaines formaient des « clubs » à l'instar des garçons, en affichant des manières provocantes : consommation de cigarettes, d'alcool, flirt avec des jeunes gens d'autres communautés ethniques, à l'image de ces jeunes Polonaises sortant avec des Mexicains « à la manière des Américains », comme le rapportait un étudiant en sociologie de l'université de Chicago¹⁶⁰.

Les espaces de sociabilité construits par les clubs et leurs différentes

formes de loisirs entraient en concurrence avec l'école. Depuis les années 1910, les autorités municipales avaient accentué leurs efforts de scolarisation de la jeunesse issue des migrations récentes, avec des résultats probants : entre 1915 et 1930, la scolarisation des 14-16 ans passa de 66 % à 94 % pour les enfants de migrants, de 55 % à 94 % pour les enfants nés à l'étranger. Les adolescents de moins de seize ans passaient ainsi la majeure partie de leur semaine à l'école, publique ou paroissiale. C'était d'autant plus remarquable que les familles ouvrières comptaient sur les revenus additionnels du travail des enfants, souvent indispensables à l'économie familiale. Pendant la Grande Dépression, les petites écoles paroissiales, particulièrement populaires chez les familles polonaises et italiennes catholiques, restèrent ouvertes en dépit de leur coût. Dans les années 1940, lorsque la migration noire venue du sud reprit massivement, ces paroisses et leurs écoles furent des lieux de résistance à la « colorisation » des quartiers. Le rôle joué par l'Église catholique dans les mouvements de *covenants* (des accords entre habitants d'un même quartier pour refuser l'installation de populations afro-américaines) est tout à fait important pour comprendre la longévité de la ségrégation raciale dans les quartiers ouvriers de Chicago.

Mais le succès des écoles paroissiales auprès des parents ne signifiait pas qu'elles fussent également populaires auprès de leurs enfants. Les témoignages éplorés d'écoliers prenant le chemin de l'école buissonnière ou se rebellant dans le cadre scolaire sont nombreux. Dans la même perspective, les clubs de jeunes représentaient une forme de défection par rapport à l'école et aux institutions communautaires, tout en maintenant vivaces les liens ethniques qui fondaient leurs sociabilités. Cette défection se traduisait par une multitude de références langagières, vestimentaires, mais aussi de références au crime organisé, dans le monde réel de Chicago et sur les écrans. Le réel et le figuré se mêlaient pour composer des figures de gangsters épiques et même romantiques. Les jeunes de Chicago construisaient leur manière d'être américains à travers un lien nouveau, c'est-à-dire choisi plus qu'imposé, et combiné à leurs héritages familiaux.

CHAPITRE 4

LE CHICAGO NOIR

L'histoire des Noirs américains de Chicago est un champ d'études très actif depuis l'entre-deux-guerres – elle est donc contemporaine de leur installation massive au bord du lac Michigan. En 1922, le jeune sociologue Charles Johnson, futur président de Fisk University, publia l'étude commandée par la Chicago Commission on Race Relations sur l'émeute raciale de 1919 sous le titre *The Negro in Chicago. A Study of Race Relations and Race Riots*. Elle constituait le premier travail d'envergure sur le monde noir de Chicago (et le deuxième à l'échelle nationale après le *Philadelphia Negro* de W.E.B. Du Bois¹⁶¹). Robert Park consacra également des articles à ce sujet, mais ce furent surtout ses doctorants qui y travaillèrent, à commencer par E. Franklin Frazier, qui soutint sa thèse en 1931 – une étude publiée l'année suivante sur la famille noire à Chicago¹⁶². Frazier élargit par la suite son travail à l'ensemble des États-Unis pour publier *The Negro Family in the United States* en 1939 : cet ouvrage en fit le grand spécialiste du sujet pendant un quart de siècle et influença beaucoup d'historiens, comme Kenneth Stampp, ainsi que le sociologue et futur sénateur Daniel Moynihan dans son célèbre rapport sur la famille noire pathologique, publié en 1965¹⁶³. Frazier a été très critiqué et décrié pour cette raison, mais son travail sur Chicago (ainsi que, par exemple, son essai controversé sur la bourgeoisie noire, publié en 1955) est remarquable, et il convient de ne pas le lire seulement à la lumière rétrospective d'un Moynihan. Un autre livre essentiel fut publié en 1945 : *Black Metropolis. A Study of Negro Life in a Northern City*, signé des sociologues Horace Cayton et St. Clair Drake¹⁶⁴. L'étude fut initialement entreprise grâce à des fonds de la WPA (Works Progress Administration, devenue Work Projects Administration) alloués à Cayton et à W. Lloyd Warner pour un travail sur la « délinquance juvénile noire à Chicago ». Puis elle fut élargie à un tableau général du monde noir de la ville, dans la lignée du *Philadelphia Negro* de Du Bois, avec l'aide de nombreux doctorants du département de sociologie de l'université de Chicago, en premier lieu Drake, doctorant de Warner (qui supervisa l'ensemble), et avec le soutien financier de la fondation Julius Rosenwald, très active dans le financement de projets relatifs aux Afro-Américains.

C'est dans la préface de *Black Metropolis* que Richard Wright,

originaire du Mississippi mais résidant à Chicago, a inventé l'expression, qui reste d'une grande justesse, selon laquelle Chicago serait la « *known city* », la « ville connue »¹⁶⁵. Le livre de Cayton et Drake est un ouvrage admirable, certainement l'un des plus grands livres de sociologie américaine, combinant une démarche quantitative à une approche exhaustive qui évoque les travaux ultérieurs de l'école de Chicago (ceux d'Erving Goffman et d'Howard Becker surtout).

Dans ces ouvrages classiques de l'école de Chicago, le monde noir de la ville était présenté comme anémique, en grande difficulté sociale, et les auteurs soulignaient les maux urbains générés par l'importante migration, avec ses effets destructurants sur les familles (un thème repris quelques années plus tard par Kenneth Stampf à propos des familles esclaves¹⁶⁶). Ce point de vue est approuvé par Wright, qui met en évidence quelques traits communs à son *Black Boy* et à *Black Metropolis* à propos de la délinquance ou de la désorganisation des familles : « Croire le contraire serait comme penser qu'il puisse sortir des Rolls-Royce de l'usine Ford de River Rouge¹⁶⁷ ! » Le livre fut publié deux ans après les graves émeutes de New York et de Detroit, et l'on sent percer chez les auteurs le sentiment qu'il aurait pu se produire la même chose à Chicago.

Toutefois, de manière bien plus forte que Park et son collègue Burgess, Cayton et Drake insistaient sur la singularité de l'expérience noire, qu'il n'était pas possible d'assimiler aux autres expériences historiques des groupes migrants venus d'Europe en raison de la ségrégation raciale. Plutôt que de considérer l'isolement des Noirs comme une étape inévitable dans l'histoire urbaine et dans leur intégration à la société américaine, ils soulignaient qu'elle était le produit d'une histoire qui aurait pu, et dû, être différente. En cela, *Black Metropolis* se démarquait du courant principal de l'école de Chicago. Il s'en démarquait aussi par les recommandations de politique publique de ses auteurs, à l'instar de Gunnar Myrdal dans son *American Dilemma*¹⁶⁸, en totale rupture avec la neutralité axiologique professée par Robert Park.

En 1967, l'historien Allan Spear publia un livre important, *Black Chicago. The Making of a Negro Ghetto*, assez proche du travail de Gilbert Osofsky sur Harlem publié quatre ans auparavant. L'un et l'autre insistaient sur la notion de « ghetto », montrant la dimension tragique de cet environnement social, et donnaient une représentation particulièrement sombre des communautés urbaines noires, brisées, marginalisées, acculées aux pires conditions de vie, et même aux activités délictueuses et criminelles¹⁶⁹. Ces ouvrages parurent au moment des graves émeutes dans les quartiers noirs des villes américaines, qui jetèrent une lumière crue sur les conditions de vie et

le désespoir de leurs habitants, déplaçant l'attention nationale du Sud, où les droits civiques avaient été obtenus de haute lutte, vers le Nord. Ce déplacement avait été compris par King lui-même : il s'était installé à Chicago en 1966, expliquant que c'était là que se jouait l'avenir du mouvement.

À partir de la fin des années 1970, cependant, un regard moins sombre fut porté sur ces quartiers, par des historiens, des sociologues et des anthropologues soucieux de restituer l'expérience des habitants plutôt que de présenter un point de vue en surplomb sur leurs quartiers. Dans son livre sur la grande migration à Chicago, James Grossman analyse ses différentes étapes en mettant l'accent sur les motivations des migrants et leurs préparatifs : il montre que les départs étaient souvent longuement médités, que les migrants noirs disposaient de sources d'information fiables (grâce à la correspondance qu'ils entretenaient avec ceux qui étaient déjà partis), qu'ils avaient un certain degré de conscience politique, et que, malgré tout, ils réussirent à construire leur vie dans les quartiers déshérités du South Side¹⁷⁰. L'analyse que nous présentons ici s'appuie sur les travaux d'historiens déjà publiés en y ajoutant des réflexions nouvelles tirées de la consultation des archives du fonds Abbott-Sengstacke Family Papers de la Chicago Public Library¹⁷¹.

La première communauté noire

Si Jean-Baptiste Point du Sable est réputé être le premier Noir à s'être installé dans la bourgade de Chicago à la fin du XVIII^e siècle, si quelques centaines de Noirs, dont certains étaient sans doute esclaves, résidaient à Chicago avant la guerre de Sécession (la population noire avoisinait 1 000 personnes en 1860), la présence noire à Chicago avant la fin de la guerre resta très modeste : elle était le fait d'esclaves en fuite, généralement vers le Canada, ainsi que d'hommes libres employés à des tâches ouvrières et de domesticité (voir le premier chapitre).

Le premier tournant fut donc la guerre de Sécession, qui occasionna le départ de dizaines de milliers d'esclaves en direction des lignes nordistes, suivie de la fin de l'esclavage et de la possibilité nouvelle de se déplacer librement pour les affranchis. La plupart d'entre eux demeuraient dans un rayon restreint, rejoignant des membres de leur famille ou s'établissant sur des terres à eux pour fuir une plantation abhorrée, en dépit des efforts de leurs anciens maîtres pour les maintenir sur place. D'autres partaient plus loin. Avant la guerre de Sécession, quelque onze mille Afro-Américains s'étaient déjà établis au

Liberia, principalement à l'instigation de l'American Colonization Society, dominée par des Blancs qui, pour beaucoup, voulaient se débarrasser ainsi des Noirs libres. Après la guerre, le rythme des départs vers le Liberia s'accrut pour atteindre plus de cinq cents migrants annuels, encouragés par des conférences de l'American Colonization Society qui attiraient les foules et par *The African Repository*, le journal de cette association. Henry Adams, ancien esclave louisianais qui créa le Colonization Council, amplifia l'intérêt pour le Liberia, tout de même difficile à atteindre, et surtout pour le Kansas, présenté comme une nouvelle « Terre promise ». En fait, la plupart des migrants restaient dans le Sud, mais ils s'éloignaient de quelques dizaines ou centaines de kilomètres de leur contrée natale pour fonder des bourgades aux noms évocateurs – Promised Land en Caroline du Sud, New Africa dans le Mississippi – ou pour s'installer dans de grandes villes comme La Nouvelle-Orléans, Atlanta, Charleston ou Birmingham. D'autres, depuis l'Upper South (Kentucky, Virginie), poussaient jusqu'à New York, Philadelphie, Boston ou Chicago. La question de savoir si, parmi ces premiers migrants vers le nord, les élites étaient surreprésentées fait l'objet d'un débat parmi les historiens : cela est possible, comme l'indique l'étude d'Elizabeth Pleck sur les Afro-Américains de Boston, mais cela n'est pas avéré pour Chicago¹⁷².

Dans cette ville, en tout cas, la population noire fut multipliée par quatre au cours des années 1860 ; elle atteignait 4 000 personnes en 1870, 15 000 en 1890 (1,3 % de la population totale de la ville), 32 000 en 1900 et 40 000 en 1910. La forte augmentation qui suivit la fin de la guerre et l'abolition ne correspondait pas à une arrivée massive de nouveaux affranchis, comme le craignaient alors certains habitants blancs de Chicago (une crainte alimentée par les démocrates), mais elle était suffisamment nombreuse pour que s'impose l'idée que les Noirs étaient une composante permanente de la population de la ville, et non des « oiseaux de passage » attendant de migrer vers Haïti (47 Noirs de Chicago acceptèrent une invitation du président d'Haïti en 1865¹⁷³) ou vers le Liberia, ou encore vers le Canada.

La période 1865-1910 est relativement moins bien connue que celle qui la suivit ; elle est pourtant riche d'enseignements. Les recensements indiquent que les Noirs de Chicago étaient majoritairement des hommes jeunes, ce qui correspond à un profil de population de migration récente. Ils travaillaient en tant qu'ouvriers non qualifiés dans les industries qui les acceptaient au compte-gouttes, comme les abattoirs à partir des années 1880, et surtout à partir de 1904, lorsque plusieurs centaines d'entre eux furent embauchés pour

briser le mouvement de grève. Certains restèrent dans les abattoirs après la grève, mais on en comptait moins de 200 en 1910 (178 hommes et 8 femmes). On les trouvait aussi dans les compagnies de chemin de fer, embauchés à l'entretien des voies et à la manipulation du fret, ainsi que dans les compagnies maritimes. Les ouvriers qualifiés noirs étaient en nombre infime : d'après le recensement de 1890, il n'y avait que 16 ouvriers machinistes « de couleur » sur les 7 847 de la ville, 3 parmi les 2 959 ébénistes, 2 parmi les 3 679 plombiers et 37 parmi les 20 000 charpentiers¹⁷⁴.

Les Afro-Américains étaient surtout employés comme « serveurs » et comme « domestiques ». Il était de bon ton, dans la haute société de Chicago à la fin du XIX^e siècle (tout comme dans celle de New York, de Boston ou de Philadelphie), ainsi que dans les hôtels luxueux, d'employer une domesticité noire. Le Palmer House Hotel, propriété de Potter Palmer et conçu par l'architecte Van Osdel après l'incendie de 1871, avait un personnel presque exclusivement noir, ce qui était un élément de son standing, avec sa décoration somptueuse, ses mets fins et sa construction anti-incendie – « *the only thoroughly fireproof hotel in the United States* » (« le seul hôtel totalement résistant au feu aux États-Unis »). Reconstitué et agrandi en 1923, il compte toujours parmi les hôtels les plus luxueux de Chicago, avec, comme on pouvait encore le vérifier en 2009, un personnel majoritairement noir. Le recensement de 1890 indique que 57 % des « personnes de couleur » étaient employées dans ce secteur, constituant 11 % du total du personnel de service et de domesticité.



Cette population relativement restreinte vivait dans un quartier du

sud de la ville, la Black Belt, non loin de State Street et de la 31^e Rue, et au voisinage de Packingtown, le quartier des abattoirs, et de Bridgeport. De taille d'abord réduite, ce quartier prit par la suite une grande ampleur, dessinant une longue bande du nord au sud avec State Street comme épine dorsale (correspondant à l'actuel quartier d'Armour Square), et fut à l'origine du South Side. Contrairement aux quartiers voisins, la Black Belt se caractérisait déjà moins par son homogénéité professionnelle que par son homogénéité raciale : ses habitants étaient noirs parce qu'il leur était impossible, ou dangereux, de vivre dans un autre quartier. Malgré l'abolition formelle de la ségrégation à Chicago dans les années 1870 et 1880 (fin de la ségrégation scolaire en 1874 et de la ségrégation dans les lieux publics en 1885), les lois n'étaient pas mises en œuvre et les Noirs, de fait, n'avaient d'autre choix que d'habiter dans la Black Belt. Le quartier s'organisa progressivement : une compagnie de dix pompiers fut créée en 1872, auxquels s'ajoutèrent quatre policiers et cinq agents postiers dans les années 1880. Sa population, massivement composée d'employés de maison et d'hôtel et d'ouvriers non qualifiés, comprenait aussi un embryon de classe moyenne noire : le recensement de 1890 indique que Chicago comptait six juristes, onze médecins et chirurgiens, trois ingénieurs et dix-huit instituteurs et professeurs noirs. Cette enclave raciale présentait déjà certaines des caractéristiques du futur et immense quartier du South Side : elle était à la fois le produit de la ségrégation raciale séparant l'Amérique blanche de l'Amérique noire (et par là fabriquant progressivement l'identité racialisée blanche), et un lieu où les Afro-Américains donnaient du sens à leur vie.



Ci-dessus et page précédente : Photographies de la Black Belt, avril 1941, par Edwin Rosskam. Avec Russell Lee, Rosskam avait été commissionné par le gouvernement fédéral pour photographier les quartiers populaires des grandes villes et le monde rural. Leurs clichés constituent des témoignages précieux sur cette époque.

C'est que les Noirs de Chicago avaient affaire à forte partie : une fraction importante du monde ouvrier blanc, souvent la plus dominée, était en concurrence directe avec eux pour l'obtention d'emplois et usait de moyens violents pour les maintenir à leur place ou les faire fuir. Comme sur la côte est, les Irlandais étaient, rapporte la presse de l'époque, les plus véhéments. Avant guerre, des esclaves en fuite avaient déjà été pris à partie par des ouvriers irlandais qui leur reprochaient d'accepter des salaires très bas dans la construction ou pour le déchargement des navires. Des incidents étaient survenus en 1864 lorsque des Irlandais avaient rossé des dockers noirs au motif, selon le *Chicago Tribune*, qu'il « était dégradant pour eux de voir des Noirs travailler à leurs côtés, alors que leurs frères étaient sans emploi¹⁷⁵ ». L'article poursuivait en remarquant que seuls les Irlandais se livraient à ces violences, « alors qu'aucune autre nationalité ne se sent dégradée par le fait de travailler avec des Noirs ». Et de livrer un conseil aux Irlandais : ils feraient mieux d'apprendre aux Noirs à se battre pour leurs salaires et à faire grève, et de réserver leur colère aux propriétaires d'esclaves. L'hostilité franche et racialisée des ouvriers non qualifiés envers les Noirs eut pour conséquence que le marché de l'emploi industriel fut pratiquement fermé à ces derniers. On comprend dès lors qu'ils aient occupé des emplois de service et de domesticité, qui n'étaient pas soumis à la même concurrence âpre. Au contraire, les codes de sociabilité bourgeoise admettaient parfaitement la domesticité noire. Certains des industriels les plus puissants de la ville se flattaient d'être les « amis des Noirs » : Pullman, Armour, Swift, Palmer, Field, Herman Kohlsaat faisaient travailler de nombreux domestiques noirs dans leurs somptueuses demeures, entretenant à leur égard une forme de paternalisme peu susceptible de modifier la situation du travail en général, mais sans doute à même de favoriser certains droits civiques.

Cet état de fait eut plusieurs conséquences. D'abord, les questions syndicales du moment, en particulier la journée de huit heures, étaient largement étrangères à la population noire. Certes, les Chevaliers du travail tentèrent de rallier le prolétariat noir, mais ils n'eurent qu'un succès très mitigé compte tenu de son accès limité au marché du travail ouvrier industriel. D'un point de vue politique, les ouvriers non qualifiés, surtout irlandais, penchaient nettement du côté du Parti

démocrate, dont on a dit que la machine leur offrait des emplois et divers avantages, mais qui les garantissait aussi contre la concurrence des ouvriers noirs (voir chapitre 3).

Le Parti républicain, le « parti de Lincoln », qui avait la faveur des Noirs, était plus proche des élites du monde des affaires, et, comme nous le verrons plus loin, il attira les suffrages noirs de Chicago après 1870. Mais les électeurs noirs étaient trop peu nombreux pour peser sur les choix politiques et l'issue des scrutins, et les républicains ne pouvaient se permettre de négliger le vote irlandais. *Mezzo voce*, les républicains étaient donc aussi partisans de la quasi-exclusion des Noirs du travail ouvrier, mais ils apparaissaient comme moins hostiles et pouvaient dès lors accorder leur soutien aux lois de 1870 et 1885 sur les droits civiques des Afro-Américains. Comme dans d'autres régions des États-Unis, y compris les villes du Sud, qui n'avaient pas encore écarté les Noirs du droit de vote (cela se fit généralement dans les années 1880 et 1890), les électeurs noirs étaient donc alliés aux élites locales et votaient républicain, en défense contre l'électorat ouvrier blanc de migration récente, particulièrement irlandais, qui soutenait les démocrates.

La migration noire s'accéléra dans les années 1890 et 1900. Parmi les nouveaux arrivés, on trouvait des représentants de l'élite noire du Sud, composée de juristes, de professeurs, de médecins, de pasteurs. Comme quelques milliers d'autres jeunes gens, ils avaient été éduqués dans les nouvelles universités noires qui venaient d'être fondées, généralement par des missionnaires. Ainsi, la Fisk University, créée en 1866 à Nashville (Tennessee), finança en partie sa construction grâce aux fonds levés par la célèbre troupe de chanteurs de *spirituals* les Fisk Jubilee Singers. Il y avait aussi l'Augusta Institute, fondé à Atlanta (Géorgie) en 1867 et rebaptisé Morehouse College en 1913, ou encore Howard University, établie en 1867 à Washington. Vers 1900, on comptait environ deux mille Noirs diplômés de l'enseignement supérieur. Ces élites étaient chassées par le durcissement de la ségrégation dans les dernières années du siècle, juridiquement approuvé en 1896 par l'arrêt de la Cour suprême *Plessy v. Ferguson*. Les Noirs du Sud se trouvaient écartés de la vie politique par divers moyens. Pour voter dans le Mississippi, à partir de 1890, il fallait lire et comprendre la Constitution de l'État et s'acquitter d'une *poll tax* de 2 dollars. Le Mississippi fut suivi par la Caroline du Sud en 1895, puis par la Louisiane en 1898, celle-ci ajoutant une condition originale, la « clause du grand-père », qui stipulait que seuls pouvaient voter les hommes dont les père ou grand-pères pouvaient voter au 1^{er} janvier 1867, ce qui excluait pratiquement tous les Noirs. Dans ce dernier État, en 1896, on comptait 130 344 électeurs noirs ; ils n'étaient plus

que 5 320 en 1900. Vers 1910, dans les États du Sud et dans l'Oklahoma voisin, l'immense majorité des Noirs avait ainsi été privée du droit de vote (*disenfranchisement*). Les partisans de cette exclusion expliquaient que les Noirs constituaient une race inférieure indigne de participer à la vie politique et incapable d'en saisir les complexités. Ce processus n'alla pas sans résistances : celle des hommes politiques noirs, qui s'élevèrent contre leur mise à l'écart et en appelèrent, en vain, au gouvernement national, mais aussi celle de la population noire en général. En 1898 à Wilmington (Caroline du Nord), en 1906 à Atlanta (Géorgie), des émeutes éclatèrent à propos du droit de vote des Noirs, faisant de nombreuses victimes. Mais l'échec de la protestation, à cause d'une alliance politique entre les grands propriétaires terriens, les industriels et gros marchands et les Blancs pauvres en concurrence économique directe avec les Noirs, hâta le départ de celles et ceux qui voyaient leurs perspectives d'ascension sociale ruinées par le corset serré de la ségrégation. Certains élus ou rédacteurs en chef de journaux noirs durent partir dans la précipitation, menacés de lynchage. Après l'émeute d'Atlanta en 1906, Jesse Max Barber, rédacteur en chef de *The Voice of the Negro*, se vit proposer un marché : modifier ses commentaires sur l'émeute, être condamné aux travaux forcés ou partir. Il choisit cette dernière option et se réfugia à Chicago¹⁷⁶.

On vit donc s'installer à Chicago des représentants de cette élite, que Du Bois appelait les « *Talented Tenth* » (les 10 % talentueux) et à qui il assignait une mission historique, celle de conduire le peuple noir vers la liberté¹⁷⁷. Des lieux de sociabilité bourgeoise noire apparurent, comme la Colored Men Library Association en 1887, un club masculin dont les membres pouvaient assister à des conférences sur « L'homme moderne et ses lectures », par le révérend Gunsaulus, ou « L'argent, us et abus », par le révérend Henson. L'Ivy Singing Club organisait des chorales et des comédies musicales, tandis que les Knights of Tabor s'occupaient d'activités charitables. Cette petite élite organisa une « Exposition noire » (« *Negro exhibit* ») lors de l'Exposition universelle de Chicago en 1893, présentant diverses activités culturelles du monde noir et accueillant Frederick Douglass, présent en tant que commissaire d'exposition pour la république d'Haïti.

Il est certain que la situation de ces nouveaux arrivés contrastait très favorablement avec celle qu'ils avaient connue dans le Sud. Ils appréciaient la plus grande fluidité des relations sociales qu'ils trouvaient à Chicago, au point que l'on vit se créer un petit groupe de couples mixtes (les mariages interracialisés n'étaient pas interdits dans l'Illinois). Cayton et Drake rapportent même l'existence d'un club social, le Manasseh Club, qui aurait été fondé à Milwaukee au début

du ^{xx}e siècle et qui avait une section locale à Chicago, rassemblant de telles familles, qui tenaient à leur bonne réputation. Ce club possédait une section de cimetière réservée à ses membres et organisait différents événements sociaux, dont un bal « *black and tan* » très couru¹⁷⁸.

La partie nord de la Black Belt se confondit de plus en plus, à la fin du ^{xix}e siècle, avec le *redlight district*, le quartier de la prostitution et du jeu clandestin. Progressivement, ce quartier s'étendit le long de State Street, vers le sud, pour constituer ce qui allait devenir le Stroll. Celui-ci conserva cette image de quartier des plaisirs interdits. Le jeu, notamment, se développa sous l'égide de John « Mushmouth » Johnson. Il tenait une maison de jeu très fréquentée sur State Street et était lié aux hommes politiques républicains, tout en contribuant généreusement aux œuvres sociales de la ville¹⁷⁹. Après la mort de Johnson, sa sœur Eudora hérita d'une partie de ses biens, puis se maria en 1912 à Jesse Binga, un ancien porteur Pullman qui se lança dans l'activité bancaire en prenant la tête de la Binga Bank, la seule banque noire de Chicago. Le frère de John et Eudora, Elijah, reçut une autre partie des biens, qu'il investit pour ouvrir sur State Street, en face de la banque Binga, le Dreamland Ballroom (futur Dreamland Cafe), haut lieu de la vie nocturne de la Black Belt jusqu'au milieu du siècle. Les activités de jeu de John « Mushmouth » Johnson avaient ainsi permis l'essor de deux institutions du quartier noir.

La presse noire se développait également. Le *Chicago Conservator* commença à paraître en 1878 (la même année qu'un autre quotidien, mort-né celui-ci, le *Chicago Observer*), sous l'égide de Ferdinand Lee Barnett. Né dans l'Alabama à une date incertaine, Barnett fit des études de droit avant de lancer le *Conservator*, un hebdomadaire de taille modeste (six pages) tiré les premiers temps à un millier d'exemplaires. Le journal se consacrait au « problème racial », avec des articles sur la situation nationale et locale, et réclamait l'égalité des races. En 1895, Barnett en céda la direction à Ida Wells, célèbre militante et journaliste, qu'il épousa la même année. Il se consacra désormais entièrement à sa carrière d'avocat. Ida Wells, née esclave dans le Mississippi en 1862, fut d'abord institutrice pour gagner sa vie après la mort prématurée de ses parents lors d'une épidémie de fièvre jaune, puis elle étudia à la Fisk University à partir de 1882. Elle se fit connaître dans le Sud par son opiniâtreté (elle osa traîner en justice une compagnie de chemin de fer pour l'avoir expulsée d'un wagon réservé aux Blancs) et par ses articles, publiés dans différents journaux et revues. Menacée de mort, elle s'installa à Chicago à partir de 1893 et commença à publier dans le *Conservator*, dans la droite ligne de ses précédents écrits militants contre les lynchages dans le Sud¹⁸⁰.

Inlassable, Wells fonda la National Association of Colored Women en 1896 ainsi que le Women's Era Club, qui devint par la suite l'Ida Wells Club, et participa à la création de la NAACP (National Association for the Advancement of Colored People). Jusqu'à sa mort en 1931, elle se consacra à la promotion de l'égalité raciale, portant ses efforts sur la ville de Chicago elle-même, où elle assista à l'énorme accroissement de la population noire. Ida Wells n'était plus une exilée du Sud, mais une femme de Chicago.

Le *Conservator* était un journal de notables, au ton modéré, qui n'appréciait guère les Noirs les plus pauvres, dont le comportement était peu en phase avec la respectabilité à laquelle son lectorat aspirait. C'est un autre hebdomadaire qui devint le grand journal noir de Chicago, et même des États-Unis : le *Chicago Defender*. Sa diffusion et son influence furent rapidement si importantes qu'il finit par éclipser le *Conservator*, qui ferma ses portes en 1914. L'essor du *Chicago Defender* est indissociable de la « grande migration » des Noirs du Sud vers les villes du Nord, Chicago en premier lieu.

La « grande migration », Robert Sengstacke Abbott et le *Chicago Defender*

La grande migration a suscité jusqu'à ce jour un nombre important de travaux, parmi lesquels on peut citer les ouvrages de James Grossman, de Nicholas Lehman et d'Isabel Wilkerson¹⁸¹. Elle a également inspiré de nombreux récits, Mémoires et romans, ainsi qu'une célèbre série de tableaux de Jacob Lawrence¹⁸².

La Première Guerre mondiale fut un tournant décisif dans l'histoire du monde noir américain. Elle eut pour conséquence immédiate de réduire drastiquement le flux migratoire en provenance d'Europe, au moment même où l'industrie américaine, dopée par les gigantesques commandes de guerre de la France et de la Grande-Bretagne, avait un besoin urgent d'ouvriers. On comptait ainsi plus de un million d'immigrants en 1914, mais deux tiers de moins en 1915, trois quarts en moins en 1916, et seulement 111 000 en 1918, sans parler de ceux qui partirent combattre en Europe, appelés sous les drapeaux par leur pays d'origine. L'entrée en guerre des États-Unis, qui entraîna la mobilisation de millions de soldats, aggrava encore la situation. Le gisement de main-d'œuvre représenté par les Noirs du Sud se révélait donc indispensable aux industriels. À Chicago, ville d'industries lourdes grandes consommatrices de main-d'œuvre semi-qualifiée ou non qualifiée, la demande était particulièrement aiguë.

Ce que les historiens appellent la « grande migration », c'est-à-dire l'intensification spectaculaire de la migration des Afro-Américains vers les grands centres urbains du Nord-Est et du Middle West, est donc, dans son premier temps, directement lié à la guerre. Encore timide en 1915, le mouvement migratoire s'accrut à partir de l'été 1916 dans des proportions qui suscitèrent l'étonnement des contemporains. Cela ne signifie pas que la migration fut déclenchée par la guerre : elle avait commencé dans les années 1890 et s'était accentuée au début du ^{xx}^e siècle, au moment où deux sociétés, l'une noire, l'autre blanche, se trouvaient séparées par un mur d'hostilité et de méfiance. « Nous sommes voisins, et pourtant étrangers. Même entre les Blancs les plus éclairés et les Noirs, il n'y a plus de communication, plus d'échanges de vues », écrit un Noir de Caroline du Nord au début du ^{xx}^e siècle. Katherine Lumpkin, une toute jeune fille issue d'une famille de riches planteurs, s'étonnait de ce que « les hommes, les femmes et les enfants [noirs] travaillent silencieusement », et observait « ces étrangers sombres aller et venir, indifférents au fait de travailler pour nous ou pour d'autres, et qui semblent porter un fardeau qui les préoccupe¹⁸³ ». Pendant la guerre, la migration prit des proportions telles que la société américaine tout entière en fut bouleversée. La population noire de Chicago passa de 44 000 personnes en 1910 à 110 000 personnes en 1920, puis 234 000 en 1930. On estime qu'au moins 50 000 migrants en provenance du Sud s'établirent à Chicago entre 1916 et 1920. L'autre grande ville de la migration noire, New York, vit sa population noire passer de 60 000 en 1900 à 328 000 personnes en 1930.

Un autre facteur favorisant la migration avait trait à la situation économique : la plupart des métayers, fermiers et petits propriétaires noirs du Sud ne connaissaient pas les nouvelles méthodes agricoles et n'avaient pas le capital nécessaire pour acheter du matériel, celui que McCormick, par exemple, vendait alors. Ainsi, à la fin du ^{xix}^e siècle, la productivité demeurait faible, alors que les prix agricoles baissaient en raison de la concurrence étrangère. Les dettes des métayers et des ouvriers agricoles les plus pauvres s'accumulaient, et ils ne parvenaient plus à vivre de leur travail. Ils se trouvaient alors étranglés par un système de péonage (travail forcé pour rembourser des dettes).

De plus, un petit insecte, l'anthronome du coton (*boll weevil*), commença à infester les champs de coton du Sud à partir de 1908¹⁸⁴. Les témoignages de Noirs du Sud recueillis par le Federal Writer's Project pendant le New Deal (une source précieuse) mentionnent fréquemment les ravages produits par l'anthronome. Celui-ci ne fut éradiqué qu'après la Seconde Guerre mondiale, au moyen de

pulvérisations de DDT. Même si l'on peut reconnaître à l'anthonome le mérite d'avoir contribué à diversifier l'économie agricole du Sud – en favorisant par exemple le développement de la cacahuète, ce qui valut à cet insecte le privilège unique d'avoir une statue en son honneur dans la bourgade d'Enterprise, en Alabama ! –, il eut d'abord un effet dramatique en étranglant financièrement les métayers et les fermiers que les propriétaires avaient souvent obligés à planter du coton, dont les cours remontèrent fortement pendant la guerre.

Il convient d'affiner la chronologie et la géographie de la diffusion de l'anthonome : en provenance du Mexique, il toucha d'abord le Texas, la Louisiane et le Mississippi (avant 1916), mais la hausse des cours put alors compenser la baisse de production. En revanche, après 1920, il se conjugua avec la baisse des prix du coton pour créer une situation critique dans l'Alabama, en Géorgie et en Caroline du Sud. À la fin des années 1920, la diversification de l'agriculture jointe à des techniques de lutte contre l'anthonome (par rotation des cultures) permirent de limiter les dégâts. Les travaux récents sur la question de l'économie agricole du Sud au début du ^{xx}e siècle tendent donc à relativiser les effets directs de la crise agricole sur la migration, ou en tout cas à les nuancer selon les régions.

Par contraste, la violence raciale et la ségrégation dans le Sud sont aujourd'hui centrales dans les travaux des historiens sur la grande migration. Beaucoup montrent que les migrants n'étaient pas seulement mus par des calculs économiques, mais que l'ordre racial du Sud joua un rôle déterminant dans les motivations de départ. En cela, les migrants noirs peuvent être considérés comme des réfugiés politiques. Dans beaucoup de leurs lettres, il est fait mention de la situation politique et du dégoût qu'ils éprouvent à se sentir politiquement abandonnés.

Stephen Tolnay et E.M. Beck ont par exemple montré que les départs vers le nord étaient les plus nombreux là où les lynchages étaient le plus fréquents¹⁸⁵. Par exemple, à Estill Springs, dans le Tennessee, un seul lynchage, le 12 février 1918, déclencha le départ en masse de la population noire en quelques jours. La victime en était Jim McIlherron ; accusé d'avoir tué deux Blancs, il fut torturé au fer rouge avant d'être enchaîné à un arbre et brûlé vif. Mille cinq cents Noirs furent forcés d'assister à son supplice. Aujourd'hui encore, cette bourgade, pourtant située dans une région de forte population noire, compte seulement 0,78 % d'Afro-Américains. Nulle trace de cet événement dans la présentation historique de la ville par les autorités municipales, qui préfèrent parler des eaux curatives et des séjours touristiques de la femme du général MacArthur¹⁸⁶ ! Le 17 octobre 1916, un homme écrit de Troy, dans l'Alabama :

Dear Sirs, Je joins une coupure à propos d'un nouveau lynchage, qui parle pour lui-même. Je regrette qu'il n'y ait pas plus de pression pour qu'une enquête fédérale ait lieu. Je vous ai écrit il y a quelques jours, si vous pouviez me donner l'adresse d'une entreprise ou d'une grande compagnie qui aurait besoin de main-d'œuvre¹⁸⁷.

D'autres événements pouvaient aussi déclencher des départs. En 1927, la grande crue du Mississippi, qui ravagea les habitations de centaines de milliers de personnes, pour la plupart des métayers noirs du Delta, accéléra l'exode vers Detroit, Cleveland et Chicago¹⁸⁸. Non seulement les métayers avaient perdu leurs biens, mais on les parqua dans des campements gardés jour et nuit et on leur accrocha au cou une pancarte portant le nom du propriétaire de leurs terres. Cette situation humiliante, rappelant l'esclavage, donna un coup de pouce supplémentaire à la migration.

Pour que la grande migration puisse avoir lieu, il ne fallait pas seulement qu'il y ait des motivations de départ du côté des migrants ; il fallait aussi des arguments pratiques plaidant pour l'installation dans une ville inconnue. Trois éléments favorisèrent la rencontre de ces deux types de conditions.

Premièrement, certaines firmes industrielles de Chicago dépêchèrent des agents dans le Sud pour convaincre les habitants de migrer. Ces agents touchaient une commission – variable selon la qualité du contractant (on recherchait prioritairement des hommes jeunes et robustes) – pour chaque personne qu'ils envoyaient vers le nord avec un contrat signé. Ce processus de sélection explique que les migrants aient été à plus de 70 % des hommes sans expérience de travail non agricole, d'après le rapport de la Chicago Commission on Race Relations¹⁸⁹. Certains agents travaillaient pour plusieurs entreprises à la fois, d'autres avaient un mandat d'exclusivité avec telle ou telle firme. À Chicago, ce furent surtout les entreprises d'abattage et de transformation de la viande qui recoururent à ce mode de recrutement.

L'influence des agents doit être relativisée, car il semble bien que, à partir de la fin 1916, ils n'étaient plus nécessaires tant le mouvement migratoire avait pris de l'ampleur. En outre, de nombreux comtés et municipalités du Sud prirent des arrêtés visant quiconque tentait de recruter la main-d'œuvre locale. Même si, dans un premier temps, bien des Blancs du Sud s'étaient réjouis du départ des Noirs, au motif que les majorités démographiques noires (dans de nombreux comtés d'Alabama, du Mississippi, de Louisiane, de Géorgie et de Caroline du Sud) s'en trouvaient entamées, on s'inquiéta rapidement des effets de ces départs sur les économies agricoles locales. Les agents recruteurs

devinrent des figures honnies, caricaturées dans la presse blanche du Sud en personnages fumant le cigare, avec des poches débordant de billets de banque, un peu à l'image des *carpetbaggers* au lendemain de la guerre de Sécession.

La migration vers Chicago fut surtout le fait des Noirs du delta du Mississippi, du Texas, de Géorgie, c'est-à-dire des régions desservies par les voies ferrées de l'Illinois Central, qui menaient directement à Chicago. Il n'existe pas de données précises sur l'origine des Noirs de Chicago en 1920, mais il en existe pour l'État de l'Illinois, qui font apparaître une surreprésentation de la population noire venue des États voisins : on a ainsi 13,3 % de la population venant du Tennessee, 10,8 % du Mississippi, 9,1 % du Kentucky, 7,6 % de l'Alabama, 5,7 % de Géorgie, 4,4 % de Louisiane.

Deuxièmement, les réseaux familiaux et amicaux contribuèrent à la migration : les personnes déjà installées à Chicago encourageaient leurs proches à les rejoindre. Les lettres rassemblées par Emmett J. Scott – ancien collaborateur de Booker T. Washington et « *special advisor* » aux affaires noires au ministère de la Guerre –, publiées en partie par le *Journal of Negro History* en 1919, sont très révélatrices à cet égard. En 1917, un homme écrit à sa sœur, restée dans le Sud, et lui parle de son métier, l'emballage de saucisses chez Swift pour 1,5 dollar par jour :

[...] pas vraiment le temps de s'amuser mais il faut gagner sa vie et c'est Dieu qui a tracé le chemin que j'emprunte aujourd'hui. Dis à ton mari qu'il y a plein de travail et qu'il ne chômera pas s'il veut travailler [...]. Quand tu te décideras à partir, préviens-moi, et si je ne peux pas venir te chercher [à la gare] il y aura quelqu'un de toute manière pour s'occuper de toi¹⁹⁰.

Le 13 novembre 1917, un autre migrant noir de Chicago écrit à son frère, resté dans sa ville natale, Hattiesburg, dans le Mississippi :

Alors, quelles sont les nouvelles de Hattiesburg ? J'aurais dû en partir il y a vingt ans. Je commence juste à me sentir véritablement homme. C'est un sacré plaisir de savoir qu'on a quelques droits. Mes enfants vont à la même école que les Blancs, et je n'ai à courber l'échine devant personne. Je me suis inscrit sur les listes électorales, je vais voter à la prochaine élection, et il n'y a pas de « *yes sir* » ou de « *no sir* » qui tienne. Ici c'est oui ou non, et Sam et Bill. Florine vous dit bonjour et aimerait bien vous revoir¹⁹¹.

Le 10 juin 1917, un homme d'East Chicago écrit à un ami de Union Springs, dans l'Alabama :

Dear old friend, J'ai pensé à vous écrire pour vous dire quelques

faits vrais de la condition présente dans le Nord. C'est certain que j'essaye d'observer de près, bon c'est vrai que les gens de couleur s'en sortent bien ici. Jamais moins de 3 dollars par jour, pour dix heures, ce n'est pas une promesse. Je ne vois pas comment ils arrivent à payer ces salaires avec la manière dont ils traitent les ouvriers. Ils ne vous tarabustent pas et ne vous commandent pas. Et c'est le salaire le plus bas. [...] Docteur, je suis quand même impressionné. Ma famille aussi. Ils vont bien. Je n'ai pas le droit de me plaindre. [...] Les gens arrivent tous les jours et ils trouvent du travail. Il n'y a que de l'argent à faire et ce n'est pas difficile. Mes salutations à votre chère famille. Oh, j'ai des enfants qui vont tous les jours à l'école avec les enfants blancs. Je vous écris plus la prochaine fois¹⁹².

Dans presque toutes les lettres, le métier exercé et le niveau de salaire (un minimum de 2 à 2,50 dollars par jour, sauf dans les abattoirs, et jusqu'à 5 dollars pour des ouvriers non qualifiés) sont mentionnés. Les facteurs économiques comptaient beaucoup, comme l'ont souligné les sociologues et les historiens qui ont travaillé sur la grande migration, depuis Charles Johnson, qui écrivit le rapport de la Chicago Commission on Race Relations, jusqu'à Cayton et Drake.

Pourtant, il convient de ne pas négliger non plus les facteurs proprement politiques, ainsi que l'a rappelé avec force James Grossman¹⁹³. De fait, la plupart des lettres font état des problèmes d'oppression politique dans le Sud, des lynchages, et, par contraste, de la situation plus égalitaire trouvée à Chicago. Le ton général est bien celui de l'« amélioration des conditions de vie », de la possibilité de mener une existence plus digne que dans le Sud, ce qui renvoyait aussi bien aux revenus qu'aux droits politiques et sociaux. Contrairement à ce qu'espéraient beaucoup de Blancs du Sud, comme on le lisait dans la presse, persuadés que les Noirs ne s'adapteraient ni au climat rigoureux, ni au monde urbain, ni au travail industriel, et qu'ils reviendraient bien vite « à la maison », très peu de migrants prirent le chemin du retour.

De leur côté, ceux qui avaient des projets migratoires se renseignaient sur les conditions de vie et de travail. La migration était une décision importante qui comportait des risques, et on ne la prenait qu'après mûre réflexion, d'autant que bien des migrants noirs partis pour le Liberia, le Kansas ou l'Oklahoma s'étaient rendu compte qu'ils avaient poursuivi des chimères¹⁹⁴. Il fallait également réunir la somme nécessaire à l'achat des billets de train – une vingtaine de dollars pour aller du Mississippi à Chicago. Certains vendaient des vêtements, des matelas, des meubles, leur maison quand ils en possédaient une, souvent à perte. De l'argent était envoyé par des amis

ou de la famille, en liquide ou par mandat, comme en témoignent les dépôts bancaires des familles noires du Sud, qui augmentèrent à partir de 1917. Endettés auprès des propriétaires terriens, les métayers étaient pour la plupart dans l'incapacité de régler leurs dettes avant de partir : aussi devaient-ils user de subterfuges pour échapper à la surveillance soupçonneuse des propriétaires, s'enfuyant de nuit ou profitant d'un déplacement local pour prendre la poudre d'escampette. Des patrouilles de police étaient postées dans certaines gares, comme à Hattiesburg, dans le Mississippi, pour surveiller les achats de billets et arrêter ceux qui montaient dans le train sans titre de transport. Les candidats au voyage devaient alors tenter leur chance dans une autre gare, ou bien essayer de sauter à bord du train au moment où il démarrait.

Beaucoup de migrants revenaient dans le Sud pour des mariages ou des enterrements ; ils racontaient alors leur expérience de vive voix, rapportaient des cadeaux et de l'argent. Dans ses Mémoires, la grande chanteuse de gospel Mahalia Jackson se souvient de la visite d'un oncle résidant à Chicago dans la maison familiale du quartier de Black Pearl, à La Nouvelle-Orléans : elle pouvait « à peine croire » ce qu'il disait de sa vie dans le Nord¹⁹⁵. Quelques années plus tard, en 1927, elle partit à son tour pour Chicago, et c'est là-bas qu'elle vécut jusqu'à sa mort en 1972. Des parents envoyaient leurs enfants chez un membre de leur famille installé à Chicago pour qu'ils fréquentent de meilleures écoles. Par la suite, les enfants restaient à Chicago, et le reste de la famille les rejoignait parfois.

Les employés du chemin de fer étaient aussi des informateurs précieux, particulièrement ceux de l'Illinois Central, dont la ligne principale reliait Chicago à La Nouvelle-Orléans. L'Illinois Central employait plusieurs milliers de porteurs Pullman qui parlaient fièrement de Chicago et ne se faisaient pas prier pour en vanter les mérites.

Troisième et dernier élément, le rôle essentiel du *Chicago Defender*. Pour l'étudier, nous disposons de deux sources principales : le journal lui-même, et les archives de son fondateur, Robert Abbott, classées par l'équipe du projet Mapping the Stacks (A Guide to Black Chicago's Hidden Archives). Ce projet, financé par l'université de Chicago, s'est particulièrement intéressé aux archives du *Defender* ainsi qu'à celles de la famille Abbott-Sengstacke, qui ont récemment fait l'objet d'un archivage rigoureux¹⁹⁶. À ses débuts en 1905, le *Defender* était aussi modeste que le *Conservator* vingt-cinq ans plus tôt. Cet hebdomadaire de quatre pages destiné à quelques centaines de lecteurs était réalisé presque entièrement par un seul homme, Robert Sengstacke Abbott. Né dans une île côtière de Géorgie, l'île Saint-Simon, Abbott ne connut

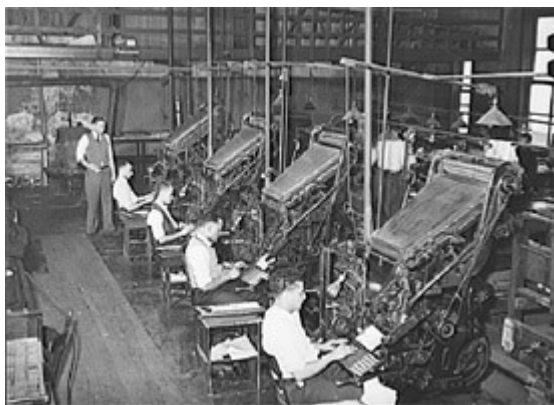
pratiquement pas son père biologique, tôt disparu. Sa mère se remaria avec John Sengstacke, un migrant métis allemand né lui-même d'un négociant allemand qui avait acheté et émancipé une femme esclave, Tama, qu'il avait ensuite épousée. C'est donc Sengstacke qui éleva le jeune Robert. Celui-ci étudia au Hampton Institute, une université noire de Virginie, avant de décrocher en 1899 un diplôme d'avocat au Kent College of Law de Chicago¹⁹⁷. Ayant du mal à exercer son métier, il opta pour une reconversion professionnelle et fonda le *Defender* en 1905 (le premier numéro sortit le 5 mai). Il était aussi motivé par la volonté d'améliorer le sort de « la race », puisque c'est ainsi que le *Defender* nommait systématiquement la population noire. La légende veut qu'il ait fondé son journal avec 25 cents ; on n'en trouve cependant pas confirmation dans les archives, très peu nombreuses sur les premières années du journal. En revanche, il est certain que, à ses débuts, le *Defender* se contenta modestement de reprendre des informations et des articles publiés ailleurs. Les exemplaires étaient distribués par Abbott lui-même dans la Black Belt. Le journal se développa à partir de 1910, date de l'embauche de J. Hockley Smiley, qui imita les méthodes de la *yellow press*, représentée localement par le *Chicago Tribune* et caractérisée par des titres sensationnalistes, des photographies saisissantes et des éditoriaux musclés. Les faits divers y occupaient une grande place, mais aussi la violence raciale : les lynchages, en particulier, étaient crûment exposés. Abbott prenait des positions courageuses : le *Defender* s'opposa par exemple à la mobilisation de soldats afro-américains en 1917, au motif qu'ils n'avaient pas à donner leur vie pour un pays raciste. La question raciale primait la question nationale, contrairement à ce qui se produisit lors de la Seconde Guerre mondiale, où le *Defender* exhorta les Noirs américains à accomplir leur devoir patriotique.

La diffusion du *Defender* s'étendit bien au-delà de Chicago, vers le sud, où il était colporté par les porteurs Pullman, à qui des exemplaires gratuits étaient distribués. Une rubrique, « Railroads », s'adressait même directement aux porteurs Pullman : elle rapportait des anecdotes, donnait des informations sur les lignes, les équipes, etc. Le journal soutenait également les revendications des porteurs à propos des conditions de travail ou des salaires, comme à l'occasion de la grève de 1916. Le fameux syndicat Brotherhood of Sleeping Car Porters ne serait fondé par A. Philip Randolph qu'en 1925, de telle sorte que, en attendant, le *Defender* assumait de fait une mission syndicale. Il faisait un peu office de journal professionnel pour les porteurs, ce qui était très astucieux de la part d'Abbott, puisqu'il s'assurait ainsi des distributeurs et des agents publicitaires dans le Sud et au-delà. Comme le montre la carte de diffusion du *Defender* établie

par Grossman et ses collaborateurs, l'Illinois Central était la ligne du *Defender*, avec un lectorat très important dans la vallée du Mississippi, entre Memphis et La Nouvelle-Orléans, ainsi que dans l'Alabama et en Géorgie du côté est, et au Texas et dans l'Arkansas côté ouest¹⁹⁸.

Les ventes passèrent de moins de 10 000 en 1910 à 33 000 en 1916, 90 000 en 1917, 125 000 en 1918, et sans doute au-delà des 200 000 exemplaires au début des années 1920. Chaque exemplaire étant souvent lu par plusieurs personnes (des lectures à voix haute avaient notamment lieu dans les salons de coiffure), le *Defender* avait certainement un lectorat de plusieurs centaines de milliers de personnes. Il se qualifiait sans hésiter de « *world's greatest weekly* » (« meilleur hebdomadaire du monde »).

Les prises de position sans concessions du *Defender* et sa dénonciation virulente de la ségrégation et de la violence raciale dans la section « Below the Mason Dixon Line » étaient bien accueillies par les Noirs du Sud. Le journal devait une bonne part de son succès à son ton, beaucoup plus véhément que celui du reste de la presse noire, y compris le *Pittsburgh Courier*, et *a fortiori* de la presse noire du Sud, qui restait très prudente pour ne pas attirer les représailles. À l'occasion d'un lynchage en Caroline du Nord, le *Defender* titra : « Œil pour œil, dent pour dent », conseillant de répliquer à la violence par la violence, ce que personne n'aurait osé dire à voix haute dans la région concernée.



Opérateurs de linotype du *Chicago Defender*, 1941. À cette époque, le *Defender* est doté de techniques modernes d'imprimerie.

La situation du Sud était bien dépeinte dans le *Defender* grâce à un réseau de correspondants locaux qui racontaient avec force détails les lynchages et autres violences – leurs récits étant ensuite « corsés » par les rédacteurs du journal pour frapper d'effroi et scandaliser les lecteurs. À cela s'ajoutaient les éditoriaux au vitriol de William Allison

Sweeney, qui – pour la plus grande délectation des lecteurs – s'en prenait avec une vigueur inouïe aux Blancs racistes du Sud, « assassins d'hommes noirs, violeurs de femmes noires, pillards paresseux » infligeant « le supplice de la roue aux sudistes et à leurs affidés noirs ». Le *Defender* n'était pas un journal conciliant dans l'esprit de la NAACP, mais un journal populaire, vindicatif, animé par un esprit de croisade. De nombreux témoignages font état de sa grande popularité dans le Sud, où sont décrits des « Noirs qui se jettent sur le *Defender* comme des mules affamées sur le fourrage¹⁹⁹ ». Selon le sociologue Charles Johnson, le samedi était le jour du *Defender* dans le Sud, « où tout le monde semblait [le] lire ». Le courrier des lecteurs révèle à quel point ils faisaient confiance au *Defender* et le considéraient comme leur journal, en tout cas le seul qui partageait leurs soucis et exprimait leurs aspirations.

Une rubrique spéciale était consacrée à Chicago. Dans l'ensemble, les articles présentaient la vie noire dans cette ville sous un jour favorable, pour bien souligner le contraste avec la situation locale du Sud. Des photographies d'équipements publics flambant neufs, comme des écoles ou des stades, donnaient une impression de bien-être. Le sport (base-ball et boxe) occupait aussi une large place. Cette présentation allait jusqu'à gommer les aspects plus déplaisants de la vie noire à Chicago. Par exemple, si jusqu'en 1917 les écoles n'étaient pas ségréguées, c'était parce que le quartier noir était trop petit pour avoir ses propres établissements, ce que le *Defender*, tout à sa mission, omettait de préciser. La rubrique « Loisirs » se voulait également impressionnante, avec des photographies du Stroll (la partie de State Street située entre la 26^e et la 39^e Rue), comparable à la 125^e Rue de Harlem, avec ses cinémas, ses restaurants, ses dancings brillamment éclairés, où des Blancs s'aventuraient, un peu comme à l'Apollo Theater de Harlem. Le journal affirmait aussi que les plages du lac Michigan étaient accessibles aux Noirs, ce qui était exact juridiquement mais un peu moins dans les faits, comme nous le verrons à propos de l'événement qui déclencha l'émeute de 1919.

Jusqu'au milieu de l'année 1916, même si ses articles suggéraient que la vie était meilleure à Chicago, le *Defender* ne recommanda pas explicitement à ses lecteurs du Sud de migrer vers le nord. Abbott estimait que les Noirs du Sud devaient améliorer leur sort dans leur région natale, et qu'il ne fallait pas abandonner le terrain aux partisans de la violence et au Ku Klux Klan, qui renaquit de ses cendres en 1915. Il s'inquiétait aussi des conséquences d'un afflux à Chicago de migrants noirs mal adaptés à la vie urbaine²⁰⁰.

Mais le *Defender* changea sa position au cours de l'été 1916. À cette date-là, des emplois industriels de Chicago auparavant réservés aux

ouvriers blancs s'ouvrirent aux Noirs, notamment dans plusieurs firmes sidérurgiques, si bien que la migration s'accéléra immédiatement. Le journal devint alors un inlassable promoteur de la migration. Il ne la suscitait pas, mais l'encourageait et l'accompagnait. On peut dire que le *Defender* fut le maître tambour de la grande migration. Il semble qu'Abbott, en habile homme de presse, ait d'emblée saisi l'intérêt qu'il pouvait avoir à s'emparer de la question de manière active. Le numéro du 2 septembre 1916 marqua le lancement de cette nouvelle politique. Il affichait en un titre simple, biblique : « The Exodus », illustré par une photographie des quais et des voies ferrées de la gare de Savannah, en Géorgie, où se pressait une foule compacte. « Chaque homme, affirme l'éditorial, pour le bien de sa femme et de ses enfants, se doit de quitter le Sud, où son travail n'est pas apprécié à sa juste mesure, même au prix d'un sacrifice financier. Nous savons tout à fait que cela entraînera la dépopulation de cette région, mais si cela se produisait, nous en tirerions gloire. » Tous ceux qui le pouvaient étaient invités à s'installer là où il y avait du travail et où les hommes étaient traités comme tels. Des propos que personne ne pouvait tenir dans le Sud, où, à partir du début de 1917, le *Defender* fut directement visé par des arrêtés d'interdiction municipale. Il commença à être diffusé sous le manteau, caché à l'intérieur d'autres publications ou au milieu de marchandises. Toutes sortes d'histoires plaisantes circulaient à propos de la meilleure manière de dissimuler le journal ou d'en laisser malicieusement traîner un exemplaire devant un édifice public.

Semaine après semaine, les articles rendaient compte du départ massif des Noirs de Géorgie ou du Mississippi, chroniquant les étapes du « grand exode », ce qui achevait de convaincre les hésitants. « Faire partie du mouvement », « rejoindre les autres » sont des expressions que l'on retrouve dans beaucoup de lettres. Mais, pour Abbott, cela n'était pas suffisant : il claironna que le 15 mai 1917 serait le jour du « grand départ vers le nord » (« *the Great Northern Drive* »), avec des trains spécialement affrétés pour déplacer les Noirs du Sud. La référence biblique était évidente ; elle renvoyait aux sermons des Églises noires baptistes et méthodistes qui, historiquement, accordaient une place particulière à l'Exode. Les archives Abbott indiquent aussi qu'il parlait d'un « *Hindenburg Drive* », par référence à une offensive alliée destinée à percer les lignes allemandes²⁰¹. Il est possible que, enivré par le succès de son journal, Abbott se soit vu comme un nouveau Moïse. De fait, le *Defender* parlait du 15 mai comme de la sortie d'Égypte. Le suspense entretenu autour du « grand départ » suscita l'excitation et fit naître des rumeurs. Cependant, l'affaire se dégonfla piteusement. On découvrit que rien n'était prévu le 15 mai, et les raisons de cette annonce demeurent confuses. L'effet

performatif de la prédiction fut néanmoins très perceptible, puisque la migration connut un pic dans les jours qui suivirent. Il est probable que des migrants, jeunes célibataires, décidèrent de partir à l'improviste en voyant leurs voisins faire de même et sautèrent dans une carriole après être allés emprunter l'argent nécessaire à l'achat du billet de train, comme le rapporte Charles Johnson.

La satisfaction d'abandonner un employeur et de décider de sa propre vie sans demander la permission perce souvent dans les lettres. Selon Johnson, dans certaines villes, comme Greenville, dans le Mississippi, des quartiers se vidaient de leurs résidents, comme le confirme cette lettre d'un habitant, écrite le 16 mai 1917 :

Dites à M. Abbott que notre peuple s'entend dire qu'il n'a rien à faire là-haut, et qu'ils sont virés des trains ici à Greenville, mais qu'ils partent quand même jour et nuit, il y en a au moins une centaine qui doivent partir cette semaine²⁰².

Par ailleurs, certains commerçants fermaient boutique pour s'établir ailleurs, en ville ou dans la région, ou pour suivre leur clientèle vers le nord. Heather McTeer Hudson, l'actuel maire de Greenville – première femme afro-américaine à occuper ce poste –, explique que tout le monde a de la famille à Chicago, qu'il y existe un Greenville Club, et que la grande migration a profondément transformé cette petite bourgade cotonnière²⁰³. Les migrants envoyaient de l'argent, les métayers de la campagne s'installaient en ville dans les maisons désertées, et la population blanche réalisa que les « concitoyens » noirs n'étaient pas entièrement dépourvus de possibilités d'action.

Le voyage en train était un moment mémorable, fréquemment évoqué dans les lettres. Le passage de la « frontière » invisible Mason-Dixon (du Kentucky à l'Illinois, par exemple) pouvait être célébré par des chants, des exclamations de joie, et aussi par une mise en pratique immédiate du changement de situation raciale : des voyageurs jusque-là confinés dans les voitures pour Noirs allaient s'asseoir ostensiblement dans une autre voiture à proximité d'un Blanc. L'arrivée à Chicago, avec le spectacle des usines géantes que tutoyaient les voies ferrées, provoquait, comme chez Sister Carrie et chez tous les migrants, angoisse et excitation. Richard Wright, dans son autobiographie *Une faim d'égalité*, écrit :

Le premier aperçu que j'eus des longues étendues plates de Chicago me déprima et me consterna, rendit tous mes rêves dérisoires. Chicago semblait une ville irréaliste dont les maisons mythiques étaient construites en plaques de charbon noir, enveloppées de voiles de fumée grise, des maisons dont les fondations s'enfonçaient lentement dans la prairie humide²⁰⁴.

À la descente du train, les migrants désorientés s'adressaient aux porteurs de bagages, qui leur donnaient quelques indications ou les envoyaient au bureau de la Travellers' Aid Society. Celle-ci se dota d'ailleurs d'un « *colored assistant* » à partir du printemps 1917 pour faire face à l'afflux. Beaucoup demandaient leur chemin pour le South Side, à moins qu'un membre de la famille ou un ami ne fussent venus les accueillir à la gare.

À partir du 2 septembre 1916, le *Defender* fut doté d'une page d'offres d'emplois qui, en s'adressant directement aux Noirs du Sud, le crédibilisa à leurs yeux et le rendit d'autant plus attirant, à en croire le courrier enthousiaste des lecteurs. Bien que les annonces fussent signées par les employeurs eux-mêmes, le journal était considéré comme un intermédiaire à même de donner des conseils et de promouvoir les candidatures. D'autres institutions jouaient le même type de rôle, par exemple la Chicago Urban League, fondée en décembre 1916. Comptant parmi les plus importantes sections locales de la National Urban League, financée par des philanthropes locaux, animée par des bénévoles et par des universitaires comme Robert Park, qui présidait son conseil d'administration, elle se donnait pour mission de faciliter l'installation des Noirs ruraux dans la grande ville. Plusieurs milliers de migrants, ayant appris son existence dans le *Defender*, s'adressèrent à elle pour s'enquérir des possibilités d'emploi. Il arrivait fréquemment que des migrants tout juste arrivés à Chicago se rendent directement aux bureaux de la League, ou à ceux du *Defender*, qui les dirigeait vers la League. Selon ses propres chiffres, cette dernière, entre 1917 et 1919, aida cinquante-cinq mille personnes à trouver un travail et un logement²⁰⁵.

La personnalité haute en couleur d'Abbott ne doit pas laisser penser qu'il manquait de sérieux. Les documents de gestion du *Defender* montrent au contraire avec quelle minutie l'entrepreneur définissait le positionnement national de son journal, son réseau de points de vente et sa publicité. Abbott voulait clairement faire du *Defender* un grand journal national. En 1920, il envoya un collaborateur, E.F. Simpson, enquêter sur les zones de diffusion des autres journaux afro-américains de l'est du pays. Simpson fut impressionné par deux publications : le *Pittsburgh Courier*, qui dépassait le *Defender* en ventes dans l'est de l'Ohio et en Pennsylvanie, et le *Baltimore Afro-American*. La raison, selon lui, de la supériorité de ces journaux était qu'ils accordaient la priorité aux nouvelles des grandes villes de l'Est, en les agrémentant de nombreuses photographies. En outre, les agents du *Pittsburgh Courier* recevaient une commission de 4 cents par exemplaire vendu. Quant au *Philadelphia Tribune* et au *New York Amsterdam News*, il ne s'agissait, notait-il, que de journaux locaux

diffusés seulement à Philadelphie et à New York²⁰⁶.

Par ailleurs, des représentants d'Abbott lui envoyaient des rapports sur les ventes régionales ou locales du *Defender*. Son représentant pour le Near North Side lui écrivit (à une date inconnue) que, s'il voulait dépasser les trois cents exemplaires hebdomadaires, il devait faire plus de place aux nouvelles locales²⁰⁷. Le *Defender*, lisait-on entre les lignes, se concentrait trop sur le South Side, où vivait la grande majorité de son lectorat de Chicago, au détriment d'autres quartiers. Fallait-il, comme le suggérait le représentant, nommer un correspondant dans le Near North Side ? On ne sait pas si cette recommandation fut suivie d'effet.

En revanche, Abbott ne négligea jamais la publicité. Elle passait par deux biais. D'une part, Abbott mettait à profit son carnet d'adresses, puisqu'il connaissait personnellement certains dirigeants des grandes firmes de Chicago, qu'il croisait à la Chicago Urban League. Il leur envoyait des brochures vantant la diffusion du *Defender* et son succès « bien mérité ». D'autre part, du matériel publicitaire était distribué à la population, comme ces petites brochures intitulées *A Bit About Chicago* et présentant la ville sous un angle touristique, en mettant en relief le quartier de State Street, au cœur de la Black Belt, ainsi que le premier résident, « Jeane Baptiste Pointe du Saible », et le *Defender* lui-même. Ces brochures étaient probablement largement distribuées dans le Sud, mais leur originalité est qu'elles semblent moins explicitement destinées à des résidents futurs (il n'y est pas question des possibilités d'emploi à Chicago) qu'à des touristes.

Dans le South Side

L'afflux de migrants eut pour effet de dilater les frontières de la Black Belt pour former le South Side, un quartier noir d'une dimension seulement comparable à celle de Harlem. Dès la fin des années 1910, « South Side » était devenu synonyme de « quartier noir ». L'accroissement de la population noire de Chicago réduisit ou fit disparaître les petites enclaves noires qui existaient en dehors de la Black Belt, dans le nord de la ville en particulier. Plus cette population grossissait, plus elle tendait à se concentrer dans un seul et immense quartier, en raison d'une ségrégation spatiale rigoureuse : le spectre d'une « invasion noire » renforçait en effet la détermination de la population blanche à maintenir les Afro-Américains à distance respectable. Les nouveaux arrivants expérimentaient souvent à leurs dépens le danger de passer malencontreusement d'un quartier à l'autre, comme lorsque le tout jeune Langston Hughes traversa une

frontière invisible, Wentworth Avenue (qui séparait le South Side de Bridgeport), et fut rossé par un groupe de jeunes Blancs :

Le premier dimanche suivant mon arrivée, je suis sorti tout seul pour découvrir la ville. Je me suis aventuré trop loin en dehors du quartier noir, au-delà de Wentworth, et ai été attaqué et battu par un groupe de garçons blancs, qui m'ont dit qu'ils n'autorisaient pas les Noirs dans ce quartier. Je suis rentré à la maison avec deux yeux au beurre noir et une mâchoire douloureuse. C'était l'été précédant les émeutes²⁰⁸.

Les résidents blancs aux pourtours de la Black Belt étaient organisés en associations dont la raison d'être initiale n'était pas forcément de contrer l'« invasion noire », mais qui se concentrèrent sur elle à partir de 1917²⁰⁹. Leur objectif était de dissuader les propriétaires et agents immobiliers blancs de vendre ou de louer leurs logements à des Noirs, et, dans les cas où cela se produisait, de décourager les occupants de rester. Comme l'a montré Thomas Sugrue dans le cas comparable de Detroit, si ces associations de propriétaires étaient en principe pacifiques, elles recouraient en sous-main à des méthodes d'intimidation violentes (en mobilisant les jeunes, particulièrement²¹⁰). Ainsi, à Chicago, entre la mi-juillet 1917 et le début de 1921, cinquante-huit maisons furent détruites ou endommagées, deux personnes furent tuées et beaucoup d'autres blessées. Jesse Binga lui-même, patron de la banque portant son nom, fut attaqué lorsqu'il tenta de s'établir près du lac Michigan, en dehors du quartier noir. Il fut d'abord vilipendé par le journal de l'association, le *Property Owners' Journal*, comme l'un de ces « individus flamboyants, bruyants, stupides, qui par le pouvoir de leur culot se sont hissés à des positions éminentes au sein de leur peuple », puis sa maison subit des assauts, mais Binga ne céda pas. Au début des années 1920, l'intimidation fut remplacée par un moyen plus sophistiqué : le *restrictive covenant*, un accord formel entre les propriétaires d'un quartier pour ne pas vendre ou louer à des Noirs. Même si leur constitutionnalité posait un problème, les cours de justice reconnurent la validité juridique des *covenants*, qui furent d'une grande efficacité pour maintenir la ségrégation spatiale jusqu'à la fin des années 1940. Lorsqu'une famille noire parvenait tout de même à s'installer durablement, le quartier devenait une « zone de contestation » (*contested area*) qui pouvait basculer d'un côté ou de l'autre, selon que la famille finissait par partir ou, au contraire, en attirait d'autres, à la suite du départ de propriétaires blancs du voisinage qui vendaient alors leur logement bien au-dessus des prix habituels. C'est dans ces zones (par exemple aux alentours de Washington Park, non loin de l'université de Chicago) que les tensions

étaient les plus vives. Elles se propageaient aussi aux commerces, qui refusaient de servir les clients noirs ou leur réclamaient des prix absurdement élevés. Les *covenants* dessinaient ainsi les frontières du South Side, que les sociologues de Chicago, à la suite de Louis Wirth, commencèrent à appeler un ghetto. Cayton et Drake, qui analysent remarquablement le piège de ce quartier dans *Black Metropolis*, résument ainsi : « Les Noirs, quelles que soient leur richesse ou leur respectabilité, portent le badge de la couleur. Ils doivent rester dans la Black Belt²¹¹. »

Pour autant, le South Side n'était pas que le produit de la ségrégation spatiale : c'était aussi un lieu où les nouveaux venus se sentaient à l'aise, retrouvaient des membres de leur famille ou des habitants de la région ou de la ville qu'ils avaient quittée. À ce titre, il amortissait socialement et culturellement le choc migratoire, semblable en cela aux autres quartiers ethniques de la ville. Cet aspect n'est pas présent dans *Black Metropolis*, tout entier consacré aux maux et aux vices du ghetto. Nous y reviendrons.

Se loger était la première grande difficulté que rencontraient les migrants. Ceux qui avaient de la famille ou des amis pouvaient être hébergés quelques jours, le temps de trouver un logement pérenne. De même que dans le quartier des abattoirs, les propriétaires louaient des chambres à des célibataires, tandis que les familles s'entassaient dans des petits appartements loués à la semaine. Ceux qui n'avaient pas suffisamment d'argent à leur arrivée étaient dirigés vers un abri tenu par des bénévoles, comme le Club Home for Colored Girls ou les sections noires de la YMCA et de la YWCA, ou encore vers des hôtels garnis, à 15 ou 20 cents la nuit. Mais cela ne suffisait pas, et la Chicago Commission on Race Relations releva que plusieurs centaines de sans-logis vagabondaient la nuit dans le South Side²¹². Comme à Harlem, le manque de logements et leur qualité médiocre étaient déjà une caractéristique saillante du quartier, et ce fut le cas jusqu'aux programmes de construction de *housing projects* (HLM) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les propriétaires n'entretenaient pas les logements, et leur dégradation était déjà évidente avant guerre.

Compte tenu de la résistance des quartiers situés au nord et à l'ouest du South Side, celui-ci s'étendit vers le sud, dans des *blocks* ouverts à la « location noire » par des propriétaires qui fixaient les loyers à des niveaux bien plus élevés que dans les autres quartiers de Chicago. C'est là que s'installa d'abord l'embryon de classe moyenne noire constitué de porteurs Pullman, d'ouvriers qualifiés et de quelques employés municipaux, avant d'être poussé par la pression démographique des migrants pauvres plus loin au sud, dans les quartiers de Hyde Park, de Kenwood et de Woodlawn. Les grands

appartements et les maisons étaient divisés en unités plus petites, les « *kitchenette apartments* », où s'entassaient les familles.

Tout en étant partie intégrante du South Side, la classe moyenne noire voulait se distinguer des nouveaux venus, dont elle n'appréciait guère les manières rurales, l'accent et l'attirance supposée pour les « vices » du Stroll. Elle cherchait à s'établir dans des quartiers moins densément peuplés. La réprobation sociale des manières des Noirs du Sud était très prégnante chez les Noirs natifs de Chicago ou installés depuis longtemps. Cette question, pourtant présente chez Du Bois, Cayton et Drake ainsi que Frazier, a fait l'objet de peu de travaux pour la période récente. Il est vrai qu'elle relève du délicat sujet des relations entre Noirs, qui, comme Frazier l'apprit à ses dépens dans les années 1950, a toujours créé la polémique. Les groupes minoritaires font souvent l'objet de constructions qui, sans nier les différences, ont tendance à les considérer comme sublimées par l'expérience commune, et donc à valoriser l'idée de cohésion. De telle sorte que les discours dissidents sont suspectés de minimiser l'expérience de la domination et de désarmer ceux qui s'organisent contre elle.

Ces tensions sociales apparaissaient dans le *Defender*. Le journal soutenait la migration, tendait à présenter l'image un peu mythique d'un peuple noir uni dans l'épreuve, mais prescrivait aussi à ses lecteurs les « bons » comportements – les « *do* » et les « *don't* » correspondant aux principes de vie bourgeois. Abbott insistait sur le fait que les nouveaux arrivants devaient se comporter de manière « décente », en appelait à la « politesse », aux « bonnes manières », aux « usages corrects » pour le « progrès de la race²¹³ ». Il s'horrifiait de voir que des jeunes filles noires envoyées à Chicago par leurs mères devenaient joueuses de piano dans des maisons closes : « Est-ce que nos clubs féminins comme le Phyllis Wheatley Club vont rester les bras ballants et laisser la féminité foulée aux pieds ? Ou vont-ils rejoindre la guerre sainte pour la protection de l'esclave noir inconnu²¹⁴ ? » Le *Defender* s'alarmait également des ravages de l'alcoolisme chez les migrants du Sud, étourdis par les tentations du Stroll²¹⁵, et il apporta logiquement son soutien à l'instauration de la prohibition²¹⁶.

Les vieux résidents noirs de Chicago colportaient la légende d'un âge d'or, au XIX^e siècle, en enjolivant quelque peu la réalité pour déplorer les changements qu'ils vivaient. De fait, il est probable qu'avant la grande migration les relations raciales étaient moins tendues, ne serait-ce que parce que la population noire était de taille modeste et que les frontières géographiques de séparation étaient moins nettement dessinées – les « poches » noires dans des quartiers blancs n'existaient plus à la fin des années 1920.

Malgré les préventions de la population noire anciennement installée – assez comparables à celles des Juifs allemands à l'égard des Juifs d'Europe de l'Est arrivés plus récemment qu'eux – et malgré des ressources limitées, les activités charitables et bénévoles étaient bien présentes dans le South Side. Comme dans les autres quartiers de migrants récemment installés, le bénévolat avait deux facettes : l'une d'assistance sociale, l'autre de prescription sociale. Aider les personnes et les éduquer aux manières de la ville, tel était l'objectif. Ce qui apparaissait comme trop sudiste était réprouvé, par exemple la vente de viande grillée au barbecue dans la rue ou le port de la casquette ou de vêtements de travail. Il y avait aussi le problème de l'« impolitesse » des Afro-Américains du Sud envers les femmes blanches, qu'ils ne saluaient ni ne regardaient. Dans le Sud, adresser des signes de reconnaissance à une femme blanche pouvait être mal interprété et entraîner des représailles mortelles. À Chicago ou à New York, la courtoisie réclamait au contraire de ne pas baisser les yeux, comme l'expliqua W.E.B. Du Bois dans un brillant article ethnographique de *Crisis* sur les prétendues « mauvaises manières » des Noirs du Sud²¹⁷. À l'inverse, les manières plus détendues des Noirs du Nord voyageant dans le Sud pouvaient avoir des conséquences catastrophiques : en août 1955, le jeune Emmett Till, de Chicago, en vacances dans le Mississippi, fut torturé à mort pour avoir abordé une femme blanche. Ses funérailles eurent lieu à Chicago, et le cercueil resta ouvert, à la demande de la mère, pour que le visage défiguré de l'enfant fût visible. Le meurtre d'Emmett Till et l'acquittement des deux assassins eurent un retentissement mondial²¹⁸.

En matière de commerces, on vit se multiplier, dans des petits quartiers du South Side organisés par affinités régionales, les restaurants de *southern cooking* servant des *hushpuppies*, du poulet grillé, du poisson-chat et du thé glacé, ou encore les épiceries vendant des produits du Sud, comme des épices de La Nouvelle-Orléans, des patates douces de Géorgie ou des *benne wafers* du Mississippi²¹⁹, tenues par des commerçants qui avaient suivi leur clientèle.

Les pratiques religieuses changèrent également. Les églises déjà établies, comme l'Olivet Baptist Church, la plus ancienne église noire de la ville, fondée en 1850, virent leur fréquentation s'accroître. Au nombre de 600 au début du xx^e siècle, les fidèles d'Olivet étaient plus de 10 000 en 1921, ce qui en faisait la plus grande église noire des États-Unis, peut-être la plus grande église protestante du monde. D'autres églises « anciennes », comme la Bethesda Baptist Church (fondée en 1882), connurent un semblable accroissement.

Cependant, bien des Noirs du Sud étaient déçus par la liturgie des offices, qu'ils jugeaient trop froide, trop intellectuelle. Dans le Sud, les

services religieux faisaient appel à l'émotion, aux sentiments, exprimés par la danse et la musique. Ils permettaient d'établir un lien personnel avec Dieu, considéré comme un libérateur et un ami. Les migrants voulaient des services « où l'on puisse chanter sans que cela paraisse inconvenant, et où l'on puisse entendre les autres prier », qui se tinssent dans des églises plus petites où le pasteur connaît personnellement ses ouailles. On assista donc à l'émergence de nouvelles églises, qui étaient soit des « transplants » d'églises du Sud avec le même nom et le même pasteur, comme la Christ Temple Mission (semblable à l'église du même nom à Jackson, dans le Mississippi), soit des créations, mais toujours avec des pasteurs venus du sud. Les institutions religieuses se multiplièrent, majoritairement baptistes et méthodistes (les principales dénominations noires), mais aussi pentecôtistes et spiritualistes. Par contraste avec les campagnes et les bourgades du Sud, qui ne disposaient le plus souvent que d'une seule église, les fidèles avaient désormais le choix ; ils pratiquaient d'ailleurs ce que certains pasteurs qualifiaient, en le déplorant, de « vagabondage religieux ». Les églises les plus petites étaient des *storefront churches*, c'est-à-dire qu'elles ne disposaient pas d'un bâtiment dédié, mais étaient logées dans des boutiques désaffectées et proposaient des services presque intimes, où une relation proche avec le pasteur était possible²⁰. Les *storefront churches* étaient caractéristiques des quartiers noirs des grandes villes du nord des États-Unis.



Photographie d'Edwin Rosskam, 1941, représentant une *storefront church* baptiste dans la Black Belt, sur la 76^e Rue. Ces petites églises installées dans des locaux commerciaux

proposaient des services religieux aux migrants du Sud.

La Pilgrim Baptist Church, sur Indiana Avenue, était un cas un peu différent. La population juive ayant quitté le quartier et ayant été remplacée par des Noirs du Sud, c'est dans une ancienne synagogue, construite en 1890-1891 par l'architecte Louis Sullivan, qu'elle s'installa en 1922. Cette église était connue pour ses concerts de gospel (Mahalia Jackson y chanta souvent) et pour avoir accueilli à plusieurs reprises Martin Luther King²²¹.

L'un des motifs de migration, bien visible dans les lettres, avait trait aux possibilités offertes par le système scolaire de Chicago, qui contrastait favorablement avec les écoles pauvres du Sud. Un jeune homme écrit de West Palm Beach, en Floride :

Dear sir, J'ai vu votre annonce dans le *Defender* pour des ouvriers. Je suis un jeune homme et je veux finir l'école. Je voudrais que vous me trouviez un travail le soir et le matin. Je voudrais travailler pour une famille, comme cela je pourrais continuer à apprendre le piano. Je peux tout faire dans la maison sauf conduire, mais je peux apprendre. Envoyez-moi le nom de la meilleure école de Chicago. Comment est le Wendell Phillips College ? Je finis le collège, je ne peux pas venir avant la mi-juin²²².

Dans le Sud, l'école était devenue une préoccupation prioritaire des affranchis à la fin de la guerre de Sécession. Ils avaient réclamé des classes, des maîtres et des livres. Les premières écoles, presque toujours construites de leurs propres mains, furent prises d'assaut par les affranchis, qui s'y rendaient en famille. Dans les premières années, des missionnaires venus du nord s'acquittèrent des tâches d'enseignement, avant d'être progressivement remplacés par des maîtres d'école noirs, formés dans les écoles normales régionales qui s'étaient ouvertes à la fin du siècle et étaient financées par des institutions philanthropiques, comme celle de Julius Rosenwald. En 1900, on comptait 28 560 maîtres d'école dans le sud du pays. Mais ces établissements demeuraient très modestes : il s'agissait souvent de petites bicoques en bois surchargées d'élèves (on en comptait parfois plus de cent par classe, et il n'y avait pas de tables pour tout le monde), sans tableau noir, sans cantine, etc.

Par contraste, la Wendell Phillips High School de Chicago était décrite par le *Defender* comme un ensemble de bâtiments modernes et rutilants où se côtoyaient des enfants blancs et noirs. En réalité, la situation était plus nuancée : les dix écoles primaires noires de Chicago (qui comptaient plus de 75 % d'élèves noirs) avaient été construites avant 1900, et elles étaient très pauvrement équipées et dotées. Seule la Wendell Phillips était comparable aux écoles blanches,

et c'est pour cela que le *Defender* la mettait ainsi en avant, jetant un voile pudique sur les autres. Reste que même les écoles les plus médiocres de Chicago étaient généralement bien meilleures que celles du Sud. Surtout, elles permettaient aux enfants de dix à quatorze ans d'être éduqués, tandis que dans le Sud la moitié environ des enfants de moins de dix ans n'allaient pas à l'école, et presque aucun enfant au-delà de quatorze ans. À Chicago, la scolarité était obligatoire jusqu'à quatorze ans, une loi nationale qui n'était pas respectée dans le Sud. Enfin, les écoles proposaient des cours du soir pour les parents, incluant des classes d'alphabétisation (on peut estimer d'après le recensement de 1910 qu'un tiers d'entre eux ne savaient ni lire ni écrire), de littérature et d'histoire.

Pour autant, les enfants noirs n'étaient pas traités sur un pied d'égalité avec leurs camarades blancs par les enseignants – tous blancs jusqu'à la fin des années 1920, puisque les enseignants noirs venus du sud n'obtenaient pas l'autorisation d'exercer à Chicago. Les préjugés racistes courants à l'époque étaient souvent partagés par les professeurs : les enfants noirs étaient considérés comme moins intelligents, parfois « retardés » ou « faibles d'esprit », moins aptes au travail intellectuel, comme semblaient le confirmer les tests d'intelligence, alors très prisés. Beaucoup d'enfants étaient relégués dans des classes spécialement adaptées à leur niveau et à leurs aptitudes supposés, visant pour l'essentiel à leur inculquer la ponctualité et la propreté, en somme à les préparer au travail ouvrier semi-qualifié²²³.

Avec l'homogénéisation raciale du South Side, les enfants blancs se firent de plus en plus rares dans les écoles noires, et *vice versa*. Dans les écoles situées à la limite du South Side et d'un quartier blanc, par exemple aux alentours de Wentworth Avenue, les enfants noirs et blancs jouaient dans des cours distinctes – ce qui n'empêchait pas des relations amicales de se nouer entre eux, jusqu'à ce que le marché du travail les sépare.

La grande migration eut pour conséquence de faire de la question des relations raciales une question centrale dans la société de Chicago, une ville qui s'était enorgueillie, un demi-siècle plus tôt, d'être abolitionniste et *negro friendly*. Vivre à Chicago représentait pourtant une amélioration importante pour celles et ceux qui venaient de régions où les lynchages étaient courants et où une barrière invisible séparait Blancs et Noirs dans la vie sociale. Richard Wright écrit sa surprise de ne pas trouver de panneaux « Réservé aux Blancs » ou « Réservé aux gens de couleur », et raconte :

Les Noirs et les Blancs circulaient, apparemment absorbés par

leurs propres affaires. Il n'y avait pas de peur raciale. En effet, chacun se comportait comme si lui seul existait, s'il n'y avait que lui. Étrange sensation que de s'arrêter devant un kiosque où se pressaient les clients et d'acheter un journal sans être obligé d'attendre qu'on serve d'abord un Blanc. [...] Je savais que cette ville de machines était gouvernée par des lois étranges et je me demandais si j'allais jamais les apprendre²²⁴.

Pourtant, les habitants blancs de Chicago furent loin d'applaudir l'arrivée massive des Noirs. Le *Chicago Tribune*, en particulier, se signalait par ses manchettes alarmistes sur l'irruption des « *darkies* » et ses conséquences négatives : maladie, vice, criminalité. En cela, il ne faisait que colporter un discours raciste tout à fait commun à l'époque. Dans leur majorité, les Américains blancs pensaient que les Noirs étaient fondamentalement différents d'eux et inférieurs en intelligence et en caractère. Les préjugés racistes étaient confirmés et légitimés par des sommités de la science et de la politique. Les journaux et magazines regorgeaient d'articles informés sur la hiérarchie des races et le caractère retardé des Noirs, situés aux confins de la nature et de la culture. Ces préjugés se rapprochaient de ceux qui avaient accueilli les migrants d'Europe du Sud et de l'Est à la fin du XIX^e siècle, mais ils étaient plus rigides et plus stigmatisants, sans doute seulement comparables en intensité à ceux qui concernaient les migrants chinois – lesquels n'entraient pratiquement plus sur le territoire américain depuis la loi d'exclusion de 1882. Les manifestations d'hostilité les plus virulentes venaient généralement du monde ouvrier blanc, qui se pensait menacé par l'accroissement de la population noire.

De fait, Chicago connut des violences raciales dès 1917. Elles étaient concentrées en particulier autour du quartier noir, dont les riverains blancs, particulièrement sur son flanc occidental, redoutaient et refusaient l'extension. De la fin des années 1910 aux années 1960, la question de la ségrégation spatiale de l'habitat a été aussi importante que la problématique du travail dans les relations entre Noirs et Blancs dans les grandes villes du Nord. Thomas Sugrue a montré, pour Detroit, l'hostilité avec laquelle les ouvriers blancs propriétaires de leur logement voyaient l'installation de familles noires dans leurs quartiers, craignant, notamment, une baisse de la valeur de leur bien immobilier, si chèrement acquis et si soigneusement entretenu. Il en alla de même, et précocement, à Chicago. Entre 1917 et 1919, on dénombra vingt-quatre attaques violentes contre des maisons occupées par des Noirs, à quoi il faut ajouter les nombreuses déprédations (ordures déversées devant la porte d'entrée, inscriptions sur les murs, cambriolages, etc.) que le *Defender* relevait régulièrement. Les principaux auteurs de ces

intimidations étaient de jeunes Blancs organisés en gangs appelés « *athletic clubs* », dont l'activisme était bien connu de la presse et de la Chicago Commission on Race Relations, qui souligna leur rôle dans l'émeute de 1919. Ces gangs patrouillaient dans les zones limitrophes des quartiers noirs et dans Washington Park, et attaquaient violemment les passants noirs. Comme l'a montré Andrew Diamond, ils étaient partie prenante de la machine démocrate et soutenus par ses élus, dont ils constituaient en quelque sorte le bras armé, en échange de faveurs diverses²²⁵. Leurs membres, âgés de seize à vingt ans en général, étaient pour la plupart irlandais, car il s'agissait dans un premier temps de « défendre » le quartier irlandais de Bridgeport face à l'arrivée des migrants juifs, polonais, bohémiens et slovaques à partir des années 1880. Toutefois, ils s'affrontaient aussi entre eux pour le contrôle de territoires spécifiques. Nourris de westerns où des cow-boys blancs terrassaient des basanés, de matchs de boxe épiques (le champion afro-américain Jack Johnson était leur bête noire), pratiquant eux-mêmes diverses formes de boxe et de lutte dans leurs clubs, ces jeunes gens recherchaient l'excitation du combat de rues. Les Colts, patronnés par l'élus local Frank Ragen, étaient notoirement connus pour leur agressivité dans *leur* quartier, qui s'étendait autour de Wentworth Avenue et de Washington Park, séparés par un quartier noir, à leur grand dam. Au vrai, à partir de 1916, l'arrivée des Noirs devint pour ces jeunes Irlandais l'affaire prioritaire, à un double titre : d'un côté ils les rejetaient, mais de l'autre ils étaient excités et attirés par le Stroll, où les cabarets noirs proposaient des spectacles émoustillants, où l'alcool était servi dans les *speakeasies* pendant la prohibition, et dans le voisinage desquels des prostituées proposaient leurs services²²⁶.

Plusieurs éléments mirent le feu aux poudres pour aboutir à l'émeute de 1919. Tout d'abord, le retour des soldats noirs des champs de bataille européens, salué par les Noirs de Chicago, se révéla finalement pour eux une cruelle déception. Le 8^e régiment d'infanterie de la garde nationale (rebaptisé 370^e régiment d'infanterie) avait combattu sous commandement français et avait été entièrement intégré à l'armée française (avec trois autres régiments noirs américains) ; c'était le seul régiment de l'armée américaine à compter des officiers noirs. Très populaire dans la Black Belt pendant la guerre, il fut accueilli chaleureusement par quatre cent mille personnes massées le long de Michigan Avenue le 17 février 1919, jour chômé. « Big Bill » Thompson prononça un discours émouvant de sa voix de stentor : « Pour votre dévouement pour la patrie et votre sacrifice dans la bataille, je vous promets que la justice et l'égalité civique vous permettront, à vous et votre postérité, de chanter en chœur : "Mon pays, c'est de toi, douce patrie de la liberté, c'est de toi que je

chante !" » Ces mots évoquent de manière frappante le discours « *I have a dream* » de Martin Luther King, qui citait lui aussi la chanson *Mon pays, c'est de toi* (*My country, 'tis of thee*) : « Tous les enfants de Dieu pourront chanter avec un sens nouveau cette chanson patriotique, "Mon pays, c'est de toi, douce patrie de la liberté, c'est de toi que je chante. Terre où reposent mes aïeux, fierté des pèlerins, de chaque montagne, que la liberté retentisse" ! » Mais « Big Bill » n'était pas King !

Quoi qu'il en soit, les jeunes vétérans noirs démobilisés en mars n'étaient pas disposés à se laisser intimider par les « Mickeys » (c'est ainsi qu'ils appelaient les Irlandais, ou supposés tels). Leur présence explique pour partie que l'émeute de l'été 1919 ait été marquée par des représailles de jeunes Noirs contre des gangs.

Un autre facteur dans le déclenchement de l'émeute fut la réélection à la mairie de Chicago de « Big Bill » Thompson. Personnage haut en couleur de la politique locale, il était entré en politique en 1900 comme conseiller municipal, puis avait grimpé les échelons de la machine républicaine pour être élu maire en 1915. Il devait sa carrière, entre autres éléments (parmi lesquels figurait le crime organisé), au vote noir, qu'il courtisait avec les méthodes habituelles des machines de Chicago, c'est-à-dire en promettant des emplois et divers avantages. Les démocrates appelaient la mairie de Chicago « la case de l'oncle Tom » tant, à les en croire, les conseillers et employés noirs y étaient nombreux. En 1915 et surtout en 1919, Thompson l'emporta donc grâce au vote noir, et ce fut encore le cas en 1927. Le *Defender* apporta un fort soutien à « Big Bill », qu'Abbott, jamais à court d'hyperboles, comparait à Lincoln. La réélection de 1919 fit enrager les démocrates et alimenta le ressentiment des groupes ethniques qui leur étaient liés, en particulier les Irlandais : « Les nègres ont élu Big Bill », soupira un journal démocrate, s'inquiétant de ce que la migration allait encore accroître l'écart entre républicains et démocrates dans le futur.



« Big Bill » Thompson, maire de Chicago de 1915 à 1923 et de 1927 à 1931. Ce personnage flamboyant, corrompu, lié au crime organisé, courtisait le vote noir en pratiquant une politique clientéliste.

Un troisième élément, que nous développons dans la section suivante, avait trait à la concurrence entre travailleurs noirs et blancs pour l'obtention d'emplois semi-qualifiés ou non qualifiés, particulièrement en période de crise économique, ce qui était le cas en 1919.

Cette année-là, à Chicago, la possibilité d'une émeute était couramment évoquée tant les incidents violents étaient nombreux, et la tension palpable. Les gangs de jeunes – les Colts, les Shielders, les Hamburgs (qui comptaient dans leurs rangs le jeune Richard Daley, futur patron du Parti démocrate et futur maire de la ville) – paradaient avec des bâtons qu'ils abattaient contre des vitres et des lampadaires, cherchant à en découdre. Au même moment, dans

plusieurs villes des États-Unis, des émeutes raciales éclataient : à Charleston (Caroline du Sud) et Sylvester (Géorgie) le 10 mai, à Putnam County (Géorgie) le 29, à Monticello (Mississippi) le 31, à New London (Connecticut) et Memphis (Tennessee) le 13 juin, à Annapolis (Maryland) et Macon (Mississippi) le 27, à Scranton (Pennsylvanie) le 5 juillet, à Philadelphie le 7, à Baltimore le 11, à Washington le 19, à Norfolk (Virginie) le 21, à La Nouvelle-Orléans le 23. James Weldon Johnson, secrétaire de la NAACP, parla à ce propos de *red summer* (« été sanglant »), une expression qui fit date. Au vrai, le terme « émeute », traduction française de l'anglais *riot*, est ambigu : il signifie aussi bien « soulèvement populaire » que « trouble » ou « agitation ». Dans le cas du *red summer*, il s'agissait presque toujours de groupes de jeunes Blancs s'attaquant indistinctement aux passants noirs dans des quartiers noirs, avec des autorités de police passives, voire complices. Ces actions présentent bien des similitudes avec les vagues de pogroms antisémites dans l'Empire russe entre 1881 et 1884, puis entre 1903 et 1906. À ce titre, le mot « pogrom » n'est pas inapproprié pour qualifier les événements du *red summer*.

Fin juin, une rumeur circula dans la Black Belt à propos de Blancs qui s'armeraient en préparation d'un pogrom annoncé pour le jour de l'Indépendance (le 4 juillet). Rien ne se produisit ce jour-là, mais un événement dramatique déclencha l'émeute trois semaines plus tard.

Cet événement eut lieu sur une plage de la ville. La question des espaces de loisirs était importante à Chicago, particulièrement dans les quartiers à forte densité de population, comme la Black Belt. L'été, dans une ville surchauffée, les plages bondées étaient informellement séparées en plages blanches et plages de couleur²²⁷. Selon le rapport de la Chicago Commission on Race Relations (CCRR) et le journaliste Carl Sandburg, le 27 juillet, Eugene Williams, un jeune Noir qui se baignait dans le lac Michigan accroché à une traverse de chemin de fer, dériva jusqu'à approcher de la section blanche de la plage, séparée de la section noire par la 29^e Rue. Depuis la jetée, un homme lui lança des pierres pour l'éloigner ; le jeune Williams, blessé à la tête, se noya²²⁸. Un groupe de Noirs en colère s'en prit à un policier qui avait refusé d'arrêter l'auteur des jets de pierres ; le policier arrêta l'un d'eux. Bientôt, la nouvelle de l'incident se répandit en ville, et l'émeute commença. John Mills, un ouvrier noir des abattoirs qui rentrait chez lui, fut expulsé du tramway et battu à mort par une petite foule. À la différence de ce qui se passa dans les autres villes, à l'exception de Washington, les Noirs du South Side répondirent de la même manière aux violences qu'ils subissaient. Un colporteur blanc du nom de Casmero Lazeroni fut ainsi mis à bas de sa carriole et poignardé. Des échauffourées s'ensuivirent dans le South Side et son

pourtour, aux alentours de Wentworth Avenue.

La police n'intervint que très mollement, sans défendre sérieusement le quartier noir, tandis que le maire, en voyage, resta passif. Il fallut le déploiement de troupes de la garde nationale pour que le calme soit restauré. On dénombra finalement 38 morts, dont 23 Noirs, et 537 blessés, aux deux tiers noirs. Des incendies allumés par des membres des gangs, parfois très jeunes, détruisirent un millier de maisons dans la Black Belt, pour la plupart en bois – d'autant que des barrages improvisés empêchaient les pompiers d'intervenir.

En dépit de cette émeute, la plus grave de l'« été sanglant », très peu de Noirs décidèrent de quitter Chicago (219 au total d'après une étude de l'époque²²⁹), et la migration vers Chicago, bien que sans doute ralentie pendant l'été, ne cessa pas. Certaines affirmations optimistes du *Defender* se voyaient démenties, puisque la situation sociale et les perspectives politiques et économiques qu'offrait Chicago n'avaient rien d'idyllique, mais celles-ci semblaient toujours meilleures que dans le Sud. Les migrants interrogés par la CCRR affirmèrent qu'ils continuaient de recommander à leurs amis de venir s'établir à Chicago. Richard J. Daley, lui, fut élu président du Hamburg Athletic Club, ce qui semblait indiquer qu'il avait joué un rôle important pendant l'émeute – mais il resta toujours évasif sur le sujet.

L'émeute inspira à Claude McKay ces vers frémissants :

Si nous devons mourir, ah, mourons noblement
Que notre sang précieux en vain ne soit versé
Les monstres que nous défions
devront honorer les morts²³⁰.

Elle suscita aussi de nombreuses autres réactions. Des représentants de la NAACP rencontrèrent le maire de Chicago et lui demandèrent de former un comité pour étudier les causes de l'événement et formuler des recommandations. Parallèlement, des citoyens de Chicago (membres de la Chicago Urban League ou de la YMCA) adressèrent au gouverneur de l'Illinois, Frank Lowden, une requête similaire. Lowden répondit en constituant la Chicago Commission on Race Relations, qui comprenait douze membres noirs et blancs, dont, à sa tête, l'homme d'affaires philanthrope Julius Rosenwald, président de Sears. La commission se dota d'un secrétaire, Charles Johnson, qui travaillait alors pour la Chicago Urban League et était doctorant de Robert Park à l'université de Chicago²³¹. D'ailleurs, dans le rapport – qui fut jusque dans les années 1960 une référence en matière de « rapports postémeutes » –, l'influence de Park se fait nettement sentir à travers

l'insistance sur les facteurs sociaux et psychologiques plutôt que sur les facteurs biologiques, ainsi que l'approche quantitative.

Ce rapport fut rédigé au terme de nombreuses auditions et enquêtes de terrain menées par plusieurs équipes, puis publié dans la foulée par les presses de l'université de Chicago²³². Il allait à l'encontre de beaucoup d'idées communes du moment, par exemple celle selon laquelle l'installation de Noirs dans un quartier entraînait une baisse de la valeur foncière. Il montrait plutôt que c'était une baisse préalable des prix de l'immobilier, causée par des facteurs économiques et urbains plus généraux, qui avait pour conséquence l'arrivée des Noirs. La commission invitait les Blancs à porter sur leurs concitoyens noirs un jugement plus objectif, au-delà de la peur et de la méfiance. Le rapport n'entendait pas formuler une « réponse rapide pour assurer l'harmonie entre les races », écrivait Johnson, mais en appelait plutôt à la « conscience civique de la communauté », puisque « les Noirs sont là pour rester ». Il exhortait les uns à se comporter comme il convient, à ne pas céder aux vices, à ne pas négliger la propreté des maisons et des rues, et les autres à ne pas discriminer, à fermer les « clubs athlétiques » et à accepter tous les travailleurs dans les syndicats. Si cette publication fut bien accueillie dans le monde universitaire (et assura par la suite la carrière de Johnson, d'abord à la National Urban League, puis à la Fisk University), elle n'eut cependant aucune influence sur la situation raciale à Chicago.

Abbott fut très frappé par l'émeute, qui nuancait quelque peu son optimisme invétéré au sujet de Chicago, dont il avait fait la marque de fabrique du *Defender*. Puisque la question de la jeunesse se posait, il décida en 1921 d'ajouter au journal une nouvelle rubrique, destinée aux jeunes et appelée « Bud Billiken section²³³ ». Bien entendu, l'habile homme de presse espérait ainsi élargir son lectorat et accroître ses ventes. « Bud Billiken » est un nom inventé par Abbott (ou peut-être par le jeune Robert Watkins, qui écrivait l'éditorial de la rubrique) à partir du « Billiken », un petit personnage de fiction imaginé en 1908 par une institutrice de Kansas City, aux traits vaguement asiatiques et au ventre replet, que l'on trouvait un peu partout sous forme de statuette décorative. La rubrique se composait d'articles, de *comics* et d'un éditorial, « Bud Says », signé dans les premières années par Watkins, puis par un autre écolier, William Motley, futur romancier et auteur à succès. Il y avait aussi un « Billiken Club » auquel les enfants pouvaient adhérer gratuitement ; ils recevaient alors des pin's et des cartes, et envoyaient des dessins et des poèmes²³⁴. En 1924, la rubrique occupait une page entière sous le titre « Defender Junior », et des clubs Billiken commencèrent à se former dans tout le pays, regroupant (en 1927) 250 000 enfants²³⁵. En

1929, le nouveau Bud Billiken, David W. Kellum (premier adulte à occuper ce poste convoité), dota les clubs d'une charte ; il entreprit des tournées pour visiter les clubs les plus actifs – les « 100 % Billiken » – et encouragea les parents à s'impliquer. Les membres du club devaient bien se comporter : obéir à leurs parents, prier et être sages. Pendant la Grande Dépression en particulier, Bud Billiken exhorta les enfants à « aider les pauvres », félicitant les clubs, comme celui de Hyde Park, qui faisaient un « merveilleux travail de charité²³⁶ ». Les lettres publiées par le *Defender* faisaient état de l'enthousiasme des enfants, comme celui-ci, d'Indianola, dans le Mississippi, qui écrivit au journal en 1931 pour annoncer qu'il avait « enfin organisé un club Bud Billiken, et je suis sûr qu'il sera un club 100 %. Nous sommes trente membres actifs²³⁷ ». Certaines lettres venaient même de l'étranger : des Caraïbes, d'Amérique latine et de plusieurs régions d'Afrique, comme la Côte-de-l'Or, le Liberia et l'Éthiopie (les deux seuls pays non colonisés d'Afrique noire, qui occupaient une place particulière dans la relation des Afro-Américains au continent noir).

En 1929, Kellum lança une nouvelle idée : organiser un pique-nique géant qui rassemblerait les enfants des clubs Billiken de Chicago dans Washington Park. Le *Defender* publia les noms des sponsors – glaciers, limonadiers, et même une firme de pompes funèbres, qui fournit des bureaux pour le comité d'organisation. Les mères de famille étaient invitées à garnir des paniers de victuailles et à s'assurer que les enfants fussent protégés de la chaleur. Le 11 août, le pique-nique eut lieu, précédé d'un défilé mené par des boy-scouts et un orchestre entraînant à leur suite quelque douze mille enfants. Des jeux dotés de récompenses étaient prévus après le déjeuner, puis une distribution générale de glaces.

L'énorme succès du Bud Billiken Picnic conduisit à en faire un événement annuel. Chaque année, le deuxième samedi d'août, une « Bud Billiken Parade » fut organisée. Les commerçants, des chaînes de magasins A&P aux petites boutiques, se bousculaient pour le sponsoring du défilé, en échange de publicité pendant l'événement et dans le *Defender*. Dès le début des années 1930, des orchestres et des troupes de majorettes vinrent de tout le pays, des bus et des trains spéciaux convoyèrent les enfants, et la Warner réalisa même un film en 1933²³⁸. Des personnalités de la musique, de la politique ou du sport se joignaient aux cortèges, comme les musiciens Cab Calloway et Duke Ellington, venus de New York, respectivement en 1931 et 1933, ou encore le boxeur Joe Louis en 1939. En 1948, le président Truman, qui venait de déségréguer l'armée, fut l'invité d'honneur (appelé « *grand marshal* ») du défilé, comme le furent le maire Richard J. Daley

en 1956 ou, bien plus tard, Oprah Winfrey en 2006 et Barack Obama en 2007. Depuis les années 1950, le défilé est retransmis en direct à la télévision locale.

La Bud Billiken Parade devint rapidement bien plus qu'un défilé d'enfants : une institution communautaire, une manière pour les habitants du South Side de montrer leur dynamisme, leur sens de l'organisation, de créer un événement démocratique où chacun pouvait savourer les mêmes plaisirs simples, comme le disait Abbott. Un thème était choisi chaque année par le comité organisateur : « estime de soi », « américanisme », « progrès », reflétant les préoccupations des Afro-Américains à propos de leur identité, de leur place dans la société américaine. La Bud Billiken Parade semble être encore aujourd'hui le plus grand défilé annuel du pays, avec plus de un million de spectateurs.

Le monde du travail noir

Comme nous l'avons vu, la grande migration fut pour une bonne part motivée par les besoins en main-d'œuvre ouvrière, et c'est vers les grandes usines que les migrants se dirigeaient pour travailler. Ce faisant, le monde noir laborieux de Chicago bascula des métiers de la domesticité et du service, majoritaires jusqu'à la Première Guerre mondiale, vers les métiers de l'industrie lourde. Cette « ouvriérisation » des Noirs américains concerna aussi d'autres centres industriels du Middle West, comme Milwaukee, Detroit, Cleveland, Akron ou Buffalo. Quelques Noirs avaient l'expérience du travail industriel dans le Sud pour avoir travaillé, par exemple, dans les aciéries de Birmingham, ouvertes depuis le début des années 1880, sur les docks de La Nouvelle-Orléans et de Mobile, dans les mines de charbon des Appalaches, ou encore dans des entrepôts ferroviaires et des gares de triage, des scieries, des filatures de coton, etc. Ces expériences sont bien visibles dans les lettres des candidats à la migration. Un homme de Pensacola, en Floride, écrit le 18 mai 1917 :

Dear sir, Juste quelques lignes à propos de l'annonce pour un serveur. Je suis un serveur avec dix ou douze ans d'expérience dans la ville de La Nouvelle-Orléans, et quatre ans ici aussi. Je cuisine et je peux être majordome. J'ai très hâte de venir là-haut parce que j'ai une famille et que je souhaite un bon travail dans une meilleure ville qu'ici²³⁹.

Mais il ne s'agissait le plus souvent que de travaux de manœuvre, parfois limités à la morte-saison agricole, et en tout état de cause les

établissements industriels du Sud étaient notablement plus modestes que ceux de Chicago. Il est impossible de connaître précisément le pourcentage de migrants qui avaient une expérience industrielle, ni même d'en faire une estimation fiable, mais ils étaient probablement très minoritaires, puisque, d'après le recensement de 1910, 63 % des Noirs du Sud étaient classés comme « travailleurs agricoles », et c'était encore plus vrai dans les États qui contribuaient le plus à la migration, comme le Mississippi (81,2 %²⁴⁰). Quant à ceux qui avaient une formation artisanale dans la maçonnerie, la menuiserie, la charpenterie ou la ferronnerie, ils se heurtaient aux syndicats de métiers de la construction de Chicago, bien organisés, qui veillaient à ce qu'ils ne puissent trouver un travail. Aussi se tournaient-ils, comme les autres, vers l'industrie lourde.

Des agences privées et publiques se chargeaient du placement des candidats, comme le United States Employment Service, qui ouvrit un bureau dans le South Side en 1920, et surtout le bureau d'emploi de la Chicago Urban League. Celui-ci recevait les demandeurs d'emploi, dont beaucoup venaient tout juste d'arriver à Chicago, et leur fournissait une adresse à laquelle se rendre le lendemain matin. Il essayait de convaincre les employeurs d'embaucher des Noirs inexpérimentés, d'en promouvoir quelques-uns à des postes de maîtrise, et, parallèlement, d'exhorter les Noirs à se conformer aux exigences de « ponctualité » et de « zèle » des employeurs. C'est vers la League que ces derniers se tournaient en cas de difficultés : elle envoyait alors un représentant pour tenter d'arranger les choses. Des conférences étaient organisées sur la « meilleure manière de gérer un ouvrier noir ». La League s'efforçait de concilier les intérêts des uns et des autres par des positions réformatrices voisines de celles de la fraction éclairée des dirigeants d'entreprise, comme Julius Rosenwald, qui la finançait.

Deux industries employèrent massivement les migrants du Sud, celle de la viande et celle de l'acier, qui ne réclamaient que des bras solides et disponibles : « On pouvait toujours aller travailler aux abattoirs, n'importe quel jour de la semaine, ils vous prenaient », rapporte un ouvrier. Ces industries ne comptaient que quelques centaines d'ouvriers noirs avant 1916, avec des variations conjoncturelles, notamment liées aux périodes de grève lorsque les firmes embauchaient des briseurs de grève noirs. À partir de l'été 1916, les effectifs afro-américains furent multipliés par dix. Le recensement de 1910 faisait état de 220 ouvriers noirs dans la sidérurgie à Chicago ; ils étaient 4 313 dix ans plus tard. Dans l'industrie de la viande, on en comptait plus de 12 000 vers 1920, contre 400 en 1910. Chez Swift et Armour, la proportion d'ouvriers noirs était de 27,8 % en 1920, de

30,6 % en 1925 et de 29,5 % en 1929. Dans les usines sidérurgiques du sud de la ville (aux alentours du lac Calumet), elle était de 9,8 % en 1920, de 12,8 % en 1925 et de 11,1 % en 1928²⁴¹. D'autres emplois industriels s'ouvrirent aussi aux hommes noirs dans les chemins de fer (porteurs Pullman, graisseurs, cheminots), la métallurgie (Pullman et d'autres firmes), la transformation agroalimentaire, etc. Les travaux les plus dangereux et les plus pénibles leur étaient réservés, comme, dans le cas des abattoirs, le déchargement, l'abattage des animaux ou le travail en chambre froide.

Les accidents étaient extrêmement fréquents. Les ouvriers noirs étaient tout aussi désorientés par le rythme intense des opérations que l'avaient été les migrants européens quelques années auparavant. Les formes d'autonomie relative et le caractère saisonnier du travail agricole n'avaient plus cours dans des industries très influencées par le taylorisme et le fordisme, quand elles ne les avaient pas anticipés et inventés. Les femmes noires furent aussi employées dans l'industrie pendant la guerre, mais elles continuèrent de travailler principalement dans les services (domestiques, femmes de ménage, service de cuisine, lingères), et cela ne changea pas avant la Seconde Guerre mondiale.

En 1920, la Chicago Commission on Race Relations considéra que les migrants noirs s'étaient bien adaptés au travail industriel de Chicago, présentant à l'appui de sa conclusion plusieurs témoignages d'industriels satisfaits de leurs ouvriers afro-américains. Cependant, si les Noirs étaient volontiers embauchés dans les emplois industriels d'échelon inférieur, ils y restaient confinés et ne progressaient presque pas, contrairement aux migrants européens. Cela était dû aux préventions des employeurs, qui estimaient que les Noirs étaient dotés des qualités physiques les mieux adaptées aux travaux qu'ils réalisaient, mais aussi aux ouvriers blancs, qui ne voulaient pas être concurrencés sur le marché des ouvriers qualifiés et des contremaîtres. Pour les Noirs, la mobilité du travail était horizontale plutôt que verticale : elle se manifestait par un *turn-over* relativement élevé (sauf en période de crise économique). On les acceptait désormais comme ouvriers semi-qualifiés de la grande industrie, ce qui était un progrès notable par rapport au début du ^{xx}e siècle, mais la porte n'était qu'entrouverte, puisque leur seule perspective était de se maintenir dans ces postes.

Et ce n'étaient certainement pas les syndicats qui entendaient changer cette situation. La quasi-totalité des syndicats affiliés à l'American Federation of Labor (AFL) refusait les Noirs, qui avaient la réputation de briser les grèves et de se ranger du côté des patrons. Samuel Gompers, président de l'AFL, émaillait ses discours de remarques racistes présentées comme autant de bons mots. Tout au

plus certains syndicats avaient-ils une section noire, qui ne disposait en pratique d'aucune influence sur la stratégie globale ni sur les revendications générales. Le *Defender* affirmait en 1915 : « Les syndicats sont les pires ennemis des travailleurs noirs », mais il publiait aussi des articles encourageant les Noirs à se syndiquer tout en évitant de recourir à la grève. Abbott était proche des milieux industriels libéraux, et il estimait que les intérêts du travail et du capital pouvaient, et devaient, converger. Les briseurs de grève trouvaient grâce à ses yeux dans la mesure où ils n'étaient que des hommes cherchant à survivre. Les rares tentatives d'union entre ouvriers noirs et blancs, par exemple dans l'industrie de la viande avec le syndicat des découpeurs et des bouchers, se soldèrent assez rapidement par un échec, acté par l'émeute raciale de 1919. Aux yeux des ouvriers noirs, les syndicats étaient des institutions blanches indifférentes ou hostiles à leurs intérêts.

Certains ouvriers noirs choisirent donc de créer leurs propres organisations syndicales. Ce fut le cas des porteurs de bagages Pullman, qui constituaient au sein des quartiers noirs une classe moyenne à peu près stabilisée. Le travail était sûr, convenablement payé, et il attirait beaucoup de candidats. La compagnie Pullman (qui louait ses voitures avec le personnel aux compagnies de chemin de fer) jouissait en outre d'une image d'« amie des Noirs » acquise du vivant de George Pullman, entrepreneur paternaliste par excellence, et ses activités philanthropiques dans le South Side contribuaient à sa bonne réputation. Pourtant, beaucoup de porteurs étaient mécontents de leur salaire (l'essentiel de leurs revenus provenait des pourboires des voyageurs, et ils devaient payer leur uniforme, leur nourriture, etc.) et de l'impossibilité de se voir promus chefs de train (*conductors*). Plusieurs tentatives de syndicalisation furent déjouées par la compagnie, jusqu'à ce que, le 25 août 1925, cinq cents porteurs Pullman discrètement réunis à Harlem fondent la Brotherhood of Sleeping Car Porters, à la devise révélatrice : « *Fight or be slave* ».

Pour diriger leur organisation, ils choisirent A. Philip Randolph, qui, parce qu'il n'était pas lui-même porteur Pullman, se trouvait à l'abri des pressions de la compagnie. Né en 1889 en Floride, Randolph s'était installé à New York en 1911 et engagé dans des activités politiques, notamment au Parti socialiste, et syndicales. S'adresser à ce militant chevronné était une bonne idée, car Randolph était efficace. En l'espace de trois ans, le syndicat recruta la moitié des porteurs Pullman, en dépit des efforts de la compagnie pour s'y opposer. La section de Chicago, la plus importante et la mieux organisée avec ses quinze mille membres, avait pour dirigeant Milton Webster, vice-président du syndicat. Né dans le Tennessee en 1887, c'était aussi une

figure du Parti républicain, proche du maire « Big Bill » Thompson. Le socialiste Randolph et le républicain Webster, initialement méfiants l'un envers l'autre, joignirent finalement leurs efforts pour que la Brotherhood of Sleeping Car Porters traversât la Grande Dépression sans disparaître. Ils y parvinrent, mais de justesse, et le syndicat fut officiellement reconnu en 1935 après le vote de la loi Wagner. La même année, il adhéra à l'AFL. C'était le plus grand syndicat noir du pays²⁴². À partir de la Seconde Guerre mondiale, Randolph devint l'une des grandes figures nationales du mouvement pour les droits civiques, un homme d'une envergure comparable à celle de Martin Luther King²⁴³.

Dans la plupart des autres industries de Chicago, en revanche, la syndicalisation des travailleurs afro-américains continua de se heurter aux pratiques discriminatoires des syndicats de métiers, pour des raisons aussi bien raciales que professionnelles. D'autres groupes, comme les femmes et les ouvriers semi-qualifiés ou non qualifiés, étaient également tenus en marge du syndicalisme, à l'exception du secteur de la confection féminine et masculine. Certains des syndicats les plus puissants, comme ceux de la construction, étaient liés au Parti démocrate et au crime organisé, et ils veillaient à ce que leurs métiers fussent régis par le *closed shop*, un système en vertu duquel les entreprises de construction ne pouvaient embaucher que des salariés syndiqués. Le *closed shop* (qui sera aboli par la loi Taft-Hartley de 1947) était un moyen efficace de discrimination raciale, et il était dénoncé comme tel par les Afro-Américains. Le *Defender* voyait les syndicats de métiers comme des associations racistes, et il est dès lors compréhensible qu'il considérât les cercles patronaux libéraux comme des alliés dans la lutte pour la justice raciale, plus importante pour les Noirs qu'une solidarité de classe qui leur était de toute manière refusée.

Cette situation syndicale, qui n'était pas propre à Chicago mais concernait l'ensemble de l'industrie américaine, changea nettement à partir du milieu des années 1930. Les difficultés rencontrées par les syndicats pendant la Grande Dépression jointes aux grèves menées avec succès par des militants d'extrême gauche entraînèrent une scission de l'AFL en 1935. Sous la houlette de John Lewis, chef du syndicat des mineurs, plusieurs syndicats firent sécession pour former le CIO (Committee for Industrial Organization, rebaptisé Congress of Industrial Organizations en 1938), plus radical et disposé à syndiquer les ouvriers que l'AFL marginalisait. Le CIO enregistra des succès dans l'industrie automobile de Detroit ainsi que dans la sidérurgie, avec le Steel Workers Organizing Committee (SWOC), qui se fit reconnaître officiellement par la US Steel, auparavant féroce anti-syndicale.

Le SWOC fit son entrée en fanfare dans les grandes usines US Steel de Chicago et recruta rapidement les milliers d'ouvriers noirs qui y travaillaient. En revanche, les petites firmes sidérurgiques (appelées familièrement « *little steel companies* ») refusèrent de signer un accord avec le CIO. Parmi elles, Republic Steel, qui avait une usine dans le sud de Chicago, à proximité de US Steel. Les syndicalistes du SWOC appelèrent les ouvriers de Republic Steel à faire grève, et organisèrent pour cela une manifestation le jour de Memorial Day, le 30 mai 1937²⁴⁴. Aux portes de l'usine, les mille cinq cents manifestants se heurtèrent à un barrage de la police, qui tira et tua dix personnes. Le massacre de Memorial Day, moment mémorable du syndicalisme américain, entraîna l'ouverture d'une enquête nationale du Sénat américain (présidée par le sénateur du Wisconsin Robert M. La Follette). Le SWOC se tourna par la suite vers le National Relation Labor Board, une instance créée par le New Deal, chargée de veiller au droit du travail et à la représentation syndicale, qui ordonna en 1941 aux *little steel* de signer des accords syndicaux. La Seconde Guerre mondiale, marquée par le retour du plein emploi et les accords signés entre le monde des affaires et les syndicats (*big business* et *big labor*), vit les effectifs de l'AFL et surtout du CIO bondir, avec l'inclusion des travailleurs noirs et, dans une moindre mesure, des femmes. Les effectifs du SWOC (qui devint le United Steel Workers of America à partir de 1942) passèrent de 18 000 en 1940 à 100 000 en 1945, avec deux places fortes : Chicago et Pittsburgh²⁴⁵.

Une autre source d'emplois résidait dans les petits commerces du South Side. Comme nous l'avons dit, beaucoup de commerçants noirs du Sud avaient suivi leur clientèle à Chicago et transféré leurs activités. En 1929, Chicago était la ville américaine qui comptait le plus de commerces noirs : 815, soit 1 pour 287 Afro-Américains, contre un magasin polonais pour 39 Polonais et un magasin italien pour 40 Italiens. Les documents du Federal Writers' Project fournissent des renseignements intéressants sur ces commerces. Le projet « Negro in Illinois » (qui ne fut jamais publié), disponible à la Chicago Public Library, contient une masse de documents que Cayton et Drake ont exploités pour leur *Black Metropolis*. On y lit des descriptions des commerces ambulants (vendeurs de fruits et légumes, barbecues, cireurs, vendeurs de glaces) et des commerces en boutique, comme les *beauty parlors* (coiffeurs pour dames), des restaurants, des hôtels, des commerces de vêtements, des pressings, ainsi que de deux grands magasins, le Ben Franklin Store, vendant des articles « de 5 cents à un dollar » et employant soixante personnes, et le South Center Department Store, employant quatre cents personnes. À cela il faut ajouter deux banques (qui firent faillite pendant la Grande Dépression) et des compagnies d'assurances dont nous reparlerons.

Le South Center Department Store ouvrit ses portes en 1928. Il affirmait fièrement être « le plus grand magasin noir des États-Unis ». Sa particularité, comme le soulignait Dick Jones, son manager, était d'employer aussi bien des Noirs que des Blancs, pour la plupart venus du sud (69 % de femmes noires et 31 % de femmes blanches, 51 % d'hommes noirs et 49 % d'hommes blancs). « Mais, ajoutait-il, [les Blancs du Sud] n'ont pas intérêt à montrer leur racisme ici, ils n'ont pas intérêt. » Jones, qui venait d'Albany, en Géorgie, expliquait : « Dans le Sud, je n'étais pas du genre à me soumettre, mais j'avais du respect pour l'autorité [...]. » Il travailla par la suite pour le *Defender* comme chef de la publicité, puis il rencontra un « Juif » par l'intermédiaire de son ancien capitaine de l'armée (il avait été soldat pendant la guerre). Il était très fier de raconter son embauche : « Le Juif a dit qu'il voulait me parler. On a parlé la moitié de la journée, il était juste assis à remuer ses doigts. Je lui ai dit ce que j'ai fait et où j'ai été, et il a dit qu'il ne savait pas qu'il y avait des hommes de couleur comme moi. Il était dans les affaires mais il n'avait jamais employé des Noirs. Il m'a demandé quel salaire j'espérais. Je lui ai dit que je n'espérais rien du tout, et il m'a demandé si on pouvait faire affaire ensemble. Je lui ai dit : 150 dollars par semaine. Il a dit qu'il ne pouvait pas me payer cela, je lui ai répondu que je ne demandais rien, que je voulais travailler avec lui. Si ça marchait pour lui, ça marcherait pour moi. Il m'a pris²⁴⁶. »

Quant au Ben Franklin Store, il fut ouvert par les frères Jones (sans rapport avec Dick Jones), venus de Vicksburg, dans le Mississippi, avec leur père pasteur. Proches de la machine démocrate, ils contrôlaient de nombreuses activités légales et illégales dans le South Side des années 1930²⁴⁷. Lors de l'inauguration du magasin, Joe Louis et sa femme étaient présents, ainsi que le danseur Bill Robinson, qui déclara : « Les amis, je ne comprends pas ce que vous voulez. Vous avez Jesse Owens, le coureur le plus rapide de tous les temps ; Joe Louis, le plus grand boxeur de tous les temps ; vous avez même Dieu – Father Divine –, c'est merveilleux ! Maintenant, vous avez les frères Jones avec l'un des meilleurs magasins du monde. Allez chez eux et vous en serez satisfaits²⁴⁸. »

Les consommateurs noirs du South Side achetaient leurs produits quotidiens dans des *chain-stores* comme Walgreen, Woolworth ou A&P, qui proposaient des produits en paquets fermés. C'était préférable, à leurs yeux, aux produits en vrac, dont le poids ou la qualité pouvaient être falsifiés. Cela explique pourquoi ces magasins furent plus rapidement adoptés par les Afro-Américains que par les autres consommateurs du monde ouvrier blanc de Chicago. Le problème était qu'ils n'embauchaient pas d'employés noirs, d'où des campagnes de

boycott lancées à partir du milieu des années 1920. En septembre 1927, le *Defender* rapportait qu'une assemblée de quatre cents personnes réunies dans une église avait décidé que les magasins n'employant pas de personnes de couleur devraient être boycottés²⁴⁹ : « *Don't buy where you can't work* » (« N'achetez pas là où vous ne pouvez pas travailler »). À l'automne 1929, un magasin Woolworth fut boycotté et des manifestants se regroupèrent devant ses portes. Plus encore que le *Defender*, c'est un autre hebdomadaire noir, le *Whip*, qui mena la bataille, en nommant les commerces qui n'employaient pas de Noirs et en appelant à les boycotter. Les commerces à succursales – y compris Woolworth, qui résista pourtant longtemps (ce fut aussi le cas dans le Sud vingt ans plus tard) – finirent par embaucher des employés noirs, jusqu'à ce qu'ils représentent le quart des employés de commerce dans le quartier noir²⁵⁰.

Pour autant, la grande majorité des commerces de ce quartier restait tenue par des Blancs. Parmi eux, beaucoup de commerçants juifs : Cayton et Drake estiment, au détour d'une note de bas de page, qu'ils composaient les trois quarts des marchands non noirs du South Side, sans fournir la source de leur information²⁵¹. En 1938, un petit hebdomadaire, *Dynamite* (dont il ne reste pas d'exemplaire dans les archives consultées), lança une campagne antisémite, accusant les marchands juifs d'exploiter les Noirs, et les philanthropes juifs comme Rosenwald d'infiltrer et de contrôler les institutions noires. L'argument fut repris dans les années 1960 : lorsque des militants noirs radicaux accusèrent King d'être inféodé aux milieux juifs, ils évoquèrent eux aussi les marchands juifs des ghettos noirs des grandes villes du Nord. Il semble que la campagne de *Dynamite* ait rapidement cessé, après des injonctions de représentants politiques et syndicaux.

Cayton et Drake notent en tout cas la radicalisation des militants noirs pendant la Grande Dépression : les articles de presse ne suffisaient plus à leurs yeux, il fallait passer à des actions plus fortes, comme le boycott. Des institutions jusque-là très modérées, comme la Chicago Urban League, se trouvèrent mises sous pression, par exemple lorsqu'une manifestation de chômeurs fut organisée sous ses fenêtres, au début de 1930. La Urban League appuya finalement ces actions, mettant même à disposition des bureaux pour leur organisation et durcissant son propre discours.

Les élites noires du South Side : une étude de cas

Les élites du South Side attirèrent l'attention de Cayton et Drake, qui détaillèrent la stratification sociale du quartier. Ils entendaient montrer qu'il n'était pas seulement un quartier ouvrier, même si le monde ouvrier y était très largement majoritaire, mais qu'on y trouvait un large spectre social, comprenant une petite élite et un segment central d'ouvriers qualifiés, de porteurs Pullman et d'employés municipaux. C'est ce qu'Allan Spear a appelé le « ghetto institutionnel », c'est-à-dire une ville en réduction (la situation changea profondément à partir des années 1970 quand la classe moyenne quitta le ghetto, celui-ci s'appauvrissant et perdant un amortisseur social essentiel). Quant à la « pointe » de l'élite, elle était présentée sous un jour plutôt défavorable : les auteurs insistaient sur ses activités illicites (jeu clandestin, vente d'alcool pendant la prohibition...) et sur leurs effets sociaux délétères sur le quartier, ainsi que sur le fait que les plus riches n'habitaient pas dans le South Side. Un Abbott, par exemple, menait grand train dans une villa cossue près du lac Michigan et collectionnait les Rolls-Royce. Cayton et Drake sont sévères, dans l'ensemble, à l'égard de cette élite noire, qu'ils considèrent comme soit corrompue et engagée dans des activités illicites, soit légale mais oublieuse de ses obligations sociales.

Or les activités licites et illicites se mêlaient souvent, et il importe de ne pas les considérer indépendamment les unes des autres. Pour le comprendre, le cas de l'activité commerciale la plus importante du South Side, l'« assurance industrielle », est particulièrement éclairant.

L'assurance industrielle était une assurance vie destinée aux pauvres, que des agents démarchaient à domicile et auprès de qui ils collectaient aussi les cotisations hebdomadaires²⁵². La clientèle afro-américaine était soit rejetée par les grandes compagnies (Prudential Life et John Hancock), soit assurée moyennant des surprimes et des restrictions sévères (Metropolitan Life). De telle sorte qu'un secteur d'assurance vie afro-américain se développa, notamment à New York et à Chicago, en lien avec des entreprises de pompes funèbres.

Les agents expliquaient aux familles ouvrières qu'un contrat d'assurance vie leur fournirait un minimum de ressources en cas de disparition du chef de famille, garantissant notamment un enterrement décent. La perspective d'une inhumation dans la fosse commune, dans une terre étrangère, était suffisamment repoussante

pour convaincre des personnes à faible revenu de souscrire un contrat, d'autant que la cotisation semblait modique. Richard Wright travailla quelque temps comme agent d'assurance, et il en brosse un tableau sévère :

Je voyais maintenant chaque jour comment vivaient les Noirs à Chicago, car je visitais des centaines de logements sombres remplis de meubles branlants et d'enfants mal vêtus. La plupart des assurés étaient illettrés et ne savaient pas que leur police contenait des clauses qui restreignaient de façon rigoureuse les sommes qui devaient leur être versées. Or, en qualité d'agent d'assurance, il n'entrait pas dans mes devoirs de le leur dire. [...] Il y avait beaucoup de ménagères noires avenantes qui, essayant désespérément de continuer à s'acquitter de leurs primes d'assurance, étaient toutes prêtes à payer en nature pour ne pas verser leur cotisation de 10 cents par semaine²⁵³.

Le cas des dirigeants de compagnies d'assurance vie noires est révélateur des activités des élites noires du South Side. La Metropolitan Funeral System Association (MFSA) fut fondée en 1925 afin de proposer à la population noire ouvrière du South Side une assurance vie accessible. Il existait déjà dans le quartier une firme d'assurances, du nom de Liberty Life (future Supreme Life), mais elle s'adressait à un segment un peu supérieur à celui visé par la MFSA. Des firmes semblables furent fondées à la même époque dans d'autres villes (la North Carolina Mutual Life Insurance Company, la Supreme Life Insurance Company, l'Atlanta Life Insurance Company)²⁵⁴. Ces petites compagnies avaient recours à d'autres sources pour lever du capital et financer certaines de leurs opérations. Elles faisaient face à des difficultés que n'avaient pas les autres, dues au taux de mortalité plus élevé de la population noire et à une solvabilité moyenne moindre, en particulier en période de crise. Au milieu des années 1920, la Health Commission de Chicago s'alarma de ce que le taux de mortalité des Noirs de la ville était équivalent, disait-elle, à celui de Bombay (22,5 ‰, contre 25,4 ‰ à Bombay, alors qu'il était de 11,5 ‰ pour l'ensemble de Chicago). Elle vit d'un bon œil la création de la MFSA, dont l'intérêt était de prolonger l'espérance de vie de sa clientèle, ce qui pouvait avoir des effets sanitaires bénéfiques. Les grandes compagnies d'assurance vie n'avaient-elles pas déjà développé des systèmes de visites d'infirmières à domicile et des programmes éducatifs qui pouvaient contribuer au déclin de la mortalité²⁵⁵ ?

Les dirigeants de ces firmes, comme ceux des petites banques afro-américaines qui apparurent à la même époque, étaient des figures influentes des quartiers noirs dont les activités s'étendaient souvent bien au-delà de leurs métiers d'argent. C'était le cas des deux

fondateurs de la MFSA, Otto Stevenson et Daniel Jackson. De Stevenson, on ne sait pas grand-chose ; en revanche, Jackson était très connu dans le South Side. Il était entrepreneur de pompes funèbres et l'un des « rois du jeu », en même temps qu'un ami de « Big Bill » Thompson. Les deux hommes se répartirent les rôles : Jackson fournissait les funérailles et Stevenson vendait les polices, au tarif unique de 15 cents par semaine. Cette politique du tarif unique allait à contre-courant des notions actuariales admises, qui consistent minimalement à établir un tarif en fonction de l'âge. D'ailleurs, bien des souscripteurs étaient des personnes âgées ou malades qui achetaient une police au dernier moment, de telle sorte que, au bout de un an, la MFSA se trouva dans une situation difficile, malgré son succès commercial. La compagnie fournissait par ailleurs un service de funérailles dans le Sud, et beaucoup de migrants adhéraient pour cette raison.

Pour des raisons inconnues, Stevenson fut écarté. Jackson, accaparé par ses autres activités, demanda à Robert Cole, le manager de son salon de jeu le plus prospère, de prendre les rênes de la MFSA. Cole, qui venait du Tennessee et s'était établi à Chicago en 1905, ne connaissait rien à l'assurance. Il avait travaillé chez Pullman pendant une quinzaine d'années, jusqu'à être promu chef porteur, la plus haute fonction accessible à un Noir. Puis il avait fait la connaissance de Jackson, qui l'avait engagé pour gérer son salon de jeu situé au cœur de la Black Belt.

Cole finit par acheter la MFSA pour 500 dollars à Jackson – lequel continua de fournir les services funéraires. Pour consolider la compagnie, il demanda à deux employés, Fred Lewing et Ahmad Rayner, de le rejoindre à la direction. Les trois hommes réorganisèrent l'entreprise en 1927 en révisant la politique tarifaire et en ajoutant un questionnaire médical. Pour conserver sa clientèle pendant la Grande Dépression, la MFSA adopta une politique conciliante. Les agents, payés uniquement à la commission, pouvaient même accepter un paiement en nature, ce que Wright confirme. Mais les effets de la Grande Dépression se firent sentir : en octobre 1929, la compagnie comptait environ 70 000 clients, mais seulement 35 357 en 1931 et 29 600 en octobre 1933. Ce n'est qu'à partir de 1935 qu'elle rebondit et vit sa clientèle s'accroître à nouveau.

Il est certain que la MFSA fonctionnait de manière un peu mystérieuse d'un point de vue financier. Cole, Lewing et Rayner étaient assez modestement rémunérés – à hauteur de 250, 100 et 100 dollars respectivement par semaine. Mais les trois hommes menaient grand train, ce qui attira l'attention de l'Insurance Department de l'Illinois, qui suspectait le détournement d'une partie

des fonds de la firme à leur profit. Depuis que des scandales avaient éclaté au début du ^{xx}^e siècle, l'assurance vie était une activité fortement régulée par des instances spécialisées dans chaque État américain. Celles-ci imposaient par exemple que des fonds propres importants fussent investis dans des secteurs peu risqués, comme l'immobilier. De fait, l'enquête de l'Insurance Department mit au jour des transferts d'argent entre les dirigeants et la firme, mais pas dans le sens attendu. Au lieu d'un abus de biens sociaux, il s'agissait de sommes officiellement prêtées par les dirigeants à leur compagnie, s'élevant à plusieurs dizaines de milliers de dollars. Le déménagement de la MFSA de la 35^e à la 47^e Rue, par exemple, avait été possible grâce à un prêt personnel de Cole de 18 166 dollars.

La survie de la compagnie fut donc sans doute due, dans des proportions difficiles à déterminer précisément, à ces apports d'argent de la part des dirigeants eux-mêmes. Les prêts bancaires lui étant de toute manière interdits compte tenu de sa situation difficile, les fonds privés constituèrent la solution.

D'où venait la fortune des dirigeants de la MFSA, qui étaient d'origine rurale et n'avaient pas de patrimoine familial ? Il est une activité qui fut l'une des raisons pour lesquelles les dirigeants de cette firme, y compris Jackson, avaient une réputation sulfureuse : le jeu. Jackson et Cole étaient d'excellents joueurs de poker et de black-jack, et ils possédaient des salons de jeu sur le Stroll. Ces salons étaient en principe interdits par l'État de l'Illinois, mais ils bénéficièrent d'une tolérance pendant le mandat de « Big Bill », et même par la suite en vertu d'accords avec les « capitaines » de la machine démocrate.

Ces établissements brassaient des sommes importantes, mais il existait aussi un jeu très populaire, à la portée de tous : le *policy*. Cette sorte de loto était devenue, selon la formule de Cayton et Drake, un « culte » dans le quartier²⁵⁶. Elle était en principe interdite dans l'Illinois depuis 1905. Les joueurs se munissaient de leur « *dreambook* », dans lequel ils notaient les combinaisons gagnantes, et tentaient de diverses manières de deviner les tirages à venir. Le *Defender* contient de nombreuses publicités relatives à des cartomanciennes et à des « professeurs » d'astrologie pouvant prédire les tirages. Beaucoup de commerces de coiffure et de produits cosmétiques ou encore des laveries avaient une arrière-salle dédiée au *policy* et protégée par une contribution au « syndicat ». Des petites fiches rapidement imprimées annonçaient les numéros gagnants.

Un autre élément encore contribuait à la réputation du trio : le baseball, dont la popularité grandit pendant l'entre-deux-guerres. À Chicago, c'était une activité importante, aussi bien du côté blanc que

du côté noir, générant des chiffres d'affaires en millions de dollars et des effets sur d'autres secteurs (cafés, restaurants et hôtels). En février 1932, Cole racheta les Chicago American Giants, une équipe de la Negro Baseball League. Cette équipe avait été créée en 1909 par Frank Leland, un entrepreneur sportif noir, pour prétendre au titre de World's Colored Champion. Beaucoup de migrants noirs, dans leurs lettres, commentent les matchs des équipes de Chicago, d'autant que le base-ball noir était souvent plus rapide et plus spectaculaire que son équivalent blanc. L'identification à la ville et au South Side passait donc aussi par ses équipes sportives, source de fierté pour ses habitants.

Or, comme l'a montré Donn Rogosin, le base-ball attirait des capitaux venus des activités du jeu à des fins de recyclage²⁵⁷. C'était le cas pour les fameuses équipes de New York (les New York Cubans et les Newark Eagles), de Philadelphie (les Philadelphia Stars) et de Pittsburgh (les Pitt Crawfords, dont le patron, Gus Greenlee, était un boss de la pègre locale). Les Giants de Cole étaient une des grandes équipes noires de l'époque, avant que des disputes avec Greenlee ne poussent Cole à la vendre à un associé, qui créa la Negro American League en 1937.

L'assurance vie et le base-ball bénéficiaient donc des profits de l'industrie du jeu. Mais ce n'était pas tout : Cole et ses amis financèrent aussi à partir de novembre 1929 le premier programme de radio destiné aux Afro-Américains de Chicago, *The All Negro Hour*, animé par Jack Cooper. Il proposait des séquences musicales, des pièces de théâtre et des sermons religieux. Le studio de Cooper était installé dans les locaux mêmes de la MFSA, sur la 47^e Rue. À proximité, le Parkway Ballroom, une salle de spectacle réputée, accueillait Count Basie ou Duke Ellington.

L'infatigable Cole lança également un magazine, *Bronzeman*, « pour servir la famille noire » et encourager le « développement de la race ». Cette publication délivrait des certificats de mérite aux firmes noires qui « réussissaient », proposait des annonces d'emploi et distrayait ses lecteurs avec des feuilletons. Cela ne suffit apparemment pas, puisqu'il ferma ses portes en 1933, au plus fort de la dépression (en même temps qu'*Abbott's Monthly*, une revue littéraire haut de gamme qui avait ouvert ses colonnes à Langston Hughes, Richard Wright ou Chester Himes). Il faut enfin mentionner les activités de Cole à la YMCA et à la section locale de la NAACP (ses employés étaient encouragés à s'y inscrire).

Cole devint une grande figure de la communauté noire de Chicago. Dans un article d'*Ebony* de 1953, il était appelé « King Cole ». En

1954, il publia un essai autobiographique, *How I Made a Million*, dans lequel il omettait de parler de ses activités de jeu et se présentait comme un philanthrope soucieux du bien commun. Sa MFSA, devenue la Metropolitan Mutual Insurance Company en 1945, puis la Chicago Metropolitan Mutual Assurance Company en 1952 (à la suite d'un procès intenté par Met Life), était une institution à Chicago. Elle enregistra 1,7 million de dollars de profits en 1945, avec 124 000 clients. La firme se lança après guerre dans d'autres types d'assurance et se développa dans tout l'Illinois, mais les ouvriers noirs de Chicago constituaient toujours l'essentiel de la clientèle. L'intégration raciale lui fut, sur le long terme, fatale. À la fin des années 1950, Prudential et Met Life commencèrent à courtiser la clientèle noire, en recrutant des agents noirs et en proposant des polices plus attractives²⁵⁸. Plus largement, c'est l'ensemble du « capitalisme noir », dont Chicago était l'une des capitales, qui se trouva alors affaibli par la perte de son marché exclusif. Toutefois, dans les années 1920 et 1930, le commerce noir se développa au nom du « Double Duty Dollar » (acheter dans un commerce noir, c'est à la fois obtenir un produit et aider la communauté), particulièrement à Chicago, où un mouvement coopératif noir était bien installé.

D'autres assureurs afro-américains comptaient dans le South Side en assumant des missions associatives, civiques et caritatives. Frank Gillespie, par exemple, naquit dans l'Arkansas en 1876 et s'installa à Chicago vers 1900, où il travailla pendant plusieurs années comme agent d'assurances pour la Royal Life Insurance Company, une des rares firmes acceptant la clientèle noire. Gillespie lança sa propre affaire en 1919, la Liberty Life, un nom qui devait sonner favorablement aux oreilles des migrants noirs qui affluaient alors. Après sa mort en 1925, Liberty Life fusionna avec deux autres petites compagnies, l'une de Newark (New Jersey), l'autre de Columbus (Ohio), pour former la Supreme Liberty Life, avec à sa tête un homme énergique, Harry Pace, qui dirigeait auparavant la compagnie de Newark²⁵⁹. Né en 1883, fils d'un forgeron de Covington, en Géorgie, musicien doué, ancien étudiant de Du Bois à l'université d'Atlanta, Pace avait lancé la première compagnie de disques afro-américains, la Black Swan Records, à New York en 1921 – « *The only records using exclusively Negro voices and musicians* », affirmait-il. Il fit connaître la chanteuse Ethel Waters après l'avoir écoutée dans un cabaret de Harlem ou d'Atlantic City. Sa voix magnifique, aérienne, très différente de celle de Bessie Smith, grave et puissante, fit le succès de Black Swan, par exemple lorsqu'elle chantait *Down Home Blues*.

Pace confiait régulièrement aux porteurs Pullman en partance pour le Sud des boîtes de disques afin de les faire connaître, exactement

comme le faisait Abbott avec le *Defender*. Mais les vedettes du label signaient rapidement avec d'autres compagnies, comme Paramount ou Columbia, de telle sorte que Black Swan dut vendre son catalogue à Paramount et périclita.

Pace se concentra ensuite sur son métier d'assureur, en particulier à Chicago, où il s'installa en 1929 pour diriger la Supreme Liberty Life. Il multipliait les activités, puisqu'il était membre du conseil d'administration de la Chicago Urban League et finançait des cabarets et des musiciens. En 1936, Pace rencontra le jeune John Johnson, l'un des lycéens les plus brillants de la DuSable High School. Né dans l'Arkansas en 1918, il s'était installé à Chicago en 1933 avec sa famille. Tout en poursuivant ses études, Johnson travaillait comme garçon de bureau à la Supreme Liberty Life. Dans son autobiographie, il raconte que, invité à la Chicago Urban League pour prononcer un discours où il expliquait comment sa réussite scolaire lui ouvrait les portes de l'université de Chicago, il impressionna tellement Pace que celui-ci l'engagea comme assistant personnel²⁶⁰. Johnson put alors voir de près le fonctionnement d'une entreprise, ce qui l'incita à créer en 1942 une revue culturelle, *Negro Digest*, dont le succès fut immédiat. Il utilisa le fichier des clients de la Supreme Liberty Life, avec l'accord de Pace, pour leur envoyer son premier numéro. À l'automne 1945, Johnson lança de la même manière un nouveau magazine populaire, *Ebony*, qui parlait des célébrités noires d'une manière optimiste et positive, et qui devint une institution. Quelques années plus tard, il ajouta à ses fonctions d'homme de presse (outre *Ebony*, il avait lancé un autre magazine populaire, *Jet*) celles de président de la Supreme Life, de chaînes de radio et de télévision et d'une firme de cosmétique, faisant de son groupe, la Johnson Publishing Company, une entreprise à succès, emblématique du « capitalisme noir ».

À côté de l'élite économique émergea dans les années 1920 et 1930 une élite politique. Contrairement à ce qui se passait dans le Sud ségrégué, les Noirs pouvaient voter dans le Nord, et ils s'inscrivirent sur les listes électorales avec l'appui du Parti républicain. Comme nous l'avons dit, aux yeux des Noirs, les démocrates étaient associés d'une part à la ségrégation dans le Sud, d'autre part au vote ethnique blanc dans le Nord. Les républicains, qui se réclamaient de Lincoln, fondateur de leur parti, offraient une protection contre la machine démocrate, ainsi que quelques bénéfices en termes d'emploi ou de services publics dans le South Side. Au début du xx^e siècle, on considérait souvent que le vote noir était achetable et manipulable – l'expression consacrée était : « *A little money and a little liquor* » (« Quelques pièces et un petit verre »). Dans son *Philadelphia Negro* de

1898, Du Bois n'échappait pas à une certaine condescendance lorsqu'il distinguait trois groupes d'électeurs noirs : ceux qui votaient systématiquement républicain dans l'espoir d'une récompense ; ceux qui votaient pour le plus offrant, quel qu'il fût ; et ceux qui votaient dans l'espoir d'améliorer la situation de leur communauté.

C'est avec les mandats de « Big Bill » Thompson (1915-1923 et 1927-1931), qui coïncidèrent avec la grande migration, que les Afro-Américains de Chicago entrèrent à la mairie. Ce fut le cas de la principale figure politique noire du moment, Oscar De Priest. Celui-ci naquit en 1871 à Florence, dans l'Alabama – où il connut peut-être le « père du blues », W.C. Handy, né en 1873 dans la même bourgade et qui fut un proche collaborateur de Pace dans les années 1910. Après avoir étudié à l'école normale de Salina, dans le Kansas, De Priest s'installa à Chicago en 1889. Il y exerça divers petits métiers, avant de devenir agent immobilier – un agent spéculateur qui fit fortune, du reste, en achetant des maisons et des terrains à des Blancs et en les revendant à des migrants noirs avec des plus-values confortables. Il commença la politique en 1904 en entrant au conseil du comté de Cook, récompense de ses efforts pour inscrire et faire voter les Noirs. Son métier d'agent immobilier lui était utile, puisqu'il lui permettait de connaître la Black Belt sur le bout des doigts. Après une défaite électorale en 1908, De Priest se rapprocha de Thompson, dont il devint l'agent dans le quartier noir, ce qui lui valut, lorsque Thompson fut élu en 1915, d'entrer au conseil municipal, une première pour un Noir. Deux ans plus tard, il dut démissionner pour avoir accepté de l'argent d'un établissement de jeu. Bien que la justice l'eût acquitté, sa carrière politique fut mise entre parenthèses. Il fit un retour discret en 1924 comme conseiller du 3^e quartier, puis la chance lui sourit en 1928, lorsque Thompson le nomma pour remplacer le représentant républicain Martin Madden après sa mort. De Priest fut élu de justesse en 1929 : il devint le premier Afro-Américain à entrer au Congrès de Washington au xx^e siècle, et le premier du nord du pays – cela demeura le cas pendant ses trois mandats consécutifs, jusqu'en 1935.



Oscar De Priest (1871-1951) devint le premier Afro-Américain à siéger à la Chambre des représentants fédérale au ^{xx}^e siècle, de 1929 à 1935. Élu républicain du South Side, il fit de ce quartier le centre de la vie politique noire américaine, comme l'a confirmé par la suite le parcours de Barack Obama.

Son siège valut à De Priest une audience nationale. Certaines organisations comme la NAACP comptaient sur lui pour faire voter à la Chambre des représentants une loi punissant les lynchages : De Priest déposa une proposition de loi en ce sens, mais elle n'aboutit pas. Le représentant de Chicago ferrailla également contre ses collègues à propos du restaurant ségrégué du Congrès, en vain également. Il était en butte à l'hostilité franche de ses collègues du Sud : l'un d'eux refusa que son bureau fût situé à côté du sien ; d'autres s'offusquèrent que sa femme eût été invitée par Mme Hoover pour boire le thé à la Maison-Blanche²⁶¹. Dans l'ensemble, les Noirs restaient attachés au Parti républicain, mais un mouvement vers le Parti démocrate put être observé dès l'élection présidentielle de 1928, lorsque les républicains, désireux de conquérir le Sud, « blanchirent » leurs structures dans cette région en en écartant les Noirs, qui étaient en première ligne contre la ségrégation. Cette manœuvre permit certes au candidat républicain Herbert Hoover de remporter sept États du Sud, dont la Virginie, mais elle était à courte vue : l'élection présidentielle suivante vit, pour la première fois, une petite majorité

de Noirs se prononcer en faveur d'un démocrate, Franklin Roosevelt, pour qui le *Defender* appela à voter. Le basculement politique définitif du vote afro-américain des républicains aux démocrates est un fait essentiel de la politique américaine au ²⁶²xx^e siècle.

De Priest fut la victime de ce réalignement : en bon républicain fidèle à Hoover, il s'opposa aux mesures du New Deal, de telle sorte qu'il fut battu à l'automne 1934 par un démocrate afro-américain, Arthur Mitchell, ancien républicain. Après le retrait de Mitchell en 1942, William Dawson, un autre représentant noir et lui aussi ancien républicain, fut élu. Politicien habile, il resta au Congrès de Washington jusqu'à sa mort en 1970 et y fut une figure incontournable, présidant de multiples commissions, en même temps qu'il demeurait un rouage important de la machine démocrate de Chicago, tenant sa circonscription d'une main de fer, en recourant aux pratiques habituelles de la politique locale.

En dépit du contexte difficile de la Grande Dépression, avec notamment un chômage massif touchant le South Side (qui eut pour effet de ralentir le rythme de la migration vers Chicago) et une aide sociale classique impuissante à contenir la pauvreté (voir chapitre 3), le monde noir de Chicago dans les années 1930 évolua sur plusieurs fronts. Cela fut très net au plan politique, puisque l'installation de la machine démocrate à la mairie de Chicago avec l'élection d'Anton Cermak puis, à sa mort, celle d'Edward Kelly (voir chapitre 3) s'opéra finalement au profit relatif des Afro-Américains.

Kelly sut faire les gestes qu'il fallait en fermant les yeux sur les activités de jeu, en interdisant *The Birth of a Nation*, en honorant Joe Louis et en ouvrant la machine démocrate aux Noirs²⁶³. Le basculement politique de ces derniers n'est donc pas surprenant. Ce qui pourrait l'être davantage à première vue, c'est la relativement bonne résistance des républicains auprès de cet électorat à l'échelle nationale. Elle se comprend, cependant. En effet, en 1936, Roosevelt se représentait avec le soutien des démocrates sudistes racistes : pour les Noirs de Chicago, il était difficile de voter de conserve avec eux.

Le *Defender*, ardent partisan des républicains, expliqua en 1935 qu'il « fallait faire pour le maire Kelly ce qui était fait pour l'ancien maire Thompson », et qu'en votant Kelly on ne trahissait pas le Parti républicain, « puisqu'il n'y a plus de Parti républicain à Chicago²⁶⁴ ». Le journal n'avait pas tort : à cette date-là, la machine républicaine de Chicago avait disparu, et elle avait même des difficultés à trouver un candidat valable contre Kelly. Ce dernier obtint 82 % des voix. Plus l'électorat noir votait démocrate, plus il était récompensé par des nominations d'officiels afro-américains dont les « capitaines » étaient

ensuite chargés de mobiliser les votants rue par rue. Il fallait aussi s'assurer que suffisamment d'Afro-Américains obtinssent des emplois municipaux et fédéraux, ceux qui étaient financés par la Public Works Administration. Placer des ouvriers au chômage dans les chantiers qui s'ouvraient à Chicago faisait partie du travail des politiciens. Au sein de la machine démocrate, il existait une concurrence que le maire devait arbitrer, ce qui suscitait des mécontentements.

Le changement d'étiquette de William Dawson, en 1939, qui se fit à la fois sur un fondement politique (sa proximité avec Kelly) et organisationnel (quand il fut certain que ses hommes le suivraient), signa la fin du républicanisme noir à Chicago.

La ville du blues et du jazz

Une conséquence majeure de la grande migration est que Chicago devint une capitale de la musique noire américaine. Il n'est pas exagéré de dire que la scène musicale de Chicago a eu une influence sur l'ensemble des genres musicaux de la seconde moitié du xx^e siècle : R&B, rock, soul, hip-hop, house, etc. Bien entendu, il y eut d'autres hauts lieux de la musique noire, comme La Nouvelle-Orléans, Memphis, New York ou Philadelphie. Mais Chicago occupe une place à part, car il fut un point de rencontre unique entre des musiciens venus du delta du Mississippi, des maisons de disques et un public composé de populations très diverses. Comme nulle autre expression culturelle, peut-être, le blues de Chicago a exprimé de manière poignante les malheurs et les espoirs des Noirs américains. Dans les années 1920, le musicien Eddie Condon jurait qu'« une trompette brandie dans l'air nocturne du Stroll de Chicago aurait pu jouer toute seule²⁶⁵ ».

Cependant, le blues n'est pas né à Chicago. Ses origines précises font l'objet de débats entre spécialistes, mais ce que l'on sait de manière à peu près certaine, c'est que la référence au blues apparut dans les toutes premières années du xx^e siècle. On parlait alors de musique blues dans le delta du Mississippi (Mississippi, Louisiane). Cette musique rurale fit l'objet pendant le New Deal, sous la houlette de Robert Gordon et de John Lomax, d'un programme d'enregistrements rassemblés à la bibliothèque du Congrès (Archives of Folk Culture²⁶⁶). Musique profane chantée par un seul individu (par contraste avec le gospel), le blues fut interprété par Lawrence Levine, dans son fameux *Black Culture and Black Consciousness*, comme reflétant un double processus de sécularisation et d'individualisation de la société américaine au début du siècle²⁶⁷.

À partir de la grande migration, ce blues rural ou « *country blues* » (chant, harmonica et guitare) évolua. À Memphis, dans les cabarets de Beale Street, son rythme se syncopa, des instruments de musique inédits (le piano et des percussions) furent ajoutés. Puis les musiciens de Memphis partirent pour Chicago, attirés par la perspective de mieux gagner leur vie et de produire des *hit tunes*. Ce fut le cas de Memphis Minnie, de son vrai nom Lizzie Douglas, née à Algiers, près de La Nouvelle-Orléans, en 1897. C'est en jouant de la guitare dans les clubs de Memphis qu'elle fut remarquée. En 1932, elle partit pour Chicago, où elle ajouta la voix à la guitare et enregistra plusieurs dizaines de disques, devenant célèbre avec des chansons comme *When the Levees Broke* (allusion à la grande crue du Mississippi de 1927), *Jit's Blues* (sur la drépanocytose) ou encore *Bumble Bee Blues*. D'autres musiciens de blues, comme Memphis Slim, Joe McCoy ou Casey Bill Weldon, firent de même. Quant à celles et ceux qui ne résidaient pas à Chicago, ils y donnaient des concerts et gravaient des disques, à l'image de Ma Rainey, qui enregistra certaines de ses chansons les plus populaires à Chicago avec la Paramount, de Mamie Smith et, bien sûr, de Bessie Smith, l'« impératrice du blues », qui vivait entre New York et Philadelphie mais chanta comme personne *Chicago Bound Blues*. Cette chanson évoque la grande migration vers Chicago, la douleur du départ et les manchettes du *Defender* :

Late last night, I sold away and cried
Late last night, I sold away and cried
Had the blues for Chicago, I just can't be satisfied
Blues on my brain, my tongue refused to talk
Blues on my brain, my tongue refused to talk
I was followin' my daddy but my feet refuses to walk
Mean old fireman, cruel old engineer
Lord mean old fireman, cruel old engineer
You took my man and left his mama standing here
Big red headline, tomorrow Defender news
Big red headline, tomorrow Defender news
"Woman dead down home, these old Chicago blues"
I said blues

Le *Defender* consacra sa une à Bessie Smith en septembre 1937, lorsqu'elle mourut dans un accident d'automobile sur la route 61, l'« autoroute du blues », entre Memphis et Clarksdale (Mississippi). Par une coïncidence remarquable, Clarksdale était la ville natale de nombreux musiciens de blues, dont Muddy Waters, qui y vécut jusqu'en 1940 et y réinventa le blues en introduisant la guitare électrique, avant de partir s'installer, comme tant d'autres, à Chicago.

Le jazz, que l'on peut grossièrement définir comme la rencontre du blues avec d'autres genres musicaux, notamment européens, apparut au début du ^{xx}e siècle à La Nouvelle-Orléans, quelques années seulement après le blues. Il reposait avant tout sur l'improvisation (qui brouillait la distinction, classique en Europe, entre auteur et interprète), y compris par rapport au blues (qui utilise bien plus la répétition). Ce premier jazz, appelé « dixieland » et joué par des orchestres de cuivres, se déplaça vers le nord avec la grande migration. Plusieurs dizaines de musiciens de jazz s'installèrent à Chicago entre 1916 et 1920, la plupart originaires de La Nouvelle-Orléans. Parmi eux, le clarinettiste Sidney Bechet, le trompettiste Freddie Keppard, les pianistes Jelly Roll Morton et Earl Hines, les batteurs Baby Dodds et Zutty Singleton... Mais c'est Joe « King » Oliver qui devint le « roi du jazz » à Chicago. Né en 1885 près de La Nouvelle-Orléans, Oliver joua du cornet à pistons dans les fanfares si populaires de la capitale louisianaise, avant de partir pour Chicago en 1919 à la suite d'une bagarre. Il y devint une grande vedette en conservant le style musical de La Nouvelle-Orléans : un orchestre d'instruments à vent (cornets, trombone, clarinette), accompagné d'un piano, d'un banjo et d'un tambour. Progressivement, le style louisianais changea, avec un phrasé plus coulé, l'utilisation de la sourdine, et des mélodies qui puisaient leur inspiration dans la musique d'origine européenne, les comédies musicales et le vaudeville. Beaucoup étudièrent le solfège et apprirent à lire la musique. Bientôt, les musiciens jouèrent avec de bien meilleurs instruments, aux cuivres étincelants : le cornet à pistons céda la place à la trompette, aux possibilités harmoniques plus vastes. Le style vestimentaire évolua aussi : la décontraction louisianaise (chemise ouverte, pantalon à bretelles) fut remplacée par le smoking dans un style dandy sophistiqué. Au Royal Gardens, au Plantation Café et au Savoy Ballroom, Oliver et son orchestre – King Oliver and his Dixie Syncopators – attiraient les foules. Dans la troupe, le protégé d'Oliver était le jeune cornettiste Louis Armstrong, qu'il avait connu à La Nouvelle-Orléans. C'est en 1922 qu'Armstrong avait rejoint Oliver à Chicago. Le jeune prodige joua deux ans dans son orchestre avant de partir pour New York, puis il revint à Chicago en 1925 pour jouer et enregistrer des classiques du jazz avec différents orchestres (*Potato Head Blues*, *West End Blues*, etc.). Il se distinguait par ses solos de trompette, variations improvisées où sa dextérité inouïe et son sens musical s'exprimaient merveilleusement. Chicago fut le tremplin de la carrière de « Satchmo », le lieu où il perfectionna son style, où il rencontra de grands musiciens et où sa réputation naquit.



Bessie Smith (1894-1937), l'« impératrice du blues », chanta de manière poignante la migration noire vers Chicago.

Sur State Street, il existait depuis le début du xx^e siècle un cabaret et salle de jeu, le Pekin Inn, agrandi plusieurs fois jusqu'à offrir à partir de 1906 une salle de mille deux cents sièges « pour les gens de couleur de cette ville ». Des vaudevilles et des comédies musicales étaient proposés, avec des séquences de ragtime animées par l'« orchestre fameux du Pekin ». Des musiciens virtuoses montraient leurs talents, comme le clarinettiste Wilbur Sweatman, qui ravissait les amateurs de « *hot music* » avec son rag. Sweatman, qui se produisait aussi au Grand Theater, fut sans doute le premier musicien à enregistrer un disque de « jass » en 1912, avant de partir pour New York l'année suivante et de connaître un grand succès. Avec le pianiste Jelly Roll Morton, il fit partie de ces musiciens qui assurèrent la transition du ragtime au jazz.



Dans les années 1940, en raison d'un contexte de fortes tensions raciales, de nombreux Blancs se mirent à déserrer les cabarets du Stroll au profit du quartier des théâtres et des commerces du North Loop, représenté ici.

Le public blanc était également friand des concerts du Pekin, de telle sorte qu'un monde bigarré et divers se pressait dans la salle et autour des tables de jeu. Cela ne plaisait guère à certains pasteurs, pas plus qu'au *Defender*, qui déplorait que la clientèle noire fût chassée par la blanche, plus argentée. Mais le Pekin bénéficiait d'une grande popularité et du soutien de personnalités comme Ida Wells. Il servait aussi à la mobilisation politique en période électorale. Son propriétaire, Robert Motts, qui avait réinvesti son argent gagné au jeu, était engagé dans le Parti républicain et utilisait sa salle pour des réunions politiques. Après sa mort en 1911, le Pekin déclina, fut vendu et revendu, transformé en salle de danse en 1916, et finalement en commissariat de police.

À proximité se trouvait Teenan Jones' Place, un cabaret tenu par Teenan Jones, républicain proche de De Priest qui eut maille à partir avec la justice en 1918 lorsqu'il fut accusé d'avoir corrompu la police pour qu'elle ferme les yeux sur ses salles de jeu. (L'argent aurait également servi à De Priest : c'est ce qui entraîna sa démission du conseil municipal.) Jones avait aussi ouvert d'autres cabarets très « classe », les Élite n° 1 et Élite n° 2, proposant la même combinaison

qui faisait le succès des établissements du Stroll, tout à la fois salles de spectacle, restaurants, salles de jeu et lieux politiques.

D'autres établissements populaires, comme le DeLuxe Cafe, le Plantation Cafe, le Sunset Cafe, le superbe Dreamland Cafe, avec son orchestre maison, ou le vaste Royal Gardens (qui servit de salle de banquet aux républicains lors de la Convention nationale de 1919), voisinaient avec les salles de jeu, de billard et les maisons closes. Jamais à court de comparaisons audacieuses, le *Defender* parlait de la « Mecque des plaisirs », comparable à « Rome, Athènes et Jérusalem ». Dans les années 1920, des salles de grande dimension, comparables à celles de Harlem, ouvrirent leurs portes : le Savoy Ballroom en 1927, avec sa grande salle de danse, et le Grand Terrace Cafe en 1928, où se produisaient les musiciens les plus réputés – les orchestres new-yorkais de Cab Calloway et Duke Ellington, Count Basie et Bessie Smith.

Dans toutes ces salles, l'alcool circulait assez librement en dépit de la prohibition, ce qui leur valait de temps à autre une descente de police à grand spectacle, le but étant de confisquer quelques bouteilles de gin ou de bourbon devant les photographes de presse. La menace policière ajoutait à l'excitation transgressive des soirées de jazz, où s'expérimentaient des styles vestimentaires nouveaux, la consommation de marijuana et des relations amicales et amoureuses entre Noirs et Blancs. Ces bars et clubs étaient appelés *black and tan*, une expression vraisemblablement d'origine sudiste désignant des lieux racialement composites (le *tan*, le « bronzé », contrastant avec le *lily white*, le « blanc comme neige »). Toutes les grandes villes américaines avaient des lieux *black and tan*, mais certaines étaient réputées libérales de ce point de vue. Chicago passait pour être plus « mixte » que New York, par exemple. Le *Pittsburgh Courier*, seul autre journal noir d'envergure nationale, titra dans son édition du 17 octobre 1923, par allusion aux interactions *black and tan* à Chicago : « *Chicago is worse city than Paris !* » (« Chicago est pire que Paris ! »)

Ces interactions étaient vues comme immorales, y compris par la presse noire, qui acceptait les salles de danse mixtes, mais pas les couples de danseurs noir et blanc, qui incitaient à la débauche et à une sexualité incontrôlée²⁶⁸. Les quartiers de sorties musicales étaient réputés être les lieux du vice, de la transgression sexuelle, de la prostitution. Avides de statistiques, les enquêteurs sociaux des années 1920 brosaient des tableaux édifiants (et contradictoires) sur les prostituées noires et blanches (ces dernières étant dépravées en raison de leurs mœurs raciales). Des explications sociologiques étaient fournies : le système de location de chambres chez l'habitant favorisait

les proximités licencieuses dans le contexte d'une « culture communautaire noire ouverte », expliqua le sociologue Walter Reckless, spécialiste autoproclamé des « bas-fonds noirs » (« *blackbottoms* »), opposés aux quartiers juif ou italien, où les structures familiales intactes favorisaient la chasteté féminine²⁶⁹.

Du côté des autorités religieuses, la dénonciation de la prostitution par les pasteurs du South Side (tout comme ceux de Harlem, Adam Clayton Powell en premier lieu) était un *topos* des prêches du dimanche matin. Le jazz était à la fois une source de fierté dans le monde afro-américain de Chicago et une source d'inquiétude en raison de ses effets immoraux supposés (le mot *jazz* étant également un terme argotique pour « sexe » ou « excitation sexuelle », il est possible que cela ait été son sens premier²⁷⁰). En 1923, des auditions organisées par la Juvenile Protection Association (JPA) visaient à souligner les liens entre le jazz et les mauvaises mœurs. Jessie Binford, de la JPA, dénonçait « la combinaison d'alcool, de jazz, de danse, des spectacles immoraux et obscènes des fameux restaurants *black and tan*, souvent gérés par des hommes du milieu qui en font des lieux de recrutement pour les clients des bordels²⁷¹ ».

Tout cela ne pouvait fonctionner qu'avec la tolérance des autorités municipales, en premier lieu de « Big Bill » Thompson et de ses alliés du crime organisé, d'autant que cela ne remettait pas en cause la ségrégation spatiale générale de la ville. Même l'élection du démocrate William Emmett Dever, installé à la mairie entre 1923 et 1927, ne changea pas profondément la situation : il fit fermer quelques bars, promptement rouverts par la suite, et ce fut à peu près tout. Le retour de « Big Bill » à la mairie fut salué par de grandes fêtes sur le Stroll, Louis Armstrong et son orchestre régaland la foule réjouie au Sunset Cafe. Dan Jackson était le lien entre les cabarets, les maisons de jeu et « Big Bill ». Cet homme d'affaires discret, chef du « syndicat » noir, s'assurait que la police fermât les yeux sur les commerces de ses amis (et lançât des raids sur les autres). Il possédait plusieurs maisons de jeu, dont le Race Track, à proximité du Dreamland Cafe, et une compagnie de pompes funèbres²⁷². Les nuages s'amoncelèrent lorsque son ami « Big Bill » perdit son mandat de maire en 1923, au point que Jackson songea à déplacer ses activités à New York. Mais il pesa de toutes ses forces pour sa réélection en 1927, de concert avec les autres « syndicats » de la ville, ceux d'Al Capone et de Jake Guzik. Jackson était si occupé par ses activités qu'il laissa volontiers la place de candidat républicain au Congrès de Washington à son ami Oscar De Priest.

L'industrie du disque fut également transformée par les *jazzmen* de Chicago. C'est pendant la Première Guerre mondiale que les

phonographes Victrola, désormais produits en masse, se popularisèrent, avec des prix (moins de 20 dollars) qui les mettaient à portée de la population ouvrière. Leur taille se réduisit également, avec des modèles (initialement conçus pour les soldats) qui tenaient dans une valise. Celles et ceux qui n'avaient pas assez d'argent pour aller au cabaret pouvaient écouter les grands musiciens, comparer leur style à ceux qu'ils connaissaient, et se construire une culture musicale qui entraînait pour une bonne part dans l'aspiration plus générale au respect et à l'estime de soi. Les enfants étaient aussi friands de musique : ils écoutaient les disques ou se glissaient dans les salles de concert. Le jeune Nathaniel Cole, par exemple, né à Montgomery, dans l'Alabama, en 1919 et arrivé à Chicago avec ses parents en 1923, commença à jouer de l'orgue avec sa mère, organiste dans une église, mais il traînait aussi dans les clubs de State Street et s'imprégnait de blues et de jazz. Il entama sa carrière de chanteur au milieu des années 1930 sous le nom de Nat « King » Cole²⁷³.

Les firmes de disques de New York dominaient le marché national (c'est toujours le cas aujourd'hui), et la musique noire était réduite à la portion congrue jusqu'au début des années 1920. Mamie Smith, qui chantait à Harlem, fut la première chanteuse noire à enregistrer un disque : *Crazy Blues*, en février 1920, pour le label Okeh. Son succès immédiat, notamment à Chicago, démontra qu'il existait un marché actif pour les *race records*, ce qui fut confirmé par la suite. Lorsque le catalogue de Black Swan fut repris par la Paramount en 1923, celle-ci plaça à la tête de sa division *race records* un Afro-Américain entreprenant, Mayo Williams, qui fit enregistrer de nombreux artistes de jazz et de blues du South Side, où il résidait, tels Blind Lemon Jefferson, Blind Blake ou Ma Rainey. Williams n'était pas salarié par la Paramount, mais il recevait 1 cent par disque vendu. Tout en étant satisfaits des ventes, les dirigeants de la Paramount étaient condescendants à l'égard de cette division et maintenaient Williams dans un statut subalterne, le faisant par exemple monter par l'ascenseur de service du Palmer Hotel lors de la rencontre annuelle. En 1927, Williams quitta la Paramount pour rejoindre Okeh.

Les magasins de disques se multiplièrent dans le South Side (quelques-uns apparurent aussi dans les quartiers blancs), vendant des *race records* qui faisaient l'objet de publicités dans le *Defender* et sur des affichettes. Lorsque sortait un album très attendu, une foule se pressait devant les magasins avant l'ouverture. Les ventes au porte-à-porte et par correspondance étaient également populaires dans le quartier, et au-delà, dans les quartiers ethniques blancs. Une des conséquences fut l'apparition de musiciens de jazz blancs de grand talent, profondément influencés par les disques et les cabarets du

South Side. L'exemple le plus frappant est celui du clarinettiste Benny Goodman. Né en 1909 dans une famille juive originaire de Pologne et de Lituanie et installée dans le quartier des abattoirs, il prit ses premières leçons de musique à la synagogue, puis rejoignit à seize ans l'orchestre de jazz blanc de Ben Pollack, grand maître du swing (son histoire semble calquée sur celle du *Chanteur de jazz*, le premier film parlant). En 1928, Goodman partit pour New York, où il devint célèbre en profitant de son accès aux radios et aux grandes maisons de disques, bien plus aisé pour les Blancs que pour les Noirs.

De nombreuses stations de radio diffusaient du jazz, retransmettant parfois des concerts en direct depuis le Savoy ou le Trianon. Les auditeurs blancs qui n'osaient pas se rendre dans la Black Belt se familiarisaient avec cette musique par les ondes et « visitaient auditivement²⁷⁴ » ces salles de concert et de danse. Mais les animateurs de radio étaient blancs, et, dans l'ensemble, on donnait la préférence aux musiciens de jazz blancs, dont certains étaient grîmés en *black face*. La situation était similaire à New York.

WSBC, une station de radio généraliste de Chicago qui diffusait déjà de nombreux programmes ethniques en plusieurs langues, s'ouvrit en 1928 à un programme de musique noire diffusé le dimanche soir, *The All Negro Hour*, que nous avons déjà évoqué. Son animateur, le fameux *deejay* Jack Cooper, resta au micro jusqu'en 1961. Une première aux États-Unis. Le propriétaire de WSBC, Joseph Silverstein, avait été approché par des membres de la Negro Civic League qui lui avaient suggéré de lancer un programme de ce type. Le choix de Cooper, déjà connu pour diverses activités, dont des articles dans le *Defender*, s'imposa. Sa voix enjouée était familière aux Noirs de Chicago, en tout cas ceux qui pouvaient capter WSBC, et son émission était si populaire qu'elle devint pratiquement quotidienne. Lorsque les émetteurs de WSBC gagnèrent en puissance, Cooper put être écouté par toute la population noire de Chicago, et même au-delà, semble-t-il, ce qui suggère que le programme fut repris par d'autres stations. *The All Negro Hour* proposait du jazz, du gospel, de la musique classique européenne. Il assurait aussi un service communautaire en transmettant des nouvelles et des messages personnels, en levant des fonds pour des institutions de quartier, en diffusant des informations politiques et en prodiguant des conseils de santé et d'éducation.

Mais c'est dans les années 1950 que les radios noires de Chicago prirent leur essor, avec la station du West Side WGES et son animateur Al Benson qui lançait son célèbre : « *Good afternoon, ladies and gentlemen, this is your old Swingmaster Al Benson bringing you 60 minutes of red hot, beat me down, swing tunes of the day, and that's for sure !* » Contrairement à Cooper, Benson était en phase avec les courants les

plus actifs de la musique noire du moment, en particulier le blues électrique de Muddy Waters, qui imposa le nouveau son de Chicago après guerre : un blues du Delta électrifié, assez âpre, dont la jeunesse de Chicago, y compris les frères Jackson, se délectait.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, qui occasionna une nouvelle poussée migratoire des Noirs du Sud vers les grandes villes industrielles du Nord, Chicago était déjà la deuxième grande ville noire des États-Unis, juste derrière New York. Cela s'expliquait non seulement par le poids démographique des quartiers noirs, qui formaient un vaste ensemble, le South Side, mais aussi par le poids politique, économique et culturel de ce dernier. Harlem rivalisait avec le South Side d'un point de vue culturel, mais pas sur le plan économique ni politique. Cette situation a conféré au Chicago noir des traits encore présents aujourd'hui : la ville est toujours la capitale du « capitalisme noir », et elle a montré, avec l'élection de Barack Obama, qu'elle était encore un tremplin politique. Cet éclat ne doit pas masquer la réalité souvent lugubre de la vie dans les ghettos noirs, y compris lorsque le travail industriel ne manquait pas : l'état des logements, le surpeuplement, les difficultés de la vie quotidienne ne différaient pas de ce que l'on pouvait trouver dans les quartiers ouvriers blancs ethniques du sud de Chicago, mais ils posaient des problèmes plus aigus en raison du racisme structurel et des discriminations qui pesaient sur le monde noir et l'assignaient dans une partie spécifique de la ville.

CHAPITRE 5

BLANC ET NOIR

Une nation en guerre

Le 14 juin 1942, quatre cent mille personnes battirent le pavé de Chicago pendant dix-sept heures. Le défilé, qui s'étendait sur plus de soixante-quinze kilomètres, célébrait le Flag Day, le « Jour du drapeau », une fête qui n'est devenue un jour férié légal qu'en 1949, mais qui était en vigueur dans tout le pays depuis les années 1880. À Chicago, la première célébration attestée remontait à 1894, lorsque trois cent mille écoliers environ s'étaient rassemblés autour de drapeaux américains dans des parcs de la ville. Mais celle de 1942 était la première depuis l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, et une détermination nouvelle y était palpable. Alors que la ville sortait à peine d'une période marquée par de durs conflits ouvriers, le Bureau de la défense civile de Chicago (Office of Civilian Defense) organisa le défilé pour afficher l'esprit de patriotisme irréprochable de sa population. Le souvenir horrifié du massacre par la police de dix ouvriers sidérurgistes de Republic Steel le jour de Memorial Day en 1937 était encore frais dans les mémoires du mouvement ouvrier, mais celui-ci répondit à l'appel dans sa quasi-totalité et parvint à surmonter sa rancune pour défiler aux côtés d'industriels et de représentants d'organisations patronales de la région. Chaque quartier de la ville affilié au Bureau de la défense civile était représenté par un char fièrement décoré attestant l'enthousiasme patriotique de ses habitants.

Chicago n'était pas la seule ville du pays à soutenir ardemment l'effort de guerre sur le front intérieur. De fait, jamais dans l'histoire américaine une guerre n'avait suscité de consensus si marqué. Alors que, pendant le premier conflit mondial, 12 % des conscrits avaient refusé de se présenter pour leur incorporation ou déserté les camps de formation, seule une proportion de 0,5 % avait tenté d'éviter le service militaire lors de l'entrée en guerre du pays en 1941. Même les leaders noirs, qui critiquaient en termes virulents la situation raciale américaine pendant les années de conflit et appelaient le gouvernement à combattre le racisme dans le pays avec autant de zèle

qu'il luttait contre le fascisme à l'étranger, ne prirent que rarement publiquement position contre la guerre. Le mythe de la « bonne guerre », qui persiste encore aujourd'hui, était en voie de constitution avant même que les premiers soldats américains aient eu l'occasion de fouler le moindre champ de bataille outre-Atlantique. Si la vie politique américaine était marquée depuis la Révolution par l'idée que les États-Unis avaient une mission à remplir dans le monde, la Seconde Guerre mondiale fut sans doute le premier moment où elle dépassa les simples envolées lyriques d'hommes d'État ou de leaders civiques pour s'ancrer dans la conscience populaire. C'était notamment le cas chez les anciens immigrés européens (ceux que l'on désigne aujourd'hui, de façon un peu obscure, comme les « *white ethnics* »), qui, avant que le parti démocrate du New Deal ne se mette à défendre (et à courtiser) les « nouveaux » immigrants d'Europe du Sud et de l'Est, étaient encore maintenus à l'écart de la culture grand public et de la vie politique américaines. La prohibition, les croisades morales et la panique suscitée par la vague de gangstérisme, réelle et filmique, des années 1920 et 1930 avaient été autant de facteurs rappelant sans cesse leur statut d'étrangers (et d'*outsiders*) à ces immigrés des première et deuxième générations. Tout changea avec le conflit mondial : leur participation à la « bonne guerre » leur permit enfin d'entrer dans le club des « bons » Américains. Ce message, Hollywood se chargea de le marteler sur grand écran dans une série de films, tels *Sahara* (1943) ou *Purple Heart* (1944), qui montraient des groupes multiethniques d'Américains surmontant leurs différences culturelles et se retroussant ensemble les manches pour remporter la guerre²⁷⁵.

Mais ce qui se jouait dans les rues de Chicago au cours de ce défilé de Flag Day relevait tout autant d'un enthousiasme civique savamment orchestré que d'une simple manifestation de solidarité interethnique. Quelle que fût l'importance du sentiment d'unité nationale derrière la patrie en guerre, Chicago se retrouvait en concurrence avec d'autres villes industrielles pour obtenir sa part des contrats militaires attribués par le gouvernement fédéral. En effet, la production industrielle de Chicago n'avait pas quitté les profondeurs de la Grande Dépression aussi vite que celle d'autres villes, et certains redoutaient le retour des conflits sociaux aigus des années antérieures. De fait, dans les mois précédant le défilé, le maire, Edward Kelly, s'était publiquement plaint que, malgré les commandes d'acier, de trains et de produits agroalimentaires passées par l'armée américaine auprès d'industriels locaux, la ville n'avait pas reçu une part équitable des contrats de défense. Attirer ces derniers en nombre croissant supposait, comme l'avaient parfaitement compris Kelly et la direction du Parti démocrate du comté de Cook, de prouver que Chicago était

une ville où employeurs et salariés savaient travailler de concert pour tenir les rythmes de production. Cette démonstration devenait d'autant plus cruciale au regard de la situation de la métropole voisine, Detroit : celle-ci commençait à connaître une vague de conflits ouvriers, de grèves sauvages et un ralentissement de la production d'une telle intensité qu'un reporter du magazine *Life* s'exclama : « Detroit peut soit faire exploser Hitler, soit faire exploser les États-Unis²⁷⁶. » En comparaison, Chicago allait pouvoir se targuer, à l'issue de la guerre, de n'avoir jamais été contraint d'interrompre ou de retarder ses livraisons à cause d'un conflit ouvrier. Cette supériorité était attribuable à la fois à l'influence locale de l'*American Federation of Labor*, confédération syndicale peu militante, et aux excellentes relations du maire Kelly avec les dirigeants syndicaux. Kelly avait tellement bien réussi à effacer de ses mains le sang du massacre de Memorial Day que, aux élections municipales de 1939, un sidérurgiste qui avait perdu un œil à cause d'une balle tirée par la police soutint sa candidature à la radio. Enfin, l'attitude tolérante de Kelly à l'égard des affaires de mœurs et de jeu lui valut la bénédiction – et les pots-de-vin – de figures clés du crime organisé, un facteur qui ne pouvait qu'accroître son charme auprès du mouvement ouvrier.

Toutefois, la prétention de Chicago à jouer un rôle moteur dans l'effort de guerre national ne reposait pas simplement sur la tranquillité relative de sa main-d'œuvre. Dès le début des hostilités, les autorités municipales s'étaient efforcées de montrer que la mobilisation ne se limitait pas aux usines. Ayant emménagé dans ses bureaux du Loop, en plein centre-ville, une semaine à peine après la déclaration de guerre, le Bureau de la défense civile de Chicago s'était immédiatement lancé dans une promotion active de la souscription de bons de guerre, dans l'organisation de campagnes d'engagement volontaire et dans des initiatives de collecte de sang et d'objets de récupération. Les femmes plantèrent des fleurs dans des « jardins de la victoire », firent don de leurs vieux ustensiles de cuisine, confectionnèrent des gâteaux pour les soldats basés dans l'un des bâtiments militaires de la ville et participèrent avec enthousiasme aux exercices d'entraînement en cas d'attaque. Les écoles publiques organisèrent une vaste collecte qui leur permit de récolter 680 tonnes de fer-blanc, de caoutchouc et de métaux divers que les écoliers transportèrent à l'aide de petits wagons et de brouettes. L'énorme succès de ces efforts – Chicago était la première ville du pays pour le nombre de soldats volontaires, la vente de bons de guerre, les dons de sang et la collecte de matériaux de récupération – s'expliquait notamment par l'existence de la meilleure structure de commandement qui soit : l'appareil politique du Parti démocrate, qui, habitué à mener des campagnes électorales comme on conduit des

guerres, avait instauré un maillage serré de la ville qui pouvait être immédiatement utilisé en vue d'une mobilisation. Le Bureau de la défense civile découpa ainsi Chicago en divisions, zones et blocs, avec un capitaine à la tête de chacun de ces derniers. Élu, le capitaine avait pour mission d'organiser des réunions avec ses voisins pour les informer des dernières opérations. Les quelque vingt mille capitaines que comptait la ville pendant la Seconde Guerre mondiale étaient bien moins des organisateurs de communauté (*community organizers*) que des rouages de la structure locale de commandement : leur rôle était d'assurer la participation des habitants aux *blackouts* et aux exercices de protection civile, d'aider le Bureau de la défense civile à enquêter sur les opinions et les activités des citoyens, et de rechercher les déserteurs, les profiteurs de guerre et autres personnages suspects²⁷⁷.

L'efficacité du plan de mobilisation de Chicago était telle que le gouvernement fédéral l'érigea en modèle pour le reste du pays. Malgré ces résultats impressionnants et malgré les fréquents déplacements de Kelly à Washington, la manne fédérale ne tombait toujours pas suffisamment pour satisfaire l'*establishment* politique et économique local, mais la situation changea dans la seconde moitié de l'année 1942. La ville commença alors à toucher une plus grosse partie des 24 milliards de dollars fédéraux qui allaient être dépensés en commandes militaires jusqu'à la fin de la guerre. Répartis entre plus de mille quatre cents fournisseurs de la région, ces fonds furent à l'origine d'un vaste boom industriel qui vit la construction de plus de trois cents nouvelles usines et l'expansion ou la rénovation de près d'un millier d'autres. Pullman construisit des tanks, International Harvester des tracteurs militaires, des torpilles et des obus, Douglas Aircraft produisit les avions de transport C-54, et Dodge-Chicago fabriqua les célèbres bombardiers B-29 dans une nouvelle usine qui employait trente et un mille personnes et dont le coût de construction avoisinait les 100 millions de dollars. Ce rythme d'activité soutenu ne concernait pas seulement les industries lourdes. Le laboratoire pharmaceutique Baxter, par exemple, fabriqua le premier récipient stérile, sous vide, de collecte et de conservation du sang, et dut construire deux usines temporaires pour pouvoir satisfaire l'énorme demande. Son principal concurrent, Abbott Laboratories, fit livrer à l'étranger des millions de comprimés purificateurs d'eau et lança la première production commerciale de masse de pénicilline. Western Electric, société spécialisée dans les technologies de la communication, développa pour sa part des systèmes de radar militaire, tandis que quarante usines d'électronique de Chicago conjuguèrent leurs forces pour produire plus de la moitié de l'ensemble de l'équipement de communication utilisé par les militaires américains pendant la guerre.

Cette frénésie productive affecta profondément les dispositifs et les rythmes de vie familiale habituels. Les sociétés qui avaient licencié des milliers de travailleurs dans les années 1930 se trouvèrent soudain désespérément en manque de nouveaux employés pour faire fonctionner leurs chaînes jour et nuit. Un grand nombre de pères de famille étant partis combattre en Europe et en Asie, le gouvernement fédéral se tourna vers leurs épouses pour pallier la pénurie de main-d'œuvre. Ces femmes avaient depuis longtemps renoncé à l'ambition de faire carrière, *a fortiori* dans le secteur industriel, mais gagner la « bonne guerre » allait exiger leur participation. Les affiches de propagande gouvernementale représentaient « Rosie la riveteuse », robuste et séduisante, les manches de sa chemise en jean retroussées pour exposer ses bras musclés, et proclamaient : « Nous pouvons le faire ! » Près de quatre millions de femmes au foyer firent ainsi leur entrée sur le marché du travail pendant cette période. Pour beaucoup d'entre elles, c'était par sens du devoir patriotique. Mais elles étaient encore plus nombreuses à ne pas avoir le choix. La Grande Dépression avait vidé leurs comptes d'épargne et considérablement détérioré leur niveau de vie, et les chèques de pension censés subvenir aux besoins des familles des soldats étaient loin de suffire.

Si les mères travailleuses étaient à la fois une main-d'œuvre cruciale pour l'effort de guerre et une bénédiction pour les employeurs, qui ne leur versaient que 65 % du salaire qu'ils payaient aux hommes pour un travail comparable, les conservateurs du pays voyaient dans cette évolution une menace pour la famille, les relations hommes-femmes traditionnelles et, en dernière analyse, la jeunesse de la nation. L'un des critiques les plus virulents était le directeur du FBI, J. Edgar Hoover. Après sa croisade des années 1930 contre les effets néfastes des films de gangsters sur l'esprit des jeunes, il s'intéressait désormais au problème des enfants négligés, n'hésitant pas à déclarer que « les garçons et les filles » constituaient « le bien le plus inestimable du pays » et que « leur préservation [était] aussi importante que n'importe quel autre objectif fixé à cette guerre²⁷⁸ ».

Les inquiétudes des conservateurs furent vite absorbées dans un sentiment d'angoisse plus général à propos de la situation des jeunes du pays. Avec tant de pères partis au front et de mères au travail, qui allait surveiller les enfants après l'école ? s'inquiétaient les Américains. La presse grand public étalait les portraits d'enfants rentrant seuls chez eux, de « filles de la victoire » ayant des aventures sexuelles sans lendemain avec des soldats par sens dévoyé du devoir patriotique, ou encore de jeunes délinquants errant la nuit avec des gangs de rues. Centre de production militaire essentiel et étape obligée pour les soldats traversant le pays, Chicago était tout autant touché

par ces tendances que d'autres villes, et la presse locale s'en donna à cœur joie, comme s'il s'agissait, ainsi que le pensait Hoover, d'affaires relevant de la sécurité nationale. Interrogés à titre d'experts, des criminologues encourageaient la police à mettre un terme aux activités immorales des « filles de la victoire », qui menaçaient de répandre des maladies vénériennes dans les rangs de l'armée, et à imposer des couvre-feux pour empêcher tout débordement juvénile. Un article du *Chicago Tribune* alla jusqu'à affirmer que l'augmentation « alarmante » du taux de délinquance chez les jeunes et les divorces « brisaient les foyers de Chicago bien plus vite que les morts sur les champs de bataille²⁷⁹ ».

Qu'un journal si sérieux recoure à de telles hyperboles suggère que les différentes incarnations du problème de la jeunesse pendant la Seconde Guerre mondiale étaient plus symboliques que réelles. Malgré l'indignation générale, l'épidémie de délinquance juvénile qui, selon les experts, ne devait pas manquer de s'abattre sur la ville ne se matérialisa jamais véritablement. Les augmentations modérées des taux de délinquance juvénile enregistrées à cette époque pouvaient très bien n'être que le reflet de changements dans les pratiques de répression et les méthodes de collecte des données, en réaction justement à une perception accrue de l'existence de ce problème²⁸⁰. De plus, les historiens ont montré que l'attention portée aux mères ayant répondu à l'appel de Rosie la riveteuse était exagérée. En effet, si la participation à la vie active des femmes de trente-cinq à quarante-quatre ans avait beaucoup progressé, le changement était minime pour les femmes de vingt à trente-quatre ans, en âge de procréer.

Loin de dénoter une véritable modification des comportements des jeunes, la focalisation sur la délinquance qui prévalut pendant la guerre trahissait des incertitudes et des angoisses liées aux réalités de la vie quotidienne. Car les habitants de Chicago se voyaient chaque jour rappeler douloureusement les sacrifices consentis par les soldats. Dans la seconde moitié de l'année 1943, alors que le nombre de morts augmentait de manière vertigineuse, des centaines de plaques commémoratives furent accrochées aux panneaux indicateurs. La population prit l'habitude de se rassembler dans les parcs de la ville et aux carrefours pour rendre hommage aux soldats tombés sur les champs de bataille. À peu près à la même époque, la conscription commença d'enrôler dans l'armée un nombre croissant de pères et de fils laissant derrière eux un nombre tout aussi important de mères la gorge serrée par l'angoisse et de frères rongés par la culpabilité. Certes, ces situations existaient dans tout le pays, mais à Chicago l'intensité de la campagne de mobilisation en faveur de la guerre était

telle qu'elle toucha les différentes communautés et eut pour effet de stigmatiser ceux qui paraissaient ne pas remplir leur mission, sur qui pesait le regard réprobateur du voisinage.

Malgré les succès remportés par le Bureau de la défense civile dans les premières années de la guerre, un sentiment de malaise se répandit dans la ville au début de l'été 1943. Alors que les usines fonctionnaient sans discontinuer nuit et jour et qu'une grosse partie de la main-d'œuvre tentait de s'adapter à des « huit » commençant à 23 heures, la presse locale commença à évoquer le fort absentéisme lors des réunions de la défense civile, ainsi que le déclin de l'intérêt de la population pour les bons de guerre et les campagnes de récupération de matériaux. En outre, les tensions de classe, qui avaient été occultées par l'enthousiasme civique des débuts, firent leur réapparition : des membres de la classe ouvrière se plaignirent que leurs voisins plus riches achetaient sur le marché noir et accumulaient des produits rationnés. Tout comme au sujet de la délinquance, il est difficile de savoir si ces tensions reflétaient un véritable changement des consciences et des comportements. Les articles qui en faisaient état pouvaient très bien en effet avoir été commandés par des services municipaux inquiets de la montée de l'indiscipline et de l'apathie dans la population. Toutefois, l'initiative du Bureau de la défense civile qui consista à créer, en février 1944, un nouveau Comité pour l'action patriotique destiné à remonter le moral des habitants révélait bien qu'il y avait une part de réalité dans ce malaise.

Migration noire et réaction blanche

Chicago n'était certainement pas la seule ville à s'inquiéter du sort de ses enfants. La question de la délinquance juvénile occupa le devant de la scène dans l'ensemble du pays, suscitant même en novembre 1943 la création d'une sous-commission du Sénat, présidée par le sénateur de la Floride Claude Pepper. Parmi les témoignages recueillis par cette sous-commission, nombreux étaient ceux qui tendaient à rendre les mères travailleuses responsables des errements de leur progéniture, ce qui montre combien la nouvelle place des femmes dans la vie active suscitait d'incertitudes. Mais le sentiment d'un bouleversement du monde dû à la guerre était plus général. La sous-commission Pepper devait aussi son existence à une situation qui menaçait la sécurité publique et l'unité sur le front intérieur : à l'été 1943, de grandes émeutes raciales enflammèrent trois centres majeurs de la production de guerre – Los Angeles, Detroit et New York –, et de nombreuses autres villes où les salaires compétitifs du secteur

militaire avaient attiré des centaines de milliers de migrants afro-américains du Sud rural confrontés des situations proches de l'émeute. Une fois encore, la jeunesse du pays se retrouvait au cœur des discussions, mais cette fois de façon moins injustifiée. En effet, les émeutes de Los Angeles impliquèrent bien des bandes de jeunes soldats blancs pourchassant et frappant de jeunes Mexicains et de jeunes Noirs vêtus du costume large des zazous (d'où leur nom de *zoot suit riots*, « émeutes zazou »). Celui-ci symbolisait une mode affichant haut et fort le mépris des rationnements sur les textiles et un attachement à la vie nocturne qui valorisait l'amusement au détriment du devoir patriotique. À Detroit, porteurs de *zoot suits* et jeunes Blancs s'affrontèrent pendant des semaines avant qu'un accrochage entre Blancs et Noirs dans un parc bondé ne déclenchât une émeute qui dura trois jours et fit trente-quatre morts. À New York, ce furent des rumeurs sur une descente de police qui aurait mal tourné dans un asile de nuit de Harlem qui firent descendre dans les rues des milliers de jeunes Noirs, sous la direction, selon les témoins, de zazous locaux²⁸¹.

Les terribles émeutes de l'été 1943 furent les premiers soubresauts d'un mouvement plus vaste et plus durable de résistance blanche à l'arrivée massive de migrants noirs dans les villes du nord et de l'ouest du pays. Chassés du Sud par la mécanisation de la production cotonnière et l'effondrement des cours du coton sur le marché mondial dans les années 1930, de nombreux Noirs montèrent dans des trains à destination des grandes villes de la production de guerre, comme Los Angeles, Chicago, Detroit, Gary (Indiana), New York ou encore Boston, certains d'y trouver un bon emploi, de meilleures écoles et un climat racial plus calme – en bref, une « terre promise ». Cette poussée démographique, que les historiens appellent la « deuxième grande migration », commença au début des années 1940 et se prolongea jusqu'à la fin des années 1960, transformant le paysage politique américain en profondeur. Les 5 millions de Noirs, selon les estimations, qui emménagèrent dans le Nord et dans l'Ouest entre 1940 et 1970 entraînèrent l'urbanisation de la grande majorité de la population afro-américaine et la redéfinition de la politique des partis. Ainsi, dans les décennies qui suivirent la guerre, le Parti démocrate commença à voir dans les Noirs et dans une partie de la classe ouvrière blanche et des progressistes un soutien essentiel aux programmes fédéraux qui promettaient de résoudre le problème racial dans le pays, tandis que son rival républicain se mit de plus en plus à mobiliser sa base électorale autour des valeurs de l'individualisme, de l'indifférence à la couleur de peau (*colorblindness*), du gouvernement limité et du libre-échange. Au niveau local aussi, la politique évolua de façon irrémédiable. Les maires des grandes métropoles – et ceux de Chicagosans doute plus que les autres – durent, après la guerre,

trouver le moyen d'attirer les votes noirs sans perdre trop de votes blancs, alors même que les classes moyennes habitant les banlieues cherchaient à ériger des barrières entre elles et les Noirs de la ville-centre. L'expansion géographique et démographique des ghettos noirs dans les villes du Nord entre les années 1940 et les années 1970 entraîna une expansion parallèle de leur place dans l'imaginaire américain. Le blues, le jazz, le rock, le funk, la soul, le disco, le hip-hop, le rap, les gangs, la drogue, la prostitution, les émeutes, la pauvreté, le chômage, l'assistance publique, l'immoralité, la peur et la haine étaient autant d'images et de sentiments désormais associés à des ghettos noirs sordides, que la plupart des Américains ne voyaient qu'à travers le prisme des mass media ou par les vitres de leur voiture quand ils roulaient sur les bretelles d'autoroute les surplombant. À Chicago, le Skyway avait ainsi été construit au milieu des années 1950 pour permettre aux automobilistes de franchir rapidement et en toute sécurité des quartiers tels que Greater Grand Crossing, dont la population afro-américaine passa de 6 % de la population totale en 1950 à 86 % en 1960, provoquant une fuite massive des Blancs.

Edward Kelly n'était pas le premier maire de la ville à devoir faire face au délicat problème politique que posaient les relations raciales dans ce paysage en pleine transformation. Sa chute fut d'ailleurs due en partie au fait qu'il sous-estima l'aversion des habitants à l'idée d'avoir des Noirs comme voisins. Ironiquement, alors même que Chicago allait connaître l'une des histoires raciales les plus tumultueuses du pays dans les deux décennies suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale, la ville fut épargnée par la vague de violences raciales du printemps et de l'été 1943. Ce ne fut pourtant pas faute d'étincelles susceptibles de mettre le feu aux poudres. En mai 1943, par exemple, deux officiers de police blancs tirèrent à plusieurs reprises dans le dos d'un adolescent noir après qu'il leur eut prétendument jeté des pierres. Le père du garçon reçut ensuite un mot le menaçant du même sort s'il ne se taisait pas et ne quittait pas immédiatement son domicile du quartier de Morgan Park²⁸². Quelques jours plus tard, des centaines de jeunes se rassemblèrent pour protester contre la mort de l'adolescent, mais ils finirent par écouter les appels à la raison d'un prêtre noir. En juin, quelques heures à peine après que la nouvelle du déclenchement d'une émeute à Detroit se fut répandue dans Chicago, la police dut intervenir dans le quartier de Hyde Park : une bande de jeunes Blancs armés de pelles, de manches de pioche et d'autres armes parcourait les rues à la recherche de plusieurs Afro-Américains qui, selon eux, les avaient menacés sur le chemin de la plage²⁸³. Peu après, le leader noir et sociologue Horace Cayton observa que les Afro-Américains étaient en train de « s'armer » pour être prêts en cas d'émeute. Deux travailleurs

sociaux intervenant dans les quartiers mexicains signalèrent que les adolescents y discutaient des émeutes et semblaient « attendre » que quelque chose se produise. Un autre travailleur social, représentant de la Hyde Park Neighborhood House, évoquait, quant à lui, « le changement d'attitude des garçons blancs », remarquant que plusieurs de ceux qu'il connaissait se déplaçaient désormais munis de grands couteaux et disaient « se préparer à des batailles contre les Noirs²⁸⁴ ». Tout à coup, Chicago se trouvait plongé en pleine crise raciale. Le maire Kelly réagit immédiatement en créant la Commission du maire sur les relations raciales, chargée de guetter tout début d'embrasement et de trouver les moyens de maintenir l'ordre. La situation parut si grave que les leaders locaux de plusieurs quartiers où la population était racialement mélangée demandèrent à leurs élus de créer des abris et des centres de premiers secours²⁸⁵.

Ces réactions de panique s'expliquaient en partie par le caractère dramatique, voire anarchique, de la couverture des événements de Detroit par la presse de Chicago. Il faut dire que, lorsque la nouvelle du déclenchement des violences se répandit, les autorités de Detroit se révélèrent incapables d'en expliquer l'origine autrement que par un vague incident ayant opposé de jeunes Blancs et de jeunes Noirs dans un parc de loisirs bondé de Belle Isle, situé sur une bande de terre au milieu de la rivière Detroit. La banalité de la cause évoquée contribua à diffuser l'idée que ce qui était en train de se produire n'était rien d'autre qu'une guerre des races pure et simple – « une frénésie de folie meurtrière sans aucune raison²⁸⁶ », pour reprendre les termes d'un journaliste du *Detroit Free Press*. Telle fut la conclusion que de nombreux habitants de Chicago ne manquèrent pas de tirer des propos des victimes de l'émeute, blanches comme noires, rapportés par le *Defender* : toutes exprimaient le choc qu'elles avaient ressenti en se faisant attaquer par des foules déchaînées sans aucune autre raison apparente que la couleur de leur peau. Ce qui accroissait encore le malaise était l'incertitude qui régnait quant à la race qui avait provoqué l'autre. On pouvait ainsi lire ce type de reportage : « Des groupes de Noirs et de Blancs se tenaient aux coins des rues dans une vaste zone au nord-est du centre de Detroit et lançaient des briques et des pierres sur les voitures où se trouvaient des passagers de l'autre race²⁸⁷. »

Le calme finit par revenir, mais les problèmes ne faisaient que commencer pour Kelly. Les événements de 1943 révélaient surtout que, après plus d'une décennie d'apaisement relatif entre les communautés blanche et noire, les parcs, les cours de récréation, les plages, les rues et les quartiers étaient en passe de redevenir des champs de bataille dans une guerre d'usure pour le contrôle des

ressources limitées de la ville. La cause immédiate de ce regain d'hostilité était l'arrivée de quelque soixante-dix mille migrants noirs entre 1940 et 1943, ce qui représentait une augmentation d'environ 25 % de la population noire de Chicago. Or l'interruption de toute construction pendant la Grande Dépression avait rendu le parc immobilier de la ville totalement incapable d'accueillir cette masse de nouveaux ouvriers dans des conditions décentes. En conséquence, on assista dès la fin de 1943 à une grave pénurie de logements, plus particulièrement dans la Black Belt, où, selon une étude, 375 000 personnes habitaient une zone conçue pour en accueillir tout au plus 110 000. En juillet 1943, lors d'une réunion d'agents immobiliers, le directeur de la Chicago Housing Authority, Robert Taylor, cita des statistiques indiquant que les 2^e et 3^e circonscriptions de la ville – le cœur du ghetto noir du South Side – étaient plus densément peuplées que les taudis de Calcutta²⁸⁸. Bien entendu, les propriétaires d'appartements insalubres ne tardèrent pas à identifier les aubaines que leur offrait un marché du logement tendu et stratifié en couches raciales. Les loyers usuriers qu'ils imposèrent pour des appartements mal entretenus dans la Black Belt et dans quelques autres poches d'habitation noire réparties dans le West Side et le South Side conduisirent les migrants noirs à chercher à s'installer dans des logements plus abordables aux frontières de quartiers où ils n'étaient pas les bienvenus, voire étaient franchement détestés.

Dans le contexte de la pénurie de main-d'œuvre dont souffraient les usines de la ville, le logement des Noirs devint un problème pressant pour un maire qui s'efforçait de maintenir une production régulière, seule garantie de voir se poursuivre le versement des fonds fédéraux. La situation était critique : une étude gouvernementale prédisait que Chicago aurait besoin de 375 000 ouvriers supplémentaires d'ici à la fin de l'année 1943. Toutefois, contrairement à ce qui se passa à Detroit, où les premières réactions conservatrices blanches se traduisirent par une série de grèves racistes des ouvriers de l'automobile contre l'intégration de Noirs dans les départements de production jusque-là cent pour cent blancs, à Chicago les manifestations similaires restèrent des événements isolés. Plus encore, la Commission sur les pratiques d'emploi équitables (Fair Employment Practices Commission, FEPC) – agence fédérale de surveillance créée par le président Roosevelt après que le leader syndical et militant des droits civiques A. Philip Randolph eut menacé d'organiser une grande marche sur Washington pour protester contre la discrimination dans les industries de guerre – réussit remarquablement bien à promouvoir l'intégration raciale au sein des usines de Chicago.

Le calme relatif qui prévalait alors sur les chaînes n'est pas facile à

expliquer. Le succès des campagnes de la confédération syndicale Congress of Industrial Organizations (CIO) dans les années 1930 pour favoriser les contacts entre ouvriers blancs et noirs dans une gamme d'activités récréatives interraciales – concours de bowling, ligues de base-ball, pique-niques... – avait certainement encouragé le développement de liens de solidarité en dehors du travail²⁸⁹. Mais des programmes semblables avaient été initiés à Detroit, qui connut pourtant des émeutes raciales. De plus, la vague de violence qui frappa par la suite les espaces de loisirs des deux villes semble indiquer que la participation des Blancs à ces activités était largement forcée, artificielle et éphémère. Ce qui fit la différence entre Detroit et Chicago, ce furent plutôt les bonnes relations du maire Kelly avec l'ensemble des forces capables de maintenir le *statu quo* – les syndicats, le crime organisé et l'appareil politique local noir. De fait, les leaders syndicaux étaient d'accord avec Kelly pour reconnaître la nécessité de maintenir les rythmes de production, et il n'était pas sans importance que les ouvriers qui envisageaient de perturber le bon fonctionnement des usines sachent que des caïds ne manqueraient pas de venir frapper à leur porte s'ils mettaient leurs menaces à exécution²⁹⁰.

Le rôle joué par Kelly dans l'ascension du boss politique du South Side, William Dawson, par l'intermédiaire duquel il transférait des ressources contrôlées par la ville vers la communauté noire depuis 1939, contribua aussi à maintenir l'ordre. Usant de son contrôle sur la police et de son influence sur les syndicats du crime organisé, Kelly fournit une protection au cartel des jeux illégaux des quartiers noirs du South Side, qui alimentait le trésor de guerre de Dawson. La gratitude de Dawson envers le maire avait aidé ce dernier à obtenir 57 % du vote noir aux élections municipales de 1939 et 54 % en 1943. Les liens entre les Afro-Américains et la « machine » étaient incontestablement différents à Chicago de ce qu'ils étaient dans de nombreuses autres villes. La protection offerte par Kelly aux syndicats du crime organisé signifiait que les Noirs y avaient en règle générale moins de raisons qu'ailleurs d'être en colère contre la police pour avoir interrompu leurs fêtes. Cette paix raciale relative comptait aussi beaucoup dans la capacité de Kelly à orchestrer la mobilisation de guerre. De fait, à Detroit, c'étaient les ouvriers noirs qui avaient organisé leurs propres grèves sauvages pour protester contre le racisme de leurs collègues et contre les pratiques discriminatoires de leurs employeurs.

Ces premières formes de lutte pour le respect des droits civiques en milieu professionnel étaient largement liées aux progrès obtenus par les Noirs au sein de plusieurs sections du syndicat United Auto

Workers (UAW), progressistes sur le plan racial. La section UAW Local 600, sous influence communiste et qui représentait pendant la guerre plus de quatre-vingt mille ouvriers de l'énorme usine Ford de River Rouge, avait même nommé des Noirs à des postes de direction, menait un programme collectif d'action au niveau local contre les discriminations raciales et défendait de manière véhémement des idéaux d'égalité raciale. Avec des dizaines de milliers d'ouvriers noirs dans ses rangs, le Local 600 devint un moteur de la lutte pour les droits civiques à Detroit. L'esprit militant qui y régnait se répandit vite dans toute la communauté noire et ne fut pas sans jouer un rôle essentiel dans l'éclatement de l'émeute en 1943.

Il n'existait pas d'équivalent du Local 600 de l'UAW à Chicago, mais d'autres sources de rébellion noire qui forcèrent le maire Kelly à faire des gestes dans une direction qui n'allait pas manquer de lui attirer des ennuis auprès des électeurs blancs. Il faut rappeler qu'une nouvelle ferveur s'était emparée des esprits noirs dans les grandes villes du Nord lorsque les soldats noirs, en rentrant de la guerre, s'étaient rendu compte qu'ils avaient risqué leur vie pour un pays qui continuait de les traiter en citoyens de seconde zone. Le *Pittsburgh Courier*, l'un des journaux noirs les plus lus du pays, fournit le slogan adéquat lorsqu'il proposa, en 1942, de lancer la « campagne du double V » – V pour victoire, à la fois contre le fascisme à l'étranger et contre le racisme sur le front intérieur. Le *Chicago Defender* s'empressa de reprendre le même discours, et il ne fallut pas longtemps pour voir les Noirs de la ville arborer des pin's portant le « Double V » ou la lettre « V » dessinée sur leur crâne.

Cet esprit de rébellion se manifestait aussi à travers la subculture des zazous, très populaire chez les jeunes des ghettos noirs du Nord et de l'Ouest. Comme on l'a dit, le costume zazou était clairement antipatriotique : non seulement il faisait fi des rationnements sur les tissus, mais, en un temps où chacun était censé faire des sacrifices, il symbolisait un ethos de la recherche du plaisir. Les zazous appartenaient au milieu des grands clubs de danse commerciaux, comme le célèbre Savoy de New York ou le Pershing et le Parkway de Chicago, où les *jitterbugs* s'adonnaient aux dernières danses à la mode, tel le lindy hop, et fumaient des cigarettes jusqu'à l'aube.

Si l'amusement était la motivation principale des zazous, il serait erroné de penser qu'ils étaient apolitiques. Le jeune Malcolm X, qui s'appelait encore à l'époque Malcolm Little, portait un costume zazou lorsqu'il sortait le soir dans les clubs de jazz et les salles de billard (avant de renoncer à ce style de vie dissolu en se convertissant à l'islam), et il est clair qu'il percevait parfaitement la signification politique de cette tenue²⁹¹. Le zazou transmettait certes un message

très différent de celui du soldat noir, et la fierté des militaires ne faisait pas toujours bon ménage avec l'insolence des jeunes « branchés ». Toutefois, la nouvelle prise de conscience, au sein des quartiers noirs, qu'il était nécessaire de défendre les droits civiques de la communauté afro-américaine tissa des liens de solidarité puissants entre ces deux composantes. L'émeute de Harlem en est un bon exemple : des zazous descendirent dans les rues pour protester violemment contre la mort d'un soldat noir, tué par un policier alors qu'il tentait de défendre une femme noire molestée lors d'une arrestation dans un hôtel du quartier. Après avoir conduit une série d'entretiens avec des participants à l'émeute, un psychologue social découvrit que le zazou avait joué un rôle tellement crucial dans le soulèvement de Harlem qu'il en vint à parler d'« effet zazou » généralisé²⁹².



Pendant la Seconde Guerre mondiale, les zazous incarnaient la nouvelle forme de remise en cause des injustices raciales dans les rues des grandes villes américaines.

Ainsi, le zazou incarnait le nouveau vent de défiance qui soufflait sur les ghettos noirs du Nord – défiance envers la police et envers les Blancs qui tentaient d'empêcher les Afro-Américains de défendre leurs droits civiques. Dans les mois qui suivirent l'été brûlant de 1943, il devint clair que les autorités avaient ouvert la chasse au zazou. À partir de ce moment-là, arborer cette tenue devint comme une provocation ouverte, un mélange de machisme et de fierté raciale

adressé aux petits caïds blancs des rues, une attitude de plus en plus dangereuse compte tenu de la présence croissante de gangs blancs aux frontières entre les quartiers blancs et noirs de la ville. Les jeunes Noirs de Chicago n'en continuèrent pas moins de se pavaner dans leurs tenues flamboyantes. Quelques semaines après l'incident de Harlem, par exemple, une demi-page de publicité dans le *Defender* invitait les *jitterbugs* à « porter leur costume de zazou » lors du grand bal organisé au Parkway, au croisement de la 45^e Rue et de South Parkway Avenue, où un prix serait décerné au plus « zazou » des danseurs²⁹³.

Le zazou et le milieu des gangs d'adolescents auquel il appartenait maintinrent ainsi les autorités de Chicago sur le qui-vive tout au long des années 1944 et 1945. Nombreux étaient les membres de la nouvelle Commission du maire sur les relations humaines (version actualisée de la Commission du maire sur les relations raciales) à penser que, si une émeute devait éclater à Chicago, elle découlerait d'affrontements entre gangs de jeunes Noirs et de jeunes Blancs. Le département de police de Chicago entreprit donc de surveiller plusieurs lieux où ces populations se croisaient régulièrement. En juillet 1945, par exemple, une patrouille fut dépêchée pour stationner au croisement très fréquenté de la 63^e Rue et de Cottage Grove Avenue après l'annonce de bagarres entre *jitterbugs* noirs et blancs aux alentours de la salle de bal Pershing²⁹⁴. Ces incidents révélaient que Chicago s'était inéluctablement transformé en une ville interr raciale pendant la guerre. Le premier chapitre de la phase de ghettoïsation, que constituèrent les années de conflit, fut suivi de deux décennies qui ajoutèrent au ghetto historique du South Side, déjà considérablement agrandi, un autre ghetto massif dans le West Side, de plus d'un kilomètre et demi de large et s'étendant jusqu'aux confins de la ville à l'ouest. Mais ce ne fut pas le seul phénomène qui marqua les années 1940. Poussés par les conditions de logement déplorables qui régnaient dans la Black Belt, de nombreux migrants noirs commencèrent de s'installer en bordure des quartiers blancs et dans d'autres quartiers à population racialement mixte où résidaient déjà un petit nombre de familles noires. Et, même si dans certains quartiers la barrière raciale était absolument hermétique et l'hostilité blanche tout simplement trop coordonnée et trop féroce pour que les Noirs osent s'y établir, Noirs et Blancs se croisaient quand même sur les plages de la ville, dans les zones commerçantes, les transports ou encore les lieux de la vie nocturne.

Le grand théoricien marxiste Raymond Williams a inventé l'expression « structure de sentiment » pour désigner une sensibilité dominante à une expérience vécue qui circule dans la culture

quotidienne d'une génération spécifique à un moment et à un endroit donnés²⁹⁵. Pour la génération d'Afro-Américains ayant quitté le Sud de Jim Crow²⁹⁶ pour la « terre promise » des villes du Nord pendant la guerre, le zizou et le soldat noir étaient les incarnations les plus puissantes d'une structure de sentiment plus large, un sentiment collectif de trahison et d'injustice qui caractérisait le nouvel esprit de résistance à l'oppression raciale. L'idée qu'une limite avait été atteinte se répandait dans les quartiers noirs de Chicago comme une odeur âcre qui rappelait constamment aux Noirs ce qui était vraiment en jeu derrière les insultes qu'ils subissaient chaque jour dans leurs interactions avec les Blancs. Se remémorant son expérience de jeune homme vivant dans le New Jersey et travaillant dans des usines militaires pendant la guerre, James Baldwin écrit : « Cette année au New Jersey reste aussi vivace dans ma mémoire que si j'y avais contracté une maladie chronique, terrible, [...] qui se manifeste inmanquablement par une espèce de fièvre dévorante, un martèlement continu dans le crâne et une brûlure au creux de l'estomac²⁹⁷. » Selon lui, il avait attrapé cette « maladie » en vivant des injustices racistes « dans les bars, les bowlings, les restaurants, les hôtels, les meublés²⁹⁸ »... Une situation qui l'incita un jour à risquer sa vie en protestant avec force contre un restaurant qui avait refusé de le servir – précisément le type d'actes qui se produisirent de plus en plus souvent après les émeutes de l'été 1943. La plupart des Noirs de Chicago n'étaient pas aussi audacieux que Baldwin, ne sortaient pas de chez eux en costume zizou et ne firent pas leur service militaire. Mais ils étaient animés de la même colère et de la même détermination à ne plus baisser la tête face aux intimidations. Compte tenu de la grave pénurie de logements qui sévissait à Chicago pendant la guerre, cela se traduisit d'abord par l'affirmation de leur désir de vivre là où ils le souhaitaient.

Le problème est que beaucoup de Blancs aussi avaient atteint les limites de leur patience. Aux côtés des petits caïds toujours prêts à en découdre, il y avait non seulement les soldats blancs, amers d'avoir risqué leur vie pour leur pays et de trouver à leur retour un quartier rempli de visages noirs, mais l'ensemble de la population blanche, qui commençait elle aussi à se sentir victime. Bien que l'année 1945 amenât avec elle l'annonce de la victoire imminente, les habitants de Chicago ne regardaient pas l'avenir avec un grand optimisme. Les employeurs et les économistes prédisaient que la perte des contrats de guerre ne manquerait pas d'entraîner une récession et des licenciements massifs. Tandis que les ouvriers blancs voyaient un nombre croissant de Noirs rejoindre leurs rangs dans les usines, les discours habituels sur les Noirs faisant baisser les salaires et volant les emplois des Blancs circulèrent de plus belle dans les tavernes et au

coin des rues. On assista ainsi à un retour en force de la tendance, fréquente chez les Américains, à considérer les membres des minorités raciales comme à la fois paresseux et trop industriels, au point d'être prêts à accepter des salaires de misère.

Cependant, il serait erroné de croire que le racisme des habitants blancs de Chicago à cette période n'avait que des ressorts purement économiques. Il est évident qu'un grand nombre d'ouvriers blancs voyaient dans les Noirs une menace pour leur propre position sociale et pour leur niveau de vie. Cette idée remontait aux débuts de la grande migration, lorsque les chefs d'entreprise avaient embauché des Noirs pour briser les grèves dans les abattoirs et les aciéries et lorsque les agents immobiliers n'avaient pas hésité à recourir à des tactiques douteuses pour convaincre les Blancs que la valeur de leurs biens baisserait dès que le quartier deviendrait majoritairement noir et les inciter ainsi à les vendre vite et bon marché. Ces remarques justifieraient une interprétation du racisme blanc comme un outil créé et exploité par la classe dirigeante dans son processus d'accumulation de capital – un peu comme W.E.B. Du Bois expliquait en 1935 que les ouvriers blancs bénéficiaient d'un « salaire psychologique » du fait de la couleur de leur peau, et étaient poussés par leur sentiment de supériorité raciale par rapport aux Noirs à accepter une rémunération faible et de mauvaises conditions de travail²⁹⁹. Selon ce raisonnement, un ouvrier sidérurgiste de Chicago aurait pu se satisfaire d'un salaire clairement insuffisant pour le travail effectué, simplement parce que ce salaire et cet emploi étaient clairement supérieurs à ceux des ouvriers noirs. Cela expliquerait pourquoi les Blancs participèrent aux grèves racistes et pourquoi les employeurs se refusèrent à promouvoir des Noirs et à instaurer la mixité raciale dans les différents services de leurs usines – par crainte non tant de tensions raciales entre les ouvriers que d'une mise en danger d'un outil qui les aidait à exploiter leur main-d'œuvre.

Pourtant, dans le Chicago des années de guerre, les barrières raciales à l'intérieur des usines parurent s'effondrer relativement facilement, alors que celles érigées dans les quartiers devenaient de plus en plus infranchissables. En d'autres termes, le racisme blanc tel qu'il s'est manifesté dans le Chicago de cette époque concernait moins le travail que la famille, la communauté, le quartier et les loisirs. Les ouvriers blancs semblaient ainsi bien plus inquiets de la menace que les Noirs et leur culture faisaient peser, selon eux, sur leurs familles et leur mode de vie. L'arrivée de Noirs dans des quartiers blancs ou des écoles blanches était très fréquemment suivie de rumeurs de vols et de viols qui se répandaient comme des traînées de poudre, au point que les autorités de la ville mirent en place des numéros d'appel d'urgence

pour tenter de faire la part entre le vrai et le faux. Révélateur à cet égard est le nombre de rumeurs de viols interraciaux qui circulèrent en 1945 lorsque éclatèrent une série de grèves racistes d'élèves blancs protestant contre une hausse, pourtant modeste, des effectifs d'élèves noirs dans leurs établissements. Dans une école, la visite de deux policiers à la recherche d'un jeune délinquant en fuite donna lieu à des rumeurs folles selon lesquelles deux élèves noirs avaient violé une jeune fille blanche. Certaines filles de l'établissement interrogées affirmèrent : « Nous, les filles, nous avons peur d'aller où que ce soit toutes seules³⁰⁰. »

Les travailleurs sociaux et d'autres observateurs des relations raciales remarquèrent également que les habitants blancs de tout âge décrivaient souvent les Noirs comme des personnes immorales, malodorantes et syphilitiques, un jugement que la domination des Afro-Américains sur l'industrie du sexe de la ville ne risquait pas d'améliorer. Un travailleur social du Near Northwest Side racontait par exemple que, quand les garçons qu'il supervisait ne parlaient pas de filles, ils faisaient des remarques telles que « les nègres sentent mauvais », « 90 % d'entre eux sont syphyllétiques [sic] » ou encore « les Noirs doivent rester à leur place, qui consiste à cirer les chaussures et à nettoyer les toilettes³⁰¹ ». Quotidiennes, de telles expressions de racisme étaient encore plus fréquentes dans la chaleur torride de l'été. On se rappelle qu'un seul garçon noir nageant trop près de jeunes Blancs dans le lac Michigan avait suffi à déclencher l'émeute de 1919 ; on peut donc imaginer l'angoisse que suscitait l'idée de Noirs immergeant leurs corps dénudés dans les piscines municipales, qui constituaient des refuges précieux dans la ville écrasée de chaleur en juillet et en août. Les dépenses de travaux publics du New Deal avaient permis la construction de piscines municipales dans de nombreuses villes américaines au cours des années 1930, démocratisant l'accès à ce qui était jusqu'alors un privilège réservé à une élite. Toutefois, à Chicago comme dans de nombreuses autres villes, la puissance du racisme blanc mina les espoirs des idéalistes du New Deal, transformant ces nouveaux équipements en véritables poudrières à partir des années 1940³⁰².

Après l'été 1943, il devint évident que le racisme des Blancs se heurtait à une force de plus en plus inflexible : la résistance des Noirs. Dès 1944, Edward Kelly se retrouva coincé entre ces deux camps. Sa stratégie avait permis à Chicago d'éviter le pire pendant les années de guerre, mais elle fut impuissante à stopper la guérilla urbaine qui se répandait. Un incident révélateur se produisit au début de 1944 : plusieurs jeunes d'un quartier italien proche d'Armour Square pénétrèrent dans l'église baptiste Little Zion, sur Wells Street, et

commencèrent à lapider les congréganistes noirs pendant la prière. Visiblement accoutumé à ce genre d'agression, le pasteur adjoint de l'église sortit alors un pistolet chargé, ouvrit le feu et blessa l'un des assaillants. La nouvelle se répandit immédiatement dans le quartier, où les habitants craignirent de voir affluer une foule d'Italiens déterminés à brûler l'église³⁰³. Les policiers dépêchés sur place permirent ce soir-là d'éviter d'autres altercations, mais, au cours des mois qui suivirent, les incendies nocturnes de domiciles d'Afro-Américains se multiplièrent.

Dénonçant régulièrement ces actions, les leaders noirs de Chicago commencèrent aussi à faire pression sur les autorités de la ville pour qu'elles remédient à la terrible pénurie de logements dont souffraient les ouvriers noirs travaillant pour l'industrie de guerre. La Public Works Administration du New Deal avait financé la construction de quatre nouveaux grands ensembles de logements au milieu des années 1930, mais un seul – les Ida B. Wells Homes – avait été prévu pour accueillir des Afro-Américains. Une partie du problème venait de la règle fédérale relative à la composition des quartiers, qui interdisait de modifier la composition raciale préexistante des quartiers dans lesquels les grands ensembles étaient construits. La Chicago Housing Authority (CHA), constituée en 1937 pour superviser les projets de construction de logements de la ville, implanta donc les ensembles noirs dans les ghettos noirs et les ensembles blancs dans les quartiers blancs, écartant totalement les quartiers à population mixte par peur de provoquer des conflits. De fait, lorsqu'elle tenta de loger un nombre important d'ouvriers noirs dans le grand ensemble Frances Cabrini Homes situé à Little Hell District, le quartier sicilien du North Side, des escarmouches se produisirent entre des Italiens et les nouveaux résidents noirs, frisant l'émeute après des tirs d'arme à feu dans l'appartement d'une famille noire. La CHA préféra céder à la pression de la population blanche locale, une politique qui contribua à accentuer le processus d'hyperségrégation qui se mettait alors en place, sans pour autant résoudre la crise du logement qui touchait les Afro-Américains. Or ce problème ne fit que s'aggraver avec le retour du front d'un nombre croissant d'anciens soldats noirs, qui découvrirent qu'ils n'avaient pas d'endroit pour vivre³⁰⁴.



Le grand ensemble Ida B. Wells fut inauguré en 1941. Il proposait 1 662 logements pour des familles noires dans le quartier de Bronzeville.

Telle était la situation à laquelle le maire Kelly était confronté en 1945. Ayant grandi dans le dur quartier de Bridgeport, où les gangs irlandais patrouillaient impitoyablement sur la *color line*, à l'est, depuis les premières années du *xx^e* siècle, Kelly était familier des dynamiques du racisme local. Mais il appartenait à une génération devenue adulte avant que le ghetto noir de Chicago ne soit pleinement constitué et, de manière assez surprenante, il semblait avoir conservé intact son idéal de démocratie raciale tout en ayant réussi à gravir les échelons au sein de l'appareil du Parti démocrate du comté de Cook, qui regorgeait pourtant d'anciens caïds de rues et d'hommes politiques qui qualifiaient le maire « Big Bill » Thompson d'« amoureux des nègres ». Par la suite, fidèle partisan du New Deal de Franklin D. Roosevelt, qu'il avait soutenu de manière décisive lors de l'élection présidentielle de 1936, il trouva dans le vent de démocratie qui soufflait depuis Washington une source d'inspiration pour sa propre action. Ainsi, il choisit comme premier directeur exécutif de la CHA une femme – ce qui, en soi, était déjà une décision audacieuse –, Elizabeth Wood, qui avait été travailleuse sociale pour le compte d'une organisation progressiste à but non lucratif tout en suivant des cours à la School of Social Service Administration de l'université de Chicago. Wood s'inscrivait clairement dans une tradition du travail social et de la recherche sociologique dont l'objectif principal était de

montrer que les conditions de vie des immigrés et des Afro-Américains n'étaient pas la conséquence de prétendues déficiences ethno-raciales, mais du racisme et de la pauvreté structurelle.

Aussi, lorsque le moment arriva pour Kelly de prendre position sur la question de la déségrégation résidentielle, rompit-il à la fois avec l'appareil du Parti démocrate du comté de Cook et avec sa base électorale. Ce furent ses déclarations plus que ses actions qui le distinguèrent. Kelly s'engagea à plusieurs reprises à garantir la disponibilité de logements pour les Noirs dans l'ensemble de la ville et proclama que, tant qu'il serait maire, toute personne désireuse de vivre à un endroit donné le pourrait, à condition d'en avoir les moyens financiers. Ce n'était pas ce que voulaient entendre les Blancs du South Side, occupés à creuser des tranchées pour résister à l'intégration raciale et qualifiant les piscines monopolisées par les Noirs d'« encriers de Kelly ». La situation commença à inquiéter les huiles du Parti démocrate en vue de l'élection de 1947.

C'est dans ce contexte qu'apparut Jacob « Jack » Arvey, devenu en 1946 président du Parti démocrate du comté de Cook – un poste que Kelly avait occupé après la mort, en 1943, de Patrick Nash, le père de la « machine démocrate ». Arvey était juif et, en tant que tel, un *outsider* au sein de l'appareil politique local, mais sa capacité à assurer au parti les voix nécessaires les jours de scrutin le propulsa dans les sphères dirigeantes. Politiquement, Kelly nageait en eaux troubles à cause de plusieurs scandales, en particulier son échec à fournir des services adéquats de collecte des ordures ménagères malgré une hausse des impôts, sa tolérance à l'égard du crime organisé et la corruption endémique au sein de la police municipale. Arvey faisait donc figure d'homme providentiel pour limiter les dégâts électoraux. Il déploya immédiatement son équipe pour sonder les habitants de Chicago à la sortie des cinémas et par téléphone. L'opération révéla que, en dépit de tous les scandales, ce qui préoccupait le plus les habitants de la ville était la question du logement. Arvey s'en souvenait encore des années plus tard : « Nous étions solidement ancrés chez les Juifs, c'était clair, et faisons mieux que la moyenne avec les Noirs, mais partout ailleurs – chez les Polonais, les Irlandais même, ou encore les Allemands –, nous étions en difficulté. “Lui ? disaient-ils. Vous plaisantez ? Je voterais plus volontiers pour un Chinois³⁰⁵ !” »

Lorsqu'en 1946 une foule de plus de deux mille Blancs en colère affronta la police et se livra à des destructions pour empêcher la CHA d'installer des familles noires dans des logements temporaires construits près de l'aéroport municipal de Chicago, à l'extrémité sud-ouest de la ville, la situation de Kelly devint intenable. Sur les conseils

pressants d'Arvey et de l'appareil démocrate local, il renonça à se présenter de nouveau aux élections de 1947. Fut choisi pour le remplacer le réformateur et homme d'affaires Martin H. Kennelly, un autre enfant de Bridgeport, qui avait fait fortune grâce à son entreprise de déménagement et d'entreposage. La direction du Parti démocrate espérait que le problème racial de Chicago allait être réglé par le retrait de Kelly. Elle se trompait lourdement. La bataille rangée près de l'aéroport ferait bientôt pâle figure à côté de ce que la ville allait connaître. Ceux qui s'apprêtaient à rejoindre les rangs des combattants étaient principalement des immigrés des première et deuxième générations – Italiens, Polonais, Yougoslaves, Tchèques, Hongrois, Juifs et Grecs, entre autres – qui avaient eux-mêmes été la cible d'agressions racistes de la part d'Irlandais, d'Allemands, de Scandinaves et d'Anglo-Saxons, et l'étaient parfois encore. Mais la ferveur nationaliste de la guerre et le changement démographique profond provoqué par la grande migration furent à l'origine d'un processus d'unification de ces différents groupes sous l'étiquette de « Blancs ». Les Américains blancs de toutes origines s'étaient serré les coudes pour contrer les Allemands et les Japonais sur les champs de bataille à l'étranger, et ils se mobilisaient maintenant pour lutter contre l'invasion noire sur le front intérieur, contribuant dans les deux cas à créer une identité blanche plus universelle qui allait jouer un rôle clé dans la politique américaine des années suivantes. Toutefois, des mots comme « polack », « rital », « kraut » ou « youpin » sifflaient encore lorsque les immigrés européens des première et deuxième générations se retrouvaient ensemble, et, du côté blanc de la *color line*, les liens de la solidarité ethnique étaient tout aussi solides que ceux de la solidarité raciale.

La musique du diable

Depuis que le *Chicago Defender* avait commencé à parrainer l'élection du maire du quartier de Bronzeville, dans le South Side, en 1934, l'événement permettait aux Noirs de Chicago de faire régulièrement le point sur leur identité et leurs aspirations. Ce maire n'avait bien sûr aucun pouvoir politique véritable, mais il représentait symboliquement l'ensemble de la communauté noire et était une sorte d'icône culturelle que l'on pouvait rencontrer au détour d'une rue.

Si, du simple fait qu'elle représentait une affirmation d'autonomie, cette élection ne pouvait éviter d'être un tant soit peu politique – les candidats au poste utilisaient souvent leur heure de gloire pour s'exprimer sur des questions telles que les problèmes de logement ou

les outrages policiers –, il était généralement entendu que l'événement devait être avant tout une célébration de la communauté noire locale et de sa culture. Toutefois, dans le Chicago des années 1940, parler d'une culture noire au singulier simplifie excessivement ce qui était, en réalité, une interaction très complexe et souvent conflictuelle entre différentes cultures et communautés, définies par la classe sociale et le niveau de vie. Ainsi, le nom même de Bronzeville, popularisé par ces élections, avait été inventé par un magnat des cosmétiques pour Afro-Américains, Anthony Overton, qui fit fortune en fabriquant des produits pour les Noirs de classe moyenne cherchant à s'éclaircir la peau. Autre source de division : la publicité entourant ces élections était le fait d'un journal qui prodiguait aussi dans ses colonnes moult conseils aux migrants pauvres du Sud pour leur apprendre à se comporter en « Noirs du Nord ». Les migrants du Sud étaient d'ailleurs accusés d'une grande partie des maux qui touchaient la « race noire » depuis les années 1920. Leur arrivée à Chicago avait certes créé un marché rentable pour toute une génération d'entrepreneurs noirs, mais ces campagnards aux manières rustres – qu'une seule génération séparait de l'esclavage et qui affichaient encore une prédilection jugée douteuse pour l'alcool, la loterie, la musique endiablée, les hymnes de gospel, la religion d'antan et le *jitterbugging* – menaçaient l'image que se faisait d'elle-même la classe moyenne noire de la ville, laquelle mesurait bien sûr son statut social au degré d'approbation qu'elle recevait de la société blanche.

De fait, ces migrants élevés dans une région où un « nègre prétentieux » pouvait être flagellé, ou pis, pour avoir affiché ne serait-ce que la plus modeste ambition furent sans aucun doute stupéfaits en débarquant dans les rues bien éclairées et très animées de Bronzeville. Ici, des Noirs étaient banquiers ou chefs d'entreprise, travaillaient dans des hôpitaux ou des cabinets d'avocats, publiaient leurs propres journaux, arpentaient les rues en uniforme de policier et proposaient des divertissements pour lesquels des Blancs étaient prêts à payer de fortes sommes. Des champions de boxe comme Joe Louis, des musiciens de réputation nationale comme Mahalia Jackson, des auteurs célèbres comme Richard Wright, d'éminents chercheurs comme St. Clair Drake et Horace Cayton, des magnats des affaires comme Claude Barnett, et le seul représentant noir au Congrès (jusqu'à l'élection d'Adam Clayton Powell en 1945), William Dawson, se côtoyaient dans le quartier. Celui-ci n'était peut-être pas très grand, mais Bronzeville *était* le Chicago noir et, encore plus que Harlem, l'Amérique noire. Selon Drake et Cayton, dont la spectaculaire étude *Black Metropolis* a paru en 1945³⁰⁶, l'esprit d'« ascension sociale » était essentiel à la vie à Bronzeville. Un homme noir pouvait réussir ici s'il s'y appliquait, croyaient ceux qui arrivaient dans les années 1940. Cet

espoir paraissait pourtant largement chimérique lorsqu'on regardait les sordides et minuscules appartements « kitchenettes » où vivaient de nombreux migrants, avec parfois une salle de bains pour six familles. Les kitchenettes étaient dénoncées comme un véritable fléau du South Side non seulement par ce qu'elles révélaient du problème racial, mais aussi parce que les habitants noirs qui aspiraient à intégrer la classe moyenne voyaient leurs rues se transformer en quartier de classe inférieure sous l'afflux massif de ces nouveaux arrivants.

Et ce n'était là que l'une des nombreuses caractéristiques qui rendaient les migrants du Sud peu respectables aux yeux des Afro-Américains mieux installés – lesquels n'hésitaient pas à les dénigrer au vu et au su de tous. Leurs églises de fortune où hurlaient des prédicateurs improvisés, leur verbe haut, leurs zazous de fils, leurs festivités nocturnes et leur vie sexuelle débridée, leur comportement bagarreur et tapageur, leurs barbecues improvisés sur le trottoir étaient autant d'éléments d'une culture arriérée du Sud qui, pour les Noirs de la classe moyenne, donnaient mauvaise réputation à tous les Afro-Américains. Cela concernait aussi les habitudes culinaires du Sud, même si, deux décennies plus tard, on verrait de nombreux Afro-Américains leur vouer un culte sans bornes, des *collard greens*, ces légumes verts proches du chou, au pain de maïs, en passant par les pois noirs, les travers de porc fumés et le poulet frit, aliments clés de cette *soul food* censée libérer de l'oppression spirituelle³⁰⁷.

Avec l'élection de R.H. Harris comme maire de Bronzeville en 1945, les migrants du Sud eurent le sentiment qu'ils avaient enfin une vraie place. Certes, ce n'était pas la première fois qu'un Noir né dans le Sud était élu maire, mais la plupart de ses prédécesseurs avaient grandi à Chicago et étaient bien établis dans la communauté au moment de leur élection. Harris, lui, était arrivé du Texas quelques années plus tôt. Il chantait de sa voix douce de falsetto au sein de l'un des quartettes de gospel les plus prisés de Chicago, les Soul Stirrers, et avait monté une petite entreprise dynamique, les Five Soul Stirrers Cleaners.

Il n'était guère surprenant de voir la culture du Sud conquérir le cœur de Bronzeville. À la fin de la guerre, les migrants dépassaient en nombre les Afro-Américains « natifs », nés et/ou élevés à Chicago avant la première grande migration, dans un rapport de 8 contre 1. Cette supériorité numérique se traduisait par une plus forte influence économique. Dès 1947, les migrants possédaient treize entreprises du Chicago noir sur quatorze. La même année, l'annuaire des entreprises de la ville créa une entrée consacrée aux restaurants proposant des spécialités cuites au barbecue pour tenir compte de leur

multiplication. Dans tout le Chicago noir, on entendait sortir des juke-box et des postes de radio les rythmes de la musique du Sud – la country, le jazz de Memphis, le boogie-woogie, le jump jazz, le big band... Les voix les plus respectables de la classe moyenne la qualifiaient de « musique du diable », mais leur opinion était très minoritaire, ainsi que le montre l'élection du célèbre disc-jockey local, Al Benson, au titre de maire de Bronzeville en 1948. Tout comme Harris, Benson était à la fois homme de divertissement et homme d'affaires – un mélange qui plaisait aux migrants du Sud –, mais ses manières étaient bien plus rustres. Ayant joué les prédicateurs à la devanture de son magasin avant de devenir le disc-jockey le plus populaire de la station de radio noire WGES, il contribua par son charisme à populariser le blues, qu'il préférait au gospel, pourtant plus respectable. Pour les migrants pauvres, Benson, natif du Mississippi, était incontestablement l'un des leurs, et il avait réussi tout en restant fidèle à ses origines.

Bien que certains habitants de la classe moyenne les vissent comme des êtres paresseux et fainéants, les migrants progressaient clairement sur l'échelle sociale. De fait, le revenu moyen des Noirs de Chicago en 1950 représentait près du double de la moyenne nationale pour cette communauté, et il resta supérieur à celui des Afro-Américains de l'ensemble des villes du pays, à l'exception de Detroit, pendant toute la décennie 1950. L'historien Adam Green, auteur de ce qui est sans doute à ce jour la meilleure étude du Chicago noir après la Seconde Guerre mondiale, juge que la majorité des observateurs de Bronzeville a largement sous-estimé l'importance fondamentale de tous ces événements qui se passaient dans les rues dans les années 1940 et au début des années 1950. Chicago a longtemps été considéré, pour ce qui est de la vie locale et quotidienne, comme un lieu où les Noirs s'en sortaient mieux qu'ailleurs, où ils trouvaient des emplois plus décents, pouvaient créer des institutions locales et s'emparer d'une fraction, certes réduite mais pas insignifiante, du pouvoir politique. Les migrants aussi font partie de cette histoire : ces ruraux fraîchement débarqués, apprend-on, rencontrèrent des difficultés, mais ils réussirent, en fin de compte, à s'adapter à la vie dans la métropole moderne. Malgré sa justesse, une telle vision, pour Green, ne montre pas à quel point Chicago était devenu à cette époque le centre de la vie noire aux États-Unis, la force agissante derrière ces nouveaux sentiments de camaraderie nationale et de communauté raciale qui émergeaient pour former bientôt la base des mouvements pour les droits civiques des années 1950 et 1960. Selon Green, c'est bien Chicago dans la première décennie qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, et non pas Harlem dans les années 1920, qui incarna le moment fondateur de la modernité noire.

Chicago était au cœur de la production d'une variété de formes médiatiques et culturelles qui faisaient sentir aux Noirs de tout le pays qu'ils partageaient un destin commun et appartenaient à une communauté dépassant les limites spatio-temporelles de leur expérience quotidienne. C'est à Chicago que l'homme de presse bien avisé John Johnson perçut la nécessité de créer le magazine *Ebony*, équivalent de *Life* pour les Afro-Américains, qui présentait « le bon côté de la vie noire » ainsi que des analyses sur la situation raciale du pays. C'est à Chicago encore que se trouvaient la seule agence de presse noire du pays, l'Associated Negro Press, et son journal le plus diffusé, le *Defender*, qui influençaient le contenu des informations destinées aux Noirs de tous les États-Unis. Et c'est à Chicago toujours qu'un groupe de musiciens virtuoses originaires du Deep South, aidés par deux immigrants polonais propriétaires de clubs, électrifèrent et amplifièrent les sons *roots* du Delta, ajoutèrent aux arrangements une section rythmique plus élaborée et une deuxième guitare, et commercialisèrent ainsi le « blues de Chicago », qui allait vite acquérir une réputation internationale³⁰⁸.

À voir la scène actuelle du blues de Chicago, il est difficile d'imaginer que les solos larmoyants d'harmonica, les *bends* et les *slides* de guitare, la voix rauque de Muddy Waters chantant des tubes tels que *I Can't Be Satisfied* ou *Hoochie Coochie Man*, ont constitué un jour la musique de fond qui berçait la vie quotidienne dans la métropole noire. Dans les années 1940 et 1950, Bronzeville et le reste du Chicago noir regorgeaient de clubs de jazz – le Club DeLisa, le Rhumboogie, Joe's DeLuxe, le 708 ou encore Silvio, pour n'en citer que quelques-uns ; aujourd'hui, à de rares exceptions près, on ne peut plus écouter de blues dans les quartiers noirs, mais uniquement dans des lieux où se retrouvent des touristes blancs, des banlieusards de sortie en ville et des étudiants. Les clubs de blues actuels tels House of Blues, Blue Chicago et Buddy Guy's Legends – tous, comme l'indique le site Web de Blue Chicago, « à courte distance à pied, en toute sécurité, des grands hôtels et des bons restaurants de la ville » – sont plutôt des parcs d'attractions cherchant à offrir à leurs clients blancs une expérience authentique du blues, ce qui inclut bien sûr la vente de tee-shirts et d'autres produits dérivés dès l'entrée de l'établissement. Même l'historique Checkerboard Lounge, dernier club de blues légitime de Bronzeville, a quitté la 43^e Rue pour Hyde Park en 2005 et offre une place demi-tarif aux étudiants de la prestigieuse université de Chicago. Aujourd'hui, ce sont donc des Blancs qui constituent les principaux consommateurs du blues, et lui-même est devenu ce que Claude Lévi-Strauss a appelé un « signifiant flottant », une forme culturelle détachée de son contexte et de sa signification d'origine. Cela ne signifie pas que le blues a vendu son âme. Il a plutôt évolué

vers d'autres musiques devenues commercialement plus viables dans les communautés noires à partir des années 1960 : la soul, le son Motown, la folk et, plus récemment, le hip-hop et le rap.

Les dynamiques commerciales qui ont relégué le blues au musée sont les mêmes qui rendirent le son du blues de Chicago innovant à ses débuts. De fait, un grand nombre des légendes du blues qui avaient quitté, dans les années 1930 ou 1940, leur Mississippi ou leur Louisiane natales pour Chicago – Big Bill Broonzy, Memphis Minnie, Muddy Waters, Howlin' Wolf, Little Walter et Sonny Boy Williamson – l'avaient fait, comme la plupart des migrants, pour tenter d'améliorer leur vie. Des villes comme Chicago ou Detroit offraient des dizaines de clubs où ils pouvaient se produire, des stations de radio pour Afro-Américains avec des disc-jockeys réputés, des labels capables de transformer des séances d'enregistrement en tubes nationaux, et des salaires supérieurs. Mais tout cela dépendait de la capacité à toucher un public toujours plus vaste. Ce résultat fut atteint à partir de 1949, lorsque le magazine *Billboard* remplaça l'expression « musique raciale », utilisée jusqu'alors dans l'industrie musicale, par « rhythm & blues », qui incluait aussi des musiciens blancs. Ce qui a été largement oublié dans les récits des débuts du blues à Chicago est l'importance de ce qu'Adam Green appelle un « ethos d'entrepreneur » chez les artistes, producteurs et disc-jockeys qui en ont été les protagonistes. Tout commença en 1948 lorsque Muddy Waters enregistra son premier 45 tours pour Chess Records, un label créé par deux immigrants juifs de Pologne, Leonard et Phil Chess. Ces derniers, propriétaires du club 708 et du Macomba Lounge, étaient à la recherche d'artistes capables d'électrifier les foules qui se pressaient de plus en plus nombreuses dans leurs établissements. Les frères Chess eurent aussi l'intelligence de s'associer au bluesman expérimenté Willie Dixon. Grâce à ses impressionnantes capacités de composition et de production, Waters put enregistrer une longue liste de tubes tout au long des années 1950, faisant de Chess Records une force majeure dans l'industrie. Avec Dixon aux manettes, le label allait vite devenir le pont entre le blues et le rock'n roll, mettant à son actif, entre autres, les premiers tubes hybrides de Chuck Berry, tels que *Maybellene*, *Rollover Beethoven*, *Johnny B. Goode* ou encore *Rock and Roll Music*.



Willie Dixon, le génie derrière le succès de Chess Records.

Avec *Maybellene* qui se hissa à la cinquième place du classement des « Hot 100 » de *Billboard*, 1955 fut une année importante pour Chess et pour le blues en général, qui parut sur le point de connaître un succès spectaculaire. Mais ce fut aussi l'année où la chanson *Rock Around the Clock* – du R&B mis au goût des Blancs par le chanteur de *country and western* Bill Haley – se retrouva catapultée à la première place du même classement, où Elvis Presley signa un contrat chez RCA Victor, où Rosa Parks, en refusant de céder sa place à un Blanc dans un bus de Montgomery, marqua le début du mouvement pour les droits civiques, et où la Cour suprême des États-Unis ordonna au Sud de commencer à éliminer la ségrégation dans ses écoles « *with all deliberate speed* »³⁰⁹. Dans ce contexte, malgré les efforts d'un grand nombre de bluesmen pour convaincre les Américains que leur musique ne disait pas uniquement la colère et la tristesse, l'association entre le blues et l'expérience des Noirs dans le Sud était évidente, ce qui le rendit difficile à apprécier pour les Blancs, d'autant que les images de la violence raciste sudiste circulaient dans les médias et que les villes du Nord, comme Chicago, commençaient à faire le point sur leur

propre problème racial. Des tubes d'artistes noirs de R&B capables de séduire un public mixte continuèrent de sortir au cours des années suivantes et une deuxième génération talentueuse de musiciens – Buddy Guy, Otis Rush, Koko Taylor – poursuivit l'histoire du blues de Chicago, mais la montée du rock blanc et l'évolution du paysage racial réduisirent ce courant, dès le milieu des années 1960, à un marché de niche.

L'histoire de l'éclipse du blues par le rock'n roll blanc, propulsé sur le devant de la scène par Elvis, regorge d'accusations de récupération et d'exploitation. Phil et Leonard Chess n'étaient sans doute pas responsables du vol du son du blues noir par l'industrie du rock'n roll, mais leur image fut salie par la série de procès intentés contre eux dans les années 1970 par plusieurs de leurs anciennes stars affirmant avoir été bernées. Willie Dixon avait eu beaucoup de mal à travailler avec les frères Chess, et, selon la légende, Muddy Waters aurait été vu un jour juché en haut d'une échelle en train de repeindre le plafond du studio³¹⁰. Interrogé sur toutes ces polémiques dans un documentaire réalisé en 2003 et diffusé sur la chaîne publique américaine PBS, Marshall Chess, le fils de Leonard, qui a travaillé comme producteur exécutif pour les Rolling Stones dans les années 1970, a décrit les bluesmen talentueux du label comme des enfants uniquement intéressés par les Cadillac et les femmes, attisant ainsi de nouveau la rancœur autour du « succès » de Chess³¹¹.



Muddy Waters, père du son « Chicago Blues », avec le pianiste Otis Spann.

Si réductrices que soient ces accusations, elles touchent peut-être à une vérité fondamentale, à savoir que les frères Chess, Willie Dixon, Muddy Waters et la plupart des autres artistes du label étaient autant entrepreneurs qu'artistes. Si les romantiques aiment à idéaliser les concerts des années 1940 et 1950 comme autant de moments magiques où les musiciens donnaient la parole à leur âme en chantant le blues – et c'était effectivement souvent le cas –, le fait est que la plupart d'entre eux à cette époque s'éloignaient « *with all deliberate speed* » de la scène pour se tourner vers le studio. Et qui pourrait le leur reprocher ? Sur scène, ils jouaient pour des centaines de personnes ; en studio, ils pouvaient en toucher des centaines de milliers, voire des millions. Pour des hommes élevés dans la pauvreté la plus totale au fin fond des campagnes du Sud, cela représentait une manne financière non négligeable. Mais tout ne se réduisait pas à l'attrait de l'argent. Ils comprenaient aussi que, si les écrivains et les artistes noirs pouvaient voir reconnaître leur talent par des intellectuels blancs comme par l'élite noire, ni la société blanche ni la société noire n'étaient prêtes à accorder ce type de reconnaissance

sociale et artistique aux musiciens de blues, du moins pas encore. Le cas d'Eric Dolphy est, à cet égard, instructif : cet incroyable joueur de saxo, de clarinette et de flûte traversière, qui rêvait d'être un musicien classique, fut contraint de se tourner vers le jazz, car c'était là le style de musique que les jeunes Noirs jouaient dans le Los Angeles des années 1940. Ainsi, puisqu'ils ne pouvaient espérer acquérir un quelconque capital artistique, il ne restait plus aux musiciens de blues noirs qu'à tabler sur le succès commercial, si possible auprès d'un public blanc.

À bien des égards, cet esprit d'entrepreneuriat est ce qui distinguait Chicago de l'autre grand centre d'expression culturelle noire : Harlem. En effet, les musiciens de jazz de Harlem allaient dans une direction presque opposée. Dans les clubs qui restaient ouverts tard la nuit, tels Minton's Playhouse ou Monroe's Uptown, des jazzmen noirs comme Charlie Parker, Dizzy Gillespie, Thelonious Monk, Coleman Hawkins et d'autres inventèrent une nouvelle forme de jazz, le be-bop, qui, de par sa sophistication technique, son tempo rapide et sa virtuosité instrumentale, s'éloignait des goûts du public blanc qui avait été si friand du swing dans les années 1930. Totalement déstructurées, les *jam sessions* s'adressaient à de tout petits groupes d'initiés, quand elles n'avaient pas pour seul public les musiciens qui alternaient sur scène. Impossible de danser sur une telle musique. Le public blanc la trouvait dissonante, crispée et nerveuse, ce qui, en un sens, était précisément l'objectif de ses inventeurs. Sur le plan esthétique, le be-bop était lié au nouveau vent de rébellion raciale qui balayait de nombreuses villes du Nord dans les années 1940, mais il représentait aussi une tentative pour créer une forme culturelle tellement opaque qu'elle résisterait à la fois à la commercialisation et au dénigrement critique de la société blanche³¹². Au final, elle ne plut pas beaucoup non plus au Noir lambda. À la fin des années 1940, les musiciens de be-bop s'aventurèrent dans des projets plus commerciaux pour gagner leur vie, mais l'esprit d'avant-garde continua d'imprégner la scène musicale de Harlem au cours des décennies suivantes. Tout cela explique pourquoi, des années 1940 au milieu des années 1960, New York resta à la remorque de Chicago et de Detroit, deux villes où la culture du Sud se mêlait à la volonté de progrès individuel pour produire une musique qui touchait les Afro-Américains de tout le pays.

Sur la route de la ségrégation

Lorsqu'on contemple aujourd'hui le quartier d'Englewood, dans le South Side, on a peine à croire qu'il était jadis à l'avant-garde du

progrès. Dans les années 1920 et 1930, les immeubles en brique de deux étages, construits au tournant du siècle, et les petites maisons individuelles donnaient un air de respectabilité à ce quartier peuplé d'ouvriers de la classe moyenne d'origine irlandaise ou allemande, qui travaillaient dans les abattoirs un peu plus au nord. Son centre commerçant, au croisement de Halsted Avenue et de la 63^e Rue, était l'un des plus animés de la ville, et des centaines de métros aériens, de tramways et de trains de banlieue desservaient le quartier chaque jour. Un grand nombre des habitants qui pouvaient se permettre de vivre là devaient leur bonne fortune aux syndicats, qui avaient bataillé pour leur obtenir des augmentations de salaire. Leur loyauté envers ces derniers n'avait d'égale que leur fidélité à l'une des dix paroisses catholiques du quartier, dont les prêtres incitaient souvent leurs ouailles à soutenir les campagnes des syndicats. Beaucoup de catholiques irlandais bénéficiaient aussi très certainement de la mainmise que leurs compatriotes avaient réussi à établir sur l'appareil politique de la ville, lequel représentait une manne de ressources en tout genre.

Retour au XXI^e siècle. Englewood se présente comme un quartier entrecoupé de terrains vagues jonchés de détritus, où les façades des maisons et des magasins condamnés sont couvertes de graffitis incompréhensibles, où les seuls visages blancs que l'on croise sont ceux des policiers et des travailleurs sociaux, où le taux de chômage est plus de trois fois supérieur au taux national et où une guerre interminable fait rage entre les deux plus célèbres gangs de rues de la ville : les Gangster Disciples et les Black P. Stones. Autant de facteurs qui expliquent qu'Englewood ait la triste gloire d'afficher le plus fort taux de criminalité de la ville, et d'être aussi en haut de la liste au niveau national. En 1991, quatre-vingt-un meurtres y ont été commis en l'espace de quatre mois. En 2007, un garçon de dix ans fut tué par une balle perdue alors qu'avait éclaté une échauffourée entre gangs, ce qui déclencha plusieurs journées de violences de rues proches de l'émeute. La plupart des Américains passent toute leur existence sans jamais entendre un coup de feu ; à Englewood, ce son fait partie de la vie quotidienne.

Englewood illustre parfaitement ce que les historiens appellent la « crise urbaine », qui a frappé un grand nombre de villes industrielles du nord des États-Unis après la Seconde Guerre mondiale³¹³. À Detroit, la crise s'est étendue comme un cancer à toute la ville, créant un centre noir appauvri entouré par des banlieues prospères où vit la classe moyenne blanche ; à Chicago, la crise a été mise en quarantaine, contenue dans les vastes étendues des quartiers noirs du South Side et du West Side. Expliquer comment une telle évolution a

pu avoir lieu, comment la vingtaine d'années entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les émeutes raciales du milieu des années 1960 a pu donner naissance – pour reprendre les termes de la Commission Kerner, chargée d'étudier les émeutes – à « deux sociétés, l'une blanche, l'autre noire – séparées mais inégales », voilà qui constitue l'un des défis intellectuels majeurs de ces dernières décennies. La position de chaque Américain sur cette question détermine invariablement de quel côté de la barrière idéologique – conservateur ou libéral (progressiste) – il se place. Les conservateurs ont tendance à privilégier des explications qui tournent autour du racisme culturel – « les Noirs vivent dans des ghettos de pauvreté parce que leur culture est dysfonctionnelle et qu'ils sont donc sous-performants » –, des raisonnements baignant dans l'idéologie du libre-échange – « Noirs et Blancs ont simplement choisi de vivre dans des quartiers séparés, et c'est leur droit » – ou un mélange des deux – « Noirs et Blancs ont choisi de vivre séparés à cause de leurs différences culturelles irréconciliables »³¹⁴. Les *liberals*, au contraire, évoquent l'ampleur de la discrimination raciale en matière de logement, d'éducation et d'emploi, ainsi que, dans une moindre mesure, les circonstances et les politiques économiques qui ont causé l'érosion des bases d'emploi dans les villes-centres tout en promouvant le développement des banlieues.

Si les plus éminents historiens de la ville américaine dans l'après-guerre ont une approche davantage progressiste que conservatrice, ils ont toutefois proposé différentes interprétations des causes et des origines de la crise urbaine. Jusqu'à relativement récemment, l'opinion dominante était que la lutte pour l'intégration raciale a été perdue du fait des émeutes au sein des ghettos et de la popularité croissante de l'idéologie du *Black Power* dans les années 1960. Une telle situation aurait permis au Parti républicain d'attiser les peurs de la classe moyenne blanche afin de provoquer un violent retour de bâton contre le libéralisme racial, une tactique grâce à laquelle il avait pu remporter la Maison-Blanche en 1968³¹⁵. De fait, il est certain qu'un grand nombre de Blancs de la classe moyenne, cette « majorité silencieuse » que Nixon affirmait représenter, se demandaient : pourquoi mon argent si durement gagné devrait-il servir à aider des gens qui brûlent leurs propres quartiers et détestent les Blancs ?

Si cette vision comporte sans doute une part de vérité, elle ne fournit guère de clé pour comprendre comment un endroit comme Englewood pouvait être déjà passé du statut de quartier dynamique de la classe moyenne blanche à celui de ghetto noir dans le besoin au moment de la première grande rébellion de l'ère du *Black Power*, celle de Watts (Los Angeles) en 1965. L'histoire d'Englewood suggère que

les origines de la crise urbaine remontent aux années 1940 et 1950, lorsque, face à la perspective redoutée de l'intégration raciale, les Blancs, constitués en associations de quartier, tentèrent de s'y opposer par tous les moyens à leur disposition, incluant parfois des tactiques terroristes mortelles³¹⁶. Aucune réflexion sur les motifs de l'évolution dramatique d'Englewood, par exemple, ne peut faire l'économie d'une prise en compte d'événements tels que l'émeute de Peoria Street de 1949, lorsque plusieurs milliers de personnes se rassemblèrent pour passer leur colère sur ce qu'elles croyaient, à tort, être une famille noire en train d'emménager dans un logement au croisement de la 56^e Rue et de Peoria. On avait bien vu des Afro-Américains entrer à cette adresse ce soir-là, mais leur présence n'avait rien à voir avec une transaction immobilière : ils se rendaient au domicile d'Aaron Bindman, dirigeant du syndicat International Longshoremen's and Warehousemen's Union, pour une réunion festive et informelle. Bindman tenta, en vain, d'utiliser sa réputation de syndicaliste pour apaiser la foule massée à sa porte, mais ses appels à la solidarité ouvrière ne firent qu'envenimer la situation. La foule se mit à crier : « Youpin ! », « Lynchez les nègres ! » et « Communistes ! »³¹⁷. Dans les rues d'Englewood, en particulier dans cette partie où habitaient près de quatre mille catholiques irlandais membres de la paroisse de la Visitation, le caractère sacré de la blancheur de la peau primait tout appel à la lutte des classes, surtout lorsque ce dernier était émis par un Juif comme Bindman. Les prêtres de cette paroisse et ceux des autres paroisses d'Englewood avaient par le passé usé de leur autorité pour promouvoir les syndicats, mais ils rassemblaient désormais leurs ouailles pour protéger leur église contre l'arrivée massive des Noirs et la fuite des Blancs. Les propriétaires s'inquiétaient de la chute de la valeur immobilière de leurs biens, les locataires de longue date s'inquiétaient de devoir couper leurs liens avec la paroisse, tandis que ceux qui n'avaient pas les moyens de déménager si rapidement s'inquiétaient d'être abandonnés dans un quartier en passe de devenir un ghetto noir. Telles furent les circonstances qui transformèrent des citoyens par ailleurs respectueux de la loi en émeutiers le long de la barrière raciale de Chicago au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

La situation d'Englewood était loin d'être unique à Chicago. L'émeute de Peoria Street fut l'un des événements les plus graves de ce que les historiens considèrent maintenant comme une mobilisation massive contre l'« invasion raciale » dans tout le Middle West industriel. Entre 1944 et 1946, une cinquantaine de maisons de Chicago furent incendiées, lapidées ou vandalisées, généralement de nuit, ce qui provoqua la mort de trois de leurs occupants. Ces actes étaient le plus souvent perpétrés par des adolescents qui fréquentaient

des gangs de rues. Le mouvement de résistance blanche était une affaire de famille, avec bien souvent les mères et les enfants en première ligne. Mais c'étaient des jeunes gens de moins de trente ans – une génération devenue adulte après les grandes batailles ouvrières des années 1930 – qui constituaient le gros de ces foules racistes en colère. Par exemple, sur les vingt-neuf personnes arrêtées lors de l'émeute de Peoria Street – tous des hommes –, une seule n'était pas dans la tranche d'âge 16-25 ans. C'est ce segment qui commença à recourir à des tactiques de résistance plus audacieuses à la fin des années 1940³¹⁸. Ainsi, en août 1947, alors qu'une foule de 1 500 à 5 000 personnes affrontait la police autour du grand ensemble Fernwood Homes, au croisement de la 103^e Rue et d'Halsted Avenue, pour s'opposer au projet municipal d'y installer d'anciens soldats noirs, plusieurs Blancs tirèrent de force des Noirs de leurs automobiles et des tramways pour les passer à tabac³¹⁹. Le mois suivant, des gangs d'adolescents attaquèrent de nombreux jeunes Noirs et incitèrent des centaines d'élèves du lycée Wells High School, dans le Near Northwest Side, à se mettre en grève pour protester contre le transfert dans leur école de soixante Noirs, et ce bien que le nombre total d'élèves noirs à Wells après ce transfert ne se montât qu'à 113 sur 2 200³²⁰. Fin juillet 1949, quelque deux mille habitants en colère firent le siège d'une maison de deux étages achetée peu de temps auparavant par un enseignant noir et sa femme, au 7153 South St. Lawrence, à l'extrémité sud de la Black Belt ; ils brûlèrent des matelas devant la porte et jetèrent des pierres contre la maison jusqu'à l'aube. Ces exemples ne représentent qu'une toute petite partie des attaques perpétrées par des Blancs en vue de terroriser les Noirs qui osaient franchir la barrière raciale³²¹.

C'est grâce à de tels actes que les Blancs de Chicago parvinrent à empêcher le déplacement de la *color line* – souvent seulement de manière temporaire –, à une période où la Chicago Housing Authority (CHA) était dirigée par des personnes désireuses de promouvoir l'intégration raciale sur le marché du logement. La loi fédérale sur le logement (*Housing Act*) de 1949 mit d'importants fonds fédéraux à la disposition des municipalités pour la construction de logements sociaux, et la CHA, toujours dirigée par l'infatigable Elizabeth Wood, établit une liste de sites destinés à accueillir ces ensembles dans des quartiers blancs. Sur chaque site, les conseillers municipaux concernés livrèrent une résistance acharnée, peu désireux de laisser s'installer des Noirs dans leurs circonscriptions, ce qui revenait à commettre un suicide politique. Comme le conseil municipal avait un droit de veto sur les projets de la CHA, Elizabeth Wood n'avait aucune chance d'obtenir gain de cause sans le soutien personnel du maire, Martin Kennelly (élu en 1947 et réélu en 1951). Or celui-ci surveillait de près

ce qui se passait dans les différents quartiers, et le mécontentement qui montait des circonscriptions blanches lui paraissait de bien mauvais augure. Aussi choisit-il de ne pas s'opposer aux pratiques ségrégationnistes du conseil municipal. Son manque de détermination à soutenir la CHA était aggravé par sa réticence à mobiliser la police de façon adéquate pour protéger les habitants noirs victimes d'attaques racistes. Les responsables de la Commission du maire sur les relations humaines et d'autres témoins dénoncèrent inlassablement l'insuffisance numérique des forces de police, leur incompétence, leur refus d'arrêter les agresseurs, et surtout leur complicité avec la foule raciste. Kennelly tenta bien d'instaurer des réformes, mais les plaintes continuèrent. Pendant l'été 1953, par exemple, lorsqu'une nouvelle tentative de la CHA pour établir la mixité raciale dans un grand ensemble – les Trumbull Park Homes, à l'extrême-sud du South Side – se heurta à une résistance farouche des habitants du quartier, les locataires noirs et des observateurs extérieurs affirmèrent que la police non seulement n'avait pas protégé les résidents noirs, mais avait ouvertement sympathisé avec leurs agresseurs³²².

À la lumière de ce premier épisode de la crise urbaine, il est difficile d'éviter de conclure que la loi du plus fort a dessiné un avenir de ségrégation pour Chicago pendant que les autorités restaient passives. Non seulement la CHA n'allait pas réussir à faire triompher la liberté résidentielle pour les Afro-Américains, mais elle allait bientôt devenir un levier de l'hyperghettoïsation³²³. Elizabeth Wood démissionna, par pure frustration, en 1954, et les grands ensembles monstrueux pour familles noires finirent par être construits, dans les années 1950 et au début des années 1960, exclusivement dans les zones de ghettos noirs ou à proximité d'ensembles déjà existants, dans le South Side et le West Side. Toutefois, les Blancs qui étaient descendus dans les rues lors de l'émeute de Peoria Street et des nombreux autres incidents semblables ne remportaient là qu'une victoire à la Pyrrhus. Les dynamiques à l'œuvre derrière la ségrégation à Chicago tenaient tout autant à la résistance des Blancs qu'à leur fuite. La population noire d'Englewood passa de 11 % en 1950 à 70 % en 1960, après le départ de près de cinquante mille Blancs. De plus, ceux restés dans le quartier ne se mêlaient pas aux Noirs ; bien davantage, ils préparaient leur propre départ. Dix ans plus tard, Englewood était très largement noir, de même que les quartiers alentour. Les Blancs de Chicago, à quelques rares et étonnantes exceptions près, ne souhaitaient pas partager leurs quartiers avec des Afro-Américains, et, comme le gouvernement fédéral garantissait des prêts de longue durée à faible taux d'intérêt pour les anciens soldats et d'autres aspirants propriétaires, ils commencèrent à se diriger vers des zones arborées, loin de la *color line*. Chicago était en bonne voie pour devenir la ville la plus

ségrégée du pays.

CHAPITRE 6

LA « MACHINE »

Le boss et la Black Belt

Si, comme l'a affirmé l'historien Arnold Hirsch, les années 1940 étaient une « période de violence cachée » le long de la *color line* de Chicago, au début des années 1950 la question raciale éclata au grand jour. Le racisme à la Chicago, caractéristique de l'après-Seconde Guerre mondiale, fit même des débuts très remarqués sur la scène internationale en juillet 1951, lorsque des milliers de Blancs en colère descendirent dans les rues de Cicero, une banlieue de Chicago, pour protester contre l'installation d'une famille noire, laissant les modestes forces de la police municipale complètement dépassées et forçant le gouverneur de l'État de l'Illinois, Adlai Stevenson, à dépêcher la Garde nationale pour rétablir l'ordre³²⁴. Situé à la limite occidentale de Chicago, à environ dix kilomètres du Loop, Cicero était une ville ouvrière qui avait jadis défrayé la chronique parce que Al Capone y avait établi son siège. Cicero n'était pas exactement Chicago, mais il en était suffisamment proche pour y être assimilé, et l'incident fut interprété dans le monde entier comme un exemple du racisme typique de Chicago.

Au niveau local, on vit plusieurs centaines, voire des milliers de jeunes hommes de Chicago arriver en masse dans les rues de la ville, en voiture ou en autobus, pour apporter leur aide à ce qu'une organisation raciste désigna comme « la jeunesse courageuse de Cicero »³²⁵. Arnold Hirsch est le premier historien à avoir examiné les listes des personnes arrêtées au cours de ces nuits d'émeutes pour tenter d'expliquer les ressorts de cette frénésie de haine raciale. Les émeutiers de Cicero, conclut-il, étaient dans leur grande majorité des habitants du quartier désireux de protéger leur communauté contre une invasion d'Afro-Américains qui signifiait, pensaient-ils, la destruction assurée de leur mode de vie. Si elle est exacte pour les événements des premiers jours, l'analyse de Hirsch néglige toutefois un point très important : les listes des arrestations des dernières nuits de troubles montrent en effet que, après que la nouvelle du rassemblement fut connue, la mobilisation se transforma en un

rassemblement beaucoup plus vaste contre la mixité raciale qui attira des manifestants des quartiers du West Side de Chicago, pourtant situé à une distance considérable du 6139 ouest 19^e Rue à Cicero, théâtre initial de l'émeute³²⁶. Les événements de Cicero révélèrent ainsi que la « violence cachée » de la décennie précédente – le vandalisme ponctuel et les raids perpétrés de nuit, qui, sous la pression de la mairie, n'avaient jamais fait la une de la presse locale – se répandait dans toute la ville. Si, pour tous ceux qui habitaient le long de la *color line* de Chicago – ouvriers immigrés européens de la première ou deuxième génération ou Noirs –, ils étaient d'une grande banalité, l'importante couverture médiatique dont ils firent l'objet incita néanmoins le *leadership* de la communauté noire de la ville à adopter une attitude plus militante.

D'autant que les Noirs de Chicago avaient d'autres motifs de mécontentement à cette époque. Le zèle réformateur du maire Kennelly commençait à faire des remous dans les cinq circonscriptions à majorité noire contrôlées par le « boss » afro-américain William Dawson. Le petit appareil politique de ce dernier avait joué un rôle crucial dans l'élection de Kennelly en 1947, comme cela avait déjà été le cas pour Kelly lors des deux scrutins précédents. Mais le maire revenait désormais sur la règle tacite donnant carte blanche à Dawson et à ses sous-fifres pour le contrôle des activités illégales qui avaient donné naissance à une économie parallèle dans les quartiers noirs de Chicago. Deux rackets en particulier, la loterie clandestine et les taxis sauvages, devinrent l'objet de la croisade de Kennelly. La loterie clandestine était en réalité composée de petites loteries de quartier (*policy*) qui, comme les taxis sauvages, fournissaient des milliers d'emplois aux habitants, ainsi que des revenus substantiels aux hommes politiques qui les protégeaient. Dans le système que Kennelly avait hérité de son prédécesseur, la police était censée fermer les yeux sur ces agissements. Pourtant, dans les mois qui suivirent l'élection, elle se mit à faire des descentes contre ces loteries locales. Pour les Noirs de Chicago, ces actions constituaient des injustices raciales, d'autant que les policiers semblaient mettre une détermination bien plus grande à imposer le respect des lois contre la loterie et les taxis clandestins qu'à défendre les citoyens noirs innocents attaqués par des foules racistes. En juillet 1946, par exemple, la Commission du maire sur les relations humaines rapporta plusieurs cas de négligence policière de ce type, notamment ceux d'un policier qui refusa d'arrêter deux vandales parce qu'il n'était pas de service ce jour-là, d'un autre endormi à son poste, et d'un autre encore qui exprima ouvertement son opposition à l'idée d'aller « garder les habitations de Noirs³²⁷ ».

Particulièrement choquante était la répression des taxis sauvages,

une activité qui s'était développée précisément parce que les compagnies de taxis blanches refusaient de desservir les quartiers noirs. Quant à la loterie, le gang d'Al Capone avait déjà essayé à plusieurs reprises, dans les années 1920 et 1930, de mettre la main sur cette activité dans le South Side ; aussi la volonté soudaine du maire de la réprimer fit-elle naître le soupçon que Kennelly cherchait à transférer cette source de richesse des Noirs vers les syndicats blancs du crime organisé. Le maire avait aussi ignoré toutes les tentatives de Dawson pour le convaincre qu'il ne fallait pas punir un vice si inoffensif : « Les membres de notre communauté n'ont pas les moyens d'aller aux courses ou dans des clubs privés, aurait argumenté ce dernier, alors ils s'amusent un peu à la loterie. » Selon la légende politique locale, le boss du Chicago noir ainsi snobé aurait, à partir de ce moment-là, refusé d'adresser la parole à Kennelly, jusqu'au jour où il l'apostropha violemment lors d'une réunion privée pendant la campagne de 1951 : « Pour qui vous prenez-vous ? J'apporte les voix. Je vous fais élire. Personne n'a besoin de vous ; c'est des votes qu'on a besoin. Je vous apporte les votes et vous refusez de m'adresser la parole³²⁸ ? »

Si Dawson exprimait tout haut un sentiment d'injustice raciale, il serait erroné de voir en lui un militant des droits civiques. Dans son étude *Negro Politics*, publiée en 1960, le politologue James Q. Wilson a distingué deux catégories de dirigeants noirs à la veille des grandes luttes pour les droits civiques : ceux qui promouvaient le « statut » de la communauté noire, et ceux qui se battaient pour son « bien-être ». Les premiers tentaient d'élever la « race » en défendant les droits des Noirs, tels que l'intégration et l'égalité de l'accès à l'éducation et à l'emploi, tandis que les seconds se concentraient sur des questions matérielles pour répondre aux besoins sociaux des Noirs pauvres³²⁹. Dire que Dawson, qu'on a entendu à plusieurs reprises se comparer au célèbre éducateur noir Booker T. Washington, appartenait au deuxième camp ne permet pas de décrire avec justesse la situation. Ce n'était pas seulement parce que Dawson ne se battait pas pour des questions de statut, mais plutôt parce que le maintien de son influence dépendait précisément de l'échec de ceux qui s'étaient fixé cette mission. C'est la ségrégation qui avait fait sa carrière, et il savait pertinemment que l'intégration raciale menaçait d'y mettre un terme. De fait, jusqu'à ce que la Cour suprême décidât, en 1948, dans son arrêt *Shelley v. Kraemer*, de dénoncer l'inconstitutionnalité des *restrictive covenants*, ces contrats passés entre propriétaires de biens immobiliers interdisant la vente ou la location aux Noirs et aux autres personnes de couleur jugées indésirables, les Noirs de Chicago étaient largement relégués dans les trois grands quartiers noirs qui composaient la Black Belt. En cas de victoire des partisans de

l'intégration raciale, les votes assurant l'existence de l'appareil politique noir local seraient dispersés dans toute la ville, réduisant à la fois la propre base électorale de Dawson et la moisson de voix qu'il était en mesure de fournir aux démocrates. Dawson craignait tant l'activisme en faveur des droits civiques que, lorsqu'il participa à la campagne présidentielle de John F. Kennedy en 1960, il tenta de persuader les membres de la commission des droits civiques, dont il faisait partie, de supprimer de son appellation la mention « droits civiques », affirmant que cette expression pouvait « blesser nos bons amis du Sud³³⁰ ».

En réalité, l'ensemble de la machine démocrate du comté de Cook dépendait de la capacité de Dawson à fournir les voix. Certes, au début des années 1950, les Noirs de Chicago n'avaient pas encore, au niveau local, abandonné le parti de Lincoln de manière aussi massive que l'avaient fait les Afro-Américains dans le reste du pays, mais l'appareil politique noir de Dawson avait fourni aux candidats démocrates des majorités dans la Black Belt, qui – bien que minces – avaient ensuite assuré leur victoire aux élections de 1939, 1943, 1947 et 1951³³¹. Cependant, pour le camp démocrate, toute cette agitation autour de l'intégration raciale constituait une épée à double tranchant. Non seulement elle menaçait de saper l'avantage électoral clé fourni par la Black Belt, mais, pis, elle pouvait potentiellement faire des ravages dans les bastions de la classe ouvrière blanche, incitant de nombreuses familles à partir s'installer dans les circonscriptions républicaines dans le nord de la ville ou en banlieue, et suscitant l'animosité chez celles qui ne pouvaient pas déménager. Ainsi, au cours des deux décennies suivantes, deux forces opposées – d'un côté la lutte des Noirs pour l'égalité, leurs droits et leur part du pouvoir, de l'autre une réaction des Blancs que les historiens ont décrite comme l'expression d'un « localisme défensif » ou d'un « populisme réactionnaire » – allaient faire de la politique municipale un terrain miné³³². Avec la montée, dans la Black Belt, de la conscience militante nécessaire à la victoire, aucun homme politique ne pouvait se permettre d'apparaître trop timoré sur les questions de justice raciale, mais toute prise de position trop agressive menaçait de déclencher chez les Blancs une telle fureur que même la majorité la plus écrasante dans les circonscriptions noires perdrait alors son importance.

Dès 1954 – l'année où la Cour suprême des États-Unis déclara l'inconstitutionnalité de la ségrégation dans les écoles par son arrêt *Brown v. Board of Education of Topeka, Kansas* –, ces deux forces opposées s'affrontèrent au sein d'une petite communauté d'ouvriers sidérurgistes dans le quartier éloigné de South Deering, au sud-est de Chicago. Là, un ensemble de petits immeubles en brique de deux

étages construits autour de petites cours gazonnées – prototype des « appartements-jardins », les complexes de logements sociaux de l'époque du New Deal – devint, par hasard, le lieu test de l'intégration raciale dans la ville. L'affaire commença à l'été 1953, lorsqu'un responsable de la Chicago Housing Authority attribua par erreur un logement social dans le complexe Trumbull Park Homes à une femme noire à la peau très claire nommée Betty Howard. Quelques jours à peine après leur emménagement, Mme Howard et son mari, dont la peau était plus foncée que la sienne, furent repérés par leurs voisins. Les habitants du quartier lancèrent alors une campagne de terrorisme qui força les Howard à barricader leurs fenêtres et à ne plus se déplacer que sous escorte policière. Cette quasi-émeute raciale continua pendant plus d'une année. Elizabeth Wood, la directrice de la CHA, attaquée de toute part, refusa de céder à la pression de la foule blanche et attribua des logements à dix autres familles noires à Trumbull.

Pour mieux comprendre l'intensité du racisme à South Deering, l'American Civil Liberties Union embaucha un « espion » qui alla passer du temps dans les bars et les parcs du quartier, prenant en note les conversations qu'il entendait et créant ainsi involontairement une source de documentation poignante sur les manifestations quotidiennes du populisme réactionnaire blanc des années 1950. Dans les visions de complot partagées par les habitants de South Deering, apprend-on de ces notes, des Juifs au bras long tiraient les ficelles de la politique municipale du logement en vue de promouvoir les mariages mixtes et d'exploiter le marché immobilier, et c'étaient les familles noires assiégées de Trumbull qui avaient le dessus. « J'ai entendu dire que c'était une organisation de nègres malins qui utilisent d'autres nègres comme cette bonne femme Howard pour venir s'installer dans un quartier, et cela provoque la ruine de ce quartier, déclara le client d'un bar à la foule un après-midi. Et ensuite ces malins avec de l'argent rachètent les propriétés à bas prix et les revendent à d'autres nègres à prix fort³³³. »

C'était là un premier aperçu de ce qui est aujourd'hui une rhétorique populiste bien rodée, consistant à renverser l'ordre des choses en mettant les *liberals* et les minorités au-dessus et les bons contribuables respectueux des lois en bas de l'échelle. C'est cette rhétorique qui a alimenté la montée en puissance des conservateurs dans l'Amérique de l'après-Seconde Guerre mondiale, depuis la « majorité silencieuse » de Nixon jusqu'à l'alliance triomphale des néoconservateurs et des chrétiens évangélistes sous George W. Bush³³⁴. Le cas de South Deering suggère que ce discours de victimisation n'était pas uniquement le fait d'hommes politiques

républicains anti-*liberals*, mais faisait partie de l'expérience quotidienne de nombreux Américains de classe moyenne, même à une époque où le salaire réel progressait à une vitesse stupéfiante. Et cette émotion se cristallisait surtout dans les endroits où les Afro-Américains remettaient de plus en plus ouvertement en cause leurs propres conditions de vie et se présentaient eux-mêmes comme des victimes.

À l'automne 1954, la situation à South Deering avait fait l'objet de reportages sur les chaînes de télévision nationales et de nombreux articles dans le *Chicago Defender*, et Elizabeth Wood avait été contrainte à démissionner. Cette démission ne suffit pas à Kennelly pour réparer les dommages. Son incapacité à protéger efficacement les Noirs de Trumbull Park avait noirci à jamais son image dans les quartiers noirs, et son implication dans l'affaire n'était pas non plus pour rassurer les Blancs de la classe ouvrière vivant autour de la *color line*. Plus important encore, du fait de sa croisade réformiste et de son aliénation de l'appareil politique contrôlé par Dawson, il était devenu *persona non grata* parmi les dirigeants de l'appareil démocrate du comté de Cook, dont le nouveau président, Richard J. Daley, commença à manœuvrer dans la coulisse pour l'empêcher d'être le candidat officiel aux prochaines élections municipales. D'ailleurs, il ne lui était pas difficile d'obtenir ce résultat. En tant que président, et donc « *boss* » de la Machine, Daley contrôlait la composition du comité de sélection des candidats. Cela ne surprit donc personne lorsque le comité central approuva, à quarante-sept voix contre une (celle du responsable de la campagne de Kennelly), la recommandation du comité de présenter la candidature de Daley au poste de maire.

Rares sans doute étaient les personnes présentes dans la salle ce jour-là à mesurer l'importance historique de leur choix. Qui pouvait imaginer que Daley allait devenir *le boss* absolu, qu'il allait créer l'appareil politique le plus puissant du pays à un moment où d'autres machines étaient terrassées par des réformateurs, que des présidents des États-Unis allaient lui être redevables de leur élection, et que seule une crise cardiaque parviendrait à lui faire quitter son poste vingt et un ans plus tard ? Certes, il était déjà évident que Daley ne manquait pas d'ambition, mais, de l'avis de la majorité, c'était loin d'être un dirigeant visionnaire. Il devait essentiellement à la fortune d'avoir été placé en position de devenir le candidat de l'appareil en 1955. En effet, trois ans plus tôt, sa candidature au poste de président du parti semblait être contrée par un bloc puissant du South Side lorsque le décès de son principal rival, Clarence Wagner, dans un accident de voiture relativement mystérieux, lui avait permis de l'emporter en fin de compte.

Toutefois, l'ascension rapide de Daley n'était pas simplement le fait du hasard. Il était surtout l'homme qu'il fallait au bon endroit, au bon moment. Ce fils d'un ouvrier métallurgiste avait été élevé dans une grande famille catholique irlandaise dans le quartier ouvrier de Bridgeport, où il continua de vivre après son élection. Ainsi, Daley connaissait intimement l'esprit de « localisme défensif » qui se développait dans les quartiers de classe moyenne de la ville. En outre, avec son fort accent de Chicago et son franc-parler, c'était un génie rhétorique, un expert dans l'art de plaire aux gens simples, tout en évitant soigneusement de prendre la moindre position trop tranchée sur les questions en jeu. C'est ainsi que, de manière surprenante, cet enfant de Bridgeport qui avait fréquenté le tristement célèbre gang raciste du Hamburg Athletic Club sut gagner le soutien du *Defender*, qui estima, dans un éditorial en une, qu'il avait pris « une position ferme et louable » sur les questions de droits civiques³³⁵. Dans la primaire qui l'opposa à Kennelly – lequel avait décidé de concourir en indépendant après son rejet par l'appareil local –, Daley répondit aux accusations de son adversaire selon lesquelles il se conduisait en « cacique » en recourant à la plus belle rhétorique populiste qui soit, expliquant qu'il était un homme du peuple en lutte contre les « gros bonnets ». Mais c'est surtout lors de sa campagne contre le républicain Robert Merriam que Daley put au mieux manifester ses talents d'orateur.

Ancien démocrate de la 5^e circonscription progressiste de Chicago – qui comprenait le campus de la prestigieuse université et le quartier de Hyde Park, où habitaient ceux que les politiciens de la Machine appelaient avec mépris les « libéraux du front de lac » –, l'imposant et éloquent Robert Merriam fonda sa campagne sur l'esprit de réforme qui avait le vent en poupe dans les grandes villes du pays. Mais ses origines WASP et sa distance visible avec la majorité de la population de Chicago jouèrent en faveur de Daley. Celui-ci jura aux électeurs qu'il « suivrait les préceptes que [sa] bonne mère irlandaise » lui avait inculqués. « Si je suis élu, ajouta-t-il, je ferai preuve de compassion, de charité, et j'avancerai avec humilité avec Dieu. » Tout en se disant partisan de la construction de logements sociaux, Daley éluda habilement la question de leur emplacement : « Ne nous disputons pas sur l'endroit où ils sont construits. » De même, alors que Merriam prenait des positions très claires sur les différents problèmes municipaux, Daley se bornait à évoquer en termes vagues la nécessité de protéger les quartiers de Chicago – « la colonne vertébrale de la ville », comme il les appelait³³⁶. « Lorsque je me promène dans les rues de mon quartier, affirma-t-il à ses partisans, je vois les rues de chaque quartier. » Puis, reprenant le refrain populiste, il promit que, sous sa direction, « le soleil brillera[it] sur tous les quartiers de

Chicago au lieu de briller simplement sur State Street [le quartier d'affaires]³³⁷ ».

Pour impressionnants qu'ils fussent, les talents rhétoriques de Daley n'étaient que la cerise sur le gâteau. Car c'est la Machine dans toute sa splendeur organisationnelle qui lui permit de l'emporter dans cette élection qui se révéla relativement serrée. La Machine, comme toujours, fournit à Daley un gros avantage financier et une véritable armée de bénévoles ; ces derniers, sous la direction des capitaines de districts électoraux, dont le poste dépendait précisément de leur capacité à réunir les voix nécessaires, mirent en œuvre toute une gamme d'actions – de la fraude au chantage en passant par l'intimidation physique, ou pis – pour atteindre leur objectif. Mais ce qui était relativement nouveau – et, en un sens, moderne – dans les tactiques de campagne de la Machine sous la présidence du candidat à la mairie Richard J. Daley était sa très habile exploitation des peurs raciales des Blancs. Revenant sur cette campagne des années plus tard, le célèbre journaliste de Chicago Mike Royko affirma : « Avant même que ne soit inventée l'expression "*backlash* blanc", la Machine savait comment l'utiliser³³⁸. » Et, qui plus est, comment l'utiliser d'une manière qui ne compromettait pas le vote des Noirs. Car l'influence de la Machine régnait jusque dans les cuisines et les salons des électeurs potentiels : les capitaines de district contrôlaient des dizaines d'habitants de leurs quartiers, qui leur étaient redevables pour un emploi ou un service politique quelconque. Ce vaste réseau de supporteurs loyaux permit à Daley de jouer double jeu sur la question raciale.

Ainsi, tandis que Daley s'abstenait de toute déclaration publique pouvant révéler qu'il était indifférent aux difficultés des Noirs de Chicago, ses hommes, dans la coulisse, faisaient courir le bruit qu'en réalité il était loin de souhaiter l'intégration raciale. En parallèle, ils menaient une campagne de dénigrement éhontée contre son rival pour raviver les inquiétudes des habitants racistes. Les cadres de l'appareil firent par exemple circuler dans les quartiers blancs des copies d'une lettre fabriquée de toutes pièces, signée par une certaine Association civique des Noirs américains, incitant les habitants à voter pour Merriam parce qu'il veillerait à ce que les Noirs puissent trouver un logement décent n'importe où dans la ville. Ils firent aussi circuler la rumeur selon laquelle la première femme de Merriam, née en France, était à moitié noire. Si la plupart des électeurs ne se laissèrent pas abuser par ces stratagèmes, ils comprirent cependant le message implicite, à savoir que le candidat de la Machine n'était pas un croisé des droits civiques. Par cette utilisation de langages « codés » qui permettaient de ménager la chèvre et le chou, Daley et ses

collaborateurs étaient en avance sur leur temps.



Richard J. Daley le jour de son élection, en 1955.

Malgré le soutien apporté au candidat républicain par les grands journaux de Chicago, qui mirent en avant ses accusations de corruption et de caciquisme à l'encontre de Daley, ce dernier réunit 708 222 voix contre 589 555 pour Merriam. L'élection était toutefois bien plus serrée qu'il n'y paraissait. Les candidats étaient au coude à coude dans presque toute la ville. La victoire de Daley était due à sa domination écrasante dans les circonscriptions clés de la Machine, celles que les analystes politiques appellent les « onze automatiques ». Dans les cinq circonscriptions noires contrôlées par Dawson, en particulier, il avait près de 50 000 voix d'avance. Si l'on ajoute à ce chiffre ses scores dans plusieurs autres circonscriptions à majorité noire, on constate que la contribution noire à sa victoire fut décisive, s'élevant à 103 000 voix³³⁹.

Plus tard cette même année, les Afro-Américains de Montgomery, dans l'Alabama, dont la plupart avaient perdu la jouissance de leurs droits civiques à cause de pratiques terroristes ou de chicaneries administratives, organisèrent un puissant boycott de la compagnie locale d'autobus qui donna le signal de lancement du mouvement pour les droits civiques. Celui-ci était appelé à renouveler la démocratie américaine : les Noirs du Sud, quelque peu aidés par la Cour suprême, se frayaient, à la force du poignet, un chemin vers la modernité, entraînant le reste du pays avec eux. Et, comme Adam Green l'a

brillamment démontré, les Noirs de Chicago développaient, au même moment, une conscience nouvelle de leur lien avec une communauté noire élargie qui s'étendait de part et d'autre de la ligne Mason-Dixon³⁴⁰. Ce lien fut renforcé par le meurtre brutal du natif de Chicago Emmett Till, adolescent de quatorze ans en visite dans le Mississippi en août 1955 (voir chapitre 4). Les images de son corps mutilé et gonflé publiées dans *Jet*, magazine noir à sensation basé à Chicago, produisirent, selon Green, un « moment de simultanéité » entre les Noirs de tout le pays qui constitua la base de la lutte pour les droits civiques dans le Nord au cours de la décennie 1960³⁴¹.

Dans un tel contexte, le rôle clé joué par les Noirs de Chicago dans l'élection de Richard J. Daley revêt une ironie particulière – d'autant que Daley lui-même ne souhaitait ni un retour à l'ordre ancien ni le maintien du *statu quo*. Le nouveau maire était un modernisateur tout autant que Martin Luther King. Dès son élection, il prit des mesures pour développer l'infrastructure de transport de Chicago, enrichir en fluor son eau potable et organiser une armée d'éboueurs afin d'éliminer plus de 10 000 tonnes d'ordures de la ville (le fait même que l'on connaisse ce chiffre témoigne de l'esprit de progrès scientifique qui animait la nouvelle équipe municipale). Dans le Chicago de Daley, des planificateurs du Bauhaus soutenus par l'architecte avant-gardiste Ludwig Mies van der Rohe allaient concevoir des grands ensembles, tel celui de Cabrini-Green, dans le souci de répondre efficacement au problème de logement des habitants du ghetto noir. Bien entendu, les Noirs de Chicago ne pouvaient pas savoir qu'ils étaient en train d'aider à élire un homme qui présiderait à l'invention de l'hyperghetto moderne. Mais il ne leur fallut pas longtemps pour comprendre quelle place leur était assignée dans le nouvel ordre gouverné par Daley.

La Machine à démolir

À première vue, voir Richard J. Daley diriger une ville qui reléguait si clairement les Afro-Américains dans un statut de citoyens de deuxième classe pouvait paraître contradictoire. En effet, il avait commencé sa carrière à un moment où le Parti démocrate se définissait comme le défenseur progressiste des défavorisés. « Mon père vient de l'ère de Franklin Roosevelt et de la Grande Dépression, expliqua bien des années plus tard son fils, Richard M. Daley, qui fut lui aussi maire de Chicago. Dans sa vie, un seul homme et un seul parti ont fait une différence – et c'est ce que tout le monde a oublié lorsqu'ils ont qualifié mon père et d'autres de caciques. » En effet, on

retint surtout de Daley son intransigeance agressive face aux manifestants pour les droits civiques, l'ordre qu'il donna à la police de « tirer pour tuer » après l'émeute qui suivit l'annonce de l'assassinat de Martin Luther King, sa détermination à lâcher toute la force répressive de la police de Chicago sur les manifestants étudiants à l'extérieur de la Convention nationale démocrate en 1968, et son refus de modifier les processus qui ont fait de Chicago la ville la plus ségréguée des États-Unis. Toutefois, récemment, de nouvelles informations sont venues compliquer cette vision. Daley, a-t-on appris, avait à l'origine préféré des logements sociaux plus humains, c'est-à-dire des immeubles de trois étages plutôt que les grands ensembles qui allaient finir par dominer de vastes parties de la ville. Il s'était même rendu à Washington à deux reprises pour tenter d'obtenir, finalement sans succès, les financements nécessaires à ces constructions. Selon plusieurs observateurs, il aurait honnêtement cru agir en bon *liberal* digne de l'esprit du New Deal lorsqu'il avait autorisé que soient dépensés des fonds fédéraux pour expulser des Noirs de leurs taudis afin de les reloger dans ces immeubles. Si l'on ajoute qu'il entretenait des liens étroits avec de grands noms du Parti démocrate tels que John F. Kennedy ou Lyndon B. Johnson, le maire de Chicago apparaît bien finalement comme un démocrate.

Mais lire la personnalité de Daley en termes idéologiques revient à passer complètement à côté de la signification que l'appareil politique de Chicago conférait à chacune de ses décisions. Dans l'une des meilleures études de la machine Daley parues à ce jour, le sociologue Milton Rakove en décrit la raison d'être comme « essentiellement non idéologique » : « Ses principales demandes à ses membres sont la fidélité et l'efficacité politique. En échange, elle remplit ses obligations en [leur] fournissant [...] des emplois, des contrats, des contacts, et son propre système de "sécurité sociale"³⁴². » De fait, si Daley allait devenir célèbre à l'échelle nationale par ses lapsus – l'un des plus connus étant : « La police n'est pas là pour *créer* du désordre, elle est là pour *préserver* le désordre » –, son approche politique se résumait plutôt dans l'une de ses maximes préférées : « La bonne gestion fait de la bonne politique. »

C'est cette idée, plus que toute vague notion de *liberalism*, de démocratie, de devoir civique ou même de compassion humaine, qui guida sa décision d'approuver la construction de deux longues barres d'immeubles – les Stateway Gardens et les Robert Taylor Homes – qui devinrent, et de loin, le plus long et le plus vaste grand ensemble du monde. À la fin des années 1950, alors que les plans étaient en cours d'élaboration, toute personne un tant soit peu saine d'esprit était capable de comprendre que cet interminable couloir (plus de six

kilomètres) de structures de béton presque impossibles à distinguer les unes des autres et occupées exclusivement par des Noirs allait créer un ghetto bien plus sinistre que celui qu'il venait remplacer. Mais, aux yeux de Daley, cette construction était un exemple de bonne gestion, à cause des immenses avantages politiques qu'il allait en tirer. En premier lieu, cette « solution » de logement permettait d'éluder la délicate question de l'intégration raciale. Tout aussi important était le fait que, grâce à l'article premier de la loi sur le logement de 1949, des fonds fédéraux massifs allaient affluer pour financer une grande partie des travaux et seraient transformés, comme par magie, en autant de possibilités de favoritisme – ces emplois et contrats qui lubrifiaient la Machine et la faisaient fonctionner. Lorsque Daley arriva au pouvoir, la ville de Chicago employait près de quarante mille personnes. Si, comme l'estime Rakove, chaque emploi offert se traduisait par une dizaine de voix (les amis et la famille du bénéficiaire), cela signifiait que Daley abordait chaque élection avec une avance d'environ quatre cent mille voix. Pour chaque emploi d'ouvrier de chantier, d'inspecteur des travaux ou de contremaître créé, la Machine étendait sa base électorale de manière exponentielle sans grever le budget municipal.

Bien entendu, ce système de favoritisme politique était en place bien avant l'arrivée de Daley, mais le coup de génie de ce dernier consista à en étendre le fonctionnement et à le reconfigurer afin d'avoir toutes les cartes en main. N'oublions pas qu'en 1955 cette forme de corruption politique était menacée. Les réformateurs avaient pris le pouvoir dans de nombreuses grandes villes américaines et, comme le démontra la couverture médiatique favorable des campagnes anticorruption de Kennelly et de Merriam, même Chicago semblait prêt à se réformer. Surtout, la ville était entrée dans une période de déclin économique qui risquait de restreindre le budget, et avec lui le réservoir de ressources à la disposition de la Machine. Les programmes fédéraux offrant des prêts subventionnés de longue durée aux anciens soldats et aux autres aspirants propriétaires de la classe moyenne avaient entraîné une migration massive vers les banlieues. Chicago assistait, impuissant, à la fuite de ses habitants blancs et de ses emplois vers les zones suburbaines en pleine croissance, là où pouvait être réalisé le rêve américain de posséder sa propre maison entourée d'une parcelle de gazon. Ce n'était là qu'une illustration de la tendance générale à la désindustrialisation et à l'expansion tentaculaire des métropoles américaines, qui avait commencé à tuer les centres urbains dès la fin des années 1940. L'avenir de Chicago ne reposait plus sur ses usines ni sur ses hommes aux « larges épaules », glorifiés en 1916 par le poète Carl Sandburg, mais sur ses cols blancs et ses bureaux climatisés. Symbolique à cet égard fut, en 1955, sa

perte du titre de « capitale mondiale de l'abattage du porc » au profit de la ville d'Omaha, dans le Nebraska³⁴³. Or les activités immobilières et les services qui finiraient par ramener la prospérité à Chicago étaient encore loin, dans les années 1950, de compenser le déclin du secteur manufacturier. Lorsque Daley arriva au pouvoir, les constructions de logements étaient presque à l'arrêt ; seule une structure majeure, le Prudential Building, s'était récemment ajoutée à l'impressionnante *skyline* du centre-ville. Les ventes des grands magasins luxueux du Loop s'effondraient. Le Chicago du premier mandat de Daley n'avait rien de la ville dynamique et trépidante qu'il deviendrait à la fin de son deuxième mandat. C'était plutôt celui décrit dans l'excellent roman *City on the Make*, de Nelson Algren, paru en 1951 – un paysage de bars sordides et d'allées insalubres peuplées par des ivrognes, des arnaqueurs en tout genre, des politiciens véreux et des gangsters. Faire partie de cette ville, c'était comme, pour reprendre la savoureuse expression d'Algren, « aimer une femme au nez cassé ».

Le nouveau maire de Chicago prenait ces insultes comme autant d'attaques personnelles. Une anecdote, vraie ou fausse, souligne l'intensité brute de son investissement dans le bien-être de sa ville : le maire aurait un jour fait arrêter sa voiture et en serait sorti, escorté de son garde du corps, pour mettre à la poubelle un détritrus qu'il avait vu un piéton laisser tomber sur le trottoir. Reste que, pour Daley, l'objectif de renouveler Chicago était inextricablement lié à celui de conserver le pouvoir. Son éducation politique lui disait que son maintien à la mairie dépendait de sa capacité à préserver et à contrôler la manne des ressources qu'il pouvait distribuer. Sa première priorité fut donc d'instaurer un contrôle absolu sur ces ressources, ce qu'il fit en rompant avec la tradition de la Machine de deux manières. Tout d'abord, bien qu'il eût promis le contraire pendant sa campagne, il refusa d'abandonner son poste de président du Parti démocrate du comté de Cook après son élection. Cette décision lui permit non seulement de contrôler les fonds de campagne du parti, qu'il pouvait ainsi librement distribuer aux différentes circonscriptions de la ville par l'intermédiaire de ses représentants en fonction de leur fidélité et de leur mérite respectifs, mais aussi d'avoir une influence décisive sur la sélection de l'ensemble des candidats du parti, y compris aux postes de gouverneur et de représentants de l'Illinois dans les assemblées et les sénats de l'État ainsi qu'au niveau fédéral. De la sorte, chaque homme politique démocrate de l'État était redevable à Daley et prêt à lui faire plaisir si nécessaire. Daley devenait ainsi également un acteur important dans l'Illinois et au niveau national, ce qui pouvait lui rapporter des dividendes des plus étonnants. Par exemple, lorsqu'il eut besoin d'une hausse de la TVA locale pour financer son ambitieux plan

d'embauche de nouveaux policiers, pompiers et agents d'entretien, il se rendit à Springfield, la capitale de l'Illinois, pour négocier avec le gouverneur républicain William Stratton, seul capable de garantir l'approbation de cette mesure par la législature de l'État. Selon la rumeur, Stratton aurait vendu son aide à Daley contre l'engagement de ce dernier de nommer un candidat médiocre contre lui à la prochaine élection pour le poste de gouverneur. « Daley devint rouge de fureur et tapa du poing sur la table lorsqu'il récusait plus tard cette rumeur, écrivit Mike Royko, mais de fait il choisit un pigeon contre Stratton en 1956³⁴⁴. »

La deuxième décision de Daley pour accroître son pouvoir personnel fut d'affaiblir le conseil municipal, réduit au rang de simple conseil consultatif. Le plus important changement consista à s'attribuer la responsabilité de l'élaboration du budget annuel de la ville, responsabilité qui incombait auparavant au conseil. Cela constituait une profonde transformation de l'équilibre des pouvoirs municipaux, d'autant que Daley élimina également l'obligation pour la ville d'obtenir l'aval du conseil pour toute passation de contrat d'une valeur supérieure à 2 500 dollars. Ces modifications officielles s'accompagnaient de toute une série de tactiques pour restreindre les pouvoirs du conseil. Traditionnellement, chaque conseiller avait le pouvoir d'accorder un certain nombre d'avantages à sa base électorale, la plupart avec contrepartie. L'un des plus profitables était l'octroi de permis de construire pour des allées privées. Ces demandes de permis passeraient désormais par le bureau du maire. Les membres du conseil municipal avaient beau être furieux, leur résistance avait peu de poids.

Daley n'aurait sans doute pas pu imposer aussi facilement sa volonté s'il n'avait pas très vite tenté de faire plaisir à la quasi-totalité des personnes ayant une influence financière dans la ville. Celui qui avait mené une campagne populiste contre les « intérêts des puissants » devint la coqueluche des milieux d'affaires locaux grâce à une série de décisions traduisant cette idéologie du développement économique qui en viendrait *a posteriori* à définir l'ère Daley. Là encore, Daley était l'homme idéal pour son époque et pour sa ville. Les lois fédérales sur le logement de 1949 et 1954 prévoyaient une aide généreuse de l'État fédéral aux collectivités locales pour l'achat de terrains dans des zones dégradées et leur revente à des promoteurs privés en vue de la construction de logements sociaux et de projets non résidentiels, comme des universités et des hôpitaux. Alors que les décideurs politiques et les lobbyistes à Washington débattaient des formes prioritaires de redéveloppement et des populations que ce programme de « réaménagement des zones urbaines » devait cibler en priorité, la

question fut largement tranchée à l'échelon local, lorsque les municipalités se mirent à utiliser la manne fédérale. Dans le Chicago de Daley, l'idéologie de la croissance était défendue par une coalition de banquiers, de promoteurs immobiliers et d'autres intérêts commerciaux qui se forma joyeusement autour du nouveau maire et assura que le bien-être des riches finirait par profiter aux classes sociales défavorisées. Cette idéologie ne fut pas remise en question jusqu'au milieu des années 1960, lorsque les quartiers noirs de Chicago s'embrasèrent dans de violentes émeutes. C'est cette désillusion des Afro-Américains face aux promesses non tenues du mouvement pour les droits civiques qui poussa le romancier James Baldwin à affirmer, par provocation, que le « réaménagement des zones urbaines » ne signifiait rien d'autre que le « départ forcé des Noirs », une description qui correspond particulièrement bien à la situation de Chicago.

Lorsque Daley fit adopter le plan des Robert Taylor Homes par le conseil municipal en mai 1956, ces grands ensembles n'étaient qu'un projet parmi une longue liste de travaux publics défendus par le maire pendant son premier mandat. La ville allait se doter de nouveaux gratte-ciel dans le Loop, de nouvelles autoroutes pour relier les banlieues au centre d'affaires, de nouveaux parkings pour accueillir le flot des banlieusards, d'un palais des congrès sur la McCormick Place, en bordure du lac Michigan, d'un coût de 35 millions de dollars et qui allait faire de Chicago la « capitale des congrès » du pays, d'un aéroport O'Hare modernisé, de nouveaux ponts et passages à niveau, de nouveaux bâtiments administratifs, de nouveaux commissariats, enfin d'un nouveau campus pour l'université de l'Illinois. Daley était déterminé à libérer toute la puissance de l'appareil de croissance et promettait d'enrichir l'ensemble des personnes impliquées – banquiers et avocats, agents immobiliers et promoteurs, entrepreneurs en bâtiment, hommes politiques et leurs amis. State Street jubilait. Les grandes enseignes, comme Marshall Field, se réjouissaient des autoroutes et des parkings qui allaient leur amener des foules de banlieusards. Les huiles des nombreuses sociétés cotées au *Fortune 500* dont le siège était situé dans le Loop – en 1957, Chicago était la deuxième ville du pays derrière New York pour le nombre de sièges sociaux d'entreprise – voyaient là une solution à la dégradation des ghettos du sud de la ville, qui menaçait de gagner le centre.

Restait le problème des populations des quartiers qui devaient être démolis. Que faire d'elles ? De plus, on pouvait parler de contenir le ghetto, mais qu'est-ce que cela signifiait dans une ville qui avait vu sa population noire passer de 277 731 (8 % de la population totale) en 1940 à 812 637 (23 % du total) en 1960 ? C'est là que les grands

ensembles de logements sociaux construits avec les subventions du gouvernement fédéral apparurent dans le tableau général. Et, comme l'avait bien vu Baldwin, le « réaménagement des zones urbaines » dans le Chicago de Daley ne fut qu'un moyen puissant de renforcer les inégalités de race et de classe.

Pour être parfaitement juste, il convient de rappeler que Daley avait hérité de la machine de croissance de Chicago plus qu'il ne l'avait créée ; la ville avait en effet joué un rôle pionnier dans les projets de réaménagement des zones urbaines, en faisant pression sur l'assemblée de l'État pour qu'elle lui accorde un droit de préemption sur les vastes zones urbaines dégradées et un droit de revente à des promoteurs. Dès la fin des années 1940, la municipalité avait utilisé ce pouvoir pour réaménager les quartiers du South Side autour de l'Illinois Institute of Technology (IIT) et l'hôpital Michael Reese. En collaboration avec le magnat de l'immobilier Fred Kramer et une coalition d'hommes d'affaires influents du Metropolitan Housing and Planning Council, la ville avait détruit des dizaines de kilomètres carrés de taudis pour faire de la place à deux nouveaux ensembles de logements pour la classe moyenne, Lake Meadows et Prairie Shores, ce qui eut pour effet de faire augmenter les loyers des quartiers autour de l'IIT et de Michael Reese de 300 à 600 % – une hausse prohibitive pour la grande majorité des habitants, principalement noirs, qui avaient été chassés de leurs logements. Aussi, lorsque Daley s'empressa de consulter une autre organisation civique d'orientation commerciale, le Chicago Central Area Committee (CAC), pour lui demander son aide dans la préparation d'un nouveau « plan de développement pour le centre de Chicago », il ne fit que développer une relation de travail déjà bien établie entre la direction politique de la ville et son élite économique³⁴⁵. Le conseil d'administration du CAC comprenant les PDG de l'Illinois Central Railroad, de United Airlines, de Marshall Field & Company et de certaines des plus grosses banques de la ville, personne ne fut surpris lorsqu'il se prononça en faveur de la construction de bureaux, de voies rapides et de garages, de la rénovation du front de lac, de la construction d'un métro souterrain desservant le centre-ville, d'un centre de transports, de logements proches du centre pour cinquante mille familles et d'un campus de l'université de l'Illinois – autant d'aménagements nécessaires à un quartier d'affaires centré sur la gestion, la finance, le commerce de détail et les services.

Daley suivait donc une route déjà toute tracée, mais il passa à la vitesse supérieure. Parce qu'il voulut confier la planification du développement de la ville aux dirigeants économiques, on pourrait voir en lui un précurseur de ce que les historiens appellent le

« tournant néolibéral » et qu'ils font rarement remonter aux années 1950 et 1960. Pour David Harvey, par exemple, l'histoire du néolibéralisme aux États-Unis commence à New York dans les années 1970, quand, au milieu d'une grave crise budgétaire, une cabale de banquiers sauva la ville de la banqueroute en s'emparant en même temps de ses ressources et de ses institutions pour la restructurer de manière conforme à leurs intérêts entrepreneuriaux. Le résultat, toujours selon Harvey, fut que « les affaires de la ville étaient de plus en plus conduites à l'abri de portes fermées et [que] le contenu démocratique et représentationnel de la gouvernance locale en fut diminué³⁴⁶ ». Qui pourrait nier qu'un résultat similaire avait déjà été atteint à Chicago deux décennies plus tôt ? Toutefois, malgré ces instincts néolibéraux, le jeu de la distribution des ressources politiques témoignait chez Daley d'un esprit quasi keynésien. Loin de privilégier les coupes budgétaires et la réduction de l'intervention de l'État, la machine Daley visait avant tout à étendre le plus possible le gouvernement municipal et ses dépenses, tant que la facture en revenait au gouvernement fédéral et à des investisseurs privés. Il est clair que cette orientation keynésienne était dépourvue de toute dimension de justice sociale (d'où l'importance du « quasi » quelques lignes plus haut). Seuls les fidèles soutiens de la Machine pouvaient se partager ses richesses ; le reste de la population pouvait bien souffrir, cela importait peu au maire. À défaut de justice sociale, Daley donna aux démunis de sa ville des services municipaux – des rues plus propres et correctement pavées, une meilleure protection policière, des transports publics plus performants –, bien que leur qualité et leur étendue fussent très variables selon que les quartiers étaient noirs ou blancs. À grand renfort d'autocollants, d'affiches et de campagnes publicitaires, le maire ne manquait pas une occasion de rappeler ce qu'il faisait pour sa ville. Cette tactique est d'ailleurs devenue une tradition familiale : rares aujourd'hui sont les bancs de Chicago qui ne portent pas le nom du fils Daley, maire de 1989 à 2011.

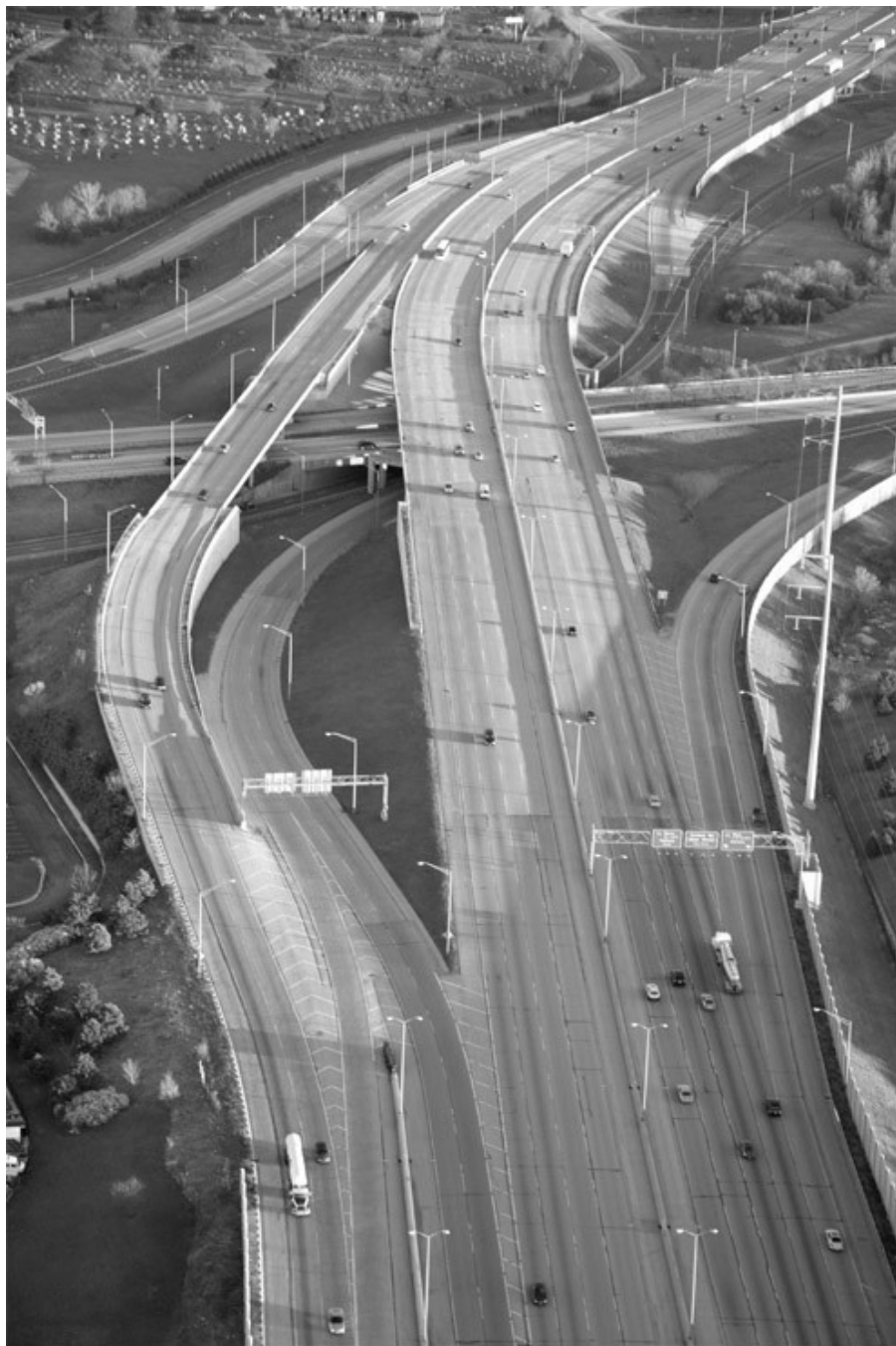
Si Richard J. Daley était impatient de confier à une alliance d'intérêts économiques et de technocrates la tâche de planifier l'avenir de Chicago, la préservation de l'ordre racial était une mission qu'il allait souvent prendre en main personnellement. En réalité, ses alliés de l'élite économique locale partageaient le même objectif que lui, mais le présentaient en des termes techniques codés. Dans un programme de réaménagement des zones urbaines de 1958 promu par l'université de Chicago, par exemple, l'idée de démolir des dizaines d'hectares de logements occupés principalement par des familles noires aux revenus modestes entre la 47^e Rue et la 59^e Rue dans le quartier de Hyde Park était justifiée au nom du développement d'un « quartier compatible » pour l'université. De même, la vision du Loop

défendue par le CAC reposait sur le développement de communautés résidentielles de classe moyenne autour du centre, « de classe moyenne » étant ici un euphémisme pour dire « blanches ». De fait, à partir de la fin des années 1950, un consensus évident existait parmi les promoteurs, agents immobiliers et planificateurs les plus influents de la ville autour de l'idée que la création de communautés blanches de classe moyenne constituait le meilleur rempart contre l'extension incontrôlée de la misère du ghetto. Leur action permettait aussi de protéger des institutions importantes de la ville et la valeur du patrimoine immobilier alentour, répondant ainsi aux aspirations du maire, puisque « valeur immobilière » était synonyme de revenus pour la municipalité, et que « revenus » signifiait autant de puissance et de ressources à distribuer pour la Machine. S'ouvrait là une nouvelle période de l'histoire de la ville américaine qui vit le capital issu du redéveloppement de l'espace urbain dépasser celui tiré des activités productives. Dans le cas de Chicago, l'existence d'une administration si étroitement liée à cette idéologie de la croissance a conduit les historiens à s'interroger sur l'ampleur du rôle joué par Daley dans ce processus, certaines études parmi les plus convaincantes soutenant que le maire en était davantage le « gardien » que l'instigateur³⁴⁷.

Certes, des forces structurelles plus larges incitaient partout dans le pays à l'adoption d'une approche de réaménagement urbain privilégiant, en dernière analyse, l'élite économique et financière locale au détriment de la justice sociale. Mais ce serait une erreur que de négliger l'énorme pouvoir détenu par Daley et son poids dans l'orientation choisie. Alors que les promoteurs et les planificateurs se cachaient souvent derrière un langage technique pour élaborer des plans qui reposaient sur l'exclusion raciale, le maire, lui, affichait une volonté d'agir avec audace et détermination pour préserver l'ordre racial ségrégué de la ville. Cette volonté, affirment certains, était née des années passées par Daley dans les rangs du gang Hamburg Athletic Club, en première ligne d'une guérilla urbaine contre l'« invasion raciale » – une expérience de jeunesse qui le distinguait des autres maires de grandes villes de l'époque. Cela ne signifie pas que Daley ne choisissait pas ses mots avec soin ; il comprenait que le mouvement pour les droits civiques était en marche et était très attentif à ne pas laisser de traces de ses penchants ségrégationnistes antérieurs. Mais ses actions étaient éloquentes.

On en a un bon exemple avec son intervention dans le projet du nouveau Dan Ryan Expressway, une des autoroutes dont la construction était prévue pour desservir le Loop – des travaux financés par les fonds fédéraux dans le cadre de l'*Interstate and Defense Highway Act* de 1956 du président Eisenhower et qui seraient une source

massive d'emplois. Aujourd'hui, rares sont les automobilistes qui empruntent chaque jour le Dan Ryan à savoir que les deux virages abrupts qu'ils sont obligés de prendre après avoir franchi la Chicago River – le premier vers la gauche, le second vers la droite – constituent un vestige de la guerre de positions raciale qui a fait rage à Chicago dans les années 1950. Ces tournants ne faisaient pas partie du tracé d'origine ; lorsque Daley constata que le projet faisait passer l'autoroute au milieu de son quartier natal de Bridgeport, il ordonna aux planificateurs de la déplacer pour qu'elle suive Wentworth Avenue, barrière traditionnelle entre les quartiers blancs et noirs dans le South Side – une barrière que le gang de Daley avait d'ailleurs jadis défendue de ses propres mains. Mais la protection de son quartier cheri n'était que l'un des motifs de son intervention. Moins de un mois plus tôt, le conseil municipal avait donné son aval à la construction des Robert Taylor Homes ; ainsi, après avoir autorisé le placement de plusieurs milliers de familles noires le long de State Street, à seulement trois *blocks* à l'est de Wentworth, le maire s'assurait qu'elles resteraient bien de leur côté de la barrière raciale. Avec ses quatorze voies de circulation, le Dan Ryan érigeait une frontière infranchissable, comme l'ont souligné les journalistes Adam Cohen et Elizabeth Taylor : « C'était l'obstacle le plus massif que la ville pouvait construire, à défaut de construire un mur, pour séparer le South Side blanc de la Black Belt³⁴⁸. »



Le Dan Ryan Expressway a été construit pour former un mur virtuel entre le quartier de Daley, Bridgeport, et la Black Belt.

Ce n'est donc pas un hasard si les observateurs critiques, et même les commentateurs plus neutres, du réaménagement urbain des années 1950 et 1960 empruntaient volontiers le vocabulaire des reporters de

guerre, avec des termes comme « démolition », « *no man's land* », « quartiers rasés », « personnes déplacées ». En passant devant les vastes espaces déblayés à coups de bulldozer, on ne pouvait s'empêcher de penser aux villes européennes bombardées pendant la Seconde Guerre mondiale. Si des destructions d'une telle ampleur se reproduisaient aujourd'hui, nul doute que l'on entendrait des références à un « nettoyage ethnique ». Les lignes de front de cette guerre se superposaient incontestablement aux frontières du ghetto noir, et la proximité de ce dernier avec des quartiers à la valeur immobilière élevée nécessita parfois des mesures extraordinaires. C'est cette intimité spatiale entre les combattants qui distinguait Chicago d'une ville comme Paris, par exemple, qui connaissait au même moment une « guerre » similaire contre les immigrés et les pauvres dans le cadre du réaménagement des zones urbaines. Ainsi, les grands ensembles construits à Paris pour accueillir les personnes déplacées par le programme de modernisation de De Gaulle étaient judicieusement situés relativement loin des espaces bourgeois – Grigny, La Courneuve ou Sarcelles. À Chicago et dans d'autres grandes villes américaines, ceinturées par des banlieues de classe moyenne dont les habitants avaient un pouvoir politique grandissant, suffisant pour leur permettre d'éviter que leur quartier ne devienne un déversoir pour les flux de Noirs déplacés, la bataille pour maintenir la *color line* allait requérir des tactiques bien plus brutales. Richard J. Daley se révéla un parfait commandant en chef, intraitable malgré les blessures qu'il aidait à infliger. Une fois retombée la poussière des chantiers, la ville avait rayé de la carte plusieurs quartiers dynamiques et détruit bien plus de logements qu'elle n'en avait créé.

Saul Alinsky et la lutte pour la démocratie

Les grands projets de réaménagement de l'espace urbain des années 1950 et 1960 ouvrirent une nouvelle période de l'histoire de Chicago. Le Chicago que l'on voit aujourd'hui lorsqu'on remonte Michigan Avenue en passant devant le Millenium Park et son kiosque à musique conçu par Frank Gehry, puis qu'on traverse la rivière pour continuer sur le Magnificent Mile, avec ses magasins de luxe où se bousculent autochtones et touristes, et dans les quartiers de la Gold Coast, d'Old Town, de Lincoln Park et de Lakeview, avec leurs beaux immeubles de brique cossus, peut laisser penser que cette nouvelle ère fut florissante ; la vision du quartier noir du West Side, où les églises de fortune et les magasins de spiritueux représentent les signes de vie les plus ostensibles dans un paysage dominé par les terrains vagues jonchés de détritits et les immeubles aux fenêtres condamnées, donne

une impression bien différente.

Lorsqu'on parcourt aujourd'hui les quartiers de North Lawndale ou d'East Garfield Park, situés tous deux à seulement quelques minutes du Loop, à la sortie du Dwight D. Eisenhower Expressway, il est difficile d'imaginer qu'il s'agissait de quartiers dynamiques de classe moyenne lorsque le maire Daley commença son premier mandat. C'est à cette époque, il y a une cinquantaine d'années, que leur destin fut scellé. À la fin des années 1950, Daley et ses alliés de l'élite économique et financière locale décidèrent que ces zones devaient passer de l'autre côté des barrières qu'ils étaient en train d'ériger pour isoler le quartier d'affaires du centre du ghetto noir en expansion rapide. Elles étaient déjà en cours de désertion par les Blancs, qui les fuyaient aussi vite qu'ils auraient fui un raz de marée, et allaient voir leur composition démographique changer profondément en moins de dix ans. La transformation de North Lawndale fut la plus spectaculaire, puisque le quartier passa d'une population à 87 % blanche à une population à 91 % noire entre 1950 et 1960. Habité auparavant par un mélange de Juifs, de Polonais et de Tchèques, il devint brutalement un ghetto noir de populations défavorisées d'où déménagèrent par la suite tous les commerces viables et les emplois offrant un salaire décent. En étudiant les conditions structurelles de la misère sociale des jeunes Noirs de ce quartier dans les années 1980, le célèbre sociologue de l'université de Chicago William Julius Wilson a ainsi découvert qu'on n'y trouvait, pour 66 000 habitants, qu'une seule banque et un seul supermarché, mais pas moins de 99 bars et magasins d'alcools et 48 vendeurs de billets de loterie³⁴⁹.

Le cas de North Lawndale n'était pas isolé ; de nombreux autres quartiers au sud du Loop, tels Woodlawn et Englewood, connurent le même sort. La rapidité impressionnante de leur métamorphose en taudis délabrés terrifia littéralement les leaders économiques et les responsables de la ville qui élaborèrent le plan de redéveloppement de Chicago de 1958. Sans compter que, en 1960, les Afro-Américains constituaient déjà près d'un quart de la population de Chicago, et que les nouvelles arrivées de Noirs du Sud ne montraient aucun signe de ralentissement. Les promoteurs du centre-ville de Chicago réfléchissaient donc à toutes les barrières physiques et sociales possibles pour protéger le quartier d'affaires. Les barrières physiques incluaient les autoroutes, de nouveaux bâtiments administratifs et grands ensembles et, plus important encore, un nouveau campus pour l'université de l'Illinois. Les barrières sociales seraient constituées par les nouvelles communautés résidentielles de classe moyenne ou aisée qui se développeraient autour de ces nouvelles structures. L'objectif était non seulement de limiter la progression du ghetto, mais aussi

d'assurer la fréquentation des magasins et lieux de divertissement du centre-ville par un nombre sans cesse croissant de banlieusards. Aucune considération raciale n'apparaissait explicitement dans le plan – le maire avait personnellement veillé à ce que ce ne soit pas le cas – mais, dans une ville où il n'existait qu'une très petite classe moyenne noire, le simple objectif de répondre aux besoins des habitants de classe moyenne était, de fait, ségrégationniste.

Pour autant, les habitants blancs de la classe moyenne ne furent pas épargnés par les coups de bulldozer. Chicago aspirait peut-être au titre de ville la plus ségréguée des États-Unis, mais c'était encore loin d'être le cas, du moins au début des années 1960, dans plusieurs quartiers du nord, du nord-ouest et de l'ouest du Loop, où les zones d'habitat noir étaient situées à proximité de communautés de Portoricains, de Mexicains, d'Italiens et de Polonais. Par exemple, environ soixante-dix mille Noirs vivaient dans le quartier relativement mixte du Near West Side, en particulier dans les grands ensembles Jane Addams Homes, Robert Brooks Homes et Grace Abbott Homes, quelques *blocks* au-dessus de Taylor Street, l'artère principale de Little Italy. Pour les concepteurs du plan de 1958, il était impératif de protéger l'extrémité ouest du Loop, dont le Near West Side, quartier au fort taux de criminalité, était dangereusement proche. La solution au problème impliquait nécessairement la destruction de la communauté voisine, composée d'un mélange d'Italiens, de Grecs, de Juifs, de Mexicains, de Noirs et de Portoricains. Certes, ce quartier n'était guère un modèle de pluralisme ethnique : les Italiens avaient depuis longtemps monopolisé l'appareil politique local, les gangs de rues étaient divisés en fonction de leur identité ethno-raciale, de nombreux bars et restaurants étaient inaccessibles à tel ou tel groupe, et les pratiques discriminatoires des agents et des propriétaires immobiliers faisaient que les Noirs et les Portoricains n'habitaient presque jamais dans les mêmes immeubles que les Blancs d'origine européenne. Mais en dépit de ce manque de cohésion et d'un parc immobilier un peu délabré, c'était loin d'être un quartier de taudis sans avenir. Les magasins étaient généralement ouverts, les associations relativement nombreuses et les rues animées, avec leurs vendeurs de glace pilée au citron, leurs cantines italiennes et leurs petites pizzerias. Malgré tout, ce quartier fut détruit pour qu'une nouvelle antenne de l'université de l'Illinois puisse voir le jour, protégeant le Loop sur son flanc ouest.

Ces circonstances expliquent sans doute pourquoi c'est là que, à partir de 1959, un mouvement improvisé de citoyens se forma pour constituer le premier obstacle sur la route du développement de Chicago. Une certaine résistance au réaménagement urbain s'était déjà manifestée un an plus tôt, lorsque la section de la NAACP du quartier

de Hyde Park avait émis des objections contre le projet de l'université de Chicago de démolir plus de vingt pour cent des logements sis sur un terrain de près de 350 ha compris entre les 47^e et 59^e Rues – un projet qui aurait eu pour conséquence de déplacer des milliers de familles noires, de faire augmenter les loyers dans l'ensemble du quartier et de « blanchir » la population (c'est précisément ce qui s'est passé). Mais cette campagne de protestation s'était éteinte sous la pression de la direction pro-Daley de la NAACP de Chicago.

Dans le Near West Side, la bataille contre le réaménagement prit un cours très différent : des milliers d'habitants du quartier, essentiellement des femmes, défilèrent dans les rues avec des pancartes portant des slogans tels que « Daley est un dictateur »³⁵⁰. Cette mobilisation de l'association des habitants de Harrison-Halsted en réaction à la décision de la municipalité d'acquérir 62 ha pour la construction d'une nouvelle université fut l'une des premières de la vague de protestation³⁵¹. Le choix d'un tel site était d'autant plus choquant qu'une première intention avait été d'implanter le campus dans le quartier d'East Garfield Park, ce qui satisfaisait et le conseil d'administration de l'université, et les leaders locaux, tous convaincus que cette construction empêcherait la transformation du quartier en ghetto noir. Ce premier projet semblait correspondre à une conception bien plus démocratique des enjeux du réaménagement urbain non seulement parce qu'il aurait permis une redistribution des richesses aux habitants d'un quartier qui en avait fort besoin, mais aussi parce qu'il aurait potentiellement apporté un soutien à la cause de la démocratie raciale. Principale université publique de la région métropolitaine de Chicago, l'université de l'Illinois à Chicago (UIC) était destinée à attirer un corps étudiant et administratif d'origines ethno-raciales variées, une perspective idéale pour une communauté en proie à une transition raciale rapide. Mais les arguments de Garfield Park tout comme les protestations du Near West Side tombèrent dans des oreilles de sourds. Tandis que l'association de Harrison-Halsted déposait ses derniers recours en justice, sa directrice, Florence Scala, ancienne femme au foyer devenue militante, rencontra le maire pour demander que les habitants, dont un grand nombre de personnes âgées, puissent rester dans leur logement en attendant la décision des tribunaux. Daley refusa et ordonna les premières évictions le lendemain même de cette entrevue.

Si l'organisation de Florence Scala fut déboutée sans trop de difficultés, la mobilisation des mères de famille du Near West Side symbolisait un nouvel esprit d'activisme et une volonté de s'attaquer aux sources du pouvoir derrière les politiques qui étaient en train de remodeler la ville. En un sens, ces mères en colère qui descendaient

dans les rues pour protéger leurs familles et leurs quartiers n'étaient pas sans rappeler celles qui avaient grossi les rangs des foules racistes les années précédentes pour des raisons très similaires – du moins dans leur esprit. Des observateurs constatèrent ainsi la participation très active de femmes, parfois avec leurs jeunes enfants, aux manifestations contre l'intégration raciale au sein des grands ensembles Airport Homes et Trumbull Homes. À l'instar de ce que l'on vit lors de nombreux autres incidents du même type à cette époque, les manifestants exprimaient non seulement une haine de leurs voisins noirs potentiels, mais aussi une colère aux accents populistes contre une municipalité qu'ils soupçonnaient de comploter contre leurs familles, leurs quartiers et la valeur de leurs biens immobiliers.

À environ 13 km de là, des habitants de Woodlawn se mobilisaient eux aussi contre un plan de réaménagement urbain qui menaçait de détruire ce quartier ouvrier noir en vue de l'extension d'un autre établissement d'enseignement supérieur de la ville, la prestigieuse université de Chicago (UC). Alors que les bulldozers étaient déjà à l'œuvre à Hyde Park, la direction de l'université, sous la houlette de l'ardent défenseur du réaménagement urbain Julian Levi, avait en effet conçu ce plan pour stabiliser davantage son environnement. Une bande de gazon de la taille d'un pâté de maisons, connue sous le nom de Midway (version abrégée de son nom d'origine, Midway Plaisance) et qui avait accueilli la première grande roue du monde, une réplique d'une rue du Caire ainsi que de nombreuses autres attractions carnavalesques lors de l'Exposition universelle de 1893, servait depuis les années 1940 à protéger la communauté universitaire de la violence du ghetto de Woodlawn. Mais, à la fin des années 1950, les plaintes pour agression autour du Midway s'étaient multipliées. Désireuse de repousser le ghetto encore plus loin de ses vénérables bâtisses de style gothique et de ses pelouses parfaitement entretenues, l'université annonça son intention de convertir une bande de terrain longue d'un kilomètre et demi au sud du Midway en un nouveau campus. Un tel projet supposait l'expulsion de milliers de familles noires, sans qu'aucune précision soit donnée quant à leur destination, mais cela n'empêcha en rien le maire d'y être favorable. Grâce aux pressions de Levi sur Washington, le Congrès avait adopté en 1959 une nouvelle législation fournissant à la ville d'énormes incitations financières à soutenir des projets de ce genre. Si tout se déroulait comme prévu, les dépenses de l'université pour le nouveau campus généreraient environ 21 millions de dollars de crédits fédéraux, à utiliser pour des projets de réaménagement urbain n'importe où dans la ville. En d'autres termes, tout le monde était mis devant le fait accompli.

Les habitants de Woodlawn contre l'université de Chicago et la

mairie, c'était vraiment David contre Goliath. Si aucun moment n'était le bon pour s'attaquer à la machine Daley, celui choisi fut certainement l'un des pires. Au début de l'année 1961, le maire semblait invincible. Il avait non seulement été réélu triomphalement deux ans plus tôt avec 71 % des voix, mais aussi joué un rôle crucial dans l'élection de John F. Kennedy, le premier président catholique du pays, en 1960. Dans l'élection présidentielle la plus serrée du ^{xx}e siècle, Kennedy avait remporté l'État pivot de l'Illinois avec une avance de seulement 8 858 voix sur les 4 657 394 exprimées, mais, grâce aux efforts de Daley, il avait amassé une marge de 456 312 voix à Chicago. Les allégations de fraude et les procès qui s'ensuivirent ne firent qu'accroître le capital politique dont Daley jouissait désormais auprès du président : Daley était un « faiseur de rois », et Kennedy ne manquerait pas de répondre à ses appels le cas échéant.

À Chicago vivait un personnage qui adorait les histoires du type de celle qui se déroulait à Woodlawn en 1961. Saul Alinsky, organisateur radical de communautés³⁵², s'était déjà attiré les louanges de progressistes de tout le pays pour avoir réussi à surmonter les durs conflits ethno-raciaux qui avaient divisé les habitants des quartiers sordides et malodorants entourant les abattoirs au début des années 1940. Grâce au soutien moral de l'archidiocèse de Chicago, par la voix de l'évêque renégat Bernard Sheil, et au soutien financier de philanthropes éclairés comme Marshall Field, Alinsky avait dirigé une vaste campagne pour unifier les Polonais, les Lituanais, les Slovaques, les Hongrois et les Mexicains du quartier au sein d'une organisation démocratique connue sous le nom de Back of the Yards Neighborhood Council (BYNC). Son objectif premier était de lutter contre les mauvaises conditions de logement et de santé, la malnutrition et la délinquance juvénile, mais les ambitions d'Alinsky étaient beaucoup plus vastes. « Cette organisation, écrivit-il quelques jours après la création du BYNC, a été fondée pour unifier toutes les organisations du quartier [...] en vue de promouvoir le bien-être de l'ensemble de ses habitants, quelles que soient leur race, leur couleur ou leur religion, pour qu'ils aient tous la possibilité d'obtenir la santé, le bonheur et la sécurité grâce à un mode de vie démocratique. » Revenant sur les succès impressionnants du BYNC sur ces fronts pendant ses premières années d'existence, le *Daily Times* de Chicago qualifia l'organisation de « miracle de la démocratie », tandis que le *Herald Tribune* de New York se réjouissait de la diffusion des méthodes d'Alinsky dans d'autres villes, ce qui « pourrait bien signifier le salut de notre mode de vie³⁵³ ». Ces tentatives réussies de démocratie participative attirèrent également l'attention du philosophe thomiste français Jacques Maritain, qui noua une amitié avec Alinsky durant son exil aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce fut

d'ailleurs Maritain qui convainquit Alinsky d'écrire son premier livre, *Reveille for Radicals*, fondé sur ses expériences dans le quartier du Back of the Yards. Face à la montée du fascisme en Europe et à l'occupation nazie de son pays, Maritain voyait dans le travail d'Alinsky un moyen de réaliser le rêve de démocratie de populations prenant enfin en main leur destinée. Comme il l'affirma en 1945, les organisations comme le BYNC pouvaient produire « un réveil aux exigences élémentaires de la véritable vie politique », ce qui, à son tour, conduirait les individus à vivre « un réveil moral intérieur³⁵⁴ ».

À la fin des années 1950, Alinsky pouvait se targuer d'un certain nombre de réussites remarquables. Le BYNC, par exemple, continuait d'être loué pour son programme novateur de revitalisation de l'habitat, qui luttait contre la dégradation urbaine en permettant à des propriétaires potentiels d'obtenir un crédit bon marché auprès d'organismes locaux de prêt en vue de rénover des logements anciens et d'en construire de nouveaux sur des terrains vierges. C'était une gageure compte tenu des difficultés économiques du quartier à la suite du déclin de l'industrie du conditionnement de la viande. Mais la question raciale menaçait de saper ces succès. De fait, bien qu'Alinsky eût réussi à atténuer le harcèlement des ouvriers noirs dans les bars, magasins et parcs autour des abattoirs, peu de familles noires du ghetto avaient pu s'installer dans cette communauté. Le « mode de vie démocratique » qu'il avait établi dans le quartier de Back of the Yards reposait, en grande partie, sur l'exclusion des Afro-Américains, une situation qu'il jugeait inacceptable.

De plus, cet échec compromettait l'implication de l'archidiocèse de Chicago, donateur principal du réseau d'Alinsky, l'Industrial Areas Foundation, auquel il avait récemment versé 118 000 dollars. Comme ses homologues dans les grandes villes du pays confrontées à l'arrivée massive de migrants noirs du Sud, l'archidiocèse de Chicago cherchait une solution à la violence raciste et à la fuite des Blancs, qui divisaient ses paroisses. À Chicago, les autorités catholiques, comme le cardinal Samuel Stritch et son successeur après sa mort en 1958, le cardinal Albert Meyer, représentaient l'aile progressiste au sein de la hiérarchie de l'Église, celle pour qui l'interracialisme était le meilleur moyen de protéger les paroisses. La hiérarchie catholique, jusqu'au Vatican, était scandalisée par les efforts de certains prêtres pour inciter leurs fidèles à s'opposer collectivement – souvent par des formes violentes d'intimidation – à l'intégration raciale de leurs quartiers. Les paroisses catholiques organisaient la vie de nombreux habitants de Chicago demeurant à la limite de quartiers noirs. Les jeunes fréquentaient les écoles paroissiales et jouaient dans les équipes sportives de la paroisse, leurs parents participaient aux activités

sociales variées organisées par leur église, et enfants et parents se retrouvaient tous les dimanches à l'office. Or beaucoup de fidèles pensaient que c'était tout ce mode de vie qui serait réduit à néant si les Noirs étaient autorisés à pénétrer dans les limites de la paroisse. Pour tenter de trouver une solution à cette crise, l'archidiocèse s'était donc tourné vers un radical juif, un fils d'immigrants russes pauvres qui avait réussi à sortir du West Side pour se hisser jusqu'à l'université de Chicago³⁵⁵.

Woodlawn n'était pas la première tentative d'Alinsky pour s'opposer aux forces qui déstabilisaient les quartiers de Chicago. À la fin des années 1950, il avait créé l'Organization for a Southwest Community (OSC) dans les quartiers à très forte majorité catholique du sud-ouest de la ville, en collaboration avec des prêtres locaux – catholiques et protestants, blancs et noirs –, pour lutter contre le départ massif des Blancs. Là encore, ses efforts avaient donné des résultats extraordinaires. L'OSC s'en était prise aux agents immobiliers qui semaient délibérément un vent de panique pour inciter les Blancs à vendre leurs biens à un prix inférieur au marché, avait forcé les inspecteurs municipaux à empêcher la transformation illégale d'habitations familiales en appartements, mis en place des dispositifs de crédit pour permettre aux habitants d'acheter leurs logements avec des remboursements modérés, et travaillé sans relâche à convaincre les propriétaires qu'ils n'étaient pas forcés de vendre sous prétexte que des Noirs s'installaient dans le quartier. Alinsky avait même envisagé d'établir des quotas pour l'installation de familles noires afin de prouver aux Blancs que l'intégration raciale ne signifiait pas la désintégration de la communauté. Toutefois, malgré le ralliement de plusieurs pasteurs particulièrement influents, l'OSC subit des attaques répétées des éléments les plus réactionnaires du quartier, qui n'hésitèrent pas à qualifier son personnel de « rouge » et de « négrophile ». Fin 1960, l'organisation avait toutes les apparences d'une cause perdue, et Alinsky avait déjà commencé à jeter les bases d'une nouvelle campagne à Woodlawn.

Le génie d'Alinsky tenait, en partie, à sa capacité à anticiper les grandes mutations politiques. Déjà, au début des années 1940, il estimait que le mouvement ouvrier avait perdu son esprit progressiste et qu'il fallait désormais des « organisations populaires » pour s'attaquer aux injustices fondamentales de classe du capitalisme monopolistique. Il comprenait parfaitement comment de bons syndicalistes pouvaient soutenir leurs camarades noirs à la chaîne puis rentrer chez eux et rejoindre les foules racistes qui défilaient dans leur quartier. En 1947, alors que la très anticommuniste loi Taft-Hartley³⁵⁶ purgeait les syndicats de toute orientation idéologique, l'opinion

d'Alinsky sur le mouvement ouvrier avait des allures de prophétie. Maintenant, alors qu'il entamait sa première campagne pour mobiliser les Noirs, il semblait comprendre qu'il se trouvait de nouveau à l'avant-garde du progressisme politique. « C'est dans les villes du Nord que serait écrite l'histoire cruciale des relations raciales³⁵⁷ », expliquait-il à peu près à cette époque à son protégé Nicholas von Hoffman. En un temps où le pays entier avait les yeux rivés sur les grandes batailles pour les droits civiques dans le Sud et où la majeure partie des habitants du nord des États-Unis estimait que le problème racial ne la concernait pas, une telle déclaration semblait tirée par les cheveux ; mais à partir du milieu des années 1960, lorsque les émeutes enflammèrent les ghettos des grandes villes du Nord et que Martin Luther King fut attaqué à coups de pierres et d'insultes dans le Southwest Side de Chicago, elle parut soudain d'une évidence incontestable. Une fois encore, Alinsky avait senti où se trouvait la nouvelle frontière de la politique de gauche – des années avant que les radicaux blancs ne commencent à quitter leurs universités du Nord pour soutenir les noirs du Sud dans leur lutte pour les droits civiques. Poussé par un sentiment d'urgence absolue, il se jeta dans la bataille, avec cette fois, ironie de l'histoire, le soutien total de l'Église catholique.

Le fait qu'Alinsky fut capable de convaincre l'archidiocèse de Chicago de donner 150 000 dollars sur trois ans pour financer son action dans un quartier qui n'était qu'à 5 % catholique et très majoritairement noir atteste la gravité de la situation en 1960. Les responsables catholiques avaient exprimé une opposition molle au plan mis en œuvre à Hyde Park : ils affirmaient que les Noirs déplacés de la zone autour de l'université allaient rechercher des logements aux frontières des quartiers catholiques voisins, ce qui n'allait pas manquer de provoquer des ventes de biens immobiliers précipitées et des violences de rues, déstabilisant un peu plus des paroisses déjà au bord de l'effondrement. En vertu d'un raisonnement similaire, l'archidiocèse soutenait la campagne de Woodlawn, même si les autorités catholiques commençaient aussi, face à la hausse de la population noire dans l'ensemble du Middle West industriel, à voir les avantages qu'elles pouvaient tirer en contribuant à empêcher les quartiers noirs de classe moyenne viables de devenir des ghettos appauvris. Le système des écoles privées catholiques, par exemple, était confronté à des problèmes d'inscription potentiellement graves dus à une désaffection croissante des familles, et l'accueil d'élèves issus de foyers noirs respectables de classe moyenne pouvait constituer une solution. Ainsi, avant même qu'Alinsky n'ait entamé son travail à Woodlawn, un prêtre catholique visionnaire avait convaincu le cardinal Meyer de forcer les directeurs des six écoles catholiques du

quartier à accepter quelques élèves noirs. Le soutien de l'archidiocèse à Alinsky reposait bien sûr sur des préoccupations de justice sociale, mais répondait aussi au besoin pressant de l'Église d'affirmer une présence visible parmi la population qui allait bientôt dominer de vastes parties de Chicago et du reste des villes du Middle West.

L'archidiocèse se mettait ainsi en opposition avec sa base ouvrière, et il était sur le point d'entrer en conflit direct avec la mairie et son maire fièrement catholique, ainsi qu'avec l'institution d'enseignement supérieur la plus puissante de la ville. Alinsky avait averti Meyer de ce risque lorsque ce dernier lui avait promis l'argent, mais le cardinal était inflexible. Personne à l'archidiocèse n'avait mesuré à quel point les positions allaient se radicaliser à Woodlawn.

Tout d'abord, la méthode de mobilisation d'Alinsky ne reculait devant rien, et organiser un endroit comme Woodlawn nécessitait des tactiques qui offusqueraient les plus pieux. La partie occidentale de Woodlawn était un quartier de classe moyenne, mais plus à l'est, de l'autre côté de Cottage Grove Avenue, commençait un quartier totalement délabré, avec de nombreux clubs de jazz dégageant de forts effluves de marijuana, des bars d'alcooliques et de petites échoppes vendant du poulet frit – un territoire qu'Alinsky confia à son seul organisateur noir, Bob Squires. « Je connaissais chaque bookmaker, chaque prostituée, chaque propriétaire de tripot, chaque restaurateur », écrivit plus tard Squires. « Nous organisons des dîners de poulet frit, des barbecues ; même les prostituées collectaient des fonds pour nous »³⁵, ajouta Nicholas von Hoffman, l'autre organisateur de Woodlawn.

Ce qui déclencha la vaste mobilisation à Woodlawn se produisit lorsque la Temporary Woodlawn Organization (TWO)³⁵⁸ d'Alinsky invita des militants des droits civiques du Sud – des « Freedom Riders », comme ces bénévoles s'appelaient eux-mêmes – qui sortaient tout juste de l'hôpital après avoir été frappés par des Blancs en colère tandis qu'ils tentaient de déségréguer les lignes de bus inter-États à parler de leur lutte aux habitants de Woodlawn. Les Freedom Riders firent chanter à tue-tête à la foule, rassemblée dans un gymnase à l'église St. Cyril de Woodlawn, une version émouvante de la célèbre chanson contestataire (encore peu connue à l'époque) *We Shall Overcome*. Presque instantanément, les habitants de Woodlawn qui avaient rejoint la TWO sentirent un lien profond et très émotionnel avec leurs frères du Sud. Ces militants de la première heure avaient trouvé là un sens de leur propre « historicité », pour emprunter le terme du sociologue Alain Touraine³⁵⁹. Ils percevaient désormais leur engagement comme faisant partie d'une lutte plus vaste pour remettre en question les fondements mêmes de leur société, et la diffusion de ce

sentiment transforma le statut de la TWO de simple organisation protestataire en mouvement social.

Tout à coup, la campagne de Woodlawn prit son envol. Elle commença par un événement spectaculaire et absolument inédit à Chicago : une caravane de quarante-six bus transportant quelque deux mille cinq cents personnes convergea vers l'hôtel de ville pour réclamer leur inscription sur les listes électorales. L'équipe d'Alinsky avait, bien entendu, alerté la presse à l'avance, et Alinsky en personne s'était assuré qu'un bus de religieuses ferait partie de la procession, au cas où la police serait tentée d'utiliser la manière forte. Après cela, la TWO, s'inspirant de la lutte pour la déségrégation des écoles dans le Sud, décida de s'occuper des conditions abominables qui régnaient dans les écoles des quartiers noirs, dont la plupart étaient tellement bondées qu'elles avaient institué un système en deux huit – certains enfants venant le matin et d'autres l'après-midi et le soir –, ce qui posait des problèmes insolubles aux parents qui travaillaient. Les militants de la TWO, dont un grand nombre de mères de famille, s'invitèrent, vêtus de capes noires, dans les réunions du Chicago School Board, créèrent des « escadrons de la vérité » chargés d'enquêter, photos à l'appui, dans les écoles blanches pour prouver que les salles de classe y étaient vides, et organisèrent des boycotts scolaires qui firent la une des quotidiens de Chicago. Comprenant combien la vision de foules noires faisait peur aux Blancs de classe moyenne, ils manifestèrent également contre les propriétaires malhonnêtes de logements devant leurs belles demeures plutôt que devant les immeubles délabrés occupés par leurs locataires, et menacèrent d'amener des hordes de clients noirs dans les grands magasins du centre-ville si ces derniers ne commençaient pas à embaucher des Noirs.

En juillet 1963, lorsque l'université de Chicago se lança dans son projet de campus sud, la TWO fit descendre sur l'hôtel de ville une nouvelle caravane d'autobus avec à leur bord plus de six cents personnes qui venaient exprimer leur mécontentement auprès du maire. Leur porte-parole était une étoile montante du mouvement pour les droits civiques, le pasteur Arthur Brazier. Annonçant la montée du discours du *Black Power* dans le pays, Brazier, avec son visage sérieux, en vint à représenter la détermination de Woodlawn à contrôler son propre quartier, ce qui signifiait avoir un droit de regard sur le projet de réaménagement urbain de la ville. Cette démonstration de force fut payante. Woodlawn étant l'un des bastions électoraux de la Machine, Daley accepta quasiment toutes les demandes de la TWO : qu'aucune « grande muraille de Chine » ne soit construite pour limiter l'accès des habitants du quartier à l'espace

récréatif du Midway, que les habitants de Woodlawn soient majoritaires dans le conseil de quartier qui allait superviser le plan de réaménagement urbain, et que la TWO ait le pouvoir d'approuver ou de rejeter la nomination de l'administrateur chargé de diriger ce plan. On peut sans exagération affirmer que Saul Alinsky, Arthur Brazier, Nicholas von Hoffman, Bob Squires et les milliers d'habitants de Woodlawn qui les suivirent ouvrirent effectivement un nouveau chapitre dans l'histoire des droits civiques dans le Nord.

CHAPITRE 7

DROITS CIVIQUES DANS LA VILLE MULTIRACIALE

West Side Story

Peu de gens ressentirent la chaleur qui s'abattit sur les rues de Chicago pendant l'été 1963 aussi intensément que Frank Carney – une chaleur humide et étouffante typique de cette période de l'année, qui n'offrait aucun répit, le mercure ne descendant jamais suffisamment la nuit pour rafraîchir l'atmosphère. Pour Carney, responsable d'un bataillon d'éducateurs dans le Near West Side, la chaleur émanait aussi des innombrables altercations entre les adolescents dont il devait s'occuper. Pendant ses rondes, il entendait les récits de ces affrontements – des jets de pierres entre jeunes Blancs et jeunes Noirs autour de l'église de la Sainte-Famille, sur Roosevelt Avenue, des tensions entre gangs mexicains et italiens autour de la 18^e Rue, des bagarres entre Portoricains et Italiens lors du carnaval d'été de Little Italy, ou encore des attaques de Noirs par des Portoricains aux abords de l'église St. Jarlath, au coin des rues Hermitage et Jackson. En discutant avec les prêtres de cette église, Carney se demanda pourquoi les Portoricains, si peu familiers de ce type d'actions à Porto Rico, étaient si prompts à s'y adonner à Chicago. Après l'entretien, il décida d'assigner à l'un de ses éducateurs la mission de « cultiver une relation avec les Portoricains qui traînent au coin de Jackson et Wolcott³⁶⁰ », selon l'expression consignée dans son rapport du jour. Il espérait que cette mesure, clairement insuffisante pour remédier au problème, pourrait au moins limiter les dégâts et aider à maîtriser la situation pendant un temps.

Carney travaillait pour le compte du Chicago Youth Development Project (CYDP), un programme de recherche et de prévention de la délinquance juvénile expérimentant une nouvelle approche. Alors que les programmes précédents cherchaient surtout à attirer les jeunes dans des clubs et des associations locales en leur proposant une variété d'équipements de loisirs – par exemple des installations sportives ou de grandes salles pour organiser des fêtes –, le CYDP misait sur une stratégie plus agressive. Les éducateurs engagés dans les précédentes

initiatives avaient en effet découvert que les adolescents ayant le plus besoin de conseils étaient précisément ceux qui se tenaient à distance des institutions qui tentaient de leur venir en aide. Le CYDP cherchait donc à positionner ses « éducateurs de terrain » dans les rues et les parcs pour qu'ils fassent connaissance avec les jeunes les plus durs. Idéalement, ces éducateurs devaient être eux-mêmes des jeunes du quartier, avec suffisamment de charisme et d'expérience pour gagner le respect de ceux qu'ils essayaient d'aider. Mais, ainsi que Carney et son équipe allaient rapidement le comprendre, la prévention de la délinquance juvénile était presque impossible à dissocier de la gestion des relations tendues entre les différents groupes ethno-raciaux qui se partageaient les rues, les parcs, les snack-bars, les salles des fêtes et les cinémas du quartier multiethnique du Near West Side.

Ironie du sort, au moment où le CYDP commençait ses opérations à partir de son « avant-poste » – comme l'appelait l'équipe d'éducateurs – du Near West Side, la foule se pressait dans les cinémas de la ville pour voir *West Side Story*. Récompensé par plusieurs oscars, ce film qui mettait en scène de jeunes caïds blancs et latinos sautant et pirouettant dans les rues malfamées d'un quartier délabré de New York avait été le deuxième film le plus rémunérateur de l'année 1961. Avec leur expérience quotidienne, les éducateurs du CYDP étaient certainement peu sensibles à cette version glamour de la violence, de la pauvreté et du racisme, mais ils pouvaient difficilement nier que le récit des relations de haine et d'amour entre jeunes Portoricains et jeunes Italiens ressemblait à s'y méprendre aux drames dont ils étaient témoins chaque jour. L'énorme popularité de *West Side Story* tenait, bien sûr, à son incroyable chorégraphie, à la partition envoûtante de Leonard Bernstein et à la beauté stupéfiante de Natalie Wood, mais elle reflétait aussi une fascination plus générale pour la jeunesse « troublée » du pays. De fait, on voyait des images de jeunes révoltés sur les écrans américains depuis 1955, année qui vit sortir des films aussi provocants que *Graine de violence* ou *La Fureur de vivre*. C'était aussi cette année-là que le tube *Rock Around the Clock* de Bill Haley and the Comets avait atteint la première place des *charts*, tandis que RCA offrait à Elvis Presley son premier contrat, consacrant la nouvelle domination du rock'n roll sur l'industrie du disque. Il serait par la suite difficile d'imaginer des adolescents dangereux sans un fond de musique rock sortant d'un juke-box ou d'un poste de radio.

En juillet de cette même année, le problème de la délinquance juvénile explosa sur la scène de Chicago sous la forme d'une panique collective, fabriquée par les médias, autour de la violence des gangs de rues des quartiers ouvriers. L'incident emblématique fut l'assassinat d'un adolescent devant un snack-bar de Bridgeport par une bande de

caïds du quartier ; il incita le *Tribune* à lancer une série d'enquêtes sur « les gangs de jeunes et le problème de la délinquance juvénile³⁶¹ ». Quelques mois plus tard, après qu'un meurtre à l'arme blanche et une attaque d'une grande férocité eurent fait deux fois la une des journaux en l'espace de trois jours, le *Daily News* rapporta que les jeunes de Chicago étaient en train de tomber dans le « complexe de la meute de loups³⁶² ». En réponse, la YMCA annonça son projet de faire infiltrer les gangs par des agents secrets, tandis que le maire Daley, qui avait augmenté de près de cinquante pour cent les effectifs de la division jeunesse de son département de police depuis son élection, exigeait un respect plus strict de la réglementation municipale sur le couvre-feu, tout en rassurant les habitants de Chicago en affirmant : « Nos jeunes gens sont fondamentalement gentils³⁶³. »

Ces événements coïncidèrent avec une épidémie de violence raciale à la frontière entre les quartiers blancs et noirs – la *color line*. Alors que les preuves du rôle déterminant joué par les jeunes dans la défense de l'intégrité raciale de leurs quartiers s'accumulaient depuis la Seconde Guerre mondiale, la presse de Chicago tenta d'expliquer le problème en mobilisant le jargon de la psychologie sociale et les croyances populaires autour de la pathologie du gangstérisme dans les couches défavorisées. Dans cette optique, la délinquance juvénile n'était rien d'autre qu'une affaire de « tuerie par rancune » et de guerre de gangs. Elle était le fait de jeunes atteints de « complexes de gang », de « sentiments d'inaptitude » et de « bravoure fourvoyée ». Le portrait fascinant d'un adolescent de banlieue perturbé, incarné par James Dean, que proposait *La Fureur de vivre* avait eu beau démontrer que cette forme de délinquance pouvait aussi bien toucher l'Amérique de la classe moyenne, à Chicago on la perçut comme ce qu'elle avait toujours été par le passé : une manifestation de la vie de la classe ouvrière. La presse noire, quant à elle, avait un point de vue très différent sur le sujet. Lorsque, au printemps 1957, le *Chicago Defender* imprima en première page un éditorial intitulé « Il faut mettre un terme au terrorisme juvénile », ses rédacteurs faisaient référence non pas aux assassinats entre gangs rivaux, mais à une « vague de criminalité et de violence » qui, selon eux, « paralysait les relations sociales et empêchait toute relation normale entre les races³⁶⁴ ». L'incident qui les avait incités à réclamer auprès de Daley la création d'une « commission municipale d'urgence » s'était produit en mars 1957, lorsque douze adolescents appartenant au gang polonais d'Englewood connu sous le nom de Rebelles avaient encerclé Alvin Palmer, un jeune Noir de dix-sept ans, pour l'empêcher de fuir tandis que l'un d'eux lui assenait un coup de marteau fatal sur la tête.

C'est avec l'assassinat de Palmer que la ville de Chicago commença

à prendre conscience de la gravité de son problème de relations raciales et du rôle essentiel qu'y jouaient les jeunes. Particulièrement dérangeante était la grande banalité de cette affaire. Les Rebelles n'étaient pas des assassins – ils continuaient même de fréquenter le lycée –, mais des jeunes ordinaires du quartier de Back of the Yards qui jusque-là n'avaient jamais eu de démêlés avec la police. Puisque les dirigeants politiques, les médias et les habitants de Chicago se refusaient encore à reconnaître les tensions raciales qui agitaient les rues et à apporter une réponse politique aux problèmes qui en étaient la cause, de jeunes hommes des deux côtés de la *color line* décidèrent de prendre les choses en main et d'agir de manière collective et concertée. Ainsi, pendant l'été qui suivit le meurtre de Palmer, plusieurs milliers de jeunes Blancs descendirent dans Calumet Park, non loin de la cité Trumbull Park Homes, au cœur du South Side, pour protester contre le fait qu'il fût utilisé par des Noirs. Les témoins de la scène rapportèrent avoir vu des émeutiers entonner des chants racistes et brandir des drapeaux blancs, symbole de la suprématie blanche, ou encore les attacher aux antennes de leurs voitures. Les officiers de police dépêchés sur place pour surveiller le rassemblement parlèrent, quant à eux, de gangs aux effectifs imposants tentant de rameuter des jeunes tandis que des gangs blancs d'autres quartiers coordonnaient leurs actions. Peu d'observateurs, à l'époque, interprétèrent ces événements comme le début d'un mouvement social³⁶⁵. À Chicago, des subcultures de gangs de jeunes avaient fleuri dans tous les quartiers ouvriers, se caractérisant par des blousons de cuir noir, des tee-shirts blancs et des cheveux gominés, ainsi que par un esprit de nihilisme qui était devenu la marque de la rébellion de la jeunesse dans l'ensemble du pays. Mais, dans le contexte de la géographie raciale de la ville, ces subcultures dirigeaient leur colère tout autant contre l'autorité des adultes que contre les groupes ethno-raciaux rivaux. Les gangs qui avaient amené des milliers de jeunes à Calumet Park s'étaient formés pour protéger les frontières de leurs quartiers, et ils partageaient une même identité blanche qu'ils ritualisaient par leurs drapeaux, leurs pancartes et leurs chants racistes. Sans en être conscients, ils étaient les soldats d'un mouvement local de défense de l'identité et des privilèges des Blancs qui commençait tout juste à apparaître en réaction aux demandes d'intégration et d'égalité raciales de plus en plus pressantes des Noirs³⁶⁶.

Cependant, chaque pierre lancée et chaque insulte proférée ne fit que renforcer la volonté de résistance des Noirs. Un mouvement symétrique apparaissait en effet chez les jeunes Noirs, alimenté par la colère que suscitaient les affronts quotidiens qu'ils subissaient. Jusqu'à une date relativement récente, les historiens de la lutte pour les droits civiques dans les villes du Nord avaient tendance à négliger ces

dynamiques au profit d'une approche du fait historique « par le haut », privilégiant les actions des grandes organisations et les décisions des leaders politiques. Si certaines études de qualité ont contribué à modifier cette vision au cours de la dernière décennie, la grande majorité des Américains n'en continue pas moins aujourd'hui à considérer que l'histoire du mouvement pour les droits civiques a commencé dans le Sud au milieu des années 1950 sous l'égide de Martin Luther King et de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), avant de se poursuivre dans le Nord au milieu des années 1960, moment où elle dérailla sous l'influence destructrice du Black Panther Party et des dirigeants noirs adeptes du *Black Power*, Malcolm X, Stokely Carmichael et H. Rap Brown³⁶⁷. La mémoire collective continue de penser la lutte pour les droits civiques en termes d'oppositions bien tranchées – Martin Luther King contre Malcolm X, droits contre pouvoir, non-violence contre violence, intégration contre séparatisme – qui ont tendance à simplifier à l'excès ce qui fut en réalité une interaction très floue entre les diverses idéologies et organisations. S'il est vrai que King fit venir son équipe à Chicago en 1966 pour s'attaquer au problème de la ségrégation *de facto* du Nord, mettre exclusivement l'accent sur le grand leader noir occulte le volet local de cette histoire.

Car les jeunes Noirs de Chicago n'étaient guère dans l'attente d'un quelconque leader ; ils s'étaient organisés pour défendre leurs droits civiques de nombreuses années plus tôt, avant que leur ville ne devînt un champ de bataille clé de la mobilisation nationale pour les droits des Afro-Américains. En juillet 1961, par exemple, deux mille jeunes Noirs participèrent à des « *wade-ins* », ces bains collectifs de protestation organisés par la section locale du conseil de la jeunesse de la NAACP à Rainbow Beach près de la 76^e Rue. Plus impressionnantes encore étaient les actions de protestation informelles qui se firent très fréquentes ces années-là. Ainsi, en juin 1962, au milieu d'une série d'attaques racistes contre des élèves noirs du Near West Side, plus de mille lycéens afro-américains de Crane High School organisèrent une marche courageuse de protestation à travers Little Italy, un quartier qu'en règle générale les jeunes Noirs évitaient soigneusement. Alors que des éducateurs et des dizaines de policiers avaient été mis en état d'alerte par crainte d'une émeute, les jeunes défilèrent en ordre, leurs manuels scolaires en main, sans aucun signe de provocation envers les passants blancs – une manifestation non violente inspirée des *sit-ins* organisés au même moment dans le sud des États-Unis par les jeunes membres du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC). Cet événement n'eut pas l'honneur d'une couverture par la presse – nous n'en connaissons l'existence que parce que Frank Carney l'a mentionné dans son journal –, mais la solidarité et la détermination qu'il

traduisait de la part des jeunes Noirs de la ville restèrent dans les mémoires des habitants du quartier pendant des mois³⁶⁸.

Cependant, comme les éducateurs ne le savaient que trop bien, les choses étaient loin d'être partout aussi ordonnées dans l'univers impitoyable de Chicago. Les jeunes Noirs étaient encore nombreux à vivre selon la loi de la rue, un code de conduite influencé par de profonds facteurs structurels – les récessions économiques qui ravageaient périodiquement le marché du travail, les grands projets de réaménagement urbain qui forçaient des milliers de familles à déménager, les mouvements de fuite et de migration qui transformaient la composition démographique des quartiers à une vitesse vertigineuse. Dans ce contexte, au début des années 1960, deux grandes tendances caractérisaient les cultures de la rue dans les quartiers ouvriers, et plus particulièrement dans le quartier ethniquement très divers du West Side. La première était une escalade de l'intensité des agressions racistes, reflet à la fois de l'utilisation accrue des armes à feu et de l'obsession des jeunes pour la présence, dans leurs quartiers ou à leurs limites, d'individus d'autres races (l'« autre racial »). La seconde était l'émergence de gangs de très grande taille (entre cinquante et cent jeunes), définis par l'identité ethno-raciale de leurs membres et dont la fonction principale était de s'engager dans des combats potentiellement mortels contre des groupes rivaux – pour cette raison, les éducateurs les appelaient généralement « gangs de combat ».

Ce dernier phénomène n'était pas propre à Chicago. Plusieurs historiens ont mis au jour des tendances similaires à New York à la même période, montrant comment les subcultures des gangs de combat s'étaient développées dans le contexte de la désindustrialisation, du réaménagement des zones urbaines et de la marginalisation des minorités raciales. Mais, selon une étude du New York d'après guerre, il semblerait que la violence entre gangs rivaux y était bien plus une affaire de contrôle de territoire que de conflits entre groupes ethno-raciaux³⁶⁹. Certes, les gangs de Chicago aussi mettaient en avant l'objectif de protection de leur *turf* (« territoire »), mais ce mot servait généralement d'euphémisme pour désigner la « communauté », définie, dans la grande majorité des cas, en termes ethno-raciaux. De fait, des géographes, reprenant le cadre théorique du Français Henri Lefebvre, ont attiré l'attention sur la manière dont les groupes « produisent » ou définissent l'espace par leurs activités quotidiennes³⁷⁰. Les gangs de jeunes de Chicago étaient les principaux acteurs de ce processus depuis la fin du XIX^e siècle et avaient joué un rôle clé dans la formation du patchwork de quartiers ethno-raciaux devenu caractéristique de la ville. Et si les identités ethno-raciales

comptaient tant dans la vie quotidienne – en indiquant à chacun qui il était et où il se trouvait sur l'échelle sociale –, c'était, au moins en partie, parce qu'elles étaient physiquement inscrites dans la géographie de la ville. Analysant les mouvements sociaux urbains des années 1960 et 1970, le sociologue Manuel Castells a en effet constaté que, « lorsque les gens se découvrent incapables de contrôler le monde, ils réduisent simplement le monde à la taille de leur communauté » – une idée pertinente pour comprendre ce que les gangs de combat de Chicago cherchaient instinctivement à faire en défendant les frontières de leurs quartiers à cette époque³⁷¹.

Mais ces jeunes gens qui se jetaient tête la première, munis d'armes de poing, de couteaux ou de battes de base-ball, dans des bagarres parfois mortelles contre leurs ennemis étaient aussi en quête de respect et de dignité dans un monde où de telles valeurs étaient de plus en plus difficiles à acquérir par le travail. En effet, entre 1955 et 1963, la région métropolitaine de Chicago connut une croissance économique en dents de scie et perdit quelque 131 000 emplois (soit 22 % du total) ; le nombre de demandeurs d'emploi augmenta de 300 000 environ³⁷². Deux récessions frappèrent la ville très durement en 1958 et 1961, provoquant de fortes hausses du chômage. Au début des années 1960, Chicago subissait en outre les effets de la désindustrialisation, qui touchait toutes les villes de l'ancienne ceinture sidérurgique du Middle West. Il fallait désormais avoir ses entrées dans un syndicat pour obtenir le type d'emploi ouvrier qui avait permis à la génération précédente d'atteindre un niveau de vie décent. La confiance en soi aussi était mise à mal : les jeunes adultes du début des années 1960 se voyaient surtout offrir des emplois de service avilissants dans des hôtels, des restaurants, des immeubles de bureaux et des magasins de détail. Frank Carney décrivait ainsi le quartier du Near West Side en février 1961 : « Par temps suffisamment clément, on peut voir de nombreux hommes dans les rues et aux coins de rues. Le vide de certaines zones après leur démolition accroît l'atmosphère générale de dépression. Il est impossible d'échapper au sentiment que le quartier est en proie à un déclin inexorable³⁷³. »

Un autre facteur encore accentua les incertitudes des jeunes de classe ouvrière et orienta la réponse qu'ils trouvèrent à leurs problèmes : les dynamiques de la migration raciale de l'après-guerre. La démographie ethno-raciale des villes américaines allait être transformée dans les années 1970 par l'adoption de la très importante loi de réforme de l'immigration de 1965, qui, par ses clauses sur le droit à la réunification familiale, ouvrirait la voie à des flux d'immigration massifs en provenance d'Asie et d'Amérique latine. Sur ce point, Chicago se distinguait de la plupart des autres grandes villes

par le fait que les flux migratoires du sud des États-Unis comme d'Amérique latine modifiaient déjà sa géographie raciale depuis les années 1950. Représentant à peine plus de 14 % de la population totale de la ville en 1950, les migrants noirs du Sud atteignirent une proportion de plus d'un quart en 1962. Parallèlement à ce flux ininterrompu, les années 1950 et 1960 virent aussi s'installer des vagues d'immigrants mexicains et portoricains. Après une augmentation de près de 43 % entre 1940 et 1950, le nombre de Mexicains à Chicago quintupla presque entre 1950 et 1970 pour atteindre 108 000 personnes. À la même période, la population hispanophone globale de la ville passa de 35 000 à 247 000, tandis que la population totale de Chicago diminuait de 3 600 000 à 3 300 000³⁷⁴. Ces chiffres contredisent l'idée, évoquée notamment dans l'étude classique d'Arnold Hirsch, *Making the Second Ghetto*, selon laquelle les années 1950 furent une période de consolidation raciale à Chicago – la fin d'un long processus de formation du ghetto noir qui renforça l'ordre racial binaire noir-blanc. S'il est possible de parler d'une *color line* universellement reconnue séparant les Noirs des Blancs dans les décennies antérieures, la situation était devenue bien plus complexe au début des années 1960, en particulier dans le West Side, qui s'était transformé en une mosaïque de quartiers noirs, portoricains, mexicains et blancs. Dans ce contexte, les identités blanches et noires semblaient suffisamment stables. Les Afro-Américains savaient qu'ils n'avaient guère d'amis en dehors de leurs propres quartiers, et si les Irlandais marmonnaient encore des insultes lorsqu'ils croisaient des Italiens devant les vendeurs de saucisses polonaises, à la fin des années 1950 les Américains d'origine européenne, de quelque pays qu'ils fussent, se sentaient pleinement et avant tout blancs.

La situation était bien différente pour les Portoricains et les Mexicains, contraints de naviguer à vue entre ces deux identités – noire et blanche. Récemment arrivés dans la ville, les Portoricains furent le groupe qui connut le plus de difficultés pour intégrer les marchés locaux du logement et du travail. Alors que New York était la destination principale des Portoricains quittant leur île pour le continent dans les années 1930 et 1940, au début des années 1950 plusieurs petites communautés portoricaines étaient visibles à Chicago au nord et à l'ouest du Loop, en particulier dans les quartiers de Lincoln Park, de Lake View, du Near West Side, de Woodlawn et d'East et de West Garfield Park³⁷⁵. Toutefois, au début des années 1960, la population portoricaine s'était regroupée dans deux secteurs principaux : le bas du quartier de Lincoln Park, au nord de la ville, et une vaste zone au nord-ouest du Loop s'étendant vers l'ouest du quartier de West Town à celui de Humboldt Park, autour de Division

Street, qui en était l'artère principale. Les chercheurs tentant d'expliquer des migrations internes si rapides renvoient souvent à des dynamiques à la fois d'attrait et de rejet – les forces de la discrimination raciale qui ont « rejeté » les migrants vers certains quartiers et les forces culturelles qui les ont attirés vers des personnes avec lesquelles ils avaient de fortes affinités. Ces deux faces du processus sont difficiles à séparer. S'il n'est guère surprenant que les Portoricains arrivant à Chicago dans les années 1950 et 1960 aient eu tendance à aller dans les endroits où l'on parlait espagnol, où l'on pouvait acheter des bananes plantains pour préparer le réconfortant *mofongo* et où l'on trouvait des amis et des voisins avec qui échanger des souvenirs et des anecdotes de l'île, la fuite vers le familier est toujours, en un sens, une fuite loin du non-familier. Ainsi, le développement d'un *barrio* concentré autour de Division Street au milieu des années 1960 révélait le nouvel esprit de solidarité et de fierté « boricua³⁷⁶ » qui régnait dans la communauté portoricaine, mais encore plus le climat d'hostilité raciale – les insultes, les regards menaçants et les agressions physiques – auquel les Portoricains étaient quotidiennement confrontés. La décision d'un si grand nombre de Portoricains d'emménager dans le quartier de West Town-Humboldt Park au cours des années 1960 suggérait que, près de deux décennies après leur arrivée, peu s'attendaient à voir ce climat s'améliorer.

Certains Portoricains emménageant dans le *barrio* à cette époque avaient été chassés de leurs logements par les projets de réaménagement de la ville, en particulier dans le Near West Side, mais un nombre bien plus important y avaient été entraînés par le mouvement de fuite des Blancs devant la transformation de leurs quartiers en ghettos noirs. Toutefois, les Portoricains avaient des motivations différentes de celles des Américains d'origine européenne pour fuir. Un grand nombre d'entre eux étaient en réalité des Afro-Portoricains dont les ancêtres avaient été amenés sur l'île comme esclaves. Du fait de leur couleur de peau et de leur coiffure « afro », les habitants de Chicago avaient tendance à les identifier aux Noirs américains. Un immigrant portoricain de Chicago raconta ainsi qu'on avait refusé de le servir dans un bar parce qu'il était noir. Lorsqu'il rétorqua qu'il était portoricain, le barman lui cria : « C'est la même merde³⁷⁷. » Un processus plus vaste de « racialisation » forçait les Portoricains à rivaliser avec les Noirs pour trouver des logements dans les quartiers les plus modestes, et des emplois dans les secteurs les moins bien payés. De plus, les pratiques discriminatoires des agents immobiliers et des propriétaires reléguaient souvent les Portoricains aux limites des ghettos noirs, où, parfois, ils se retrouvaient à servir de tampon entre Blancs et Noirs.

Les Blancs toléraient un peu plus leurs voisins portoricains que leurs voisins noirs, mais la vague d'attaques violentes qui s'abattit contre des Portoricains dans le West Side au milieu des années 1950 ne laissa guère de doutes sur le côté de la *color line* auquel ils appartenaient aux yeux de la plupart des Blancs. À West Town, dont les habitants italiens et polonais appelaient communément leurs voisins portoricains des « gens de couleur », une série d'incendies volontaires détruisit des logements bon marché occupés par des Portoricains, tandis que, le long de la frontière nord du Near West Side, les gangs italiens et mexicains organisaient la résistance contre l'arrivée de familles portoricaines à coups d'agressions répétées³⁷⁸. Cette situation explique largement pourquoi les Portoricains allaient resserrer leurs rangs, transformant une partie de la célèbre Division Street en un *barrio* dynamique qui contiendrait, en 1980, près de la moitié des Portoricains de la ville. Les Portoricains ne déménageaient pas seulement pour échapper aux agressions de leurs voisins blancs, mais aussi parce qu'ils avaient compris que c'était leur proximité avec les Noirs – sur le plan tant racial que spatial – qui les avait placés dans la situation précaire qui était la leur.

Le concept de « stratégie de l'altérité » de l'historien Robert Orsi permet de mieux comprendre la tendance des Portoricains à mettre de la distance entre eux et les Afro-Américains³⁷⁹. Cette stratégie ne passait pas seulement par leur relocalisation résidentielle. Selon un rapport de la Commission de Chicago sur les relations humaines (CCHR) portant sur la communauté portoricaine de la ville en 1960, les Portoricains à la peau foncée adoptèrent toute une gamme de tactiques comportementales pour se distinguer des Afro-Américains. « Le Portoricain à la peau foncée, conclurent les auteurs de cette étude après des centaines d'entretiens, adopte des attitudes défensives uniques pour ne pas être confondu avec un Noir américain ; ainsi, il ne parlera que le minimum d'anglais nécessaire pour donner l'impression qu'il est étranger plutôt que noir³⁸⁰. »

L'usage de la langue espagnole rapprochait en revanche les Portoricains de leurs voisins mexicains, qui commençaient eux-mêmes à cette époque à mettre en application leurs propres stratégies d'altérité. Les Mexicains avaient eux aussi servi de tampon entre Blancs et Noirs dans plusieurs parties du Near West Side, ainsi que dans le quartier du sud de Chicago autour de l'aciérie Illinois Steel, et de nombreux documents historiques attestent la participation active de jeunes Mexicains dans les attaques de Noirs par des gangs et des foules en colère dans ces quartiers³⁸¹. Mais, dans la société blanche des années 1950 et 1960, les Mexicains étaient surtout des citoyens de deuxième classe, cible fréquente de la haine raciale. Révélateur du

caractère commun des agressions antimexicaines à cette époque est l'incident suivant : un groupe de jeunes, prenant une famille amérindienne pour des Mexicains par erreur, lapida à plusieurs reprises leur maison du quartier d'East Garfield Park, laissant un jour, après l'une des attaques, le mot suivant accroché à la porte : « "Hé Mex, déguerpissez" – signé "Les Blancs"³⁸². »

C'est pourquoi, au moment où les Portoricains partaient en masse s'installer dans le quartier de West Town-Humboldt Park, les Mexicains se précipitaient dans celui de Pilsen (surnommé le « Petit Village »), entre la 18^e et la 22^e Rue, un quartier qui devint sans conteste, au début des années 1970, le centre de la communauté mexicaine de Chicago. Là encore, les programmes municipaux de réaménagement urbain jouèrent leur rôle dans cette relocalisation, la construction du nouveau campus de l'université de l'Illinois à Chicago dans le Near West Side ayant presque entièrement détruit l'ancienne et importante communauté mexicaine. De fait, dans le Near West Side, Mexicains et Italiens avaient partagé pendant des décennies – malgré des réticences certaines – les parcs, les écoles et les espaces communautaires. Il en était de même dans le sud de Chicago, où les enfants des ouvriers sidérurgistes polonais et mexicains se mêlaient, jouaient, sortaient ensemble et parfois se bagarraient dans les rues et les cours d'école. Les Mexicains étaient arrivés à Chicago au début du xx^e siècle en quête de travail dans les compagnies de chemin de fer, les aciéries ou les abattoirs. Ils s'étaient attiré l'hostilité des autres ouvriers lorsque les dirigeants d'Illinois Steel les avaient utilisés pour briser la célèbre grève de 1923. Dans les années 1930, ils avaient créé des restaurants, des fabriques de tortillas, des *bodegas* et des journaux en espagnol. Certes, ils vivaient dans des enclaves ethniques – des *colonias* –, mais dans les années 1950 il était clair qu'ils étaient en bonne voie d'intégration. Les changements démographiques qui affectèrent Chicago à cette époque furent un obstacle sur cette route. Des Mexicains bien implantés se retrouvèrent re-racialisés par l'arrivée dans leurs quartiers de Portoricains et d'immigrants mexicains parlant mal l'anglais et ignorant tout de la manière de vivre américaine, au point qu'ils commencèrent à douter de faire partie du côté blanc de la *color line* – une situation révélée de manière poignante au début des années 1970 lorsque des militants de Pilsen commencèrent à utiliser le terme « *la raza* » (la race) pour désigner la communauté mexicaine.

De fait, tout comme une couleur change en fonction des modifications des couleurs qui l'entourent, l'identité raciale des Mexicains semblait différente dans une ville où l'on trouvait un nombre croissant de Noirs, de Portoricains et de Mexicains. Au début des années 1960, Chicago ressemblait en tout point à la vision

cauchemardesque du communautarisme à l'américaine que les experts français brandissent chaque fois que l'on évoque l'existence d'identités ethno-raciales à l'intérieur de la République.

Si l'âge de la « politique identitaire » proprement dite n'avait pas encore sonné à Chicago, il se profilait assurément à l'horizon. En l'espace de quelques années, les identités ethno-raciales qui s'étaient formées sur les lieux de contact entre Portoricains, Mexicains, Noirs et Blancs allaient être invoquées au nom de mouvements politiques revendiquant des droits, la justice et le pouvoir pour ces groupes. Les personnes qui se rangeaient derrière ces identités iraient parfois chercher des alliés en dehors de leurs communautés pour bâtir des passerelles avec d'autres groupes autour de notions universalistes relevant de la justice de classe. Mais, avec l'installation massive des Portoricains dans le *barrio* de Division Street, celle des Mexicains à Pilsen, la ghettoïsation grandissante des Noirs et la fuite des Blancs, les dés étaient jetés : aucune politique de gauche réunissant les différents groupes ethno-raciaux autour d'un sentiment d'injustice de classe partagé ne pourrait émerger. Si les Blancs de classe ouvrière, les Noirs, les Portoricains et les Mexicains allaient tous souffrir des mêmes problèmes – ceux affectant leur classe sociale –, les causes de ces problèmes allaient être perçues ou ressenties en termes raciaux plutôt qu'en termes de classe. Pour reprendre l'expression de Stuart Hall, la race allait être « la modalité par laquelle la classe [était] vécue³⁸³ ».

Le Birmingham du Nord

Fin juillet 1963, le *Chicago Daily News* évoquait « une révolution en notre sein » et « un événement sans précédent » dans l'histoire de Chicago à propos de la mobilisation croissante des Noirs de la ville pour leurs droits civiques³⁸⁴. Cette dernière était en partie inspirée par la lutte pour les droits civiques dans le Sud. Depuis le printemps, à Chicago comme dans d'autres grandes villes du Nord, le nom de « Birmingham », en particulier, était sur toutes les lèvres. Les médias diffusaient des images stupéfiantes de l'attaque d'une foule pacifique d'hommes, de femmes et d'enfants par des policiers avec chiens et jets d'eau, et montraient un gouverneur George Wallace intraitable, déclarant haut et fort qu'il se mettrait lui-même « en travers de la porte » pour empêcher l'intégration raciale de l'université de l'Alabama, ordonnée par le gouvernement fédéral. Et c'est ce qu'il fit : alors que les deux étudiants noirs résolus à exercer leurs droits se présentaient pour s'inscrire, Wallace en personne leur bloqua la route ;

ce ne fut qu'après la décision de Kennedy de fédéraliser la garde nationale de l'État que Wallace fut contraint de céder et que l'université de l'Alabama fut enfin déségrégulée. Mais, si les événements dramatiques du Sud étaient dans tous les esprits, les dirigeants du mouvement pour les droits civiques de Chicago remettaient en cause l'idée, longtemps défendue par la machine Daley et par certains Noirs de la bourgeoisie, que ces problèmes de ségrégation étaient endémiques au Sud et ne s'appliquaient pas à la communauté noire de Chicago.

Les premiers mécontentements apparurent publiquement début juillet, lors de l'adresse du maire Daley aux délégués de la NAACP réunis à Chicago pour leur Convention nationale annuelle. Fidèle à lui-même, Daley était arrivé pour prononcer un discours creux. Mais lorsqu'il affirma fièrement qu'il n'y avait « pas de ghettos à Chicago » – signifiant par là que son administration ne considérerait pas les quartiers noirs de manière aussi péjorative –, le directeur de la NAACP de l'Illinois, le docteur Lucien Holman, s'écria : « Nous en avons assez de ce type de sottises. Tout le monde sait bien qu'il y a des ghettos ici ! Et nous avons plus d'écoles ségréguées que vous n'en avez en Alabama, au Mississippi et en Louisiane réunis. » Quelques jours plus tard, alors que Daley s'exprimait de nouveau devant les délégués de la convention et d'autres habitants noirs de la ville après le défilé du 4 juillet – proclamé « journée de l'Émancipation » –, ses efforts pour tendre la main à la communauté afro-américaine furent de nouveau accueillis avec dérision. Cette fois, une foule d'environ cent cinquante manifestants s'approcha de l'estrade en criant : « Daley, démission ! » et : « À bas les ghettos ! » Empêché de terminer son discours, Daley quitta précipitamment la scène. Il fut remplacé par le révérend Joseph H. Jackson, pasteur de l'église baptiste Olivet du South Side aux quinze mille fidèles, allié politique de Daley et critique du mouvement pour les droits civiques, mais celui-ci fut accueilli par un concert de sifflets avant même d'avoir pu prononcer le moindre mot. La police dut même l'escorter loin du lieu de rassemblement sous les cris de : « À mort ! » et : « À bas l'oncle Tom ! » Daley tenta plus tard de minimiser l'affaire en déclarant que la protestation avait dû être orchestrée par les républicains, mais il était clair que quelque chose couvait dans les quartiers noirs de Chicago.

À l'automne 1963, les reporters du *Chicago Defender* ne rataient pas une occasion de mettre en avant le lien entre Birmingham et Chicago, en particulier dans leur couverture de la lutte que menaient dans leur ville les groupes de défense des droits civiques et des parents d'élèves contre les conditions déplorables régnant dans les écoles noires. Comme le surintendant des écoles publiques, Benjamin Willis,

persistait à s'accrocher à la *colorblindness* – l'indifférence à la couleur de peau – pour refuser les demandes de transfert d'élèves, qui auraient pourtant permis de résoudre, au moins en partie, le problème du surpeuplement des écoles noires, le *Defender* n'hésita pas à le qualifier de « gouverneur Wallace de Chicago, faisant obstacle au droit à une éducation égale pour tous les enfants noirs de la ville³⁸⁵ ».

L'état scandaleux des écoles des quartiers noirs à cette époque tenait largement à l'incapacité ou au refus de la ville de prendre les mesures nécessaires à l'accueil d'une population noire en expansion rapide. Les problèmes commencèrent à se poser dans les années 1950, quand, alors même que la population totale de Chicago diminuait de près de 2 %, le nombre d'Afro-Américains augmenta d'environ 300 000 pour atteindre 812 637, soit un quart des 3,5 millions d'habitants que comptait la ville en 1960. La densification croissante des quartiers noirs et le fait que les familles afro-américaines récemment installées avaient tendance à être un peu plus jeunes que les familles blanches qu'elles remplaçaient accrurent la pression déjà forte qui pesait sur les installations scolaires de ces secteurs. Par exemple, à l'école Gregory du quartier de Garfield Park, dans le West Side, le nombre d'élèves passa de 2 115 en 1959 à 4 194 en 1961³⁸⁶. Arguant du sacro-saint principe de l'« école de quartier » et de la nécessité de séparer les décisions relatives à la politique scolaire des considérations de politique locale, le surintendant Willis réagit en mettant en place le système d'enseignement sur deux huit déjà évoqué, puis en généralisant l'utilisation de salles de classe temporaires en préfabriqué, vite surnommées par leurs opposants « wagons Willis ».

Willis avait eu beau ordonner que le district scolaire ne tienne aucun registre sur « la race, la couleur ou la religion des élèves ou de ses employés », plusieurs études indépendantes révélèrent les fortes disparités raciales que les idéaux d'indifférence à la couleur et les expédients de Willis essayaient tant bien que mal de dissimuler. Une étude menée en 1962 par l'Urban League conclut en outre que la taille des classes était de 25 % supérieure dans les écoles noires par rapport aux écoles blanches, tandis que les dépenses par élève y étaient inférieures de 33 %. La plupart des Noirs de la ville n'avaient pas besoin de ces travaux pour trouver la confirmation des injustices qu'ils vivaient quotidiennement. Un sentiment généralisé de dégoût face à cette situation conduisit la NAACP de Chicago à monter la campagne « Opération Transferts », visant à inciter les parents noirs à inscrire leurs enfants dans des écoles blanches. Après l'échec de cette tentative, les parents en colère firent des *sit-ins* dans plusieurs quartiers noirs, y compris à Woodlawn, où The Woodlawn Organization (TWO), fidèle à l'esprit de Saul Alinsky, son fondateur,

organisa plusieurs boycotts et manifestations pour protester contre l'utilisation de salles de classe en préfabriqué dans une école élémentaire. S'appuyant sur ces révoltes populaires, l'Urban League de Chicago, la TWO, la NAACP de Chicago et plusieurs autres groupes locaux récemment formés se réunirent au sein d'une nouvelle organisation de défense des droits civiques, le Coordinating Council of Community Organizations (CCCCO), pour poursuivre la lutte.

À l'été 1963, les protestations scolaires s'étaient étendues à plusieurs quartiers noirs dans le South Side et le West Side, notamment à Englewood, où des parents rejoignirent les militants du Congress of Racial Equality (CORE) pour tenter ensemble d'empêcher l'installation de salles de classe dans des mobil-homes reconvertis. Allongés sur le site du chantier, au croisement de la 73^e Rue et de Lowe, les manifestants contraignirent la police à les embarquer de force. Le célèbre comédien et militant noir Dick Gregory comptait parmi la centaine de manifestants arrêtés, dont certains avaient rompu avec la philosophie non violente du CORE en résistant aux policiers à coups de pied et de pierres. L'esprit de militantisme exprimé ce jour-là donna naissance à toute une série d'organisations locales de défense des droits civiques, dont le Conseil des parents pour la mixité raciale dans les écoles (Parents Council for Integrated Schools) ou encore le groupe Chicago Area Friends of SNCC (CAFSNCC). Les personnes familières de la rhétorique enflammée défendue, à cette époque, par le dirigeant charismatique de Nation of Islam, Malcolm X, commencèrent à se préparer pour de futurs affrontements.

Après la grande marche sur Washington d'août 1963, lors de laquelle Martin Luther King exposa aux plus de deux cent mille personnes rassemblées son « rêve » d'intégration raciale – un moment qui semblait marquer, aux yeux des contemporains, le triomphe de la non-violence –, le leader noir Bayard Rustin déclara au *Sun-Times* que cet événement représentait non pas la fin, mais le début d'une campagne de « non-violence intensifiée » à Chicago³⁸⁷. Par cette expression ambiguë, Rustin traduisait la volonté nouvelle d'une fraction croissante du mouvement des droits civiques de pousser le concept de la non-violence jusqu'à sa rupture – tant par la rhétorique employée que par le recours à des actions de protestation de plus en plus provocantes. Ce n'est que huit mois plus tard que Malcolm X populariserait son appel à la lutte armée dans son célèbre discours « The Ballot or the Bullet » (« Le bulletin de vote ou la balle »), mais de nombreux militants, frustrés par la lenteur des progrès, commençaient à imaginer de nouvelles tactiques et à exprimer une position idéologique qui ressemblait de plus en plus à celle que Stokely Carmichael baptiserait « *Black Power* » en juin 1966. Pour

l'historien Robert Self, la plupart des chercheurs, en accordant trop d'attention aux dirigeants célèbres comme Malcolm X ou Carmichael, ont présenté le « *Black Power* » comme une « rupture nette, voire fatale, avec le mouvement pour les droits civiques », alors qu'il serait plutôt né progressivement et logiquement de l'échec des approches intégrationnistes au niveau local³⁸⁸.

En effet, c'est parce qu'ils se heurtaient au refus inébranlable de la Machine d'instaurer le moindre changement qu'à l'été 1966 de jeunes Noirs se rebellèrent aux cris de « *black power* » et se pressèrent en masse pour écouter Stokely Carmichael. C'était là une suite logique de l'épisode de 1963, lorsque, quelques jours après la Marche sur Washington, le Bureau de l'éducation de Chicago (CBOE) avait suscité les espoirs des Noirs de Chicago en acceptant un règlement à l'amiable dans le procès que lui intentait depuis près de deux ans la TWO pour pratique de la ségrégation raciale dans les écoles publiques. En plus d'accepter la création d'un groupe d'étude chargé d'établir un décompte racial des élèves et la mise au point d'un programme pour remédier aux inégalités, le CBOE avait aussi adopté un plan de transfert symbolique pour permettre à un nombre limité d'élèves de très bon niveau de s'inscrire dans des écoles offrant des programmes d'excellence si leur propre établissement n'en proposait pas. Ce plan, pourtant très modeste, avait suscité des réactions virulentes dans les quartiers blancs autour des écoles concernées, et Willis s'était empressé de retirer quinze écoles de la liste des vingt-quatre sélectionnées au départ. Lorsque le CBOE lui ordonna de réintégrer ces écoles à la liste, Willis refusa, et lorsqu'il reçut la même injonction d'un tribunal, il préféra démissionner. À la surprise générale, le CBOE refusa sa démission, une décision qui lui valut le soutien massif des habitants blancs du Southwest Side de la ville.

Cet affront – non seulement la décision du CBOE, mais aussi la transformation de Willis en héros des quartiers ouvriers blancs du sud-ouest de la ville (Bungalow Belt) – représenta l'étincelle que les militants noirs attendaient pour renforcer leur mouvement de protestation et l'étendre à l'ensemble de la ville. Lawrence Landry, un étudiant de troisième cycle de l'université de Chicago et leader du CAFSNCC, appela à un boycott massif des écoles de la ville le 22 octobre. La veille du boycott, le CCCO publia dans le *Chicago Daily News* une liste de treize revendications, incluant le renvoi de Willis de son poste de surintendant des écoles, la publication d'un décompte racial et un inventaire des salles de classe, une « politique simple de promotion de la mixité raciale parmi le personnel administratif et les élèves », la recomposition du Bureau de l'éducation, la publicité des résultats des élèves aux tests standardisés et une demande de fonds

fédéraux d'urgence par le maire Daley pour mettre en place des programmes de remise à niveau dans toutes les écoles ayant obtenu de mauvais résultats³⁸⁹.

Les organisateurs espéraient que trente mille à soixante-quinze mille élèves suivraient l'appel au boycott ; le 22 octobre, on comptabilisait 225 000 enfants absents. La plupart passèrent cette journée non pas chez eux ou dans les rues, mais dans des « écoles de la liberté » (*freedom schools*) installées dans des églises et d'autres associations de quartier, où ils suivirent des leçons soulignant la contribution des Noirs à l'histoire des États-Unis, entonnèrent des chants du mouvement pour les droits civiques, comme *We Shall Overcome*, et discutèrent de la question des droits et des libertés des Afro-Américains. Tous les élèves qui se rendirent ce jour-là dans une école de la liberté repartirent avec un « diplôme de la liberté ». Landry s'était assuré que ces cours seraient bien suivis en faisant distribuer des milliers de tracts d'information par des étudiants recrutés spécialement. L'événement fut un succès retentissant, comparable, en un certain sens, à celui de la Marche sur Washington, et il fit des émules dans plusieurs autres grandes villes, telles Boston, New York, Kansas City, Cleveland et Milwaukee. Après des négociations infructueuses avec les dirigeants des affaires scolaires, le CCCO appela à un deuxième boycott le 25 février 1964 : ses résultats furent plus décevants, mais on enregistra toutefois la participation impressionnante de 175 000 élèves.

La plupart des récits de ces événements les présentent, malgré leur ampleur, comme des échecs. En effet, ils n'entraînèrent aucun véritable changement de la politique scolaire de la ville. En outre, les groupes de défense des droits civiques qui les avaient organisés étaient divisés quant à la stratégie à adopter, et, au cours des négociations frustrantes qui s'ensuivirent, le fossé entre modérés et militants s'accrut. Quelques semaines à peine après la victoire triomphale de son premier boycott, le CCCO se déchirait déjà. Fin novembre, il décida de ne pas soutenir un boycott des magasins du Loop organisé par le CAFSNCC, et, mi-décembre, le CORE de Chicago annonça sa scission en une section locale modérée dans le West Side et un groupe plus militant dans le South Side.

Malgré tout, il était clair qu'un nouveau style de militantisme était né. Une nouvelle classe de militants locaux était apparue – des gens comme Lawrence Landry, le futur dirigeant de la section de Chicago de l'organisation ACT, ou encore Rose Simpson, directrice du Conseil des parents pour la mixité raciale dans les écoles. Souvent décrits comme « extrémistes » en raison de leur tendance à répondre par la colère et par des tactiques agressives d'action directe à

l'intransigeance des autorités scolaires ou municipales, ces nouveaux leaders de la lutte pour les droits civiques avaient aussi une conception différente des forces vives du mouvement : elles devaient venir des rues des quartiers noirs les plus pauvres de la ville.

Il devint de plus en plus apparent que, derrière ces tensions philosophiques et idéologiques, commençaient à poindre des fractures de classe et de génération. Des militants comme Landry choisirent de se tourner vers une stratégie de guérilla – non violente si possible – et, comme dans presque toutes les campagnes de guérilla, les recrues les plus enthousiastes se trouvaient parmi ceux qui connaissaient la situation la plus précaire, autrement dit les jeunes des catégories démunies. C'est bien l'identification des jeunes du ghetto comme une avant-garde potentielle de la politique contestataire noire qui constitua l'événement marquant du moment dans les cercles radicaux noirs. Dans un entretien publié dans la *Monthly Review* en 1964, Malcolm X – dont l'*Autobiographie* allait montrer, peu de temps après, comment un jeune escroc de bas étage pouvait se transformer en militant héroïque – déclarait que, dans la lutte pour l'autogestion de la communauté noire, « l'accent doit être mis sur la jeunesse [...] parce que ce sont les jeunes qui ont le moins en jeu dans ce système corrompu et qui peuvent donc le regarder de la manière la plus objective³⁹⁰ ». Quelques mois plus tard, Max Stanford, l'un des fondateurs du groupe radical Revolutionary Action Movement (RAM), publia un article dans lequel il soutenait que, contrairement aux jeunes Noirs bourgeois, les jeunes de la classe ouvrière membres de gangs possédaient une très grande énergie oppositionnelle : « Les gangs représentent la force la plus dynamique de la communauté noire. Au lieu de combattre leurs frères et leurs sœurs, ils peuvent être formés à combattre "Charlie" [les autorités]³⁹¹. »

Landry avait rencontré Malcolm X et Stanford au printemps 1964, et il était revenu à Chicago avec une nouvelle conception de la manière de combattre « Charlie ». Tout en maintenant la pression sur la ville pour la forcer à trouver une solution adaptée aux conditions déplorables de scolarisation dans les écoles noires, il cherchait maintenant à dénoncer des injustices familières à tous les jeunes du ghetto – les fouilles intempestives, les mauvais traitements et les insultes des policiers, voire les arrestations pour des infractions fictives. À l'été 1964, la brutalité policière était donc devenue l'enjeu central de la lutte menée par l'organisation de Landry, ACT, et ce pour différentes raisons.

Tout d'abord, les actions directes de protestation contre la brutalité policière offraient un moyen de réagir sans pour autant recourir à la violence, à un moment où des groupes comme ACT et CORE

cherchaient à concilier la philosophie de la non-violence et les appels de plus en plus populaires à l'autodéfense armée. Se faire maltraiter et embarquer par la police montrait que l'on n'avait pas peur, et, en mettant l'accent sur le rôle d'agresseurs des policiers, détournait les jeunes de leurs rivalités mesquines avec les autres gangs noirs. La brutalité policière, en particulier lorsqu'elle mettait aux prises un policier blanc et un jeune Noir, illustrait parfaitement l'absence de contrôle des habitants noirs sur leurs propres quartiers et sur leur vie quotidienne, et la critique pouvait ensuite être élargie aux relations raciales plus générales et au pouvoir de l'État.

Il faut dire que l'époque se prêtait idéalement aux dénonciations de la violence policière. La situation était déjà très tendue à la fin des années 1950 : une enquête fédérale du département de police de Chicago avait conduit à l'inculpation de deux agents de police du West Side pour avoir attaché un jeune Noir à un poteau avant de le fouetter à plusieurs reprises à coups de ceinture. Mais l'arrivée d'un nouveau chef de la police, Orlando Wilson, en 1960, donna le signal d'une nouvelle détérioration. Officier de police expérimenté, diplômé en criminologie de l'université de Californie à Berkeley, Wilson avait été embauché par Daley afin de moderniser et de professionnaliser le département de police de Chicago, qui venait d'être éclaboussé par un scandale de corruption. Pour justifier son budget en forte expansion, Wilson était censé obtenir des résultats immédiats. Il mit donc en œuvre une politique controversée de fouilles généralisées dont l'effet logique fut une hausse spectaculaire des confrontations entre la police et les jeunes. En 1961, il donna l'ordre d'« éradiquer tous les gangs » et créa à cette fin une unité spéciale, la Gang Intelligence Unit (GIU). Mais son initiative la plus importante fut sans doute l'effort pour recruter des officiers de police noirs. Deux ans après son arrivée à la tête du Chicago Police Department, celui-ci avait vu le nombre de ses officiers noirs passer de 500 à 1 200. Cette évolution était censée améliorer les relations avec la communauté afro-américaine, mais en réalité elle contribua certainement à répandre l'usage de méthodes agressives par la police de proximité dans les quartiers noirs. Sous la direction de Wilson, de célèbres policiers noirs comme James « Gloves » (« Gants ») Davis reçurent carte blanche pour faire régner l'ordre dans les rues au début des années 1960. Davis, qui, des années plus tard, allait participer au raid qui se solderait par la mort du dirigeant des Black Panthers Fred Hampton, devait son surnom au fait qu'il avait l'habitude de porter un gant noir à la main droite lorsqu'il frappait. Un jour, il fit l'objet de mesures disciplinaires pour avoir frappé un jeune au visage avec son pistolet ; ce dernier reçut pour ces faits des dommages et intérêts de 4 800 dollars.

À l'été 1965, Landry mobilisait des centaines de jeunes dans des manifestations contre la brutalité policière dans le South Side et le West Side. Lors d'un de ces rassemblements dans le quartier de West Garfield Park, la situation dégénéra après qu'un policier eut étranglé et aspergé de gaz lacrymogène l'un des participants. Quelque deux mille jeunes porteurs de pancartes proclamant : « Les Noirs doivent contrôler les quartiers noirs » se rassemblèrent alors devant le commissariat local en jetant pierres et bouteilles³⁹². Par contraste, le même jour, le dirigeant du CCCO, Albert Raby, conduisit une manifestation anti-Willis qui rassembla à peine une centaine de participants, malgré l'annonce d'une rencontre imminente entre le CCCO et Martin Luther King. On voyait bien que c'était maintenant la brutalité policière qui était susceptible de susciter l'indignation et de semer les graines de la rébellion.

Près de un mois plus tard, le 13 août, un autre événement mit le feu aux poudres. Un camion de pompiers parti à toute allure d'une caserne de West Garfield fit une embardée et renversa un panneau stop qui tua sur le coup une jeune femme noire de vingt-trois ans. La nuit suivante, une foule de plus de trois cents jeunes affronta la police, donnant le signal de deux journées d'émeute qui se soldèrent par une soixantaine de blessés et plus de cent arrestations. Au même moment, l'émeute de Watts, à Los Angeles – premier d'une série d'embrasements dans les villes américaines – en était à son troisième jour, et les circonstances de son déclenchement étaient très proches : un contrôle routier qui avait mal tourné avait été suivi par des affrontements entre des gangs de jeunes et la police. C'est pourquoi la question des gangs de rues occupa soudain le devant de la scène dans les ghettos de Chicago. Pour les tenants de la non-violence, les gangs devaient être maîtrisés pour permettre aux protestations de type « action directe » de se poursuivre sans risque d'émeute. Pour les partisans de tactiques plus agressives, les gangs de rues avaient tout de soldats, voire de généraux, idéaux dans la bataille pour l'autogestion des quartiers. Considérés comme un problème pendant des années, ils apparaissaient désormais comme des bandits animés par des préoccupations sociales ou des victimes tragiques de l'oppression des Blancs.

Membres de gangs, pasteurs et oncles Tom

Ce n'était qu'une affaire de temps avant que les gangs eux-mêmes ne commencent à prendre conscience de leur rôle dans le drame

historique en train de se dérouler. Ainsi, c'est bien de l'été 1964 que les membres des Vice Lords, le plus puissant gang du West Side au milieu des années 1960, dataient le réveil de leur conscience dans un livre paru une décennie plus tard. Les dirigeants des Lords étaient des jeunes d'une vingtaine d'années qui s'étaient rencontrés en 1958 à la maison de redressement Saint Charles – connue dans le langage des rues sous le nom de « Charlie Town ». Selon eux, ce qui avait motivé leur décision de « faire quelque chose de constructif » était leur inquiétude à propos des « plus jeunes mecs » du gang. « Les gars ont regardé autour d'eux et vu combien d'entre eux avaient été tués, blessés ou envoyés en prison, expliquèrent-ils à leur biographe, et ils décidèrent qu'ils ne voulaient pas que les plus jeunes suivent le même chemin et se prennent des coups et des blessures dans les affrontements de gangs. » Il est clair que, par « constructif », ils n'entendaient nullement politique ou altruiste ; influencés par les idées du *Black Power* sur le rôle clé de l'entrepreneuriat noir pour améliorer le sort des communautés afro-américaines, les Lords voulaient d'abord « essayer d'ouvrir des entreprises ». Mais Watts eut un impact considérable sur leur façon de penser : « Lorsque les émeutes débutèrent à Watts en 1965, la plupart d'entre nous étaient fiers que quelqu'un ait pu faire un truc pareil³⁹³. »

Le territoire des Vice Lords couvrait des quartiers tombés, à l'été 1965, sous la coupe d'ACT ; ainsi, il n'est guère surprenant que le gang ait commencé, à cette époque, à changer d'opinion sur son rôle au sein de la communauté. L'emprise d'ACT eut en effet pour conséquence de faire des Vice Lords l'un des premiers gangs politisés. Mais avant qu'un glissement politique soit possible, les gangs afro-américains de Chicago devaient renoncer, au moins en partie, à leur stratégie brutale de conquête de la suprématie et du respect dans les rues. Au printemps 1965, les plus grands et les plus effrayants gangs de combat de Chicago – les Vice Lords et leurs rivaux du West Side, les Egyptian Cobras, ainsi que les Blackstone Rangers du South Side et les Disciples, leurs ennemis – ne pensaient à rien d'autre qu'à grossir leurs rangs ; leur survie en dépendait. Fin 1966, les Blackstone Rangers et les Vice Lords comptaient chacun, selon la rumeur, plus de 2 000 membres, tandis que les Disciples et les Cobras avaient probablement 500 à 1 000 fidèles, un nombre tout juste suffisant pour qu'ils puissent résister à leur absorption par leurs rivaux.

Ces effectifs impressionnants avaient pu être atteints grâce à des campagnes de recrutement forcé qui suscitaient l'hostilité de nombreux habitants de ces quartiers – comme Woodlawn, dans le South Side, ou Lawndale dans le West Side. Un grand nombre de jeunes, que ce soit ou non sous la pression de leurs parents, ne

voulaient rien avoir à faire avec ce monde meurtrier, mais les gangs ne pouvaient pas se permettre de laisser leurs rivaux rafler la mise. Ainsi, les bains de sang devinrent fréquents dans les lieux où se rassemblaient les jeunes et jusque dans les cours d'école. Ces incidents permettaient aux autorités municipales de crier haut et fort que c'étaient les gangs qui portaient la responsabilité des deux problèmes dont se plaignaient les Noirs de la ville depuis des années : les conditions déplorables de scolarisation et la brutalité policière. Et l'argument fonctionnait auprès de parents inquiets de voir la vie de leurs enfants menacée. Par exemple, lors d'une réunion particulièrement houleuse organisée à Woodlawn entre des parents et la police après l'assassinat d'un boy-scout, la salle enragée se mit à applaudir à tout rompre lorsque quelqu'un cria : « Au diable les accusations de brutalité policière, utilisons enfin la force contre ces petites brutes³⁹⁴ ! »

Si les gangs les plus imposants étaient en très grande majorité composés d'hommes, ils avaient aussi des branches féminines – les Vice Ladies, les Cobraettes ou encore les Rangerettes. Presque tous comportaient également une division junior, voire « mini » – une situation terrifiante pour les parents, mais qui révélait bien à quel point ces organisations étaient représentatives de la communauté. Par ailleurs, de nombreux Noirs de Chicago comprirent progressivement que beaucoup de membres de gang avaient quitté l'école précisément à cause de la discrimination systémique qui y régnait ; de ce fait, le traitement que ces jeunes subissaient dans les rues de la part des policiers apparaissait comme une preuve supplémentaire de cette discrimination.

Tous ces facteurs incitèrent les gangs à faire leur entrée par la grande porte dans le monde de la politique locale. Le gospel du *Black Power* avait donné naissance à un groupe de dirigeants bien informés et charismatiques dont l'objectif dépassait désormais le simple élargissement de leurs rangs. Ces dirigeants, par exemple dans le cas des Vice Lords, étaient souvent plus âgés que les jeunes qu'ils tentaient de recruter et leur servaient de mentors, de grands frères, voire de modèles paternels. Ils avaient compris que, au lieu de les intimider, il leur fallait les organiser, les éduquer et les former. Pour cela, ils devaient les convaincre de renoncer au mode traditionnel de contrôle de la rue et d'embrasser un ensemble de concepts, inspirés du *Black Power*, mêlant l'unité raciale et la lutte pour les droits civiques, l'autogestion des communautés et l'entrepreneuriat noir.

La crédibilité de ces gangs fut renforcée par l'attention soudaine que leur prêtèrent les hauts dirigeants de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), les journalistes et même des représentants venus

de Washington en costume-cravate. À partir de l'été 1966, presque toutes les grandes organisations de droits civiques de Chicago demandèrent à rencontrer la Conservative Vice Lord Nation et la Blackstone Ranger Nation – nouveaux noms de ces organisations, où l'ajout du mot « nation » témoignait de la respectabilité à laquelle elles aspiraient. La nouvelle de ces entrevues se répandit comme une traînée de poudre. Déjà admirés par les enfants et les adolescents pour leur démarche assurée, les leaders de ces gangs devinrent alors de véritables héros. À Woodlawn, des gamins de huit ou neuf ans formèrent des groupes « Pee Wee Ranger », et dans tout le quartier des enfants criaient : « Blackstone tout-puissant ! » sur les aires de jeux et dans les cours de récréation³⁹⁵. À Lawndale, de jeunes garçons s'attroupaient autour des Vice Lords dès qu'ils apparaissaient et portaient les mêmes bérets, bien trop grands pour eux, que leurs « chefs » – terme consacré pour désigner les dirigeants de ce gang³⁹⁶.

Mais rien ne fit briller davantage leur auréole que leur intimité soudaine avec Martin Luther King en personne. Une fois adoptées les deux grandes lois sur les droits civiques et sur le droit de vote – le *Civil Rights Act* en 1964 et le *Voting Rights Act* en 1965 –, la SCLC se consacra au problème de la ségrégation *de facto* qui sévissait dans le Nord. Par un hasard du destin, c'est Chicago qui devint le champ de bataille crucial de cette campagne. D'une certaine façon, ce choix s'était fait par défaut : les dirigeants noirs clés de Philadelphie et de New York ayant refusé la proposition de la SCLC de faire de leur ville un cas test, King accepta volontiers la demande du CCCO, qui, sous la direction d'Al Raby, lui demanda de venir à Chicago pour les aider à relancer le mouvement local moribond. King avait en outre toujours été chaleureusement reçu à Chicago, et il croyait – rétrospectivement, avec une certaine naïveté – pouvoir utiliser à son profit la domination totale de Daley sur l'appareil politique de la ville. Comme le dit plus tard le secrétaire de presse de Daley, Earl Bush, « King pensait que si Daley allait devant un micro déclarer : “Que la discrimination cesse”, elle cesserait³⁹⁷ ».

Les conseillers de King avaient pourtant tenté de le convaincre que les choses ne seraient pas aussi faciles qu'il l'imaginait. Bayard Rustin ne cessait de lui dire : « Tu ne connais pas Chicago... Tu vas te faire laminer³⁹⁸. » De fait, la ville posait des problèmes spécifiques. Contrairement aux villes du Sud, elle possédait son propre *leadership* politique noir en la personne de William Dawson et d'un groupe de conseillers municipaux. Ils avaient bénéficié de juste assez de faveurs de la mairie pour fermer les yeux sur la « politique digne de l'époque des plantations » menée par Daley dans les quartiers noirs, contrôlés d'une main de fer tout en étant largement négligés en termes

d'investissement public. Surnommés les « six silencieux » par leurs critiques – selon lesquels ils ne pouvaient prendre la parole dans les réunions du conseil que lorsque le *floor leader* de Daley, Thomas Keane, les y autorisait –, ces conseillers étaient William Campbell de la 20^e circonscription, Robert Miller de la 6^e, William Harvey de la 2^e, Ralph Metcalfe de la 3^e, Claude Holman de la 4^e et Benjamin Lewis de la 24^e. Celui-ci fut retrouvé en 1963, la nuit de sa victoire aux primaires, menotté à son bureau et tué de trois balles dans la tête, une cigarette consumée entre les doigts. Lewis était apparemment tombé en disgrâce auprès de Daley et de Dawson lorsqu'il s'était mis à réclamer une plus grosse part du gâteau des circonscriptions de la ville. La morale de cette histoire était claire pour les cinq « silencieux » restants. Les hommes de Daley dans les prétendues « circonscriptions de plantation » avaient déjà fait de leur mieux pour s'opposer au mouvement de protestation scolaire du CCCO, et ils n'allaient pas accueillir King à bras ouverts. Il n'échappait à personne que les « rêves » intégrationnistes de King étaient le cauchemar des hommes politiques noirs locaux, dont le pouvoir dépendait du maintien de leurs électeurs dans des circonscriptions bien délimitées. Et ce qui était bon pour l'appareil politique noir local était bon pour la Machine elle-même³⁹⁹. De plus, si la campagne de King dans le Sud avait reçu un large soutien de la communauté religieuse noire, il ne pouvait pas s'attendre à la même chose à Chicago. En 1966, le révérend Joseph H. Jackson, ami proche de la Machine, était de plus en plus critiqué pour son opposition d'« oncle Tom » à la lutte pour les droits civiques, mais il continuait de présider une congrégation de près de quinze mille membres dans le South Side. Et il y avait aussi le dirigeant de Nation of Islam, Elijah Muhammad, qui pouvait se targuer de milliers de partisans musulmans noirs à Chicago et qui, après avoir promis son soutien à King, finit par le critiquer ouvertement pour avoir vendu les Noirs à l'Amérique blanche.

Pour King, cependant, tous ces problèmes étaient secondaires. Ses deux principaux défis étaient de faire descendre les habitants ordinaires de Chicago dans les rues et de maintenir le calme. Il avait compris que les gros gangs de la ville avaient le pouvoir soit de l'aider, soit de le faire échouer dans ces deux objectifs. Après la quasi-émeute de Garfield Park l'été précédent, les dirigeants du Chicago Freedom Movement (CFM) – nom donné à la nouvelle alliance entre la SCLC et le CCCO – redoutaient une explosion urbaine qui mettrait en péril leur campagne non violente. Les gangs, avec le nombre très élevé de jeunes qui leur étaient loyaux, pouvaient se révéler précieux pour permettre à King et à Al Raby d'assembler une armée de manifestants non violents en vue d'une série de défilés dans les quartiers blancs du sud-ouest de Chicago – même si leur participation impliquait qu'ils

s'engagent eux-mêmes à la non-violence.



Martin Luther King lors d'une manifestation à Chicago le 27 juillet 1965 pour préparer le terrain en vue de sa campagne de l'année suivante.

Aussi, en janvier 1966, quelques jours après s'être installé avec sa famille dans son appartement délabré du 1550 South Hamlin Avenue, dans le quartier de Lawndale, King recevait déjà plusieurs jeunes du quartier membres des Vice Lords. Au printemps, la campagne pour rallier les gangs de Chicago à la cause du mouvement non violent était déjà bien avancée. Le 9 mai, James Bevel et Jesse Jackson, de la SCLC, organisèrent une « conférence des leaders » à destination d'un groupe de plus de deux cent cinquante Blackstone Rangers dans le quartier de Kenwood ; après avoir visionné des images de l'émeute de Watts, les participants discutèrent de la non-violence. La première semaine de juin, la direction du Chicago Freedom Movement porta le même message dans le West Side, où elle organisa des réunions avec les Vice Lords et les Cobras⁴⁰⁰. Après avoir envoyé plusieurs membres des Vice Lords et des Rangers dans le Mississippi pour qu'ils y observent aux premières loges la campagne pour les droits civiques, la SCLC accueillit plus de cinquante dirigeants de gangs pour la première « convention annuelle des gangs » à l'hôtel Sheraton, dans le centre-ville, la veille du premier grand rassemblement du CFM⁴⁰¹.

Tout cela semblait de bon augure, mais, le lendemain, lorsque le CFM réunit son armée sur le terrain de football américain de Soldier Field pour une démonstration de son unité et de sa force, les graves

tensions qui caractérisaient ses relations avec les gangs noirs éclatèrent au grand jour. Deux cents Vice Lords, Blackstone Rangers et Disciples prirent place au centre du terrain, plusieurs d'entre eux brandissant un grand drapeau blanc portant les mots « *Black Power* », une expression abhorrée par King. S'ensuivit une escarmouche entre certains membres des gangs et des journalistes qui prenaient des photos. Puis l'ensemble du groupe quitta brutalement le stade. Il apparut après coup que ce départ soudain était une réponse à ce qu'ils considéraient comme un affront : l'un d'entre eux avait en effet entendu un haut dirigeant de la SCLC proférer des insultes à leur sujet et affirmer qu'on n'avait pas besoin d'eux, car ils ne pouvaient causer que des troubles⁴⁰².

Les militants du mouvement bien au fait de la problématique des gangs ne furent guère surpris par cet incident, ni par la participation relativement faible – trente mille personnes contre les cent mille attendues. Le style non violent de la lutte avait suscité, dès le début, le scepticisme et les critiques ouvertes des gangs. Les Rangers avaient même ridiculisé l'idée d'entonner des chants de la liberté, provoquant la colère de James Orange, de la SCLC, un homme au physique impressionnant : « Vous pensez que vous êtes trop durs pour chanter ? Eh bien, je suis beaucoup plus dur que vous tous, et je vous dis que nous allons chanter⁴⁰³. » Surtout, les membres des gangs ne pouvaient accepter de se mettre physiquement en danger en échange d'un résultat au mieux incertain. Les dirigeants du mouvement pour les droits civiques leur avaient en effet demandé d'être prêts à aller en prison et à se faire tabasser pour la cause⁴⁰⁴. Or, comme l'expliqua plus tard Cupid, membre des Vice Lords et du groupe qui avait quitté Soldier Field ce jour-là : « Je ne peux pas faire disparaître en chantant la brique qui a frappé ma putain de tête. Je ne peux pas vaincre comme ça. Si un fils de pute vous frappe, vous l'abattez⁴⁰⁵. »

La prévalence des raisonnements de ce type parmi les membres de gangs noirs de Chicago apparut encore plus clairement deux jours plus tard, lorsqu'une rébellion massive secoua le West Side. Des policiers intervenus pour un vol de glaces dans un camion tombé en panne au croisement des avenues Throop et Roosevelt, dans le Near West Side, s'en prirent ensuite à un groupe de jeunes qui se rafraîchissaient dans l'eau d'une bouche à incendie ouverte, et les maltraitèrent. Il existait plusieurs piscines publiques dans le quartier, mais elles étaient hors des limites du territoire autorisé aux Noirs. Malgré les efforts des dirigeants de la West Side Organization (WSO) pour calmer les habitants en colère qui commençaient à s'attrouper autour de la scène, la situation dégénéra. Ce soir-là, Martin Luther King s'adressa à la foule réunie dans l'église baptiste voisine Shiloh pour renouveler son

appel à la non-violence, mais des jeunes quittèrent brusquement l'assistance pour retourner dans la rue aux cris de : « *Black Power !* » Le lendemain, une réunion entre des membres de gangs, des officiers de police et des dirigeants du mouvement pour les droits civiques se termina de la même manière⁴⁰⁶.

Avant que la Garde nationale ait pu rétablir l'ordre, l'émeute du West Side avait fait deux morts, plus de quatre-vingts blessés, et causé des dommages matériels pour plus de 2 millions de dollars. Daley s'empessa d'accuser les dirigeants du Chicago Freedom Movement d'avoir incité les gangs à la violence, comme le prouvait, selon lui, la diffusion de films sur Watts par la SCLC. « Qui sait fabriquer un cocktail Molotov ? demanda-t-il lors d'une conférence de presse. Quelqu'un doit nécessairement former ces jeunes. » Ce qui était peut-être le plus déconcertant dans cette affaire, c'était qu'elle avait éclaté de manière spontanée parmi des jeunes non affiliés aux célèbres gangs. Elle semblait donc résulter davantage d'une atmosphère générale que d'un plan concerté. De toute évidence, le message de King et de la SCLC ne convainquit pas la jeune génération de Chicago.

Malgré la brouille entre le CFM et les principaux gangs, lorsque vint le moment de défiler dans certains bastions racistes de Chicago, plusieurs membres de gangs étaient prêts à répondre à l'appel. Le projet était d'organiser une série de « marches pour la liberté résidentielle » (*open housing marches*) dans le quartier de Gage Park-Chicago Lawn-Marquette Park, dans le sud-ouest de la ville, là où, selon le recensement de 1960, seuls 7 habitants sur plus de 100 000 n'étaient pas blancs. Les choses s'engagèrent mal : à Chicago Lawn et Gage Park, une foule d'habitants blancs accueillit les manifestants par des jets de bouteilles, de pierres et d'explosifs, et aux cris de : « Pouvoir blanc ! » et : « Brûlez-les comme les Juifs ! » La SCLC-CCCO décida donc de réunir un groupe plus nombreux pour la marche suivante, prévue dans Marquette Park et Chicago Lawn le 5 août. Parmi les quelque mille quatre cents participants réunis à l'église baptiste New Friendship avant le défilé figuraient, selon un agent de police infiltré de la Gang Intelligence Unit (GIU), plus de deux cents membres de gangs du South Side et du West Side. Ayant juré de respecter les règles de la non-violence, ils devaient assurer le service de sécurité pendant le défilé⁴⁰⁷. Plusieurs Blackstone Rangers s'étaient munis de gants de base-ball pour attraper au vol les éventuelles bouteilles, briques ou pierres⁴⁰⁸. Cependant, ils n'étaient pas de taille à s'opposer aux milliers de Blancs qui déversèrent sur eux des tonnes de haine et de débris, et qui n'hésitèrent pas à en venir aux mains avec la police pour pouvoir atteindre les manifestants. On entendit fuser

des cris comme : « À mort ces nègres ! » et : « On veut la peau de Martin Luther le moricaud ! » Une pierre atteignit Martin Luther King à la tête, lui ouvrant le front ; et c'était loin d'être la seule victime. King déclara ensuite à un journaliste du *New York Times* que « les habitants du Mississippi devraient venir à Chicago pour apprendre ce qu'est vraiment la haine⁴⁰⁹ ». En tout cas, face à ce déchaînement de violence, principalement dû à des adolescents et à de jeunes hommes du même âge qu'eux, les membres des gangs tinrent parole. Comme le rappela Martin Luther King après le défilé : « Je me souviens d'être en train de défiler avec des Blackstone Rangers pendant que les bouteilles pleuvaient sur nous et de les voir le nez cassé et tout ensanglantés ; et je les ai vus continuer à marcher, sans qu'aucun d'eux fasse usage de violence en réponse⁴¹⁰. »

Malgré ce triomphe symbolique, ce jour sanglant à Marquette Park détruisit ce qui restait de l'alliance entre les gangs de Chicago et le mouvement non violent. Les gangs du South Side, comme les Rangers et les Disciples, s'étaient ralliés à la marche à cause de l'implication personnelle de King ; d'un autre côté, les relations étaient encore tendues avec les gangs du West Side, qui brillèrent par leur absence ce jour-là. Les membres qui avaient choisi de participer à la marche étaient certainement conscients de l'occasion historique qui leur était ainsi offerte. Ils avaient été marginalisés dans leurs propres communautés, et l'attention que King et les autres leaders du mouvement pour les droits civiques leur portaient leur permettait maintenant de s'insérer dans le flux même de l'Histoire. Mais, de manière ironique, alors même que cette prise de conscience accrut leur pouvoir en leur montrant qu'ils n'avaient plus besoin du CFM, les gangs étaient désormais inquiets à l'idée d'être submergés par un mouvement dirigé par des gens qu'ils considéraient comme des étrangers à leurs communautés.

L'historien Robin Kelley a attiré notre attention sur les différences qui existaient parfois entre les objectifs des grandes organisations pour les droits civiques et les préoccupations des communautés noires de la classe ouvrière ; la campagne pour la « liberté résidentielle » du CFM en est un parfait exemple⁴¹¹. En effet, nul doute que de nombreux jeunes Noirs du West Side, sensibles à la notion d'autogestion de la communauté inspirée du *Black Power*, ne voyaient guère l'intérêt de risquer leur peau pour défiler dans un quartier de classe moyenne blanche où ils n'auraient absolument pas eu envie de vivre même s'ils avaient pu le faire. Les Vice Lords, par exemple, semblaient plus proches des organisations s'occupant des problèmes de leur propre quartier. Ainsi, dans la lettre d'information de l'East Garfield Park Community Organization du 25 juillet 1966, le leader des Vice Lords,

Duck (James) Harris, expliqua à l'East Garfield Union to End Slums (EGUES) que « les Vice Lords [avaient] rejoint le mouvement pour venir en aide à la population », se référant par là à leurs voisins du West Side⁴¹². Martin Luther King avait eu beau participer à la création de l'EGUES, le succès de cette organisation reposait sur son action locale. Lorsque l'EGUES parvint à amener les propriétaires de taudis à la table de négociations cet été-là, les habitants du quartier eurent le sentiment d'avoir un pouvoir qui manquait cruellement au mouvement non violent du Chicago Freedom Movement. La SCLC était en outre en décalage avec la réalité de la vie de nombreux membres de gangs : cela était clairement apparu tôt dans la campagne lorsque, dans un effort pour susciter l'intérêt des Rangers et des Disciples, un représentant de la SCLC avait déclaré dans une salle remplie de jeunes ayant abandonné le lycée qu'ils pourraient bientôt suivre des cours à la prestigieuse université Northwestern⁴¹³.

Tout mouvement à l'échelle de la ville se serait heurté à des problèmes similaires : les gangs de rues s'étaient en effet développés dans une logique accordant une grande valeur à l'autonomie et au contrôle du territoire prônés par le *Black Power*, et ils suivaient un code imposant de se venger de la moindre agression physique. Lors d'un rassemblement d'ACT auquel participèrent des membres de gangs du West Side le 31 juillet, les intervenants firent référence au tabassage des dirigeants du mouvement pour les droits civiques qui avait eu lieu le jour même et recommandèrent de répondre à ces actes de *whitey* par la violence⁴¹⁴. Quatre jours plus tôt, Stokely Carmichael, haut dirigeant du SNCC, était intervenu lors d'un « rassemblement pour le pouvoir noir » et avait appelé les Afro-Américains à reprendre le contrôle de leurs communautés, même s'il fallait pour cela user de moyens violents. De telles idées avaient fait leur chemin jusqu'aux ghettos par le biais d'un groupe charismatique d'élites de gangs dont la réinterprétation du *Black Power* devint vite parole d'Évangile dans les rues.

Le plus charismatique de ces dirigeants était sans conteste le leader des Rangers, Jeff Fort. En 1966, à tout juste dix-neuf ans, Fort était déjà l'un des membres les plus influents du comité Main 21, qui dirigeait les nombreux groupes semi-autonomes composant la Blackstone Ranger Nation. De carrure relativement modeste, Fort devait son ascension dans la Nation moins à ses gros bras qu'à sa capacité à conquérir les cœurs et les esprits des adolescents du South Side. Il incarnait une variante de l'idéologie du *Black Power* adaptée à la situation de ces derniers. Le révérend John Fry, pasteur blanc de l'église First Presbyterian Church de Woodlawn, qui commença à fournir aux Rangers un espace de réunion en 1966, fut le témoin de

l'un des plus grands trésors de rhétorique déployés par Fort en décembre 1966, à un moment clé de l'évolution du gang vers la politique de l'autogestion locale. Après avoir évoqué des images de l'Afrique antique et décrit l'avènement de la traite des esclaves, Fort, selon Fry, suscita l'enthousiasme déchaîné des jeunes présents lorsqu'il leur dit, dans son anglais approximatif : « Toutes les études qu'on fait vont rien changer... On va avoir notre prop' gouvernement, comme nos papas l'ont fait il y a longtemps... S'ils ne nous laissent pas entrer dans leur gouvernement, nous faisons le nôtre⁴¹⁵. » Puis, dénonçant les mauvais traitements policiers, il déclara : « Et ce n'est pas normal, car NOUS SOMMES TOUS DES PRINCES. » D'après le récit de Fry, les jeunes de Woodlawn passèrent les semaines suivantes à écrire le mot « Prince » sous toutes ses formes sur les murs de leurs quartiers, jusqu'à ce que quelqu'un eût l'idée de transformer le nom du groupe en « Black P. Stone Rangers ».

Le talent de Fort et d'autres dirigeants – Lamar Bell et Eugene Hairston des Rangers, David Barksdale et Nick Dorenzo des Disciples, Bobby Gore et Alfonso Alford des Vice Lords, notamment – était trop évident pour être négligé. Leur valeur ne tenait pas seulement à leur capacité à mobiliser, mais aussi à leur capacité à démobiliser. Watts, suivi d'autres émeutes urbaines à l'été 1966, avait mis les démocrates partisans de la Grande Société de Johnson sur la défensive. L'utilisation par Reagan de la rhétorique de la réaction conservatrice et du rétablissement de l'ordre lui avait permis de devenir gouverneur de la Californie en 1966, et, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1968, les responsables de l'administration Johnson cherchaient à limiter les dégâts à l'approche de l'été 1967. De plus, le projet d'investir dans des communautés urbaines défavorisées par l'intermédiaire du Community Action Project (CAP) dans le cadre de la Grande Société, et de donner à leurs habitants la « participation maximale possible » dans les programmes sociaux, était remis en cause à chaque explosion de violence urbaine : réussir à incorporer les gangs dans la structure de pouvoir locale légitime aurait constitué la solution idéale aux yeux des stratèges politiques du Parti démocrate. Et le fait que les gangs étaient soudain utiles à Washington les rendait utiles aux organisations locales en quête de financements fédéraux pour leurs propres programmes de développement communautaire.

Alors qu'elle fixait les détails d'un programme d'aide à la jeunesse avec des responsables de l'Office of Economic Opportunity (OEO) au début de 1967, The Woodlawn Organization (TWO) constata que Washington était absolument inflexible sur un point essentiel : que les gangs y jouent un rôle important. Le résultat, quelques mois plus tard, fut une subvention de l'OEO d'un montant de 957 000 dollars pour un

projet révolutionnaire qui utilisait la structure existante des gangs de Woodlawn – les Blackstone Rangers et les Devil's Disciples – comme base d'un programme proposant aux jeunes des cours de rattrapage, des loisirs, de la formation professionnelle et une aide à l'emploi⁴¹⁶. Inspirés par leurs rivaux du South Side, les Vice Lords, avec l'aide d'un chercheur qui rencontra les dirigeants du gang à l'occasion d'une étude réalisée pour le compte du President's Council on Youth Opportunity, s'immatriculèrent au registre du commerce en septembre 1967 : dès les premiers mois de 1968, ils avaient obtenu une subvention de 15 000 dollars de la Fondation Rockefeller et une subvention de contrepartie d'un même montant dans le cadre d'une campagne du secteur privé en faveur du renouvellement urbain intitulée Opération Bootstrap (nom tiré d'une expression incitant les jeunes à se hisser à la force du poignet).

L'histoire qui s'ensuivit est aussi complexe que controversée. Plusieurs chercheurs et militants, dont la plupart étaient, d'une manière ou d'une autre, impliqués dans les organisations concernées, ont essayé d'y voir plus clair dans les scandales et les procédures judiciaires qui ont conduit à la résiliation du financement de ces programmes. Les sympathisants des gangs soutiennent généralement que Daley a utilisé la Gang Intelligence Unit (GIU) de son département de police pour harceler, infiltrer et subvertir activement les gangs impliqués, parce que leur succès manifeste remettait en cause sa propre emprise sur les quartiers noirs du South Side et du West Side – des zones de la ville soutenant traditionnellement massivement la machine Daley à chaque élection⁴¹⁷. De fait, les activités anti-Machine des Rangers et des Vice Lords étaient attestées, y compris leur soutien aux candidats d'opposition au conseil municipal et leur promotion active d'un boycott des élections municipales de 1967, qui réduisit le nombre total de suffrages exprimés en faveur de Daley dans ce qui était jusqu'alors connu pour être des « circonscriptions de plantation ». Cette thèse aurait pu être étayée encore plus solidement si ses tenants avaient pu consulter les dossiers de la GIU, désormais accessibles aux chercheurs. Bien qu'ils aient été en grande partie détruits, ils fournissent des preuves convaincantes du rôle que la GIU a joué dans le sabotage de ces programmes. Les infiltrés n'étaient pas chargés seulement de constater et de déterrer des éléments compromettants, mais aussi de semer les graines de la destruction au sein d'une alliance déjà fragile entre gangs, associations locales et groupes nationalistes noirs.

Particulièrement intéressants pour les agents de la GIU étaient les signes de coopération entre les différents supergangs, ainsi que le développement de liens entre les gangs et une série de groupes

défenseurs du Black Power – ACT, RAM, SNCC, l'Afro-American Student Association, les Deacons of Defense et, plus tard, les Panthères noires. La surveillance alla au-delà, assurément, de la détection d'éventuelles activités criminelles, et, même si la menace d'un complot visant à provoquer des troubles urbains était relativement crédible à cette époque, la majeure partie des rapports de la GIU détaillant les activités politiques et sociales des Rangers, des Disciples et des Vice Lords peut difficilement être expliquée ainsi – ce que la ville essaya pourtant de faire.

Comme l'a soutenu John Hall Fish, la plupart des observateurs, y compris une équipe d'évaluateurs indépendants nommés par le gouvernement fédéral pour étudier le programme de subventions de l'OEO, étaient d'accord avec la vision du porte-parole de la TWO, le révérend Arthur Brazier, selon laquelle « le projet a été saboté parce que l'*establishment* politique ne pouvait tolérer qu'une organisation locale indépendante telle que la TWO reçoive des fonds qui n'étaient pas contrôlés par l'*establishment* lui-même⁴¹⁸ ». Selon Fish, il y avait à Chicago trop d'acteurs directement intéressés par l'échec du programme de la TWO – le maire, la police et même les services sociaux⁴¹⁹.

Si les détracteurs les plus cyniques n'hésitèrent pas à dépeindre ces « résultats positifs » comme autant de tentatives des gangs pour dissimuler leurs activités criminelles, la liste des réalisations pouvant être attribuées aux Rangers et aux Disciples en une période si courte n'en est pas moins impressionnante : ils montèrent avec succès, sous la direction du pianiste de jazz Oscar Brown, une comédie musicale intitulée *Opportunity Please Knock*, qui joua à guichets fermés pendant six week-ends consécutifs ; ils aidèrent à plusieurs reprises à ramener le calme dans leurs territoires au bord de l'émeute, notamment après l'assassinat de Martin Luther King, alors que des émeutes éclataient dans de nombreux autres quartiers de la ville ; ils respectèrent une trêve pendant toute la durée de leur participation au programme de la TWO et, selon les évaluateurs de cette dernière, jouèrent un rôle essentiel dans la forte réduction du taux de criminalité violente du troisième district de la ville. Enfin, leurs efforts en matière de formation professionnelle conduisirent à l'embauche de 83 à 107 stagiaires sur 634 – des résultats que les évaluateurs de la TWO jugèrent égaux ou supérieurs à ceux de la plupart des autres programmes du même type mis en œuvre à Chicago⁴²⁰. À l'autre bout de la ville, dans le quartier de Lawndale, avec beaucoup moins d'argent et presque autant de malveillance de la part de la police, les Vice Lords pouvaient se targuer d'avoir accompli des réalisations encore plus impressionnantes, dont une campagne de nettoyage de

leur quartier (« et du gazon remplacera le verre cassé »), la mise en place d'un programme de formation professionnelle financé par la Coalition for Youth Action et le département américain du Travail, la création d'un groupe de défense des droits des locataires qui réussit à empêcher quarante-trois évictions et à reloger trente-deux familles, la gestion de deux centres pour la jeunesse et d'une agence pour l'emploi, l'ouverture d'un magasin d'artisanat africain et d'un restaurant africain, et le lancement d'une galerie d'art (« Art et Âme »). De plus, comme à Woodlawn, ces activités correspondirent à une baisse de la criminalité violente.



Les Blackstone Rangers militant pour le *Black Power* le 8 juillet 1968, dans une démonstration de force effrayante pour la « Machine » Daley.

L'image de ces remarquables progrès a été largement ternie par l'administration Daley, qui déclara sa « guerre contre les gangs » en 1969, ainsi que par la couverture médiatique sensationnaliste des auditions de la sous-commission permanente du Sénat dirigée par le sénateur John McClellan sur les enquêtes de la commission des opérations gouvernementales au printemps 1968. Brossant un tableau édifiant du programme, McClellan dénonça l'OEO pour avoir, notamment, « acheté » par ses subventions la paix dans les quartiers noirs. Il accusa aussi les Rangers d'avoir exigé des pots-de-vin des stagiaires (qui recevaient un salaire hebdomadaire pour suivre les

programmes de formation professionnelle) et expliqua que les gangs s'étaient servis du programme comme d'un paravent pour poursuivre leurs activités criminelles, en particulier le meurtre, le cambriolage, le viol et l'extorsion. Ces accusations reposaient essentiellement sur le témoignage, plus que douteux, de George « Watusi » Rose, ancien chef des Rangers devenu informateur pour la police, mais elles furent prises suffisamment au sérieux pour que l'OEO décide de mettre fin à son financement du Youth Manpower Project. Les Vice Lords, quant à eux, poursuivirent leur action après 1968, mais leur image souffrit aussi énormément de leurs très nombreux déboires judiciaires, à commencer par la condamnation, controversée, pour meurtre de leur talentueux dirigeant Bobby Gore – lequel continue aujourd'hui de clamer son innocence. Typique de la manière dont la presse locale exploita les problèmes judiciaires des Vice Lords et des Rangers pour dénigrer leurs activités communautaires fut l'édition du *Chicago Tribune* du 21 juin 1969, qui publiait côte à côte un article sur les condamnations pour meurtre des Vice Lords et un autre intitulé « Des subventions fédérales et privées versent de gros dividendes aux gangs de rues »⁴²¹.

S'il est fort possible que Gore ait été innocent des accusations portées contre lui, il admit qu'un grand nombre des membres de son gang auraient plus de mal que lui à troquer leurs habits de criminels contre ceux d'étudiants, de militants ou de travailleurs sociaux. Interviewé dans le cadre d'un documentaire sur les Vice Lords réalisé par la chaîne History Channel, Gore soutient que si la GIU a si bien réussi à saboter les efforts des Vice Lords, c'est parce que certains d'entre eux continuaient de commettre des meurtres, des cambriolages et des viols. « Nous nous sommes littéralement tiré dans le pied, expliqua-t-il, parce que s'il n'y avait pas eu des gars qui avaient fait les cons – pardonnez-moi l'expression –, ils n'auraient pas eu d'excuse pour nous écraser comme ils l'ont fait⁴²². » Ce commentaire suggère également que la structure hiérarchique des gangs n'était pas suffisamment solide pour empêcher de tels actes.

Toutefois, la conscience du pouvoir noir joua aussi un rôle négatif dans la lutte des habitants noirs de Chicago pour obtenir la part du gâteau qui leur revenait, même si ce ne fut pas pour les raisons simplistes avancées par ses détracteurs. Comme l'explique Robert Self, « le pouvoir noir était un concept extraordinairement malléable⁴²³ ». Et, lorsqu'il poursuivait la logique propre aux gangs de contrôle de territoires, il rendait quasiment impossible toute unification des gangs. Lorsque Jeff Fort électrifia son public de jeunes Rangers en leur promettant : « Nous allons avoir notre propre gouvernement », rares étaient ceux qui entendaient un « nous » incluant les Disciples ou un

quelconque autre gang de la ville. L'importance accordée au « pouvoir » par l'idéologie du *Black Power* prêtait aussi à confusion : les milliers de jeunes affiliés à ces gangs s'attendaient à tirer de leurs efforts un profit personnel, mais il n'y avait pas suffisamment de bénéfices pour tout le monde.

La manière dont les gangs de rues les plus puissants rejoignirent la lutte pour les droits civiques mais en sortirent désenchantés en dit long sur les raisons de l'échec final de la campagne de Martin Luther King dans le Nord. Mais il s'y ajoutait d'autres motifs plus spécifiquement liés à Chicago. Notamment, le contexte idéologique plus large dans lequel s'inscrivait la lutte pour les droits civiques y avait considérablement changé. La sympathie des Blancs pour la cause noire s'était soudain volatilisée – un phénomène que reflétaient les sondages d'opinion effectués après les marches en faveur de la déségrégation résidentielle, montrant que les Blancs considéraient les manifestants (et non leurs opposants) comme responsables de la violence qui avait éclaté. Daley avait activement contribué à cette situation. En effet, dès que King avait commencé à préparer une campagne à Chicago, le maire s'était mis à réfléchir à différents programmes fantômes destinés à contrer chaque initiative du CFM. « Nous cherchons tous, comme le docteur King, à éliminer les taudis », annonça-t-il début janvier 1966. À partir de ce moment-là, la stratégie de la mairie fut de ne pas s'opposer directement au CFM, mais de donner l'impression de soutenir ses objectifs – d'une manière toutefois suffisamment vague et *colorblind* pour ne pas susciter la colère dans les quartiers ouvriers blancs de la Bungalow Belt. Par exemple, lorsque le conseiller municipal de la 17^e circonscription, Charles Chew, qui fut le premier élu local noir à s'opposer à la Machine, rejoignit son homologue *liberal* des quartiers en bordure de lac, Leon Despres, pour soutenir une proposition d'arrêté municipal sur la liberté résidentielle, Daley fit en sorte que sa propre proposition de « logement équitable » soit adoptée à sa place. Et lorsque la SCLC lança son opération « Breadbasket », qui, sous l'égide du revendicatif Jesse Jackson, consistait à faire pression sur les commerçants blancs à l'intérieur des quartiers noirs et à leur proximité pour qu'ils embauchent plus d'Afro-Américains, Daley répondit symboliquement avec son propre programme d'embauche de minorités, fort justement baptisé « Operation Lite » pour « Leaders Information on Training and Employment » (information des dirigeants sur la formation et l'emploi), mais qui sonnait phonétiquement comme « Opération allégée »... De plus, King avait très bien su exploiter la répression policière brutale qui s'était abattue dans le Sud contre les manifestants pour les droits civiques, mais il ne put pas en faire autant à Chicago, où la police, placée sous les ordres directs de Daley, non seulement ne

combattit pas les manifestants noirs, mais les protégea contre les attaques des Blancs en colère. Enfin, King fut confronté à Chicago à une opposition obstinée des dirigeants noirs locaux. Car Daley pouvait compter sur un soutien politique et religieux dans les quartiers noirs, où il avait fait en sorte que la population locale soit placée à la tête des programmes antipauvreté financés par le gouvernement fédéral. Il fut d'emblée clair que King n'allait pas parvenir à modifier les règles du jeu – loin s'en fallait –, et certains dirigeants noirs sur lesquels il pensait pouvoir compter changèrent même de camp. Le conseiller municipal Charles Chew, par exemple, se transforma de fervent supporteur du Chicago Freedom Movement en critique virulent, et, dans les mois qui suivirent la fin du mouvement, on le vit souvent circuler dans sa circonscription à bord d'une Rolls-Royce blanche.

Au-delà de toutes ces raisons, si King n'arriva pas à la table des négociations en position de force – c'est-à-dire en position de brandir une menace crédible de paralysie de la ville par des manifestations massives –, c'est parce qu'il ne parvint jamais à gagner les cœurs et les esprits des chefs de gangs et des autres jeunes Noirs qui semblaient prêts à se mobiliser. Il est clair que Daley n'aimait guère ce qu'il voyait se produire dans la Bungalow Belt, où, à l'élection municipale de 1963, son score était passé sous la barre des 50 %. Un esprit radical d'antiétatisme était en train de prendre racine dans le Southwest Side – tellement radical, d'ailleurs, que le Parti national-socialiste américain s'était établi dans le quartier et avait commencé à organiser des manifestations qui attiraient des milliers de jeunes. Mais Daley savait aussi que King n'était pas en mesure de rassembler des foules suffisamment imposantes pour vraiment perturber la ville, et que les manifestations pour l'*open housing* avaient érodé plutôt que renforcé le soutien dont bénéficiait le leader noir. Ses informateurs sur le terrain lui rapportaient que, même parmi les habitants noirs les moins favorables à la Machine et à ses pantins noirs, le mouvement non violent perdait de sa popularité.

Ainsi, dès le début du sommet pour la déségrégation résidentielle d'août 1966, Daley réussit à reprendre le contrôle de la situation : après avoir déchargé son administration de toute responsabilité en faisant porter le chapeau au secteur immobilier, il fit de pures concessions de principe sur un ensemble de points qui ne satisfirent personne. Tandis que le dirigeant associatif du West Side Chester Robinson, reflétant la colère des habitants noirs, qualifia ces concessions de « promesses vides », les habitants blancs, eux, considérèrent que le maire avait trop cédé. Tous firent paradoxalement voix commune pour affirmer que Daley les avait « vendus » après le sommet sur le logement – un signe certain de la

polarisation extrême de la ville alors que la période de la lutte pour les droits civiques touchait à sa fin.

CHAPITRE 8

VIOLENCE DANS LA VILLE GLOBALE

Le moment 1968

Aux yeux de beaucoup, la période qui sépare la terrible manifestation de violence collective qui accompagna les marches pour la liberté résidentielle de 1966 et le chaos apocalyptique qui régna dans les rues au moment de la Convention nationale démocrate de 1968 est la plus sombre de l'histoire de Chicago. C'est l'époque où le dirigeant du parti nazi américain, George Lincoln Rockwell, chaussé de ses bottes noires et arborant fièrement ses croix gammées, attira des milliers de jeunes Blancs admiratifs dans Marquette Park, où de jeunes Noirs du West Side descendirent dans les rues en proie à une colère destructrice, tandis que le maire Richard Daley ordonnait à ses policiers de « tirer pour tuer tout incendiaire volontaire », et où, dans une atmosphère rendue irrespirable par les gaz lacrymogènes, des policiers de Chicago passèrent à tabac les opposants à la guerre venus manifester pendant la convention, hurlant : « À mort ! À mort ! À mort ! » pendant qu'ils fracassaient les crânes à coups de matraque. C'est l'époque où les membres d'organisations politiques portant le nom de Black Panther Party ou de Young Lords patrouillaient dans les rues en tenue paramilitaire et coiffés de leurs bérets, où de jeunes Afro-Américains se promenaient vêtus de dashikis et parlaient de leurs « frères » et « sœurs », et où des étudiants aux cheveux longs et sales, convaincus de l'imminence de la révolution, s'habillaient en ouvriers ou en hippies. C'est une époque où la politique était dans la rue, au vu et au su de tous. Nombreuses étaient les villes à connaître de semblables phénomènes, mais Chicago paraissait les connaître tous. C'est sans doute pourquoi, en 1968, Norman Mailer déclara qu'il s'agissait « peut-être [...] de la dernière des grandes villes américaines ». Dans l'un des passages les plus énigmatiques de son excellent reportage sur les événements tumultueux de la Convention nationale démocrate cette année-là, publié dans *Harper's*, Mailer écrivit : « Seule une grande ville peut offrir un spectacle honnête, car c'est là le salut de l'âme schizophrène⁴²⁴. »

La question de savoir ce que Mailer entendait par « spectacle

honnête » reste ouverte, mais il est possible qu'il ait voulu comparer l'ambiance dure et brutale de Chicago – le sang et les entrailles couvrant le sol de ses abattoirs, son maire au visage bouffi, les dérouillées infligées par les policiers à tous ceux qui osaient s'opposer à eux... – au type de spectacle malhonnête offert par le secteur de la publicité, qui, comme l'expliqua Guy Debord en 1967 dans sa *Société du spectacle*, éloignait les gens aussi bien de toute expérience « authentique » que les uns des autres⁴²⁵. Les idées de Debord étaient en vogue dans les cafés de Saint-Germain-des-Prés en mai 1968, et il n'est pas difficile de voir qu'elles ont aussi marqué de leur empreinte de nombreux groupes d'étudiants aux États-Unis, qui cherchaient de nouvelles méthodes pour protester contre la guerre du Vietnam en rompant avec le scénario habituel des manifestants passés à tabac et embarqués par la police. Le Youth International Party (Parti international de la jeunesse, désigné communément par l'appellation « Yippies ») est le plus connu des groupes qui se sont constitués sur la base de formes différentes d'association et d'expression – les blagues intellos et le théâtre de rue politique – pour provoquer une transformation des consciences, mais l'ensemble de la contre-culture étudiante était en train d'évoluer dans ce sens.

La ville de Chicago, où les campus ne furent jamais le lieu d'un activisme débordant, même aux grandes heures de la contestation étudiante, paraissait assez étrangère à ce mouvement, dont les bastions nationaux étaient plutôt San Francisco, Berkeley, New York et des villes étudiantes du Middle West comme Ann Arbor (dans le Michigan) ou Madison (dans le Wisconsin)⁴²⁶. Quelques intellectuels courageux membres de Students for a Democratic Society (SDS) avaient certes lancé l'ambitieux Economic Research and Action Project (ERAP) en 1964 pour mobiliser les Blancs de classe ouvrière du quartier difficile d'Uptown, dans le North Side, mais ils avaient échoué à accomplir quoi que ce fût de durable⁴²⁷. La « ville aux larges épaules » résistait à l'idéalisme et à l'éthique contre-culturelle du mouvement étudiant. Sa seule université de prestige s'efforçait depuis des années de bâtir un mur d'enceinte autour d'elle, et le radicalisme local était trop profondément ancré dans une vision blasée, ouvriériste, typique de la gauche traditionnelle, pour pouvoir embrasser la critique existentielle qui explosait au sein de la nouvelle gauche à la fin des années 1960. Et puis il y avait aussi la fracture raciale, qui, avec la popularité croissante de l'idéologie du *Black Power* dans les ghettos, se renforçait de jour en jour. Ce n'était pas par hasard que les jeunes Blancs à l'origine de l'ERAP avaient choisi d'aller frapper aux portes du quartier majoritairement blanc d'Uptown plutôt qu'à celles du ghetto du West Side.

À l'apogée de l'activisme étudiantin dans le reste des États-Unis, la scène hippie de Chicago restait donc incontestablement calme, confinée dans un périmètre relativement restreint autour de Wells Street, dans le quartier d'Old Town (Near North Side), que la fuite des Blancs vers les banlieues et la présence de certaines activités commerciales indésirables avaient rendu abordable pour la petite frange bohémienne locale. On y trouvait une poignée de *headshops* – ces boutiques proposant tout le matériel nécessaire à la consommation de drogues –, des magasins de disques, des cafés et de petites salles de concert. Crate & Barrel, aujourd'hui une chaîne nationale dont le chiffre d'affaires dépasse largement le milliard de dollars, vit le jour dans ce quartier à peu près à cette époque, grâce à une clientèle de jeunes et autres désenchantés en quête de meubles bon marché importés d'Asie, d'Inde ou d'Europe pour échapper au douloureux conformisme de la culture de consommation américaine. La communauté de jeunes gauchistes et hippies avait son propre journal, le *Chicago Seed*, et, le quartier général du SDS étant basé non loin, dans le Near West Side, il se passait toujours quelque chose susceptible de retenir l'intérêt.

Mais Chicago restait une ville de second rang pour les jeunes contestataires et alternatifs, ce qui peut surprendre compte tenu de la taille de la ville et de son statut de refuge, unique dans la région, pour tous les inadaptés sociaux cherchant à fuir la vie étouffante des banlieues ou des petites provinces de l'Ohio, de l'Indiana, du Michigan ou du Wisconsin. Il est d'autant plus ironique que, à partir du printemps 1968, la ville soit devenue une destination incontournable pour toute une génération de radicaux farouchement opposés à l'escalade de la guerre du Vietnam, et encore plus ironique que, à partir de l'automne de la même année, alors que le calme commençait à revenir un peu partout dans le pays, elle ait été associée dans les esprits américains aux excès de la contre-culture et à la politique de la confrontation désormais typique du mouvement d'opposition à la guerre et de la nouvelle gauche en général.

De fait, Chicago ne participa à la dernière phase du mouvement étudiant qu'à son corps défendant, et c'est précisément cette réticence qui devint un élément crucial du scénario, une raison essentielle pour laquelle la contestation pacifiste pendant la Convention nationale démocrate serait interprétée dans l'ensemble du pays comme le dernier sursaut d'un mouvement moribond. Plus que tout autre facteur, ce fut la faible participation étudiante aux manifestations qui condamna la campagne de Chicago 1968 à l'échec. Le National Mobilization Committee to End the War (MOBE), sous la direction des vétérans du mouvement Rennie Davis et Dave Dellinger, avait

commencé à s'organiser plus de dix mois avant la convention, mais il pécha par excès d'optimisme, s'attendant à voir plusieurs centaines de milliers de personnes le rejoindre, une masse qui n'aurait pas manqué de dépasser les forces de l'ordre. L'idée était que des étudiants de tout le pays feraient le voyage à Chicago pour l'occasion, ce qui ne s'est pas produit, en partie à cause des folles rumeurs qui circulèrent sur les tactiques dangereuses mises au point des deux côtés de la barricade, et en partie à cause des lignes de fracture multiples qui divisaient la nouvelle gauche. Les espoirs d'une vaste mobilisation reposaient aussi sur la participation active attendue de plusieurs organisations contestataires des quartiers blancs, latinos et noirs, sans compter celle des masses de lycéens et d'étudiants de la ville. De fait, une ville de la taille de Chicago aurait dû suffire à générer l'affluence espérée.

La nuit de la nomination du candidat démocrate à la présidence arriva. Lorsque les manifestants se massèrent à Grant Park en attendant le signal de la mise en marche (la destination finale du parcours était encore débattue), il apparut clairement que les Yippies et le MOBE avaient échoué à mobiliser les foules. Les Yippies avaient tablé sur des actions spectaculaires et comiques pour attirer leurs camarades. Ils étaient notamment arrivés accompagnés d'un énorme cochon, nommé Pigasus, qu'ils désignèrent comme leur candidat démocrate à la présidence ; ils avaient fait circuler des rumeurs sur une contamination du système municipal d'adduction d'eau au LSD ; ils disaient projeter de recruter de beaux Yippies pour aller séduire les femmes et les filles des délégués démocrates ; et ils avaient prévu d'organiser un « Festival de la vie » dans Lincoln Park, où jouerait le groupe de rock de Detroit MC-5. Mais cet activisme de l'absurde ne suscita jamais de véritable intérêt dans la ville, au-delà de celui des médias, qui y voyaient un bon moyen de vendre du papier. Selon la plupart des estimations, la foule réunie pour le Festival de la vie culmina à cinq mille personnes. Il est vrai que beaucoup de jeunes avaient préféré rester à l'écart de l'événement après les violences des nuits précédentes, lorsque la police avait fait usage de gaz lacrymogènes et de tactiques musclées pour vider Lincoln Park des milliers de jeunes qui voulaient y camper. Les autorités municipales s'étaient aussi opposées à ce qu'un camion serve de scène de concert dans Lincoln Park, si bien que seules quelques centaines de personnes purent voir le groupe MC-5, ce qui provoqua une bousculade et quelques échauffourées. Le concert finit par être annulé, et les manifestants violemment chassés du parc par la police se répandirent dans les rues avoisinantes pour y semer le chaos⁴²⁸.

Parmi les dix mille manifestants ou plus qui participèrent au rassemblement de Grant Park avant la soirée finale de la convention,

lors de laquelle Hubert Humphrey fut intronisé candidat du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre, un grand nombre étaient déjà d'anciens combattants de cette guerre d'usure. On y trouvait les supporters aux allures sages du candidat de la paix, Eugene McCarthy, sénateur du Minnesota, mais aussi les manifestants de Lincoln Park, sales, fatigués et nerveusement épuisés, ainsi qu'un groupe d'intellectuels en vue tels Norman Mailer, William Burroughs et Jean Genet. Les services de renseignement avaient appris que les manifestants allaient tenter de s'approcher de l'Amphithéâtre international, lieu de tenue des débats, malgré l'interdiction. C'est donc appuyée par sept mille soldats de la Garde nationale équipés de fusils à baïonnette, de masques à gaz et de Jeep couvertes de fils barbelés que la police de Chicago tomba à bras raccourcis sur la foule dans une explosion de violence aveugle.

Les événements qui ont suivi cette charge policière ont indéniablement changé le cours de l'histoire politique américaine, même si ce n'est pas forcément de la manière dont on aurait pu le penser à l'époque. Après que la police eut dispersé les manifestants à Grant Park, un groupe imposant se reforma au croisement des avenues Balbo et Michigan, là où les journalistes avaient placé leurs caméras fixes pour filmer les délégués quittant l'hôtel Conrad Hilton. C'est alors que la situation dégénéra d'une façon terrible. Un bataillon de policiers municipaux coiffés de leurs casques bleus se précipita sur la foule et, sans chercher à distinguer les manifestants des simples passants, commença à frapper tout ce qui se trouvait à sa portée. Après avoir rassemblé plusieurs témoignages, l'historien David Farber décrit la scène comme suit :

Un lieutenant de la police vaporisa du Mace [gaz lacrymogène] indistinctement sur une foule qui regardait la bataille de rues. Des policiers poussèrent un petit groupe de passants et de manifestants pacifiques à travers une grande vitrine avant d'attaquer les victimes stupéfaites et ensanglantées au milieu des débris de verre. Des policiers sur des véhicules à trois roues renversèrent sciemment les gens, pendant que l'un d'entre eux criait : « Wahoo⁴²⁹ ! »

Au milieu de tout cela, les gens se mirent à scander : « Le monde entier nous regarde ! Le monde entier nous regarde ! » Les délégués démocrates étaient aux premières loges. En regardant depuis la fenêtre de sa chambre située au quatrième étage du Hilton, le sénateur George McGovern aurait déclaré : « Est-ce que vous voyez ce que ces fils de pute sont en train de faire aux jeunes en bas ? » Quelques heures plus tard, dans l'Amphithéâtre, le sénateur du Connecticut, Abraham Ribicoff – un homme peu connu pour ses talents oratoires –, profita de son discours de nomination de George McGovern pour déclarer à la

convention : « Avec George McGovern, nous n'aurions pas ces tactiques de Gestapo dans les rues de Chicago. » Cette remarque provoqua la fureur de Daley et de son entourage, qui lui lancèrent une bordée d'insultes dont la liste précise reste sujette à débat. Certains déclarèrent avoir entendu le maire crier : « Va te faire foutre, sale fils de pute juif ! », une phrase confirmée plus tard, à partir d'une vidéo de la scène, par des personnes capables de lire sur les lèvres et non employées par la ville de Chicago. Les supporters du maire, eux, affirmèrent qu'il s'était contenté de traiter Ribicoff de « menteur ». Au cours de la dernière session de la convention, le lendemain, Daley s'assura de la présence massive de soutiens inconditionnels de la Machine, qui avaient reçu l'ordre de crier : « Nous aimons Daley ! » à toute occasion. Malgré ce spectacle savamment orchestré, Daley apparut en situation délicate pour la deuxième fois en cinq mois.

Si Chicago avait été choisi pour accueillir la convention démocrate, c'était notamment parce que Daley était considéré comme un homme fort, capable de contrôler sa ville, où l'on avait par exemple évité tout désordre civil pendant l'été 1967 alors que des émeutes enflammaient les ghettos de Detroit et New Haven. Le discours ferme du maire sur le maintien de l'ordre, combiné à la prise de conscience par les ouvriers blancs que le sommet sur la liberté résidentielle n'était finalement pas la catastrophe que les anti-intégrationnistes purs et durs avaient d'abord imaginée, lui avait permis de regagner les soutiens qu'il avait perdus dans les quartiers de classe ouvrière de la Bungalow Belt. Résultat : une victoire électorale massive, avec 73 % de l'ensemble des suffrages exprimés et la majorité dans les cinquante districts électoraux de la ville. Même après être revenu sur les promesses qu'il avait faites à Martin Luther King lors du sommet du logement, Daley avait obtenu de très bons résultats dans les circonscriptions noires, où il remporta près de 84 % des voix. Le maire semblait plus invincible que jamais. Pourtant, en avril 1968, il sembla aller trop loin dans sa répression des émeutes qui enflammèrent le West Side après l'assassinat de Martin Luther King à Memphis. Plusieurs conseillers noirs pourtant considérés comme des piliers de la Machine protestèrent contre lui après qu'il eut critiqué publiquement et violemment le nouveau chef de la police, James Conlisk, pour ne pas avoir suivi ses ordres de « tirer pour tuer tout incendiaire volontaire [et] pour mutiler tout pillard ». Et lorsqu'on vit par quoi se solda l'émeute du West Side – des centaines d'arrestations, onze morts, des milliers de sans-abri et vingt-huit blocs incendiés sur West Madison Street –, il ne fut plus possible d'affirmer que Daley avait réussi à apaiser les quartiers noirs avec tout l'argent qu'il avait obtenu des programmes antipauvreté du gouvernement fédéral. L'événement révéla au contraire à quel point la population noire de classe ouvrière

du West Side restait marginalisée. Comme cela avait été le cas avec les initiatives de réaménagement urbain dans les années 1950, la machine Daley avait détourné le Programme d'action communautaire (Community Action Program) de Chicago – un programme que chaque ville devait créer pour bénéficier des fonds fédéraux alloués dans le cadre de la guerre contre la pauvreté de Johnson – en s'assurant que les représentants des communautés noires seraient ses représentants à lui, et notamment que l'Afro-Américain qui dirigeait l'ensemble du programme, Deton Brooks, était son homme. Au printemps 1967, une sous-commission sénatoriale enquêta sur les rumeurs de non-respect par Daley de l'esprit de « participation maximale possible » exigé par la loi, mais le sénateur Robert Kennedy, qui avait besoin du soutien de Daley pour sa candidature à la présidentielle, défendit le maire. Puis, lorsque les émeutes éclatèrent à New Haven et à Detroit, il devint difficile de trouver un libéral à Washington pour défendre l'idée qu'il fallait renforcer l'autonomie des communautés noires des ghettos.

À l'été 1967, tous les journaux du pays présentaient les divers troubles urbains comme autant de preuves de l'échec de la guerre contre la pauvreté de Johnson et du libéralisme social en général. Mais peu le firent avec autant de zèle que le *Chicago Tribune*. Si, comme l'a soutenu le vétéran du journalisme Mike Royko, Daley était un « maire du *backlash* » des années avant que quiconque ne commence même à utiliser le terme, la remarque peut s'appliquer en réalité à l'ensemble de la ville qui le soutenait si fort depuis son élection en 1955⁴³⁰. Ce n'était pas seulement que Chicago, malgré ses couleurs démocrates, était à l'avant-garde de la réaction conservatrice blanche qui conquiert de manière si nette le centre politique américain avec l'élection de Richard Nixon à la présidence en 1968, c'était que la ville avait été le lieu principal d'émergence d'un nouveau populisme réactionnaire. C'est en effet à Chicago que la lutte des Noirs pour l'égalité se heurta au mur des droits des propriétaires blancs pendant les manifestations pour la liberté résidentielle ; c'est à Chicago que l'un des piliers du libéralisme de la Grande Société de Johnson – l'idée de redistribuer le pouvoir et les ressources de haut en bas jusqu'aux habitants des quartiers – fut brisé par l'enquête d'une sous-commission sénatoriale sur le gang des Blackstone Rangers, accusé de détournement de fonds publics ; c'est à Chicago que le maire ordonna à ses policiers de tirer sur les jeunes Noirs qui volaient des postes de radio ou étaient suspects d'incendie criminel ; et c'est à Chicago que ces mêmes policiers gazèrent et frappèrent jusqu'au sang des étudiants, des hippies, des journalistes et d'innocents passants, sous les yeux du monde entier. Et tandis que les progressistes de tout le pays critiquaient ouvertement cette campagne de répression, la grande majorité des médias et de la population de la ville applaudissait des

deux mains.

Ce qui se produisit à Chicago en 1967-1968 illustre le double retour en force des réactions émotionnelles conservatrices et de la politique réactionnaire qui a commencé à marquer la culture politique américaine dans son ensemble à cette époque et n'a plus cessé de le faire depuis. En 2005, le célèbre journaliste Thomas Frank ressortit le concept de *backlash* pour décrire le conservatisme social des républicains dans les États dominés par le Grand Old Party pendant l'ère Bush. Il utilisait le terme avec beaucoup d'ironie à ce moment-là : en effet, comment pouvait-on parler de « réaction » de la part d'acteurs qui avaient été au pouvoir de manière presque ininterrompue pendant près de quatre décennies ? Selon Frank, les conservateurs sociaux et les chrétiens évangéliques qui soutiennent ce retour du conservatisme « se complaisent dans des fantasmes sur leur propre marginalité et leur persécution », et se mobilisent donc autour de causes qui ne peuvent jamais leur apporter de victoire vraiment satisfaisante – par exemple la censure de la pornographie ou la suppression du droit des femmes à l'avortement⁴³¹. Cette tactique leur a permis de s'approprier l'identité émotionnellement très chargée de la victime, qui est normalement celle des groupes minoritaires marginalisés, et d'ériger au centre de l'échiquier politique ce que le sociologue William Gamson a appelé des « cadres d'injustice » perpétuels, capables de générer et de canaliser « la colère justifiée qui met le feu au ventre et donne du fer à l'âme⁴³² ».

Les chercheurs voient généralement en Richard Nixon l'un des architectes clés de cette approche. Ayant fait campagne et étant entré à la Maison-Blanche dans un contexte médiatique peuplé de militants noirs paradant avec leurs armes, d'étudiants radicaux brûlant le drapeau national, de féministes faisant de même avec leur soutien-gorge et d'homosexuels et de travestis libérés, Nixon affirmait représenter la « majorité silencieuse », celle des citoyens respectueux de la loi, travailleurs et patriotes, dont la voix était étouffée par la clameur des extrémistes dans la rue⁴³³. Mais il tirait son inspiration de Richard J. Daley, qui, contrairement à lui, était un pur produit de cette réaction conservatrice. Les historiens ont souligné l'importance du surprenant succès du ségrégationniste George Wallace dans le Nord aux primaires présidentielles de 1968, qui expliquerait, selon certains, que Nixon et le Parti républicain se soient tournés vers une « stratégie sudiste » exploitant les peurs raciales pour conquérir définitivement le Sud. Mais en réalité c'est Daley – pourtant un démocrate du Nord – qui révéla la méthode d'une politique du *backlash* réussie⁴³⁴. C'est lui qui montra au pays que la plupart des gens s'inquiétaient bien plus d'une émeute des Noirs que d'un maire qui ordonne l'usage de la force

létale pour y mettre un terme, et qu'ils se reconnaissaient bien moins dans les manifestants pacifistes que dans les officiers de police qui les frappaient à coups de matraque⁴³⁵. Face aux reporters qui l'assaillirent de questions après la convention, le maire, avec son légendaire franc-parler, défendit l'action de ses forces de police en répétant : « Et vous, qu'auriez-vous fait ? » Lorsque quelqu'un évoquait les manifestants pacifistes, il répondait par des questions comme : « Quels sont leurs programmes ? » ou : « Mais que veulent-ils ? » Et, apparemment, les Américains de tout le pays se posaient les mêmes questions. Peu importait à Daley que le *New York Times*, le *Washington Post* et la plupart des autres grands journaux nationaux l'étripent dans leurs colonnes. Peu lui importait aussi qu'une commission d'enquête fédérale eût conclu que la responsabilité de la violence pendant la convention incombait à la police et condamné le maire pour ne pas l'avoir dénoncée. À l'automne 1969, un sondage réalisé par *Newsweek* révéla que 84 % des Américains blancs estimaient que les manifestants étudiants étaient traités de manière « trop douce » et que 85 % pensaient la même chose des militants noirs⁴³⁶. Daley avait joué un rôle essentiel dans ce retour de bâton conservateur, et cela faisait de lui une légende vivante.

Le siège des forces de l'ordre

Parce que Chicago était une ville de la réaction conservatrice avant même que ce phénomène ne touche de près ou de loin n'importe quelle autre ville du pays, elle représentait une localisation fort peu adéquate pour la bataille du dernier espoir du mouvement antiguerre. L'ampleur de la migration noire à Chicago dans les années 1940 et 1950, qui avait eu pour effet de multiplier les barrières raciales, ainsi que les conflits qui les accompagnaient toujours, joua indéniablement un rôle important dans l'émergence précoce de ce *backlash*. Ce contexte avait fait naître une mentalité de siège bien avant que les troubles urbains n'aient normalisé ce type de pensée dans la plupart des villes américaines, et cela générait un appétit insatiable de présence policière ainsi qu'une grande aversion pour toute autre forme d'intervention des autorités, particulièrement lorsqu'il s'agissait de construire des logements pour les pauvres.

Même la célèbre université de Chicago, qui, avec tant de libéraux parmi ses enseignants, aurait pu constituer un rempart puissant contre de telles sensibilités conservatrices, fut envahie par cette mentalité de siège. Cela n'avait pas toujours été le cas. Les sociologues de l'école de Chicago avaient été d'excellents leaders dans la lutte intellectuelle

contre les théories raciales sur la pauvreté des Noirs et des immigrés, et leurs étudiants avaient parfois été arrêtés pour avoir défendu des Afro-Américains contre les attaques haineuses de Blancs dans les années 1940. Saul Alinsky s'était inscrit à l'université de Chicago pour y étudier l'archéologie mais, après quatre années passées sur les bancs des amphis, avait décidé d'aller travailler comme organisateur de communautés. Lorsqu'il retourna à Hyde Park en 1960 pour défendre les habitants du quartier voisin de Woodlawn, son *alma mater* avait changé de bord, préférant aligner ses intérêts sur ceux de la Machine et devenant ainsi un adversaire dans la lutte pour la justice sociale et raciale. Le chancelier de l'université de Chicago, Lawrence Kimpton, l'homme qui avait aidé à monter le coup immobilier qui permit de chasser des alentours de l'université des milliers de familles noires de la classe ouvrière, était le même qui, en 1958, était personnellement intervenu pour interdire au magazine littéraire de l'université, le *Chicago Review*, de publier les travaux des écrivains de la *beat generation* Jack Kerouac et William S. Burroughs. Kimpton n'était donc de toute évidence pas disposé à permettre à l'université de Chicago de mener des actions sociales ou de devenir un refuge libéral face à la montée du conservatisme, un rôle que les universités jouèrent parfois dans les années 1950 et 1960.

Mais plus importante encore que l'influence de l'université de Chicago dans la transformation précoce de Chicago en une ville de la réaction conservatrice était l'énorme capacité de la machine Daley à coopter, faire chanter, infiltrer, et, quand tous les autres moyens avaient échoué, à utiliser la force brute pour étouffer toute opposition à son pouvoir et à celui de ses amis influents. De telles pratiques existaient déjà avant l'arrivée de Daley. Dès les années 1930, Chicago était devenu, selon l'historien Frank Donner, « la capitale nationale de la répression policière », une réputation qui ne tenait pas seulement au massacre de Memorial Day de 1937⁴³⁷. Pendant toute cette décennie et la suivante, la « *red squad* » (ou brigade antisubversive) du département de police de Chicago traqua sans relâche les communistes et eut recours à l'intimidation pour subvertir le mouvement ouvrier. Le calme des syndicats pendant la Seconde Guerre mondiale, au moment où la ville industrielle voisine de Detroit était un foyer d'agitation ouvrière, témoigne du succès de ces efforts. Le champ d'action de la *red squad* ne se limitait pas aux usines, mais couvrait toute organisation engagée dans quelque forme d'activité politique que ce fût. « Les questions comme le travail, les salaires, les horaires de travail, la grève, la paix, le logement, l'éducation, les prestations sociales, les relations raciales, la religion, le désarmement ou l'antimilitarisation » étaient, pour le lieutenant de la *red squad* de Chicago Frank J. Heimoski, s'exprimant en 1963 lors d'une conférence

nationale d'agents de police spécialisés dans le renseignement, autant de sujets considérés comme des sources potentielles d'« activités subversives ». En d'autres termes, dans l'esprit paranoïaque des agents de la *red squad*, l'idée même de politique, lorsqu'elle était pratiquée par une personne ou une organisation non affiliée à l'appareil du Parti démocrate du comté de Cook, était subversive. « Notre travail, affirma Heimoski, consiste à détecter ces éléments et l'activité qu'ils envisagent et à alerter les autorités concernées⁴³⁸. » À quel point la brigade antisubversive a-t-elle réussi à empêcher le développement d'une infrastructure politique et culturelle de gauche à Chicago reste l'une des grandes inconnues de l'histoire américaine⁴³⁹. En 1960, le Chicago Police Department affirmait posséder des dossiers de renseignement sur 117 000 habitants de la ville et sur quelque 14 000 organisations à travers le pays. La plupart de ces dossiers ont été détruits par la police lorsque l'American Civil Liberties Union (ACLU) et l'Alliance to End Repression, une coalition de groupes civiques et religieux locaux, intentèrent avec succès un procès au Chicago Police Department pour activités de renseignement illégales. Toutefois, les fichiers qui ont échappé à la déchiqueteuse suffirent largement à montrer avec quelle détermination la *red squad* a procédé, recourant à des surveillances et à des infiltrations d'agents illégales, à l'intimidation, au harcèlement, voire à la neutralisation des personnes et des organisations qui osaient penser hors des sentiers battus.

La répression policière était donc une tradition de longue date à Chicago. Elle était tout aussi emblématique de la ville que, par exemple, les murs de brique rouge couverts de lierre du stade de baseball Wrigley Field. Mais les méthodes de répression atteignirent un niveau inégalé pendant la période troublée des années 1960. Pour faire face à la prolifération rapide des organisations politiques et à des acteurs aux affiliations multiples et changeantes, la *red squad* développa un système de référencement croisé très sophistiqué. Pour déjouer les menaces bien réelles pesant sur le pouvoir de la Machine dans les quartiers noirs, portoricains et mexicains, elle déploya une armée d'agents secrets chargés non seulement de missions de renseignement, mais aussi de la mise en œuvre de tactiques de subversion. Elle ratissait tellement large qu'elle avait même constitué un dossier sur l'Old Town School of Folk Music. Les acteurs qui attiraient le plus son attention étaient ceux qui tentaient de tisser des liens entre les différentes communautés ethno-raciales, et c'est dans ce domaine que la stratégie du maire apparaît le plus clairement, même si la purge ultérieure des dossiers permit de couvrir la plupart des traces. La machine Daley avait réussi à maintenir son pouvoir en appliquant la logique implacable du « diviser pour mieux régner » et en promouvant une conception de la politique qui la faisait reposer

sur des luttes non idéologiques, menées au niveau des quartiers, pour le contrôle des ressources dispensées par le système de favoritisme municipal. Tout élément perturbateur déclenchait immédiatement des sirènes d'alarme à l'hôtel de ville.

Dans les mois qui précédèrent la convention, la *red squad* eut vent d'une rumeur concernant la possibilité d'une mobilisation concertée entre les étudiants blancs de la classe moyenne et les jeunes Noirs du ghetto affiliés aux supergangs et aux groupes nationalistes noirs – une manifestation de solidarité transclasses et transraces qui aurait posé un problème de relations publiques au maire Daley. C'était donc une affaire impliquant tout autant la police que la division chargée des opérations spéciales. Des policiers se répandirent dans les deux ghettos du South Side et du West Side, arrêtant tous les dirigeants de gang qui leur tombaient sous la main et les avertissant que le tribut à payer serait lourd s'ils étaient aperçus autour du site de la convention. Pendant ce temps, des agents de police infiltrés cherchaient à attiser des tensions raciales entre les tenants du *Black Power* et les étudiants⁴⁴⁰. Les taupes étaient si nombreuses que, selon un ancien agent infiltré s'exprimant des années plus tard, un quart des opposants à la guerre venus manifester pendant la convention étaient employés par le Chicago Police Department ou le FBI.

Car la *red squad* était un gros bénéficiaire du COINTELPRO (Counter-Intelligence Program, ou Programme de contre-renseignement) du FBI. Ce vestige de l'anticommunisme enragé des années 1950 fournit des ressources humaines et financières considérables à plusieurs grandes villes américaines pour les aider à « révéler, perturber, discréditer et, plus généralement, neutraliser » les organisations et personnes considérées comme des menaces pour la sécurité nationale et l'ordre social. Le patron du FBI, J. Edgar Hoover, estimait, comme Daley, que les organisations nationalistes noires devaient faire l'objet d'une attention redoublée, et le FBI n'était jamais plus inquiet que lorsque ces groupes cherchaient à s'allier et à renforcer leurs bases. C'est pourquoi un militant brillant et charismatique de vingt et un ans nommé Fred Hampton, qui prit la direction du Black Panther Party de l'Illinois en 1968, se retrouva en tête de la liste haute priorité du FBI à peu près à cette époque. Grand orateur et habile organisateur, Chairman Fred, comme le surnommait son entourage, avait révélé ses qualités en mobilisant des centaines de jeunes dans les banlieues à l'ouest de Chicago pour le compte du conseil de la jeunesse de la NAACP. « Le pouvoir au peuple » (« *Power to the people* ») était son slogan, et, en tant que président des Panthères de l'Illinois, il commença vite à se rapprocher des militants de toute la ville – noirs, blancs et portoricains. Outre Hampton, les dirigeants des

Panthères de l'Illinois comprenaient plusieurs activistes talentueux, y compris le futur élu au Congrès (et candidat à la mairie) Bobby Rush – l'homme qui, en 2000, infligerait à Barack Obama sa première défaite électorale de taille.

Comprenant que la machine Daley tablait sur le maintien de communautés séparées et concurrentes, Hampton entreprit en 1969 de former la Rainbow Coalition (littéralement Coalition arc-en-ciel) réunissant les Panthères de l'Illinois, les Young Lords – gang de rues portoricain reconverti en organisation politique sous la direction du talentueux José « Cha Cha » Jimenez – et les Young Patriots – groupe de Blancs de classe ouvrière dont un grand nombre étaient issus de familles de migrants pauvres du Sud s'étant établis dans une partie « hillbilly⁴⁴¹ » du quartier d'Uptown, dans le North Side, dans les années 1940 et 1950. Leurs pères avaient rallié les drapeaux confédérés, mais le radicalisme croissant à Chicago dans les années 1960 fit des fils de véritables marxistes dotés d'une fine connaissance des rapports entre race et classe.



Le militant du Black Panther Party de l'Illinois Fred Hampton eut l'audace de rassembler des Noirs, des Portoricains et des Blancs déshérités au sein d'une Rainbow Coalition.

De fait, ce fut une période étonnante et passionnante. La stupéfiante Rainbow Coalition semblait à même de créer un bloc puissant

réunissant le ghetto du West Side, les *barrios* portoricains de Humboldt Park et de Lincoln Park et les quartiers blancs de classe ouvrière des quartiers d'Uptown, d'Edgewater et de Rogers Park. Par ailleurs, cherchant à rallier les plus puissants gangs de Chicago à son projet de reconquête du pouvoir pour le peuple, Hampton avait aussi pris contact avec les Main 21, l'organe dirigeant de la fédération des gangs de quartiers qui formait désormais les Blackstone Rangers. Beaucoup estimaient que si les Rangers acceptaient de participer, les Vice Lords et les Gangster Disciples les imiteraient ; l'administration Daley serait alors confrontée à l'alliance de supergangs qu'elle redoutait depuis tant d'années. Mais cet objectif était encore loin. Les efforts de Hampton pour recruter en territoire ranger, par exemple, avaient conduit au meurtre d'un Panther, puis à une discussion houleuse avec Jeff Fort, suivie de menaces et de l'arrivée en force de plusieurs dizaines de Rangers, les armes à la main. Hampton était toutefois ressorti vivant de la rencontre, et, compte tenu de son charisme et de sa détermination, personne à l'hôtel de ville ne doutait qu'il finirait par avoir gain de cause auprès des dirigeants des Blackstone Rangers. À l'hiver 1969, ce jeune homme était très certainement l'homme le plus menaçant de Chicago, d'où sa présence sur la liste de J. Edgar Hoover.

On peut imaginer la frustration de Hampton face au refus des Blackstone Rangers de cesser de regarder les Panthères et leurs frères des Disciples comme des ennemis. Il ne sut jamais à quel point cette méfiance avait été entretenue par les informateurs et les agents infiltrés, téléguidés par les hauts dirigeants du FBI. En effet, les Rangers continuaient de vivre selon un code de la rue qui leur interdisait de laisser passer la moindre atteinte ou tentative d'atteinte à leur pouvoir et à leur fierté, et il n'était que trop facile pour le FBI et la *red squad* de semer le doute dans leur esprit. Les Black Panthers étaient moins susceptibles de tomber dans ce genre de piège ; le groupe exigeait de ses membres qu'ils lisent les œuvres de Marx, de Fanon, et plusieurs autres canons de la théorie marxiste révolutionnaire de l'époque. Empêcher Fred Hampton de poursuivre ses activités nécessitait donc une approche différente.

Le 4 décembre 1969, juste avant le lever du soleil, une unité de police placée sous le commandement du procureur de l'Illinois, Edward Hanrahan, fit irruption dans l'appartement du 2337 West Monroe Street, dans le West Side, où vivaient Hampton et quelques autres Panthères, et tira près de cent coups de feu. Lorsque la poussière retomba, Hampton et son camarade Mark Clark étaient morts et quatre autres Panthères souffraient de blessures graves. Hampton avait été tué d'une balle dans la tête tirée à bout portant

alors qu'il dormait. La police avait beau être munie d'un mandat de perquisition justifié par des soupçons de possession illégale d'armes, les preuves recueillies sur place laissaient à penser qu'il s'agissait d'un assassinat politique. On présenta au public le tas d'armes que « six ou sept » Panthères avaient prétendument utilisées pour tirer sur la police, une version des faits bien entendu confirmée par l'enquête municipale. Mais le rapport d'un grand jury fédéral sur l'incident, rendu public le 15 mai 1970, dénonça la manière dont la ville avait fait pratiquer les autopsies et les tests balistiques : non seulement ces derniers dissimulaient délibérément le fait que Hampton avait été tué d'une balle tirée d'une certaine hauteur au-dessus de lui, attestant sa position couchée, mais ils falsifiaient aussi des preuves irréfutables indiquant que seule une balle sur les quatre-vingt-dix-neuf tirées n'était pas attribuable à une arme policière. Ce rapport ne révélait en fait rien d'autre que ce que tout le monde savait déjà, sauf peut-être l'impunité quasi totale avec laquelle la Machine et ses porte-flingues pouvaient agir. Comme souvent à Chicago, le constat de l'impuissance à bousculer l'ordre politique établi se traduisit par un sarcasme blasé, à l'image de la déclaration de Mike Royko, pourtant très critique envers les Black Panthers, en réponse à l'affirmation de Hanrahan selon laquelle la police avait miraculeusement réussi à s'enfuir indemne : « De fait, il semble bien que les miracles existent. Les balles des Panthères ont dû se dissoudre dans l'air sans toucher rien ni personne. Ou alors, les Panthères ont dû tirer dans la mauvaise direction – autrement dit, sur elles-mêmes⁴⁴². »

D'autres preuves apparaîtraient dans les années suivantes qui fourniraient un éclairage supplémentaire sur le meurtre de Hampton et, par la même occasion, sur le rôle de la gauche à ce moment crucial de son histoire. Les analyses de l'implosion apparente de la gauche en 1968, ouvrant la porte à une réaction conservatrice et à la montée en puissance du conservatisme politique, ont souvent mis en avant les facteurs idéologiques qui ont affaibli sa capacité à rallier les gens autour d'un projet réformateur unificateur et cohérent. Certains, comme Todd Gitlin, vétéran du SDS devenu un sociologue en vue, soulignent l'abandon du libéralisme par la nouvelle gauche et son passage à une politique extrémiste, tandis que d'autres commentateurs plus réactionnaires présentent ceux qui sont descendus dans les rues dans les années 1960 comme des fous drogués ou assoiffés de sexe, poussés par une rébellion insensée contre une société qui ne leur avait pourtant dispensé que des privilèges et des opportunités⁴⁴³. Mais l'interprétation qui dominait à l'époque, et qui continue de l'emporter aujourd'hui, est celle selon laquelle la politique identitaire des années 1960 a divisé la gauche en une trop grande multitude de projets égocentriques – le *Black Power*, le « *Brown Power* » des groupes latinos,

le « *Yellow Power* » des Asiatiques, le féminisme, le féminisme radical, la libération homosexuelle, etc. –, des blocs qui avaient tout à gagner à unir leurs forces contre le *statu quo*, mais qu'il n'a plus été possible de rassembler en un unique mouvement progressiste.

Largement sous-estimé dans la plupart des récits est le rôle de la répression d'État, qui, comme l'a démontré l'assassinat de Fred Hampton, prit la forme d'une campagne très sophistiquée de contre-subversion reposant sur la coopération étroite des autorités fédérales et locales. La police de Chicago éprouvait une hostilité évidente envers les Black Panthers parce qu'elles avaient l'audace de lui résister armes à la main. Quant au maire, il voulait qu'elles soient neutralisées à cause de leur popularité croissante – notamment grâce à des distributions gratuites de petits déjeuners dans les quartiers noirs – et de leurs efforts pour bâtir des coalitions avec des groupes activistes de toute la ville. Mais c'est le FBI, désireux, comme l'administration Daley, de voir les gangs continuer de s'entre-tuer, qui joua un rôle décisif dans la signature de l'arrêt de mort de Hampton et des Panthères. C'est lui qui recruta William O'Neal, le jeune homme qui allait devenir le Brutus de la très courte vie politique de Fred Hampton. Voleur de voitures ayant accepté de devenir infiltré pour éviter la prison, O'Neal était tellement doué pour ces fonctions que, à l'hiver 1969, il fut promu responsable de la sécurité des Panthères de l'Illinois. Dans un scénario digne des meilleures séries télévisées, il fournit ensuite à la police de Chicago un plan détaillé de l'appartement de Fred Hampton et, de son propre aveu, glissa un barbiturique puissant dans le verre de ce dernier le soir du raid, ce qui explique pourquoi Hampton ne parvint pas à sortir de son lit pendant l'assaut. O'Neal, qui avait tout juste dix-huit ans à l'époque, passa les seize années suivantes dans un programme de protection des témoins. C'est un homme brisé, rongé par le remords, qui revint à Chicago à la fin des années 1980. En 1990, à l'aube du Martin Luther King Day, incapable de supporter plus longtemps sa culpabilité pour la mort de Chairman Fred, il se jeta sous les roues d'une voiture roulant à vive allure sur l'Eisenhower Expressway⁴⁴⁴.

L'assassinat de Hampton fut de toute évidence le cas le plus spectaculaire de répression politique – et l'incident qui faillit compromettre l'ensemble de l'entreprise –, mais toutes les figures politiques de gauche de Chicago, petites ou grandes, firent l'objet de pressions dans les années 1960 et au début des années 1970. Certains activistes passèrent même de longues années de leur vie d'adultes derrière les barreaux pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Lorsqu'on voit jusqu'où les autorités étaient prêtes à aller dans leur guerre contre la gauche, il n'est pas difficile de croire aux allégations

selon lesquelles le FBI et le Chicago Police Department auraient aussi mis en œuvre une vaste campagne de coups montés. Trois semaines à peine avant l'assaut contre les Panthères, le dirigeant des Vice Lords, Bobby Gore, l'un des principaux acteurs de l'évolution réussie du gang vers l'activisme politique, fut arrêté pour un meurtre dont il se clame toujours innocent aujourd'hui. À peu près à la même époque, le procureur de l'État Hanrahan parvint à obtenir en l'espace de six semaines dix-huit chefs d'inculpation contre José Jimenez – la plupart pour voie de fait contre un officier de police, une accusation facile à fabriquer –, au moment où celui-ci s'efforçait de mobiliser les Young Lords contre un plan de réaménagement urbain de Lincoln Park qui conduirait à l'éviction de milliers d'habitants portoricains. Quelques mois plus tôt, Bruce Johnson, le pasteur de l'église United Methodist, qui avait autorisé les Young Lords à faire de cette dernière leur quartier général, avait été poignardé à son domicile, de même que sa femme Eugenia. Là encore, on ne saura jamais la vérité sur ces différents faits, mais ils ressemblent fort aux pièces d'un puzzle facile à reconstituer.

Les événements de 1969 nous disent ainsi que la brutalité observée pendant la convention démocrate n'était que la manifestation la plus visible de la violence politique systématique et banalisée qui prospéra dans le contexte de renouveau conservateur de l'après-1968. Et il était bien naïf de la part de certains dirigeants de la nouvelle gauche d'espérer tirer parti du fait que cette violence avait été perpétrée « sous les yeux du monde entier ». Écrivant à ce moment précis et en ayant clairement en tête les événements de Chicago, Hannah Arendt avertit dans son essai *Sur la violence* : « La violence recherche toujours une justification, et une escalade de la violence dans la rue pourrait fort bien susciter l'apparition d'une véritable idéologie raciste qui se chargerait de la justifier [...] au point que la majorité des citoyens pourrait être disposée à tolérer l'invisible terreur que fait régner un État policier pour obtenir l'ordre dans la rue⁴⁴⁵. » Cette description s'applique assez bien à ce qui se passa à Chicago dans les années qui suivirent la convention. La « guerre contre les gangs » déclarée par Richard Daley et son bras droit Edward Hanrahan au printemps 1969 représentait l'alliance entre l'idéologie raciste et la terreur policière : l'idée qu'il existait une pathologie du ghetto conduisit à assimiler tous les jeunes Noirs à des membres de gang, à ce titre incapables d'autre chose qu'un comportement délinquant, ce qui justifiait une répression policière impitoyable. En criminalisant les jeunes qui traînaient dans la rue, la répression prouvait précisément que tous les jeunes étaient membres de gang et que tous les membres de gang étaient des délinquants. Sur ce point-là encore, Chicago était à l'avant-garde de la politique conservatrice : pendant la révolution reaganienne des années

1980, toutes les municipalités du pays menèrent des offensives similaires afin d'obtenir des fonds fédéraux pour leurs initiatives de maintien de l'ordre et de s'assurer le vote des électeurs blancs de la classe moyenne, effrayés par le spectre de cette violence urbaine⁴⁴⁶.

Si, comme l'a affirmé Hannah Arendt, la violence pouvait détruire le pouvoir, ce n'était toutefois pas la seule force à saper la concrétisation du projet de redonner le « pouvoir au peuple ». Le fait est que, pour la gauche de Chicago pendant cette période épique, la politique identitaire était une lame à double tranchant. Les rues de Chicago avaient toujours été le lieu où les jeunes construisaient, exprimaient leurs identités ethno-raciales et négociaient le sens qu'ils leur donnaient à travers divers rituels de jeu, de guerre et d'amour. Au début des années 1960, aux grandes heures de la lutte pour les droits civiques, ces rituels se teintèrent d'une couleur politique de plus en plus perceptible : avec la circulation des images et des idées liées à la lutte des jeunes Noirs du Sud contre les discriminations, ceux qui défendaient leurs communautés et leurs identités dans les rues commencèrent à se considérer comme des acteurs politiques, et les militants locaux n'hésitèrent plus à s'appuyer sur ce sentiment pour faire manifester les gens pour des causes politiques plus formelles. Comme l'a bien constaté le sociologue britannique Paul Gilroy, « les identités collectives exprimées par la race, la communauté et le voisinage sont, malgré leur spontanéité, des moyens puissants de coordonner des actions et de créer de la solidarité », une situation qui, à la fin des années 1960, avait fait des identités ethno-raciales les plus visibles de la ville des objets de fétichisation⁴⁴⁷.

Les qualités spirituelles et presque magiques que les gens associaient à ces identités donnèrent bientôt lieu à des rituels quasi religieux d'identification collective. Une partie de la violence entre gangs de cette époque correspond à cette description, de même que les soulèvements contre la police, lesquels pouvaient très rapidement se transformer en des manifestations puissantes de fierté locale. Ce fut notamment le cas pendant l'émeute méconnue de Division Street en 1966, lorsque le *barrio* portoricain de Humboldt Park sembla prendre conscience de lui-même en descendant dans la rue pour protester contre la mort d'un jeune du quartier tué par la police alors qu'elle cherchait à mettre fin à une bagarre entre gangs.

C'est ce même contexte qui donna naissance au mouvement de peinture de fresques murales qui se développa à Chicago au début des années 1970. Des artistes en herbe noirs, mexicains et portoricains se mirent à couvrir de peinture vive les murs décrépis des immeubles de leurs quartiers pour retranscrire des scènes saisissantes de la vie quotidienne dans leur communauté. Le mouvement des fresques

murales communautaires, comme il fut vite nommé, vit le jour dans les quartiers noirs de Chicago avant de s'étendre à New York, Boston, Philadelphie et Saint Louis. Il commença avec le célèbre (à l'époque) Mur du respect, situé à l'angle de la 43^e Rue et de Langley Avenue – sorte de mont Rushmore de la communauté noire. Les quinze artistes qui collaborèrent au projet en 1967 y représentèrent les visages de cinquante écrivains, musiciens et dirigeants politiques qu'ils considéraient comme des « héros noirs » (celui de Martin Luther King manquait délibérément à l'appel). Les années suivantes, le Mur devint un lieu de rendez-vous pour les groupes partisans du *Black Power* basés autour de Bronzeville et du quartier de Kenwood, un endroit où résonnaient les maximes de Malcolm X, Stokely Carmichael et H. Rap Brown. En 1969 et 1970, il devint un point de ralliement en soi, la ville ayant conçu un plan de réaménagement urbain qui impliquait sa démolition. Ce fut finalement un incendie « d'origine inconnue » qui eut raison du Mur en 1971, mais à cette date l'un de ses principaux créateurs, William Walker, avait déjà rencontré des artistes mexicains et portoricains avec qui il forma le Chicago Mural Group – une coopérative multiraciale d'artistes désireux de remplir le paysage urbain avec de grandes fresques représentant les injustices raciales et sociales. L'une des œuvres de ce collectif existe encore dans le *barrio* d'Humboldt Park, au croisement des rues LeMoyné et Rockwell. Elle couvre les murs d'un immeuble bien entretenu de trois étages. Réalisée par John Pitman Weber, cofondateur du Chicago Mural Group, avec plusieurs habitants portoricains du quartier, la peinture représente des mains noires, latinos et blanches brisant des chaînes, tournées vers le logo de la Latin American Defense Organization (LADO), une organisation de défense des droits des Portoricains dans les domaines du logement, de l'éducation et de la santé, active à la fin des années 1960 et au début des années 1970.



Le Mur du respect (Wall of Respect), à l'angle de la 43^e Rue et de Langley, a contribué à lancer un mouvement de création de peintures murales communautaires.

De telles célébrations de l'« identité raciale », de la « communauté » et du « localisme » suscitèrent chez les habitants ordinaires de Chicago un niveau d'engagement politique au quotidien qui n'a jamais été égalé depuis. Le problème était que ces mêmes sentiments renforçaient aussi la logique de la différence ethno-raciale – une logique déjà inscrite dans la géographie sociale balkanisée de la ville –, rendant presque impossible l'émergence de coalitions multiraciales puissantes. On ne saura jamais jusqu'à quel point Chairman Fred aurait pu développer sa Rainbow Coalition, mais on sait que, à sa mort, ces idées n'avaient réellement pris que dans une frange avant-gardiste de militants, d'intellectuels et d'artistes.

Plus révélateur encore de l'impact de la politique identitaire sur la politique progressiste à la base fut le mouvement lycéen de réforme des établissements scolaires qui se développa au printemps et à l'automne 1968. Ce fut l'un des derniers de ce type aux États-Unis. En effet, alors que la France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne ont gardé une tradition d'activisme lycéen depuis 1968, les lycées américains ont été – du moins en termes de politique de gauche – largement silencieux après la fin du mouvement pour les droits civiques. Cette différence s'explique en partie par l'existence en Europe de syndicats étudiants possédant des liens forts avec les grands partis politiques. Mais d'autres facteurs contribuent à expliquer la démobilisation des lycées américains – à une époque, il faut le souligner, où le système

scolaire public de nombreuses grandes villes connaît une situation de crise quasi permanente. Le mouvement des lycéens de Chicago en 1968 apporte un élément d'explication supplémentaire.

Né d'un mécontentement généralisé devant l'état déplorable des écoles de Chicago, ce mouvement prit, dès les premiers jours, la forme de deux mobilisations parallèles, l'une dans la communauté noire, l'autre dans la communauté latino. Les élèves noirs et latinos avaient en effet des motifs de récrimination similaires à l'encontre du Bureau de l'éducation de Chicago, lequel refusait de reconnaître à la fois leur identité culturelle et le racisme de leurs enseignants blancs, mais ils ne parvinrent jamais à faire véritablement cause commune. De leur côté, les élèves blancs se tenaient généralement à l'écart des débats, quand ils ne s'opposaient pas activement, voire violemment, à leurs camarades noirs et latinos. Le lycée Harrison, situé au 2800 Ouest 24^e Rue, à la frontière entre le Near West Side et Pilsen, se retrouva au cœur de la mêlée. C'est là que les dirigeants de l'organisation étudiante noire militante The New Breed étaient scolarisés, et que vit le jour l'organisation lycéenne latino la plus active grâce à la présence parmi ses membres du célèbre militant mexicain Rudy Lozano. Harrison était l'un des rares lycées de la ville à cette époque à mélanger un nombre important d'élèves noirs, mexicains, portoricains et blancs. À ce titre, il aurait pu servir de modèle de coopération multiraciale contre la Machine. Mais ce ne fut pas le cas. Les lycéens de Harrison avaient en effet grandi dans une culture de la rue qui plaçait au-dessus de tout la défense des frontières de sa propre communauté contre les personnes extérieures. Si, comme l'a affirmé Paul Ricœur, le soi atteint bien son identité et son sens par le détour par l'autre, dans le contexte de la politique de Chicago ce processus eut de profondes conséquences⁴⁴⁸.

En fin de compte, le Bureau de l'éducation n'avait guère de raisons de ne pas céder aux revendications des élèves noirs et latinos. Le surintendant James Redmond s'engagea donc à rendre annuel le cours d'histoire afro-américaine de un semestre proposé dans trente-six lycées de la ville, à acheter de nouveaux manuels scolaires « mettant davantage l'accent sur les contributions des groupes minoritaires », à poursuivre ses « efforts pour atteindre l'intégration raciale du personnel dans l'ensemble du système scolaire public » et à renforcer les relations avec les associations de parents d'élèves et les groupes d'élèves⁴⁴⁹. Ce faisant, le Bureau institutionnalisa la politique identitaire, mais cela n'améliora en rien l'état du système scolaire de Chicago, qui allait droit vers le précipice.

Gratte-ciel et contrats à terme

Chicago illustre peut-être aujourd'hui plus que toute autre ville des États-Unis le saisissant contraste entre la richesse et la pauvreté caractéristique du capitalisme de marché à l'américaine qui a régné pendant ces quatre dernières décennies. Ce qui y rend ce contraste si brutal, c'est la très grande proximité spatiale entre les deux extrêmes. À Chicago, il est possible de monter à bord du « L » – le métro de la ville, ainsi surnommé à cause de sa portion aérienne (*elevated*) dans le centre-ville – sur une avenue trépidante du quartier d'affaires du Loop où une armée de chauffeurs et de portiers amènent les cadres d'entreprise jusque dans les halls d'entrée majestueux de grandes sociétés, puis de contempler dix minutes plus tard, depuis les rails surélevés, l'hyperghetto en contrebas, oublié du progrès, avec ses immeubles abandonnés et ses terrains vagues jonchés de détritus. Dans certaines zones de l'hyperghetto, les seules activités commerciales sont la vente de drogue de la main à la main et les magasins d'alcools et de transfert d'argent, où toute personne, même sans compte bancaire, peut encaisser un chèque et payer ses factures en échange de commissions élevées. Les seules institutions rivalisant avec ces commerces pour séduire des clients en quête d'un remuant moral sont les églises, installées dans des magasins reconvertis.

Les hyperghettos de Chicago ne sont guère différents des ghettos d'autres villes du Middle West et du nord-est des États-Unis – la « ceinture sidérurgique » (Rust Belt) du pays –, et leur existence tient à la même combinaison de phénomènes – désindustrialisation, déclin urbain et fuite des Blancs – qui frappa la majeure partie des métropoles américaines après la Seconde Guerre mondiale. Entre 1947 et 1982, le nombre d'emplois ouvriers à Chicago passa de 688 000 à 277 000, soit une baisse de 59 %, tandis que la ville perdait aussi de nombreuses familles de la classe moyenne ou supérieure⁴⁵⁰. Une partie de ces pertes d'emploi et de population était liée au processus de suburbanisation que le gouvernement fédéral avait mis en route grâce à des aides financières mettant la propriété foncière à la portée de citoyens de classe moyenne qui, avant les années 1940, n'auraient jamais pu rêver posséder un jour une maison avec jardin en banlieue. Les années 1960 et 1970 virent ainsi croître rapidement les banlieues chic le long de la ligne de chemin de fer du North Shore de Chicago, ainsi que les banlieues aisées du comté de DuPage, à l'ouest de la ville. Ainsi, entre 1947 et 1982, la part de Chicago dans le marché de l'emploi total de la zone métropolitaine passa de 70,6 % à 34,2 %, une chute due non seulement à la perte des emplois de production dans la ville même, mais aussi aux nombreuses créations d'emplois en

Dès la fin des années 1960, ces évolutions avaient fait perdre à Chicago sa place de deuxième ville du pays au profit de Los Angeles – 10 millions d'habitants contre les 7,8 millions du Grand Chicago. La situation se dégrada encore fortement dans les années 1970 : dans un environnement économique national marqué par les chocs pétroliers et une forte stagflation, Chicago perdit 15 % de ses magasins de détail, 25 % de ses usines et 14 % de ses emplois, tandis que les foyers de la ville voyaient leur revenu réel baisser de 10 %⁴⁵². Malgré une hausse du revenu individuel par tête pendant cette décennie, le rythme de progression était bien plus lent qu'à Detroit, Milwaukee, Cleveland ou Saint Louis ; en 1981, ce revenu n'était plus que de 4 % supérieur à la moyenne nationale (contre 30 % en 1965)⁴⁵³. Cette dévastation apparut clairement dans le recensement de 1980, qui indiqua que dix des seize quartiers les plus pauvres des États-Unis se trouvaient à Chicago – dans la Black Belt, bien entendu. Car si les années 1970 furent des années de vaches maigres pour tous les habitants de la ville, ce furent les Noirs qui connurent les pires difficultés. Entre 1963 et 1977, 46 % des emplois dans les quartiers noirs furent perdus, contre 29 % pour Chicago dans son ensemble⁴⁵⁴.

Pour autant, les années 1970 ne furent pas purement une période de malédiction et de déclin. Dès le début de la décennie, le ciel de Chicago commença à être transpercé de majestueuses structures d'acier et de verre, symboles d'une ville en pleine ascension. Entre 1968 et 1975 furent érigés cinq des dix gratte-ciel qui marquent aujourd'hui les contours de la *skyline* – le John Hancock Center (1968), la Chase Tower (1969), le Standard Oil Building (1972), la Sears Tower (1973) et le Water Tower Place (1975) – ainsi que ce qui était, à l'époque, le plus haut immeuble résidentiel du monde, Lake Point Tower (1968)⁴⁵⁵. À l'heure où l'agitation des rues atteignait son paroxysme, la ville, avec l'aide du cabinet d'architectes de réputation internationale Skidmore, Owings and Merrill, faisait tout son possible pour installer ses cols blancs et membres de professions libérales dans des cubes climatisés et sûrs, perchés très haut dans le ciel.

Les années 1920 avaient connu le premier grand mouvement de développement vertical des villes américaines. La deuxième vague de construction de gratte-ciel, à la fin des années 1960 et dans les années 1970, vit la réalisation de plusieurs constructions qui devinrent les symboles reconnus des plus grandes villes américaines : les tours jumelles du World Trade Center à New York, la Transamerica Pyramid à San Francisco, le John Hancock Building à Boston et la Sears Tower à Chicago⁴⁵⁶. À première vue, le timing de ce boom des gratte-ciel semble pour le moins énigmatique. Normalement, de tels projets,

voraces en capitaux, voient le jour dans des environnements économiques relativement tranquilles et prospères ; or l'économie américaine montrait, dès 1966, des signes d'instabilité, avec une baisse de la productivité et de la rentabilité des entreprises, source d'un resserrement du crédit en 1966 et 1967. L'effondrement, à la fin de l'année 1971, du système monétaire international mis en place par les accords de Bretton Woods en 1945 entraîna l'abandon du système de taux de change fixes qui liait les devises du monde entier au dollar indexé sur l'or. La période était donc plus que précaire pour investir dans de grands projets d'infrastructure dont le succès dépendait d'une forte croissance économique dans les années à venir. New York était au bord de la faillite, et la situation financière de Chicago n'était guère enviable. En 1971, les abattoirs fermèrent définitivement leurs portes, tandis que les aciéries approchaient elles aussi de leur fin. De plus, l'Illinois dut faire face à une forte baisse des contrats de défense dans les années 1960 et 1970, une situation aux conséquences désastreuses pour l'économie locale. À la fin des années 1970, l'agence de notation financière Moody's révisa à la baisse la notation des obligations de Chicago, tandis que le système scolaire de la ville faisait face à une grave crise budgétaire.

Malgré tout cela, de nouveaux immeubles s'élevaient toujours plus haut dans le ciel. De fait, alors que l'ancien ordre industriel s'écroulait, un nouvel ordre économique était en voie de création, et Chicago rivalisait avec d'autres villes pour y occuper une place centrale. Des chercheurs comme David Harvey et Saskia Sassen ont décrit ce moment comme celui d'une transformation structurelle profonde de l'économie mondiale, avec notamment l'apparition de dispositifs de travail plus flexibles et de nouveaux secteurs de production, fondés sur la fourniture de services financiers spécialisés pour une économie de plus en plus mondialisée⁴⁵⁷. Pour Sassen, en particulier, ces changements auraient des conséquences majeures pour un groupe de nouvelles « villes globales » qui assumeraient le rôle stratégique de « points de commandement très centralisés dans l'organisation de l'économie mondiale » et de « lieux clés » pour la finance et les sociétés de services spécialisées⁴⁵⁸. La finance, l'assurance et l'immobilier constitueraient les activités dominantes de ces villes globales, aux côtés du marketing, de la publicité et des services juridiques. La montée de ces nouvelles industries de services aurait un très fort impact sur la forme urbaine, et plus précisément sur la disposition spatiale des quartiers d'affaires centraux. Alors que de nombreux observateurs de la scène urbaine à l'époque estimaient que les progrès des technologies de télécommunication allaient rendre obsolètes les quartiers d'affaires à forte densité, on assista à un scénario différent : l'internationalisation des opérations d'entreprise

conduit, au contraire, à une forte concentration des prestataires de services capables d'exercer des fonctions centralisatrices dans ces activités en expansion.

Les conséquences pour Chicago – « la ville aux larges épaules » et l'ancien boucher du monde – furent absolument spectaculaires. En 1980, le quartier d'affaires central, qui couvrait seulement 3,5 % de la superficie totale de la ville, était à l'origine de près de 40 % de la taxe foncière. Et, alors que Chicago dans son ensemble avait perdu près de deux cent cinquante mille emplois au cours des années 1970, l'emploi de cols blancs dans le Loop progressait à un bon rythme. La proportion représentée par la ville dans les emplois totaux du pays dans le domaine des services (4,2 %) la positionnait juste après Los Angeles (4,6 %) et largement devant Houston, à la quatrième place (1,7 %)⁴⁵⁹. Dans le secteur des assurances, par exemple, Chicago était en deuxième place – une position symbolisée par le gratte-ciel noir aux allures de forteresse que Skidmore, Owings and Merrill avait conçu pour son promoteur et locataire, la John Hancock Mutual Life Insurance Company. Avec ses cent étages et ses 344 m de hauteur, la tour était à l'époque le plus haut gratte-ciel du monde hors Manhattan, et, malgré l'interruption de sa construction pour des problèmes de financement en 1967, elle fut terminée à temps pour servir de décor au combat de rues de l'été 1968. De fait, c'était en partie sa fonction, même si peu de personnes impliquées dans sa construction l'avaient conçue ainsi à l'époque.

La notion de « spectacle » dont Guy Debord s'est emparé en 1967 était une notion essentielle dans la lutte épique qui se livrait à ce moment de l'histoire du capitalisme. Si, comme le soutient de manière convaincante David Harvey, « la période allant de 1965 à 1973 a été marquée par l'incapacité de plus en plus visible du fordisme et du keynésianisme à contenir les contradictions inhérentes au capitalisme », ce fut le cas aux États-Unis parce que toutes sortes de mouvements contestataires avaient transformé les rues et les quartiers des villes en autant de spectacles de la crise en cours⁴⁶⁰. Là encore, le cas de la Convention nationale démocrate d'août 1968 est exemplaire. Si inefficaces qu'aient pu paraître les Yippies aux yeux de beaucoup, ils contribuèrent à déjouer la tentative de la ville pour offrir un spectacle de prestige et de pouvoir, à un moment où elle essayait de projeter une image d'ordre et de progrès afin d'attirer les capitaux internationaux, et en firent un spectacle d'ignominie, de violence et de désordre. Pour comprendre les enjeux, il suffit de regarder l'exemple de Detroit. L'image de cette ville est en effet restée marquée, après 1967, par les émeutes et la colère inspirées de l'idéologie du *Black Power*, et elle ne s'en remet jamais. Le nom même de « Detroit » – jadis

surnommée « arsenal de la démocratie » et « Motor City » – évoquait désormais des ghettos en feu ou des Blancs de classe moyenne de la banlieue de Dearborn s'entraînant à tirer au revolver dans la perspective d'une guerre raciale qu'ils pensaient imminente. Le fait que la ville n'ait jamais pu contrôler ce spectacle explique en grande partie pourquoi Detroit n'a réussi à conserver ni sa classe moyenne blanche, ni les sociétés pour lesquelles cette dernière travaillait, et pourquoi elle n'a jamais attiré suffisamment de sociétés de services pour devenir une ville-monde.

Chicago avait offert un spectacle encore plus affreux, mais il parut se relever avec une facilité déconcertante après chaque nouvel épisode. La ville traversa la fin des années 1960 et les années 1970 avec un sentiment de fierté civique largement intact, même s'il était devenu exclusivement blanc. La clé d'un tel exploit résida en grande partie dans la personnalité du maire. Chaque fois que leur ville semblait au bord de l'effondrement, les habitants de Chicago se rassemblèrent autour de leur maire. Et ce dernier, qui avait grandi au milieu des caïds du gang du Hamburg Athletic Club et respiré chaque été la puanteur des abattoirs, paraissait savoir exactement comment faire entrer sa ville dans l'ère globale.

Daley était immensément fier de sa ville, et sa fierté était contagieuse. Entre 1960 et 1965, Chicago devint le type de ville où les Blancs de classe moyenne se sentaient à l'aise pour vivre et travailler, et ce résultat lui devait beaucoup. De fait, le maire ne faisait que suivre les grandes lignes du plan de développement du centre de Chicago de 1958, qui avait souligné la nécessité de « mettre l'accent sur [...] les besoins des groupes de la classe moyenne désireux de vivre dans des quartiers proches du cœur de la ville⁴⁶¹ ». En 1958, l'expression « groupes de la classe moyenne » ne pouvait désigner que les Blancs, et les « besoins » auxquels il était fait allusion étaient les habitations de luxe et les activités commerciales et récréatives susceptibles de plaire à cette catégorie. Les propriétaires de magasins et les promoteurs du Loop craignaient de voir le quartier d'affaires central envahi par les piétons et les clients noirs, et ils avaient désespérément besoin d'une injection d'habitants blancs de classe moyenne. Exprimant tout haut ce que la plupart pensaient tout bas, le promoteur Arthur Rubloff, acteur essentiel de la transformation du Near North Side de Chicago, fit à cette époque une célèbre déclaration : « Je vais vous dire, moi, ce qui ne va pas avec le Loop. C'est la conception que les gens en ont. Et cette conception tient en un mot – noir. N-O-I-R. Noir⁴⁶². »

Rubloff – qui, à sa mort en 1986, avait une garde-robe qui contenait 100 costumes sur mesure, 40 manteaux de cashmere, 500 cravates en

soie, 100 paires de chaussures et 15 smokings – avait des visées sur le quartier nord du Loop depuis 1947. Cette année-là, il avait inventé l'expression « Magnificent Mile » pour illustrer sa vision d'une grande artère commerciale de luxe – pas très différente des Champs-Élysées – à construire le long de North Michigan Avenue, entre la rivière Chicago et le quartier huppé de la Gold Coast. En 1960, Daley décida de faire du rêve de Rubloff une réalité et donna le feu vert pour un projet ambitieux de réaménagement du sud-ouest de la Gold Coast, utilisant une subvention fédérale de 10 millions de dollars pour racheter et raser une bande de 6,5 ha délimitée par North Avenue, LaSalle, Clark et Division Street. La ville avait bien sûr lancé des appels d'offres, mais, sans surprise, c'est la société Rubloff qui décrocha le contrat. Son plan de développement immobilier de 40 millions de dollars, conçu pour les classes moyennes, comprenait maisons de ville, immeubles, piscines, terrains de tennis et aires de jeux pour enfants. Le quartier s'appellerait Carl Sandburg Village – tirant son nom, ironiquement, du poète qui avait si brillamment exprimé les espoirs et les frustrations de familles ouvrières identiques à celles que la réalisation du projet forcerait à déménager.

Avec sa population composée en très grande majorité de Blancs de la classe moyenne, Sandburg Village fit perdre au quartier beaucoup de sa diversité, chassant notamment une communauté importante de Portoricains ainsi que les habitants de « Little Tokyo », autour du croisement des rues Clark et Division. Mais c'était précisément là l'objectif recherché. Grâce à ce nouveau complexe immobilier, la Gold Coast était désormais protégée de la cité Cabrini-Green, tandis que le Loop et son prolongement sur le Magnificent Mile recevaient un apport vital d'habitants et de clients blancs de la classe moyenne. Et ce n'était que le début.

À peu près à la même époque, les promoteurs lançaient un nouveau projet à l'autre extrémité du Magnificent Mile : Marina City. Ce complexe résidentiel d'un coût de 36 millions de dollars, composé de deux tours jumelles de soixante-cinq étages, semblables à des épis de maïs, sur la rive nord de la rivière Chicago au niveau de State Street, était présenté comme une vraie « ville dans la ville », avec une marina, un centre de remise en forme, un cinéma, une piscine, une patinoire, une salle de bowling, des restaurants et des bars, une parfumerie et une boutique gourmet proposant « des articles venus du monde entier ». Marina City était un hommage au style de vie urbain, raffiné et superficiel propre à Madison Avenue à New York, au milieu des années 1960, le but étant de vendre toutes sortes de produits, des automobiles aux chaînes hi-fi⁴⁶³. Le projet eut un succès retentissant et les neuf cents appartements de Marina City furent loués avant

même l'inauguration du bâtiment en 1965, fournissant au Loop un autre vivier d'habitants de classe moyenne ou supérieure à son extrémité nord, et donc des milliers de clients potentiels pour le Magnificent Mile, en plein développement.



Les Marina Towers, symbole de l'évolution de Chicago, loin de son image ouvrière traditionnelle.

Une fois encore, Daley avait œuvré dans la coulisse pour mener à bien l'entreprise. Celle-ci était même typique des pratiques de corruption de la Machine, puisque la ville avait vendu le complexe en bord de rivière à un prix dérisoire au président du conseil d'administration de la Chicago Housing Authority, Charles Swibel, lequel obtint en échange un financement du syndicat international des concierges (Janitors International Union), dont le président, William McFetridge, était un ami proche de Daley⁴⁶⁴. L'année où Marina City fut achevée, le chantier de construction de la Lake Point Tower débuta. Cet autre projet de ville dans la ville avait le même objectif : garantir une présence accrue de catégories blanches aisées dans le Near North Side dans un avenir proche. Surplombant Navy Pier juste au nord de l'embouchure de la rivière Chicago, cette tour en verre noire à l'apparence ondulée, haute de 200 m, a été conçue par deux élèves de Ludwig Mies van der Rohe qui s'inspirèrent du design d'un

gratte-ciel entouré d'un rideau de verre construit à Berlin en 1922. En plus de bénéficier d'une vue spectaculaire sur la ville et sur le lac, les habitants de Lake Point Tower pouvaient profiter de leur propre parc de un hectare, comprenant une aire de jeux pour enfants, une piscine, une mare et des cascades.

Carl Sandburg Village, Marina City, Lake Point Tower et les magasins de luxe qui ouvraient leurs portes sur North Michigan Avenue représentaient la nouvelle image de marque de Chicago : une ville de cols blancs dominée par le style de vie suave du consommateur urbain, avec tous les plaisirs et loisirs associés. Chaque jour à 17 h 15 précises, le barman du bar de Marina City faisait sonner une cloche pour annoncer le début de l'*happy hour* : les clients pouvaient immédiatement commander la boisson qu'ils étaient en train de siroter pour seulement 5 cents. Chicago commençait à se définir comme une ville qui sait faire la fête – un coup de publicité qui dut beaucoup à la chanson, rendue populaire par Frank Sinatra, *My Kind of Town (Chicago is)*, en 1964, et à la décision de Hugh Hefner d'ouvrir le premier club Playboy sur Walton Street, au cœur de la Gold Coast. Trois mois après son ouverture, le club avait déjà attiré 132 000 clients ; à la fin de l'année, il comptait 106 000 membres, chacun possédant une clé métallique portant l'emblème de *Playboy* : une tête de lapin.

Chicago était aussi une ville d'entreprises en devenir, ce qui influa profondément sur sa culture publique et sa vie politique. Symbole de cette évolution, l'emménagement en 1965 du magazine *Playboy* dans l'immeuble art déco Palmolive de trente-sept étages – où, rapprochement comique, il remplaça le célèbre fabricant de dentifrice et de savon Colgate-Palmolive-Peet. Idéalement situé juste derrière l'hôtel Drake, à l'endroit où Lake Shore Drive tourne brusquement au niveau de la plage d'Oak Street, ce prestigieux immeuble construit en 1929 devint un panneau publicitaire géant pour *Playboy*, dont le nom se détachait au dernier étage en immenses lettres illuminées. Le magazine était alors en pleine ascension – on estime qu'en 1972 un quart des étudiants américains l'achetaient chaque mois – et son installation à Chicago était essentielle pour séduire un public de masse. Sa visibilité dans la ville confirmait que l'essence culturelle de Chicago n'était pas à rechercher dans les cafés et les clubs de musique folk, mais plutôt dans les bars et les boîtes de nuit de Rush Street, dans la Gold Coast, là où se produisaient tous les meilleurs jazzmen et bluesmen. Cela explique pourquoi, en 1969, les Weathermen, groupe issu de la scission du SDS, convaincus de la nécessité de recourir à des tactiques violentes pour faire sortir le pays de sa torpeur, s'attaquèrent précisément à ces boîtes de nuit lors des

tristement célèbres émeutes des « Journées de la rage » (« *Days of Rage* ») ; ils avaient compris, peut-être inconsciemment, que ces établissements étaient d'une certaine manière aussi emblématiques de l'ordre capitaliste qu'ils dénonçaient que les banques et les fournisseurs de l'armée.



Les Weathermen cherchèrent à créer le chaos dans les rues de Chicago lors des Journées de la rage en octobre 1969.

Si Chicago s'était fait un nom comme ville de plaisir, il allait vite acquérir aussi la réputation d'une « ville qui marche et qui travaille » (*city that works*). Ce surnom, utilisé pour la première fois en 1971 dans un article de *Newsweek* vantant la capacité de Daley à créer une infrastructure efficace pour les entreprises et la vie urbaine à un moment où d'autres villes connaissaient de graves difficultés, avait un double sens : les habitants de Chicago travaillaient dur, et, grâce à leur maire, leur ville fonctionnait efficacement. « On peut facilement démontrer que Chicago constitue la plus étonnante des exceptions – une grande ville américaine qui fonctionne vraiment⁴⁶⁵ », pouvait-on lire dans *Newsweek*. L'expression « *city that works* » fut reprise dans les journaux locaux en 1972, puis dans le *Washington Post* et le *New York Times* en 1974 et 1975. Elle devint le slogan de Chicago, à tel point que, lorsque Richard J. Daley mourut d'une crise cardiaque dans son bureau en 1976, on la retrouva en ouverture de sa notice nécrologique dans tous les journaux du pays.

Ce surnom était aussi dû au fait que, pendant que d'autres villes étaient confrontées à l'effondrement de leurs infrastructures et à des

services déficients dans un contexte de crise fiscale généralisée, Chicago avait réussi à mettre à niveau – souvent grâce à l'argent d'autrui – ses infrastructures de transport et ses services municipaux. À la fin de 1960, Richard J. Daley avait supervisé la construction de l'indispensable autoroute Northwest Expressway (rebaptisée John F. Kennedy Expressway en 1963), dont la majeure partie avait été financée par des fonds fédéraux. Elle permettait de relier l'aéroport international O'Hare en voiture, avant que la ligne bleue du « L » ne commence à y acheminer aussi les voyageurs grâce à une extension construite sur une bande de terre au milieu de l'autoroute à partir de 1970. En 1961, l'aéroport bénéficia également d'une rénovation majeure d'un coût de 120 millions de dollars, sans que les contribuables aient à dépenser le moindre centime ; à l'issue de difficiles négociations, Daley avait forcé les compagnies aériennes elles-mêmes à lancer une obligation sur quarante ans pour financer le projet. Cette rénovation contribua à faire de O'Hare l'aéroport le plus fréquenté du monde.



L'aéroport international O'Hare aujourd'hui.

Autres projets grandioses de l'administration Daley : le palais des congrès McCormick Place et, en 1964, un complexe moderniste spectaculaire destiné à accueillir les services du gouvernement fédéral, au croisement des avenues Jackson et Dearborn. Conçu par Mies van der Rohe dans le style international, cet ensemble comprenait le

Dirksen Federal Building (30 étages), le Kluczynski Federal Building (45 étages) et un bureau de poste, disposés autour d'une grande place. Une fois de plus, Daley avait réuni des financements fédéraux considérables pour réaliser les travaux. L'année suivante vit une autre inauguration, celle du superbe Civic Center (rebaptisé Richard J. Daley Center en 1976), entre les rues Randolph et Washington, juste en face de l'hôtel de ville. Conçu pour abriter les services judiciaires du comté ainsi que des administrations de la ville et du comté, le Center, autre gratte-ciel de style international bordé d'une vaste place moderniste, a été construit dans un acier spécial prévu pour rouiller, ce qui donne à l'immeuble sa couleur rouge et marron unique. Deux ans plus tard, en 1967, Pablo Picasso fit don à la ville d'une sculpture cubiste de 162 tonnes et de 15 mètres de hauteur, fabriquée dans le même matériau que le bâtiment devant lequel elle fut installée ; les coûts de construction (matériaux et fabrication) furent pris en charge par des fondations caritatives locales. Lorsqu'on lui demanda s'il approuvait le choix de Picasso pour décorer la place, Daley aurait répondu : « Si vous, messieurs, pensez que c'est le meilleur, c'est ce que nous voulons pour Chicago ; vous avez mon feu vert. » La sculpture de Picasso était la première d'une série d'œuvres d'art majeures qui finirent par donner à Chicago une allure de ville-monde en le débarrassant définitivement de son image de ville ouvrière sans raffinement. En 1974, la Federal Plaza se dota de son propre symbole artistique : la statue en acier rouge *Le Flamant*, d'Alexander Calder, haute de 16 m.

Le Loop offrait donc l'image d'un mélange de modernité, d'efficacité et de prestige. Malgré tout, Daley devait lutter contre la forte attraction des pâturages plus verts des banlieues, vers lesquels lorgnaient de nombreuses sociétés. Ainsi, c'est dans le comté de DuPage que le groupe McDonald's choisit d'implanter son siège et d'ouvrir son centre de formation Hamburger University en 1971. L'emploi dans ce comté doubla au cours de la décennie 1970 et sa population progressa de 34 %. Après McDonald's, de nombreux autres sièges d'entreprises et équipements de recherche s'installèrent le long de la Route 5, dont ceux d'AT&T et d'Amoco. Au cours de la même période, dans le comté de Cook, ce qu'on appela le « corridor doré » des sociétés high-tech se forma au nord-ouest, avec l'arrivée de Motorola, Pfizer, Honeywell, Western Electric et Northrup Defense Systems le long du Northwest Tollway, près de l'aéroport O'Hare. Des zones semblables se formaient aux abords de toutes les grandes métropoles du pays, un phénomène pour le moins problématique, car il provoquait la chute drastique des ressources fiscales des villes, à un moment où elles en avaient le plus grand besoin⁴⁶⁶. À Chicago, l'administration Daley augmenta les impôts fonciers de 18 % en 1971,

mais cette hausse fut insuffisante pour compenser la perte de revenus fonciers due à la fuite des entreprises et des habitants. Ainsi, en 1970, les taxes foncières finançaient 39 % du budget de la ville, mais à la fin de la décennie ce chiffre était tombé à 27 %⁴⁶⁷.



Le Flamant, sculpture d'Alexander Calder sur la Federal Plaza.

Une telle situation appelait une réaction extraordinaire, et Daley « le bâtisseur », comme le surnommaient certains, travailla sans relâche dans la coulisse pour conclure des marchés, faire construire des gratte-ciel et faire rester en ville de grandes entreprises. En 1964, il avait vendu un terrain municipal pour permettre le lancement du chantier de l'immeuble de la First National Bank (aujourd'hui appelé Chase Tower), un gratte-ciel en granit incurvé de soixante étages qui ouvrit en 1969 sur Madison Avenue, entre les rues Dearborn et Clark⁴⁶⁸. L'année 1969 fut aussi une année faste pour le Loop, avec l'inauguration de huit nouveaux immeubles créant 427 000 m² supplémentaires de bureaux. C'est cette année-là que débuta la construction du deuxième immeuble le plus haut de Chicago, la tour de la Standard Oil, un édifice de quatre-vingt-trois étages d'un coût de 100 millions de dollars. Une fois encore, cette construction dut beaucoup à la campagne brillamment orchestrée par le maire. Lorsqu'il apprit – par le président de la société lui-même, John Swearingen – que Standard Oil devait quitter son siège sur South Michigan Avenue pour en trouver un plus grand, Daley facilita l'achat

par la société d'un terrain vacant situé immédiatement au nord de Grant Park. À peu près au même moment, il entendit dire que Sears, Roebuck and Company, le plus grand détaillant du monde, envisageait d'acquérir un siège très vaste en banlieue : une nouvelle fois, il se mit au travail pour empêcher ce départ. Après qu'il eut rencontré le président de Sears, Gordon Metcalf, la société commença à envisager la construction du plus haut gratte-ciel du monde, la Sears Tower, juste à l'ouest du Loop. Problème : la parcelle qu'elle convoitait était traversée par une portion de Quincy Street. Daley ordonna alors au conseil municipal d'élaborer immédiatement une loi transférant la propriété de la rue à Sears contre une somme très faible. Pour rendre son offre encore plus attractive, il promit à Metcalf que la ville prendrait en charge les coûts importants d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées pour l'immeuble. Le marché fut conclu : avec l'ouverture de la Sears Tower en 1974, Chicago possédait un gratte-ciel plus haut que le World Trade Center ; une bonne partie des 150 millions de dollars nécessaires à sa construction contribua à irriguer l'économie locale, sans compter l'assiette fiscale de la ville. Des milliers d'emplois, dont un grand nombre de professions libérales, purent ainsi rester dans la ville.

Daley possédait désormais en la personne de Metcalf un allié puissant dans sa quête pour renforcer le Loop – une mission apparemment sans fin. Les ouvriers n'avaient pas encore fini de souder les poutres de la Sears Tower que Metcalf dirigeait, avec Donald M. Graham, P-DG de la Continental Illinois National Bank and Trust, et Thomas G. Ayers, président de Commonwealth Edison Company, l'ambitieux projet Dearborn Park. Il s'agissait de transformer 240 ha de voies de chemin de fer abandonnées à l'arrière de l'ancienne gare Dearborn, sur Polk Street, en un complexe résidentiel à revenus mixtes de cent vingt mille personnes. L'idée faisait partie du plan Chicago 21, élaboré en 1973 par le Chicago Central Area Committee, de statut quasi public, avec l'aide du cabinet Skidmore, Owings, and Merrill. À l'instar des plans qui l'avaient précédé, Chicago 21 mettait l'accent sur la nécessité de rendre le quartier d'affaires central attractif pour les habitants de la classe moyenne et supérieure grâce au développement de logements de luxe, de terrains de jeux, de parcs et de commerces haut de gamme. Avec les constructions récentes dans le North Side, ce besoin paraissait surtout pressant au sud du Loop, là où la Sears Tower s'élevait dans le ciel comme une imposante sentinelle noire⁴⁶⁹. Dans l'esprit des concepteurs de Chicago 21, cette zone constituait le bas-ventre du Loop, exposé à la pauvreté noire qui saillait comme une lame de couteau par le « couloir de State Street », cet interminable défilé de grands ensembles composé des Stateway Gardens et des Robert Taylor Homes. Daley, bien entendu, soutenait le projet,

garantissant que la ville prendrait en charge l'ensemble des infrastructures que requerrait sa réalisation. Symbole du nouveau pouvoir illimité des entreprises à Chicago, quelques dirigeants de sociétés du centre-ville formèrent la Chicago 21 Corporation et réunirent les 14 millions de dollars nécessaires pour acquérir des terrains et bâtir Dearborn Park. Ce complexe massif de logements à loyers mixtes était de toute évidence conçu pour servir de barrière entre les Noirs déshérités du Near South Side et les hommes d'affaires du South Loop. Ainsi, les appartements donnaient tous sur l'intérieur, les parcs étaient entourés d'une enceinte et réservés aux seuls résidents, et toutes les rues orientées nord-sud au sein du complexe étaient en cul-de-sac⁴⁷⁰. Pour la dimension « revenus mixtes », la Chicago 21 Corporation avait prévu de réserver un immeuble pour le logement social, mais il était entendu qu'elle privilégierait les personnes âgées plutôt que les familles pour l'attribution des appartements.



Le « bâtisseur » Richard J. Daley célébrant la pose de la dernière poutre au sommet de la Sears Tower de 110 étages, le 3 mai 1973.

La machine Daley semblait avoir enfin réalisé l'objectif qu'elle s'était fixé depuis la fin des années 1950 : mettre au point un système

capable de produire des ressources sans avoir à s'encombrer des lourdeurs politiques qui l'accompagnent généralement. Dearborn Park allait ainsi rapporter à la ville chaque année une coquette somme en revenus fiscaux. Certes, de graves injustices avaient été commises pendant sa création, puisque des sociétés détenues par des minorités avaient été écartées de la procédure d'attribution des contrats. De plus, il était difficile de nier ce qu'affirmaient différents groupes issus de la communauté noire, selon lesquels Dearborn Park était, pour reprendre l'expression du *Chicago Defender*, une « forteresse réservée aux Blancs et destinée à protéger le quartier financier contre les Noirs⁴⁷¹ ».

Le projet n'eut pas à proprement parler des conséquences *politiques*. Il était en apparence une opération privée, et, en cette époque où la rationalité néolibérale commençait juste à se répandre dans les villes américaines, la notion de responsabilité privée n'était pas encore intégrée dans les tactiques de l'opposition politique. De même que la politique identitaire avait rapidement fait disparaître les défis réformistes dans les années 1960, l'ordre politique néolibéral de la ville globale désorienta les forces réformatrices et modifia le terrain de l'affrontement politique. Significatif à cet égard était l'éditorial publié en 1978 dans le *Defender* sur la question de Dearborn Park. S'interrogeant sur les implications du projet, il s'ouvrait sur ces questions : « Quelle est l'obligation du secteur privé en ce qui concerne la résolution des inégalités raciales ? Le profit financier est-il le seul critère pour déterminer l'action ou l'inaction ? Les banques et les détaillants et fabricants indépendants doivent-ils être tenus de résoudre les problèmes qu'ils ont contribué à créer ? » Dans la suite de l'article, pas un seul dirigeant municipal, qu'il fût élu ou nommé, n'était mentionné parmi les responsables, et la seule réaction politique recommandée si les « banquiers, détaillants et fabricants » n'étaient pas à la hauteur de leur prétendu « sens de la responsabilité sociale », c'était un boycott des consommateurs⁴⁷². Le rôle du complexe de Dearborn Park, né de la volonté d'intérêts privés, dans le renforcement des inégalités raciales à Chicago est une des premières manifestations d'un phénomène plus vaste que le sociologue Lawrence Bobo a appelé le « racisme du laissez-faire » : dans un tel système, « les inégalités raciales modernes comptent sur le marché et sur un préjugé raciste informel pour recréer et, dans certains cas, aggraver fortement les structures d'inégalités raciales⁴⁷³ ». La réaction incohérente et, en dernière analyse, timide de la communauté noire était symptomatique de la capacité de l'ordre néolibéral à dépolitiser les forces mêmes qui ancrèrent les inégalités raciales et sociales dans la ville⁴⁷⁴.

De plus, puisque Dearborn Park n'était pas financé avec des fonds

du gouvernement fédéral, l'opposition ne pouvait même pas invoquer les obligations d'*affirmative action* imposées par l'ordre exécutif n° 11 246 de Lyndon B. Johnson. Cela avait pu être fait en revanche en 1969 et 1970, lorsque la Coalition of United Community Action (CUCA) – un regroupement de soixante-deux organisations locales noires, dont l'Operation Breadbasket de Jesse Jackson – avait mené des actions de protestation contre des chantiers du Loop pour exiger que le syndicat en très grande majorité blanc des métiers du bâtiment, le Chicago Building Trades Union, accepte plus de Noirs dans ses rangs. Grâce au soutien musclé de trois des gangs les plus redoutables de la ville – les Vice Lords, les Blackstone Rangers et les Black Gangster Disciples –, la CUCA avait réussi à faire fermer plusieurs sites, obligeant la ville à conclure un accord, le « plan de Chicago » de 1970, pour promouvoir la mixité raciale dans le secteur du bâtiment de la ville⁴⁷⁵. Mais, comme le révéla ensuite la controverse autour de Dearborn Park, la solution était loin d'être satisfaisante. Avec l'entrée dans le secteur du bâtiment d'un nombre croissant de petites sociétés qui ne faisaient pas affaire de façon suffisamment massive avec le gouvernement pour tomber sous le coup de l'*affirmative action*, il devint de plus en plus difficile de réclamer des perspectives d'embauche pour les Noirs de la ville. De plus, le retrait des fonds fédéraux du marché du bâtiment priva les entreprises détenues par des minorités de leur argument juridique pour revendiquer la part du gâteau qui devait leur revenir. Ce facteur était essentiel dans le Chicago de Richard J. Daley, où la politique sans argent s'apparentait, selon l'expression de Shakespeare, à « un conte raconté par un idiot, plein de bruit et de fureur, et qui ne signifie rien ». La présence de sociétés détenues par des minorités dans les communautés noires, mexicaines et portoricaines aurait pu contribuer à créer les perspectives d'emploi, le capital politique et le *leadership* dont ces communautés avaient besoin pour ne plus dépendre des maigres ressources que la machine Daley leur concédait en échange de leur soutien. Mais, dans les années 1970, les communautés mexicaines et portoricaines de Chicago n'avaient pas suffisamment réussi dans les affaires ; la communauté noire, elle, évoluait dans la direction opposée, certains de ses anciens centres d'activité commerciale se transformant progressivement en villes fantômes tandis que les nouveaux étaient lents à se développer. La révolution était pour les radicaux ; à Chicago, la politique était avant tout une affaire de pragmatisme. Les capitaux qui affluaient à Chicago ne changeaient pas grand-chose à l'extérieur du Loop et des quartiers résidentiels voisins. Peu d'habitants de la classe ouvrière possédaient les compétences nécessaires pour prétendre aux emplois très qualifiés proposés dans les secteurs en expansion rapide de la finance, de l'assurance et de

l'immobilier. Et, s'il restait de nombreux emplois à pourvoir dans le secteur en forte croissance du bâtiment, la Machine et les syndicats avaient déjà pris toutes les mesures nécessaires pour en exclure ceux qui avaient le plus besoin de travailler. Lorsque Daley mourut d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-quatorze ans, la politique de la Machine qu'il avait défendue pendant plus de deux décennies faisait autant partie de la ville que l'air qu'on y respirait. Il y avait encore du travail pour la garder attractive pour les affaires, mais les entreprises contrôlaient désormais les choses, et qui aurait osé critiquer ce qu'elles faisaient pour la ville ?

Ironiquement, c'est à ce moment précis, alors que l'opposition semblait presque inexistante, que le système traditionnel de la Machine commença à s'effondrer. Certes, Daley remporta une victoire écrasante lors des élections municipales de 1971 et de 1975, mais ses dernières années au pouvoir furent entachées de scandales en tout genre. La série noire commença en 1969 avec la décision d'un tribunal fédéral dans l'affaire Gautreaux : la Chicago Housing Authority fut déclarée coupable d'avoir pendant des décennies agi de manière discriminatoire envers les Afro-Américains à travers les choix de localisation de ses grands ensembles. Cette décision impliquait que la ville abandonnât la construction de logements à loyer modéré dans les quartiers noirs. La Machine sembla s'enrayer de nouveau lorsque la Cour suprême des États-Unis confirma la décision d'un tribunal fédéral dans l'affaire Shakman, décision selon laquelle les employés municipaux ne pouvaient être renvoyés en raison de leurs affiliations politiques. À la même époque, plusieurs scandales de corruption révélèrent que les autorités municipales n'avaient pas hésité à allouer de manière irrégulière, voire parfois à détourner, des fonds publics. En 1972, une enquête du *Chicago Tribune* sur l'utilisation par la ville de la subvention de lutte contre la pauvreté de 53 millions de dollars accordée par le gouvernement fédéral dans le cadre de son programme « Villes modèles » conclut que près de la moitié de l'argent avait été dépensé en frais administratifs imaginaires qui avaient rempli les poches des amis de la Machine. L'année suivante, la presse locale révéla que la ville avait offert un contrat de près de 3 millions de dollars à une compagnie d'assurances d'Evanston peu de temps après que le fils du maire, John, l'eut rejointe. Puis, en 1974, le fidèle bras droit de Daley au conseil municipal, Thomas Keane, fut condamné pour trafic d'influence dans l'achat de parcelles de terrain grevées d'arriérés fiscaux et leur revente à la ville à des prix supérieurs au marché.

Le département de police municipal ne fut pas épargné. En 1973, le surintendant de la police, James Conlisk, confronté à plusieurs

accusations, annonça sa démission. Il y avait une affaire d'extorsion de fonds touchant des propriétaires de tavernes et dans laquelle étaient impliqués plusieurs de ses officiers, mais aussi, plus grave, des plaintes contre le département de police à cause de sa tendance aux abus physiques et verbaux contre les Afro-Américains – des plaintes qui, de surcroît, émanaient d'un ancien pilier de la Machine dans la Black Belt, Ralph Metcalfe, lequel, après avoir remporté le siège laissé vacant par William Dawson au Congrès, commença à prendre ses distances avec Daley. Chaque jour qui passait semblait apporter son lot de scandales. Pourtant, pendant toute cette période, des contrats continuèrent d'être signés, des immeubles d'être érigés, et Daley d'être réélu.

L'instinct politique de Richard J. Daley lui dictait que ce qui était bon pour John Hancock, Chase et Sears était bon pour Chicago, et que ce qui était bon pour Chicago était bon pour lui-même et ses amis. Il avait compris que la réaction conservatrice signifiait un tarissement prochain du puits des ressources du gouvernement fédéral, en particulier après la perte de la Maison-Blanche par les démocrates. Et son expérience lui avait montré que les habitants de Chicago, comme les autres Américains, traînaient de plus en plus les pieds pour payer leurs impôts : en 1962, les électeurs avaient rejeté son émission d'obligations municipales d'une valeur de 66 millions de dollars parce qu'ils refusaient de payer une taxe foncière plus élevée pour financer le programme de renouvellement urbain et améliorer le système de tout-à-l'égout. Les nouvelles sources de revenus fiscaux et de ressources financières à distribuer par la Machine étaient les entreprises transnationales qui avaient leur siège dans les nouveaux gratte-ciel de la *skyline*. Déjà néolibéral dans les années 1950 sans le savoir, Daley comprit qu'il était impérieux d'empêcher qu'elles quittent la ville.

Cet instinct politique allié à un souci quasi obsessionnel de l'image de marque de Chicago conduisit Daley à chercher à promouvoir l'image d'une ville en pleine ascension, dont les habitants étaient fiers. Pourtant, Chicago était dans les années 1970 en proie à une grave crise fiscale, même si personne ne semblait être au courant. Comme le révéla le journaliste David Bernstein, l'illusion était entretenue grâce à toute une série de « trucs budgétaires » destinés à cacher les déficits croissants. Les gestionnaires financiers de la mairie étaient même allés jusqu'à contracter un emprunt au nom de la ville pour rembourser d'anciennes dettes municipales, mais en se servant des fonds pour financer de nouvelles dépenses de fonctionnement afin de maintenir les apparences de la bonne santé financière⁴⁷⁶. Sur ce point-là aussi, Daley était à l'avant-garde, en avance sur la sophistication comptable

du futur.

Le rôle de la Machine fut donc essentiel pour faire de Chicago une ville compétitive dans la nouvelle économie mondiale, mais d'autres facteurs étrangers à ce système allèrent dans le même sens. Ainsi, deux Bourses d'échange de contrats à terme sur les produits de base agricoles – le Chicago Board of Trade (CBOT) et le Chicago Mercantile Exchange (connu sous le nom de « Merc » ou de CME) – virent le jour à Chicago, prolongeant la fonction historique de la ville en tant que centre de la finance, du marketing et de l'assurance pour le complexe agro-industriel du Middle West⁴⁷⁷. Pour les agriculteurs inquiets des fluctuations des cours, ces contrats offraient l'avantage de garantir qu'ils pourraient vendre leur production à un prix fixe pendant une certaine période ; ils étaient aussi attractifs pour les spéculateurs désireux de parier sur les fluctuations des cours des produits de base. Si les Bourses de négoce de produits de base de Chicago connurent des difficultés pendant la majeure partie des années 1960 – dues à la baisse de la Bourse en général et au manque d'intérêt des investisseurs pour les produits proposés –, les choses changèrent spectaculairement en 1969, année la plus active de toute leur histoire, puis une nouvelle fois en 1972, lorsque le CME lança le premier marché de contrats à terme en devises étrangères.

L'idée venait de Milton Friedman en personne, membre fondateur du célèbre département d'économie à l'université de Chicago. Au début des années 1970, il s'était donné pour mission d'enterrer le keynésianisme et de promouvoir le monétarisme – la théorie qui relie les taux de chômage et d'inflation à des changements dans la masse monétaire. Selon Friedman, la Grande Dépression des années 1930 aurait pu être évitée grâce à une politique monétaire adaptée, et cette dernière constituait désormais la seule manière prudente de garantir la croissance économique tout en stabilisant l'inflation. Tandis qu'il formait certains de ses disciples (qui seraient plus tard baptisés « Chicago Boys ») à la manière d'introduire cette magie de l'économie de marché au Chili, Friedman accepta un contrat de conseil auprès du CME. Ayant déterminé que la fin du système de Bretton Woods en 1971 créerait un énorme besoin pour un marché de contrats à terme capable de réduire les risques en offrant une protection contre la volatilité des valeurs en devises, il recommanda au CME de prendre l'initiative et d'établir cette place boursière à Chicago⁴⁷⁸. Le CME appliqua cette même recommandation aux contrats à terme sur l'or en 1974, aux bons du Trésor en 1976 et aux contrats à terme de l'indice boursier Standard & Poor's en 1982. Pendant ce temps, le CBOT définissait sa propre niche en protégeant les investisseurs contre les fluctuations de plus en plus fortes des taux d'intérêt, en proposant des

contrats à terme sur les certificats adossés aux hypothèques en 1975 et des obligations du Trésor en 1977.

L'impact de l'activité de ces places boursières sur le secteur financier de Chicago fut pour le moins spectaculaire. En 1972, le CME enregistra des transactions pour une valeur de 66,1 milliards de dollars, tandis que celles du CBOT s'élevaient à 123 milliards ; chaque jour, les deux Bourses réunies faisaient des dépôts de marge largement supérieurs à 300 millions de dollars dans les banques de Chicago. « Peut-on pleinement évaluer ce que cela signifie pour Chicago⁴⁷⁹ ? » s'interrogeait Leo Melamed, président du CME, devant un parterre de gestionnaires professionnels de la ville en 1973. Personne ne sut ou ne voulut répondre. L'année précédente, première année après la fermeture des abattoirs, 48 millions de têtes de bétail estimées à quelque 20 milliards de dollars avaient été échangées sur le CME sans aucune retombée financière positive pour les habitants de Chicago. Dans les années 1970, des sommes d'argent colossales commencèrent à affluer à Chicago en provenance du monde entier sous la forme de chiffres et de codes transmis par les voies de télécommunication dans les centres de commande des gratte-ciel, mais toute cette richesse ne laissa jamais la moindre trace dans les vastes ghettos noirs du South Side et du West Side. Et, alors que Milton Friedman était assis dans son bureau de Hyde Park à concocter les arguments idéologiques qui justifieraient ce phénomène « naturel », il ne pouvait pas ne pas entendre les sirènes en provenance du ghetto voisin de Woodlawn, où les taux de chômage et de suicide grimpaient plus vite que les indices boursiers.

Le messie noir de « Beyrouth-sur-le-Lac »

Des choses très étranges se produisirent à Chicago en mars 1983. Dans une ville qui n'avait pas élu de maire républicain depuis cinquante-six ans, et où les républicains, dans certaines circonscriptions blanches de la classe ouvrière, étaient raillés au même titre que les Juifs et les Noirs, des démocrates se pressèrent soudain pour apporter bénévolement leur aide au candidat républicain aux élections municipales. Le premier signe de ce profond bouleversement apparut lors du défilé annuel de la Saint-Patrick, un événement qui servait traditionnellement à réaffirmer les liens de solidarité et de loyauté au sein du Parti démocrate. À cette occasion, les eaux de la rivière étaient teintées d'un vert fluorescent au moyen d'hectolitres de peinture, et les grandes personnalités de la Machine défilaient aux côtés de la base du Parti démocrate, ruban vert à la boutonnière et chapeau de Leprechaun sur la tête. Le défilé était encore plus important les années électorales, comme c'était le cas en 1983, car le parti en profitait pour mettre en avant ses candidats.

Mais 1983 marqua une rupture à plusieurs égards. Tout d'abord, le candidat du Parti démocrate au poste de maire, Harold Washington, qui avait récemment remporté une primaire difficile, n'était pas en tête de la procession. Lorsqu'il arriva au milieu de la foule, il fut accueilli non par des applaudissements, mais par des chuchotements et des acclamations assourdies, apparemment forcées. Immédiatement après, la même foule accueillit avec effusion le candidat du Parti républicain, Bernard Epton, un réformateur rompu à la critique de la Machine, riche, juif, résident de Hyde Park et diplômé de l'université de Chicago – autant de caractéristiques qui auraient dû rester en travers de la gorge des supporteurs irlandais loyaux de la Machine du South Side. Selon le *Chicago Tribune*, une femme ouvrit son manteau devant Epton pour lui montrer un tee-shirt vert arborant le slogan « Votez bien, votez blanc »⁴⁸⁰.

Si l'ordre naturel des choses était à ce point perturbé, c'était parce qu'un homme noir né et élevé à Bronzeville – un ancien membre de la chambre et du sénat de l'Illinois ayant réussi à se faire élire à la Chambre des représentants des États-Unis en 1981 – allait, selon toute probabilité, devenir maire de Chicago. En règle générale, les dés étaient jetés dès la primaire démocrate et l'élection en elle-même était une pure formalité. Harold Washington commença d'ailleurs à mettre sur pied son équipe de transition immédiatement après son étonnante victoire contre le maire sortant Jane Byrne et le fils de Daley, Richard

M. Daley. La scène politique locale avait déjà été bouleversée en 1979 lorsque Byrne avait battu le successeur de Daley, Michael Bilandic, devenant ainsi la première femme maire de Chicago, et même la première femme maire d'une grande ville américaine. C'était un exploit considérable dans un État qui, rappelons-le, était l'un des quinze à avoir refusé de ratifier l'amendement de la Constitution sur l'égalité des droits. Mais le sexe de Byrne ne fut jamais vraiment un enjeu de la campagne. Ce fut le cas en revanche de la couleur de peau de son challenger.



Le révérend Jesse Jackson et d'autres supporters félicitent Harold Washington, le 23 février 1983, après sa victoire à la primaire du Parti démocrate en vue de l'élection municipale.

L'épidémie d'hystérie raciste qui s'empara des quartiers blancs de Chicago en 1983 n'est pas sans évoquer le ton de la campagne présidentielle de John McCain et Sarah Palin en 2008 ou encore les rassemblements du Tea Party en 2009 et 2010 – un regain qui coïncide avec l'élection du premier président noir du pays. En réalité, les règles qui régissent aujourd'hui la vie politique interdisent l'expression d'un racisme pur et dur⁴⁸¹. Aussi le registre de la haine raciale utilisé ces dernières années fait-il pâle figure comparé à celui mobilisé à Chicago dès lors qu'il devint clair que Washington pouvait gagner l'élection. Par exemple, Edward Vrdolyak, conseiller municipal de la 10^e circonscription, président du Comité central démocrate et proche conseiller de Jane Byrne, prononça cette déclaration tristement célèbre lors d'un rassemblement de soutien à Byrne dans le Northwest

Side, quelques jours avant la primaire : « Un vote pour Daley est un vote pour Washington. C'est une course à deux personnes. Ce serait le pire jour de l'histoire de Chicago si votre candidate [...] n'était pas élue. C'est une affaire raciale. Ne vous faites aucune illusion. Je vous appelle à sauver votre ville, à sauver votre district. Nous nous battons pour que notre ville reste comme elle est⁴⁸². » Vrdolyak était suffisamment renommé pour que ses propos soient repris en une des journaux, mais, comme de nombreux habitants, il parut sincèrement étonné qu'ils fissent scandale ; depuis des semaines, des discours similaires s'entendaient aux coins de rues, dans les bars, dans les QG des circonscriptions électorales et jusque dans les salons d'une grande partie de la population blanche de la ville, en particulier dans le Northwest Side et le Southwest Side⁴⁸³.

La remarque de Vrdolyak coûta sans doute son élection à Jane Byrne. Cela peut surprendre, car la politique à Chicago n'avait jamais été tendre. Durant les années Reagan, plus d'un homme politique républicain, au nord comme au sud, recourut aux idées populaires d'un dysfonctionnement culturel noir et d'une pathologie du ghetto pour justifier la réforme du système de protection sociale qu'ils appelaient de leurs vœux. Et Chicago avait précisément un rôle particulier dans ce *backlash* anti-État-providence. Ainsi, l'une des figures le plus souvent évoquées par la droite dans ses attaques contre l'État-providence pendant les années 1980 était celle de la « *welfare queen* » (« reine de l'assistance sociale ») de Chicago, une image utilisée par Ronald Reagan lors de sa campagne pour la primaire républicaine en vue de l'élection présidentielle de 1976. Selon son récit hyperbolique, cette « *welfare queen* » avait volé au gouvernement fédéral des centaines de milliers de dollars en ayant des enfants hors mariage et en se créant plusieurs pseudonymes. Reagan ne dit jamais explicitement que la femme de cette histoire sordide était afro-américaine, mais il précisa qu'elle habitait dans le South Side, un détail dont la signification n'échappa à personne.

Cette rhétorique était tout à fait typique du racisme culturel codé et rampant de ces années-là. Au début des années 1980, les universités et les grandes entreprises mirent en place des programmes de formation à la sensibilité culturelle. Même les conservateurs, qui faisaient de plus en plus appel aux valeurs de l'indifférence à la couleur de peau (*colorblindness*), de la méritocratie et de l'individualisme, commençaient à comprendre que le racisme donnait d'eux une mauvaise image. Nombre d'entre eux avaient désormais pour tactique de tenter de minimiser la discrimination raciale dans la société américaine ; ainsi, si l'on ne pouvait plus expliquer la pauvreté par le racisme, il fallait bien conclure que la présence persistante de

ghettos et de *barrios* tenait à un mélange de déficiences culturelles et d'échecs individuels, auxquels s'ajoutaient les effets négatifs du système de protection sociale⁴⁸⁴. Les conservateurs avaient donc beaucoup à gagner à semer les graines du racisme culturel dans les esprits des Blancs de la classe moyenne agacés de payer des impôts, mais ils avaient tout intérêt à le faire sans qu'il soit possible de les accuser de racisme. C'est pour ces raisons que la parole ouvertement raciste qui se libéra à Chicago au moment de la montée en puissance d'Harold Washington finit par tourner à l'avantage de ce dernier : elle choqua les observateurs extérieurs, révolta un nombre suffisant de libéraux blancs, et fit disparaître la plupart des derniers soutiens dont Jane Byrne bénéficiait encore dans la communauté noire.

C'est l'incroyable mobilisation de la communauté noire qui, en fin de compte, parvint à faire triompher Washington. Les militants noirs dans les quartiers avaient lancé une grande campagne d'inscription sur les listes électorales qui avait permis de compter plus de cent mille électeurs noirs supplémentaires. Washington parvint à remporter 84,7 % du vote noir, ce qui représentait 92,1 % de son total dans la ville. Compte tenu de l'influence de la Machine dans les quartiers noirs et du fait que nombre de leurs habitants de longue date avaient cessé de croire en la possibilité d'une victoire d'un candidat noir, ce résultat représentait un véritable exploit⁴⁸⁵. En effet, les initiés savaient pertinemment que la Machine contrôlait un pourcentage incompressible du vote noir, quels que soient ses candidats. Le célèbre directeur de campagne de Chicago Don Rose, qui avait aidé Jane Byrne à prendre des voix noires à la Machine en 1977, l'estimait à 20 %. « C'est le nombre de voix que la Machine donnerait à George Wallace contre Martin Luther King⁴⁸⁶ », plaisanta-t-il un jour. Mais, contre Washington, Byrne n'avait obtenu le soutien que de 8 % des électeurs noirs inscrits. L'équipe de campagne de Washington avait obtenu cet excellent résultat, selon l'historien et consultant politique William Grimshaw, en créant une atmosphère de « carnaval » et de « mouvement » qui contribua à faire de son candidat un véritable « messie »⁴⁸⁷. Al Raby, le talentueux directeur de campagne de Washington et vétéran du mouvement pour les droits civiques à Chicago, n'était pas pour rien dans l'orchestration de cet enthousiasme populaire, mais une vraie magie se dégageait aussi des manifestations plus spontanées, lorsque, lors de certains rassemblements, des passants étaient entraînés dans des danses effrénées, ou lorsque des jeunes gens allaient frapper aux portes pour inciter les habitants à voter en chantant : « Harold ! Harold ! Harold ! » Le paroxysme fut atteint quelques jours avant la primaire : plus de douze mille supporters de Washington bravèrent une tempête de neige pour s'entasser sur le terrain de basket-ball de l'université de l'Illinois à Chicago pour un

rassemblement de deux heures dans une ambiance électrique. Quelques jours plus tard, le décompte des voix indiquait que Washington avait obtenu 37 % des suffrages, contre 33 % pour Byrne et 30 % pour Daley.

Toutefois, la frénésie et la jubilation firent place à la consternation lorsque les supporters de Washington comprirent que, cette fois, la Machine démocrate n'allait pas regrouper ses forces derrière son candidat, et que la victoire lors de l'élection générale était loin d'être assurée. La publication des résultats de la primaire fit naître une grande confusion dans les rangs du comité du Parti démocrate. Si Vrdolyak déclara à la presse que le parti apporterait son soutien entier à Washington, tandis que le vieux conseiller municipal Vito Marzullo, patron de Little Italy et du Near West Side depuis 1953, proclamait déjà ce dernier « maire de Chicago⁴⁸⁸ », les défections ne tardèrent pas. Le conseiller municipal Aloysius Majerczyk, dont la circonscription incluait les quartiers polonais autour du parc McKinley, au nord des anciens abattoirs, annonça qu'il soutiendrait Epton. Faisant référence au « message de fierté raciale » que sa base électorale lui avait envoyé, Majerczyk déclara au *Tribune* : « Dans ma circonscription, nous sommes opposés à la liberté résidentielle [*open housing*] et nous l'avons toujours été⁴⁸⁹. » Majerczyk fut vite imité par Ivan Rittenberg, conseiller municipal d'une circonscription à forte population juive dans l'extrême North Side. Quelques jours plus tard, le *Tribune* rapporta que les bureaux de campagne d'Epton, dans le quartier irlandais de Bridgeport, étaient assaillis par des volontaires démocrates, et que dans les quartiers fortement italiens et polonais du Northwest Side circulaient des pin's portant les slogans « Les Italiens pour Epton-ini » ou encore « Les Polonais pour Eptonski »⁴⁹⁰.

Irlandais, Polonais, Juifs, Italiens : autant de groupes qui rivalisaient depuis la fin du XIX^e siècle pour le pouvoir, les meilleurs territoires et la plus grosse part des ressources. Certes, les liens ethniques s'étaient progressivement affaiblis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais il était indéniable que les relations d'affaires, les transactions immobilières et les amitiés étaient plus solides lorsque les parties en présence partageaient un sentiment d'appartenance à une même identité ethnique. La Machine, d'ailleurs, avait elle-même favorisé cette situation en appliquant la règle du « diviser pour mieux régner ». Il y avait donc une certaine ironie à ce que de nombreux démocrates ayant rejoint le camp républicain justifient leur décision en affirmant qu'Epton était en meilleure position pour unifier la ville. En réalité, les Blancs de la ville avaient rarement été aussi unis qu'au printemps 1983 ; le seul dilemme pour les membres du comité du Parti démocrate était de savoir s'ils devaient s'opposer ouvertement à

Washington ou rester neutres en public tout en œuvrant contre lui dans la coulisse.

Cependant, prétendre que la question raciale était le seul enjeu pour les transfuges du Parti démocrate serait erroné. Tout laisse penser en effet que si Washington n'avait pas mené une campagne sans concession contre la Machine, un grand nombre des démocrates qui choisirent finalement Epton auraient soutenu, même avec réticence, le candidat noir. Car Washington était lui-même une sorte d'*insider* de la Machine. Après avoir obtenu son diplôme de droit à l'université Northwestern, où il était le seul Afro-Américain de sa classe, il travailla pour le conseiller municipal de la 3^e circonscription, Ralph Metcalfe, de 1951 à 1965, lorsque celui-ci s'entendait encore bien avec Daley. Pourtant, malgré cette expérience, Washington ne revint jamais sur sa promesse de débarrasser la ville d'un système qu'il affirmait fournir des « contrats de conseil juteux à un petit nombre de cabinets bien introduits politiquement et des emplois à quelques travailleurs de la Machine », et perpétuer « un mode d'action politique dépassé et de financement à coups de belles promesses⁴⁹¹ ». À ce titre, Harold Washington constituait une menace pour les conseillers municipaux et les membres du comité dont le pouvoir reposait précisément sur leur capacité à fournir à leurs circonscriptions des ressources politiques. Si, comme l'a observé Milton Rakove, les hommes qui dominaient la Machine de Chicago étaient avant tout « pratiques, pragmatiques, non idéologiques et dotés d'une mentalité de clocher », alors la couleur de peau de Washington n'aurait pas dû faire de différence⁴⁹². Ce ne fut hélas pas le cas.

Pourquoi ? Davantage pour une question de culture que d'idéologie. Plus que les cadres de la Machine, ce furent surtout les habitants ordinaires qui eurent une grande influence, injectant dans une politique municipale généralement terne une nouvelle énergie, de la colère et un sentiment d'urgence. Lorsque Rakove écrivit sa critique féroce de la Machine au début des années 1970, le système qu'il attaquait permettait encore de préserver la culture politique de la ville des défis idéologiques de l'époque – qu'il s'agisse du libéralisme, de la démocratie ou du conservatisme. C'est ce qui explique la longévité de la Machine de Chicago par rapport à d'autres grosses villes américaines. Mais ce que Rakove ne pouvait pas anticiper, c'était le rôle qu'allaient jouer les luttes culturelles à la base dans les années suivantes. Au début de la décennie 1980, le paysage politique national était de plus en plus marqué par des conflits en apparence insolubles autour de questions culturelles et de valeurs morales. Le droit à l'avortement, la censure de l'obscénité et les droits des homosexuels furent à l'origine de la première des « guerres culturelles » que connut

le pays. Mais, dès le milieu des années 1970, ce furent les problèmes persistants de ségrégation et d'inégalités raciales qui firent leur entrée sur la scène politique, notamment lorsque les Américains blancs se mirent à débattre de l'*affirmative action* et du *busing* – une politique publique mise en place à partir des années 1970 et consistant à scolariser les enfants dans des écoles d'autres quartiers en les transportant par autocar afin de promouvoir la mixité raciale.

Ces questions n'eurent pas de traduction proprement « politique » à Chicago. Des conseillers municipaux comme Vito Marzullo ou Roman Pucinski, le leader de la communauté polonaise et polono-américaine de la ville depuis 1959, savaient très peu de choses de la politique de la reconnaissance ou du politiquement correct. Pour eux, la politique, c'était combler les nids-de-poule, faire sauter les contraventions et offrir des emplois et des contrats à des électeurs clés. Toutefois, qu'ils en aient eu conscience ou non, la politique culturelle de la race était en train de devenir incontournable. L'une de leurs premières découvertes fut qu'ils devaient désormais faire beaucoup plus attention à leurs propos. En effet, signe que Chicago rejoignait la culture politique nationale, les accusations de racisme relayées par les journaux se multipliaient. Un grand nombre d'entre elles étaient bien sûr sans fondement, mais des Blancs commençaient à se plaindre que les dirigeants noirs interprétaient comme « raciste » toute opposition à Harold Washington. L'équipe de campagne d'Epton et ses supporters parlèrent même de « racisme à l'envers », affirmant que c'étaient les Noirs les accusant de racisme qui étaient, en réalité, les vrais racistes.

Rétrospectivement, il apparaît aujourd'hui évident que la campagne de 1983 était la scène d'un des premiers grands drames de cette nouvelle ère où tout ce qui séparait les Blancs des Noirs – espace, richesse, idéologie – était réduit à des facteurs culturels. Dans les années 1980, une politique du ressentiment se développa clairement des deux côtés de la barrière raciale dans l'ensemble du pays. Les Noirs éprouvaient du ressentiment pour toutes les promesses non tenues de l'époque du mouvement pour les droits civiques, et les Blancs pour ce qu'ils percevaient comme le refus obstiné des Noirs de dépasser la question raciale après les victoires des droits civiques des années 1960. Mais le ressentiment des Blancs allait au-delà ; non seulement il s'exprimait en termes culturels, mais il concernait la culture elle-même. En assistant aux manifestations de fierté culturelle et de solidarité autour de la candidature de Washington, les Blancs avaient le sentiment que les Noirs possédaient quelque chose qui leur faisait défaut. Un supporter d'Epton l'exprima en des termes poignants : « Nous sommes racistes, tandis que lui manifeste sa fierté culturelle⁴⁹³. »

Ce contexte de « jalousie » culturelle et de ressentiment explique en grande partie la violence qui fit alors irruption dans la campagne municipale, et qui se traduisit sur un terrain qui n'avait plus rien de politique. La description que donne Slavoj Žižek des dynamiques sous-tendant les tensions ethno-raciales qui ont déchiré les Balkans à la fin des années 1980 et dans les années 1990 correspond assez bien à la situation de Chicago à ce moment précis. Au cœur de son analyse se trouve l'idée que ce qui inspirait les peurs nationalistes n'était rien d'autre que la notion de « vol de plaisir », l'impression que les autres ethno-raciaux menaçaient d'emporter le « mode de vie » du groupe dominant⁴⁹⁴. À Chicago, de plus en plus d'habitants affirmaient que battre Washington aux élections était un moyen de « sauver » leur quartier et leur ville – un sentiment qu'Epton chercha à exploiter en choisissant pour sa campagne le slogan provocateur « Epton, avant qu'il ne soit trop tard ». Le candidat républicain, bien entendu, nia que cette phrase eût la moindre connotation raciste et assura qu'elle faisait référence à la crise fiscale, mais ce n'était pas sincère. En réalité, il avait très bien compris ce que redoutaient de nombreux habitants blancs. Ce n'était pas seulement que les Noirs reçoivent enfin leur juste part du gâteau ; c'était plutôt que la ville, gouvernée par des Noirs, devienne un lieu d'immoralité, de corruption et de danger, et que la culture publique se transforme en une vision cauchemardesque du ghetto nationaliste noir.

La situation commença à devenir incontrôlable le 27 mars 1983, dimanche des Rameaux. Washington et l'ancien vice-président américain Walter Mondale avaient prévu d'assister à la messe à l'église Saint-Pascal, dans le Northwest Side ; à leur arrivée ils découvrirent les mots « À MORT LE NÈGRE » peints sur la porte. Plus tard, alors qu'ils quittaient l'église, les deux hommes furent assaillis par des centaines de supporters d'Epton déchaînés et criant des insultes racistes. À peu près au même moment, des tracts d'insultes raciales commencèrent à circuler dans plusieurs quartiers blancs. L'un suggérait que, si Washington l'emportait, le nom de la ville soit changé en « Chicongo » et qu'aux insignes de la police municipale soient adjointes des images de tranches de melon et de travers de porc⁴⁹⁵ ; un autre annonçait que Washington allait faire installer des panneaux de basket sur la statue de Picasso dans le Loop et renommer « Soul Train » la régie locale des transports (Chicago Transit Authority, ou CTA)⁴⁹⁶. Epton lui-même ne se prêtait pas à ce vil jeu, mais il lança une campagne de dénigrement teintée d'un racisme culturel à peine voilé, tout en accusant les Noirs et les médias locaux de jouer la carte raciale. Il exploita par exemple les petits ennuis judiciaires qu'avait connus Washington dans le passé pour porter atteinte à son intégrité, tout à fait conscient des conclusions que les

électeurs blancs en tireraient. De fait, Washington avait eu des démêlés mineurs avec la justice : en 1970, sa licence à exercer le droit avait été suspendue parce qu'il avait facturé à un client des services non rendus, et, en 1972, il avait omis de remplir sa déclaration fiscale. Mais dans les deux cas les sommes en jeu étaient dérisoires. Dans une ville comme Chicago où la corruption était la règle, de telles attaques contre un candidat blanc auraient prêté à rire. Avant l'élection, Washington dut aussi se défendre publiquement contre des accusations sans fondement selon lesquelles il avait été condamné pour maltraitance d'enfant.

Ces expressions de racisme cru finirent pourtant par jouer en faveur de Washington. Dans ce qui fut l'élection municipale la plus serrée de l'histoire de Chicago depuis 1919, Washington l'emporta par seulement 46 250 voix sur un total de 1,29 million. L'événement était véritablement d'importance internationale. Des maires noirs gouvernaient de grandes villes américaines depuis 1973 – année où Tom Bradley fut élu à Los Angeles, Coleman Young à Detroit et Maynard Jackson à Atlanta –, mais Chicago était la ville qui comptait la deuxième population afro-américaine du pays. D'autre part, parce qu'elle avait été rendue possible par une manifestation spectaculaire de la solidarité noire, cette élection constituait une source d'inspiration pour les Noirs du monde entier – un peu à la manière, toutes proportions gardées, de l'élection de Barack Obama à la présidence. La participation électorale des Afro-Américains atteignit d'ailleurs un niveau record, et ils votèrent de manière quasi unanime pour Washington, tandis que son adversaire remporta une très forte majorité des votes blancs (87,6 %).

Washington avait, comme lors de la primaire, obtenu son meilleur score chez les Blancs dans les circonscriptions en bordure du lac, où environ un Blanc sur quatre vota pour lui. Et, nouveauté décisive, les Latinos étaient largement passés dans son camp, alors qu'il n'avait recueilli qu'un petit pourcentage des voix portoricaines et mexicaines lors de la primaire ; cette fois, il avait battu Epton chez les Latinos par 4 contre 1⁴⁹⁷. De fait, si les Latinos n'avaient guère cru aux chances de Washington de l'emporter lors de la primaire, beaucoup jugèrent prudent de se ranger du côté de celui qui devait leur offrir les plus grandes récompenses après l'élection. Mais il y a aussi de bonnes raisons de penser que les Latinos réagissaient à la fois au racisme qui s'exprimait au grand jour sur la scène politique locale et aux promesses de Washington de faire de Chicago une ville plus juste.

Cette alliance noire-latino était le produit d'un processus relativement long de négociation et de coopération né du mouvement des droits civiques des années 1960. On put en voir les premières

expressions en 1966 lorsque des militants noirs tentèrent de s'allier aux Portoricains après l'émeute du *barrio* de Division Street, puis en 1968 pendant la mobilisation lycéenne noire et latino en faveur d'une réforme des écoles publiques, et encore en 1969 lorsque les Young Lords et les Black Panthers s'associèrent pour former la Rainbow Coalition. Ces efforts ne permirent pas de dépasser les conflits intergroupes et les divisions nées de la politique identitaire de la fin des années 1960, mais les vétérans de ces luttes continuèrent à défendre le projet d'un combat multiracial pour la justice et l'égalité tout au long des années 1970 et au début des années 1980.

Au niveau local, les Noirs et les Latinos joignirent leurs forces pour s'attaquer aux problèmes liés au taux de chômage élevé, à la diminution des prestations sociales, aux mauvaises conditions de logement et à une faible participation électorale jusqu'au début des années 1980. La croisade anti-État-providence de la révolution reaganienne suscita ainsi une vague d'activisme local dans les communautés noire et latino, qui se sentaient visées par son racisme culturel codé. Mais le facteur le plus déterminant dans leur mobilisation fut la déception des groupes minoritaires après l'élection de Jane Byrne. N'hésitant pas à défier la Machine, Byrne était parvenue à conquérir le siège de maire en promettant d'éliminer la « cabale des hommes mauvais », qui, selon elle, avait trahi l'héritage de Daley. Ce message passa d'autant mieux qu'il fut prononcé en janvier 1979 au milieu d'une tempête de neige monumentale qui souligna l'inefficacité des services de la ville. Les infrastructures furent paralysées pendant des semaines. Le maire, Michael Bilandic, décida de fermer plusieurs stations du métro aérien CTA afin d'améliorer le service global, sans se rendre compte que toutes ces stations desservaient des quartiers noirs. Ce choix malencontreux joua en faveur de Byrne le jour de l'élection, son avantage de quarante-cinq mille voix chez les électeurs afro-américains lui offrant la victoire dans une lutte serrée.

Toutefois, après l'élection, les relations entre Jane Byrne et les dirigeants de la communauté noire devinrent vite tendues. Son soutien aux politiques de Ronald Reagan n'arrangeait rien, mais ces relations se dégradèrent surtout lorsqu'elle choisit de remplacer plusieurs hauts dirigeants de la Chicago Housing Authority et du Chicago Board of Education par des Blancs. Puis, alors qu'elle tentait de se défendre contre l'accusation de perpétuer la vieille « politique de plantation » du passé, Byrne jeta de l'huile sur le feu en utilisant ses fonds politiques pour faire des dons en espèces à des églises noires ou encore distribuer des petits sapins et des jambons de Noël dans des quartiers noirs déshérités – deux gestes que le militant noir Lu Palmer qualifia

de « condescendants ». Enfin, Byrne commit une maladresse politique supplémentaire en décidant de s'installer avec son mari dans la cité de Cabrini-Green, célèbre pour son très haut taux de criminalité. L'emménagement se fit sous l'escorte d'une brigade de gardes du corps. Ce coup de publicité était censé afficher la détermination de Byrne à lutter contre la violence des gangs et la délinquance des quartiers noirs, mais le maire s'illustra surtout par son insensibilité et sa profonde méconnaissance des préoccupations des Afro-Américains. Le divorce entre la communauté noire et Jane Byrne apparut clairement lors d'une célébration de Pâques organisée par la mairie devant le grand ensemble de Cabrini-Green : un groupe de manifestants mené par le militant au verbe haut Marion Nzinga Stamps exprima son hostilité en criant au maire : « On veut des emplois, pas des œufs ! » Au même moment, les gardes du corps de Byrne durent intervenir pour immobiliser un manifestant qui tentait de s'approcher d'elle⁴⁹⁸.



Au début des années 1980, la détérioration des conditions autour du grand ensemble Cabrini-Green devint le symbole de la poursuite d'une politique très inégalitaire dans l'ère post-Daley.

C'est dans ce contexte que le nouveau mouvement pour le renforcement du pouvoir des Noirs, qui porta Harold Washington à la mairie l'année suivante, vit le jour. Jesse Jackson et d'autres dirigeants de la communauté noire eurent l'idée d'organiser un boycott du

festival de musique ChicagoFest, un événement dont Byrne se servait pour souligner son rôle dans la promotion d'une vie sociale dynamique pour la ville entière. Dès son élection, Byrne avait rebaptisé l'événement « le ChicagoFest du maire Jane M. Byrne », et son nom était imprimé sur toutes les affiches placardées dans les rues. En 1982, Byrne avait consenti à payer une grosse somme pour faire venir le célèbre chanteur noir Stevie Wonder. Mais à peine ce dernier eut-il entendu parler du boycott qu'il annula sa participation et renonça à son salaire. La fréquentation et le chiffre d'affaires généré par le festival s'effondrèrent, mais plus importante encore était la victoire symbolique remportée par les Afro-Américains, donnant naissance à un nouvel esprit militant. Cherchant à mettre immédiatement celui-ci à profit, une coalition de seize organisations locales noires et latinos, People Organized for Welfare and Employment Rights (POWER), lança une campagne massive d'inscription sur les listes électorales. Les Latinos de Chicago éprouaient un certain ressentiment à voir l'attention qui était accordée aux injustices subies par les Noirs. N'oublions pas qu'ils avaient encore plus de raisons que les Noirs de protester contre leur statut subalterne dans la gestion municipale. Toutefois, laissant de côté cette rancœur, un groupe de militants portoricains et mexicains décida de mobiliser la communauté hispanique derrière Harold Washington. Lorsque la candidature de ce dernier commença à paraître crédible, d'anciens leaders locaux comme Cha Cha Jimenez ou Rudy Lozano s'empressèrent de rejoindre son équipe de campagne et cherchèrent à convaincre les électeurs latinos réticents qu'une victoire de Washington signifierait plus de perspectives pour les Latinos également. C'est Jimenez en personne qui présenta Harold Washington à une dizaine de milliers de Portoricains lors du premier programme municipal de « festivals de quartier », destiné à prouver l'engagement du candidat à reconnaître tous les groupes ethno-raciaux et à les inclure dans son administration, et il leur assura qu'ils allaient enfin obtenir leur juste part du pouvoir et des ressources de la ville.

Cependant, moins de trois mois plus tard, Washington était vertement critiqué par les Latinos pour ne pas avoir tenu ses promesses. Les premières attaques vinrent du côté mexicain, après que le maire eut décidé de ne pas nommer un candidat mexicain-américain qualifié, Matt Rodriguez, au poste de surintendant de la police. Les Mexicains avaient le sentiment d'être relégués à l'arrière-plan, derrière une communauté portoricaine relativement plus petite que la leur. Ce sentiment était partagé par le président de l'Organisation mexicaine-américaine du Parti démocrate du comté de Cook, Arturo Velasquez, qui rappela à Washington que l'expression « communauté hispanique » était un terme générique recouvrant de

nombreux groupes hispanophones⁴⁹⁹. Mais il ne fallut pas longtemps avant que les plaintes des Portoricains pour promesses non tenues s'ajoutent à celles des Mexicains. En octobre 1983, le révérend Jorge Morales, l'un des militants les plus actifs du quartier d'Humboldt Park et porte-parole d'un groupe revendiquant l'appellation de « Commission sur les affaires latinos », déplora publiquement qu'aucun Latino n'ait été nommé à un poste politique important⁵⁰⁰. Et les relations entre les Portoricains et le maire furent émaillées de bien d'autres incidents. Au point que Miguel Santiago, le nouveau conseiller municipal de la 31^e circonscription à très forte population portoricaine, décida de se ranger du côté des deux « Ed » – Edward Vrdolyak et Edward Burke – et de vingt-six autres conseillers municipaux blancs dans ce qui fut appelé les « guerres du conseil » : au cours des trois années qui suivirent son élection, chaque proposition du maire fut contrée par ce bloc unifié. Santiago justifia son choix par le fait que Washington ne cherchait à aider que les « bonnes minorités » et n'avait pas donné aux entreprises latinos la part qui devait leur revenir des contrats liés à l'expansion de l'aéroport O'Hare. Toutefois, cette accusation était infondée. Les entreprises latinos avaient obtenu près de 10 % des contrats à O'Hare, contre seulement 14 % aux entreprises noires, alors que la population noire était bien plus importante. Le petit jeu de Santiago révéla surtout la très grande fragilité de la « *rainbow coalition* » de Washington⁵⁰¹.

Ces « guerres du conseil » devinrent une caractéristique de l'ère Washington, donnant à la ville son surnom de « Beyrouth-sur-le-Lac »⁵⁰². Mais il serait erroné de penser que les querelles intestines pendant le mandat de Washington opposaient uniquement Blancs et Noirs. Le fait est que la culture politique de Chicago continuait d'être marquée par la politique identitaire, empêchant toute évolution multiraciale. Si Washington ne tendait pas suffisamment la main aux Latinos, c'était, en partie, parce qu'il était redevable à un groupe très actif de nationalistes noirs qui s'opposaient à toute coopération avec les Blancs ; ils ne voyaient pas pourquoi, maintenant que Washington occupait le fauteuil de maire, les Noirs ne se comporteraient pas exactement comme l'avaient fait les Irlandais pendant la majeure partie de l'histoire de la ville.

À son arrivée à Chicago en 1985 pour commencer son travail d'organisateur de communautés, Barack Obama fut immédiatement frappé par ce que Washington avait accompli, mais aussi profondément atterré par les sensibilités nationalistes noires, selon lui destructrices et sources de ce qu'il appela « un monde hobbesien où la défiance était naturelle et [où] les loyautés s'étendaient de la famille à la mosquée puis à toute la race noire⁵⁰³ ». S'il avait célébré les

« affinités tribales » des Afro-Américains, ce n'était qu'une première étape pour mobiliser les Noirs en vue de la construction d'une alliance multiraciale. Il est intéressant de noter que même Jesse Jackson – l'homme qui introduisit l'idée d'une *rainbow coalition* sur la scène politique nationale lors de ses candidatures aux élections primaires du Parti démocrate en 1984 et en 1988 – n'eut jamais de très bonnes relations ni avec les Blancs libéraux, ni avec les Latinos de Chicago. Son organisation, Operation PUSH, ne chercha jamais vraiment à toucher les Latinos. Il provoqua aussi les Juifs en qualifiant de « terroriste » le Premier ministre israélien Menahem Begin. Et, à la fin des années 1970, Jackson fut publiquement attaqué par des dirigeants de la communauté latino pour avoir négocié un plan de déségrégation scolaire sans les avoir invités à la table des discussions. Ayant combattu aux côtés de Martin Luther King pour la cause de l'intégration raciale, Jackson ne pouvait pas être qualifié de séparatiste, mais son attitude était symptomatique de la réticence, largement répandue dans la communauté noire de Chicago, à dépasser la politique de la culture noire de l'époque des droits civiques.

Le nationalisme culturel était loin de ne concerner que la communauté noire. Ainsi, dans les quartiers portoricains au début des années 1980, plusieurs militants renoncèrent à mobiliser les ouvriers portoricains contre les injustices dont ils souffraient quotidiennement pour se tourner vers la lutte pour un Porto Rico indépendant. Une organisation radicale nommée Fuerzas Armadas de Liberación Nacional (FALN) en prit la tête. Le mouvement indépendantiste créait clairement un clivage entre les Portoricains impliqués dans ce rêve nationaliste et ceux qui cherchaient avant tout à vivre dans des conditions décentes. On le vit au milieu des années 1980 lorsque treize résidents du *barrio* de Humboldt Park furent condamnés à de longues peines de prison pour tentative de renversement du gouvernement américain⁵⁰⁴. En outre, ce projet renforçait les tendances au nationalisme culturel, qui nuisaient à la formation d'alliances entre Portoricains et Mexicains. Ces derniers avaient aussi commencé, au début des années 1970, à encourager dans leurs communautés le sentiment fortement racialisé d'une identité culturelle proprement mexicaine. Dans les décennies suivantes, malgré certains gestes de coopération fondés sur un appel au « Latinismo » – la 4^e circonscription, à population en majorité latino (mêlée), porta ainsi au Congrès américain le premier élu latino du Middle West en 1992 –, la tendance était plutôt à la séparation. En 1995, les militants portoricains comme mexicains se mirent à réclamer la division du district électoral commun que leurs prédécesseurs avaient lutté pour créer, en soutenant qu'ils constituaient deux groupes distincts sur le plan racial et ne possédant en commun que la langue⁵⁰⁵.

Tout cela explique pourquoi la « *rainbow coalition* » composée de Noirs, de Latinos et de Blancs progressistes qui avait si spectaculairement vaincu la vieille garde en 1983 parut s'évanouir dans la nature après le décès tragique d'Harold Washington, terrassé par une crise cardiaque en novembre 1987 alors qu'il était assis dans son bureau de l'hôtel de ville. Sa mort, si elle choqua la communauté noire, ne surprit guère ses proches. Âgé de soixante-cinq ans, Washington avait été un gros fumeur pendant de nombreuses années ; il s'était arrêté pendant la campagne municipale, mais se mit alors à prendre beaucoup de poids à cause d'une alimentation fort déséquilibrée. Selon des membres de son personnel politique, le maire mangeait un déjeuner équilibré, puis dévorait au goûter un triple cheeseburger accompagné de frites. Selon le médecin légiste du comté de Cook, il avait 45 kg de trop à sa mort. La situation conflictuelle au sein du conseil avait aussi très certainement aggravé son hypertension artérielle. La confrontation perpétuelle avec Vrdolyak avait même donné lieu à des échanges de menaces physiques en pleine séance. En dépit de la combativité du maire, le « bloc des 29 de Vrdolyak » avait eu le dessus pendant les trois premières années de son mandat : il vota contre la plupart de ses tentatives pour réduire le déficit de la ville et contrôler les commissions clés du conseil, telles celles du zonage et des finances, par lesquelles passait la majeure partie des décisions et des ressources de la ville. Désireux de conserver intact l'ancien système de favoritisme politique, le bloc n'hésitait pas non plus à mobiliser sa base par des appels racistes – par exemple lorsqu'il soutint que les quartiers blancs de classe moyenne devaient recevoir une part équitable des subventions fédérales pour le développement des quartiers (Community Development Block Grant), qui étaient pourtant légalement réservées aux quartiers déshérités⁵⁰⁶.

Les maires de Chicago avaient toujours dominé leurs conseils municipaux, mais maintenant le rapport des forces était inversé. Malgré ces difficultés, Harold Washington pouvait revendiquer plusieurs réussites importantes. Il avait interdit officiellement les recrutements et les licenciements pour raisons politiques, adopté une ordonnance sur la liberté d'information permettant un regard public sur la gestion municipale, promu le développement économique et l'amélioration des infrastructures dans les cinquante circonscriptions de la ville, et réussi à faire embaucher un nombre bien supérieur de Latinos, de Noirs et de femmes que ses prédécesseurs. Mais, de toute évidence, tout cela ne suffit pas à bâtir le type de mouvement nécessaire pour, après la mort de Washington, surmonter l'héritage des conflits intergroupes et installer une coalition « arc-en-ciel » durable, capable de défendre l'objectif d'une ville équitable et ouverte à tous. Une telle révolution réformatrice aurait requis des

changements culturels bien plus profonds que ceux que le maire eut le temps d'amorcer.

La transformation semblait pourtant en bonne voie et la ville paraissait sur le point de surmonter enfin ses problèmes raciaux lorsque Washington s'éteignit en 1987. Au début de l'année précédente, l'équipe de football américain, les Chicago Bears, qui avait des supporters dans tous les groupes ethno-raciaux de la ville, se dirigeait selon toute probabilité vers une victoire dans le Super Bowl lorsque plusieurs de ses membres, noirs et blancs, enregistrèrent une vidéo de rap facétieuse intitulée *Super Bowl Shuffle*, expression symbolique d'harmonie raciale qui fit beaucoup d'effet parmi leurs fans. Peu après, sur un autre plan, une décision inattendue permit à Harold Washington de se libérer du carcan législatif qui limitait sa marge de manœuvre depuis son élection : un juge fédéral déclara que le redécoupage des circonscriptions électorales effectué par Jane Byrne pendant son mandat constituait une violation du droit de vote des Noirs et des Latinos. En conséquence, il ordonna que les limites de sept circonscriptions contrôlées alors par les 29 de Vrdolyak soient redessinées et qu'un scrutin y soit organisé pour élire de nouveaux conseillers municipaux. Quatre candidats favorables à Washington – deux Noirs et deux Latinos – l'emportèrent, ramenant le rapport des forces au sein du conseil municipal à 25-25, le maire ayant une voix prépondérante. L'un des conseillers latinos à rejoindre le camp de Washington était le talentueux Luis Gutiérrez, futur élu au Congrès américain et ardent défenseur d'une alliance avec les réformateurs noirs⁵⁰⁷. L'autre Latino favorable à Washington, Jesus « Chuy » Garcia, qui représentait la circonscription à très forte population mexicaine autour de Pilsen, soutenait lui aussi la révolution réformatrice défendue par le maire.

L'élan insufflé par Washington se maintint lors de l'élection municipale de 1987. Le maire y obtint un mandat de confiance multiracial incontestable en battant Jane Byrne lors de la primaire démocrate, puis en gagnant face à Vrdolyak lors de l'élection générale, les deux fois avec 53 % des voix. David Axelrod, futur stratège de la campagne d'Obama avant de devenir l'un de ses proches conseillers, était le principal consultant médias de Washington pendant la campagne de 1987. Miguel Santiago ayant perdu son siège de conseiller municipal au profit d'un avocat favorable à Washington, Raymond Figueroa, le *Chicago Sun-Times* titra en une au lendemain de l'élection : « C'est désormais le conseil d'Harold. » Le conseiller noir Timothy Evans remplaça Edward Burke au poste d'organisateur des débats (*floor leader*), et le nouveau conseil municipal adopta rapidement une ordonnance sur l'éthique ainsi qu'une déclaration des

droits des locataires. L'avenir paraissait prometteur. Washington plaisantait souvent en disant qu'il prévoyait d'occuper le bureau du maire pendant vingt ans et, pour la première fois, cette idée ne semblait plus si saugrenue.

Mais le « bloc de Washington » et son approche progressiste de la politique furent enterrés avec le maire. Ironiquement, la ligne de fracture fatale n'apparut pas entre les conseillers noirs et latinos, mais entre les conseillers noirs réformateurs et les loyalistes noirs de la Machine qui avaient soutenu Washington par nécessité plutôt que par conviction. Le premier mandat de Washington avait bien été marqué par le départ de plusieurs anciens conseillers de l'ère Daley et l'arrivée d'une nouvelle génération de réformateurs engagés, tels l'ancien membre des Black Panthers Bobby Rush ou la militante des droits civiques Dorothy Tillman, mais Washington n'avait jamais jugé nécessaire de se débarrasser des derniers soutiens de la Machine, élus des circonscriptions noires de la classe moyenne – Eugene Sawyer, Wilson Frost et John Stroger. Lorsque le conseil municipal dut voter pour décider lequel des deux candidats noirs – le candidat du bloc de Washington, Timothy Evans, ou celui de la Machine, Eugene Sawyer – terminerait le mandat, les quatre conseillers latinos (y compris l'indépendant Juan Soliz) se prononcèrent pour Evans, en qui ils voyaient le véritable héritier du projet réformateur de Washington, mais les loyalistes de Daley conclurent un accord avec trois conseillers noirs hésitants et la majeure partie de ce qui restait des 29 de Vrdolyak pour faire de Sawyer le prochain maire.

En cette soirée glaciale de décembre 1987 où le successeur d'Harold Washington devait être choisi, Barack Obama s'était rendu à l'hôtel de ville avec des milliers d'autres Afro-Américains qui espéraient par ce geste contribuer à éviter que l'histoire ne se termine si tristement. Il avait vu la foule brandir des billets de banque en direction de Sawyer en criant « Vendu ! » et « Oncle Tom ! », et était reparti vers minuit, bien avant le vote final, avec le sentiment angoissant que « les hommes bien en chair et en costume croisé », comme il les appelait, allaient l'emporter. Traversant à pied la place Daley pour rejoindre sa voiture, il contempla avec une ironie amère une pancarte proclamant : « SON ESPRIT VIT ENCORE⁵⁰⁸ ».

Obama travaillait dans le South Side de Chicago depuis 1985 en tant qu'organisateur de communautés pour le compte de la Calumet Community Religious Conference (CCRC). Cette association, qui s'inspirait du travail de Saul Alinsky, visait à rassembler les églises, les syndicats et d'autres organisations locales pour accroître l'influence des Noirs, des Blancs et des Latinos de la classe ouvrière afin de remédier aux problèmes de chômage élevé, de mauvaises conditions

de logement, d'écoles dégradées et de forte délinquance. Le travail d'Obama consistait à interroger les habitants du quartier, à écouter leurs plaintes et à trouver des moyens d'utiliser ces informations pour élaborer des stratégies de mobilisation ; il œuvra surtout dans la cité Altgeld Gardens, un ensemble de petits immeubles en brique de deux étages délabrés, à proximité des eaux polluées de la Calumet River, juste en face d'une usine de traitement des eaux qui déversait sur le quartier des odeurs nauséabondes lorsque le vent soufflait dans la mauvaise direction. Les habitants d'Altgeld étaient les victimes de la forte contraction des secteurs sidérurgique et manufacturier dans les années 1970 et 1980, une situation sur laquelle la politique municipale n'avait que peu de prise. Aucun candidat à la fonction de maire n'avait jamais promis de sauver les emplois productifs ; les forces qui avaient conduit à l'effondrement de ces secteurs industriels à Chicago étaient à chercher du côté de la capitale fédérale et dans les sièges des multinationales aux quatre coins du monde. La ville pouvait toutefois tenter de fournir de meilleurs services et de meilleures écoles, et promouvoir les investissements nécessaires à la création d'emplois susceptibles d'être occupés par des ouvriers, et c'est précisément ce résultat qu'Obama tentait d'atteindre en travaillant pour la CRCC. À la fin de ses presque trois années en tant qu'organisateur de communautés, il pouvait se targuer de quelques victoires modestes. Toutefois, il soupçonnait sans doute déjà qu'il serait bien plus utile aux habitants de tous les Altgeld Gardens du pays en occupant un poste à responsabilité à l'intérieur du système. C'est pourquoi, au moment du décès d'Harold Washington, il attendait avec impatience la réponse de la faculté de droit Harvard à sa candidature.

On a beaucoup écrit sur les leçons politiques qu'Obama tira de son premier séjour à Chicago au milieu des années 1980 et sur l'influence qu'eut l'ère Harold Washington sur ses ambitions. Il ne fait nul doute que le futur président des États-Unis a été inspiré par la capacité de Washington à unir les Noirs, les Latinos et les Blancs dans une ville où cela paraissait impossible et sans pour autant perdre le soutien des intérêts financiers – la ville ayant recouvré son excellente notation par l'agence Moody's. Mais ce qui a peut-être encore davantage compté aux yeux d'Obama, même s'il n'en était pas entièrement conscient à l'époque, c'est tout ce qui ne s'était *pas* produit malgré la présence au pouvoir d'un réformateur aussi dévoué que Washington. Les fractures entre Noirs, Latinos et Blancs dans les quartiers défavorisés n'avaient pas été résorbées et, malgré toute la détermination du maire à distribuer les ressources équitablement, très peu de choses avaient changé dans les conditions de vie des habitants qu'il apprit à connaître dans les quartiers ouvriers de Pullman et de Roseland⁵⁰⁹.

Que se serait-il passé si le cœur de Washington n'avait pas lâché en 1987 ? Washington faisait partie d'une nouvelle génération d'hommes politiques noirs qui accéda au pouvoir dans différentes villes américaines au cours des années 1970 et 1980. Mais, comme l'ont bien montré des chercheurs comme Adolph Reed Jr., la plupart de ces hommes découvrirent, une fois en poste, que ce qu'ils avaient lutté si fort pour conquérir avait été vidé de toute valeur⁵¹⁰. Ils avaient les pieds et les poings liés par des déficits budgétaires, la fermeture des vannes des fonds fédéraux et un ordre néolibéral qui exigeait d'eux qu'ils satisfassent aux demandes des promoteurs et des élites financières pour maintenir le flux des revenus fiscaux. Les années qu'Obama passa dans le Chicago d'Harold Washington émoussèrent certainement sa vision idéaliste des possibilités d'action au niveau municipal. Il partit pour Harvard convaincu que c'étaient « les hommes bien en chair et en costume croisé » qui contrôlaient les choses – ce qui l'incita probablement à réfléchir à la manière dont il pouvait mener sa mission à un autre niveau.

Curieusement, dans son livre *Rêves de mon père*, Obama ne mentionne quasiment pas l'un des principes clés de la « révolution » réformatrice de Washington : son engagement à faire participer la communauté à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques. Dans cette optique, Washington avait même ouvert le processus d'élaboration du budget au contrôle et aux commentaires du public. Pourquoi le futur président des États-Unis n'était-il plus enthousiaste à l'égard de telles pratiques de démocratie participative, que la Machine s'était toujours efforcée d'étouffer ? Il est possible qu'Obama ait été frustré par la lenteur des changements – ainsi, les conseils de quartier que Washington avait appelés de ses vœux n'étaient toujours pas en place au début de son second mandat. Mais il est également possible qu'il ait jugé politiquement imprudente la décision du maire de tourner le dos au quartier d'affaires du Loop pour se préoccuper des habitants ordinaires.

CHAPITRE 9

UN CONTE DE DEUX VILLES

Canicule, lycées et inégalités

À Chicago, le jeudi 13 juillet 1995, le mercure atteignit 41 °C, mais les météorologues indiquèrent que l'indice de chaleur – la température vraiment ressentie – grimpa, à certains moments, jusqu'à 48,8 °C. Dans cette atmosphère brûlante, de nombreux immeubles en brique se transformèrent en véritables fournaies, le goudron des routes éclata par endroits, les ouvriers municipaux durent se relayer pour arroser les ponts mécaniques afin qu'ils ne se bloquent pas, quelque cinquante mille habitants furent privés de courant pendant plusieurs jours, et certains quartiers perdirent leur pression en eau à cause des nombreuses bouches d'incendie ouvertes par des personnes cherchant désespérément à se rafraîchir. Aux heures les plus chaudes de la journée, les habitants de Chicago s'entassaient dans les cinémas et les magasins climatisés ou se pressaient au bord du lac pour y tremper leurs pieds. La nuit, il était impossible de dormir dans des logements dépourvus de climatisation. Le vendredi 14 juillet, l'indice de chaleur dépassa 37,7 °C pour le troisième jour consécutif, alors que le corps humain ne peut supporter de telles températures au-delà de quarante-huit heures. Des milliers de personnes durent recourir à une assistance médicale, et plus d'une centaine moururent des suites de la canicule.

Lorsque le maire fit sa première déclaration à la presse dans l'après-midi du vendredi, les plaintes au sujet de l'alimentation en électricité et en eau affluaient déjà à l'hôtel de ville. Comme son père avant lui, Richard M. Daley était célèbre pour ses lapsus et ses phrases absconses ou brutales. Depuis son élection en 1989, il avait toujours paru ennuyé lorsque des journalistes osaient le remettre en question⁵¹¹. « Il fait très chaud, mais n'en faisons pas une montagne ! s'exclama-t-il. Oui, Chicago est une ville des extrêmes, et c'est précisément pourquoi les gens aiment Chicago [...] »⁵¹². » Mais lorsqu'il apparut à la fin du week-end, la canicule s'amplifiant, que les services d'urgence et la morgue étaient débordés, le maire regretta d'avoir adopté un ton si dédaigneux et changea son fusil d'épaule, soudain inquiet des dommages politiques éventuels. C'était, rappelons-nous, un blizzard

qui avait sonné le glas de la carrière politique du maire Bilandic peu de temps auparavant. Une conférence de presse fut donc immédiatement organisée. Cette fois, le maire se présenta aux côtés de sa commissaire à la santé, Sheila Lyne, du commissaire aux services sociaux, David Alvarez, du commissaire aux incendies, Raymond Orozco, et du surintendant de la police, Matt Rodriguez. Daley soutint que la ville n'avait pas pris conscience de la gravité de la situation pendant les premiers jours de la canicule – les journaux locaux avaient pourtant lancé l'alerte dès le 12 juillet –, mais qu'elle avait agi ensuite avec détermination et efficacité. S'efforçant de se décharger de toute responsabilité, il s'en prit à la compagnie d'électricité Commonwealth Edison, qu'il fustigea comme incapable de faire face aux pannes et menaça d'une enquête officielle. Mais le plus incroyable fut sans doute lorsque le commissaire aux incendies rendit les victimes elles-mêmes responsables de leur mort : « Nous parlons ici de gens qui meurent parce qu'ils se négligent. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir, mais certaines personnes ne voulaient même pas nous ouvrir la porte⁵¹³. » Lorsque les températures retombèrent enfin, la canicule avait fait 739 morts à Chicago⁵¹⁴, soit deux fois plus que le grand incendie de 1871.

La canicule de 1995 reste dans les mémoires des habitants de Chicago comme une « catastrophe naturelle ». Mais cette dénomination occulte le fait que ce sont les politiques et les valeurs sociales mises en avant qui ont surexposé certaines personnes – en particulier les personnes démunies et âgées – et les ont rendues particulièrement vulnérables. De même que des milliers de vies auraient sans doute pu être épargnées à La Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina si le gouvernement fédéral avait investi plus d'argent dans le système de digues protégeant la ville et si les autorités locales avaient fait de vrais efforts pour évacuer les habitants les moins mobiles, à Chicago des centaines de personnes auraient pu survivre à la canicule si la ville était venue plus efficacement en aide à celles qui étaient dans le besoin et, plus important encore, si des années d'abandon social n'avaient pas laissé les habitants des quartiers noirs du West Side et du South Side dans une telle précarité. Dans sa remarquable « autopsie sociale » de cet épisode, le sociologue Eric Klinenberg a ainsi expliqué que le taux très élevé de décès dans le ghetto noir était dû à « un environnement dangereux d'immeubles laissés à l'abandon, d'espaces vacants, de raréfaction des commerces, de crimes violents, d'infrastructures dégradées, de faible densité de population et de dispersion familiale » dont la conséquence était de saper la vie de quartier et d'isoler les habitants noirs âgés⁵¹⁵. Dans des quartiers comme North Lawndale, par exemple, où, en 1995, le taux de criminalité violente était de 1 pour 10 habitants, un grand nombre

de personnes âgées restèrent dans leurs logements surchauffés par peur d'être agressées si elles sortaient dans la rue. Et cette peur était loin d'être infondée. La ville enregistra certes une légère baisse de la criminalité pendant la canicule, mais le département de police comptabilisa tout de même 134 arrestations liées à des stupéfiants, 50 agressions et 2 meurtres dans North Lawndale cette semaine-là⁵¹⁶.

Comme l'ont montré les chapitres précédents, cette situation était le résultat de politiques publiques menées des années 1950 aux années 1980 et qui avaient consisté à drainer inlassablement les capitaux d'investissement vers le Loop et à renforcer la ségrégation spatiale, en laissant de côté le problème majeur que représentait la fuite des personnes et des emplois hors d'un ghetto en rapide expansion. Dans le North Lawndale, par exemple, la population passa d'un peu plus de 120 000 personnes en 1960 à tout juste 40 000 en 2000. Amorcé dès le début des années 1960, le déclin démographique s'accéléra à la fin de cette décennie et dans le courant de la suivante à cause de la décision d'International Harvester, en 1969, de fermer son usine du quartier et du déménagement du siège international de Sears dans la nouvelle Sears Tower. Pendant que Daley père courtisait le P-DG de Sears, Gordon Metcalf, pour le convaincre de rester en centre-ville, peu de voix s'élevaient pour défendre les habitants de North Lawndale que Sears laissait derrière elle.

D'autres facteurs avaient contribué à l'issue tragique de la canicule de 1995, des facteurs qui en disaient long sur la direction que Chicago était en train de prendre sous le maire Richard M. Daley. S'il est indéniable qu'il s'agissait d'une situation extraordinaire au sens propre du terme – « Soyons réalistes, avait dit Daley lors de la conférence de presse du lundi 17 juillet, personne n'avait imaginé qu'il y aurait tant de morts » –, l'étude de Klinenberg a révélé que c'était avant tout la conception municipale de la prestation de services urbains qui avait rendu la ville incapable d'y faire face. Sous Daley, la municipalité de Chicago était devenue ce que Klinenberg appelle un « État entrepreneur », caractérisé par la déréglementation, l'austérité fiscale, l'externalisation sans précédent des services publics à des sociétés privées, la résolution des problèmes publics selon les lois du marché et le présupposé constant que les habitants devaient être traités comme autant de consommateurs individuels de services municipaux⁵¹⁷.

Pour de nombreux habitants, ces pratiques ont entraîné des conséquences qui furent autant d'enjeux de vie ou de mort. Les directives municipales de réorganisation, d'allègement et d'externalisation des principaux services sociaux et des services d'urgence ont affaibli la capacité de la ville à localiser rapidement les personnes dans le besoin et à leur venir en aide. Le programme cher à

Daley de Stratégie alternative de maintien de l'ordre de Chicago (Chicago Alternative Policing Strategy, CAPS), lancé l'année précédente grâce à un financement généreux de la loi fédérale anticriminalité de 1994, échoua lamentablement à jouer son rôle. Son objectif était de réorganiser le travail de la police pour que les agents sur le terrain connaissent parfaitement le quartier auquel ils étaient affectés, ce qui devait leur permettre de dépasser le simple maintien de l'ordre pour assumer des fonctions d'animateurs de quartier, de leaders de la communauté et d'agents de liaison avec les prestataires de services sociaux et les différentes agences municipales. Ce programme visait en fait à sauvegarder une prestation de services sociaux bon marché à une période où les financements de l'État fédéral et des États fédérés étaient en train de se tarir. Depuis la fin de la guerre contre la pauvreté de Lyndon B. Johnson, en effet, les républicains menaient une croisade pour réformer le système de protection sociale, un projet qui fut finalement réalisé en 1996 lorsque le président démocrate Bill Clinton apposa sa signature sur la loi fédérale sur la responsabilité personnelle et les perspectives de travail (*Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act*), adoptée par un Congrès dominé par le parti adverse.

Les efforts pour réorienter les officiers de police vers le travail social illustrent à quel point le sens même du soutien social s'était dégradé après des décennies de rhétorique anti-État-providence. Ils sont aussi emblématiques de la vague de « revanchisme » urbain contre les classes populaires – ce mouvement de diabolisation, de criminalisation et de soumission des pauvres – qui déferla à l'époque et que le géographe Neil Smith a comparée au traitement des classes laborieuses par l'élite parisienne à la fin du XIX^e siècle en France⁵¹⁸. Le problème était que les policiers eux-mêmes étaient réticents à jouer ce nouveau rôle, ce qui les rendit inefficaces dans leur mission de sauver des vies pendant la canicule⁵¹⁹.

Lorsque Orozco, le commissaire aux incendies, fit porter par les victimes elles-mêmes la responsabilité de leur décès, il ne s'agissait aucunement d'un lapsus. Cette déclaration reflétait les idées néolibérales aux accents racistes qui circulaient au sein des élites gouvernantes urbaines depuis au moins les années 1980 – néolibérales parce qu'elles avaient tendance à privatiser et à individualiser des problèmes qui étaient vus par le passé comme étant de nature publique ou sociale, et aux accents racistes parce qu'elles reprenaient les thèmes éculés de la culture dysfonctionnelle du ghetto⁵²⁰. Plusieurs chercheurs ont montré que les politiques publiques qui ont eu des conséquences si tragiques pendant la canicule de Chicago étaient représentatives des modes « néolibéraux » de gouvernance

urbaine adoptés par les villes du monde entier à partir des années 1980⁵²¹. En d'autres termes, le style de gouvernance de Richard M. Daley est à envisager dans le contexte plus large des programmes de Ronald Reagan, Margaret Thatcher et Helmut Kohl visant à restructurer l'État pour promouvoir un libre-échange sans entraves, réduire les impôts et les dépenses publiques et privatiser les entreprises, les services et les systèmes d'assistance aux personnes. Si Daley lui-même n'a certainement jamais prononcé le mot « néolibéralisme », il a de toute évidence joué un rôle dans la promotion de cette logique au sein des municipalités à l'échelle nationale en tant que « P-DG » – comme l'appelait son entourage – pendant vingt-deux ans d'une ville qui devint le modèle d'application de ces politiques. À l'issue de son premier mandat complet, il avait transformé en surplus un déficit de 105 millions de dollars en réduisant la masse salariale de la municipalité, en réorganisant les services municipaux et en accroissant le prix de l'approvisionnement en eau et de la collecte des eaux usées. Depuis cette époque, Chicago a créé plus d'emplois privés que Los Angeles et Boston réunis, son taux de criminalité a globalement chuté, les résultats de ses lycées aux tests standardisés et leurs taux de diplômés se sont améliorés, son marché immobilier s'est considérablement développé, et la ville compte désormais le nombre de toitures végétalisées, de mètres carrés d'espace de congrès et de visiteurs d'affaires annuels le plus élevé du pays.



Richard M. Daley manifestant son soutien à la communauté portoricaine lors du défilé annuel Puerto Rican Day Parade de 1997.

Et la liste des succès de Chicago est encore longue. Au-delà de l'exploit d'avoir été facilement réélu à cinq reprises, Richard M. Daley apparaît, à bien des égards, comme le meilleur maire de sa génération – même face au célèbre maire de New York Rudolph Giuliani. Edward Rendell, qui fit deux mandats en tant que maire de Philadelphie dans les années 1990 avant d'être élu gouverneur de Pennsylvanie en 2003, alla jusqu'à dire que Daley était « le meilleur maire de l'histoire du pays⁵²² ». Les politiques de Daley étaient assurément des objets de controverses, mais le signe le plus incontestable de son envergure nationale et de son influence est le nombre de responsables et de conseillers nommés par lui qui arpentent aujourd'hui les couloirs de la Maison-Blanche. Arne Duncan, qui était le directeur général des écoles publiques de Chicago de 2001 à 2009, est aujourd'hui le secrétaire américain à l'Éducation ; Valerie Jarrett, qui était le chef de cabinet de Daley, est l'une des plus proches conseillères du président Obama (et une amie de la famille) ; David Axelrod, principal stratège de la campagne de Daley et son conseiller pendant près de vingt ans, a été

conseiller senior de la Maison-Blanche pendant les trois premières années du mandat d'Obama ; Rahm Emanuel, qui avait dirigé la collecte de fonds de Daley pour sa première campagne électorale, fut le chef de cabinet de la Maison-Blanche avant d'être élu maire de Chicago en 2011 – lui a succédé à la Maison-Blanche le frère cadet du maire, William Daley, qui n'a en revanche jamais fait officiellement partie de l'administration Daley à Chicago ; même la First Lady, Michelle Obama, a travaillé pendant deux ans à la mairie de Chicago en tant qu'assistante du maire et responsable de la planification. On peut donc légitimement penser que les sensibilités politiques qui ont sous-tendu le succès de Chicago dans les années 1990 et la première décennie du XXI^e siècle ont imprimé leur marque sur l'administration Obama.

Pourtant, Barack Obama n'a pas toujours été très à l'aise avec cette idée. Lorsque le journaliste David Mendell, du *Chicago Tribune*, lui demanda en 2003 s'il pensait qu'il aurait mieux valu dépenser des centaines de millions de dollars pour les quartiers les plus pauvres de Chicago plutôt que pour la construction de Millennium Park dans le Loop, Obama, alors sénateur de l'État de l'Illinois et sur le point de briguer une place au Sénat américain, répondit : « Comment voulez-vous vraiment que je réponde à cette question ? Si je vous disais ce que je pense vraiment, je commettrais sous vos yeux un suicide politique⁵²³. » Que ce fût par opportunisme politique ou parce qu'il avait choisi une approche plus pragmatique, cette ambivalence sembla avoir totalement disparu lorsque Obama se mit à rêver d'entrer à la Maison-Blanche. Sa réticence à embrasser la mystique Daley en 2003 reflétait peut-être sa connaissance privilégiée des dessous du succès de Chicago. En 2002, les 647 meurtres qui furent commis dans la ville en firent la capitale nationale des meurtres, et deux parmi les plus médiatisés cette année-là eurent lieu dans le quartier de Kenwood-Oakland, autrement dit le district sénatorial (13^e district) d'Obama : après qu'ils eurent perdu le contrôle de leur camionnette et que cette dernière eut percuté un groupe de jeunes femmes assises sur le perron d'une maison, deux hommes furent battus à mort et lapidés par une bande de jeunes⁵²⁴.

Ce n'était là qu'un exemple parmi la longue série de meurtres brutaux perpétrés par des jeunes du ghetto noir de Chicago et qui firent la une des médias nationaux dans la première décennie du XXI^e siècle. Chaque nouvelle affaire rappelait aux Blancs de la ville l'existence de cet autre monde qu'ils traversaient, bien en sécurité à bord de leurs véhicules, par les autoroutes Dan Ryan, Skyway ou Congress Expressway, ou encore à bord d'un métro aérien « L » progressant dans un grand bruit de ferraille vers l'ouest et le sud

depuis le Loop. Pendant sa campagne pour la primaire avant les élections municipales de 1999 – primaire qui se solda par sa défaite écrasante face à Daley par 27 % contre 73 % –, Bobby Rush, membre de la Chambre des représentants et ancien des Panthères noires, avait essayé de susciter la colère des Noirs et des libéraux en évoquant l'idée qu'il existait « deux Chicago » : « Un Chicago est symbolisé par des pots de fleurs et des carrousels, de bons emplois et des quartiers où la police respecte les habitants. Le deuxième est toujours frappé par un manque d'emplois, des écoles médiocres et des policiers moins tolérants envers les jeunes qui s'habillent et parlent différemment d'eux⁵²⁵. » Rush faisait là référence au programme massif d'embellissement des zones touristiques de la ville et à la rénovation (pour 250 millions de dollars) de l'espace de loisir et de divertissement situé sur Navy Pier, en bordure du lac, avec notamment une grande roue de quarante-cinq mètres de haut. Ce message n'effraya guère un Daley apparemment invincible et ne remit pas en cause le succès de la municipalité, mais il contribua sans doute à la réélection de Rush à la Chambre des représentants l'année suivante, avec plus du double des voix obtenues par son rival à la primaire démocrate, l'ambitieux sénateur de l'État nommé Barack Obama.

Lorsque les chiffres du recensement de 2000 furent publiés, la véracité des affirmations de Rush éclata au grand jour. D'un côté, Chicago avait réussi à conserver sa classe moyenne au cours des années 1990, le revenu moyen par ménage avait augmenté à un rythme deux fois supérieur à celui de la moyenne nationale et la pauvreté globale avait un peu diminué – autant d'indicateurs qui semblaient justifier le rang de Chicago en tant que grande ville globale et destination touristique prisée aux côtés de New York, Los Angeles, San Francisco et Boston. Mais, de l'autre côté, les données sur le « second Chicago » offraient une image très différente. En effet, les très grandes disparités entre le Chicago noir et le Chicago blanc rapprochent statistiquement la ville des centres urbains les plus déprimés du pays, tels Baltimore, Newark, Saint Louis, La Nouvelle-Orléans et Detroit. Alors que le revenu moyen par ménage chez les Blancs et les Latinos s'élevait respectivement à 49 000 et 37 000 dollars, il n'était que de 29 000 dollars pour les Noirs. Seulement 13 % des adultes noirs étaient titulaires d'une licence universitaire contre 42 % des Blancs⁵²⁶. Avec un taux d'emploi des hommes noirs de plus de seize ans de 50,2 %, Chicago se classait juste devant La Nouvelle-Orléans et Saint Louis, et largement derrière Baltimore (54,4 %) et Newark (54,2 %). C'était aussi la grande ville des États-Unis où l'on trouvait le plus d'habitants noirs sans accès au téléphone (7,2 %) – Detroit était deuxième, mais avec un score nettement meilleur.

Surtout, alors qu'ils représentaient seulement 19 % de la population totale de la région métropolitaine de Chicago, les Afro-Américains constituaient 43 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, le chiffre le plus élevé parmi les quinze plus grosses régions métropolitaines du pays, à l'exception de Saint Louis⁵²⁷.

Mais ces statistiques ne racontent qu'une partie de l'histoire. Elles en disent peu, par exemple, sur la culture de la rue et l'économie souterraine qui ont pesé si fortement – et continuent de le faire – sur toute une génération de jeunes ayant grandi dans ce « second Chicago ». De fait, la plaie suppurante de la pauvreté eut pour principale conséquence le développement d'un monde hobbesien de gangs de rues impitoyables et corporatistes, engagés dans une bataille à mort pour le contrôle du lucratif trafic de crack, qui avait fait une apparition massive dans l'ensemble des villes américaines dans la seconde moitié de la décennie 1980. Au début de la décennie suivante, plusieurs gangs parmi les plus puissants de la ville – les Gangster Disciples, les Vice Lords, les Saints et les Latin Kings, entre autres – mirent en place des organisations centralisées et à la hiérarchie complexe pour gérer la distribution du crack sur leurs territoires respectifs. Ce modèle commercial, proche d'un « néolibéralisme de la rue », ressemblait un peu à celui des franchises de *fast-foods* (lesquels étaient en passe de devenir le seul mode d'alimentation pour les habitants de ces quartiers) : la tête du gang distribue le produit à plusieurs équipes concurrentes au sein de l'organisation générale ; chacune de ces équipes établit ses propres méthodes de vente et salaires afin de maximiser les bénéfices engrangés après versement à la direction centrale des « commissions » et des « impôts de la rue ». Des chercheurs travaillant sur l'économie souterraine de la drogue ont même constaté parfois l'existence de systèmes de sous-traitance, par lesquels un gang sous-traite un immeuble ou un coin de rue à un autre. Le crack étant normalement distribué en petites quantités et avec des coûts d'achat faibles, une main-d'œuvre nombreuse est requise pour mener à bien les innombrables transactions de la main à la main, guetter les interventions de la police, garder un œil sur l'argent encaissé et, au besoin, participer aux batailles pour le contrôle du *turf* (« territoire »). Si l'on a pu estimer les revenus totaux du trafic de drogue à Chicago entre 500 millions et un milliard de dollars, les journalistes et les ethnographes qui ont enquêté sur lui ont déterminé que ses milliers de « fantassins » – pour la plupart des adolescents voulant imiter les clips de hip-hop où abondent Mercedes et gros SUV Cadillac, chaînes en or, piscines et femmes voluptueuses – gagnaient des salaires tout juste supérieurs à ceux offerts par McDonald's ou Kentucky Fried Chicken⁵²⁸.

Ce ratio risque-récompense désavantageux n'a pas empêché les gangs d'attirer – par des incitations financières, la force ou l'intimidation – un nombre croissant de jeunes hommes. En 2006, une étude de la Chicago Crime Commission estimait qu'environ 125 000 jeunes, soit plus d'un quart des élèves de l'ensemble des écoles publiques, appartenaient aux 70 à 100 gangs que comptait la ville – une forte hausse par rapport aux 70 000 estimés en 2000⁵²⁹. C'est ce phénomène plus que tout autre qui explique la place qu'occupe Chicago dans le classement des dix villes américaines ayant le plus fort taux de crimes violents et d'homicides. Entre 1992 et 2004, la proportion de meurtres « motivés par un ou des gangs » commis dans la ville passa de 15 % à plus de 35 %, tandis que la moyenne d'âge des victimes connaissait une nette baisse⁵³⁰. Plus récemment, pendant l'année scolaire 2008-2009, Chicago décrocha un nouveau record : celui du nombre d'élèves d'écoles publiques tués dans des meurtres liés à des gangs (43).

En septembre 2009, un meurtre particulièrement brutal attira l'attention des médias nationaux et même internationaux sur la criminalité à Chicago. La victime était Derrion Albert, un bon élève âgé de seize ans qui avait réussi à se tenir à l'écart des gangs. Il fut passé à tabac lors d'une bataille entre gangs rivaux de deux quartiers du secteur communautaire de Roseland, dans le South Side, l'un dont le territoire couvrait la zone autour de Fenger High School, que fréquentait Albert, l'autre venu de la cité Altgeld Gardens, où Barack Obama avait travaillé comme organisateur de communautés au milieu des années 1980⁵³¹. L'affaire eut un fort retentissement parce que les faits furent filmés par téléphone portable : la vidéo montre Albert, se trouvant apparemment par hasard dans la mêlée, jeté à terre par un jeune qui balança sur lui une longue planche de bois, puis matraqué et piétiné par plusieurs autres, sous les cris de femmes témoins de la scène qui tentèrent en vain de tirer l'adolescent jusqu'à un endroit sûr.

Ces images d'une horreur indicible démentaient l'idée, défendue dans les cercles politiques depuis la fin des années 1990, selon laquelle le système des Chicago Public Schools (CPS) était devenu sous Daley ce que le président Clinton avait appelé en 1998 « un modèle pour la nation ». Les écoles de Chicago connurent de nombreuses transformations après 1995, lorsque l'assemblée de l'État de l'Illinois en confia le contrôle total au maire. Avec Gerry Chico au poste de président du conseil d'administration des CPS et Paul Vallas à celui de directeur général, l'administration Daley mit en œuvre une vaste réforme inspirée des pratiques de la grande entreprise : elle imposa une autorité centralisée sur les conseils scolaires locaux établis à l'époque d'Harold Washington dans chaque quartier, créa toute une

gamme d'écoles et de programmes spéciaux et, surtout, introduisit un système impitoyable de responsabilisation fondé sur les résultats des élèves aux tests standardisés annuels. C'est sur ce modèle que fut conçu le programme de l'administration Bush « No Child Left Behind », adopté par le Congrès en 2001 : il exigeait de toutes les écoles publiques percevant un financement fédéral qu'elles fassent passer aux élèves de leur État un test standardisé afin d'évaluer leurs performances. Toute école n'obtenant pas de résultats satisfaisants après plusieurs années était menacée de diverses « actions correctives », allant des modifications du programme enseigné ou du personnel en place à de vastes mesures de restructuration, y compris la sous-traitance de sa gestion administrative à une société privée.

Le programme de Chicago parut donner de bons résultats. Entre 1995 et 2005, le taux d'élèves obtenant leur diplôme de fin d'études secondaires passa de 42 à 51 %, ce qui fit remonter Chicago au milieu du classement des grandes villes américaines⁵³². De plus, entre 2004 et 2009, le taux de diplômés des écoles publiques de Chicago s'inscrivant à l'université passa de 43,5 à 54,4 %, une hausse plus de trois fois supérieure à l'augmentation nationale, qui était de 3,4 %⁵³³. Cependant, la principale conséquence de ce programme fut la création d'un système éducatif à plusieurs vitesses. Ainsi, les réformes scolaires du milieu des années 1990 ne firent rien pour réduire le nombre considérable de lycées de Chicago connaissant de grandes difficultés. Selon un classement des lycées américains établi en 2009 en fonction de leurs résultats aux tests standardisés, 17 des 100 établissements du pays ayant les pires résultats étaient situés à Chicago. New York, en comparaison, n'en avait que 3, et Philadelphie et San Francisco seulement un⁵³⁴. Dans le lycée que fréquentait Derrion Albert, Fenger, seulement 4 % des élèves avaient le niveau suffisant en maths et 9 % en lecture – une situation qui explique en partie comment Albert put se retrouver mêlé à une telle scène. La création de *magnet schools*, dites « college prep » (ou lycées de préparation à l'université), de *charter schools* et de programmes de baccalauréat international a certes élevé le niveau pour de nombreux habitants de la classe moyenne, mais ces nouvelles chances restent hors de portée pour la grande majorité des élèves⁵³⁵. Dans les quartiers de classe ouvrière noirs et latinos, l'accès aux écoles publiques qui forment les élèves à poursuivre des études supérieures est clairement insuffisant. Un seul exemple suffit : en 2011, sur les 11 915 places disponibles dans les neuf lycées sélectifs préparant à l'université, seules 2 670 étaient accordées à des élèves venant d'écoles de quartiers pauvres noirs et latinos en dehors du North Side ou du voisinage immédiat du Loop. Les élèves issus de familles défavorisées, qui représentent pourtant près de 85 % de l'ensemble des effectifs des CPS, ne constituent qu'un

tiers des élèves inscrits dans ces écoles du North Side et du Loop⁵³⁶. Les réformes tant applaudies du maire Daley ont donc créé un système de gagnants et de perdants, les premiers vivant essentiellement dans des quartiers blancs de classe moyenne auxquels il faut ajouter quelques autres en voie d'embourgeoisement, tandis que les seconds sont concentrés dans les quartiers défavorisés noirs et latinos au sud et à l'ouest du Loop – là où, selon un rapport du Center for Labor Market Studies en 2003, la probabilité d'avoir abandonné le système scolaire et d'être sans emploi était six fois plus forte pour les hommes noirs que pour les hommes blancs⁵³⁷.

Certes, l'attractivité des gangs et l'absence de perspectives d'emploi prometteuses pour les jeunes des ghettos et des *barrios* expliquent en partie ces disparités. Mais tout laisse à penser que les politiques scolaires de Daley, avec leur volonté affirmée de rendre les écoles responsables de leurs performances, ont aussi contribué à pousser les jeunes dans une situation précaire, dans un entre-deux entre l'école et le monde du travail. Plusieurs études menées entre 2000 et 2003 ont révélé une augmentation spectaculaire du nombre de suspensions scolaires pour des infractions mineures non violentes. Entre 1999 et 2000, par exemple, les suspensions sont passées de 21 000 à près de 37 000, dont une grande majorité attribuable à des élèves noirs et latinos. Cela se traduisait nécessairement par une augmentation parallèle du nombre de renvois, lesquels, selon un rapport de l'agence de services sociaux Hull House, frappaient trois fois plus les élèves afro-américains que leurs pairs blancs ou latinos⁵³⁸. Cette stratégie d'élimination des élèves susceptibles de faire baisser les statistiques de réussite fut abandonnée en 2006 au profit d'une autre politique : le plan Renaissance 2010 de Daley consista à fermer la soixantaine d'écoles ayant enregistré des performances jugées insuffisantes pendant quatre années consécutives et à les remplacer par 100 écoles privées sous charte (*charter schools*) ou sous contrat, dont les enseignants n'avaient pas besoin d'être certifiés par l'État, percevaient des salaires inférieurs et se voyaient interdits d'adhésion au Syndicat des enseignants de Chicago (le Chicago Teachers Union). La mise en œuvre de ce plan sous la houlette d'Arne Duncan, alors directeur général des Chicago Public Schools, rencontra une forte résistance de la part des conseils scolaires locaux, qui dénonçaient notamment la violence que représentaient les fermetures souvent précipitées des écoles. Ainsi, dans la phase initiale du plan, plusieurs fermetures d'écoles dans le South Side entraînèrent des transferts d'élèves vers les quartiers voisins, causant une forte hausse de la violence associée aux gangs.



Les enfants de quartiers du North Side comme celui-ci bénéficient de manière disproportionnée de l'accès aux meilleures écoles de Chicago.

La logique néolibérale qui sous-tendait le plan apparut au grand jour dans le discours prononcé en 2007 par le président du conseil d'administration des Chicago Public Schools, Rufus Williams, devant le groupe de leaders civiques et économiques du Chicago City Club : selon lui, laisser le contrôle des écoles aux mains des conseils scolaires locaux revenait à confier le contrôle d'une chaîne d'hôtels à ceux qui y dorment⁵³⁹. Cette politique était soutenue par une campagne de relations publiques savamment orchestrée, destinée à fabriquer les preuves qu'une réelle amélioration était en marche dans ce domaine sensible qui avait été marqué, dans les années 1980 et au début des années 1990, par une série de grèves d'enseignants et de manifestations de parents d'élèves protestant contre la violence des gangs à l'école et le manque de financements pour les établissements et les salaires des professeurs. Elle était aussi le fruit de l'implacable rhétorique anti-État-providence et pro-retour à l'ordre promue par le Parti républicain au niveau national.

L'une des innovations de la refonte du système scolaire par Daley en 1995 était la création de trois lycées militaires, associée à l'expansion spectaculaire des programmes militaires existant dans de nombreux lycées et collèges⁵⁴⁰. Accueillant principalement des élèves noirs et, dans une proportion moindre, des hispaniques, ces lycées ont obtenu des taux de diplômés et des résultats aux tests qui les placent parmi les meilleurs établissements accessibles aux jeunes Noirs et Latinos de milieux ouvriers. Or ces performances semblent accréditer l'idée selon laquelle le problème des écoles de Chicago tient davantage aux déficiences culturelles des élèves noirs et latinos qu'aux inégalités

structurelles du système scolaire. Selon une telle vision, rien de tel que la discipline militaire pour corriger ces travers.

Un raisonnement similaire sous-tend la réflexion autour du test standardisé qui fonde le processus d'évaluation académique – en réalité une série de tests dits « de l'Iowa ». Dans la pratique, ce test contribue à exacerber les disparités préexistantes entre les écoles. Ainsi, dans les établissements enregistrant les scores les plus bas, les heures de classe sont largement consacrées à aider les élèves à réussir le test plutôt qu'à favoriser leur développement intellectuel – avec par exemple un long entraînement aux techniques de remplissage des questionnaires à choix multiples⁵⁴¹. De toute évidence, de tels contenus éducatifs sont plus susceptibles de générer de forts taux d'abandon scolaire et des problèmes disciplinaires, tandis que, dans les écoles ayant peu de risques d'échouer au test, les enseignants ont plus de liberté pour orienter leurs leçons en fonction des besoins intellectuels de leurs élèves.

Certes, l'accent mis sur les tests standardisés et le remplacement des écoles de quartier en difficulté par des *charter schools* sont des ingrédients qui furent ensuite incorporés par Obama dans sa politique éducative. Pour autant, compte tenu des inégalités flagrantes évoquées ci-dessus, peut-on encore parler du système scolaire de Chicago comme d'un modèle ? Seuls quelques rares observateurs continuent de l'affirmer. Il serait plus justifié de se demander comment ce système a pu un jour cesser d'être considéré comme le « pire du pays », ainsi que l'avait jadis qualifié William Bennett, secrétaire à l'Éducation dans l'administration Bush, et pourquoi une telle situation n'a pas suscité plus d'opposition au maire dans les communautés noire et latino. Même face à un homme politique noir du South Side aussi chevronné que Bobby Rush – qui avait acquis son capital politique aussi bien local que national en tant qu'élu au Congrès –, Daley réussit à conquérir près de la moitié du vote noir. Chez les Latinos, ses soutiens étaient tellement nombreux que, pendant la vingtaine d'années où il détint le pouvoir, pas un seul homme politique issu de cette communauté n'osa jamais ne serait-ce que tenter de s'opposer à lui.

L'explication réside peut-être en partie dans le fait que les Noirs et les Latinos de classe ouvrière avaient de leur situation une vision qui était aussi influencée par un contexte plus large, qu'ils percevaient à travers leurs écrans de télévision ou d'ordinateur et leurs radios. À partir de la fin des années 1980 et encore tout au long des années 1990, ils voyaient des images et entendaient des récits qui laissaient penser que les problèmes de leurs écoles et de leurs quartiers étaient les conséquences de déficiences culturelles – des familles dysfonctionnelles et des valeurs morales perdues –, et non d'une

marginalisation économique et de la discrimination raciale. Ces discours n'étaient pas l'apanage d'une frange ultra-droitière du Parti républicain. La croisade anti-État-providence avait pris une telle ampleur depuis les années Reagan que, au milieu des années 1990, elle avait conquis le centre de l'échiquier politique. Comme on l'a vu, c'est le président démocrate Bill Clinton qui signa en 1996 la célèbre loi de réforme du système d'assurance chômage, qui, selon ses propres termes, « mettait un terme à l'assurance chômage telle qu'on la connaît », la fin d'un système d'assurance chômage responsable, à ses yeux, de la destruction des valeurs traditionnelles de la « responsabilité personnelle » et du travail. Il soutint aussi activement la plus grosse loi fédérale anticriminalité jamais adoptée (le *Violent Crime Control and Law Enforcement Act*). Après la prise de contrôle du Congrès par les républicains, menés par Newt Gingrich, en 1994, non seulement Clinton avait dû composer avec eux, mais il avait tenté de les battre sur leur propre terrain : de fait, les deux lois évoquées plus haut revenaient à poursuivre la spectaculaire réallocation des ressources fédérales, lancée dans le cadre de la « révolution » reaganienne, au détriment des dépenses sociales et au profit de la sécurité. À Chicago, cette double tendance joua un rôle essentiel dans l'aggravation des disparités raciales qui furent si clairement révélées par le recensement de 2000⁵⁴².



Fouille d'un jeune homme par la police à la recherche de drogues et d'armes, à proximité du grand ensemble Cabrini-Green.

Paradoxalement, l'interprétation culturelle de la pauvreté des

ghettos noirs trouvait ses plus ardents défenseurs parmi des intellectuels afro-américains ayant eux-mêmes réussi à s'en sortir, à l'image de chercheurs comme Shelby Steele et Thomas Sowell, du très conservateur Hoover Institute de l'université Stanford, ou encore du célèbre sociologue de l'université de Chicago William Julius Wilson⁵⁴³. Le fait que ce dernier, qui se considérait lui-même comme un « démocrate social » prônant une intervention massive de type « Grande Société » dans le marché du travail urbain, se trouve sur la même ligne que des conservateurs aussi véhéments que Steele et Sowell montre à quel point l'argument sur la « culture de la pauvreté » était bien accepté par les Américains depuis la fin des années 1980. Le principal objectif de Wilson, à la fois dans son ouvrage phare de 1978, *The Declining Significance of Race*, et dans son étude de 1987, *The Truly Disadvantaged*, était en effet de prouver que des politiques sociales fondées sur l'appartenance de classe étaient mieux adaptées aux formes spécifiques de pauvreté que connaissait le quart-monde noir⁵⁴⁴. Mais en soutenant en même temps l'idée que la lutte contre la discrimination raciale n'était plus aussi nécessaire que par le passé, il prêta le flanc à l'accusation de minimiser le racisme comme cause de la pauvreté du ghetto, et, en décrivant de façon précise la nature de la pauvreté noire – familles monoparentales, délinquance juvénile, échec scolaire, absence de modèles positifs de comportements et panne des institutions locales –, il parut, aux yeux de certains observateurs, s'engager trop loin sur le terrain rebattu des pathologies liées à la culture noire. Wilson, qui avait été conseiller informel de Bill Clinton pendant son premier mandat et consultant auprès de Daley, semblait dire aux démocrates qu'il était temps de dépasser les politiques fondées sur la race, comme l'*affirmative action*, qui divisent l'opinion et éloignent du Parti démocrate les électeurs modérés blancs de la classe moyenne depuis la fin des années 1960. De leur côté, les conservateurs étaient ravis de voir que Wilson minimisait apparemment le phénomène du racisme. Bien sûr, c'était là une vision déformée de sa thèse, et Wilson en personne le rappela de manière véhémente à plusieurs reprises dans des médias à forte audience, mais peu importait : ce qui marqua les esprits, c'est qu'un démocrate social noir de Chicago doté d'un parfait pedigree universitaire et qui avait été élevé par une mère célibataire bénéficiant d'allocations sociales avait signé un livre primé intitulé *The Declining Significance of Race*.

Gérer les marginaux

Au-delà de ces débats entre intellectuels, les années 1990 furent le théâtre de la plus vaste mobilisation de masse de la communauté noire

depuis la période des droits civiques : la Million Man March sur Washington D.C. en 1995. Sous la houlette de Louis Farrakhan, le dirigeant de Nation of Islam (NOI), dont le siège se trouve à Chicago, la marche avait été organisée pour « donner au monde une image très différente de l'homme noir », à une époque où les hommes politiques chantres du maintien de l'ordre et les industries culturelles se donnaient la main pour dépeindre les jeunes Noirs sous les traits de gangsters ou de trafiquants de drogue⁵⁴⁵. Les organisateurs espéraient mettre à profit la mobilisation pour inciter à s'inscrire sur les listes électorales une foule de nouveaux électeurs noirs capables de peser sur le prochain scrutin, le Congrès étant passé sous majorité républicaine peu de temps auparavant. Ils entendaient aussi attirer l'attention de l'opinion publique sur les problèmes variés auxquels la communauté noire est confrontée. Toutefois, leur projet politique était dominé par des appels lancinants à la responsabilité personnelle, à l'amélioration de soi (*self-help*) et à l'expiation spirituelle, un message qui revenait à dire aux Afro-Américains que la voie du salut n'était pas politique, mais éminemment individuelle.

Depuis le milieu des années 1980, Farrakhan attirait dans sa mosquée, au siège de NOI, situé au 7351 South Stony Island Avenue, des foules croissantes venues écouter ses diatribes teintées d'antisémitisme, d'homophobie et de diverses variantes de théories du complot. La formule n'avait rien d'inédit. Environ vingt blocs plus loin au sud-ouest, le révérend Jeremiah Wright prononçait des sermons assez similaires, quoique moins sensationnalistes, dans son église Trinity United Church of Christ, qui, au début des années 1990, comptait plusieurs milliers de fidèles, dont le professeur de droit de l'université de Chicago Barack Obama et sa femme Michelle. Obama et la plupart des membres de sa paroisse auraient sans doute été réticents à se penser associés à Nation of Islam, mais il est difficile de nier que les deux leaders religieux du South Side, Wright et Farrakhan, appartiennent au même mouvement. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont partagé la scène lors de la Million Man March. Mais alors que Wright était une personnalité locale influente, à la tête d'une congrégation de plus de six mille fidèles au moment de sa retraite en 2008, Farrakhan visait, lui, la renommée nationale. Au début des années 1990, ses déclarations choquantes sur les Juifs et les ovnis faisaient régulièrement la une des journaux à scandale, et plusieurs chanteurs de hip-hop très populaires, comme Public Enemy, Ice Cube ou X-Clan, incorporaient certains de ses préceptes dans leurs morceaux, qui devenaient des disques de platine ou d'or.

Même s'ils partageaient une bonne dose de misogynie, d'antiétatisme et de nationalisme noir revu au goût du jour, le hip-hop

et Nation of Islam formaient un couple étrangement assorti. Certes, une nouvelle génération de rappeurs « gangsta » de la côte ouest, tels NWA (Niggaz With Attitude) ou Ice Cube, proposait une critique incisive de ce que la « révolution » reaganienne avait signifié pour les jeunes Noirs des ghettos. Mais il reste que, comme l'a expliqué l'historien Robin D.G. Kelley, « à l'été 1993, le gangsta rap avait été réduit à un nihilisme pur et dur, et ce sentiment – tout comme le message de responsabilité personnelle qui en était l'exact opposé – ne faisait que conforter dans leur opinion ceux qui affirmaient que la pauvreté des quartiers noirs centraux était un problème culturel plutôt que structurel⁵⁴⁶ ». « Nihilisme », « dysfonctionnements » et « pathologie » étaient les termes qui définirent le problème de la pauvreté noire tout au long des années 1990 et jusqu'au début du XXI^e siècle. Le fait que même le célèbre philosophe et militant noir radical Cornel West voyait dans le cœur du ghetto noir un monde de « nihilisme », comme il l'exposa dans son ouvrage classique de 1994 *Race Matters*, suggère que les Noirs de la classe ouvrière et les leaders de la communauté noire urbaine de tout le pays avaient totalement perdu confiance dans le système politique⁵⁴⁷.

À Chicago, où la participation électorale ne cessait de s'effondrer et où les élections municipales étaient considérées comme de vastes plaisanteries, le pessimisme général quant à la possibilité d'apporter des solutions politiques aux problèmes du quotidien était particulièrement prononcé, comme cela apparut au grand jour pendant la campagne totalement dépourvue d'inspiration de Bobby Rush en 1999. Certes, il y eut une lueur d'espoir lorsque les Noirs se mobilisèrent en masse pour élire la première femme noire au Sénat américain, Carol Moseley Braun, en 1993. Mais il s'agissait là d'un événement de politique nationale, et qui en outre n'était pas totalement étranger au système Daley. En effet, ce dernier soutint la candidature de Moseley Braun, et parvint également à convaincre un grand nombre de ses riches donateurs de lui accorder leur soutien financier. C'était une sorte de « retour d'ascenseur », puisque, en 1989, lorsqu'elle était membre de la Chambre des représentants à Washington, Moseley Braun avait elle-même soutenu Daley, ce qu'elle fit de nouveau en 1995⁵⁴⁸.

Un autre moment d'espoir eut lieu dans les mois précédant les élections municipales de 1995. Les quartiers pauvres autour de la cité Robert Taylor Homes, dans la 3^e circonscription de Chicago – le fin fond du nihilisme du *Lumpenproletariat* noir –, connurent un mouvement d'insurrection qui se cristallisa autour de la candidature de l'ancien Gangster Disciple (GD) Wallace « Gator » Bradley. Le financement, la mobilisation humaine et l'inspiration derrière cette

campagne venaient d'une organisation politique nommée 21st Century Vote (Vote du XXI^e siècle), créée en 1990 par l'ancien pivot des Gangster Disciples, Larry Hoover, depuis la prison fédérale de haute sécurité où il purge toujours aujourd'hui une peine de 150 à 200 ans de réclusion pour meurtre. Dans les diverses prisons qu'il fréquenta, Hoover passa du temps à étudier pour passer l'équivalent du baccalauréat (GED) et décida de faire des Gangster Disciples une organisation politique qu'il appela d'abord Growth and Development (Croissance et développement), avant de créer 21st Century Vote. Si ses détracteurs ne manquèrent pas de voir dans la conversion de Hoover à la politique une couverture pour continuer à diriger le vaste trafic de drogue contrôlé par les Gangster Disciples, une conversation téléphonique enregistrée en 1992 entre Hoover et le dirigeant des Vice Lords, Willie Lloyd, révélait un plan beaucoup plus ambitieux de mobilisation des « pauvres » des cités, y compris « les drogués et les alcooliques », pour s'emparer du siège de la protégée de Daley au conseil municipal, Dorothy Tillman. En 1993, l'organisation s'installa au premier étage d'un magasin abandonné d'Englewood et parvint rapidement à rassembler dix mille jeunes qui manifestèrent devant la mairie contre la fermeture de plusieurs cliniques du quartier et en soutien à des enseignants en grève. Un an plus tard, 21st Century Vote avait incité des milliers de nouveaux électeurs à s'inscrire sur les listes électorales et réuni plus de 100 000 dollars en petits dons. Cependant, le sursaut fut de courte durée. Wallace « Gator » Bradley parvint à susciter l'intérêt des médias nationaux en mettant Tillman en ballottage, mais les Afro-Américains de la 3^e circonscription n'étaient pas prêts à croire que d'anciens membres de gangs pouvaient devenir des leaders de la communauté. Bradley perdit largement lors de l'élection générale et 21st Century Vote disparut du paysage politique⁵⁴⁹.

Cet épisode permet de mieux comprendre comment Richard M. Daley a pu si facilement régner sur les « deux Chicago ». Si l'on ne saurait employer le terme de « machine » pour décrire les mécanismes sophistiqués de contrôle social qui ont caractérisé l'administration de Daley fils, il ne fait aucun doute que des tactiques de contre-subversion dignes des grandes heures de la « machine » de Daley père ont été utilisées pour faire face au défi que représentait Bradley. Dans les jours qui précédèrent l'élection, la police accrut sa pression sur les Gangster Disciples en procédant à des arrestations et à d'autres formes de harcèlement. La presse de Chicago, quant à elle, se montra dès le début fort zélée dans sa diabolisation de Bradley. Avant une audition de ce dernier en vue de sa libération conditionnelle, on pouvait lire dans un éditorial du *Tribune* : « Hoover est assurément un leader. Il a contribué à mener les quartiers sur la pente autodestructrice du

meurtre, de la toxicomanie et du désespoir. Sa libération saperait l'autorité des gens respectueux de la loi qui inspirent par leur exemple sans avoir pour autant tout un tas d'hommes politiques qui chantent leurs louanges. » On ne saura jamais avec certitude si la mairie a joué un rôle dans la croisade du *Tribune* contre Hoover, mais on sait que, lors de chaque audition pour sa libération conditionnelle, des responsables municipaux vinrent affirmer haut et fort qu'il était resté le membre actif de gang qu'il avait toujours été⁵⁵⁰.

Hoover et son équipe de bras cassés représentaient donc un adversaire facile à maîtriser pour Daley. Mais comment Daley réussit-il à paralyser toutes les forces d'opposition politique alors même qu'une série de scandales étaient en train d'éclater, dont un seul aurait pu mettre à terre n'importe quel autre maire ? À la fin de 1995, quelques mois après la polémique autour de la gestion de la canicule, un vaste guet-apens orchestré par le FBI et connu sous le nom d'opération « Silver Shovel » (« Pelle d'argent ») mit au jour la corruption rampante au sein de l'administration Daley. Les faits incriminés incluaient le versement de pots-de-vin contre l'octroi de contrats publics, des fraudes, des pratiques de blanchiment d'argent, un trafic de drogue et des activités relevant du crime organisé. À en croire les quelque 1 100 enregistrements de conversations téléphoniques effectués dans le cadre de l'enquête, tout l'entourage de Daley semblait bénéficier de ce système, qui n'était pas sans créer des perdants. Les habitants de Chicago, qui virent leurs taxes foncières augmenter continûment pendant les années 1990, payaient depuis longtemps ce qui équivalait à un impôt de « corruption sur les contrats », tandis que diverses pratiques frauduleuses empêchaient les petites entreprises du bâtiment détenues par des minorités d'obtenir les 24 % de contrats de marché public qui auraient dû leur revenir dans le cadre du programme d'*affirmative action* mis en place sous Harold Washington. Parmi les pires affaires de corruption figurait celle impliquant James M. Duff, l'un des chefs d'une grande famille du crime organisé et gros soutien financier de Daley : il avait convaincu un employé afro-américain de se faire passer pour le détenteur majoritaire de l'une de ses sociétés de gestion des déchets afin de remporter un contrat réservé aux entreprises minoritaires⁵⁵¹. À la même époque, une série d'enquêtes révélèrent que la torture était une pratique courante au commissariat de la zone 2, dans le South Side. Entre 1972 et 1991, sur les ordres du lieutenant de police Jon Burge, on avait ainsi forcé cent trente-sept hommes afro-américains aux aveux en leur enfermant la tête dans un sac en plastique, en leur enfonçant un revolver dans la bouche, en leur appliquant des chocs électriques ou des brûlures de cigarette sur les oreilles, dans les narines, sur la poitrine et les organes génitaux. Daley n'était pas maire

pendant la majeure partie du temps où ces exactions furent commises, mais, en tant que procureur de l'État pour le comté de Cook, il avait été informé de ces pratiques par des sources fiables et avait refusé d'ouvrir une enquête.

Sur la base notamment de ces révélations, le gouverneur de l'Illinois George Ryan ordonna en 2000 l'arrêt de toutes les exécutions dans son État. Trois ans plus tard, il commua la peine de cent soixante-sept prisonniers en attente dans les couloirs de la mort et gracia quatre condamnés à mort torturés dans le commissariat de la zone 2. Ces décisions audacieuses ne permirent toutefois pas de résoudre le problème de la criminalité meurtrière qui sévissait dans les rues de Chicago. En 2001 puis de nouveau en 2003, Chicago fit la une de la presse nationale pour son titre peu glorieux de « capitale des meurtres », en raison de son taux d'homicides supérieur à celui de villes pourtant plus peuplées comme New York ou Los Angeles. En janvier 2004, la municipalité dut faire face à un nouveau scandale lorsque le *Chicago Sun-Times* mit au jour de graves irrégularités dans le financement du programme Hired Truck, dont le coût annuel s'élevait à 40 millions de dollars. Des entreprises de transport routier en lien à la fois avec le crime organisé et avec de hauts responsables municipaux recevaient des contrats très lucratifs pour un travail minime, voire inexistant, et si aucun lien direct ne pouvait être établi avec Daley, les preuves circonstancielles étaient trop nombreuses pour pouvoir être ignorées : environ 25 % du total des contrats alloués à des entreprises de transport, soit 47,8 millions de dollars, allèrent à des sociétés basées dans la 11^e circonscription, celle de Daley ; des sociétés partenaires du programme avaient ensemble donné plus de 100 000 dollars aux différentes campagnes de Daley ; et John Daley, frère du maire, avait vendu des polices d'assurance de sa compagnie pour plusieurs d'entre elles⁵⁵². Alors que les procureurs fédéraux poursuivaient leur enquête sur ce scandale, des éléments confondirent Victor Reyes, proche conseiller de Daley et directeur de la puissante Hispanic Democratic Organization (HDO) : il avait truqué des examens de recrutement et de promotion afin de récompenser des employés municipaux, y compris des membres de la HDO, pour leurs activités politiques menées pour le compte de Daley et d'autres candidats.

Ainsi, entre 1995 et 2005, il n'y eut guère de moment où Chicago ne parut pas, au moins aux yeux de ses habitants aux revenus modestes, être le lieu d'injustices monumentales : tandis que les gros hommes d'affaires, les hommes de la pègre et tous ceux ayant des liens avec la famille Daley et ses proches amis s'enrichissaient, les Noirs et les Latinos démunis étaient abattus aux coins des rues ou torturés dans

des arrière-salles de commissariat. Et même si l'on choisissait d'ignorer la litanie des scandales de corruption, Chicago frappait les pauvres en plein visage chaque fois qu'ils s'approchaient du Loop. Une simple promenade en voiture vers le nord le long de Lakeshore Drive ou à bord d'un métro aérien de la ligne rouge offrait le spectacle de rues propres et bordées d'arbres, de marinas pleines de yachts d'un blanc étincelant, d'espaces verts parfaitement entretenus, de jolies plages avec leurs filets de volley-ball au bord d'un lac Michigan étincelant – le spectacle de tous ces quartiers aux noms parfaitement adaptés : la Gold Coast, Lincoln Park ou Lakeview. À une courte distance à pied de la Gold Coast se trouvait – avant sa démolition en 2010 et 2011 – la cité Cabrini-Green, un groupe d'immeubles de tailles diverses aux balcons recouverts d'un grillage, où les Gangster Disciples dirigeaient un trafic de drogue qui leur rapportait environ 3 millions de dollars par an. William Julius Wilson souligna à juste titre l'isolement social *et* spatial des Afro-Américains pauvres de Chicago, mais il ne faut pas en conclure qu'ils n'avaient pas la capacité de comprendre « comment vit l'autre moitié⁵⁵³ ». Toutefois, même régulièrement confrontés à des « inégalités sauvages⁵⁵⁴ », ils ne voyaient guère dans le processus électoral un moyen d'y remédier. Aux élections municipales de 2007, par exemple, la participation électorale globale était à peine supérieure à 30 %, 70 % des Noirs et 80 % des Latinos ayant voté pour Richard M. Daley. À titre de comparaison, en 1989, Daley avait obtenu moins de 10 % du vote noir.

Lorsqu'on cherche à expliquer la faiblesse de l'opposition à Daley chez les Noirs et les Latinos, on est conduit à se plonger dans les rouages d'une machine politique que le maire a héritée de son père et qui s'en rapproche à bien des égards. Comme son père aussi, Richard M. Daley exerçait une autorité absolue sur son conseil municipal, d'autant plus qu'une loi adoptée en 1978 lui donnait le pouvoir de combler les vacances au sein de ce conseil. En 2002, il avait ainsi nommé un tiers de ses membres, ce qui explique pourquoi il n'eut pas à faire usage de son droit de veto une seule fois entre 1989 et 2003. Selon les recherches du politologue Dick Simpson, deux tiers des conseillers municipaux votaient en accord avec le maire dans 90 % à 100 % des cas⁵⁵⁵. Et s'ils soutenaient Daley, c'était parce que, comme au temps de son père, le maire contrôlait une manne de ressources financières qui alimentait leurs circonscriptions.

Bien que le scandale *Hired Truck* semblât confirmer l'existence d'un système d'échange « emploi contre services politiques », le vrai moteur pendant l'ère Richard M. Daley était un système de « favoritisme des cols blancs », autrement dit la pratique courante consistant à recourir

de manière préférentielle à certains avocats, consultants et autres prestataires de services, ainsi qu'à attribuer d'énormes subventions et à adopter des politiques préférentielles au bénéfice des promoteurs qui construisaient les immeubles de bureaux et les centres commerciaux de la ville et des sociétés qui les occupaient. C'était là que la machine de Richard M. Daley se distinguait nettement de celle de son père. À l'ère de la ville globale, des dons à six chiffres de la part de multimillionnaires, voire de milliardaires, s'échangeaient contre des contrats à huit chiffres, de nouvelles niches fiscales et toute une gamme de subventions lucratives. Lors de sa toute première campagne, en 1989, Daley avait déjà amassé la somme record de 7 millions de dollars en contributions, dont 30 % fournis par seulement 1 % de ses donateurs. Outre le soutien traditionnel des entrepreneurs et des syndicats du bâtiment, environ deux tiers des dons dont il bénéficia provenaient de cabinets d'avocats (comme le célèbre cabinet Sidley & Austin, où Barack Obama rencontra sa femme Michelle Robinson), de banques, de courtiers en produits de base ou en actions, ainsi que de sociétés de conseil très impliquées dans l'économie mondiale⁵⁵⁶.

Si Richard J. Daley n'avait pas hésité, en son temps, à faire usage de subterfuges comptables pour dissimuler la situation financière réelle de la ville, son fils porta cette pratique à un degré de sophistication bien supérieur. Par exemple, le programme Tax Increment Financing (TIF ou financement par de nouvelles taxes foncières), méthode de financement public labyrinthique, fut utilisé par Daley pour créer un « budget clandestin » de plus de 500 millions de dollars – soit près d'un sixième du budget total de la ville – destiné à financer de vastes projets de développement, des améliorations infrastructurelles et des efforts d'embellissement⁵⁵⁷. Les TIF, qui se répandirent dans les municipalités de tout le pays dans les années 1980 afin de compenser les fortes baisses de subventions fédérales pendant les années Reagan, visaient à l'origine à diriger les capitaux vers l'amélioration de quartiers en détresse ou délabrés où aucun développement ne se produirait sans cela. Les réalisations devaient en théorie améliorer ces zones sous-développées et conduire à une augmentation des revenus fiscaux, lesquels devaient compenser les sommes du TIF dépensées et le développer les années suivantes. Le problème, comme dans bien d'autres cas à Chicago depuis la Seconde Guerre mondiale, fut que la mairie encaissa l'argent en oubliant les objectifs progressistes qui lui étaient assignés : elle décida, en toute opacité, d'attribuer ces sommes aux quartiers déjà favorisés plutôt qu'à ceux dans le besoin. Un tel détournement fut possible à cause des règles de contrôle prévues par le programme TIF : alors que les projets impliquant des sociétés privées doivent être approuvés par un vote du conseil municipal, donc

rendus publics, les fonds utilisés pour des améliorations au niveau des quartiers – construction d'écoles, réfection des trottoirs et des chaussées, amélioration des parcs et des installations récréatives, notamment – ne sont pas soumis au contrôle public, ce qui a permis de les utiliser comme récompenses politiques et économiques à répartir entre conseillers municipaux.

Se mit donc en place un système de financement public qui contribua à renforcer les inégalités plutôt qu'à les réduire. Cette situation resta largement méconnue jusqu'à ce que Ben Joravsky, un journaliste du *Chicago Reader*, la principale publication alternative de la ville, parvînt à mettre la main sur des documents internes du TIF. Selon son enquête, les TIF auraient détourné 1 milliard de dollars de taxes foncières entre 2003 et 2006⁵⁵⁸. L'argent du programme fut aussi réparti de façon très inégale : en 2007, le district TIF de LaSalle Central en centre-ville affichait des revenus en hausse d'environ 19 millions de dollars, tandis que le district TIF de Roseland-Michigan – le quartier surnommé « Les Cent », où Derrion Albert avait été assassiné – ne rapportait que 707 000 dollars⁵⁵⁹. Par ailleurs, en 2009 – année où Daley annonça qu'un déficit budgétaire de 500 millions de dollars, dû à la crise financière internationale, contraignait à supprimer des emplois et à réduire les services publics –, le conseil municipal vota l'allocation de 35 millions de dollars du district TIF de LaSalle Central pour aider United Airlines à emménager sur sept étages dans la Willis Tower⁵⁶⁰. Les responsables municipaux se justifiaient en expliquant, d'une part, qu'il n'était pas acceptable de laisser inoccupés des étages du gratte-ciel le plus prestigieux de Chicago et, d'autre part, que cette décision permettait de créer 2 500 emplois. Il s'agissait pour la ville d'une transaction bien plus avantageuse que les 56 millions de dollars d'aides publiques versés en 2001 à Boeing lorsqu'il quitta Seattle pour installer son siège à Chicago, créant seulement 450 emplois⁵⁶¹. On voit bien là que le maintien d'une image de ville mondiale de premier ordre était pour l'administration Daley une priorité absolue. L'intégration de ces grandes sociétés au paysage économique local permettait d'adoucir le choc que constituait le départ d'Amoco, d'Ameritech et d'Inland Steel à la suite de leur rachat par d'autres groupes.

Les autorités municipales arguèrent aussi des « effets démultiplicateurs » qu'aurait la présence nombreuse de cols blancs en centre-ville. Pendant l'affaire United Airlines, par exemple, le conseiller de la 2^e circonscription, Robert Fioretti, dont la juridiction s'étendait du Loop jusqu'au quartier défavorisé d'East Garfield Park, soutint que les employés de la compagnie aérienne dépenseraient en centre-ville en moyenne 6 700 dollars en cocktails, dîners,

abonnements à des salles de sport et autres services de luxe. Toutefois, les retombées de ce surcroît de consommation furent loin d'atteindre les électeurs de Fioretti qui vivaient dans les quartiers noirs du West Side, où le défi était d'attirer des magasins d'alimentation bon marché pour éviter le développement de « déserts alimentaires ». C'était le cas par exemple à West Garfield Park depuis que le confiseur Brach's Confections, Inc., avait, en 2003, fermé une usine qui employait plus de mille personnes. Avec notamment sa friandise phare, le Candy Corn – de faux grains de maïs de texture cireuse et atrocement sucrés, consommés par les enfants au moment d'Halloween –, Brach's ne contribuait guère à la réputation de ville globale de Chicago, et Daley refusa donc de déboursier les plus de 10 millions de dollars qui auraient dissuadé l'entreprise de partir s'installer au Mexique. Ironiquement, ce montant était à peu près celui que la ville tirerait du TIF du Northwest Industrial Corridor, cinq ans plus tard, à la demande d'un promoteur désireux de transformer l'usine Brach's abandonnée en un centre de stockage et de distribution – une reconversion qui, selon l'estimation du promoteur lui-même, ne créerait que soixante-quinze emplois permanents⁵⁶². Le projet finit toutefois par couvrir son propre coût grâce aux revenus fiscaux générés, dont une grande partie fut dépensée, bien entendu, à la discrétion de la mairie.



La majestueuse Willis Tower, construite grâce à de très généreuses subventions publiques.

Ces différents exemples prouvent que le programme TIF de Chicago avait presque totalement abandonné son objectif initial de redistribution sociale. Mais ce qui rendait le système de financement de la ville si injuste restait caché au grand public. À la différence de la machine de Daley père, qui fonctionnait au vu et au su de tous à travers le versement de pots-de-vin, la distribution ostentatoire de dindes pour Thanksgiving et pour Noël, ou encore la présence de gros bras dans toute la ville pour s'assurer que les gens votent « tôt et

souvent », la machine bien huilée de Richard M. Daley fonctionnait en silence, en souterrain. Certes, des scandales de corruption éclataient de temps à autre, mais ils servaient en fin de compte à dissimuler, voire à légitimer, les politiques quasi légales qui permettaient de redistribuer les capitaux publics vers les plus riches. En d'autres termes, les responsables municipaux frayant avec des gangsters et acceptant des pots-de-vin modestes, les camions d'entreprises privées facturant 50 dollars de l'heure tout en restant tranquillement garés sur des parkings, les appels téléphoniques pour trouver des emplois aux supporteurs politiques n'étaient que la surface ; ce qui se passait réellement au niveau des finances de la ville demeurait caché. Et toutes ces histoires faisaient oublier à quel point les injustices s'étaient aggravées depuis le début des années 1990. De plus, même si le programme TIF permettait à la ville de dissimuler certaines de ses transactions, le détail de la majorité des dépenses pouvait être consulté par tous, à condition que l'on s'en donne la peine.

Pourtant, jusqu'aux mois qui précédèrent l'élection municipale de 2007, à l'heure où tout le pays tituba sous le coup de la crise des *subprimes*, les protestations restèrent très éparées. Il est vrai que, si l'on s'en tenait à son centre dynamique et aux quartiers adjacents, la ville semblait avancer dans la bonne direction. Richard M. Daley avait investi massivement dans des initiatives d'embellissement et de modernisation des attractions touristiques, en particulier en bordure du lac, faisant de Chicago une destination de première classe tant pour les voyageurs d'affaires que pour les touristes. Une ordonnance paysagère adoptée en 1999 se traduisit ainsi par la plantation de nombreux arbres et par l'installation de parterres de fleurs et de jardinières dans les quartiers commerçants ; elle obligeait aussi les promoteurs immobiliers et les entreprises de bâtiment à incorporer des aménagements paysagers dans leurs plans. Après une visite dans la capitale française, Daley ordonna même l'éclairage des ponts et des gratte-ciel de Chicago afin de donner à la ville l'allure de Paris la nuit.

En matière d'infrastructures touristiques, les améliorations furent tout simplement saisissantes. En 1991, un nouveau stade de base-ball fut inauguré pour accueillir l'équipe des White Sox ; la ville avait participé à sa construction à hauteur de 81 millions de dollars. Entre 1992 et 1994, la mairie prit à sa charge les 35 millions que coûta l'édification du United Center, le nouveau stade des Chicago Bulls, l'équipe de basket-ball professionnel. En 1995, elle alloua 250 millions à la rénovation de Navy Pier. En 1996, elle agrandit, pour un coût de 675 millions, le palais des congrès McCormick Place, grâce auquel Chicago devint la première ville américaine pour le nombre de mètres carrés d'espace de congrès et d'exposition. En 1998, la ville dépensa

110 millions de dollars pour reconfigurer Lake Shore Drive afin de créer un « campus de musées » réunissant Soldier Field (le stade de l'équipe de football professionnel des Chicago Bears), l'aquarium Shedd, le musée Field d'histoire naturelle et le planétarium Adler. En 2003, elle finança la rénovation de Soldier Field pour un montant de 680 millions. En 2004, elle inaugura le Millennium Park, un espace vert gigantesque de 10 ha délimité par le Chicago Art Institute au nord et par Grant Park à l'ouest ; sa construction coûta la modique somme de 475 millions de dollars (200 millions provenaient toutefois de donations privées). Le nouveau parc abrite toujours notamment la sculpture *Cloud Gate* (« Porte des nuages ») de l'artiste britannique Anish Kapoor – sorte de haricot géant, d'une hauteur équivalant à trois étages, en acier inoxydable poli reflétant et déformant le paysage urbain –, la Crown Fountain, en briques de verre de 15 m de hauteur, un jardin de 10 000 m², une grande patinoire, un théâtre de mille cinq cents places, de nombreux espaces d'exposition artistique, et son monument central, le spectaculaire kiosque à musique en acier inoxydable conçu par l'architecte Frank Gehry. En 2005, la Federal Aviation Administration donna son aval au projet d'extension de la capacité de l'aéroport O'Hare de soixante pour cent pour un coût de 6 milliards de dollars. Enfin, en 2007, Chicago inaugura une nouvelle extension de McCormick Place, le bâtiment McCormick Place West, dont la construction coûta 850 millions de dollars⁵⁶³.



Cloud Gate, l'une des principales attractions de Millennium Park.

Tout cela s'inscrivait dans le plan de la zone centrale de Chicago de

2002, lequel imaginait un centre-ville doté d'espaces verts revitalisés, d'espaces ouverts, ainsi que des promenades et des attractions en bordure de lac. Selon ses auteurs, ces améliorations permettraient à Chicago de « conserver [...] son rôle de grande ville-carrefour du monde, capable d'attirer des entreprises, des habitants et des visiteurs à l'échelle internationale. Sa zone centrale sera un lieu de rencontre international de premier ordre, facilement accessible depuis les grandes destinations du monde entier grâce à des aéroports O'Hare International et Midway agrandis⁵⁶⁴ ». Les transformations qui touchaient la bordure du lac faisaient partie d'une tendance générale à la revitalisation urbaine née de la nouvelle économie du tourisme et de l'émergence des villes globales. L'un des effets de cette tendance est le développement de ce que le politologue Dennis Judd appelle des « bulles touristiques » – des quartiers commerciaux haut de gamme où « les installations de tourisme et de divertissement coexistent dans une relation symbiotique avec les immeubles de bureaux du centre-ville⁵⁶⁵ ». Pour comprendre de quoi il s'agit, il suffit de se promener le long de Michigan Avenue, depuis le quartier du John Hancock Center et du centre commercial Water Tower Place jusqu'au Millennium Park, après avoir traversé la Chicago River. Dans cette vaste zone, les restaurants, les centres commerciaux, les cafés et les bars accueillent aussi bien des touristes qu'une foule d'hommes et de femmes d'affaires les jours ouvrables.

Au-delà de ce plan d'ensemble, les investissements massifs dans l'infrastructure de tourisme et de services aux entreprises réalisés dans les années 1990 participaient d'une stratégie plus vaste destinée à soutenir la croissance économique dans un contexte de grave désindustrialisation. Ils contribuèrent à faire de Chicago en 2002 la première destination d'affaires du pays et la quatrième destination tous types de voyageurs confondus. Selon une étude, les dépenses de ces visiteurs firent passer les taxes sur les ventes perçues par la ville de 54 millions de dollars en 1989 à 145 millions en 1999. En 2007, les voyageurs d'affaires et d'agrément dépensèrent à Chicago plus de 11 milliards de dollars, une somme qui généra plus de 217 millions de dollars de revenus fiscaux locaux et quelque cent trente mille emplois⁵⁶⁶.

Non seulement cette infusion de capitaux aida à contrebalancer la perte d'environ cent mille emplois du secteur secondaire entre 1986 et 2000, mais un bon nombre des nouveaux emplois créés bénéficièrent aux habitants noirs et latinos de classe ouvrière, les plus affectés par la désindustrialisation⁵⁶⁷. Ce processus fut renforcé par la réforme scolaire de Daley, qui prévoyait la mise en place de plusieurs académies dites « Education-to-Career » (« de l'école à un métier ») : il

s'agissait de lycées professionnels proposant des formations à des métiers clés du tourisme tels que le secrétariat ou la gestion touristique. Ainsi, on ne peut plus parler d'une barrière véritablement infranchissable entre le quartier d'affaires et le Chicago des communautés noire et latino défavorisées : en effet, chaque matin, des milliers de membres de ces communautés se rendent dans le Loop et les quartiers voisins pour travailler dans des bureaux, des restaurants, des hôtels, des bars, des cafés, des magasins et toutes sortes de lieux touristiques. Il est vrai que ces emplois sont assortis de salaires en moyenne inférieurs à ceux des emplois industriels qu'ils sont venus remplacer. Une étude du département américain du Travail réalisée en 2001 montrait par exemple que le salaire annuel moyen des ouvriers du comté de Cook était de 40 840 dollars, tandis que les employés du secteur tertiaire ne gagnaient que 32 251 dollars, et les vendeurs de magasin en particulier seulement 17 045 dollars⁵⁶⁸. Reste que ces nouveaux emplois, en offrant des moyens de subsistance à des communautés frappées par un taux de chômage de 20 %, ont permis d'éviter le pire dans cet autre Chicago. La stabilité politique qui a régné dans la ville entre 1989 et 2006 s'explique sans doute en partie par l'incroyable croissance des dépenses des voyageurs d'agrément et d'affaires, dépenses qui connurent une baisse brutale en 2001 et 2002 à la suite des attentats du 11-Septembre, mais qui rebondirent rapidement les années suivantes.

Une autre explication de l'incroyable longévité de la coalition électorale de Daley réside probablement dans le fait qu'une partie des milliards de dollars investis dans de grands projets d'infrastructures à la fin des années 1990 et au début du XXI^e siècle est parvenue jusqu'aux communautés noire et latino. Les Afro-Américains et les Latinos ne reçurent jamais la part des contrats municipaux qui aurait dû leur revenir, mais Daley veilla à distribuer suffisamment de ressources municipales dans leurs quartiers pour ne pas pouvoir être accusé de préférence raciale. Pendant sa première décennie au pouvoir, par exemple, les Afro-Américains, qui constituaient environ 36 % de la population de Chicago et 40 % des membres du conseil municipal, représentaient 33 % des employés municipaux, et les sociétés détenues par des Noirs obtinrent entre 10 et 12 % des contrats passés par la ville. En comparaison, les Latinos, qui représentaient 28 % de la population, n'occupaient que 11 % des emplois municipaux et n'obtinrent que 14 % des contrats. Il faut rappeler que cette situation représentait une amélioration considérable par rapport aux années Harold Washington, où les Latinos ne disposaient que de 4 % des contrats et de 5 % des emplois municipaux⁵⁶⁹.

En outre, Daley avait pris soin de placer à des postes importants au

sein de son cabinet quelques Afro-Américains et Latinos qui étaient à même de faire taire les éventuelles récriminations de leurs communautés d'origine. Comme l'a bien montré Larry Bennett, cette « inclusion sociale des élites » était l'un des principaux piliers de la gouvernance selon Daley⁵⁷⁰. Contrairement à son père – pour qui, selon ce que rapportait son secrétaire de presse, Frank Sullivan, « l'*affirmative action* consistait à avoir neuf Irlandais et un Suédois » –, Richard M. Daley fut le premier maire blanc à nommer un nombre notable de Noirs, de Latinos et d'Asiatiques à des postes à responsabilité dans son administration. C'était là un objectif qu'il avait cherché à atteindre dès les premiers jours de sa mandature : le *Chicago Tribune* avait même écrit qu'un « cabinet arc-en-ciel » (autrement dit, multiracial) avait pris ses quartiers à l'hôtel de ville⁵⁷¹. En 2006, le cabinet de Daley comptait 7 Afro-Américains (17 %), 24 Blancs (59 %), 7 Hispaniques (17 %) et 3 Asiatiques (7 %) ; les Noirs et les Latinos compensaient leur sous-représentation relative par le fait qu'ils occupaient des postes à très haute visibilité. C'était toute l'intelligence de Daley que de nommer des représentants de minorités aux postes susceptibles de s'attirer les foudres de ces mêmes minorités. Ainsi, pendant ses vingt-deux ans au pouvoir, il choisit toujours un Afro-Américain ou un Latino comme président du Bureau de l'éducation et comme commissaire des Ressources humaines (ou du Personnel), et les fonctions de secrétaire de presse – ce poste crucial au sein de l'appareil de relations publiques – furent toujours occupées par un Afro-Américain.

Tous ces éléments, de la répartition des fonds des TIF aux nominations stratégiques à des postes de haute responsabilité, participent de ce que l'historien Michael Katz a récemment appelé la « gestion de la marginalisation⁵⁷² ». Selon Katz, celle-ci expliquerait pourquoi les villes américaines, depuis les années 1960, ont connu si peu de flambées de « violence civile » collective du type de celle qui toucha les banlieues françaises en 2005. Dans un paysage urbain où les frontières géographiques raciales ne sont plus remises en cause – comme elles le furent pendant la deuxième grande migration des Afro-Américains du Sud vers les grandes villes du Nord et de l'Ouest des années 1940 aux années 1970 –, les villes américaines auraient réussi à décourager l'opposition politique en « incorporant de manière sélective » des segments de communautés économiquement marginalisées aspirant à la classe moyenne, grâce à des récompenses financières et à l'octroi de pouvoirs politiques limités, tout en contrôlant et en criminalisant les segments non incorporés de ces communautés.

Dans ce processus, le rôle joué par les élites issues de ces minorités a

été essentiel. Celles-ci prétendent en effet, d'une certaine manière, représenter les intérêts de leur groupe ethno-racial tout en favorisant l'adoption de politiques qui sont en réalité préjudiciables à ses membres les plus pauvres⁵⁷³. Comme l'a brillamment démontré l'étude de Mary Pattillo sur le quartier de North Kenwood-Oakland, dans le South Side, dans les années 1990, un élément clé a été la mise en œuvre par la mairie de toute une gamme de politiques néolibérales visant à promouvoir l'embourgeoisement des quartiers, un processus communément appelé par les urbanistes « gentrification » – par exemple la transformation de lycées véritablement « publics » en écoles sélectives dites « *college prep* », pour préparer à l'université⁵⁷⁴. L'existence d'offres éducatives de qualité est fondamentale pour attirer les professionnels noirs de classe moyenne dans un quartier, ce qui provoque une hausse des valeurs immobilières (ainsi que des revenus de la taxe foncière) ; mais les habitants de la classe moyenne qui se mobilisent en faveur de tels changements savent pertinemment qu'ils ne bénéficieront que très marginalement à la vaste majorité des habitants aux revenus modestes, dont les enfants ne sont généralement pas admis dans ces nouvelles écoles et qui, en tant que locataires, ne profiteront pas de la hausse immobilière, voire en souffriront. Le travail de Pattillo montre l'efficacité avec laquelle l'administration Daley a réussi à acheter le soutien des propriétaires de la classe moyenne dans les quartiers noirs et latinos en les convainquant qu'elle était déterminée à « améliorer » leurs quartiers et à accroître la valeur de leurs biens immobiliers – que ce fût par de nouvelles méthodes de maintien de l'ordre, par des embellissements et une amélioration des infrastructures, par la création de *charter schools* et de *prep schools* spécialisées, ou encore par la démolition de cités nuisant à l'image de certains quartiers.

Au-delà de la situation municipale propre à Chicago, expliquer la dépolitisation des communautés noire et latino nécessite de prendre en compte la façon dont la consommation hyperactive, rendue possible par les facilités de crédit, a eu tendance à masquer l'aggravation des inégalités. Parce que les Noirs et les Latins aux revenus très inférieurs aux Blancs de la classe moyenne ont pu acquérir certains symboles de cette classe – des bottes Timberland aux chemises Ralph Lauren, en passant par les montres Rolex, les téléviseurs à écran plat et les jeux vidéo –, le capital n'en a que davantage été drainé hors des quartiers de ces minorités. L'endettement par carte de crédit, nous rappelle Katz, a presque triplé entre 1999 et 2005, et 84 % des titulaires afro-américains de cartes de crédit ne remboursent pas la totalité du montant dû chaque mois (contre 50 % des Blancs)⁵⁷⁵. Il faut aussi mentionner la consommation liée aux sports professionnels, particulièrement frénétique à Chicago

au moment où Daley procédait à la restructuration de l'économie. Les Chicago Bulls remportèrent six championnats de NBA entre 1991 et 1998 grâce au jeu magique de la superstar Michael Jordan. Bien qu'il soit toujours difficile d'évaluer les conséquences politiques de telles victoires à répétition, il est réaliste de penser que les rêves de gloire sportive, un peu à la manière des rêves de gangsters entretenus par les clips de rap, contribuèrent à détourner l'attention de toute une génération de jeunes des injustices qu'ils vivaient au quotidien⁵⁷⁶. De fait, comme l'a bien démontré une étude sociologique, de nombreux adolescents s'accrochent désespérément à l'illusion que le basket-ball pourra les propulser hors du ghetto, alors même que dans la réalité il est très improbable qu'ils obtiennent seulement une bourse pour l'université sur la base de leurs mérites sportifs⁵⁷⁷. Comme les autres récits d'échecs personnels qui circulent dans les ghettos noirs – échec scolaire, incapacité de progresser sur le marché impitoyable du travail tertiaire, incapacité à grimper les échelons au sein du gang –, les rêves brisés sur les terrains de basket conduisent surtout les jeunes à se considérer eux-mêmes comme responsables de leur échec au lieu de mettre en cause les conditions dans lesquelles ils vivent.

En dernière analyse, ce qui a permis à la machine Daley de si bien fonctionner malgré les inégalités qu'elle a renforcées de manière choquante, ce fut le contexte économique prospère et les flux d'argent qui en lubrifièrent les rouages. Entre 1989 et 2007 – l'année où la crise des *subprimes* provoqua un effondrement national du marché immobilier –, les États-Unis ne connurent que deux récessions, brèves et modérées : l'une de juillet 1990 à mars 1991, l'autre de mars à novembre 2001. Chicago, avec l'explosion du secteur touristique, l'augmentation continuelle des valeurs immobilières et la hausse de la Bourse, vit affluer les capitaux en quantité suffisante pour faire fonctionner le système. Mais les choses changèrent profondément lorsque la ville fut confrontée à des déficits budgétaires de plusieurs centaines de millions de dollars. Pendant la campagne électorale de l'automne 2006, Daley prédisait pour l'année fiscale 2008 un déficit modéré de 65 millions. Mais, avec l'effondrement des valeurs immobilières, le chiffre réel approcha les 217 millions de dollars ; l'année suivante, il s'éleva à 470 millions, puis à 520 millions au cours de l'année fiscale 2010, lorsque le maire annonça qu'il ne se représenterait pas pour un sixième mandat, à la surprise générale.



La star de basket-ball Michael Jordan a remporté six championnats avec les Chicago Bulls, faisant rêver un nombre incalculable de jeunes Noirs.

Il faut mettre au crédit de Daley qu'il sut lire très tôt les signes avant-coureurs de la crise financière. En cela, Chicago fut clairement à l'avant-garde. Ainsi, en 2005, le maire lança un vaste programme de privatisation pour vendre au plus offrant certains des principaux actifs de la ville, ce qui permit des gains à court terme. Cette année-là, la municipalité signa un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans accordant les revenus des péages du Chicago Skyway à la Skyway Concession Company contre le versement de 1,83 milliard de dollars. L'année suivante, elle signa un autre bail de quatre-vingt-dix-neuf ans avec une filiale de Morgan Stanley pour l'attribution de l'ensemble des revenus des 9 100 places de parking sous les parcs Grant et Millennium, ce qui lui rapporta 563 millions de dollars en espèces. Puis, en 2008, Daley annonça la signature d'un contrat d'une nature encore inédite aux États-Unis : la concession des trente-six mille parcmètres du centre-ville pour une période de soixante-quinze ans contre le versement de 1,2 milliard de dollars. Enfin, en 2009, la ville proposa de céder l'aéroport Midway pour 2,5 milliards de dollars, mais le contrat ne fut finalement pas signé, les acquéreurs n'ayant pas réussi à trouver le financement nécessaire.

Aux yeux de nombreux économistes et groupes de défense des consommateurs, Chicago fut le grand perdant de toutes ces transactions, dont la négociation et la conclusion furent dignes d'une république bananière. Refusant d'émettre des appels d'offres en bonne et due forme, la mairie vendit ses actifs à un prix largement inférieur à leur valeur. Les habitants souhaitant garer leur voiture étant désormais à la merci de sociétés privées, les plaintes pour tarifs exorbitants ou mauvais fonctionnement des parcmètres commencèrent à affluer⁵⁷⁸. D'une manière générale, c'est une période de grande austérité fiscale qui s'ouvrit. En 2007, le maire proclama la nécessité de réduire le service de transports en commun et d'augmenter ses tarifs, une décision qui aurait eu de lourdes conséquences pour les employés du tertiaire les moins bien payés, qui travaillaient souvent en dehors des heures de bureau. En fin de compte, il parvint à éviter ces mesures en sollicitant un renflouement de 78 millions de dollars auprès du gouverneur de l'Illinois, Rod Blagojevich. Celui-ci avait été procureur adjoint lorsque Daley était procureur de l'État, au milieu des années 1980 (il fut par ailleurs contraint à la démission en 2009 et condamné en décembre 2011 par un tribunal fédéral pour avoir tenté de vendre au plus offrant le siège de sénateur laissé vacant par Barack Obama). Toutefois, cette solution n'était que temporaire, et, pour la première fois de sa carrière, Daley commença à paraître vulnérable. Après avoir augmenté les taxes foncières en 2007, il se mit à rogner sur les services publics et le nombre de fonctionnaires, y compris les employés municipaux et les enseignants syndiqués. Preuve de l'atmosphère conservatrice du moment, le conseiller de la 40^e circonscription, Patrick O'Connor, surprit tout le monde en suggérant de supprimer les districts TIF et d'utiliser leur 1,2 milliard de dollars pour aider à résoudre la crise budgétaire.

Dans un ultime effort pour sauver Chicago de la catastrophe financière, Daley présenta la candidature de la ville pour accueillir les Jeux olympiques 2016. Le maire était un homme habitué à obtenir ce qu'il voulait. En 2003, par exemple, il avait ordonné aux bulldozers de détruire la piste d'atterrissage de Meigs Field, le petit aéroport en bordure du lac Michigan, parce qu'il voulait mettre fin à l'opposition à son projet de convertir l'aéroport en parc⁵⁷⁹. Apparemment, Daley était dans sa limousine en route vers l'aéroport de Copenhague lorsqu'il apprit que la candidature de sa ville n'était pas retenue, et on peut se demander ce qui lui traversa l'esprit à ce moment-là. De nombreux commentateurs affirmèrent que cet échec était à l'origine de la décision du maire de ne pas se représenter en septembre 2011. Mais ses motivations étaient certainement plus complexes. Ainsi, au milieu de l'année 2006, le terrain politique avait commencé à glisser sous ses pieds : un mouvement de protestation dirigé par une coalition

de syndicats et d'organisations communautaires parvint à convaincre le conseil municipal de passer outre les souhaits du maire et d'adopter par un vote net de 35 voix contre 14 l'ordonnance sur le salaire minimal dite « Big Box ». Ce texte obligeait les enseignes de la grande distribution qui faisaient des bénéfices – tel Wal-Mart, dont les magasins occupaient plus de 8 360 m² – à verser à leurs employés un salaire de 10 dollars par heure plus 3 dollars de prestations sociales, soit une rémunération nettement supérieure au salaire minimal de 6,50 dollars par heure en vigueur dans l'Illinois. Daley s'opposait à la mesure au motif qu'elle ferait fuir les gros détaillants en banlieue et nuirait donc aux communautés noires défavorisées, qui avaient cruellement besoin d'emplois et de magasins bon marché. Il alla jusqu'à accuser de racisme la direction de la Chicago Federation of Labor, dont les membres étaient en grande majorité blancs. Mais l'appel à une plus grande justice économique fut entendu par le conseil municipal, sans doute grâce à la détermination de l'Association of Community Organization for Reform Now (ACORN) et du syndicat Service Employees International Union (SEIU), qui mobilisaient les employés en soutien à l'ordonnance depuis le milieu des années 1990. Si Daley finit par remporter la bataille – en ayant recours, pour la seule et unique fois de sa carrière, à son droit de veto, puis en faisant pression sur un nombre suffisant de conseillers municipaux pour empêcher le conseil de passer outre son veto –, les marginalisés commençaient toutefois à paraître bien moins marginaux qu'avant.

Lors de l'élection municipale de 2007, pour la première fois dans son histoire récente, la branche locale de la confédération syndicale Federation of Labor choisit de ne pas soutenir le maire sortant et dépensa 3 millions de dollars pour défier les partisans de Daley au conseil municipal. Les syndicats avaient toujours compté parmi les plus importants alliés de Daley. Cette fois, même si le syndicat des entreprises du bâtiment (le Building Trades Council) lui confirma son soutien, d'autres très influents menaient la révolte populiste contre son programme. Ainsi, le syndicat des chauffeurs routiers (Teamsters) s'insurgea contre la décision de Daley de recourir à des chauffeurs non syndiqués, la direction du syndicat des enseignants de la ville (Chicago Teachers Union) intensifia sa lutte contre les *charter schools* privatisées, et la Fédération américaine des employés d'État, de comté et de municipalité (AFSCME) se déclara prête à tout faire pour s'opposer au plan de Daley de licencier des milliers de fonctionnaires municipaux. Tous posaient la même question : Pourquoi ne pas puiser dans les milliards de dollars des fonds TIF ?

Cette lame de fond d'opposition était due, en partie, au prétendu « effet Obama » – ce vent d'espoir que l'élection du premier président

noir des États-Unis fit souffler sur la gauche américaine et dans les communautés urbaines marginalisées. Le 4 novembre 2008, Barack Obama prononça son discours de victoire historique à Chicago, à Grant Park, et tout porte à penser que les centaines de milliers d'habitants noirs de la classe ouvrière réunis pour l'occasion le crurent sincèrement lorsqu'il déclara que « le changement [était] arrivé en Amérique ». Toutefois, il en fallait plus pour surmonter le pessimisme qui les minait depuis des décennies. Moins de trois mois après cette célébration, la politologue Cathy Cohen, travaillant à une étude sur la vie politique des jeunes Noirs américains, se pencha sur le *focus group* des Afro-Américains de Chicago âgés de dix-huit à vingt-quatre ans. Elle découvrit que, même chez ces jeunes qui avaient encore la majeure partie de leur vie devant eux, l'euphorie entourant l'élection d'Obama était modérée par une forte dose de scepticisme : ainsi, notamment, ils avaient tendance à ramener rapidement la discussion sur le niveau local, la politique de la ville, domaine dans lequel ils avaient « peu d'espoir de changement ». « En ce qui concerne la ville de Chicago, lui dit l'un des participants, la majeure partie de l'argent et de l'intérêt va aux quartiers plus riches du North Side, des quartiers comme Wrigleyville, Andersonville ou Lincoln Park, qui prospèrent déjà depuis des années⁵⁸⁰ [...] »

Une ville de quartiers en devenir

De tous les surnoms dont Chicago a été affublé au fil du temps, le plus utilisé aujourd'hui semble être « la ville des quartiers ». C'est d'autant plus intéressant que c'est le surnom dont la source est la plus difficile à déterminer. Sandburg a inventé « la ville aux larges épaules », Algren « la ville aux dents longues » ; les New-Yorkais, avec la fierté qui les caractérise, appellent Chicago « la deuxième ville », les journalistes « la ville qui marche-fonctionne » ; et si l'origine de « la ville du vent » fait l'objet d'un débat, on en trouve des références dans la presse de Chicago dès les années 1850. Le nom de « ville des quartiers », lui, semble être né progressivement d'une variété de sources. La mythologie qu'il recouvre est sans doute indissociable du projet dirigé dans les années 1920 par le sociologue de l'université de Chicago Ernest Burgess consistant à diviser la ville en soixante-dix-sept « zones communautaires ». Puis, pendant le règne de Richard J. Daley, le mot « quartier » se mit souvent à remplacer celui de « communauté » dans le langage quotidien. Ainsi, alors même qu'il soutenait des politiques conduisant à accumuler les ressources dans le quartier d'affaires central et à aggraver la pauvreté de nombreux quartiers périphériques, le maire ne tarissait pas de déclarations de

fidélité aux « quartiers » de la ville. Pendant l'ère Harold Washington, la notion commença à être utilisée de plus en plus fréquemment et avec une légitimité croissante, notamment à partir du moment où les historiens Dominic Pacyga et Ellen Skerrett choisirent d'intituler leur livre *Chicago : City of Neighborhoods*⁵⁸¹.

Mais c'est pendant les années de Daley fils que Chicago *devint* la ville de quartiers par excellence, et pas seulement parce que le maire cherchait, comme son père, à charmer les habitants de la classe ouvrière en utilisant ce concept. Désireux d'en faire une question de politique publique, il ne ménagea pas ses efforts, qu'il s'agisse d'installer des drapeaux portoricains en haut de mâts d'acier de dix-huit mètres à chaque extrémité du « Paseo Boricua », sur Division Street, dans Humboldt Park, de sillonner « Boystown », le quartier gay, à bord d'une Cadillac rose à l'occasion de la Gay Pride, de collaborer avec les dirigeants de la communauté noire de Bronzeville pour mieux mettre en valeur l'héritage culturel du quartier, ou encore de parrainer chaque année quelque quatre cents festivals de quartier « présentant les coutumes, musiques et cuisines ethniques de la ville⁵⁸² ». Cette référence répétée aux quartiers, plus qu'un simple habillage pour un projet néolibéral plus vaste, s'inscrivait dans l'agenda de la ville globale, qui visait à la présenter comme un endroit unique où vivre et à visiter. En témoigne le programme Chicago Neighborhood Tours lancé par le Bureau municipal du tourisme et de la culture en 1997 par l'intermédiaire du Chicago Cultural Center : en 2010, trente quartiers étaient concernés, chacun offrant, selon les termes de la brochure de présentation, « une aventure unique dans nos communautés diverses et passionnantes⁵⁸³ ».

Si l'administration Daley a joué un rôle actif dans la signalisation et la définition de l'identité d'un grand nombre de quartiers – n'hésitant pas à puiser dans ses ressources financières pour installer des répliques de temple grec à Greektown, des pylônes arc-en-ciel dans Boystown⁵⁸⁴, et surtout des centres communautaires aux accents ethniques dans toute la ville –, c'est encore une fois la notion développée par Henri Lefebvre de « production de l'espace » qui permet de comprendre le mieux le processus – cette idée d'une lutte permanente pour le contrôle de l'espace entre, d'une part, l'État et le capital et, de l'autre, les groupes sociaux subordonnés⁵⁸⁵. Elle doit cependant être légèrement nuancée pour pouvoir s'appliquer à l'histoire récente de Chicago. En effet, la pensée de Lefebvre a été élaborée dans un cadre néomarxiste et a été influencée par le soulèvement parisien de Mai 68, où l'on vit notamment des mouvements locaux s'opposer à la destruction d'anciens quartiers requise par la construction de la voie rapide de la rive gauche, de la

tour Montparnasse et des tours de la place d'Italie. Or, au début des années 1970, au moment où il terminait la rédaction de *La Production de l'espace*, une histoire très différente se déroulait dans les villes américaines. À Chicago, en particulier, les Noirs, les Portoricains, les Mexicains et les Blancs de la classe ouvrière du West Side étaient engagés dans des luttes sans merci pour le contrôle des écoles, des parcs et des espaces de leurs quartiers, autant de conflits qui finirent par isoler ces groupes dans les enclaves ethno-raciales qui existent encore aujourd'hui.

Cela ne veut pas dire pour autant que la « production » de ces quartiers ethno-raciaux ne comportait aucune dimension d'opposition à l'État, incarné par la machine Daley. Après l'émeute du *barrio* d'Humboldt Park en 1966, les Portoricains manifestèrent sur Division Street pour clamer leur droit à vivre dans leur quartier sans craindre le harcèlement policier ; et, en 1973, des Mexicains de Pilsen, parents et élèves, organisèrent un mouvement pour obtenir du Board of Education qu'un lycée soit construit pour leur communauté – établissement qui, d'une manière assez symbolique, prit plus tard le nom du président mexicain réformateur Benito Juarez. Mais si les habitants de ces quartiers exigeaient assurément par de telles actions leur « droit à la ville », selon l'expression de Lefebvre, ils en appelaient bien plus à l'intervention d'un arbitre qu'à une véritable remise en cause des règles du jeu. Ils protestaient contre le fait que l'État les traite différemment d'autres groupes, ou, pis encore, les traite *comme* certains autres groupes. Ainsi, les Portoricains d'Humboldt Park étaient parfaitement conscients que la police ne faisait subir de semblables affronts qu'aux Noirs, de même que le soulèvement mexicain de Pilsen reflétait des années de tensions entre les élèves noirs et mexicains du lycée Harrison voisin. À Chicago dans les années 1960 et 1970, le « droit à la ville » était donc étroitement lié au « droit à la différence », ce qui produisait une situation bien distincte de celle de Paris à la même époque. D'ailleurs, la mairie de Chicago ne cherchait pas particulièrement à s'opposer aux frontières ethno-raciales qui étaient en train d'être érigées. La Machine avait toujours su tirer parti de la géographie sociale balkanisée de la ville, s'appuyant sur certains groupes pour en contrer d'autres et incorporant les élites locales pour promouvoir ses propres objectifs. Lorsqu'il devint clair que ces mouvements identitaires ne remettaient pas fondamentalement en cause l'ordre des choses, la Machine reprit ses activités comme à l'accoutumée. Les Afro-Américains, par exemple, pouvaient bien peindre des poings noirs et des slogans révolutionnaires sur les murs du ghetto, faire élire des nationalistes noirs à des postes de responsabilité locale et avoir gagné le droit que des enseignants noirs enseignent l'histoire afro-américaine à leurs

enfants, cela ne changea quasiment rien à l'équilibre global du pouvoir, pas plus que cela ne transforma de manière décisive les espaces urbains.

Malgré ces limites, le prisme de Lefebvre est important pour comprendre certaines des forces à l'œuvre derrière la création des quartiers de Chicago, en particulier sous le maire Richard M. Daley. Dans un contexte de mondialisation où des styles architecturaux homogènes et la prolifération des chaînes, aussi bien dans la vente de détail (Gap, Banana Republic, Whole Foods...) que dans la restauration et les cafés (McDonald's, la chaîne italienne Buca di Beppo, Starbucks...), donnent de plus en plus souvent l'impression de se trouver dans des lieux indifférenciés, la variété des quartiers de Chicago servit d'argument fort pour attirer les touristes et de nouveaux habitants. Le soutien de la ville à cette évolution permettait en outre de détourner l'attention des habitants de problèmes plus pratiques. De fait, la politique de la diversité des quartiers devint importante à Chicago au moment même où, selon Neil Smith, toutes les municipalités des États-Unis et du monde développé se mirent à accélérer la gentrification de leurs territoires dans un effort pour générer de nouveaux flux de revenus fiscaux⁵⁸⁶. Cette tendance se traduisait notamment par le rôle accru des collectivités locales, l'autonomie grandissante du capital privé dans le grand jeu du développement immobilier, la volonté sous-jacente de reconquérir la ville pour la classe moyenne, et, en réponse à tout cela, la multiplication de mouvements locaux d'opposition à ce mouvement⁵⁸⁷.

Cette dernière manifestation semblait annoncer le type de lutte de classe décrite par Lefebvre. Mais, là encore, la politique identitaire complique la situation. En apparence soucieuses de l'intégrité ethno-raciale des quartiers de Chicago, les politiques de gentrification mises en œuvre ont en réalité contribué à saper l'objectif du maintien d'une géographie sociale diverse. Dans une ville où les non-Blancs constituent un segment relativement restreint de la classe moyenne des propriétaires, la hausse du prix des loyers et des valeurs immobilières se traduit invariablement par une homogénéité ethno-raciale renforcée. Comme l'a si clairement démontré Mary Pattillo, même dans des quartiers en grande majorité noirs, marqués par des liens de solidarité ethno-raciale puissants et où la gentrification est largement le fait de propriétaires de la classe moyenne noire plutôt que blanche, la revitalisation urbaine s'effectue aux dépens des habitants aux revenus les plus modestes. On pourrait penser que, tant que les pauvres ont les moyens de rester dans ces quartiers, ils profitent de l'amélioration des écoles et d'une atmosphère plus

agréable, mais Pattillo démontre que c'est rarement le cas. Les parents noirs pauvres et non diplômés sont généralement incapables d'orienter leurs enfants vers les nouvelles écoles sélectives, et, si le taux de criminalité connaît bel et bien une baisse, liée à l'augmentation de la population de classe moyenne, les habitants défavorisés se heurtent à de nombreuses autres formes d'hostilité de la part des nouveaux propriétaires, inquiets de voir menacée la valeur de leurs biens immobiliers. À North Kenwood-Oakland, par exemple, Pattillo a constaté que certains habitants de la classe moyenne n'hésitaient pas à appeler la police pour empêcher la tenue d'un grand barbecue le week-end dans un parc, comme si cette coutume locale donnait à ce quartier noir aspirant à la classe moyenne une image inadaptée⁵⁸⁸.

L'observation de Pattillo sur le « droit au barbecue » peut sembler quelque peu triviale, mais elle constitue un bon exemple d'une tendance générale constatée dans un grand nombre de quartiers ethno-raciaux de Chicago : celle d'une lutte pour la définition de l'espace urbain opposant les propriétaires de classe moyenne et les commerçants aux locataires à revenus modestes. Certes, des lignes de fracture d'une telle nature avaient déjà divisé ces quartiers par le passé. Même à l'apogée du réveil ethnoculturel dans les quartiers afro-américains et portoricains, à la fin des années 1960, des voix assimilationnistes plus modérées s'élevaient contre les excès du nationalisme culturel. Mais quelque deux décennies plus tard, lorsqu'un partenariat solide lia la mairie et des promoteurs immobiliers privés, accélérant le rythme de la transformation spatiale, la politique des quartiers se polarisa de plus en plus autour des intérêts de classe opposés au sein même des communautés. Il faut dire que le boom immobilier était une aubaine pour les propriétaires et les commerçants, qui voyaient là l'apparition d'une nouvelle classe de clients. Par exemple, dans le secteur communautaire de West Town – le parallélogramme de 12 km² dans le nord-ouest du Loop comprenant deux des marchés immobiliers les plus dynamiques, Wicker Park et l'Ukrainian Village –, le prix moyen de l'immobilier a augmenté de 83 % tandis que le prix moyen d'un appartement faisait plus que doubler au cours des années 1990⁵⁸⁹. Le problème était toutefois que ces hausses ne bénéficiaient pas aux habitants à faibles revenus ni aux personnes âgées à revenus fixes. Les loyers ayant augmenté en même temps que les prix de l'immobilier, un nombre croissant de locataires risquaient d'être chassés de leur logement quand leurs propriétaires cherchaient à réaliser une forte plus-value sur la vente de leurs biens.

De plus, dans de nombreux quartiers en cours de gentrification, les personnes déplacées étaient majoritairement latinos ou noires, tandis

que la grande majorité des personnes qui les remplaçaient était blanche. Le cas de West Town, où les Latinos constituaient près de 60 % de la population en 1990, est particulièrement révélateur. En 1998, les ménages blancs y bénéficiaient de près de 80 % des prêts immobiliers, tandis que moins de 10 % étaient accordés à des ménages latinos⁵⁹⁰. Cette apparente « invasion des yuppies » provoquait non seulement l'inquiétude des habitants de la classe ouvrière, à cause de la montée des loyers, mais aussi celle de la communauté tout entière à l'idée d'une perte de l'identité culturelle du quartier. Cette réaction mêlait des sentiments de fierté ethnique et des préoccupations matérielles. En effet, dans les années 1990, de nombreux petits commerçants de West Town avaient développé des entreprises viables en fournissant des biens et des services à la fois à une clientèle ethnique et aux touristes avides de découvrir la culture locale. Peu de quartiers illustrent cela mieux que Pilsen, où le conseiller municipal Danny Solis a mené, avec le soutien de restaurateurs et de commerçants, une campagne agressive de promotion du quartier en tant que destination touristique mexicaine⁵⁹¹. « Ma vision pour Pilsen, déclara Solis au *Sun-Times* en 2003, est que le quartier devienne la meilleure communauté mexicano-américaine du Middle West, là où vous pourrez venir goûter la cuisine et découvrir la culture⁵⁹². »

Des entreprises ethniques ont aussi joué un rôle dans le maintien de l'identité portoricaine du quartier de Humboldt Park, dans West Town : les magasins portoricains continuent d'être très majoritaires sur Division Street, bien que les populations afro-américaine et mexicaine y dépassent désormais numériquement la population portoricaine⁵⁹³. La présence de nombreuses associations politiques et culturelles autour du Paseo Boricua a également été essentielle, à commencer par le très dynamique Centre culturel portoricain, situé au 2739 West Division Street et dont le travail a consisté, selon les termes de son directeur exécutif, José E. Lopez, à « récupérer [la] mémoire historique de la communauté dans le cadre d'une vision plus globale de son développement⁵⁹⁴ ».

Dans le cas de Humboldt Park, ces efforts n'ont pas réussi à empêcher le départ des habitants portoricains : entre 1990 et 2000, la population portoricaine y a ainsi chuté de 23 %. Des initiatives créatives tentèrent d'y remédier, comme, à l'été 2006, la campagne – brève et finalement vouée à l'échec – d'un groupe de militants autobaptisé The Puerto Rican Agenda pour inciter des professionnels portoricains à acheter leur maison dans le quartier⁵⁹⁵. On voit bien là que la lutte pour créer un espace communautaire ethno-racial à Chicago a changé de nature : elle ne s'inscrit plus dans un combat plus vaste pour la justice sociale, mais utilise les identités ethno-raciales

comme autant d'outils pour le *branding*, le commerce et l'accumulation de capital.

La trajectoire personnelle de Danny Solis illustre parfaitement cette évolution. Militant de « la raza » dans les années 1970, il a été adoubé par Richard M. Daley et est devenu conseiller municipal en 1996. Il fut aussi le principal architecte de la campagne pour transformer Pilsen en parc d'attraction au milieu des années 1990. Solis a ainsi ouvert la voie à plusieurs projets immobiliers de luxe, y compris le très controversé University Village, un vaste complexe de logements pour classe moyenne et supérieure construit sur le terrain où se trouvait jadis le célèbre marché aux puces de Maxwell Street. Non seulement la construction d'University Village détruisit un lieu historique révééré, où des légendes du blues telles que Bo Diddley, Junior Wells ou Little Walter jouaient devant des foules multiethniques au milieu des effluves de saucisses polonaises grillées à point, mais elle entraîna dans son sillage la construction de nouveaux immeubles d'appartements qui fit grimper la valeur immobilière du quartier voisin d'East Pilsen de 548 % au cours des années 1990⁵⁹⁶. Si elles répondaient au cruel besoin de logements de l'université de l'Illinois à Chicago et permettaient de constituer une nouvelle zone tampon contre l'extension des quartiers pauvres environnants, ces réalisations mirent les habitants les plus défavorisés de Pilsen en grande difficulté. La nécessité de proposer des logements à prix modérés devint un thème de campagne central pour tous les candidats cherchant à conquérir le siège de Solis. Toutefois, ce dernier, avec ses supporters de l'United Neighborhood Organization (UNO) de Pilsen, ne cessa jamais de soutenir de nouveaux projets immobiliers. Créée par Solis en 1984, l'UNO se revendique ironiquement du « modèle d'organisation des communautés de Saul Alinsky », mais elle est restée silencieuse sur deux des problèmes les plus pressants pour les habitants de la classe ouvrière de Pilsen : le besoin de logements à prix abordables et les fortes émissions de particules et de dioxyde de carbone dues aux deux centrales à charbon du quartier⁵⁹⁷. Ainsi, l'UNO défend indéniablement les intérêts des Mexicains de la classe moyenne aux dépens de leurs voisins de la classe ouvrière.

Cela ne signifie pas que les groupes opposés aux forces de la gentrification tant à Pilsen qu'à Humboldt Park n'ont pas eu recours à la solidarité ethno-raciale. La Pilsen Alliance, par exemple, qui lutte pour le maintien de logements à prix modérés et pour le contrôle public des décisions d'occupation des sols, n'a ainsi pas hésité à faire appel à la riche tradition de peintures murales du quartier pour diffuser son message de justice sociale, comme on le vit lors du festival de rue annuel, la « Fiesta del Sol », où elle vendit des tee-shirts

arborant le slogan : « Pilsen n'est pas à vendre⁵⁹⁸ ». Les nombreuses associations de Humboldt Park – la Latino United Community Housing Association (LUCHA), Communities United for Affordable Housing (CUFAH), le Near Northwest Neighborhood Network (NNNN) et le projet de démocratie participative du Centre culturel portoricain – ont utilisé des tactiques similaires pour exprimer leurs revendications en matière de logement.

Certaines de ces organisations ont aussi été actives dans le quartier à forte population latino de Logan Square, juste au nord, où la gentrification a progressé à un rythme encore plus rapide qu'à Humboldt Park. Entre 1996 et 2006, le prix de vente moyen d'une maison individuelle y a augmenté de 385 % – une tendance due davantage à la rénovation des demeures majestueuses en briques grises de style victorien qu'à de nouveaux projets immobiliers⁵⁹⁹. Ancien lieu de résidence d'importantes communautés de Polonais et de Juifs russes, Logan Square devint à la fin des années 1960 une porte d'entrée dans la ville pour les Mexicains, les Portoricains et les Cubains, et abrite actuellement la plus forte concentration de Latinos à Chicago⁶⁰⁰. Toutefois, de manière surprenante, cette concentration n'a que peu ralenti l'arrivée de Blancs de la classe moyenne : entre 2000 et 2010, la population blanche non hispanique de Logan Square s'est accrue de 7 000 personnes, tandis que le nombre de Latinos chutait de 16 000. Même les combats incessants et parfois meurtriers entre des gangs aussi redoutés que les Latin Kings, les Maniac Latin Disciples ou les Spanish Cobras n'ont pas suffi à stopper cette évolution. Le quartier compte désormais certains des bars, des cafés et des restaurants les plus avant-gardistes de Chicago, y compris le célèbre Lula Café, où de jeunes hipsters peuvent déguster des innovations gastronomiques telles qu'un risotto de lapin aux épices, morilles rôties, épinards, parmesan et fines lamelles de foie gras.

L'exemple de gentrification réussie de Logan Square, assez similaire à ce qu'a connu le quartier de Wicker Park dans les années 1990 – enclave mexicaine où les Latin Kings contrôlaient un trafic de drogue très lucratif devenue un bastion de la production artistique d'avant-garde –, s'explique peut-être par la nature relativement « non produite » de ces quartiers. En d'autres termes, ils étaient faciles à promouvoir auprès des acquéreurs de la classe moyenne blanche parce que, contrairement à Humboldt Park ou à Pilsen, leurs espaces n'avaient jamais été transformés de manière à refléter un sentiment politisé d'identité ethno-raciale⁶⁰¹. Cela n'empêchait pas Logan Square de posséder – un peu comme le Lower East Side de Manhattan dans les années 1980⁶⁰² – un certain cachet et d'offrir la possibilité de connaître le frisson : les vendeurs de rues mexicains proposaient des

elotes (des épis de maïs épicés et grillés servis avec de la mayonnaise) et des sucettes au tamarin, de la musique *banda* et *mariachi* s'échappait des vitres baissées des voitures et des coups de feu résonnaient dans la nuit. Il serait exagéré d'affirmer que les habitants blancs de la classe moyenne se réjouissaient d'entendre ces coups de feu, mais la guerre des gangs faisait partie des caractéristiques pour lesquelles Logan Square était un endroit prisé par les artistes alternatifs et non conformistes de Chicago. Comme le démontre l'étude ethnographique poussée de Wicker Park par Richard Lloyd dans les années 1990, les « bobos » de Chicago et les entrepreneurs de la gentrification avaient tendance à entourer d'une aura romantique les dangers de la rue et à les évoquer avec nostalgie une fois le quartier rendu plus sûr. Les hipsters de Logan Square développèrent en tout cas une esthétique propre influencée par le « grunge », avec des tatouages, des fripes pour tout vêtement et des cheveux négligés⁶⁰³. Un processus similaire toucha le quartier de Wicker Park dans les années 1990 : son côté « edgy » et des loyers bon marché attirèrent une foule bigarrée d'artistes, de musiciens et d'écrivains qui le rendit encore plus attractif aux yeux des Blancs de la classe moyenne, dont la présence attira à son tour un nombre croissant d'établissements haut de gamme. C'est ainsi qu'en 2002 le Cheetah Gym, salle de sports chic, ouvrit ses portes à l'emplacement même d'Urbis Orbis, qui était auparavant l'un des deux cafés hipsters types du quartier avec Earwax.

Les nouveaux habitants blancs de classe moyenne de Logan Square s'efforcèrent de produire un espace reflétant leurs opinions politiques et leur style de vie, et dans ce contexte les cafés, bars et restaurants novateurs qui s'installèrent pour répondre à leurs attentes jouèrent un rôle essentiel. Au lieu de la nourriture végétarienne et des cafés à l'américaine tout simples de rigueur à Earwax et Urbis Orbis, on trouvait maintenant du café récemment torréfié, des légumes bio et de la bière artisanale de style belge, épicée à la coriandre et au zeste d'orange, le tout faisant bon ménage avec les tacos au porc, les assiettes de riz et de haricots rouges et le *mofongo*. Ce processus de redéfinition était assez semblable à ce que Dick Hebdige a qualifié de « bricolage », un mélange entre les goûts et styles des hipsters et des éléments en apparence dissonants issus de la culture ouvrière latino qui les entourait⁶⁰⁴.

Ces actes de consommation créative ont même atteint l'un des symboles culinaires de la ville : le hot dog. On trouve ainsi à Logan Square un restaurant appelé Hot Doug's, où l'on peut par exemple déguster une saucisse aux saveurs mexicaines nappée de mayonnaise aux piments et à l'ail, de fromage jack et de salsa, et accompagnée de

pommes de terre frites dans de la graisse de canard. À Wicker Park, le Big Star, l'un des endroits les plus en vue de ces dernières années, offre à sa clientèle branchée des tacos haut de gamme à l'agneau, au porc et au poisson ainsi qu'un grand choix de bourbons, le tout sur un fond sonore très étudié fait de pop rétro, de country, de funk et de rock indépendant. Ce sont des Mexicains qui travaillent en cuisine, mais en salle les serveurs sont majoritairement blancs et branchés. Ces exemples ne doivent toutefois pas laisser penser que le « bricolage » hipster tend à remplacer la culture locale ou à créer une communauté parallèle. L'éthique hipster de Chicago se caractérise aussi par sa capacité à s'adapter à la scène locale. Dans la période de transition des années 1990, il n'était pas rare à Logan Square ou dans l'Ukrainian Village, par exemple, de tomber sur des bars où les juke-box proposaient aussi bien de la polka polonaise que de la *banda* mexicaine et une sélection de chansons pop et rock indépendant.

À soutenir l'idée de la gentrification comme une évolution progressive due à des personnes poursuivant des objectifs d'auto-identification, on risque de négliger un facteur crucial : le rôle des autorités municipales. Car ce sont bien aussi les politiques publiques mises en œuvre par la mairie depuis le début des années 1990 qui ont encouragé chaque étape du processus ; la création de TIF a fourni les capitaux nécessaires à des travaux d'amélioration des infrastructures et d'embellissement ; la réforme scolaire Renaissance 2010 a créé des écoles acceptables pour les propriétaires de classe moyenne diplômés ; le programme CAPS a mis en place des forces de police sensibles aux préoccupations de ces mêmes propriétaires ; et, surtout, la mairie a rendu possible une vague de construction de nouveaux logements pour ménages à revenus élevés en permettant aux conseillers municipaux d'avoir la haute main sur les modifications du plan d'occupation des sols dans leurs circonscriptions respectives quasiment sans aucun contrôle public. Ainsi, le conseil municipal a agi comme une chambre d'enregistrement, ne rejetant que quinze demandes de permis de construire sur les milliers déposées entre 1997 et 2007, bien qu'il possède en théorie le pouvoir de refuser les constructions de structures plus grandes et plus hautes que les structures existantes. Cette attitude conciliante s'est traduite par d'énormes bénéfices pour les conseillers, lesquels ont accepté avec enthousiasme d'apposer leur signature sur des autorisations en échange de contributions financières à leurs campagnes électorales. L'élu de Wicker Park Manuel Flores (1^{re} circonscription) dut ainsi près d'un quart des contributions financières à sa campagne à des entrepreneurs du bâtiment et à des promoteurs immobiliers ; sans surprise, Wicker Park a connu l'un des processus de gentrification les plus spectaculaires du pays⁶⁰⁵. Les conseillers municipaux qui, comme Flores, ont choisi cette voie se sont

heurtés à une très faible opposition, puisqu'un grand nombre des conseils consultatifs locaux chargés d'examiner les demandes de modification du plan d'occupation des sols étaient eux-mêmes dominés par des promoteurs immobiliers et des entrepreneurs en bâtiment⁶⁰⁶.

Depuis le début des années 1990, le système de modification du zonage de Chicago a donc largement facilité le processus de gentrification. En cela, Chicago est très différent des autres villes globales américaines, comme San Francisco ou New York, où la plus grande importance accordée à la planification centralisée et à la participation locale dans la modification du zonage a atténué la transformation des quartiers dans les années 1980 et 1990. New York a connu, dans les années 1960 et 1970, une mobilisation puissante en faveur d'un contrôle des habitants sur les décisions concernant leur quartier, et, contrairement à ce qui s'est passé à Chicago, cette mobilisation s'est traduite par la naissance de cinquante-neuf conseils communautaires dans les cinq *boroughs* de la ville, garantissant un contrôle public strict de tous les projets de modification du plan d'occupation des sols. Ces conseils sont devenus le terreau d'une résistance locale aux transformations du zonage urbain dans les années 1980, en particulier pendant le mouvement d'opposition des habitants de l'East Village à la gentrification de leur quartier à la fin des années 1980 et au cours de la décennie suivante, lorsque les manifestants écrivaient : « Mort à la racaille yuppie » sur tous les murs. De plus, les conseillers municipaux new-yorkais ont parfois trouvé politiquement plus judicieux de prendre le parti des habitants, ce qui ne fut que très rarement le cas à Chicago. Dans la métropole du Middle West, à l'inverse, il fallut attendre 2004 pour que le conseil municipal adopte un nouveau code d'urbanisme, le système étant resté presque inchangé depuis près d'un demi-siècle. Et les nouvelles dispositions permettant de mieux prendre en compte la voix des habitants ont été globalement ignorées. Une enquête du *Tribune* réalisée en 2008 montre ainsi que les conseillers municipaux ont rarement fait respecter l'obligation pour les promoteurs de placer des panneaux de notification sur les sites de modification de zonage proposés⁶⁰⁷.

La faible mobilisation des habitants de Chicago autour des décisions concernant le bâti a joué un rôle idéologique important et a contribué à accélérer le rythme des transactions immobilières dans la ville. Car la gentrification ne peut avoir lieu que s'il existe une bonne frange d'acheteurs prêts à investir leur capital dans des quartiers en devenir. Un grand nombre des familles blanches de classe moyenne qui choisirent d'emménager dans Wicker Park et d'autres parties de West

Town dans les années 1990, et dans Logan Square plus récemment, cherchaient d'abord, au-delà du style de vie, à faire un bon investissement. Et elles ne pouvaient être convaincues que ce serait possible que si elles sentaient que la mairie ferait tout pour les y aider – en réprimant les gangs, en imposant le respect des ordonnances antibruit, en construisant des parcs et des bibliothèques, bref, en faisant en sorte que la valeur de leurs biens immobiliers s'accroisse – et qu'aucune protestation populaire ne viendrait enrayer la machine.

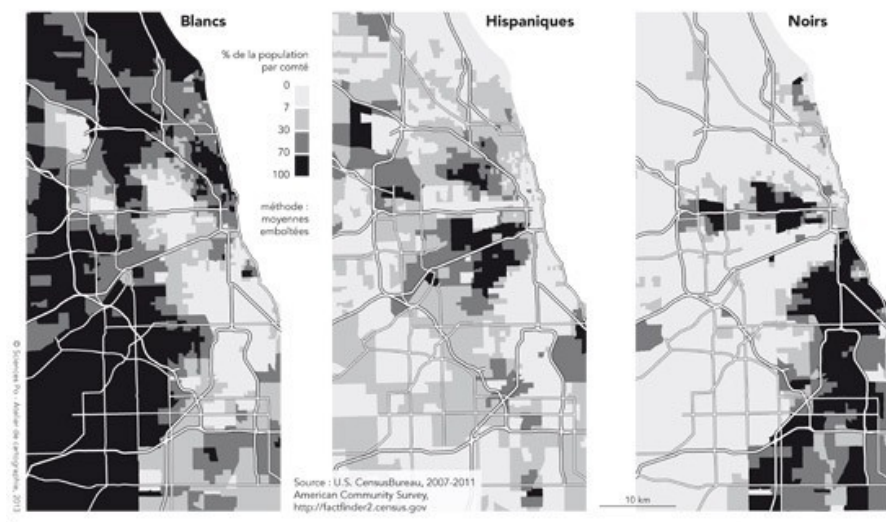
Car on peut dire que, globalement, les habitants ont assisté passivement à la gentrification de Chicago dans les années 1990. Tout commençait par l'apparition d'un nouvel immeuble de logements – soit par la reconversion d'une usine ou d'un entrepôt, soit par la construction d'une nouvelle structure sur les décombres d'un autre immeuble ou sur un terrain vague. Dans la plupart des cas, les façades étaient en brique et les balcons bien visibles ; les immeubles les plus haut de gamme proposaient une piscine sur le toit, des installations sportives et un jardin bien entretenu, entouré d'une imposante grille. Puis apparaissaient divers magasins de détail s'adressant à une clientèle de classe moyenne. Ensuite, on assistait à un *rush* pour racheter de vieux immeubles dont on ne gardait que les murs extérieurs. Les habitants de ces quartiers en voie de gentrification connaissaient parfaitement le processus.

En réalité, Richard M. Daley n'eut jamais besoin de faire beaucoup d'efforts pour souligner le rôle des autorités municipales dans la gentrification ; le paysage parlait de lui-même. Cela apparut de manière particulièrement flagrante lorsque le vieux Seward Park fut transformé en un espace à la pelouse bien entretenue abritant la nouvelle bibliothèque municipale⁶⁰⁸ au moment précis où les cités voisines de Cabrini-Green étaient en cours de démolition pour céder la place à une nouvelle communauté « de revenus mixtes ». La municipalité n'aurait pas pu afficher plus clairement sa détermination à reconquérir la ville au profit des classes moyennes.

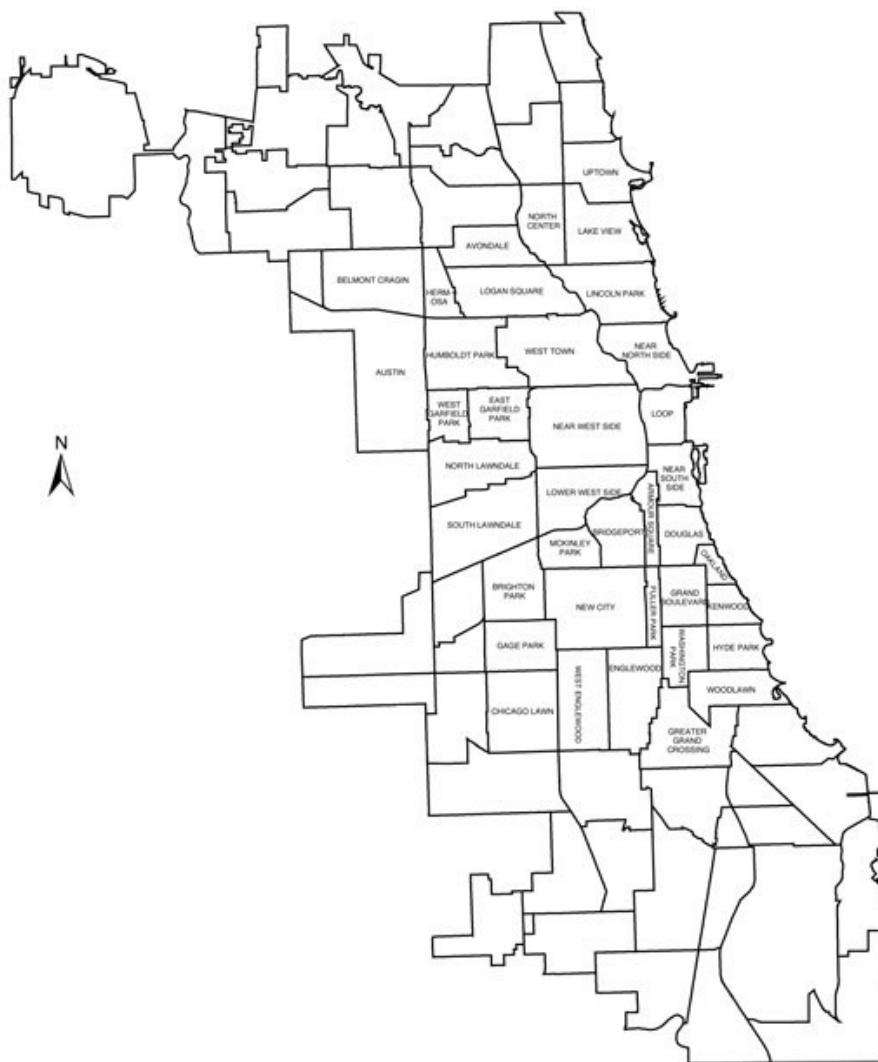
Les défis de la diversité

La démolition de Cabrini-Green, situé dans le Near North Side, immédiatement à l'ouest du luxueux quartier de la Gold Coast, s'est inscrite dans la campagne municipale visant à remplacer les grands ensembles occupés par des Afro-Américains par des logements « de revenus mixtes », conformément à l'ambitieux plan de transformation de la Chicago Housing Authority (CHA), doté de 1,6 milliard de dollars. Dans cette opération, quinze mille habitants noirs du grand ensemble furent contraints au départ. La CHA, conformément à son accord à l'amiable avec les anciens locataires, avait réservé à leur intention mille deux cents logements sociaux dans les nouveaux ensembles en construction, mais en mars 2011 moins de quatre cents étaient terminés⁶⁰⁹. Et même si la CHA finit un jour par tenir sa promesse, les Afro-Américains constitueront désormais une minorité relativement réduite dans le quartier. Incontestablement, les problèmes ne manquaient pas à Cabrini-Green : omniprésence des gangs, trafic de drogue, fréquents tirs isolés... Mais il est regrettable que le départ forcé des Noirs qui y résidaient ait créé cette bande ininterrompue de deux kilomètres de longueur où domine la richesse blanche et d'où a disparu toute diversité, des bords du lac Michigan jusqu'aux berges de la branche nord de la Chicago River.

CHICAGO : COMPOSITION ETHNO-RACIALE, 2010



Chicago, la « ville des quartiers »



Copyright © 2004, City of Chicago

Le plan de la CHA, lancé au début de l'année 2000, devait prendre fin en 2010, mais il entre aujourd'hui dans sa treizième année. À l'origine, il était conçu pour répondre à des décennies de mauvaise gestion des logements sociaux. Plus précisément, il devait permettre de faire face aux impératifs de la loi fédérale, qui ordonnait de démolir dans les cinq ans tous les logements ne passant pas l'« inspection de viabilité », ce qui, en 1998, était le cas de dix-neuf

mille logements de la CHA. L'histoire du logement social à Chicago était chaotique depuis les années 1940 et 1950, comme nous l'avons vu. Mais la situation devint très problématique au milieu des années 1980, lorsque le département fédéral du Logement et du Développement urbain (HUD) réduisit de 76 % le financement qu'il accordait à Chicago, conduisant la CHA à accumuler du retard dans ses travaux de maintenance pour un montant équivalent à un milliard de dollars, et à laisser inachevés trente mille chantiers en cours. De plus, la CHA rechignait à se conformer à la décision de justice Gautreaux de 1969, qui imposait que toute nouvelle construction de logement social soit située en dehors des quartiers noirs défavorisés du ghetto. Au moment du procès, la CHA gérait soixante-quatre grands ensembles comprenant un total de trente mille logements ; soixante de ces grands ensembles étaient à 99,5 % noirs, les quatre autres étaient à 95 % blancs⁶¹⁰. En 1987, un tribunal fédéral avait placé la CHA sous administration judiciaire, assignant The Habitat Company pour en contrôler le fonctionnement. La performance de Habitat Company avait suscité de sévères critiques – une étude a montré par exemple que plus de la moitié des logements créés sous sa supervision se trouvaient dans des secteurs de recensement composés à 60 % ou plus de Latinos –, mais la ville avait tout de même récupéré le contrôle de la CHA en 1999, après avoir obtenu l'aval du HUD pour son plan massif de rénovation ou de reconstruction de vingt-cinq mille logements sociaux, dont la plupart devaient être situés dans des « ensembles à revenus mixtes »⁶¹¹.

La majeure partie de l'argent pour ce projet provient du programme fédéral Hope IV (Espoir IV), qui vise principalement à promouvoir le remplacement des « ghettos dans le ciel » par de petites structures peu élevées, agréables pour les piétons et accueillant des familles à revenus mixtes. Ce nouvel objectif de mixité sociale a eu pour conséquence de transformer ce qui était une agence chargée du logement social en un moteur de la gentrification, avec la métamorphose raciale spectaculaire des quartiers que cela implique généralement. James Baldwin n'avait pas tort de parler de « départ forcé des Noirs » quand on sait que la démolition de trois des plus grands ensembles de Chicago – les Robert Taylor Homes, l'ABLA (composé des Jane Addams Homes, des Robert Brooks Homes, des Loomis Courts et des Grace Abbott Homes) et Cabrini-Green – a déplacé près de cinquante mille Afro-Américains. Sous couvert de créer des communautés caractérisées par la mixité sociale, la ville a en fait ouvert la voie aux promoteurs privés, qui font le travail de la collectivité locale avec des fonds fédéraux. Plusieurs groupements de locataires ont intenté des procès pour obtenir le nombre adéquat de logements de remplacement et le « droit de revenir » dans leur

quartier, mais le plan de transformation prévoit une perte nette de quelque six mille logements, et, étant donné que certains projets ont été repoussés à 2015, la majeure partie des locataires n'a d'autre choix que de prendre ses coupons Section 8 et d'emménager ailleurs⁶¹². Selon les chercheurs qui ont étudié les parcours de relogement, « emménager ailleurs » signifie le plus souvent s'installer dans d'autres quartiers déshérités de la ville ou dans des banlieues noires défavorisées comme Harvey (Illinois), située à proximité de la limite sud de Chicago⁶¹³. Comme l'explique le sociologue Sudhir Venkatesh, la CHA a ainsi perdu la trace d'environ quarante pour cent des familles déplacées par les démolitions⁶¹⁴.

L'expérience de Chicago en matière de construction de logements sur le principe de la mixité sociale est encore trop récente pour qu'on puisse en tirer des conclusions définitives. En théorie, ces communautés mixtes devraient permettre d'élever socialement les plus pauvres en les dotant du capital social et culturel qui, de l'avis de sociologues comme William Julius Wilson, leur fait cruellement défaut dans les ghettos noirs. Pourtant, des doutes apparaissent déjà quant à leur viabilité. Certains incidents suggèrent déjà que, au lieu de la mixité attendue – riches et pauvres, propriétaires et locataires, Noirs et Blancs –, c'est à une guerre d'usure entre propriétaires et locataires que l'on assiste, les seconds étant condamnés à la perdre. Ce scénario semble confirmer ce qu'a montré Adolph Reed Jr. dans son étude sur les conséquences de l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans. Selon lui, dans la « société de propriétaires » tant valorisée par le président George W. Bush, la classe et la propriété étaient devenues les facteurs les plus importants pour avoir une influence politique : « Les propriétaires sont capables de faire valoir leurs intérêts face à l'État, tandis que les non-propriétaires sont presque aussi invisibles dans la vie civique aujourd'hui qu'ils l'étaient au début du XVIII^e siècle⁶¹⁵. » Ainsi, à Chicago, dans le complexe de logements Roosevelt Square – l'un des premiers ensembles à avoir été construits pour remplacer ABLA –, une révolte de propriétaires a déjà éclaté pour s'opposer à la construction d'appartements supplémentaires ouverts à la location. Réunis fin mai 2010, plusieurs propriétaires majoritairement blancs ont, selon des journalistes présents, exprimé haut et fort leur peur de voir baisser les valeurs immobilières et s'accroître le trafic de drogue, la violence et le nombre de caméras de surveillance consécutivement à la création de ces nouveaux logements. « La vraie question, leur a répondu le conseiller municipal de la 2^e circonscription, Bob Fioretti, est de savoir si vous avez peur de traverser la rue parce qu'il y a un Noir de l'autre côté⁶¹⁶. »

Si la dimension raciale n'est pas forcément à la base de ce type de

conflit, elle le devient du fait que la très grande majorité des habitants de logements sociaux dans ces nouveaux complexes immobiliers sera noire. Les propriétaires blancs vivant dans ces communautés vont donc continuer de s'opposer à l'idée d'avoir des Afro-Américains comme voisins, ainsi qu'ils l'ont toujours fait à Chicago depuis la fin du XIX^e siècle. Et, comme par le passé, les autorités municipales vont continuer de les soutenir. Dans le cas des communautés à revenus mixtes, ce soutien prend la forme d'une « politique sur l'attribution et la poursuite de l'occupation » des logements sociaux draconienne, qui aura pour effet de réduire progressivement le nombre de résidents noirs aux revenus faibles. Conformément aux règlements de la CHA, par exemple, les occupants de logements sociaux doivent pouvoir prouver qu'ils travaillent au moins vingt heures par semaine sous peine d'être expulsés. De plus, les occupants peuvent être contraints de quitter leur logement s'ils sont condamnés pour le moindre crime ou si un parent ou un de leurs invités est arrêté sur les lieux pour consommation de drogue ou comportement violent⁶¹⁷. Au printemps 2011, la CHA a montré jusqu'où elle était prête à aller : son directeur, Lewis Jordan, a annoncé que tous les occupants de logements sociaux de la ville seraient soumis à un test annuel de dépistage des drogues – ce qui, selon l'American Civil Liberties Union (ACLU), constitue une violation du 4^e amendement à la Constitution américaine protégeant contre les fouilles policières intempestives (sans « cause probable »).

Il est intéressant de noter à quel point, en même temps que se répandaient les principes néolibéraux, la mairie a étendu son pouvoir bien au-delà du quartier d'affaires du centre, le portant jusqu'aux confins les plus éloignés de la ville où des élites locales de toutes origines ethno-raciales servent désormais de « courtiers » et d'« intermédiaires » pour la mise en œuvre des politiques de gentrification⁶¹⁸. Depuis le début des années 1990, le pouvoir local a même ajouté des cordes à son arc : il ne se contente plus d'allouer très souplement les deniers publics et de modifier au besoin les règles d'urbanisme, mais se montre particulièrement intrusif dans la surveillance du comportement des habitants à faibles revenus.

Pour autant, il ne faut pas surestimer l'impact des politiques municipales sur la création des quartiers et des communautés de Chicago. Pour certains chercheurs, Chicago est d'abord et avant tout « la capitale de l'immigration du centre du pays », et les quelque sept cent mille immigrants qui s'y sont installés (1,4 million si l'on compte l'ensemble de la zone métropolitaine) ont indéniablement eu une influence majeure sur la redéfinition de sa géographie sociale⁶¹⁹. En 2010, plus d'un habitant de Chicago sur cinq était né à l'étranger, et parce que beaucoup de ces immigrants avaient choisi de s'installer à

proximité de personnes dont ils partageaient la langue et la culture, ils avaient servi d'agents actifs de production de l'espace. Les immigrants arrivés à Chicago à partir de la fin des années 1970 – soit après la grande loi sur l'immigration de 1965, qui abolit les quotas nationaux sectaires et mit en place un système fondé sur le regroupement familial et les compétences professionnelles – ont renforcé les communautés ethno-raciales existantes et en ont créé de nouvelles. À la fin des années 1990, les seuls quartiers ne portant pas la marque physique de la présence de populations immigrées étaient les quartiers très majoritairement noirs du West Side et du South Side et les quartiers très majoritairement blancs s'étendant le long du lac entre le Loop et Lakeview.

Si l'on s'aventure en dehors de ces zones, on remarque immédiatement que les Mexicains constituent de loin le premier groupe immigré. De fait, Chicago est la troisième ville du pays pour la taille de sa population mexicaine (près de six cent mille personnes), après Los Angeles et Houston. Environ la moitié de la première génération d'immigrés est originaire de pays latino-américains, et les Mexicains représentent plus de 85 % de tous les immigrants latinos. Ce poids numérique a laissé son empreinte sur la géographie sociale de la ville. Au cours des deux dernières décennies, bien que les Mexicains se soient tenus à distance du cœur du ghetto, les deux enclaves mexicaines dans le West Side – West Town-Humboldt Park et Pilsen-Little Village (Sud Lawndale) – se sont étendues respectivement vers le nord et vers le sud, créant deux foyers où les personnes d'origine mexicaine constituent au moins 35 % de la population de n'importe quel secteur communautaire. Depuis Albany Park jusqu'à la zone de Back of the Yards autour de la 51^e Rue, presque tous les services sont proposés en espagnol, de la réparation de voitures à l'assistance juridique. Mais il serait faux d'en conclure que la culture mexicaine est totalement coupée du reste de la ville. Au contraire, les *taquerias* sont présentes dans un grand nombre de quartiers, y compris dans le North Side, pourtant très majoritairement blanc, et à proximité de certaines zones du ghetto noir. Ainsi, le mode de peuplement mexicain à Chicago est tellement dispersé qu'il est difficile de parler d'un seul et unique quartier pour la communauté, même si Pilsen-Little Village, dont la population est à 90 % mexicaine, continue d'apparaître, au moins sur le plan symbolique, comme la capitale du Chicago mexicain (et, à ce titre, la capitale du Middle West mexicain).



Wentworth Avenue, la principale artère de Chinatown, est l'expression la plus visible d'une communauté qui s'est étendue vers le sud dans l'ancien quartier de la famille Daley, Bridgeport.

En cela, les Mexicains constituent plutôt une exception. La plupart des autres groupes d'immigrants de la première génération – les Chinois, les Polonais et les Indiens – ont créé des enclaves ethno-raciales entre les années 1970 et les années 1990, ces quartiers jouant encore aujourd'hui le rôle de ports de débarquement pour un grand nombre d'immigrants. On ne comptait que sept mille Chinois à Chicago en 1960, mais l'immigration accélérée a conduit à l'émergence d'un Chinatown bien délimité, immédiatement au sud du Loop, autour du croisement des avenues Wentworth et Cermak. Une porte rouge et or en marque l'entrée, ouvrant sur une allée commerçante remplie de restaurants, de boulangeries, d'agences de voyages et de divers magasins chinois. La communauté chinoise de quinze mille membres s'est aussi récemment étendue à l'ouest vers Bridgeport, le vieux bastion irlandais de la famille Daley, où, en 2000, les Chinois et les Mexicains représentaient respectivement 26 % et 30 % de la population (tandis que les Noirs continuaient d'en être presque totalement absents). De plus, à la fin des années 1970, un autre quartier chinois se développa à Uptown, dans le North Side, après que l'homme d'affaires chinois Jimmy Wong, représentant de la société secrète sino-américaine Hip Sing Tong, eut acheté plusieurs

terrains immobiliers à vocation commerciale sur Argyle Street, entre les avenues Broadway et Sheridan. Dans les années 1980, le secteur reçut des flux massifs d'immigrants du Vietnam, du Cambodge, de Thaïlande et du Laos – dont un grand nombre étaient d'ethnicité chinoise. Mais ce quartier, que certains appellent le « nouveau Chinatown », d'autres simplement « Argyle », ne s'est pas développé suffisamment pour rivaliser avec l'ancien Chinatown, lequel abrite plus de la moitié de la population chinoise vivant dans les limites de la ville.

Chicago compte aussi une communauté de vingt-cinq mille Indiens dont environ un quart habitent autour de West Devon Avenue, tout au nord. Là, des restaurants et des magasins indiens vendant absolument tout, des saris aux vidéos de Bollywood, dominent une artère commerçante d'une grande diversité ethno-raciale où l'on trouve des boulangeries pakistanaïses, des librairies islamiques et des restaurants casher. Un nombre important d'anciens résidents indiens sont partis s'installer à Skokie, Lincolnwood ou dans les autres banlieues aisées au nord de Chicago, mais ils continuent de venir sur West Devon pour acheter des produits ethniques et rester en contact avec la communauté⁶²⁰. Le quartier dit « Korea Town » (officiellement baptisé « Seoul Drive » par le conseil municipal en 1993) a des allures similaires : il s'étend le long de Lawrence Avenue, entre les avenues Kedzie et Pulaski, dans le secteur communautaire d'Albany Park, à quelques kilomètres au sud-ouest de West Devon. L'endroit est en réalité l'un des plus ethniquement divers de tout le pays. Les restaurants, épicerie et autres commerces coréens dominent, mais ils partagent la rue avec des boulangeries et des *taquerias* mexicaines, ainsi qu'avec toute une gamme de magasins d'alimentation moyen-orientale et de cafés où fumer le narguilé. Les Coréens ne représentent que 15 % de la population du secteur communautaire autour de Korea Town, mais, selon une estimation, quelque 35 000 Coréens (sur les 45 000 que compte la ville) se sont installés à courte distance de Seoul Drive, dans les secteurs communautaires voisins de Lincoln Square, Edgewater, Uptown, West Ridge et Rogers Park⁶²¹. Enfin, les immigrants arabes et assyriens se sont regroupés dans ce que certains appellent les communautés de la « Petite Arabie », dans le nord-ouest et le sud-ouest de la ville. Le cœur de la communauté arabe et assyrienne du North Side se situe au croisement des avenues Lawrence et Kedzie, juste à côté de Korea Town. On y trouve une concentration de restaurants et d'épicerie du Moyen-Orient, ainsi que des bars à narguilé. La population arabe y est assez diverse, mêlant Irakiens, Assyriens, Palestiniens, Jordaniens, Syriens et Libanais, dont un grand nombre sont arrivés dans les années 1980 et 1990 en tant que réfugiés⁶²². Le vieux quartier arabe du South Side, quant à lui, est

formé d'une poignée de mosquées et de restaurants arabes situés autour de Kedzie et de la 63^e Rue, et la clientèle est essentiellement composée de Palestiniens et de Jordaniens. Certains vivent dans les secteurs communautaires de Chicago Lawn et Gage Park, tandis que d'autres résident dans les banlieues voisines de Bridgeview et Oak Lawn.

Mais ce sont les Polonais qui ont créé le quartier le plus soudé, d'autant que les immigrants polonais manifestent une forte préférence pour la ville par rapport à la banlieue. Avec plus d'une centaine d'associations ethniques, plusieurs stations de radio et chaînes de télévision et de nombreux magazines et journaux, la communauté polonaise (ou la « Polonia ») de Chicago est l'un des foyers les plus grands et les plus actifs de la culture polonaise dans le monde. Plus de cent mille Polonais ont migré dans la région métropolitaine de Chicago entre 1972 et 2000, ce qui en fait la plus grande concentration de Polonais aux États-Unis. Tout au long de la première décennie de la vague d'immigration polonaise, le « Triangle polonais » au croisement des avenues Milwaukee, Division et Ashland, à Wicker Park, servit à la « Polonia » de centre culturel, et aux nouveaux immigrants de porte d'entrée. Le centre du quartier était la puissante paroisse Saint-Stanislaus-Kostka, fondée en 1867 et devenue dans les années 1940 l'une des plus grandes paroisses du pays. Mais, au début des années 1990, lorsque l'immigration polonaise à Chicago atteignit un pic avec environ onze mille nouveaux arrivants par an, l'avancée de la gentrification à West Town commença à pousser les Polonais de la classe ouvrière vers le nord-ouest et le secteur communautaire plus abordable d'Avondale. Si l'ancien Triangle polonais conserve son importance historique, en particulier parce que le Polish Museum of America and Library y est implanté, c'est ce nouveau quartier, appelé Jackowo par la communauté polonaise, qui constitue désormais la porte d'entrée des immigrants polonais dans la ville. Les Polonais représentent ainsi plus de la moitié de la population de la zone entourant l'église Sainte-Hyacinthe, qu'ils fréquentent d'ailleurs assidûment, et sont en grande majorité issus de la première génération d'immigrés. Jackowo donne l'image d'une communauté soudée autour de besoins communs tels que les messes en polonais, les *pierogi* frais, les bières polonaises, un accès facile aux nouveautés littéraires de Pologne et une musique rock polonaise d'avant-garde que l'on peut entendre dans le club le plus branché du quartier, Café Lura. Toutefois, là encore, Jackowo abrite également – ce qui n'est pas sans poser parfois des problèmes – des communautés de Mexicains de la classe ouvrière et de cadres blancs plus aisés profitant des prix immobiliers relativement modérés. Avec la diminution graduelle de l'immigration polonaise et la poursuite d'une immigration mexicaine

rapide, Jackowo est sans doute appelé à connaître le même sort que le Triangle polonais. Comme l'a bien montré la sociologue Mary Patrice Erdmans à l'issue de nombreux entretiens, les Polonais quittant ce quartier pour s'installer en banlieue cherchaient aussi à s'éloigner de leurs voisins mexicains⁶²³.



Les marchés halal témoignent de la présence d'une population arabe diverse, composée en grande partie de réfugiés arrivés dans les années 1980 et 1990.

Ainsi, malgré tous les efforts de la mairie pour promouvoir une « ville des quartiers » de moins en moins diverse sur le plan ethnique, les immigrants de la classe ouvrière et les entrepreneurs ethniques ont continué de façonner leurs propres enclaves ethno-raciales. Les autorités municipales, toutefois, ont toujours rechigné à soutenir ces quartiers récents. Chinatown est bien devenu l'une des plus importantes destinations touristiques de la ville ces dernières années, mais ce fut grâce à l'initiative privée de George Cheung et du Conseil civique sino-américain, qui réussirent à collecter les 70 000 dollars nécessaires à la construction de la porte de Chinatown en 1975. Y est apposée (en caractères chinois) l'inscription : « Le monde appartient à

la communauté », un adage qui, selon la chambre de commerce de Chinatown de Chicago, « reflète la volonté, la détermination et l'esprit des Chinois⁶²⁴ ». De même, Seoul Drive ne fut baptisé ainsi que parce que l'agent immobilier coréen Paul Stark décida de mobiliser les membres de l'Association professionnelle coréenne de Lawrence Avenue afin de faire pression sur leur conseiller municipal, Richard Mell, pour qu'il propose la nouvelle appellation au conseil municipal. La mairie sous Daley n'était pas non plus très intéressée par la promotion de Jackowo ou des petits quartiers arabes.

La raison de cette réticence transparait dans la controverse qui fit rage autour de l'ordonnance sur Seoul Drive. À la grande surprise du conseiller municipal Mell, qui pensait que la nouvelle appellation serait facilement entérinée et qu'elle lui vaudrait le soutien des commerçants coréens, les habitants non coréens d'Albany Park protestèrent avec véhémence contre l'identification de leur quartier comme coréen. « Ils choisissent un groupe unique pour identifier une communauté très diverse, affirma le dirigeant de l'organisation Citizens for a Democratic and Diverse Albany. Nous établissons des morceaux de territoire par race. Quelle est la prochaine étape : la Bosnie ? » Les commerçants coréens eurent beau répliquer qu'ils avaient contribué à accroître les revenus fiscaux du quartier et prédire à Korea Town un destin touristique similaire à celui de Chinatown, ils ne parvinrent pas à apaiser les opposants au projet⁶²⁵. Cette comparaison entre Albany Park et la Bosnie est peut-être plus pertinente qu'il n'y paraît⁶²⁶. Comme dans les Balkans, les ressources et le pouvoir à Chicago sont allés à ceux capables d'inscrire leur identité ethno-raciale dans le paysage physique, même si ce capital économique et politique n'a pas été équitablement distribué. Pour mieux comprendre cela, il suffit de regarder le contre-exemple par excellence : la communauté philippine. Alors que les Philippins constituent le deuxième groupe démographique asiatique de la ville juste après les Indiens, leur dispersion spatiale les a rendus quasiment invisibles, aussi bien dans le paysage culturel que sur la scène politique.

D'autres habitants de Chicago « font » la ville. Ainsi, si les immigrés de la première génération ne constituent que 21 % de sa population totale – bien moins qu'à Los Angeles (39,4 %), New York (36,4 %), San Francisco (35 %) ou Boston (26,9 %) –, cette « faiblesse » a été en partie compensée par l'afflux de migrants de l'intérieur du pays⁶²⁷. La décennie 1990 a été la première depuis les années 1940 à voir croître la population globale de Chicago, et, au début du XXI^e siècle, la ville est devenue l'une des principales destinations pour ceux qui cherchent à s'installer dans une grande métropole américaine. En 2001, par

exemple, seul Los Angeles a connu des flux migratoires positifs plus importants que Chicago. L'arrivée massive de cadres de la classe moyenne à la recherche d'un style de vie urbain a facilité la gentrification des Near West Loop et Near South Loop et a contribué à faire monter les valeurs immobilières dans l'ensemble du North Side. Ainsi, le quartier de Lakeview était en 1990 déjà largement dominé par les Blancs de classe moyenne, mais il comptait une population non négligeable de Latinos (14,2 %) et de Noirs (6,5 %) ; dix ans plus tard, la population latino avait chuté de plus de 60 % et la population noire de plus de 30 %. Beaucoup des jeunes cadres de la classe moyenne qui y emménagèrent étaient attirés par la proximité du lac, les rues arborées et les artères commerçantes dynamiques le long des avenues Broadway et Halsted. Dès la fin des années 1980, la partie de North Halsted située entre Clark et Addison était devenue le centre de la vie nocturne gay à Chicago et, par extension, de tout le Middle West. Lorsque les prix immobiliers à « Boystown » grimpèrent trop haut et que ses bars devinrent trop agités au goût de certains, les personnes désireuses de s'installer dans une communauté gay urbaine commencèrent à chercher des logements plus au nord, dans Andersonville – petite sous-section d'Edgewater, centre historique de la communauté suédoise à Chicago –, où les drapeaux gay firent leur apparition dans les vitrines des bars à partir du milieu des années 1990.

Un grand nombre des personnes emménageant dans les quartiers de Boystown et d'Andersonville, qu'elles fussent gays ou non, appartenaient à ce que Richard Florida a appelé la « classe créative » – englobant le design, l'éducation, les arts, la musique, le divertissement, la publicité et le marketing –, des personnes « dont la fonction économique est de créer de nouvelles idées, de nouvelles technologies et/ou un contenu créatif⁶²⁸ ». Selon le sociologue Terry Nichols Clark, Richard M. Daley a joué un rôle important pour rendre sa ville attractive aux yeux de telles catégories socioprofessionnelles, en incorporant cette classe créative dans la culture et la politique de la ville et en la traitant comme un autre « groupe ethnique » ayant besoin d'espace pour exprimer son identité⁶²⁹. Cette affirmation comporte sans nul doute une part de vérité. Vont dans le même sens des projets comme Millennium Park, avec son design haut de gamme, ou encore les efforts de l'administration Daley pour faire de Wicker Park un symbole de la culture hipster dans les années 1990⁶³⁰. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que ce sont d'abord les habitants eux-mêmes qui fabriquent les quartiers de Chicago. Richard Sennett a parlé de « désordre créatif » pour décrire le type d'environnement diversifié que les villes doivent créer pour devenir des lieux où les gens acquerront les outils nécessaires pour résoudre les problèmes

sociaux. Chicago a réussi tant bien que mal à conserver une partie de son « désordre créatif », et il l'a fait, en partie, parce que ce « désordre créatif » est toujours très recherché. Mais, paradoxalement, les personnes friandes de ce bien précieux – les bobos comme les jeunes cadres blancs – contribuent sans le savoir à le faire disparaître.

Épilogue

LA FIN D'UNE ÈRE OU L'ÈRE D'UNE FIN ?

Si Chicago est entré dans l'année 2012 en boitant sous le poids d'une crise économique écrasante, avec un déficit budgétaire de 635 millions de dollars et un taux de chômage à 10 %, les signes de cette détresse financière restèrent imperceptibles dans les hauts lieux de la ville lors du réveillon du nouvel an. Ce fut une Saint-Sylvestre comme beaucoup d'autres. À une différence près : ce fut la première depuis vingt-deux ans sans un Daley aux commandes. Le nouveau maire, Rahm Emanuel, choisit d'ailleurs de la célébrer loin de Chicago, à Buenos Aires, où il prit, paraît-il, la résolution de moins jurer à l'avenir. Ce soir-là, l'objet de bien des conversations fut de savoir comment l'intransigent Emanuel allait faire pour tourner la page des scandales politiques, du lancinant problème de la criminalité et des difficultés financières de la ville. Pourtant, rien dans les festivités du nouvel an ne semblait indiquer que 2012 serait une année différente de l'ordinaire. Le traditionnel feu d'artifice au-dessus de Navy Pier était spectaculaire sur le fond noir que formaient le ciel et le lac, et le gratin de la ville se pressait dans les hôtels et les restaurants pour profiter de la soirée.

Si terrible que la situation économique de la grande métropole du Middle West puisse paraître, Chicago reste, selon de nombreux indicateurs, l'une des villes les plus puissantes du monde. D'après l'indice de puissance économique globale de Richard Florida, qui mesure la production économique, l'influence financière globale et l'innovation (définie par le nombre de brevets déposés), la ville se trouve au quatrième rang mondial, derrière Tokyo, New York et Londres et juste devant Paris. Son produit intérieur brut est largement supérieur à 500 milliards de dollars, soit à peu près le PIB de la Suisse.

L'agitation trépidante dans le Loop et les quartiers riches environnants en ce nouvel an était incontestablement la marque d'une métropole d'un tel statut. Moyennant 700 dollars, il était possible de dîner chez Alinea, le célèbre restaurant trois étoiles au *Guide Michelin*, dont le jeune chef, Grant Achatz, a un jour demandé à une société d'ingénierie de créer spécialement pour lui un système permettant de fabriquer des sucettes glacées à l'huile d'olive et au paprika qui, affirmait-il, transporterait par magie ses clients jusque dans le sud

de l'Espagne. En bordure du lac, Sixteen, le restaurant du Trump International Hotel & Tower, affichait complet avec son dîner de dix plats et sa « mascarade vénitienne » à 340 dollars par personne. Pour la jeunesse dorée de la ville, Playboy Enterprises Inc. organisa une grande soirée avec huit « playmates » et des jeux de casino à l'hôtel historique Hilton, là d'où, en 1968, les délégués de la Convention nationale démocrate avaient vu la police de Chicago brutaliser les manifestants. Un peu plus haut sur Lake Shore Drive, le Drake Hotel ouvrit ses quatre salles de bal à deux mille fêtards pour une soirée rétro avec DJ, hors-d'œuvre servis par des majordomes et bars en accès libre offrant les meilleures vodkas. Pour les fans de rap, l'événement incontournable était la soirée organisée dans une boîte de nuit de la banlieue noire ouvrière de Markham par le rappeur Lil' Wayne – un artiste célébré en plusieurs occasions par le président Obama (« Vous êtes peut-être le prochain Lil' Wayne, mais probablement pas, auquel cas vous devez continuer vos études », a-t-il déclaré devant des jeunes pendant sa campagne pour l'élection de 2008). Le billet d'entrée ne coûtait que 100 dollars (150 pour l'accès VIP), mais le champagne rosé était en supplément.

Dans les rues des quartiers durs de Chicago, l'agitation était d'une tout autre nature. Le nouveau chef de la police, Garry McCarthy, commença l'année en annonçant à la radio que les policiers municipaux avaient confisqué pas moins de 131 armes la nuit du réveillon – contre 83 l'année précédente. Il déclara également au micro de la station de radio WBBM que, par rapport au nombre total d'habitants de la ville, la police de Chicago saisissait sept fois plus d'armes que celle de New York. Ce faisant, McCarthy préparait certainement les habitants à l'annonce d'autres mauvaises nouvelles concernant le taux d'homicides dans leur ville. De fait, au mois de juillet suivant, il dut expliquer pourquoi le taux d'homicides était en hausse de près de 40 % par rapport à l'année précédente. En 2011, Chicago comptabilisa 431 meurtres, à peine quatre de moins qu'en 2010 ; mais, en 2012, il en enregistra 506, le chiffre le plus élevé depuis 2008. Plus révélatrice est la comparaison qui est souvent faite avec New York, ville qui compte à peu près autant de meurtres par an que Chicago, mais avec une population trois fois supérieure. Les habitants de Chicago s'étaient mis à exiger des explications depuis que leur ville avait fait la une des médias nationaux en juin 2010, quand, en un seul week-end, 52 personnes avaient été blessées et 7 autres tuées lors d'échanges de coups de feu. Et ils n'avaient guère été satisfaits par les justifications du maire de l'époque, Richard M. Daley, lequel accusait l'inadaptation de la législation sur l'achat et le port d'armes à feu. De son côté, Emanuel affirma avoir mis mille officiers de police de plus dans les rues et décrivit les efforts spéciaux

accomplis pour s'attaquer aux gangs responsables de la hausse du nombre de meurtres – deux décisions qui semblent avoir fait considérablement baisser le taux d'homicides au cours de la première moitié de 2013.



Lieu de recueillement après la mort d'un bébé, Jonylah Watkins, tué par une balle perdue le 13 mars 2013.

Dans la plupart des villes américaines en dehors de la « Sun Belt », les taux de criminalité élevés concernent uniquement les ghettos noirs. Par une sorte d'ironie du sort, la diversité ethno-raciale de Chicago contribue à son haut niveau de violences de rues. Si les Afro-Américains représentent habituellement environ deux tiers des meurtriers et des victimes d'homicide, les gangs mexicains et portoricains dans les quartiers de Humboldt Park, Logan Square, Pilsen et Little Village contribuent aussi de manière importante à remplir les morgues et les prisons depuis des décennies⁶³¹. Les fusillades au volant sont relativement fréquentes dans de vastes parties du Chicago ouvrier, une situation qui explique pourquoi, en 2012, les homicides liés aux gangs ont représenté près de 80 % du nombre total de meurtres dans la ville. Or, si le problème a pu ainsi persister, c'est parce que plus de 95 % de toutes les victimes d'homicide sont des Noirs ou des Latinos de classe ouvrière ; les Blancs de classe moyenne ne se retrouvent quasiment jamais pris dans une fusillade. Ce dernier point est d'ailleurs remarquable compte tenu du nombre de Blancs de classe moyenne qui vivent dans les zones d'activité de gangs latinos ou à proximité.

Suivant en cela son prédécesseur Daley, Rahm Emanuel a d'abord refusé de financer les programmes qui permettraient de réduire la violence liée aux gangs, ce qui montre à quel point le problème est globalement accepté. En particulier, il a refusé de soutenir financièrement le programme très novateur CeaseFire, qui, en envoyant d'anciens membres de gangs (appelés « interrupteurs de violence ») dans des zones à forte criminalité, avait réussi à faire baisser dans une proportion de 16 à 24 % le nombre de fusillades dans certains quartiers. Sous la pression de l'opinion publique, choquée par la hausse des homicides au premier semestre 2012, Emanuel a consenti à accorder 1,5 million de dollars pour financer une collaboration pilote entre CeaseFire et le département de police de Chicago. Mais ce budget reste insuffisant, tout comme l'embryon de volonté politique manifesté par le nouveau maire en vue de réduire le taux d'homicides. Et cela s'explique par le fait que, malgré une couverture médiatique importante à chaque nouvelle victime innocente, les habitants de Chicago considèrent la situation comme un problème noir et, dans une moindre mesure, latino.

On pourrait tenir le même raisonnement à propos de la situation dramatique dans laquelle se trouve le système des Chicago Public Schools, où se profilent la multiplication de classes surchargées et des coupes drastiques dans les programmes d'aide périscolaire à cause d'un déficit budgétaire record en 2012 (plus de 700 millions de dollars)⁶³². Mais, là encore, cette détérioration spectaculaire ne suscite

pas de tollé dans l'opinion publique, car elle est largement perçue comme un problème noir et latino. Les Blancs ne représentent en effet que 9 % de l'ensemble des élèves des écoles publiques de Chicago, et un grand nombre d'entre eux fréquentent les établissements d'élite pratiquant une sélection stricte.

Toutefois, si l'origine raciale détermine qui doit s'accommoder d'écoles déficientes et qui a de plus fortes chances de mourir par homicide, il est ironique de constater que l'identité raciale ne semble plus être une source de mobilisation dans les rues de Chicago, ou du moins plus directement. Du milieu du XIX^e siècle à l'ère des droits civiques, une quête perpétuelle du respect et de l'honneur a entraîné les jeunes dans des rituels de combat mortel dans les parcs et les rues des quartiers ouvriers. Ces valeurs reposaient sur un mélange de prouesse virile et de fierté ethno-raciale. Si certains des gangs les plus célèbres de la ville avaient des liens avec les syndicats du crime organisé et la Machine politique, pour la plupart des jeunes impliqués dans les gangs, cette appartenance était une affaire d'engagement personnel, et non professionnel. Tout cela a changé avec l'ouverture de l'ère néolibérale, qui, sans doute pas par hasard, a vu exploser l'économie souterraine de la drogue dans les années 1970 et 1980.

Plus de trois décennies plus tard, la quête du respect et de l'honneur consiste désormais surtout à contrôler les rues pour lutter contre le trafic de drogue. Il existe certes encore quelques restes de fierté raciale dans ce monde sans pitié, en particulier parmi les gangs latinos. Les gangs de Mexicains et de Portoricains conservent ainsi la mention « Latin » ou « Spanish » dans leur nom, et leurs chefs continuent d'évoquer les forces de la discrimination raciale pour rallier des membres. Le « manifeste des Latin Kings », par exemple, qui présente la philosophie du « king-isme », parle du « système en place qui exploite toutes les personnes de couleur, les déshumanise et les maintient dans la condition et sous le joug social de l'esclavage⁶³³ ». Mais ces références à l'oppression raciale sont globalement des vestiges du passé, et leur usage actuel par les « bosses » des Latin Kings vise avant tout à susciter une loyauté à toute épreuve envers le gang, pas un activisme social. Les soldats des Latin Kings, rappelons-le, risquent leur vie pour des récompenses bien modestes, et, dans ces circonstances, susciter leur loyauté requiert des trésors de persuasion.

En ce qui concerne les gangs noirs, la situation déjà ancienne d'hyperghettoïsation a progressivement fait perdre leur pertinence aux sentiments de solidarité raciale noire, et, de manière générale, toute protestation raciale a disparu des discours des leaders de gangs depuis l'échec de l'organisation 21st Century Vote au milieu des années 1990. Certains gangs ont conservé « Black » dans leur nom, mais il s'agit là

encore davantage d'un attachement à une tradition que d'une décision idéologique. Certes, les jeunes membres des gangs afro-américains ou latinos comprennent que la vie qu'ils mènent est d'une certaine manière liée à des injustices de nature raciale. Mais, depuis l'élection de son premier président noir, le pays se targue d'être « postracial », et les appels à la justice raciale semblent désormais hors de propos. Même lorsque les gangs se sont retrouvés mêlés, ces dernières années, à des événements que l'on pourrait qualifier de « politiques », ils n'ont pas protesté contre la situation plus globale de discrimination raciale qui a conduit à leur marginalisation. Ainsi, pendant le long été chaud et meurtrier de 2010, lorsque le surintendant de la police Jody Weis les a menacés d'utiliser la loi fédérale RICO sur les organisations corrompues et pratiquant le racket (*Racketeer-influenced and Corrupt Organizations Act*) pour poursuivre en justice des gangs entiers, un groupe d'anciens membres de gangs a organisé une conférence de presse pour exiger plus d'« emplois » et de « contrats » comme solution pour mettre un terme à la violence.

Visiblement absente de la discussion était l'idée que le manque de ressources des communautés noires tenait au racisme structurel de la ville. Et une telle discussion n'est pas près de se reproduire. Le maire Daley n'avait pas ménagé ses efforts pour supprimer toute politique contestataire fondée sur l'identité raciale, et, lorsqu'on regarde l'état actuel de la gauche à Chicago, on ne peut que conclure qu'il y est parvenu. « Multiracial » et « multiethnique » sont devenus les deux mots à la mode dans les associations des quartiers noirs et latinos luttant pour un meilleur accès aux soins de santé, de meilleures conditions de logement et de meilleures écoles. Le problème avec tous ces gestes en direction de l'universalisme est qu'ils ne correspondent nullement à la réalité du Chicago actuel ni à ses possibilités pour l'avenir. Le fait est que très peu d'organisations communautaires qui affirment être « multiraciales » le sont réellement, ce qui s'explique facilement par la géographie sociale ségréguée de la ville. Et celles qui le sont vraiment, comme les syndicats d'enseignants et d'employés de services Chicago Teachers Union (CTU) ou le Local 1 du Service Employees International Union (SEIU), sont engagées dans une lutte avec la mairie qu'elles n'ont aucune chance de gagner.



Grève des enseignants, septembre 2012.

La guerre perpétuelle entre les syndicats et Rahm Emanuel constitue un autre héritage des années Daley, causé par la crise budgétaire massive laissée derrière lui par le maire sortant. La situation aurait pu être différente avec son successeur, dont la mère, fille d'un syndicaliste de la ville, avait été une militante de la lutte pour les droits civiques. Emanuel a commencé sa carrière politique en travaillant pour Illinois Public Action, une organisation de défense des droits des consommateurs et de l'intérêt public. Bien qu'il ait ensuite évolué vers des positions plus conservatrices, jusqu'à la droite du Parti démocrate dans les années 1990, il comprend parfaitement que les syndicats devraient être les alliés naturels du parti. Mais, comme la plupart des démocrates de sa cohorte, il ne s'est quasiment jamais départi de sa position de défense du conservatisme fiscal, une attitude qui se prête bien à la situation à laquelle il est aujourd'hui confronté. Et même si Emanuel était un fervent défenseur des idées de John Maynard Keynes, il n'aurait de toute façon face à lui qu'un puits de ressources publiques totalement asséché et des prédictions pour l'avenir n'annonçant aucune embellie. Pendant que de nombreux observateurs applaudissaient Richard M. Daley et le miracle de Chicago durant la première décennie du XXI^e siècle, les fondations structurelles de l'économie de la ville s'écroulaient. Depuis 1995, par exemple, Chicago a vu ses revenus fiscaux chuter de 26 milliards de dollars, et, depuis 2000, il a perdu 7 % de sa population. Et la croisade de Daley en faveur des privatisations – y compris la vente à des intérêts privés des parcmètres et des places de parking – n'a fait

qu'aggraver la situation.

Pour compenser ces pertes de flux de revenus, Emanuel a proposé de lancer Chicago dans l'activité lucrative du jeu avec l'ouverture d'un « mégacasino » en centre-ville. Selon les défenseurs de ce projet, le casino créerait des milliers d'emplois et permettrait à la ville de puiser plus de 100 millions de dollars dans les poches de ses visiteurs (sans pour autant, espèrent-ils, vider celles de ses contribuables). Emanuel s'est engagé à ce que les bénéfices tirés du casino servent à financer les écoles publiques en faillite. Mais un tel établissement nécessite l'autorisation du gouverneur de l'Illinois ; or Pat Quinn, en mai 2013, n'avait toujours pas donné son aval.

Pendant ce temps, Emanuel tente de faire fonctionner la ville en recourant aux moyens les plus régressifs sur le plan social : licenciements, suppressions de services et augmentation de certains frais. Il a, par exemple, fait fermer toutes les bibliothèques publiques le lundi et augmenté le montant des amendes infligées pour toute une série d'infractions, y compris, bien entendu, celles relatives au stationnement. De plus, pour remédier à la crise budgétaire scolaire, il a accru la taxe foncière de 2,4 % et supprimé de nombreux programmes prisés des usagers : le suivi des élèves à risque ou en difficulté, l'éducation bilingue ou encore les clubs extrascolaires de maths, de sciences et de technologie. Après qu'Emanuel eut refusé aux enseignants une augmentation de salaire de 4 %, le syndicat Chicago Teachers Union organisa en septembre 2012 la première grève d'enseignants depuis un quart de siècle. Elle permit d'obtenir une augmentation modeste et l'adoption d'un système d'évaluation moins lié aux résultats des élèves aux tests standardisés. Emanuel a réagi en incitant le Bureau des affaires scolaires à voter la fermeture de cinquante-quatre écoles et de soixante et un bâtiments scolaires. Cette décision, qui représente la plus grosse vague de fermetures d'écoles de l'histoire américaine, aura nécessairement pour conséquence d'accroître la taille des classes. Pour se venger, la CTU a promis de mener une campagne agressive d'inscription sur les listes électorales afin de faire battre Emanuel à l'élection municipale de 2015. « Il est clair que nous devons changer le paysage politique dans la ville, a déclaré la présidente de la Chicago Teachers Union, Karen Lewis. Il nous faut revenir à la bonne vieille démocratie. »

Ce commentaire reflète combien la situation de Chicago ressemble de plus en plus à un scénario de science-fiction. Alors qu'une partie de la ville possède une capacité économique qui la classe parmi les cinq premières du monde, l'autre partie est figée dans une situation d'austérité qui pourrait très bien devenir irréversible. Comment les habitants de ces deux mondes si différents peuvent-ils coexister dans

une proximité spatiale relativement forte avec si peu de frictions ? Cela reste un mystère. De fait, depuis l'aube de l'ère du grand capitalisme, au milieu du XIX^e siècle, les villes globales ont remarquablement su contenir des inégalités sociales extrêmement fortes. Et Chicago a toujours été un leader mondial dans ce domaine. La ville n'a jamais connu le type d'assaut direct contre les privilèges qu'a vécu New York pendant les « Draft Riots » de 1863, lorsque des foules d'ouvriers blancs ont attaqué les demeures majestueuses des aristocrates pour dénoncer leur rôle dans un système qui les exploitait et les envoyait loin de chez eux combattre dans une guerre meurtrière. À Chicago, à l'inverse, les patrons des grands abattoirs ont impitoyablement maintenu leurs masses d'ouvriers au travail dans les conditions les plus dangereuses et les plus misérables qu'on puisse imaginer, avec relativement peu d'opposition. Lorsque les ouvriers des abattoirs se sont enfin soulevés en 1919, ils s'en sont pris non pas à leurs patrons, mais à leurs collègues noirs et aux quartiers dans lesquels ils vivaient. Dans les années 1960 et 1970, tandis que les idées de révolution et de rébellion armée animaient bien des conversations dans les communautés noires des villes américaines, les milliers d'habitants noirs démunis du grand ensemble Cabrini-Green étaient massés aux portes de l'un des quartiers blancs les plus luxueux de Chicago sans qu'on déplore aucun trouble. Ironie du sort, l'attaque la plus significative contre les symboles du privilège blanc à Chicago à cette époque a été le fait de Blancs eux-mêmes privilégiés – les militants étudiants, pour la plupart issus de la classe moyenne, ayant organisé les « Journées de la rage » dans le quartier de la Gold Coast. Plus récemment, une vague de Blancs de classe moyenne s'est installée dans les quartiers de Wicker Park, Humboldt Park, Pilsen et Logan Square – tous marqués par une forte activité des gangs, un trafic de drogue développé et une violence endémique –, ce qui n'a créé qu'un nombre remarquablement limité de problèmes. Certes, des immeubles ont été tagués, des voitures rayées et des pneus crevés, et les habitants blancs ont parfois été victimes de crimes violents. Mais ces incidents ont largement été le fruit de concours de circonstances malheureux. Globalement, c'est comme si un champ de force invisible avait toujours entouré la population aisée de Chicago.

Aujourd'hui, pourtant, des signes indiquent que le champ de force a perdu de son efficacité, que la prétendue « bulle touristique » s'est percée. Fin mai 2011, une semaine à peine après l'entrée en fonctions de Rahm Emanuel, une situation proche de l'émeute s'est produite sur la plage de North Avenue par une journée particulièrement chaude de printemps. Emanuel eut beau expliquer qu'il était fréquent que des coups de chaleur forcent la police à fermer la plage, située à côté du quartier de la Gold Coast, à l'extrémité nord de Michigan Avenue, de

nombreux blogs et commentaires firent état d'une version très différente des événements. Sur Second City Cop, le blog non officiel du département de police de Chicago, plusieurs policiers affirmant s'être trouvés sur les lieux parlaient d'attaques sauvages, de « *flash mobs* » (mobilisations éclair) – en clair, d'importants groupes de jeunes Noirs et Latinos s'attaquant aux Blancs sur la plage pour leur dérober leurs téléphones portables et d'autres objets personnels. Largement relayée sur Internet, cette version a fini par être reprise par les médias grand public, bien que l'angle racial ait été passé sous silence dans la plupart des reportages. Dans les semaines qui suivirent les événements, le *Wall Street Journal* rapporta que d'autres *flash mobs* s'en prenaient aux personnes faisant leurs courses sur le Magnificent Mile⁶³⁴. Là encore, la dimension raciale restait implicite, mais les blogs et les forums sur Internet regorgeaient de propos scandalisés dénonçant cette violence de Noirs contre des Blancs. Le 26 décembre 2011, des escouades d'intervention de la police furent dépêchées sur le Magnificent Mile pour protéger la foule arpentant l'artère commerçante en cette période de soldes d'après Noël⁶³⁵.

De jeunes Noirs déshérités attaquant des Blancs sur le Magnificent Mile, voilà qui est indéniablement inédit à Chicago. Et pourtant, que ces événements traduisent un sens plus général d'injustice, susceptible de donner naissance à des formes plus constructives d'activisme social, reste à prouver. Ce n'est peut-être pas un pur hasard si les troubles le long du Magnificent Mile se sont produits au moment où Chicago s'apprêtait à accueillir, en mai 2012, le sommet du G8 et celui de l'OTAN, et où le mouvement Occupy Wall Street faisait tout, en collaboration avec d'autres groupes anticapitalistes, pour transformer la ville en champ de bataille.



Manifestation contre le sommet de l'OTAN, 20 mai 2012.

Soudain, Chicago fut pris d'une peur telle qu'il n'en avait pas connu depuis les années 1960. Certes, le mouvement Occupy local ne réussit pas vraiment à prendre de l'ampleur, car il était, sans surprise, divisé en deux branches relativement inconciliables : le mouvement Occupy Rogers Park, en grande majorité blanc et centré sur le North Side, et le mouvement Occupy the South Side, en grande majorité noir. Toutefois, les militants des deux branches firent cause commune en janvier 2012, lorsque Emanuel fit adopter par le conseil municipal une nouvelle réglementation qui alourdissait les droits à payer pour les autorisations de manifester, augmentait le montant des amendes pour résistance à arrestation et manifestation non autorisée, et donnait au maire carte blanche pour financer toute mesure de sécurité supplémentaire qu'il jugerait nécessaire. Le gouvernement fédéral s'apprêtait, quant à lui, à donner les 50 millions de dollars dont la ville affirmait avoir besoin pour assurer la sécurité des deux sommets. L'économiste réputé de l'université de Chicago Allen Sanderson intervint à l'antenne de WBBM pour déclarer que les manifestations prévues pourraient être un « désastre potentiel » pour la ville.

On se serait cru de retour en 1968. Sauf qu'en 1968 Chicago pouvait regarder avec fierté la toute nouvelle tour du John Hancock Center pour se rassurer sur son avenir. Aujourd'hui, l'attraction architecturale pourrait bien être l'énorme trou (33 m de largeur et 23 m de profondeur) situé au 400 North Lake Shore Drive, à l'endroit où le Chicago Spire, qui devait être le gratte-ciel le plus haut du continent américain, aurait dû s'élever si son financement n'avait pas été

supprimé. Toutes les craintes de chaos et de rébellion se révélèrent, en fin de compte, infondées. L'administration Obama déplaça le sommet du G8 à Camp David, et les manifestations anti-OTAN, certes vives, parurent marquer davantage la fin d'une ère que le début de quoi que ce soit. Selon les estimations les plus optimistes, quelque quinze mille personnes étaient présentes le dimanche 20 mai, jour de la plus forte agitation, où les manifestants lancèrent des bouteilles sur les forces de police. De son côté, le département de police de Chicago déclara que la foule comptait à peine plus de deux mille personnes, et fit état de quatre policiers blessés ainsi que de quarante-trois arrestations.

Ainsi, comme le Chicago Spire, dont le destin était encore débattu par les investisseurs et les promoteurs au printemps 2013, la ville de Chicago a devant elle un avenir incertain dans un monde nouveau fait de casinos, de *flash mobs*, de syndicats combatifs et, par-dessus tout, d'austérité. Mais s'il y a une leçon à retenir du passé, c'est bien que les anciennes règles continuent de s'appliquer.

Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes suivantes, qui ont eu la gentillesse de nous faire part de leurs réflexions et commentaires sur le manuscrit : Ken Alder, Elsa Devienne, Timothy Gilfoyle, Nancy Green, Adam Green, Romain Huret, Ed Koziboski, Denis Lacorne, Hélène Le Dantec-Lowry, Vincent Michelot, Celeste Day Moore, Mary Pattillo, Caroline Rolland-Diamond, Bill Sites, Tom Sugrue, François Weil, Olivier Zunz, ainsi que les étudiants du séminaire « Histoire des minorités aux États-Unis » à l'EHESS. Nous souhaitons aussi remercier Élise Roy pour son travail précieux pour mener à bien ce livre.

Sources et bibliographie

Chicago History Museum

- Chicago Area Project Papers
- Chicago Police Red Squad Files
- Chicago Commons Papers
- Virgil Peterson Papers
- Hans Mattick Papers
- Welfare Council of Metropolitan Chicago Papers
- Chicago Division of the Brotherhood of Sleeping Car Porters (pamphlets et photographies)
- Haymarket Affair Collection
- Chicago Board of Trade, *Annual Reports* 25, 26, 27
- Journaux locaux : *Western Citizen*, *Chicago Defender*, *Chicago Tribune*, *Chicago Daily News*, *Chicago Journal*, *Chicago Magazine*, *Chicago Reader*, *Chicago Sun-Times*, *Daily Calumet*

Chicago Public Library

- Vivian G. Harsh, Collection of Afro-American History and Literature : Abbott-Sengstacke Family Papers (collection 2007 / 06), Boxes 1 à 29
- Illinois Writers' Project (pour la période antérieure à la grande migration), Boxes 2, 3, 4, 5, 18-22

University of Chicago Library et University of Illinois (Chicago) Library

- William Ogburn et Clark Tibbitts, « A Memorandum on the Nativity of Certain Criminal Classes Engaged into Organized Crime, and of Certain Related Criminal and Non Criminal Groups in

Chicago », Unpublished Manuscript, 30 juillet 1930, Charles Merriam Papers, University of Chicago Library

– Archives de l'American Civil Liberties Union, Special Collections – University of Chicago

– Archives de la Chicago Urban League, Special Collections, University of Illinois – Chicago Circle

Bibliographie

Addams Jane, *Twenty Years at Hull House*, New York, Signet Classic, 1999.

Aduddell Robert et Cain Louis, « Public Policy toward the Greatest Trust in the World », *Business History Review*, 2, 1981, p. 217-242.

Ampère Jean-Jacques, *Promenade en Amérique*, Paris, Calmann-Lévy, 1855.

Anderson Alan B. et Pickering George W., *Confronting the Color Line : The Broken Promise of the Civil Rights Movement in Chicago*, Athens, University of Georgia Press, 2008.

Arendt Hannah, « Sur la violence », in *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

Ascoli Peter M., *Julius Rosenwald : The Man Who Built Sears, Roebuck and Advanced the Cause of Black Education in the American South*, Bloomington, Indiana University Press, 2006.

Avrich Paul, *The Haymarket Tragedy*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

Ayers Edward, *The Promise of the New South*, New York, Oxford University Press, 1992.

Baldwin James, *Notes of a Native Son*, Boston, Beacon Press, 1955.

Barrett James, *Work and Community in the Jungle. Chicago's Packinghouse Workers, 1894-1922*, Urbana, University of Illinois Press, 1987.

Barry John, *Rising Tide. The Great Mississippi Flood of 1927 and How it Changed America*, New York, Simon and Schuster, 1997.

Bennett Larry, *Third City : Chicago and American Urbanism*, Chicago, University of Chicago Press, 2010.

Benson Susan Porter, *Counter Cultures : Saleswomen, Managers and*

Customers in American Department Stores, 1890-1940, Urbana, University of Illinois Press, 1986.

Biles Roger, « Edward J. Kelly : New Deal Machine Builder », in Paul M. Green et Melvin G. Holli (dir.), *The Mayors : The Chicago Political Tradition*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2005, p. 111-125.

Biles Roger, *Big City Boss in Depression and War : Mayor Edward J. Kelly of Chicago*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 1984.

Bobo Lawrence, Kleugel James et Smith Ryan A., « Laissez-Faire Racism : The Crystallization of a Kinder, Gentler Antiblack Ideology », in Steven A. Tuch et Jack K. Martin (dir.), *Racial Attitudes in the 1990s*, Westport, Praeger, 1997, p. 16-41.

Bolotin Norman et Laing Christine, *The World's Columbian Exposition : The Chicago World's Fair of 1893*, Urbana, University of Illinois Press, 2002.

Bonilla-Silva Eduardo, *Racism without Racists : Colorblind Racism and the Persistence of Racial Inequality in the United States*, New York, Rowman & Littlefield, 2006.

Boyd Robert, « The Storefront Church Ministry in African American Communities of the Urban North during the Great Migration : The Making of an Ethnic Niche », *Social Science Journal*, 35, 3, 1998, p. 319-332.

Brazier Arthur M., *Black Self-determination : The Story of The Woodlawn Organization*, Grand Rapids (MI), Eerdmans Publishing Co., 1969.

Brenner Neil et Theodore Nik (dir.), *Spaces of Neoliberalism*, Malden, Massachusetts, Blackwell, 2002.

Brown Wendy, « American Nightmare : Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization », *Political Theory*, n° 34, 2006, p. 690-715.

Brown Wendy, *Regulating Aversion : Tolerance in the Age of Identity and Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

Buder Stanley, *Pullman : An Experiment in Industrial Order and Community Planning, 1880-1930*, New York, Oxford University Press, 1970.

Buettinger Craig, « Economic Inequality in Early Chicago, 1849-1850 », *Journal of Social history*, 11, 3, 1978, p. 413-418.

Bynum Cornelius, A. *Philip Randolph and the Struggle for Civil Rights*,

Urbana, University of Illinois Press, 2010.

Capeci Domenic J. Jr. et Wilkerson Martha, *Layered Violence : The Detroit Rioters of 1943*, Jackson et Londres, University Press of Mississippi, 1991.

Castells Manuel, *The City and the Grassroots : A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press, 1983.

Castelnau Francis de, *Vues et souvenirs de l'Amérique du Nord*, Paris, 1842.

Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago : A Study of Race Relations and a Race Riot*, Chicago, University of Chicago Press, 1922.

Clark Kenneth B. et Barker James, « The Zoot Effect in Personality : A Race Riot Participant », *Journal of Abnormal Psychology*, vol. 40, n° 2, 1945, p. 143-148.

Cohadas Nadine, *Spinning Blues into Gold : The Chess Brothers and the Legendary Chess Records*, New York, St. Martin's Griffin, 2001.

Cohen Adam et Taylor Elizabeth, *American Pharaoh : Mayor Richard J. Daley : His Battle for Chicago and the Nation*, Boston, Little, Brown and Company, 2000.

Cohen Cathy J., *Democracy Remixed : Black Youth and the Future of American Politics*, New York, Oxford University Press, 2010.

Cohen Lizabeth, *Making A New Deal. Industrial Workers in Chicago, 1919-1939*, New York, Cambridge University Press, 1990.

Cole Natalie, *Angel on my Shoulder*, New York, Warner Books, 2000.

Countryman Matthew, *Up South : Civil Rights and Black Power in Philadelphia*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2007.

Cressey Paul, *The Taxi-Dance Hall : A Sociological Study in Commercialized Recreation and City Life*, Chicago, University of Chicago Press, 1932.

Cronon William, *Nature's Metropolis : Chicago and the Great West*, New York, Norton, 1992.

Cutler Irving, *The Jews of Chicago. From Shtetl to Suburbs*, Chicago, University of Illinois Press, 1996.

Dale Elizabeth, « Social Equality Does not Exist among Themselves, Nor among Us », *American Historical Review*, 102, 2, 1997, p. 311-339.

Daniel Pete, *Deep'n as It Come : The 1927 Mississippi River Flood*, New

York, Oxford University Press, 1977.

Daniel Philip T.K., « A History of Discrimination against Black Students in Chicago Secondary Schools », *History of Education Quarterly*, vol. 20, n° 2, été 1980, p. 147-162.

Davis Mike, *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles*, New York, Verso, 2006.

Dawley David, *A Nation of Lords : The Autobiography of the Vice Lords* [1973], Prospect Heights (IL), Waveland Press, 1992.

Day S. Davis, « Herbert Hoover and Racial Politics : The De Priest Incident », *Journal of Negro History*, 65, hiver 1980, p. 6-17.

De Genova Nicholas et Ramos-Zayas Ana Y., *Latino Crossings : Mexicans, Puerto Ricans, and the Politics of Race and Citizenship*, New York, Routledge, 2003.

Debord Guy, *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1996.

Della Porta Donatella et Diani Mario, *Social Movements : An Introduction*, Malden (MA), Wiley-Blackwell, 2006.

Dennis Michael, *The Memorial Day Massacre and the Movement for Industrial Democracy*, New York, Palgrave MacMillan, 2010.

Diamond Andrew J., *Mean Streets : Chicago Youths and the Everyday Struggle for Empowerment in the Multiracial City, 1908-1969*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 2009.

Diamond Andrew, « Jeunes Blancs en colère dans les quartiers populaires : résistance à l'intégration raciale et naissance du conservatisme moderne », in Romain Huret (dir.), *Les conservateurs américains se mobilisent*, Paris, Autrement, 2008, p. 20-36.

Diani Mario et McAdam Doug (dir.), *Social Movements and Networks : Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Dittmer John, *Black Georgia in the Progressive Era, 1900-1920*, Urbana, University of Illinois Press, 1977.

Donner Frank J., *Protectors of Privilege : Red Squads and Police Repression in Urban America*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1992.

Douglas Susan J., *Listening In : Radio and American Imagination*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2004 (première publication : Times Books, 1999).

Drake St. Clair et Cayton Horace, *Black Metropolis. A Study of Negro*

Life in a Northern City, Chicago, University Press of Chicago, 1945.

Dreiser Theodore, *Sister Carrie*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2010.

Du Bois W.E.B., « The Talented Tenth », 1903, disponible en ligne sur le site « Teaching American History » : <http://teachingamericanhistory.org/library/index.asp?document=174>.

Du Bois W.E.B., *The Philadelphia Negro*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1899.

Du Bois W.E.B., *Black Reconstruction in America, 1860-1880* [1935], New York, Atheneum, 1992.

Duhamel Georges, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930.

Duis Perry R., « No Time for Privacy : World War II and Chicago's Families », in Lewis A. Erenberg et Susan E. Hirsch (dir.), *The War in American Culture : Society and Consciousness during World War II*, Chicago, University of Chicago Press, 1996, p. 46-70.

Duis Perry R., *Challenging Chicago. Coping with Everyday Life, 1837-1920*, Urbana, University of Illinois Press, 1998.

Duis Perry R., *The Saloon : Public Drinking in Chicago and Boston, 1880-1920*, Urbana, University of Illinois Press, 1998.

Duvergier de Hauranne Ernest, *Huit mois en Amérique*, Paris, 1866.

Edsall Thomas B. et Edsall Mary D., *Chain Reaction : The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics*, New York, Norton, 1991.

Eghigian Mars, *After Capone. The Life and World of Chicago Mob Boss Frank « the Enforcer » Nitti*, New York, Cumberland, 2006.

Eig Jonathan, *Get Capone : The Secret Plot That Captured America's Most Wanted Gangster*, New York, Simon & Schuster, 2010.

Einhorn Robin, *Property Rules : Political Economy in Chicago, 1833-1872*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

Ellsworth Scott, *Death in a Promised Land : The Tulsa Race Riot of 1921*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, avant-propos de John Hope Franklin.

Ely Richard, « Pullman, a Social Study », *Harper's Monthly*, 70, février 1885, p. 452-466.

Emmet Boris et Jeuk John, *Catalogues and Counters : A History of Sears, Roebuck & Company*, Chicago, University of Chicago Press, 1965.

Erdmans Mary Patrice, *Opposite Poles : Immigrants and Ethnic in Polish Chicago, 1976-1990*, College Park, Pennsylvania State University Press, 1998.

Farber David, *Chicago '68*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.

Farber David, *The Sixties : From Memory to History*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994.

Fish John Hall, *Black Power/White Control : The Struggle of the Woodlawn Organization in Chicago*, Princeton, Princeton University Press, 1973.

Florida Richard, *The Rise of the Creative Class : And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Perseus Book Group, 2002.

Foner Philip, *The Great Labor Uprising of 1877*, New York, Pathfinder, 1977.

Frank Thomas, *What's the Matter with Kansas : How Conservatives Won the Heart of America*, New York, Holt McDougal, 2005.

Frazier E. Franklin, *The Negro Family in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1932.

Fry John R., *Locked-Out Americans : A Memoir*, New York, Harper & Row, 1973.

Galenson David W., « Economic Opportunity on the Urban Frontier : Nativity, Work and Wealth in Early Chicago », *The Journal of Economic History*, 51, 3, 1991, p. 581-603.

Gamson William A., *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Gans Herbert, *The Urban Villagers*, New York, Free Press, 1962.

Garrow David J., *Bearing the Cross : Martin Luther King, Jr., and the Southern Christian Leadership Conference*, New York, Harper, 2004.

Gerstle Gary, *American Crucible : Race and Nation in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

Giddings Paula, *Ida : A Sword among Lions. Ida B. Wells and the Campaign against Lynching*, New York, Harper, 2009.

Gilbert James, *A Cycle of Outrage : America's Reaction to the Juvenile Delinquent in the 1950s*, New York, Oxford University Press, 1986.

Gilroy Paul, « *There Ain't No Black in the Union Jack* » : *The Cultural Politics of Race and Nation*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

Gitlin Todd, *The Sixties : Years of Hope, Days of Rage*, New York, Bantam, 1993.

Glazer Nathan et Daniel Patrick Moynihan, *Beyond the Melting Pot : The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City*, Cambridge, MIT Press, 1970.

Grant Madison, *The Passing of the Great Race*, New York, Scribner's Sons, 1916.

Green Adam, *Selling the Race : Culture, Community, and Black Chicago, 1940-1955*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

Green James, *Death in the Haymarket : A Story of Chicago, the First Labor Movement and the Bombing that Divided Gilded Age America*, New York, Anchor, 2007.

Grimshaw William J., *Bitter Fruit : Black Politics and the Chicago Machine, 1931-1991*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

Grossman James, *Land of Hope. Chicago, Black Southerners and the Great Migration*, Chicago, University Press of Chicago, 1989.

Haas Jeffrey, *The Assassination of Fred Hampton : How the FBI and the Chicago Police Murdered a Black Panther*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2009.

Hackworth Jason, *The Neoliberal City : Governance, Ideology, and Development in American Urbanism*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.

Hagedorn John, « Race, not Space. A Revisionist History of Gangs in Chicago », *Journal of African American History*, 91, 2, 2006.

Hall Stuart, « New Ethnicities », in David Morley et Kuan-Hsing Chen (dir.), *Stuart Hall : Critical Dialogues in Cultural Studies*, Londres et New York, Routledge, 1996, p. 441-449.

Haller Mark H., « Policy Gambling, Entertainment, and the Emergence of Black Politics : Chicago from 1900 to 1940 », *Journal of Social History*, vol. 24, n° 4, été 1991, p. 719-739.

Halpern Rick, *Down on the Killing Floor : Black and White Workers in Chicago's Packinghouses, 1904-54*, Urbana, University of Illinois Press, 1997.

Harris Norman Dwight, *History of Negro Slavery in Illinois and of the Slavery Agitation in that State*, Chicago, University of Chicago Press, 1904.

Harris William H., *Keeping the Faith : A. Philip Randolph, Milton P. Webster, and the Brotherhood of Sleeping Car Porters, 1925-37*, Urbana,

University of Illinois Press, 1977.

Harvey David, *The Condition of Postmodernity : An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Londres, Basil Blackwell, 1990.

Hebdige Dick, *Subculture : The Meaning of Style*, New York, Methuen, Inc., 1979.

Higgs Robert, « The Boll Weevil, the Cotton Economy and Black Migration », *Agricultural History*, 50, 2, 1976, p. 335-350.

Hilliard Robert L. et Keith Michael C. *The Quieted Voice : The Rise and Decline of Localism in American Radio*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2005.

Hirsch Arnold R., « Martin H. Kennelly : The Mugwump and the Machine », in Paul M. Green et Melvin G. Holli (dir.), *The Mayors : The Chicago Political Tradition*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2005, p. 126-143.

Hirsch Arnold R., *Making the Second Ghetto : Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1998.

Hirsch Eric, *Urban Revolt : Ethnic Politics in the Nineteenth-Century Chicago Labor Movement*, Berkeley, University of California Press, 1990.

Historical Dictionary of American Slang, New York, Oxford University Press, 1997.

Horowitz Roger, *Putting Meat on the American Table : Taste, Technology, Transformation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2005.

Horwitt Sanford D., *Let Them Call Me Rebel : Saul Alinsky – His Life and Legacy*, New York, Vintage Books, 1992.

Houghteling Leila, *The Income and Standard of Living of Unskilled Laborers in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1927.

Hounshell David, *From the American System to Mass-Production : The Development of Manufacturing Technology in the United States*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1984.

Hughes Langston, *The Big Sea* [1940], New York, Hill and Wang, 1993.

Jackson Mahalia, avec Wylie Evan McLeod, *Movin' on Up*, New York, Avon, 1966.

Jennifer Frost, « An Interracial Movement of the Poor » : *Community Organizing and the New Left of the 1960s*, New York, New York

University Press, 2001.

Johnson John H., *Succeeding against the Odds. The Inspiring Biography of one of America's Wealthiest Entrepreneurs*, New York, Warner Books, 1989.

Johnson Marilyn S., « Gender, Race, and Rumours : Re-examining the 1943 Race Riots », *Gender & History*, n° 10, août 1998, p. 252-277.

Jones Dallas L., « Chicago in 1833. Impressions of Three Britishers », *Journal of the Illinois State Historical Society*, 47, 2, 1954, p. 167-175.

Jones Patrick D., *The Selma of the North : Civil Rights Insurgency in Milwaukee*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

Jonveaux Émile, *L'Amérique actuelle*, Paris, 1869.

Judd Dennis R., « Constructing the Tourist Bubble », in Dennis R. Judd et Susan S. Fainstein (dir.), *The Tourist City*, New Haven, Yale University Press, 1999, p. 35-53.

Katz Michael B., « Why Don't American Cities Burn Very Often », *Journal of Urban History*, n° 34, 2008, p. 185-208.

Kelley Robin D.G., *Freedom Dreams : The Black Radical Imagination*, Boston, Beacon Press, 2002.

Kelley Robin D.G., *Race Rebels : Culture, Politics, and the Black Working Class*, New York, Free Press, 1994, p. 161-181.

Kelly M.J., *The Fenian Ideal and Irish Nationalism, 1882-1916*, Ipswich, Boydell Press, 2009.

Kennedy John C., *Wages and Family Budgets in the Chicago Stock Yards District*, Chicago, 1914.

Kenney William Howland, *Chicago Jazz. A Cultural History, 1904-1930*, New York, Oxford University Press, 1993.

Kinzie Juliette, *Wau-Bun : The Early Days in the Northwest*, Philadelphie, Lippincott, 1873.

Klein Jennifer, *For All These Rights : Business, Labor, and the Shaping of America's Public-Private Welfare State*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

Kleppner Paul, *Chicago Divided : The Making of a Black Mayor*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 1985.

Klinenberg Eric, *Heat Wave : A Social Autopsy of Disaster in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

Kobler John, *Capone. The Life and World of Al Capone*, New York, Da

Capo Press, 2003.

Koval John P. *et al.*, *The New Chicago : A Social and Cultural Analysis*, Philadelphie, Temple University Press, 2006.

Kozol Jonathan, *Savage Inequalities : Children in America's Schools*, New York, Harper Perennial, 1992.

Lange Fabian, Olmstead Alan L. et Rhode Paul W., « The Impact of the Boll Weevil, 1892-1932 », *Journal of Economic History*, 69, septembre 2009, p. 685-718.

Lassiter Matthew D., *The Silent Majority : Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

Latrobe Charles J., *The Rambler in North America*, Londres, 1835.

Lehman Nicholas, *The Promised Land. The Great Migration and How it Changed America*, New York, Vintage, 1992.

Lenthall Bruce, *Radio's America. The Great Depression and the Rise of Modern Mass Media*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

Levine Lawrence, *Black Culture and Black Consciousness*, New York, Oxford University Press, 1978.

Leyendecker Liston Edgington, *Palace Car Prince : A Biography of George Mortimer Pullman*, Boulder, University of Colorado Press, 1992.

Lichtenstein Nelson, *Labor's War at Home : The CIO in World War II*, Philadelphie, Temple University Press, 2003.

Lipman Pauline, « Chicago School Reform : Advancing the Global Agenda », in John P. Koval *et al.*, *The New Chicago : A Social and Cultural Analysis*, Philadelphie, Temple University Press, 2006, p. 248-258.

Lippincott Sara Jane, *New Life in New Lands*, New York, J.B. Ford, 1873.

Lloyd Richard, *Neo-Bohemia : Art and Commerce in the Postindustrial City*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

Lott Eric, « Double V, Double-Time : Bebop's Politics of Style », *Callaloo*, 11, n° 3, 1988, p. 587-605.

Mailer Norman, *Miami and the Siege of Chicago*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

Martineau Harriet, *Society in America*, Sounders and Otley, 1837, réimprimé par Nabu Press en 2009.

Mayer Harold et Wade Richard, *Chicago. Growth of a Metropolis*,

Chicago, University Press of Chicago, 1969.

Mazon Mauricio, *The Zoot-Suit Riots : The Psychology of Symbolic Annihilation*, Austin, University of Texas Press, 1984.

McLear Patrick, « Speculation, Promotion and the Panic of 1837 in Chicago », *Journal of the Illinois State Historical Society*, 62, 1969, p. 135-146.

McCaffrey Lawrence, Skerrett Ellen, Funchion Michael et Fanning Charles, *The Irish in Chicago*, Urbana, University of Illinois Press, 1987.

McDonald John A., *Troublous Times in Canada. A History of the Fenian Raids of 1866 and 1870*, Toronto, W.S. Johnson, 1910.

McGreevy John T., *Parish Boundaries : The Catholic Encounter with Race in the Twentieth Century Urban North*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.

Mele Christopher, *Selling the Lower East Side : Culture, Real Estate, and Resistance in New York, 1880-2000*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000.

Miller Brian J., « The Struggle over Redevelopment at Cabrini-Green, 1989-2004 », *Journal of Urban History*, n° 34, mai 2008, p. 944-960.

Molinari Gustave de, *Lettres sur les États-Unis et le Canada*, Paris, 1876.

Montgomery David, *The Fall of the House of Labor : The Workplace, the State, and American Labor Activism, 1865-1925*, New York, Cambridge University Press, 1989.

Montgomery Louise, *The American Girl in the Chicago Stock Yard District*, Chicago, 1913.

Morrison Hugh, *Louis Sullivan : Prophet of Modern Architecture*, New York, Norton, 2001.

Moynihan Daniel P., *The Negro Family. The Case for National Action*, Office of Policy Planning and Research, US Department of Labor, 1965.

Mumford Kevin J., *Interzones. Black-White Sex Districts in Chicago and New York in the Early Twentieth Century*, New York, Columbia University Press, 1997.

Myrdal Gunnar, *An American Dilemma. The Negro Problem and American Democracy*, New York, Harper, 1944.

Nelli Humbert, *Italians in Chicago : A Study in Ethnic Mobility*, New

York, Oxford University Press, 1971.

Nelson Bruce, *Beyond the Martyrs : A Social History of Chicago's Anarchists, 1870-1900*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1988.

Obama Barack, *Dreams from my Father : A Story of Race and Inheritance*, New York, Three Rivers Press, 2004.

Ogle Maureen, *Ambitious Brew : The Story of American Beer*, New York, Mariner Book, 2007.

Orsi Robert, « The Religious Boundaries of an Inbetween People : Street Feste and the Problem of the Dark-Skinned "Other" in Italian Harlem, 1920-1990 », *American Quarterly*, 44, septembre 1992, p. 313-347.

Osofsky Gilbert, *Harlem, the Making of a Ghetto, 1890-1930*, New York, Harper and Row, 1966.

Pacyga Dominic et Skerrett Ellen, *Chicago : City of Neighborhoods. Histories and Tours*, Chicago, Loyola University Press, 1986.

Pacyga Dominic, *Polish Immigrants and Industrial Chicago. Workers on the South Side, 1880-1922*, Chicago, University of Chicago Press, 2003.

Padilla Felix, *Puerto Rican Chicago*, Notre Dame (IN), University of Notre Dame Press, 1987.

Pattillo Mary, *Black on the Block : The Politics of Race and Class in the City*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

Pearson Ralph L., « Charles S. Johnson and the Chicago Commission on Race Relations », *Illinois Historical Journal*, vol. 81, n° 3, automne 1988, p. 211-220.

Pierce Bessie Louise, *A History of Chicago*, Chicago, University Press of Chicago, 1937 et 1957, vol. I et II.

Pleck Elizabeth, *Black Migration and Poverty, Boston, 1865-1900*, New York, Academic Press, 1979.

Poe Tracey N., « The Origins of Soul Food in Black Urban Identity : Chicago, 1915-1947 », *American Studies International*, février 1999, p. 4-33.

Porterfield Nolan, *Last Cavalier : The Life and Times of John A. Lomax, 1867-1948*, Champaign, University of Illinois Press, 2001.

Puth Robert, « Supreme Life : The History of a Negro Life Insurance Company », *Business History Review*, 43, 20, janvier 1969, p. 1-20.

Putnam James William, *The Illinois and Michigan Canal : A Study in*

Economic History, Chicago, University of Chicago Press, 1918.

Rae Douglas, *City : Urbanism and Its End*, New Haven, Yale University Press, 2003.

Rakove Milton, *Don't Make no Waves... Don't Back no Losers : An Insider's Analysis of the Daley Machine*, Bloomington, Indiana University Press, 1976.

Ralph James R. Jr., *Northern Protest : Martin Luther King, Jr., Chicago, and the Civil Rights Movement*, Cambridge, Harvard University Press, 1993.

Ranney Edward et Harris, Emily, *Prairie Passage : The Illinois and Michigan Canal Corridor*, Urbana, University of Illinois Press, 1998.

Rast Joel, *Remaking Chicago : The Political Origins of Urban Industrial Change*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 2002.

Reckless Walter, *Vice in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1933.

Reed Christopher Robert, « A Reinterpretation of Black Strategies for Change at the Chicago World's Fair, 1933-1934 », *Illinois Historical Journal*, vol. 81, n° 1, printemps 1988, p. 2-12.

Reed Christopher Robert, « Black Chicago Political Realignment during the Great Depression and New Deal », *Illinois Historical Journal*, vol. 78, n° 4, hiver 1985, p. 242-256.

Reed Adolph Jr., *Stirrings in the Jug : Black Politics in the Post-Segregation Era*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1991.

Rice Jon, « The World of the Illinois Panthers », in Jeanne Theoharis, Komozi Woodard et Matthew Countryman (dir.), *Freedom North : Black Freedom Struggles Outside the South*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 41-64.

Rivlin Gary, *Fire on the Prairie : Chicago's Harold Washington and the Politics of Race*, New York, Henry Holt and Company, 1992.

Rogosin Donn, *The Invisible Men : Life in Baseball's Negro Leagues* [1983], Lincoln, University of Nebraska Press, 2007.

Rolland-Diamond Caroline, *Chicago : le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepse, 2011.

Rosenberg Charles, *The Cholera Years. The United States in 1832, 1849 and 1866*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.

Rosensweig Roy, *Eight Hours for What We Will : Workers and Leisure in an Industrial City, 1870-1920*, New York, Cambridge University

Press, 1985.

Rousiers Paul de, *La Vie américaine. Ranches, fermes et usines*, Paris, Firmin-Didot, 1892.

Royko Mike, *Boss : Richard J. Daley of Chicago*, New York, E.P. Dutton & Co, Inc., 1971.

Russell Charles Edward, *The Greatest Trust in the World*, New York, 1905.

Sassen Saskia, *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

Schneider Eric, *Vampires, Dragons and Egyptian Kings : Youth Gangs in Postwar New York*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

Schneirov Richard, *Labor and Urban Politics : Class Conflict and the Origins of Modern Liberalism in Chicago, 1864-97*, Urbana, University of Illinois Press, 1998.

Schoenberg Robert, *Mr. Capone : The Real and Complete Story of Al Capone*, New York, Harper, 1993.

Self Robert O., *American Babylon : Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

Seligman Amanda I., *Block by Block : Neighborhoods and Public Policy on Chicago's West Side*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

Shapiro Herbert, *White Violence and Black Response : From Reconstruction to Montgomery*, Amherst, University of Massachusetts Press, 1988.

Shields Rob, *Lefebvre, Love, and Struggle : Spatial Dialectics*, Londres et New York, Routledge, 1998.

Sinclair Upton, *La Jungle*, Paris, Le Livre de poche, 2003.

Shirreff Patrick, *Shirreff's Tour through North America*, Carlisle, Applewood Books, 1835.

Smith Carl, *The Plan of Chicago : Daniel Burnham and the Remaking of the American City*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

Sitkoff Harvard, « Racial Militancy and Interracial Violence in the Second World War », *Journal of American History*, n° 58, décembre 1971, p. 661-681.

Sleeper Jim, *The Closest of Strangers : Liberalism and the Politics of Race in New York City*, New York, Norton, 1990.

Smith Neil, *The New Urban Frontier : Gentrification and the Revanchist*

City, New York, Routledge, 1996.

Soja Edward W., *Postmodern Geographies : The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Londres, Verso, 1989.

Spear Allan, *Black Chicago : The Making of a Negro Ghetto, 1890-1920*, Chicago, University Press of Chicago, 1967.

Squires Gregory D., Bennett Larry, McCourt Kathleen et Nyden Phillip, *Chicago : Race, Class, and the Response to Urban Decline*, Philadelphie, Temple University Press, 1987.

Stampp Kenneth, *The Peculiar Institution. Slavery in the Antebellum South*, New York, Knopf, 1956.

Stevens Rosemary, *In Sickness and in Wealth. American Hospitals in the 20th century*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989.

Stovall Mary E., « The "Chicago Defender" in the Progressive Era », *Illinois Historical Journal*, vol. 83, n° 3, automne 1990, p. 159-172.

Stowell David, *Streets, Railroads, and the Great Strike of 1877*, Chicago, University Press of Chicago, 1999.

Sugrue Thomas et Katz Michael (dir.), *W.E.B. Du Bois, Race and the City*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1998.

Sugrue Thomas J., *Le Poids du passé. Barack Obama et la question raciale*, Paris, Fahrenheit, 2012.

Sugrue Thomas J., *Sweet Land of Liberty : The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North*, New York, Random House, 2009.

Sugrue Thomas J., *The Origins of the Urban Crisis : Race and Inequality in Postwar Detroit* [1998], Princeton, Princeton University Press, 2005.

Swan James, *Chicago's Irish Legion : The 90th Illinois Volunteers in the Civil War*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2009.

Talbert Ernest, *Opportunities in Schools and Industry for Children of the Stock Yards District*, Chicago, 1912.

Tamarkin Bob, *The Merc : The Emergence of a Global Financial Powerhouse*, New York, Harpercollins, 1993.

Thrasher Frederic, *The Gang. A Study of 1,313 Gangs in Chicago*, Chicago, University Press of Chicago, 1927.

Tolnay Stewart et Beck E. M., « Racial Violence and Black Migration in the American South, 1910-1930 », *American Sociological Review*, 57, p. 103-116.

Topping Simon, *Lincoln's Lost Legacy. The Republican Party and the African American Vote, 1928-1952*, Gainesville, University Press of Florida, 2008.

Tuttle William, *Race Riot : Chicago in the Red Summer of 1919*, New York, Atheneum, 1970.

Tuttle William M. Jr., *Daddy's Gone to War : The Second World War in the Lives of American Children*, New York, Oxford University Press, 1993.

Vaillant Derek, « Sounds of Whiteness : Local Radio, Racial Formation, and Public Culture in Chicago, 1921-1935 », *American Quarterly*, 54, 1, 2002, p. 25-66.

Venkatesh Sudhir Alladi et Levitt Steven D., « "Are We a Family or a Business" : History and Disjuncture in the American Urban Street Gang », *Theory and Society*, vol. 29, n° 4, août 2000, p. 427-462.

Venkatesh Sudhir Alladi, *American Project : The Rise and Fall of Modern Ghetto*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

Wacquant Loïc, *Urban Outcasts : A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge (R.-U.), Polity Press, 2008.

Weems Robert E., *Black Business in the Black Metropolis : The Chicago Metropolitan Assurance Company, 1925-1985*, Bloomington, Indiana University Press, 1996.

Weiss Nancy, *Farewell to the Party of Lincoln : Black Politics in the Age of FDR*, Princeton, Princeton University Press, 1983.

Wells Ida B. (édité par Alfreda Duster), *Crusade for Justice : The Autobiography of Ida B. Wells*, Chicago, University Press of Chicago, 1991.

West Cornell, *Race Matters*, Boston, Beacon Press, 1994.

Wickett Murray R., *Contested Territory : Whites, Native Americans, and African Americans in Oklahoma 1865-1907*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2000.

Wilkerson Isabel, *The Warmth of Other Suns*, New York, Vintage, 2010.

Willis Carol, *Form Follows Finance : Skyscrapers and Skylines in New York and Chicago*, Princeton, Princeton Architectural Press, 1995.

Wilson James Q., *Negro Politics : The Search for Leadership*, New York, New Press, 1960.

Wilson William Julius, *The Declining Significance of Race : Blacks and*

Changing American Institutions, Chicago, University of Chicago Press, 1980.

Wilson William Julius, *The Truly Disadvantaged : The Inner City, the Underclass, and Public Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.

Wiltse Jeff, *Contested Waters : A Social History of Swimming Pools in America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

Wright Richard, *Une faim d'égalité*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1979.

Zizek Slavoj, « Eastern Europe's Republics of Gilead », in Chantal Mouffe (dir.), *Dimensions of Radical Democracy : Pluralism, Citizenship, Community*, Londres, Verso, 1996.

Zunz Olivier, *L'Amérique en col blanc. L'invention du tertiaire, 1870-1920*, Paris, Belin, 1991.

Sites Internet

Archives Sears en ligne : <http://www.searsarchives.com/history/history1900s.htm>

Chicago Alternative Schools Network : www.asnchicago.org

Chicago Housing Authority : www.thecha.org

Chicago Office of Tourism : www.explorechicago.org

Chicago Police Department : www.cityofchicago.org/police

Chicago Public Schools : www.cps.edu

Encyclopedia of Chicago : <http://encyclopedia.chicagohistory.org/>

Illinois PIRG Education Fund : www.illinoispirg.org

Marina City Online : www.marinacityonline.com

The Brookings Institution : <http://www.brookings.edu>

United Neighborhood Organization : www.uno-online.org

Urban Institute : www.urban.org

Index des noms propres

Abbott, Robert Sengstacke [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)
[17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#)

Accardo, Tony (laBatte) [1](#)

Achatz, Grant [1](#)

Adams, Henry [1](#)

Addams, Jane [1](#) [2](#)

Albert, Derrion [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Alexandre II de Russie [1](#)

Alford, Alfonso [1](#)

Algren, Nelson [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Alinsky, Saul [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)
[21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#)

Allen (capitaine) [1](#)

Alvarez, David [1](#)

Ampère, Jean-Jacques [1](#) [2](#)

Anderson, Jo [1](#)

Anson, Cap [1](#)

Arendt, Hannah [1](#) [2](#)

Armour, Philipp Danforth [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Armstrong, Louis [1](#) [2](#) [3](#)

Arvey, Jacob (Jack) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Axelrod, David [1](#) [2](#)

Ayers, Thomas G. [1](#)

Baldwin, James [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Barber, Jesse Max [1](#)

Barksdale, David [1](#)

Barnett, Claude [1](#)

Barnett, Ferdinand Lee [1](#) [2](#) [3](#)

Barrett, Nathan [1](#)
Barzynski, Wincenti [1](#)
Basie, William (Count) [1](#) [2](#)
Baylies, Josiah [1](#) [2](#)
Bechet, Sidney [1](#)
Beck, E.M. [1](#)
Becker, Howard [1](#)
Begin, Menahem [1](#)
Bell, Lamar [1](#)
Beman, Solon Spencer [1](#)
Bennett, Edward H. [1](#) [2](#)
Bennett, Larry [1](#)
Bennett, William [1](#)
Benson, Al [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)
Bernhardt, Sarah [1](#)
Bernstein, David [1](#)
Bernstein, Leonard [1](#)
Berry, Chuck [1](#)
Bevel, James [1](#)
Bilandic, Michael [1](#) [2](#) [3](#)
Bindman, Aaron [1](#) [2](#) [3](#)
Binford, Jessie [1](#)
Binga, Jesse [1](#) [2](#) [3](#)
Bismarck, Otto von [1](#)
Black Hawk [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)
Blagojevich, Rod [1](#)
Blake, Blind [1](#)
Bobo, Lawrence [1](#)
Boone, Daniel [1](#)
Boone, Levi [1](#) [2](#)
Bradley, Tom [1](#)

Bradley, Wallace Gator [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Brand, Michael [1](#)

Brazier, Arthur [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Brooks, Deton [1](#)

Broonzy, Big Bill [1](#)

Brown, H. Rap [1](#) [2](#)

Brown, Oscar [1](#)

Bryce, James [1](#)

Burge, Jon [1](#)

Burgess, Ernest Watson [1](#) [2](#)

Burke, Edward [1](#) [2](#)

Burnham, Daniel [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Burroughs, William [1](#) [2](#)

Bush, Earl [1](#)

Bush, George W. [1](#) [2](#) [3](#)

Bushnell, Charles [1](#)

Byrne, Jane [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#)
[22](#) [23](#) [24](#)

Calder, Alexander [1](#)

Caldwell, Billy [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Calloway, Cab [1](#) [2](#)

Camonte, Tony [1](#)

Campbell, William [1](#)

Capone, Al [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#)
[22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#)

Carmichael, Stokely [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Carney, Frank [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Caruso, Enrico [1](#) [2](#)

Castells, Manuel [1](#)

Castelnau, Francis de [1](#)

Caton, John Dean [1](#)

Gayton, Horace [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)

Cermak, Anton [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Chandler, Alfred [1](#) [2](#)

Chess, Leonard [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Chess, Marshall [1](#)

Chess, Phil [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Cheung, George [1](#)

Chevalier, Marinette [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Chew, Charles [1](#) [2](#)

Chico, Gerry [1](#)

Clark, Mark [1](#)

Clark, Terry Nichols [1](#)

Cleaver, Charles [1](#) [2](#) [3](#)

Clinton, Bill [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Cobden, Richard [1](#)

Cohen, Adam [1](#)

Cohen, Cathy [1](#)

Cohen, Lizabeth [1](#) [2](#)

Cole, Nathaniel (Nat King) [1](#) [2](#)

Cole, Robert [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)

Colosimo, BigJim (dit aussi DiamondJim) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Condon, Eddie [1](#)

Conlisk, James [1](#) [2](#)

Cooper, Jack [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Corning, Erastus [1](#)

Cressey, Paul [1](#)

Curry, Josephine [1](#) [2](#)

Daley, John [1](#) [2](#)

Daley, Richard J. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)
[20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#)
[42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#)

64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85
86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104
105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120
121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136
137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152
153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168
169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179

Daley, Richard M. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19
20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41
42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63
64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85
86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Daley, William 1

Davis, James (Gloves) 1 2

Davis, Rennie 1

Dawson, William 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19
20 21

De Gaulle 1

De Priest, Oscar 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Dean, James 1

Dear, Michael 1

Debord, Guy 1 2

Degan, Mathias 1 2

Dellinger, Dave 1

Despres, Leon 1

Deutschmann (frères) 1

Dever, William Emmett 1

Dewey, John 1

Diddley, Bo 1

Dixon, Willie 1 2 3 4

Dodds, Baby 1

Dolphy, Eric 1

Donner, Frank 1

Dorenzo, Nick 1

Douglas, Stephen [1](#) [2](#) [3](#)

Douglass, Frederick [1](#)

Drake, St. Clair [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)

Dreiser, Theodore [1](#) [2](#)

Du Bois, W.E.B. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Du Pont de Nemours [1](#)

Dublin, Louis [1](#)

Duff, James F. [1](#)

Duhamel, Georges [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Duis, Perry [1](#)

Duncan, Arne [1](#) [2](#)

Durkheim, Émile [1](#) [2](#)

Dyer, Charles Volney [1](#)

Einhorn, Robin [1](#)

Eisenhower, Dwight [1](#)

Ellington, Duke [1](#) [2](#) [3](#)

Ely, Richard [1](#) [2](#)

Emanuel, Rahm [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)

Engel, George [1](#)

Epton, Bernard [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)

Erdmans, Mary Patrice [1](#)

Evans, Timothy [1](#) [2](#) [3](#)

Fanon, Frantz [1](#)

Farber, David [1](#)

Farrakhan, Louis [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Farrell, James [1](#)

Field, Marshall [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Fielden, Samuel [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Figueroa, Raymond [1](#)

Filene, Edward [1](#)

Fioretti, Robert (Bob) [1](#) [2](#) [3](#)

Fischer, Adolph [1](#)
Fish, John Hall [1](#) [2](#)
Flores, Manuel [1](#) [2](#)
Florida, Richard [1](#) [2](#)
Forbes, John Murray [1](#)
Ford, Henry [1](#)
Forsyth (capitaine) [1](#) [2](#)
Fort, Jeff [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)
Frank, Thomas [1](#) [2](#)
Frazier, Franklin E. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)
Friedman, Milton [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)
Frost, Wilson [1](#)
Fry, John [1](#) [2](#) [3](#)
Fulton, Robert [1](#)
Gallagher (chasseur d'esclaves) [1](#)
Gamson, William [1](#)
Garcia, Jesus (Chuy) [1](#)
Garrison, William Lloyd [1](#)
Gehry, Frank [1](#) [2](#)
Genet, Jean [1](#)
Gieryk, Teodor [1](#)
Gillespie, Dizzy [1](#)
Gillespie, Frank [1](#) [2](#)
Gilroy, Paul [1](#)
Gingrich, Newt [1](#)
Gitlin, Todd [1](#)
Giuliani, Rudolph [1](#)
Glade, Herman [1](#)
Goffman, Erving [1](#)
Gompers, Samuel [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)
Goodell, William [1](#)

Goodman, Benny [1](#) [2](#)

Gordon, Robert [1](#)

Gore, Bobby [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Graham, Donald M. [1](#)

Grant, Madison [1](#)

Gray, Charles [1](#)

Green, Adam [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Greenlee, Gus [1](#) [2](#)

Grégoire XVI [1](#)

Gregory, Dick [1](#)

Grimshaw, William [1](#)

Grossman, James [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Grudzinski, Louis [1](#)

Gunsaulus (révérend) [1](#)

Gusenberg, Frank (TightLips) [1](#) [2](#)

Gutiérrez, Luis [1](#)

Gutman, Herbert [1](#)

Guy, Buddy [1](#)

Guzik, Jake [1](#)

Hairston, Eugene [1](#)

Haley, Bill [1](#) [2](#)

Hall, Stuart [1](#)

Haller, Mark [1](#)

Hampton, Fred (dit ChairmanFred) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#)
[15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#)

Hancock, John [1](#)

Handy, William Christopher [1](#)

Hanrahan, Edward [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Harper, William Rainey [1](#)

Harris, Duck (James) [1](#)

Harris, Robert H. [1](#) [2](#) [3](#)

Harrison, Carter [1](#)
Harvey, David [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)
Harvey, William [1](#)
Hawkins, Coleman [1](#)
Hawks, Howard [1](#)
Hebdige, Dick [1](#)
Hefner, Hugh [1](#)
Heimoski, Frank J. [1](#) [2](#)
Henson (révérend) [1](#)
Himes, Chester [1](#)
Hines, Earl [1](#)
Hirsch, Arnold [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)
Hirsch, Eric [1](#)
Hitler, Adolf [1](#)
Hobsbawm, Eric [1](#)
Hodur, Franciszek [1](#)
Hoffman, Nicholas von [1](#) [2](#) [3](#)
Holman, Claude [1](#)
Holman, Lucien [1](#)
Hoover (Mme) [1](#)
Hoover, Herbert [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)
Hoover, J. Edgar [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)
Hoover, Larry [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)
Hossack, John [1](#)
Houghteling, Leila [1](#)
Hounshell, David [1](#)
Howard, Betty [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)
Howlin' Wolf [1](#)
Hughes, Howard [1](#)
Hughes, Langston [1](#) [2](#)
Humphrey, Hubert [1](#)

Ice Cube [1](#) [2](#)

Jackson, Daniel [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)

Jackson, Jesse [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Jackson, Joseph H. [1](#) [2](#)

Jackson, Mahalia [1](#) [2](#) [3](#)

Jackson, Maynard [1](#)

Jameson, Fredric [1](#)

Jarrett, Valerie [1](#)

Jefferson, Blind Lemon [1](#)

Jenney, William Le Baron [1](#) [2](#) [3](#)

Jimenez, José (ChaCha) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Johnson, Bruce [1](#)

Johnson, Charles [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Johnson, Elijah [1](#)

Johnson, Eudora [1](#) [2](#)

Johnson, Jack [1](#)

Johnson, James Weldon [1](#)

Johnson, John [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Johnson, John (Mushmouth) [1](#) [2](#) [3](#)

Johnson, Lyndon B. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Jolliet, Louis [1](#)

Jones (frères) [1](#) [2](#)

Jones, Dick [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Jones, John [1](#)

Jones, Mary [1](#)

Jones, Ogden [1](#) [2](#)

Jones, Teenan [1](#) [2](#)

Jones, William E. [1](#)

Jonveaux, Émile [1](#)

Joravsky, Ben [1](#)

Jordan, Lewis [1](#)

Jordan, Michael [1](#)

Juarez, Benito [1](#)

Judd, Dennis [1](#)

Kapoor, Anish [1](#)

Katz, Michael [1](#) [2](#) [3](#)

Keane, Thomas [1](#) [2](#)

Kelley, Robin D.G. [1](#) [2](#)

Kellum, David W. [1](#) [2](#)

Kelly, Edward J. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)
[20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#)

Kennedy, John C. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Kennedy, John Fitzgerald [1](#) [2](#) [3](#)

Kennedy, Joseph [1](#)

Kennedy, Robert [1](#)

Kennelly, Martin H. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)

Keppard, Freddie [1](#)

Kerouac, Jack [1](#)

Keynes, John Maynard [1](#)

Kimpton, Lawrence [1](#) [2](#)

King, Martin Luther [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)
[19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#)
[41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#)

Kinzie, John [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Kinzie, Juliette Magill [1](#)

Klein, Jennifer [1](#)

Klinenberg, Eric [1](#) [2](#) [3](#)

Kohl, Helmut [1](#)

Kohlsaat, Herman [1](#)

Kramer, Fred [1](#)

La Follette, Robert M. [1](#)

Landry, Lawrence [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Lansky, Meyer [1](#) [2](#) [3](#)

Lassalle, Ferdinand [1](#)

Latrobe, Charles [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Lawrence, Jacob [1](#)

Lazeroni, Casmero [1](#)

Lefebvre, Henri [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Lehman, Frederick [1](#)

Lehman, Nicholas [1](#)

Leiter, Levi [1](#) [2](#) [3](#)

Leland, Frank [1](#)

Lévi-Strauss, Claude [1](#)

Levi, Julian [1](#) [2](#)

Levine, Lawrence [1](#)

Lewing, Fred [1](#) [2](#)

Lewis, Benjamin [1](#) [2](#)

Lewis, John [1](#)

Lewis, Karen [1](#)

Lil' Wayne [1](#) [2](#)

Lincoln, Abraham [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Lippincott, Sara Jane [1](#)

Little Walter [1](#) [2](#)

Lloyd, Richard [1](#)

Lloyd, Willie [1](#)

Lomax, John [1](#)

Lopez, José E. [1](#)

Louis, Joe [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Lowden, Frank [1](#) [2](#)

Lozano, Rudy [1](#) [2](#)

Lumpkin, Katherine [1](#)

Lynd, Helen Merrell [1](#)

Lynd, Robert [1](#)

Lyne, Sheila [1](#)

MacArthur, Douglas [1](#)

Madden, Martin [1](#)

Mailer, Norman [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Majerczyk, Aloysius [1](#) [2](#) [3](#)

Malcolm X (de son vrai nom Malcolm Little) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Maritain, Jacques [1](#) [2](#) [3](#)

Marquette, Jacques [1](#) [2](#)

Martineau, Harriet [1](#)

Marx, Karl [1](#) [2](#)

Marzullo, Vito [1](#) [2](#)

McCain, John [1](#)

McCarthy, Eugene [1](#)

McCarthy, Garry [1](#) [2](#)

McClellan, John [1](#) [2](#)

McCormick, Cyrus Jr. [1](#) [2](#)

McCormick, Leander [1](#) [2](#)

McCoy, Joe [1](#)

McDowell, Mary [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)

McFetridge, William [1](#)

McGovern, George [1](#) [2](#) [3](#)

McIlherron, Jim [1](#)

McKay, Claude [1](#)

McTeer Hudson, Heather [1](#)

Mead, George Herbert [1](#)

Mears, Charles [1](#)

Mears, Nathan [1](#)

Melamed, Leo [1](#)

Mell, Richard [1](#) [2](#)

Memphis Minnie (de son vrai nom Lizzie Douglas) [1](#) [2](#)

Mencken, H.L. [1](#)

Mendell, David [1](#)

Merriam, Robert [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Metcalf, Gordon [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Metcalf, Ralph [1](#) [2](#) [3](#)

Meyer, Albert [1](#) [2](#) [3](#)

Mies van der Rohe, Ludwig [1](#) [2](#) [3](#)

Miller, Robert [1](#)

Mills, John [1](#)

Miltmore, Ira [1](#)

Mitchell, Arthur [1](#) [2](#)

Molinari, Gustave de [1](#)

Mondale, Walter [1](#)

Monk, Thelonious [1](#)

Morales, Jorge [1](#)

Moran, George (Bugs) [1](#) [2](#)

Moresco, Victoria [1](#) [2](#)

Morton, Jelly Roll [1](#) [2](#)

Moseley Braun, Carol [1](#) [2](#) [3](#)

Motley, William [1](#)

Motts, Robert [1](#)

Moynihan, Daniel [1](#) [2](#)

Muhammad, Elijah [1](#)

Mundelein, George William (archevêque de Chicago) [1](#)

Munn, Ira [1](#)

Mussolini [1](#)

Myrdal, Gunnar [1](#)

Nash, Patrick [1](#)

Nelson, Bruce [1](#)

Ness, Eliot [1](#) [2](#)

Nixon, Richard [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Nusbaum, Aaron [1](#)

NWA (Niggaz With Attitude) [1](#)

O'Banion, Charles [1](#) [2](#) [3](#)

O'Connor, Patrick [1](#)

O'Leary (Mme) [1](#)

O'Neal, William [1](#) [2](#) [3](#)

Obama, Barack [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)
[21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#)

Obama, Michelle [1](#) [2](#) [3](#)

Ogburn, William Fielding [1](#)

Ogden, William B. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Oliver, Joe (King) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Orange, James [1](#)

Orozco, Raymond [1](#) [2](#)

Orsi, Robert [1](#)

Osborne, William [1](#)

Osofsky, Gilbert [1](#)

Overton, Anthony [1](#)

Owens, Jesse [1](#)

Pace, Harry [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Pacyga, Dominic [1](#)

Palin, Sarah [1](#)

Palmer, Alvin [1](#) [2](#) [3](#)

Palmer, Lu [1](#)

Palmer, Potter [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Park, Robert [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Parker, Charlie [1](#)

Parks, Rosa [1](#)

Parsons, Albert [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Parsons, Lucy [1](#)

Pattillo, Mary [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Pauli, Gianni (de son vrai nom John Powers) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Pepper, Claude [1](#)

Picasso, Pablo [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Pinet, Pierre [1](#) [2](#)

Pleck, Elizabeth [1](#)

Point du Sable, Jean-Baptiste [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Pollack, Ben [1](#)

Powell, Adam Clayton [1](#) [2](#)

Powers, John : voir Pauli, Gianni [1](#)

Prager, Robert [1](#)

Presley, Elvis [1](#) [2](#) [3](#)

Public Enemy (groupe) [1](#)

Pucinski, Roman [1](#)

Pullman, George [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)

Quarter, William [1](#) [2](#)

Quinn, Pat [1](#)

Raby, Albert [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Ragen, Frank [1](#)

Rainey, Ma [1](#) [2](#)

Rakove, Milton [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Randolph, Philip A. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Rayner, Ahmad [1](#) [2](#)

Reagan, Ronald [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Reckless, Walter [1](#)

Redmond, James [1](#)

Reed, Adolph Jr. [1](#) [2](#)

Rendell, Edward [1](#)

Reyes, Victor [1](#)

Rhode, Paul [1](#)

Ribicoff, Abraham [1](#) [2](#)

Ricœur, Paul [1](#)

Rittenberg, Ivan [1](#)

Robinson, Bill [1](#)

Robinson, Chester [1](#) [2](#)

Rockefeller, John Davison [1](#) [2](#)

Rockwell, George Lincoln [1](#)

Rodriguez, Matt [1](#) [2](#)

Roebuck, Alvah [1](#) [2](#)

Rogosin, Donn [1](#)

Romney, Mitt [1](#)

Roosevelt, Franklin Delano [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Roosevelt, Theodore [1](#)

Root, John Wellborn [1](#)

Rose, Don [1](#)

Rose, George (Watusi) [1](#)

Rosenwald, Julius [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)

Rousiers, Paul de [1](#) [2](#)

Royko, Mike [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Rubloff, Arthur [1](#) [2](#) [3](#)

Rush, Bobby [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Rush, Otis [1](#)

Russell, Charles Edward [1](#) [2](#)

Rustin, Bayard [1](#) [2](#) [3](#)

Ryan, George [1](#)

Sachot, Octave [1](#)

Sachs, Paul [1](#)

Sandburg, Carl [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Sanderson, Allen [1](#)

Santiago, Miguel [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Sartre, Jean-Paul [1](#)

Sassen, Saskia [1](#) [2](#)

Sawyer, Eugene [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Scala, Florence [1](#) [2](#)

Scammon (banquier) [1](#)

Schiller, Friedrich von [1](#)

Schmidt, Kasper [1](#)

Schneirov, Richard [1](#)

Schoenhofen, Peter [1](#)

Scott, Emmett J. [1](#) [2](#)

Scott, George [1](#)

Sears, Richard [1](#) [2](#) [3](#)

Seipp, Conrad [1](#)

Self, Robert [1](#) [2](#)

Sengstacke, John [1](#) [2](#)

Sennett, Richard [1](#)

Shakespeare, William [1](#)

Sheil, Bernard [1](#)

Shirreff, Patrick [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Silber (rabbin) [1](#)

Silverstein, Joseph [1](#)

Simpson, Dick [1](#)

Simpson, E.F. [1](#) [2](#)

Simpson, Rose [1](#)

Sinatra, Frank [1](#)

Sinclair, Upton [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Singleton, Zutty [1](#)

Skerrett, Ellen [1](#)

Skidmore, William [1](#)

Slim, Memphis [1](#)

Small, Albion [1](#)

Smiley, J. Hockley [1](#)

Smith, Bessie [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Smith, Mamie [1](#) [2](#)

Smith, Neil [1](#) [2](#)

Snow, George Washington [1](#)

Solis, Danny [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Soliz, Juan [1](#)

Sowell, Thomas [1](#) [2](#)

Spalding, Albert [1](#)

Spear, Allan [1](#) [2](#)

Spies, August [1](#) [2](#) [3](#)

Squires, Bob [1](#) [2](#) [3](#)

Stampp, Kenneth [1](#) [2](#)

Stamps, Marion Nzinga [1](#)

Stanford, Max [1](#)

Stark, Paul [1](#)

Steele, Shelby [1](#) [2](#)

Stevenson, Adlai [1](#)

Stevenson, Otto [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Stratton, William [1](#) [2](#) [3](#)

Stritch, Samuel [1](#)

Stroger, John [1](#)

Sugrue, Thomas [1](#) [2](#)

Sullivan, Frank [1](#)

Sullivan, Louis [1](#) [2](#) [3](#)

Swearingen, John [1](#)

Sweatman, Wilbur [1](#) [2](#)

Sweeney, William Allison [1](#)

Swibel, Charles [1](#)

Swift, Gustavus [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)

Tappan, Arthur [1](#)

Tauber, Frank [1](#)

Taylor, Elizabeth [1](#)

Taylor, Koko [1](#)

Taylor, Robert [1](#)

Terkel, Studs [1](#)

Thatcher, Margaret [1](#)

Thayer, John [1](#)

Thomas, William I. [1](#)

Thompson, E.P. [1](#)

Thompson, James [1](#) [2](#)

Thompson, William Hale (BigBill) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#)
[15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)

Thrasher, Frederic [1](#) [2](#)

Tibbits, Clark [1](#)

Tilden, Edward [1](#)

Till, Emmett [1](#) [2](#) [3](#)

Tillman, Dorothy [1](#) [2](#) [3](#)

Tolnay, Stephen [1](#)

Torrio, John (theFox) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Touraine, Alain [1](#)

Truman, Harry [1](#)

Vallas, Paul [1](#)

Van Osdel, John [1](#)

Velasquez, Arturo [1](#)

Venkatesh, Sudhir [1](#)

Vrdolyak, Edward [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Wagner, Clarence [1](#)

Walker, William [1](#)

Wallace, George [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Ward, Aaron Montgomery [1](#) [2](#) [3](#)

Ward, Eber [1](#)

Warner, Seth [1](#)

Warner, W. Lloyd [1](#) [2](#)

Washington, Booker T. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Washington, Harold [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)

[19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#)
[41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#)
[63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#) [71](#) [72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#)

Waters, Ethel [1](#)

Waters, Muddy [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Watkins, Robert [1](#) [2](#)

Weber, John Pitman [1](#)

Webster, Milton [1](#) [2](#)

Weis, Jody [1](#)

Weldon, Casey Bill [1](#)

Wells, Ida [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Wells, Junior [1](#)

West, Cornel [1](#)

Whistler, John [1](#)

White, Richard [1](#) [2](#)

Wilkerson, Isabel [1](#)

Williams, Eugene [1](#) [2](#)

Williams, Mayo [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Williams, Raymond [1](#)

Williams, Rufus [1](#)

Williamson, Sonny Boy [1](#)

Willis, Benjamin [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Wilson, James Q. [1](#)

Wilson, Orlando [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Wilson, William Julius [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Winfrey, Oprah [1](#)

Wirth, Louis [1](#)

Wonder, Stevie [1](#)

Wong, Jimmy [1](#)

Wood, Elizabeth [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Wood, Natalie [1](#)

Wood, Robert [1](#) [2](#)

Wright, Jeremiah [1](#) [2](#) [3](#)

Wright, Richard [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

X-Clan (groupe) [1](#)

Young, Coleman [1](#)

Zangara, Giuseppe [1](#)

Zizek, Slavoj [1](#)

Znaniński, Florian [1](#)

Crédit des illustrations

p. 11 : © P. Quintin, 2008. – p. 27 : © Library of Congress. – p. 37 : © Chicago History Museum. – p. 41 : © Photothèque Hachette. – p. 43 : © Library of Congress. – p. DR. – p. 60-61 : © Photothèque Hachette. – p. 66 : © Library of Congress. – p. 75 : © Library of Congress. – p. 76 : © Chicago History Museum. – p. 78 : © Photothèque Hachette. – p. 79 : © Chicago History Museum. – p. 82 : © Photothèque Hachette. – p. 100 : © Bettmann/CORBIS. – p. 104 : © Underwood & Underwood/Corbis. – p. 113 : © Chicago History Museum. – p. 136 : © Library of Congress. – p. 137 : © Library of Congress. – p. 150 : © Library of Congress. – p. 161 : © Library of Congress. – p. 166 : © Library of Congress. – p. 187 : © Library of Congress. – p. 192 : © Library of Congress. – p. 193 : © H. Armstrong Roberts/ClassicStock/Corbis. – p. 215 : © Bettmann/CORBIS. – p. 221 : © Corbis. – p. 229 : © Michael Ochs Archives/Corbis. – p. 231 : © Terry Cryer/CORBIS. – p. 247 : © Bettmann/CORBIS. – p. 258 : © iofoto/Shutterstock.com. – p. 297 : © Bettmann/CORBIS. – p. 306 : © Bettmann/CORBIS. – p. 324 : © Bettmann/CORBIS. – p. 330 : © Bettmann/CORBIS. – p. 339 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 341 : © Bettmann/CORBIS. – p. 342 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 344 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 346 : © Bettmann/CORBIS. – p. 354 : © Bettmann/CORBIS. – p. 364 : © Library of Congress. – p. 378 : © John Kershner/Shutterstock.com. – p. 384 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 387 : © Ralf-Finn Hestoft/CORBIS. – p. 398 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 401 : © Richard Cavalleri/Shutterstock.com. – p. 406 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 422 : © Atelier de cartographie de Sciences Po. – p. 423 : © City of Chicago. – p. 428 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 431 : © Carol Highsmith, Library of Congress. – p. 437 : © Ralf-Finn Hestoft/Corbis. – p. 441 : © Atomazul/Shutterstock.com. – p. 445 : © Theresasc75/Shutterstock.com

Notes

Introduction

1. Cette image parodique a été popularisée par l'émission télévisée satirique *Saturday Night Live* dans les années 1980.

2. Richard Wright, introduction au livre de St. Clair Drake et Horace A. Cayton, *Black Metropolis : A Study of Negro Life in a Northern City* [1945], Chicago, University of Chicago Press, 1993, p. xviii.

3. Voir par exemple Gerald Suttles, *The Social Order of the Slum : Ethnicity and Territory in the Inner City*, Chicago, University of Chicago Press, 1970 ; William M. Tuttle, *Race Riot : Chicago in the Red Summer of 1919*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1970 ; William Kornblum, *Blue Collar Community*, Chicago, University of Chicago Press, 1975 ; Arnold Hirsch, *Making the Second Ghetto : Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1983.

4. Fredric Jameson, *Postmodernism, or the Cultural Logic of Late Capitalism*, Durham, Duke University Press, 1990.

5. À ce jour, la seule autre monographie historique sérieuse couvrant l'évolution de Chicago sur la longue durée est celle de Dominic Pacyga, *Chicago : A Biography* (2009). Mais ce livre ne traite de la grande époque de la mondialisation que de manière schématique et rapide. Les décennies 1990 et 2000, qui virent Chicago atteindre son actuelle position internationale sous la direction de son maire Richard Daley, n'occupent que douze pages d'un livre qui en compte plus de quatre cents.

6. Le seul autre livre sur Chicago qui va dans cette direction est celui de Larry Bennett, *The Third City : Chicago and American Urbanism*, Chicago, University of Chicago Press, 2010. Certes, Bennett, l'un des principaux tenants de la nouvelle école de Chicago, n'est pas historien, mais il se veut attentif à la manière dont le passé de Chicago a pesé sur son évolution récente. Pourtant, *Third City* tient davantage de l'essai que de l'analyse historique, traite essentiellement de l'ère Richard M. Daley (1989-2011) et des questions de forme urbaine, et est finalement d'une portée limitée. En outre, l'attention minime accordée par Bennett au Chicago noir néglige une grande partie de l'histoire de la ville.

7. Le modèle dit « en zones concentriques » (connu également sous le nom de « modèle de Burgess ») a été élaboré par les créateurs de l'école de Chicago Ernest Burgess et Robert Park dans leur étude fondatrice *The City*, publiée en 1925.

8. Michael J. Dear (dir.), *From Chicago to LA : Making Sense of Urban Theory*, Thousand Oaks (Californie), Sage, 2002. On peut en réalité faire remonter la genèse de l'école de Los Angeles à plus de dix ans plus tôt, lorsque Mike Davis affirma, dans son livre devenu classique *City of Quartz*, « mettre au jour l'avenir de Los Angeles ». Voir Mike Davis, *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles* [1991], Londres, Verso, 2006.

9. Dick Simpson et Tom M. Kelly, « The New Chicago School of Urbanism and the New Daley Machine », *Urban Affairs Review*, 44, novembre 2008, p. 218-238. Les chercheurs spécialistes de la politique new-yorkaise ont eux aussi pesé dans cette discussion : voir par exemple John Mollenkopf, « School is Out : The Case of New York City », *Urban Affairs Review*, 44, novembre 2008, p. 239-265.

10. Voir John P. Koval, « An Overview and Point of View », in John P. Koval et al., *The New Chicago : A Social and Cultural Analysis*, Philadelphie, Temple University Press, 2006, et Terry Nichols Clark, « The New Chicago School », in Dennis R. Judd et Dick Simpson, *The City, Revisited : Urban Theory from Chicago, Los Angeles, and New York*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2011, p. 220-241. Voir aussi Simpson et Kelly, « The New Chicago School of

11. Ironiquement, pendant les douze années d'interrègne entre les administrations de Richard J. Daley et de son fils Richard M., la politique de Chicago devint assez litigieuse – en particulier pendant les dites « guerres du conseil », qui éclatèrent au sein du conseil municipal pendant le mandat du seul maire noir de la ville élu par le vote populaire, Harold Washington.

Chapitre premier

Aux origines de Chicago (1670-1870)

12. Les rivalités impériales entre Britanniques, Français et Espagnols sur le continent nord-américain firent que les Indiens servirent souvent de forces supplétives, négociant leur ralliement en fonction de leurs intérêts propres. Les épisodes américains des guerres de la Ligue d'Augsbourg (1689-1697), de Succession d'Espagne (1702-1713), de Succession d'Autriche (1744-1748) et, surtout, celui de la guerre de Sept Ans (1754-1763), mirent à contribution des milices indiennes – notamment les Abenaki et les Mohawks du côté français, les Chickasaws et les Cherokees du côté anglais. Après la défaite française, sanctionnée par le premier traité de Paris (1763), la France ne fut plus une puissance coloniale majeure en Amérique du Nord.

13. Charles Balesi, « The Time of the French in the heart of North America, 1673-1818 », Chicago, Alliance française de Chicago, p. 76.

14. Richard White, *Le Middle Ground. Indiens, empires et républiques dans la région des Grands Lacs, 1650-1815*, Paris, Anacharsis, 2009.

15. Son nom même n'est pas assuré : on trouve Point du Sable, Pointe du Sable, Point Sable, dans les textes du XIX^e siècle.

16. Sur la maison Du Sable à l'Exposition universelle, voir Christopher Robert Reed, « A Reinterpretation of Black Strategies for Change at the Chicago World's Fair, 1933-1934 », *Illinois Historical Journal*, vol. 81, n° 1 (printemps 1988), p. 2-12.

17. Jean-Jacques Ampère, *Promenade en Amérique*, Paris, Michel Lévy, 1856, tome II, p. 188.

18. William Cronon, *Nature's Metropolis : Chicago and the Great West*, New York, Norton, 1992, p. 29.

19. John D. Caton, cité par Bessie Louise Pierce, *A History of Chicago* [1937], vol. I, Chicago, University Press of Chicago, 2007, p. 42.

20. Patrick McLearn, « Speculation, Promotion and the Panic of 1837 in Chicago », *Journal of the Illinois State Historical Society*, n° 62, 1969, p. 135-146.

21. Harriet Martineau, *Society in America*, Sounders and Otley, 1837, vol. III, p. 188, réimprimé par Nabu Press en 2009.

22. Juliette Kinzie, *Wau-Bun : The Early Days in the Northwest*, Philadelphie, Lippincott, 1873, chapitre XVII, « Chicago in 1831 », p. 150.

23. Charles J. Latrobe, *The Rambler in North America*, Londres, 1835, p. 149.

24. Patrick Shirreff, *Shirreff's Tour through North America*, Carlisle, Applewood Books, 1835, p. 227-228.

25. *Ibid.*

26. Dallas L. Jones, « Chicago in 1833. Impressions of Three Britishers », *Journal of the Illinois State Historical Society*, 47, 2, 1954, p. 167-175.

27. Émile Jonveaux, *L'Amérique actuelle*, Paris, 1869 ; Octave Sachot, *Les Grandes Cités de l'Ouest américain*, 1874 ; Jean-Jacques Ampère, *Promenade en Amérique*, 1855 ; Florimond de Basterot, *De Québec à Lima*, 1860 ; Francis de Castelnau, *Vues et souvenirs de l'Amérique du*

Nord, Paris, 1842 ; Ernest Duvergy de Hauranne, *Huit mois en Amérique*, Paris, 1866 ; Gustave de Molinari, *Lettres sur les États-Unis et le Canada*, Paris, 1876.

28. Jean-Jacques Ampère, *Promenade en Amérique*, Paris, Calmann-Lévy, vol. I, p. 185 et suivantes.

29. Theodore Dreiser, *Sister Carrie*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2010, p. 36-37.

30. Norman Dwight Harris, *History of Negro Slavery in Illinois and of the Slavery Agitation in that State*, Chicago, University of Chicago Press, 1904, p. 7 et suivantes.

31. Recensements de 1800 et 1820, « territoire et État de l'Illinois ».

32. Census for 1820, Washington, 1821, « Aggregate Amount of Each Description of Persons in the District of Illinois », p. 157-158 ; Returns of the Fifth Census, p. 37-38 (Illinois).

33. Sixth Census. Enumeration of the Inhabitants and Statistics of the United States, part V, p. 84 et suivantes.

34. William Goodell, « The Christian's Duty to the Slave », *Western Citizen*, 27 juin 1844.

35. *Western Citizen*, 1^{er} février 1844.

36. *Western Citizen*, 14 mars 1844.

37. *Western Citizen*, 29 août 1848 et 25 octobre 1850.

38. « All persons [...] shall be entitled to the full and equal enjoyment of [...] inns, restaurants, eating houses, barber shops, theatres and public conveyances on land and water and all other public accommodations. »

39. Elizabeth Dale, « Social Equality Does Not Exist Among Themselves, Nor Among Us », *American Historical Review*, 102, 2, 1997, p. 311-339.

40. James William Putnam, *The Illinois and Michigan Canal. A Study in Economic History*, Chicago, University of Chicago Press, 1918.

41. Cronon, *Nature's Metropolis*, op. cit., p. 71.

42. Edward Ranney et Emily Harris, *Prairie Passage : The Illinois and Michigan Canal Corridor*, Urbana, University of Illinois Press, 1998.

43. Craig Buettinger, « Economic Inequality in Early Chicago, 1849-1850 », *Journal of Social History*, 11, 3, 1978, p. 413-418.

44. David W. Galenson, « Economic Opportunity on the Urban Frontier : Nativity, Work and Wealth in Early Chicago », *The Journal of Economic History*, 51, 3, 1991, p. 581-603.

45. Cité par Harold Mayer et Richard Wade, *Chicago. Growth of a Metropolis*, Chicago, University Press of Chicago, 1969, p. 102.

46. Robin Einhorn, *Property Rules : Political Economy in Chicago, 1833-1872*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

Chapitre 2

La ville des gros bras

47. « Découpeur de porcs pour le monde,/ Outilleur, ouvrier des silos,/ Cheminot du rail et des wagons de fret,/ Colérique, costaud, bagarreur,/ La ville des larges épaules. » Carl Sandburg, *Chicago Poems*, 1916.

48. Theodore Dreiser, *Sister Carrie*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2010, p. 18 et 28.

49. Une charte était signée entre les pouvoirs publics d'un État et un groupe d'investisseurs, offrant un monopole en échange d'engagements de service.

50. Bessie Louise Pierce, *A History of Chicago*, Chicago, University Press of Chicago, 1957,

vol. II, p. 36.

51. William Cronon, *Nature's Metropolis. Chicago and the Great West*, New York, Norton, 1992, p. 110.

52. Perry Duis, *Challenging Chicago. Coping with Everyday Life, 1837-1920*, Urbana, University of Illinois Press, 1998, p. 45.

53. Pierce, *A History of Chicago*, vol. II, *op. cit.*, p. 45.

54. *Chicago Tribune, Annual Review*, 1869.

55. Alfred Chandler, « Patterns of American Railroad Finance, 1830-50 », *Business History Review*, 28, 3, 1954.

56. Harold Mayer et Richard Wade, *Chicago. Growth of a Metropolis*, Chicago, University of Chicago Press, 1973.

57. Cette gare fut immortalisée au cinéma par une scène de *La Mort aux trousses* d'Alfred Hitchcock (1959).

58. Cronon, *Nature's Metropolis*, *op. cit.*, chapitre III, p. 97 et suivantes.

59. Liston Edgington Leyendecker, *Palace Car Prince : A Biography of George Mortimer Pullman*, Boulder, University of Colorado Press, 1992.

60. Joe Welsh, Billy Howes, Kevin Holland, *The Cars of Pullman*, New York, Voyageur Press, 2010.

61. Voir la une du *Chicago Tribune*, « Bound for Glory », 18 janvier 2009.

62. Stanley Buder, *Pullman : An Experiment in Industrial Order and Community Planning, 1880-1930*, New York, Oxford University Press, 1970.

63. Richard Ely, « Pullman, a Social Study », *Harper's Monthly*, 70, février 1885, p. 452-466.

64. Paul de Rousiers, *La Vie américaine. Ranches, fermes et usines*, Paris, Firmin-Didot, 1892.

65. *Ibid.*, p. 77-78.

66. Upton Sinclair, *La Jungle*, Paris, Le Livre de poche, 2003, p. 41-42.

67. Georges Duhamel, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930, p. 118 et 122.

68. Cronon, *Nature's Metropolis*, *op. cit.*, chapitre v.

69. Duhamel, *Scènes de la vie future*, *op. cit.*, p. 120.

70. *Ibid.*

71. Roger Horowitz, *Putting Meat on the American Table : Taste, Technology, Transformation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2005.

72. Alfred Chandler, « Integration and Diversification as Business Strategies. A Historical Analysis », *Business and Economic History, Second Series*, Business History Conference, 1959 (publié en 1990).

73. Chicago Board of Trade, 27th Annual Report, p. 13.

74. Duhamel, *Scènes de la vie future*, *op. cit.*, p. 124.

75. Charles Edward Russell, *The Greatest Trust in the World*, New York, 1905. Voir aussi Robert Aduddell et Louis Cain, « Public Policy toward the Greatest Trust in the World », *Business History Review*, 2, 1981, p. 217-242.

76. Dan Barry, « Once the Butcher for the World, Now a Quarter-Acre lot », *The New York Times*, 1^{er} avril 2007.

77. De Rousiers, *La Vie américaine*, *op. cit.*, p. 78.

78. Duhamel, *Scènes de la vie future*, op. cit., p. 128.
79. James Barrett, *Work and Community in the Jungle. Chicago's Packinghouse Workers, 1894-1922*, Urbana, University of Illinois Press, 1987.
80. Rick Halpern, *Down on the Killing Floor: Black and White Workers in Chicago's Packinghouses, 1904-54*, Urbana, University of Illinois Press, 1997.
81. Jane Addams, *Twenty Years at Hull House*, New York, Signet Classic, 1999.
82. Dominic Pacyga, *Polish Immigrants and Industrial Chicago. Workers on the South Side, 1880-1922*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, p. 161.
83. Ernest Talbert, *Opportunities in Schools and Industry for Children of the Stock Yards District*, Chicago, 1912 ; Louise Montgomery, *The American Girl in the Chicago Stock Yard District*, Chicago, 1913 ; John C. Kennedy, *Wages and Family Budgets in the Chicago Stock Yards District*, Chicago, 1914.
84. Anderson aurait été émancipé par Cyrus McCormick, qui lui aurait versé une allocation jusqu'à sa mort en 1888. On ne sait de lui que ce qu'en dit McCormick dans *Seed-Time, 1809-1856*, Chicago, The Century, 1930.
85. David Hounshell, *From the American System to Mass-Production: The Development of Manufacturing Technology in the United States*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1984, chapitre iv.
86. Olivier Zunz, *L'Amérique en col blanc. L'invention du tertiaire, 1870-1920*, Paris, Belin, 1991, chapitre premier.
87. Hounshell, *From the American System to Mass Production*, op. cit., p. 167.
88. Zunz, *L'Amérique en col blanc*, op. cit., p. 162-163.
89. *Ibid.*, p. 166-170.
90. Boris Emmet et John Jeuk, *Catalogues and Counters: A History of Sears, Roebuck & Company*, Chicago, University of Chicago Press, 1965.
91. John Jeuk, *Catalogue and Counters: A History of Sears, Roebuck and Company*, Chicago, University of Chicago Press, 1950.
92. Peter M. Ascoli, *Julius Rosenwald: The Man Who Built Sears, Roebuck and Advanced the Cause of Black Education in the American South*, Bloomington, Indiana University Press, 2006.
93. « Sears History, Early 1900s », archives Sears en ligne : <http://www.searsarchives.com/history/history1900s.htm>.
94. Susan Porter Benson, *Counter Cultures: Saleswomen, Managers and Customers in American Department Stores, 1890-1940*, Urbana, University of Illinois Press, 1986.
95. Dreiser, *Sister Carrie*, op. cit., chapitre I.
96. Zunz, *L'Amérique en col blanc*, op. cit., p. 184-197.
97. Hugh Morrison, *Louis Sullivan: Prophet of Modern Architecture*, New York, Norton, 2001.
98. Norman Bolotin et Christine Laing, *The World's Columbian Exposition: The Chicago World's Fair of 1893*, Urbana, University of Illinois Press, 2002.
99. Carl Smith, *The Plan of Chicago: Daniel Burnham and the Remaking of the American City*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

Chapitre 3

Le tissu social

100. Sara Jane Lippincott (Grace Greenwood), *New Life in New Lands*, New York, J.B. Ford, 1873, p. 27.

101. Les chiffres sont disponibles dans le *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to the Present*, et à l'article « Demography » dans Grossman, *The Encyclopaedia of Chicago*, p. 233.

102. L'assurance vie, activité commerciale qui prit son essor à Chicago dans les années 1880 et 1890, reposait sur le pari d'une baisse générale de la mortalité et sur une démarche volontariste de médecine et d'hygiène publique pour parvenir à cet objectif. Les données compilées par ces compagnies concernant la mortalité sont une source précieuse pour les historiens.

103. Voir le chapitre premier.

104. Sur le choléra, l'ouvrage classique est celui de Charles E. Rosenberg, *The Cholera Years. The United States in 1832, 1849 and 1866*, Chicago, University of Chicago Press, 1987 ; sur la tuberculose, on lira Georgina D. Feldberg, *Disease and Class. Tuberculosis and the Shaping of Modern North American Society*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1995.

105. Sur le Mercy Hospital, lire Joy Clough, *In Service to Chicago : The History of Mercy Hospital*, Chicago, Mercy Hospital, 1979. Plus généralement, voir Charles Rosenberg, *The Care of Strangers*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1987, et Rosemary Stevens, *In Sickness and in Wealth. American Hospitals in the 20th Century*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989.

106. Jean-Michel Chapoulie, *La Tradition sociologique de Chicago, 1892-1961*, Paris, Seuil, 2001.

107. Lawrence McCaffrey, Ellen Skerett, Michael Funchion et Charles Fanning, *The Irish in Chicago*, Urbana, University of Illinois Press, 1987.

108. James Swan, *Chicago's Irish Legion : The 90th Illinois Volunteers in the Civil War*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2009.

109. John A. McDonald, *Troublous Times in Canada. A History of the Fenian Raids of 1866 and 1870*, Toronto, W.S. Johnson, 1910 ; M.J. Kelly, *The Fenian Ideal and Irish Nationalism, 1882-1916*, Ipswich, Boydell Press, 2009 ; Jean Guiffan, *La Question d'Irlande*, Paris, Éditions Complexe, 2006.

110. Perry Duis, *The Saloon : Public Drinking in Chicago and Boston, 1880-1920*, Urbana, University of Illinois Press, 1998, p. 216-217.

111. Christiane Harzig, « Germans », in Grossman, *Encyclopaedia of Chicago*, op. cit.

112. Maureen Ogle, *Ambitious Brew : The Story of American Beer*, New York, Mariner Book, 2007.

113. Zunz, *L'Amérique en col blanc*, op. cit., chapitre 3.

114. *Chicago Weekly Democrat*, 26 janvier 1856, cité par Pierce, *A History of Chicago*, op. cit., volume II, p. 435.

115. Mary Patrice Herdmann, *Opposite Poles : Immigrants and Ethnicity in Polish Chicago, 1976-1990*, College Park, Pennsylvania State University Press, 1998.

116. Dominic Pacyga, *Polish Immigrants and Industrial Chicago : Workers on the South Side, 1880-1922*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

117. Madison Grant, *The Passing of the Great Race*, New York, Scribner's Sons, 1916.

118. Humbert Nelli, *Italians in Chicago : A Study in Ethnic Mobility*, New York, Oxford University Press, 1971, p. 34.

119. Nelli, *Italians in Chicago*, op. cit., p. 92.

120. Robert Park, Introduction à Frederic Thrasher, *The Gang. A Study of 1,313 Gangs in Chicago*, Chicago, University Press of Chicago, 1927.

121. Thrasher, *The Gang*, op. cit.

122. John Hagedorn, « Race, not Space. A Revisionist History of Gangs in Chicago », *Journal of African American History*, 91, 2, 2006, p. 194-208.

123. Nelli, *Italians in Chicago*, op. cit., p. 129.

124. John Kobler, *Capone. The Life and World of Al Capone*, New York, Da Capo Press, 2003, et Robert Schoenberg, *Mr. Capone : The Real and Complete Story of Al Capone*, New York, Harper, 1993.

125. Jonathan Eig, *Get Capone : The Secret Plot That Captured America's Most Wanted Gangster*, New York, Simon & Schuster, 2010.

126. Mars Eghigian, *After Capone. The Life and World of Chicago Mob Boss Frank « the Enforcer » Nitti*, New York, Cumberland, 2006.

127. William Ogburn et Clark Tibbits, « A Memorandum on the Nativity of Certain Criminal Classes Engaged into Organized Crime, and of Certain Related Criminal and Non Criminal Groups in Chicago », manuscrit non publié, 30 juillet 1930, p. 9, in Charles Merriam Papers, University of Chicago Library.

128. Mark Haller, « Organized Crime in Urban Society. Chicago in the Twentieth Century », *Journal of Social History*, vol. V, n° 2, 1971-1972, p. 213.

129. *Ibid.*, p. 214-215.

130. *Ibid.*, p. 227.

131. Philip Foner, *The Great Labor Uprising of 1877*, New York, Pathfinder, 1977 ; David Stowell, *Streets, Railroads, and the Great Strike of 1877*, Chicago, University Press of Chicago, 1999.

132. Richard Schneirov, *Labor and Urban Politics : Class Conflict and the Origins of Modern Liberalism in Chicago, 1864-97*, Urbana, University of Illinois Press, 1998, et Eric Hirsch, *Urban Revolt : Ethnic Politics in the Nineteenth-Century Chicago Labor Movement*, Berkeley, University of California Press, 1990.

133. Roy Rosensweig, *Eight Hours for What We Will : Workers and Leisure in an Industrial City, 1870-1920*, New York, Cambridge University Press, 1985.

134. James Green, *Death in the Haymarket : A Story of Chicago, the First Labor Movement and the Bombing that Divided Gilded Age America*, New York, Anchor, 2007, et Paul Avrich, *The Haymarket Tragedy*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

135. David Montgomery, *The Fall of the House of Labor : The Workplace, the State, and American Labor Activism, 1865-1925*, New York, Cambridge University Press, 1989.

136. Stephen Kinzer, « In Chicago, an Ambiguous Memorial to the Haymarket Attack », *The New York Times*, 15 septembre 2004.

137. Hirsch, *Urban Revolt*, op. cit., chapitre III.

138. Lawrence McCaffrey, Ellen Skerett, Michael Funchion et Charles Fanning, *The Irish in Chicago*, Urbana, University of Illinois Press, 1987.

139. Bruce Nelson, *Beyond the Martyrs : A Social History of Chicago's Anarchists, 1870-1900*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1988.

140. Voir Pap Ndiaye, *Du Nylon et des bombes. Du Pont de Nemours, le marché et l'État, 1900-1970*, Paris, Belin, 2001, chapitre III.

141. Lizabeth Cohen, *Making a New Deal. Industrial Workers in Chicago, 1919-1939*, New York, Cambridge University Press, 1990, p. 54, et Irving Cutler, *The Jews of Chicago. From Shtetl to Suburbs*, Chicago, University of Illinois Press, 1996.

142. Lizabeth Cohen, *Making a New Deal*, op. cit., chapitre IV.

143. Leila Houghteling, *The Income and Standard of Living of Unskilled Laborers in Chicago*,

Chicago, University of Chicago Press, 1927.

144. Sur le commerce casher, voir Cutler, *Jews in Chicago*, *op. cit.*, p. 121 et suivantes.

145. Cohen, *Making a New Deal*, *op. cit.*, chapitre III, et Jacques Portes, *De la scène à l'écran. Naissance de la culture de masse aux États-Unis*, Paris, Belin, 1997.

146. Robert Lynd et Helen Merrell Lynd, *Middletown. A Study in Modern American Culture*, New York, Harcourt Brace, 1929.

147. Susan J. Douglas, *Listening In. Radio and American Imagination*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2004 (première publication : Times Books, 1999) ; Robert L. Hilliard et Michael C. Keith, *The Quieted Voice. The Rise and Decline of Localism in American Radio*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2005.

148. Bruce Lenthall, *Radio's America. The Great Depression and the Rise of Modern Mass Media*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

149. Nicolas J. Martin, « Un sport noir ? Le basket-ball et la communauté africaine-américaine », *Transatlantica*, <http://transatlantica.revues.org/5469>.

150. Jennifer Klein, *For All These Rights. Business, Labor, and the Shaping of America's Public-Private Welfare State*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

151. Cohen, *Making a New Deal*, *op. cit.*, chapitre v.

152. *Ibid.*, p. 217 et suivantes.

153. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, *op. cit.*, p. 83-89, 509 et suivantes.

154. Wright, *Une faim d'égalité*, Paris, Gallimard, Folio, 1979, chapitre v.

155. Cohen, *Making a New Deal*, *op. cit.*, chapitre vi.

156. Frederic Thrasher, *The Gang. A Study of 1,313 Gangs*, Chicago, University of Chicago Press, 1927.

157. Andrew Diamond, *Mean Streets. Chicago Youths and the Everyday Struggle for Empowerment in the Multiracial City, 1908-1969*, Berkeley, University of California Press, 2009, p. 74-75.

158. *Ibid.*, p. 78.

159. Paul Cressey, *The Taxi-Dance Hall. A Sociological Study in Commercialized Recreation and City Life*, Chicago, University of Chicago Press, 1932.

160. Cité par Diamond, *Mean Streets*, *op. cit.*, p. 87.

Chapitre 4

Le Chicago noir

161. Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago. A Study of Race Relations and Race Riots*, Chicago, University Press of Chicago, 1922 ; W.E.B. Du Bois, *The Philadelphia Negro*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1899. Sur cette dernière étude, voir Thomas Sugrue et Michael Katz (dir.), *W.E.B. Du Bois, Race and the City*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1998.

162. E. Franklin Frazier, *The Negro Family in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1932.

163. Frazier, *The Negro Family in the United States*, Chicago, University of Chicago Press, 1939 ; Daniel P. Moynihan, *The Negro Family. The Case for National Action*, Office of Policy Planning and Research, US Department of Labor, 1965.

164. Horace Cayton et St. Clair Drake, *Black Metropolis. A Study of Negro Life in a Northern City*, Chicago, University Press of Chicago, 1945.

165. Wright, « Introduction », *Black Metropolis*, p. xviii.
166. Kenneth Stampp, *The Peculiar Institution. Slavery in the Antebellum South*, New York, Knopf, 1956.
167. Wright, « Introduction », *Black Metropolis*, p. xx.
168. Gunnar Myrdal, *An American Dilemma. The Negro Problem and American Democracy*, New York, Harper, 1944.
169. Allan Spear, *Black Chicago. The Making of a Negro Ghetto, 1890-1920*, Chicago, University Press of Chicago, 1967, et Gilbert Osofsky, *Harlem. The Making of a Ghetto, 1890-1930*, New York, Harper and Row, 1966.
170. James Grossman, *Land of Hope. Chicago, Black Southerners and the Great Migration*, Chicago, University Press of Chicago, 1989.
171. Vivian G. Harsh Research Collection of Afro-American History and Literature. Les archives du fonds Abbott-Sengstacke Family Papers furent données à la Chicago Public Library en 2007 ; avant cette date, elles n'étaient pas disponibles.
172. Elizabeth Pleck, *Black Migration and Poverty. Boston, 1865-1900*, New York, Academic Press, 1979.
173. Drake et Cayton, *Black Metropolis*, *op. cit.*, p. 42.
174. 1890 Census, Chicago.
175. Drake et Cayton, *Black Metropolis*, *op. cit.*, p. 43.
176. John Dittmer, *Black Georgia in the Progressive Era, 1900-1920*, Urbana, University of Illinois Press, 1977, p. 166-167.
177. W.E.B. Du Bois, « The Talented Tenth », 1903, disponible en ligne sur le site « Teaching American History » : <http://teachingamericanhistory.org/library/index.asp?document=174>.
178. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, *op. cit.*, p. 145-146. On n'a pas d'autre trace de ce club en dehors de ce que rapportent les deux auteurs.
179. Mark H. Haller, « Policy Gambling, Entertainment, and the Emergence of Black Politics : Chicago from 1900 to 1940 », *Journal of Social History*, vol. 24, n° 4, été 1991, p. 719-739.
180. Paula Giddings, *Ida. A Sword among Lions. Ida B. Wells and the Campaign Against Lynching*, New York, Harper, 2009, et Ida B. Wells (édité par Alfreda Duster), *Crusade for Justice : The Autobiography of Ida B. Wells*, Chicago, University Press of Chicago, 1991.
181. Grossman, *Land of Hope*, *op. cit.* ; Nicholas Lehman, *The Promised Land. The Great Migration and How It Changed America*, New York, Vintage, 1992 ; Isabel Wilkerson, *The Warmth of Other Suns*, New York, Vintage, 2010.
182. Les peintures de la « migration series » se trouvent à la Phillips Collection à Washington.
183. Edward Ayers, *The Promise of the New South*, New York, Oxford University Press, 1992, p. 427.
184. Lange, Fabian, Alan L. Olmstead et Paul W. Rhode, « The Impact of the Boll Weevil, 1892-1932 », *Journal of Economic History*, 69, septembre 2009, p. 685-718, et Robert Higgs, « The Boll Weevil, the Cotton Economy and Black Migration », *Agricultural History*, 50, 2, 1976, p. 335-350.
185. Tolnay et Beck, « Racial Violence and Black Migration in the American South, 1910-1930 », *American Sociological Review*, 57, p. 103-116.
186. <http://www.franklincountychamber.com/estill-springs-topmenu-6>.

187. Emmett J. Scott, « More Letters of Negro Migrants of 1916-1918 », *The Journal of Negro History*, 4, 4, 1919, p. 440.

188. John Barry, *Rising Tide. The Great Mississippi Flood of 1927 and How It Changed America*, New York, Simon and Schuster, 1997, et Pete Daniel, *Deep'n as it Come : The 1927 Mississippi River Flood*, New York, Oxford University Press, 1977.

189. Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago*, *op. cit.*

190. Emmett J. Scott, « More Letters of Negro Migrants of 1916-1918 », art. cité, p. 457.

191. *Ibid.*, p. 459.

192. *Ibid.*, p. 464.

193. Grossman, *Land of Hope*, *op. cit.*, chapitre II.

194. Murray R. Wickett, *Contested Territory : Whites, Native Americans, and African Americans in Oklahoma 1865-1907*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2000 ; Scott Ellsworth, *Death in a Promised Land : The Tulsa Race Riot of 1921*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, avant-propos de John Hope Franklin, 1992.

195. Mahalia Jackson avec Evan McLeod Wylie, *Movin' on Up*, New York, Avon, 1966.

196. Merci à Celeste Day Moore pour m'avoir dirigé dans les archives du fonds Abbott-Sengstacke. Sur le *Defender*, il n'existe que des travaux parcellaires. Mary E. Stovall, « The Chicago Defender in the Progressive Era », *Illinois Historical Journal*, vol. 83, n° 3, automne 1990, p. 159-172.

197. Abbott-Sengstacke Family Papers, Robert Abbott Series, Box 1, Folder 1.

198. Grossman, *Land of Hope*, *op. cit.*, p. 100-101.

199. *Ibid.*, p. 79.

200. Correspondence, 4, Correspondence with Emmett J. Scott, 1918, Abbott-Sengstacke Family Papers, Robert Abbott Series, Box 8, Folder 29.

201. Abbott-Sengstacke Family Papers, Robert Abbott Series, Box 3, Folder 4.

202. Emmett J. Scott, « More Letters of Negro Migrants of 1916-1918 », art. cité, p. 435.

203. Entretien avec H. McTeer Hudson, 15 juin 2010.

204. Richard Wright, *Une faim d'égalité*, *op. cit.*, p. 15.

205. William Tuttle, *Race Riot. Chicago in the Red Summer of 1919*, New York, Atheneum, 1970, p. 45. Terme péjoratif pour désigner un homme venu du Nord à la fin de la guerre de Sécession, avec l'intention de profiter de la situation pour s'enrichir.

206. Abbott-Sengstacke Family Papers, Robert Abbott Series, Box 18, Folder 25.

207. Abbott-Sengstacke Family Papers, Robert Abbott Series, Box 18, Folder 25.

208. Langston Hughes, *The Big Sea*, New York, Hill and Wang, 1993 [1940], p. 33.

209. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, *op. cit.*, p. 178.

210. Thomas Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis*, Princeton, Princeton University Press, 1996, chapitre VIII, p. 209 et suivantes.

211. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, *op. cit.*, p. 206.

212. Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago*, *op. cit.*, p. 166.

213. *Chicago Defender*, 11 décembre 1917.

214. *Chicago Defender*, 26 mars 1910.

215. *Chicago Defender*, 26 décembre 1914 et 11 septembre 1915.

216. *Chicago Defender*, 5 juillet 1919.
217. « A Matter of Manners », *Crisis*, n° 19, 4, février 1920.
218. Le lycée de Chicago que fréquentait le jeune garçon porte aujourd'hui son nom.
219. Il s'agit de gâteaux aux graines de sésame. Le mot *benne* est d'origine africaine et signifie « graine de sésame » dans l'actuel Nigeria.
220. Robert Boyd, « The storefront church ministry in African American communities of the urban North during the great Migration : The making of an ethnic niche », *Social Science Journal*, 35, 3, 1998, p. 319-332.
221. La Pilgrim Baptist Church fut partiellement détruite par un incendie en 2006. Sa reconstruction prochaine est prévue. Voir le site <http://rebuildpilgrim.org>, qui présente les plans de reconstruction.
222. Emmett J. Scott, « More Letters of Negro Migrants of 1916-1918 », art. cité, p. 432-433.
223. Philip T.K. Daniel, « A History of Discrimination against Black Students in Chicago Secondary Schools », *History of Education Quarterly*, vol. 20, n° 2, été 1980, p. 147-162.
224. Wright, *Une faim d'égalité*, op. cit., p. 16.
225. Diamond, *Mean Streets*, op. cit.
226. *Ibid.*, chapitre II.
227. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, op. cit., et Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago*, op. cit.
228. Les rapports sont contradictoires : pour la CCRR, Williams s'est noyé ; pour Sandburg, il est mort de ses blessures sur la plage.
229. Grossman, *Land of Hope*, op. cit., p. 179.
230. Claude McKay, « If We Must Die » :
If we must die, O let us nobly die,
So that our precious blood may not be shed
In vain ; then even the monsters we defy
Shall be constrained to honor us though dead !
231. Ralph L. Pearson, « Charles S. Johnson and the Chicago Commission on Race Relations », *Illinois Historical Journal*, vol. 81, n° 3, automne 1988, p. 211-220.
232. Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago*, op. cit.
233. Abbott-Sengstacke Family Papers, Robert Abbott Series, Box 18, Folder 26.
234. *Chicago Defender*, 2 avril 1921.
235. *Chicago Defender*, 8 janvier 1927.
236. *Chicago Defender*, 8 août 1931.
237. *Chicago Defender*, 25 juillet 1931.
238. *Chicago Defender*, 12 août 1933.
239. Emmett J. Scott, « More Letters of Negro Migrants of 1916-1918 », art. cité, p. 446.
240. 1910 Census.
241. Paul S. Taylor, *Mexican Labor in the United States : Chicago and the Calumet Region*, Berkeley, University of California Press, 1932, p. 46, cité par Cohen, *Making a New Deal*, op. cit., p. 166.

242. William H. Harris, *Keeping the Faith : A. Philip Randolph, Milton P. Webster, and the Brotherhood of Sleeping Car Porters, 1925-37*, Urbana, University of Illinois Press, 1977.

243. Cornelius Bynum, A. *Philip Randolph and the Struggle for Civil Rights*, Urbana, University of Illinois Press, 2010.

244. Michael Dennis, *The Memorial Day Massacre and the Movement for Industrial Democracy*, New York, Plgrave McMillan, 2010.

245. Nelson Lichtenstein, *Labor's War at Home : The CIO in World War II*, Philadelphie, Temple University Press, 2003.

246. « Interview with Dick Jones, manager of South Center », in « Negro in Illinois Papers », Harsh Collection, Chicago Public Library.

247. Haller, « Policy Gambling, Entertainment, and the Emergence of Black Politics », art. cité, p. 730.

248. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, op. cit., p. 488. L'allusion à Father Divine, un prêcheur noir controversé de Harlem qui prétendait être Dieu, avait une visée comique.

249. Lizabeth Cohen, *Making a New Deal*, op. cit., p. 152.

250. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, op. cit., p. 84.

251. *Ibid.*, p. 432.

252. Marquis James, *The Metropolitan Life. A Study in Business Growth*, New York, 1947 ; Earl Chapin May, *The Prudential : A Story of Human Security*, New York, 1950.

253. Wright, *Une faim d'égalité*, op. cit., p. 65-66.

254. Walter B. Weare, *Black Business in the New South : A Social History of the North Carolina Mutual Life Insurance Company*, Urbana, University of Illinois Press, 1973 ; Alexa Benson Henderson, *Atlanta Life Insurance Company : Guardian of Black Economic Dignity*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 1990 ; Robert C. Puth, *Supreme Life : The History of a Negro Life Insurance Company*, New York, Arno, 1976 ; Robert E. Weems, *Black Business in the Black Metropolis : The Chicago Metropolitan Assurance Company, 1925-1985*, Bloomington, Indiana University Press, 1996.

255. Zunz, *L'Amérique en col blanc*, op. cit., chapitre 4.

256. Cayton et Drake, *Black Metropolis*, op. cit., p. 474.

257. Donn Rogosin, *The Invisible Men : Life in Baseball's Negro Leagues* [1983], Lincoln, University of Nebraska Press, 2007.

258. Pap Ndiaye, « Practices and Discourses of Racial Discrimination in the American Life Insurance Industry », papier non publié présenté en conférence (université de Pennsylvanie et congrès annuel de la Society for the History of Technology, Toronto, 2003).

259. Robert Puth, « Supreme Life, the history of a Negro Life Insurance Company », *Business History Review*, janvier 1969, 43, 20, p. 1-20.

260. John H. Johnson, *Succeeding against the Odds. The Inspiring Biography of One of America's Wealthiest Entrepreneurs*, New York, Warner Books, 1989.

261. S. Davis Day, « Herbert Hoover and Racial Politics : The De Priest Incident », *Journal of Negro History*, 65, hiver 1980, p. 6-17.

262. Nancy Weiss, *Farewell to the Party of Lincoln : Black Politics in the Age of FDR*, Princeton, Princeton University Press, 1983, et Simon Topping, *Lincoln's Lost Legacy. The Republican Party and the African American Vote, 1928-1952*, Gainesville, University Press of Florida, 2008.

263. Christopher Robert Reed, « Black Chicago Political Realignment during the Great Depression and New Deal », *Illinois Historical Journal*, vol. 78, n° 4, hiver 1985, p. 242-256.

264. *Defender*, 8 février et 30 mars 1935.

265. William Howland Kenney, *Chicago Jazz. A Cultural History, 1904-1930*, New York, Oxford University Press, 1993, p. 14.
266. Nolan Porterfield, *Last Cavalier : The Life and Times of John A. Lomax, 1867-1948*, Urbana, University of Illinois Press, 2001.
267. Lawrence Levine, *Black Culture and Black Consciousness*, New York, Oxford University Press, 1978.
268. Kevin J. Mumford, *Interzones. Black-White Sex Districts in Chicago and New York in the Early Twentieth Century*, New York, Columbia University Press, 1997, chapitre II.
269. Walter Reckless, *Vice in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1933, p. 29.
270. Voir l'entrée « Jazz » dans le *Historical Dictionary of American Slang*, New York, Oxford University Press, 1997.
271. Cité par Derek Vaillant, « Sounds of Whiteness : Local Radio, Racial Formation, and Public Culture in Chicago, 1921-1935 », *American Quarterly*, 54, 1, 2002, p. 25-66.
272. Haller, « Policy Gambling, Entertainment, and the Emergence of Black Politics », art. cité, p. 725.
273. Natalie Cole, *Angel on my Shoulder*, Warner Books, New York, 2000.
274. Derek Vaillant, « Sounds of Whiteness », art. cité.

Chapitre 5

Blanc et noir

275. Pour une excellente analyse critique de l'idéologie de la « bonne guerre » et de ses dynamiques d'inclusion ethnique (mais pas raciale), voir Gary Gerstle, *American Crucible : Race and Nation in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 2001.
276. *Life*, 7 août 1942.
277. Pour une description détaillée de la manière dont la mobilisation de la guerre a affecté la vie des habitants de Chicago, voir Perry R. Duis, « No Time for Privacy : World War II and Chicago's Families », in Lewis A. Erenberg et Susan E. Hirsch (dir.), *The War in American Culture : Society and Consciousness during World War II*, Chicago, University of Chicago Press, 1996, p. 46-70.
278. Cité dans William M. Tuttle Jr., *Daddy's Gone to War : The Second World War in the Lives of American Children*, New York, Oxford University Press, 1993, p. 70.
279. *Chicago Tribune*, 13 juin 1943.
280. Sur les paniques des années 1940 et 1950 au sujet de la délinquance juvénile, voir James Gilbert, *A Cycle of Outrage : America's Reaction to the Juvenile Delinquent in the 1950s*, New York, Oxford University Press, 1986.
281. On trouvera une discussion plus approfondie des émeutes *zoot suit* et de leur signification dans l'Amérique de la Seconde Guerre mondiale dans Mauricio Mazon, *The Zoot-Suit Riots : The Psychology of Symbolic Annihilation*, Austin, University of Texas Press, 1984.
282. *Chicago Defender*, 22 mai 1943.
283. *Chicago Tribune*, 22 juin 1943.
284. « Meeting on Inter-Racial Situation », 25 juin 1943, Welfare Council of Metropolitan Chicago Papers, carton 145, dossier 2, Chicago History Museum. Une étude montrant comment de telles tensions ont dégénéré en violences dans de nombreuses villes du pays à cette période est fournie par Harvard Sitkoff, « Racial Militancy and Interracial Violence in the Second World War », *Journal of American History*, n° 58, décembre 1971, p. 661-681.
285. *Ibid.*

286. Cité dans Herbert Shapiro, *White Violence and Black Response* : *From Reconstruction to Montgomery*, Amherst, University of Massachusetts Press, 1988, p. 311.

287. *Chicago Tribune*, 22 juin 1943. Pour un compte rendu détaillé de l'émeute raciale de Detroit en 1943, voir Domenic J. Capeci Jr. et Martha Wilkerson, *Layered Violence : The Detroit Rioters of 1943*, Jackson et Londres, University Press of Mississippi, 1991.

288. *Chicago Defender*, 31 juillet 1943.

289. Sur les efforts du CIO pour créer une « culture de l'unité » interracial, voir Lizabeth Cohen, *Making a New Deal : Industrial Workers in Chicago, 1919-1939*, New York, Cambridge University Press, 1990, p. 333-349.

290. Sur le maire Kelly, voir Roger Biles, *Big City Boss in Depression and War : Mayor Edward J. Kelly of Chicago*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 1984.

291. On trouvera une brillante analyse des années « zoot suit » de Malcolm X et, plus largement, de la signification politique de ce phénomène dans Robin D.G. Kelley, *Race Rebels : Culture, Politics, and the Black Working Class*, New York, Free Press, 1994, p. 161-181.

292. Kenneth B. Clark et James Barker, « The Zoot Effect in Personality : A Race Riot Participant », *Journal of Abnormal Psychology*, vol. 40, n° 2, 1945, p. 143-148.

293. *Chicago Defender*, 2 octobre 1943.

294. *Chicago Defender*, 7 juillet 1945.

295. Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

296. L'expression « Jim Crow » renvoie à l'ensemble des lois ségrégationnistes adoptées par les États du Sud à partir des années 1870. Elles furent invalidées en 1964.

297. James Baldwin, *Chronique d'un pays natal*, Paris, Gallimard, 1973, p. 116.

298. *Ibid.*, p. 115.

299. W.E.B. Du Bois, *Black Reconstruction in America, 1860-1880* [1935], New York, Atheneum, 1992, p. 700.

300. Analyse des grèves scolaires de Chicago, American Council on Race Relations, Welfare Council of Metropolitan Chicago Papers, carton 145, dossier 3, Chicago History Museum. Plusieurs chercheurs ont étudié le rôle joué par ces rumeurs dans le déclenchement de violences collectives blanches contre des personnes de couleur entre 1917 et 1943 : voir, par exemple, Marilyn S. Johnson, « Gender, Race, and Rumors : Re-examining the 1943 Race Riots », *Gender & History*, n° 10, août 1998, p. 252-277.

301. « Eagles, January 20, 1942 », L. Stanton, Chicago Common Papers, carton 7, dossier « Clubs and Groups, 1940-42 », Chicago History Museum.

302. On trouvera un tableau fascinant de la politique raciale dans les piscines municipales dans Jeff Wiltse, *Contested Waters : A Social History of Swimming Pools in America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

303. *Chicago Defender*, 20 mai 1944.

304. Pour une analyse plus détaillée de la politique de la Chicago Housing Authority, voir Arnold R. Hirsch, *Making the Second Ghetto : Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1998.

305. Cité dans Roger Biles, « Edward J. Kelly : New Deal Machine Builder », in Paul M. Green et Melvin G. Holli (dir.), *The Mayors : The Chicago Political Tradition*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2005, p. 124.

306. St. Clair Drake et Horace Cayton, *Black Metropolis : A Study of Negro Life in a Northern City* [1945], Chicago, University of Chicago Press, 1993.

307. Pour comprendre la manière dont les habitudes culinaires du Sud heurtaient la

sensibilité des Noirs de classe moyenne, voir Tracey N. Poe, « The Origins of Soul Food in Black Urban Identity : Chicago, 1915-1947 », *American Studies International*, février 1999, p. 4-33.

308. Adam Green, *Selling the Race : Culture, Community, and Black Chicago, 1940-1955*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

309. Difficilement traduisible, cette expression est ambiguë puisqu'elle associe la notion de vitesse (*speed*) avec l'idée d'un acte réfléchi, voire lent (*deliberate*). On peut la comparer à l'expression française « se hâter lentement ».

310. Un récit détaillé de toutes ces controverses se trouve dans Nadine Cohadas, *Spinning Blues into Gold : The Chess Brothers and the Legendary Chess Records*, New York, St. Martin's Griffin, 2001.

311. Le documentaire *Martin Scorsese Presents the Blues : A Musical Journey* a été produit par le réalisateur Martin Scorsese et diffusé sur PBS en sept parties entre le 28 septembre et le 4 octobre 2003. La partie concernant Chess, « Godfathers & Sons », a été réalisée par Marc Levin.

312. Une analyse du sentiment de militantisme racial présent dans le milieu des zazous américains pendant la guerre, ainsi qu'une analyse provocante du lien entre ce militantisme et le développement du be-bop sont fournies dans Eric Lott, « Double V, Double-Time : Bebop's Politics of Style », *Callaloo*, 11, n° 3, 1988, p. 587-605.

313. L'ouvrage de référence sur la « crise urbaine » est Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis : Race and Inequality in Postwar Detroit* [1998], Princeton, Princeton University Press, 2005.

314. Une analyse éclairante de ces différents arguments se trouve dans Eduardo Bonilla-Silva, *Racism without Racists : Colorblind Racism and the Persistence of Racial Inequality in the United States*, New York, Rowman & Littlefield, 2006.

315. Deux exemples sont fournis par Thomas Byrne Edsall et Mary D. Edsall dans *Chain Reaction : The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics*, New York, Norton, 1991, et par Jim Sleeper dans *The Closest of Strangers : Liberalism and the Politics of Race in New York City*, New York, Norton, 1990.

316. La première grande étude qui fit remonter les origines de la « crise urbaine » aux années 1940 et 1950 fut Hirsch, *Making the Second Ghetto*, *op. cit.*

317. Commission de Chicago sur les relations humaines, mémo documentaire sur les incidents interraciaux survenus à 7407-7409 South Parkway et à 5643 South Peoria Street, archives de l'American Civil Liberties Union, carton 7, dossier 5, Special Collections – University of Chicago.

318. Pour une analyse détaillée du rôle clé joué par les jeunes dans la violence raciste à Chicago au cours de ces années-là, voir Diamond, *Mean Streets*, *op. cit.*

319. Mémo sur le grand ensemble Fernwood Park Homes, Commission du maire sur les relations humaines, archives de la Chicago Urban League, dossier 709, Special Collections, University of Illinois – Chicago Circle ; *Chicago Defender*, 30 août 1947.

320. Documented Memorandum XI : 1947 School Race Strike at Wells High School in Chicago, Council Against Racial and Religious Discrimination, Chicago Commons Papers, carton 31, dossier 1, Chicago History Museum.

321. L'ouvrage de référence sur le mouvement de mobilisation contre l'intégration raciale dans le Chicago de l'après-Seconde Guerre mondiale est Hirsch, *Making the Second Ghetto*, *op. cit.*

322. Pour un récit complet des années de Martin Kennelly au pouvoir, voir Arnold R. Hirsch, « Martin H. Kennelly : The Mugwump and the Machine », in Green et Holli (dir.), *The Mayors*, *op. cit.*, p. 126-143.

323. Le terme « hyperghettoïsation » est emprunté à Loïc Wacquant, qui l'utilise pour établir une distinction entre, d'une part, les ghettos noirs récents frappés par la désintégration de leurs couches de classe moyenne, la disparition de leurs bases économiques et le retrait de l'État-providence, et, d'autre part, les « ghettos communautaires » de la première moitié du ^{xx}e siècle, qui ont regroupé des Noirs de toutes classes sociales autour d'une gamme d'institutions dynamiques. Voir Loïc Wacquant, *Urban Outcasts : A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge (R.-U.), Polity Press, 2008, p. 2-4.

Chapitre 6

La « Machine »

324. Arnold R. Hirsch, *Making the Second Ghetto : Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1998.

325. *Chicago Tribune*, 17 juillet 1951. Pour une analyse récente des événements de Cicero qui souligne la participation d'adolescents, voir Diamond, *Mean Streets*, *op. cit.*, p. 166.

326. Les adresses des personnes arrêtées ont été publiées dans l'édition du 14 juillet 1951 du *Chicago Tribune*.

327. Mayor's Commission on Human Relations, « Progress Report, Month of July, 1946 », Chicago Area Project Papers, carton 32, dossier 1, Chicago History Museum.

328. Mike Royko, *Boss : Richard J. Daley of Chicago*, New York, E.P. Dutton & Co, Inc., 1971, p. 56-57.

329. James Q. Wilson, *Negro Politics : The Search for Leadership*, New York, New Press, 1960.

330. Adam Cohen et Elizabeth Taylor, *American Pharaoh : Mayor Richard J. Daley : His Battle for Chicago and the Nation*, Boston, Little, Brown and Company, 2000, p. 95.

331. L'étude faisant autorité sur le rôle de l'appareil politique noir dans les élections municipales de Chicago est William J. Grimshaw, *Bitter Fruit : Black Politics and the Chicago Machine, 1931-1991*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

332. Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis : Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; Matthew D. Lassiter, *The Silent Majority : Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

333. Rapport confidentiel, cas n° E-77, agent L.G., 23 avril 1954, archives de l'ACLU, carton 11, dossier 9, Special Collections – University of Chicago.

334. Pour une analyse détaillée de cette montée en puissance de la réaction politique conservatrice, voir Romain Huret, *Les conservateurs américains se mobilisent. L'autre culture contestataire*, Paris, Autrement, 2008.

335. *Chicago Defender*, 2 avril 1955.

336. Cohen et Taylor, *American Pharaoh*, *op. cit.*, p. 134-136.

337. Royko, *Boss*, *op. cit.*, p. 88-89.

338. *Ibid.*, p. 89.

339. Cohen et Taylor, *American Pharaoh*, *op. cit.*, p. 141.

340. La ligne de démarcation entre les États abolitionnistes du Nord et les États esclavagistes du Sud.

341. Adam Green, *Selling the Race : Culture, Community, and Black Chicago, 1940-1955*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

342. Milton Rakove, *Don't Make no Waves... Don't Back no Losers : An Insider's Analysis of the Daley Machine*, Bloomington, Indiana University Press, 1976, p. 5.

343. Cohen et Taylor, *American Pharaoh*, *op. cit.*, p. 164.

344. Royko, *Boss*, *op. cit.*, p. 93.
345. Gregory D. Squires, Larry Bennett, Kathleen McCourt et Phillip Nyden, *Chicago : Race, Class, and the Response to Urban Decline*, Philadelphie, Temple University Press, 1987, p. 155-159.
346. David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 47.
347. Hirsch, *Making the Second Ghetto*, *op. cit.*, p. 257 ; Amanda I. Seligman, *Block by Block : Neighborhoods and Public Policy on Chicago's West Side*, Chicago, University of Chicago Press, 2005, p. 8.
348. Cohen and Taylor, *American Pharaoh*, *op. cit.*, p. 189.
349. William Julius Wilson, *When Work Disappears : The World of the New Urban Poor*, New York, Vintage, 1997, p. 35.
350. *Chicago Tribune*, 21 mars 1961.
351. Un récit d'événements similaires dans d'autres villes se trouve dans Herbert Gans, *The Urban Villagers*, New York, Free Press, 1962, et dans Manuel Castells, *The City and the Grassroots : A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press, 1983.
352. L'expression « organisateur de communautés », pour traduire l'anglais *community organizer*, désigne une personne mi-travailleur social, mi-éducateur politique, dont la mission consiste à encourager les habitants d'un quartier à défendre leurs intérêts face aux bailleurs sociaux, aux banques, au pouvoir municipal, et à les aider à le faire.
353. Cité dans Sanford D. Horwitt, *Let Them Call Me Rebel : Saul Alinsky – His Life and Legacy*, New York, Vintage Books, 1992, p. 102, 105, et une présentation très détaillée de la création du BYNC p. 102-119.
354. Jacques Maritain, « Of America and of the Future », *Commonweal*, n° 41, 13 avril 1945, p. 642-645.
355. Pour une excellente étude du rôle joué par les paroisses dans l'histoire des relations raciales, voir John T. McGreevy, *Parish Boundaries : The Catholic Encounter with Race in the Twentieth Century Urban North*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.
356. La loi Taft-Hartley fut adoptée en 1947 par le Congrès (par-dessus le veto du président Truman). Elle limitait sévèrement le pouvoir syndical et imposait aux représentants syndicaux un serment de loyauté (non communiste).
357. Horwitt, *Let Them Call Me Rebel*, *op. cit.*, p. 315.
358. Formée en 1961, cette organisation fut ensuite rebaptisée « The Woodlawn Organization » lorsqu'il devint clair qu'elle était là pour durer.
359. Alain Touraine, *La Voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.

Chapitre 7

Droits civiques dans la ville multiraciale

360. Rapport d'activité, Francis J. Carney, 30 septembre 1963, Chicago Youth Development Project, Hans Mattick Papers, carton 3, dossier 7, Chicago History Museum.

361. *Chicago Tribune*, 3-4 et 16 juillet 1955.

362. *Chicago Daily News*, 25-26 et 30 janvier 1956.

363. *Chicago Daily News*, 27 janvier 1956.

364. *Chicago Defender*, 27 avril 1957.

365. Il existe de nombreuses études sur les dynamiques à l'œuvre dans les mouvements sociaux. Parmi les travaux de référence, voir en particulier Mario Diani et Doug McAdam (dir.), *Social Movements and Networks : Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press, 2003 ; Donatella Della Porta et Mario Diani, *Social Movements : An Introduction*, Malden (MA), Wiley-Blackwell, 2006.

366. Pour une analyse plus détaillée de cette thèse, voir Andrew Diamond, « Jeunes Blancs en colère dans les quartiers populaires : résistance à l'intégration raciale et naissance du conservatisme moderne », in Romain Huret (dir.), *Les conservateurs américains se mobilisent*, Paris, Autrement, 2008, p. 20-36.

367. Plusieurs études parues ces dernières années ont permis de redonner toute sa complexité au récit traditionnel du mouvement des droits civiques : Matthew Countryman, *Up South : Civil Rights and Black Power in Philadelphia*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2007 ; Thomas J. Sugrue, *Sweet Land of Liberty : The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North*, New York, Random House, 2009 ; Patrick D. Jones, *The Selma of the North : Civil Rights Insurgency in Milwaukee*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

368. Rapport du 15 juin 1962 sur l'émeute du lycée Crane High School, Frank Carney, Associate Director of Extension Work, Hans Mattick Papers, carton 3, dossier 5, Chicago History Museum.

369. Eric Schneider, *Vampires, Dragons and Egyptian Kings : Youth Gangs in Postwar New York*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

370. Deux excellentes introductions à la pensée de Lefebvre sur la « production de l'espace » sont Rob Shields, *Lefebvre, Love, and Struggle : Spatial Dialectics*, Londres et New York, Routledge, 1998, p. 141-185, et Edward W. Soja, *Postmodern Geographies : The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Londres, Verso, 1989, p. 76-93.

371. Manuel Castells, *The City and the Grassroots : A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1983, p. 331.

372. John F. McDonald, *Employment Location and Industrial Land Use in Metropolitan Chicago*, Urbana, University of Illinois Press, 1984, p. 71-73.

373. Rapport sur les activités du 1^{er} février 1961 au 17 février 1961, adressé à Hans W. Mattick, de Frank Carney, Hans Mattick Papers, carton 3, dossier 4, Chicago History Museum.

374. Louise Año Nuevo Kerr, « The Chicano Experience in Chicago, 1920-1970 », Ph.D. dissertation, University of Illinois, Chicago, 1976, p. 166.

375. Le Jones Act de 1917 accorda à tous les Portoricains le droit à la citoyenneté américaine. De nombreux Portoricains qui s'installèrent à Chicago avant la fin des années 1940 s'étaient d'abord établis à New York, mais à la fin des années 1940 une agence pour l'emploi privée basée à Chicago – Castle, Barton and Associates – se mit à recruter des hommes portoricains en tant qu'ouvriers sidérurgistes non qualifiés, et des femmes en tant qu'employées domestiques dans la région métropolitaine de Chicago. Outre ces deux grands quartiers d'installation – le North Side et le West Side –, une communauté portoricaine importante se constitua également dans le quartier de Woodlawn, dans le South Side.

376. Adjectif dérivé du mot désignant les Portoricains dans le langage familier.
377. Felix Padilla, *Puerto Rican Chicago*, Notre Dame (IN), University of Notre Dame Press, 1987, p. 59.
378. On trouve une présentation détaillée des agressions raciales subies par les Portoricains à Chicago dans les années 1950 et 1960 dans Diamond, *Mean Streets*, *op. cit.*, chapitre v.
379. Robert Orsi, « The Religious Boundaries of an Inbetween People : Street Feste and the Problem of the Dark-Skinned "Other" in Italian Harlem, 1920-1990 », *American Quarterly*, 44, septembre 1992, p. 314.
380. « Puerto Ricans in Chicago : A Study of a Representative Group of 103 Households of Puerto Rican Migrants on Chicago's Northwest Side – and their Adjustment to Big-City Living », juin 1960, Chicago History Museum.
381. On trouve par exemple de nombreux noms hispaniques dans la liste des jeunes arrêtés pendant l'émeute raciale de Calumet Park en 1957.
382. *Chicago Daily Defender*, 26 mai 1960.
383. Stuart Hall, « New Ethnicities », in David Morley et Kuan-Hsing Chen (dir.), *Stuart Hall : Critical Dialogues in Cultural Studies*, Londres et New York, Routledge, 1996, p. 441-449.
384. *Chicago Daily News*, 29 juillet 1963.
385. *Chicago Defender*, 12 octobre 1963.
386. Alan B. Anderson et George W. Pickering, *Confronting the Color Line : The Broken Promise of the Civil Rights Movement in Chicago*, Athens, University of Georgia Press, 2008, p. 80.
387. *Chicago Sun-Times*, 29 août 1963.
388. Robert O. Self, *American Babylon : Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton, Princeton University Press, 2003, p. 217.
389. *Chicago Daily News*, 21 octobre 1963.
390. A.B. Spellman, « Interview with Malcolm », *Monthly Review*, vol. 16, n° 1, 1964, p. 1-11.
391. Cité dans Robin D.G. Kelley, *Freedom Dreams : The Black Radical Imagination*, Boston, Beacon Press, 2002, p. 85.
392. *Chicago Tribune*, 19 juillet 1965, *Chicago Sun-Times*, 19 juillet 1965 et *Chicago Defender*, 23 juillet 1965.
393. David Dawley, *A Nation of Lords : The Autobiography of the Vice Lords* [1973], Prospect Heights (IL), Waveland Press, 1992, p. 103, 107.
394. Noble de Salvi, « Angry Demand for Police Crackdown », *Daily Calumet*, 28 septembre 1966.
395. « A Statement Regarding the Relationship of the First Presbyterian Church and the Blackstone Rangers », collection Virgil Peterson, carton 42, dossier 15, Chicago History Museum.
396. Voir les nombreuses photos des scènes de rues de Lawndale dans Dawley, *A Nation of Lords*, *op. cit.*, p. 55-96.
397. Adam Cohen et Elizabeth Taylor, *American Pharaoh : Mayor Richard J. Daley : His Battle for Chicago and the Nation*, Boston, Little, Brown and Company, 2000, p. 338 et p. 348.
398. David J. Garrow, *Bearing the Cross : Martin Luther King, Jr., and the Southern Christian Leadership Conference*, New York, Harper, 2004, p. 455.
399. On ne saurait trouver de meilleure description des relations entre l'appareil politique

local noir et la machine Daley que celle donnée par William L. Grimshaw dans *Bitter Fruit : Black Politics and the Chicago Machine, 1931-1991*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

400. Rapport d'un enquêteur, réunion à l'église baptiste Stone Temple, 6 juin 1966, Chicago Police Red Squad Files, dossier 940-B, carton 139, Chicago History Museum.

401. *Chicago Sun-Times*, 12 juillet 1966.

402. Rapport d'enquête, division renseignements du département de police de Chicago, 11 juillet 1966, Chicago Police Red Squad Files, dossier 940-B, carton 137, Chicago History Museum.

403. James R. Ralph, Jr., *Northern Protest : Martin Luther King, Jr., Chicago, and the Civil Rights Movement*, Cambridge, Harvard University Press, 1993, p. 94.

404. Rapport d'enquête, division renseignements, 10 mai 1966, conférence des dirigeants de la SCLC à l'école Holy Cross au croisement de la 65^e et de Maryland, Chicago Police Red Squad Files, dossier 940-A, carton 137, Chicago History Museum.

405. Dawley, *A Nation of Lords*, *op. cit.*, p. 110.

406. Anderson et Pickering, *Confronting the Color Line*, *op. cit.*, p. 210-216 ; Ralph, *Northern Protest*, *op. cit.*, p. 109-113 ; Cohen et Taylor, *American Pharaoh*, *op. cit.*, p. 387-392.

407. Rapport d'information, départ et retour des manifestants pour la manifestation dans Gage Park, 5 août 1966, Chicago Police Red Squad Files, dossier 940-D, carton 139, Chicago History Museum.

408. Jon Rice, « The World of the Illinois Panthers », in Jeanne Theoharis et Komozi Woodard (dir.), *Freedom North : Black Freedom Struggles Outside the South*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 48.

409. *The New York Times*, 6 août 1966.

410. Ralph, *Northern Protest*, *op. cit.*, p. 137.

411. Robin D.G. Kelley, *Race Rebels*, *op. cit.*

412. « East Garfield Park Organization Newsletter », 25 juillet 1966 (collection personnelle de l'auteur).

413. Cette information m'a été révélée par un militant témoin de l'événement mais qui souhaite rester anonyme.

414. Rapport d'enquête, 1^{er} août 1966, Washington Park Forum, Chicago Police Red Squad Files, dossier 973-A, carton 156, Chicago History Museum.

415. John R. Fry, *Locked-Out Americans : A Memoir*, New York, Harper & Row, 1973, p. 19.

416. Pour un exposé détaillé et équilibré du travail de la TWO avec les Blackstone Rangers sur ce programme d'aide à la jeunesse, voir John Hall Fish, *Black Power/White Control : The Struggle of the Woodlawn Organization in Chicago*, Princeton, Princeton University Press, 1973, p. 115-174.

417. Voir, par exemple, Dawley, *A Nation of Lords*, *op. cit.*, en particulier p. 158-176 ; Fish, *Black Power/White Control*, *op. cit.*, en particulier p. 115-174 ; Fry, *Locked-Out Americans*, *op. cit.*, en particulier le chapitre IV.

418. Arthur M. Brazier, *Black Self-Determination : The Story of The Woodlawn Organization*, Grand Rapids (MI), Eerdman Publishing Co., 1969, p. 125.

419. Fish, *Black Power/White Control*, *op. cit.*, p. 148-174.

420. James McPherson, « Almighty Black P. Stone and What Does that Mean ? », *Atlantic Monthly*, n° 223, mai-juin 1969.

421. *Chicago Tribune*, 21 juin 1969.

422. *Street Gangs : A Secret History*, History Channel, 2001.

423. R. Self, *American Babylon*, op. cit., p. 218.

Chapitre 8

Violence dans la ville globale

424. Norman Mailer, *Miami and the Siege of Chicago*, Londres, Weidenfield and Nicolson, 1968, p. 77, p. 82.

425. Guy Debord, *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1996.

426. À Chicago, l'activisme étudiant existait bel et bien, mais il mobilisait des étudiants de toutes origines ethno-raciales et sociales autour de préoccupations souvent plus locales que nationales ou internationales. Sur la contestation étudiante des années 1960 à Chicago, voir Caroline Rolland-Diamond, *Chicago : le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepse, 2011.

427. Sur cette mobilisation, voir Jennifer Frost, « *An Interracial Movement of the Poor* » : *Community Organizing and the New Left of the 1960s*, New York, New York University Press, 2001.

428. Plusieurs chercheurs et journalistes ont reconstitué les événements qui ont entouré la Convention nationale démocrate de 1968. Les deux meilleurs récits sont Norman Mailer, *Miami and the Siege of Chicago*, op. cit., et David Farber, *Chicago '68*, Chicago, University of Chicago Press, 1987. Pour une interprétation cinématographique forte des événements, voir le film *Medium Cool* (1969).

429. D. Farber, *Chicago '68*, op. cit., p. 200.

430. Mike Royko, *Boss : Richard J. Daley of Chicago*, New York, E.P. Dutton & Co, Inc., 1971, p. 89.

431. Thomas Frank, *What's the Matter with Kansas : How Conservatives Won the Heart of America*, New York, Holt McDougal, 2005, p. 120. (Trad. fr. par Frédéric Cotton, *Pourquoi les pauvres votent à droite. Comment les conservateurs ont gagné le cœur des États-Unis (et celui des autres pays riches)*, Paris, Agone, 2008.)

432. William A. Gamson, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 32.

433. Tel était le cri de ralliement de la réaction conservatrice, laquelle a souvent été qualifiée de « réaction conservatrice blanche ». Cette expression tend à surestimer le poids des questions raciales dans la montée en force du conservatisme, même si elle traduit bien le fait que très peu de Noirs et de Latinos se considéraient comme appartenant à la « majorité silencieuse ».

434. L'expression « stratégie sudiste » a été rendue populaire par le stratège politique de la campagne de Nixon, Kevin Phillips, qui, en 1969, incita le Parti républicain à abandonner sa base électorale de l'establishment libéral du Nord-Est pour se recentrer sur les questions raciales qui permettraient de reconquérir le Sud et de rallier un nombre croissant d'électeurs blancs de classe moyenne du Nord. Toute une génération d'historiens politiques prit pour argent comptant cette idée de « stratégie sudiste » et se mit à voir dans Barry Goldwater et George Wallace les pères d'un conservatisme racialisé qui poussa les républicains à utiliser une rhétorique raciste codée pour mobiliser les électeurs blancs de la classe ouvrière et de la classe moyenne. Plus récemment, des travaux ont commencé à remettre en question cette interprétation. Une excellente étude montrant que la stratégie républicaine était moins une « stratégie sudiste » fondée sur les questions raciales qu'une « stratégie centrée sur les banlieues » (*suburban strategy*), reposant sur une idéologie d'indifférence à la couleur de peau (*colorblindness*) et orientée vers la défense des droits de la classe moyenne, la méritocratie et les droits des consommateurs, est celle de Matthew D. Lassiter, *The Silent Majority : Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton, Princeton University Press, 2005. Peu d'historiens ont vu en Richard J. Daley une figure centrale de la montée du populisme réactionnaire dans les

années 1960.

435. Voir David Farber, *Chicago '68*, op. cit., p. 246-258 ; D. Farber, « The Silent Majority and Talk about Revolution », in D. Farber, *The Sixties : From Memory to History*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994, p. 291-316.

436. « The Troubled America : A Special Report on the White Majority », *Newsweek*, 6 octobre 1969, p. 31.

437. Frank J. Donner, *Protectors of Privilege : Red Squads and Police Repression in Urban America*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1992.

438. Cité *ibid.*, p. 52.

439. Des « *red squads* » similaires fonctionnaient à New York, Philadelphie, Los Angeles, Detroit, Baltimore et Washington D.C., mais aucune n'était aussi développée ni aussi agressive que celle de Chicago.

440. L'analyse la plus récente des tactiques déployées par le Chicago Police Department pour diviser et affaiblir la mobilisation autour de la Convention nationale démocrate est due à Caroline Rolland-Diamond, *Chicago : le moment 68*, op. cit.

441. Le terme *hillbilly* est utilisé pour désigner des habitants blancs et pauvres originaires de la région des Appalaches.

442. Cité dans Jeffrey Haas, *The Assassination of Fred Hampton : How the FBI and the Chicago Police Murdered a Black Panther*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2009, p. 102.

443. Voir, par exemple, Todd Gitlin, *The Sixties : Years of Hope, Days of Rage*, New York, Bantam, 1993, ou Allen J. Matusow, *The Unraveling of America : A History of Liberalism in the 1960s*, New York, Perennial, 1985.

444. *Chicago Reader*, 25 janvier 1990.

445. Hannah Arendt, « Sur la violence », in *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 177.

446. Pour un compte rendu brillant de ces tactiques dans la ville de Los Angeles, voir Mike Davis, *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles*, New York, Verso, 2006.

447. Paul Gilroy, « *There Ain't No Black in the Union Jack* » : *The Cultural Politics of Race and Nation*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, p. 247.

448. Paul Ricœur, « Qu'est-ce qu'un texte ? Expliquer et comprendre », in Rüdiger Bubner *et al.*, *Hermeneutik und Dialektik*, vol. II, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1970.

449. *Chicago Tribune*, 18 octobre 1968.

450. John F. McDonald, *Employment Location and Industrial Land Use in Metropolitan Chicago*, Champaign, Stipes Publishing Co., 1984, p. 10-11. Rien qu'entre 1960 et 1980, Chicago a connu une baisse de 30 % du nombre de familles de classe moyenne et supérieure.

451. *Ibid.*

452. R.C. Longworth, « How Much Time Do We Have ?... No Time », *Chicago Tribune*, 10 mai 1981.

453. Gregory D. Squires, Larry Bennett, Kathleen McCourt et Phillip Nyden, *Chicago : Race, Class, and the Response to Urban Decline*, Philadelphie, Temple University Press, 1987, p. 39-40.

454. J. McDonald, *Employment Location and Industrial Land Use in Metropolitan Chicago*, op. cit., p. 12.

455. L'immeuble Standard Oil a été rebaptisé Amoco Building en 1985, lorsque la société changea elle-même de nom, puis Aon Center en 1999, lorsque Aon Corporation devint le principal locataire de l'immeuble. Le courtier en assurances londonien Willis Group Holdings,

Ltd., obtint le droit de donner son nom à la Sears Tower – donc désormais Willis Tower – en 2009, lorsqu'il loua une partie de l'immeuble.

456. Los Angeles n'a aucun « immeuble signature » de ce type, mais sept de ses gratte-ciel les plus élevés ont été achevés dans les années 1970. Sur les deux périodes de construction des gratte-ciel, voir Carol Willis, *Form Follows Finance : Skyscrapers and Skylines in New York and Chicago*, Princeton, Princeton Architectural Press, 1995.

457. Pour une description détaillée du passage du fordisme à un régime d'« accumulation flexible », voir David Harvey, *The Condition of Postmodernity : An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Londres, Basil Blackwell, 1990, p. 141-172.

458. Saskia Sassen, *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 3.

459. *Ibid.*, p. 150. Ces chiffres correspondent à l'année 1977.

460. Harvey, *The Condition of Postmodernity*, *op. cit.*, p. 141-142.

461. Département de la planification urbaine, ville de Chicago, « Development Plan for the Central Area of Chicago : A Definitive Text for Use with Graphic Presentation », p. 26.

462. Cité dans Joel Rast, *Remaking Chicago : The Political Origins of Urban Industrial Change*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 2002, p. 31.

463. Voir les lettres d'information *From Marina City* datées de mai et juillet 1964, conservées dans les archives en ligne <http://www.marinacityonline.com>.

464. Voir Adam Cohen and Elizabeth Taylor, *American Pharaoh : Mayor Richard J. Daley : His Battle for Chicago and the Nation*, Boston, Little, Brown and Company, 2000, p. 294.

465. Frank Maier, « Chicago's Daley : How to Run a City », *Newsweek*, 5 avril 1971.

466. La Silicon Valley à l'extérieur de San Francisco et le couloir de haute technologie de la Route 128 à côté de Boston en constituent deux excellents exemples.

467. David Bernstein, « Daley v. Daley », *Chicago Magazine*, septembre 2008.

468. En 1972, l'ancien immeuble de la First National Bank situé juste à côté fut rasé pour la construction d'une place en contrebas, laquelle devint deux ans plus tard le site de la plus grande acquisition d'œuvre d'art publique de la ville : l'énorme mosaïque *Quatre saisons* de Marc Chagall.

469. Chicago Central Area Committee, « Chicago 21 : A Plan for the Central Area Communities », septembre 1973.

470. Cohen et Taylor, *American Pharaoh*, *op. cit.*, p. 531.

471. *Chicago Defender*, 20 avril 1978.

472. *Ibid.*

473. Lawrence Bobo, James Kleugel et Ryan A. Smith, « Laissez-Faire Racism : The Crystallization of a Kinder, Gentler Antiracist Ideology », in Steven A. Tuch et Jack K. Martin (dir.), *Racial Attitudes in the 1990s*, Westport, Praeger, 1997, p. 17.

474. On trouvera une discussion plus générale des effets dépolitisants du néolibéralisme dans Wendy Brown, « American Nightmare : Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization », *Political Theory*, n° 34, 2006, p. 690-715.

475. *Chicago Defender*, 22 et 23 juillet 1969. Ces gangs finirent par s'associer en une seule et même alliance appelée « LSD » – les initiales des trois gangs qui la composaient : (Vice) Lords, (Black)Stones et Disciples. Cette alliance joua un rôle important dans la campagne de la CUCA contre les syndicats du bâtiment de Chicago (Chicago Building Trades Unions), mais elle se démantela peu de temps après.

476. David Bernstein, « Daley v. Daley », *Chicago Magazine*, septembre 2008.

477. Le Chicago Mercantile Exchange est né du Chicago Butter and Egg Board (littéralement « Bourse des œufs et du lait de Chicago »), formé en 1874 par des courtiers mécontents du Chicago Board of Trade.

478. Le récit complet de l'incroyable succès du Chicago Mercantile Exchange au début des années 1970 se trouve dans Bob Tamarkin, *The Merc : The Emergence of a Global Financial Powerhouse*, New York, Harpercollins, 1993.

479. « Chicago's Future in Futures », discours de Leo Melamed prononcé le 7 novembre 1973 à Northwestern University à l'occasion de la 23^e conférence annuelle de gestion de l'automne, archivé sur <http://www.leomelamed.com>.

480. Douglas Franz, « A One-Issue Mayoral Race », *Chicago Tribune*, 27 mars 1983.

481. On peut sans doute voir une exception dans la diffusion, pendant la campagne, d'une chanson intitulée *Barack, the Magic Negro* dans le talk-show le plus regardé du pays, le *Rush Limbaugh Show*, animé par le très populaire présentateur conservateur du même nom. Mais, bien qu'elle eût utilisé le terme « negro », la chanson s'attaquait davantage aux libéraux qu'aux Noirs.

482. *Chicago Sun-Times* et *Chicago Tribune*, 21 février 1983.

483. Pour une étude détaillée du racisme de base pendant la primaire démocrate aux élections de 1983, voir Paul Kleppner, *Chicago Divided : The Making of a Black Mayor*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 1985, p. 176-185.

484. Il est important de souligner que, si ce sont les conservateurs qui ont le plus souvent utilisé des raisonnements minimisant le racisme et incriminant les pathologies culturelles – en particulier la famille dysfonctionnelle et les dispositifs d'éducation des enfants – dans les facteurs explicatifs de la pauvreté du ghetto noir, les fondements intellectuels clés de ces idées sont dus à des « libéraux » comme Daniel Patrick Moynihan et William Julius Wilson. Voir Nathan Glazer et Daniel Patrick Moynihan, *Beyond the Melting Pot : The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City*, Cambridge, MIT Press, 1970, et William Julius Wilson, *The Declining Significance of Race : Blacks and Changing American Institutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1980.

485. Washington n'était pas le premier candidat noir à la mairie de Chicago à faire campagne contre la Machine ; un autre sénateur noir, Richard Newhouse, s'était présenté contre Daley en 1975, mais, parce qu'il était considéré comme n'ayant aucune chance contre la Machine, il n'obtint que 6 % du vote noir (et 3 % du nombre total de voix).

486. Cité dans William J. Grimshaw, *Bitter Fruit : Black Politics and the Chicago Machine, 1931-1991*, Chicago, University of Chicago Press, 1992, p. 168.

487. *Ibid.*, p. 71-78.

488. *Chicago Defender*, 23 février 1983.

489. *Chicago Tribune*, 1^{er} mars 1983.

490. *Chicago Tribune*, 3, 4, 6, 8 mars 1983.

491. *Chicago Defender*, 11 novembre 1982.

492. Milton Rakove, *Don't Make no Waves... Don't Back no Losers : An Insider's Analysis of the Daley Machine*, Bloomington, Indiana University Press, 1976, p. 8.

493. *Chicago Tribune*, 3 mars 1983.

494. Slavoj Zizek, « Eastern Europe's Republics of Gilead », in Chantal Mouffe (dir.), *Dimensions of Radical Democracy : Pluralism, Citizenship, Community*, Londres, Verso, 1996.

495. « Tranche de melon » est une expression raciste désignant les Noirs, et les travers de porc sont un aliment prétendument plébiscité par les Noirs.

496. Ces tracts sont reproduits dans Kleppner, *Chicago Divided*, op. cit., p. 212-213. *Soul Train* était une émission de télévision populaire chez les Noirs américains dans les années

1970 et 1980 et présentant des musiciens et danseurs noirs de musique soul.

497. Ces chiffres proviennent de plusieurs sondages réalisés à la sortie des urnes et compilés dans Kleppner, *Chicago Divided*, op. cit., p. 217-218.

498. Voir la vidéo de l'incident sur : <http://www.youtube.com/watch?v=9kCmb6tv1J4>.

499. *Chicago Tribune*, 28 août 1983.

500. *Chicago Tribune*, 5 octobre 1983.

501. Gary Rivlin, *Fire on the Prairie : Chicago's Harold Washington and the Politics of Race*, New York, Henry Holt and Company, 1992, p. 305.

502. L'expression fut utilisée pour la première fois dans le *Wall Street Journal*.

503. Barack Obama, *Dreams from my Father : A Story of Race and Inheritance*, New York, Three Rivers Press, 2004, p. 197.

504. Nicholas De Genova et Ana Y. Ramos-Zayas, *Latino Crossings : Mexicans, Puerto Ricans, and the Politics of Race and Citizenship*, New York, Routledge, 2003, p. 47-50.

505. *Ibid.*, p. 50-56.

506. *Chicago Tribune*, 9 mai 1983.

507. Gutiérrez est le représentant au Congrès américain du 4^e district de l'Illinois – un district très divers sur le plan ethnique – depuis 1993.

508. Obama, *Dreams from my Father*, op. cit., p. 287.

509. Pour une excellente analyse des années d'Obama à Chicago, voir Thomas J. Sugrue, *Le Poids du passé. Barack Obama et la question raciale*, Paris, Fahrenheit, 2012, p. 61-94.

510. Voir Adolph Reed, Jr., *Stirrings in the Jug : Black Politics in the Post-Segregation Era*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1991.

Chapitre 9

Un conte de deux villes

511. Eugene Sawyer avait été nommé au poste de maire par le conseil municipal en 1987, mais pour une période de deux ans seulement, avant la tenue d'une élection municipale anticipée. En 1989, Daley l'emporta aisément, battant Sawyer lors de la primaire, puis le candidat indépendant Timothy Evans et le candidat républicain Eddie Vrdolyak lors de l'élection générale.

512. *Chicago Sun-Times*, 18 juillet 1995.

513. *Chicago Tribune*, 18 juillet 1995.

514. Ce chiffre est celui fourni par une équipe d'épidémiologistes ; le chiffre des morts liées à la canicule fourni par les autorités municipales était, lui, de 521.

515. Eric Klinenberg, *Heat Wave : A Social Autopsy of Disaster in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 2002, p. 91.

516. *Ibid.*, p. 99.

517. *Ibid.*, p. 139.

518. Neil Smith, *The New Urban Frontier : Gentrification and the Revanchist City*, New York, Routledge, 1996, p. 45, 211. Voir aussi Mary Pattillo, *Black on the Block : The Politics of Race and Class in the City*, Chicago, University of Chicago Press, 2007, qui applique ce raisonnement au processus d'embourgeoisement à Chicago.

519. *Ibid.*, p. 149-153. Klinenberg a réalisé de nombreux entretiens avec des officiers de police qui ont exprimé ce sentiment.

520. Ma réflexion s'inspire ici du travail sur la tolérance de Wendy Brown, *Regulating Aversion : Tolerance in the Age of Identity and Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

521. Voir Neil Brenner et Nik Theodore (dir.), *Spaces of Neoliberalism*, Malden, Massachusetts, Blackwell, 2002, et Jason Hackworth, *The Neoliberal City : Governance, Ideology, and Development in American Urbanism*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.

522. Evan Osnos, « The Daley Show », *The New Yorker*, 8 mars 2010, p. 41.

523. *Ibid.*, p. 50.

524. Des villes plus petites, comme Detroit, Baltimore et Washington D.C., affichaient des taux d'homicides plus élevés que Chicago, mais le total pour Chicago était supérieur à celui de toutes les villes de plus de un million d'habitants, en particulier New York et Los Angeles, qui ont toutes deux des populations supérieures à celle de Chicago. Cela ne contredit nullement le fait que le taux de crimes violents à Chicago était en baisse par rapport au début des années 1990 ; ce taux était en baisse dans l'ensemble des villes du pays, mais la baisse était moins spectaculaire à Chicago qu'ailleurs.

525. *Chicago Tribune*, 7 février 1999.

526. The Brookings Institution, *Chicago in Focus : A Profile from Census 2000*, document conservé sur <http://www.brookings.edu>.

527. Bureau américain du recensement, recensement de 2000, 5 % *Public Use Microdata Sample* (PUMS).

528. *Chicago Sun-Times*, 7 avril 2002 ; l'étude ethnographique la plus détaillée sur l'implication des gangs de rues de Chicago dans l'économie parallèle des années 1990 est celle de Sudhir Alladi Venkatesh et Steven D. Levitt, « "Are We a Family or a Business ?" : History and Disjuncture in the American Urban Street Gang », *Theory and Society*, vol. 29, n° 4, août 2000, p. 427-462.

529. The Chicago Crime Commission, *The Chicago Crime Commission Gang Book : A Detailed Overview of Street Gangs in the Metropolitan Chicago Area*, Chicago, 2006.

530. Département de police de Chicago, division recherche et développement, « Gang-Motivated Murders : 1991-2004 », *Chicago Crime Trends* (août 2005), document conservé sur www.cityofchicago.org/police.

531. *Chicago Tribune*, 26 septembre 2009.

532. America's Promise Alliance, *Cities in Crisis 2009 : Closing the Graduation Gap*. Si, selon cette étude, la moyenne nationale en 2005 était de 70,6 %, le taux pour les plus gros centres urbains était généralement compris entre 40 et 60 %. Le taux de 51 % de Chicago était à peu près équivalent à celui de New York, mais largement inférieur à celui de Philadelphie (62,1 %), qui avait progressé de 23 points entre 1995 et 2005.

533. Mayor's Press Office, « Chicago Public Schools Enrollment Increases Fifth Straight Year, Mayor Daley and School Officials Say », 10 août 2010.

534. *Chicago Defender*, 25-31 mars 2009.

535. Les *charter schools* sont financées par des fonds publics mais fonctionnent de manière indépendante, échappant à certaines des contraintes qui s'appliquent aux autres écoles. Selon les règles des *charter schools* en Illinois, par exemple, seuls 50 % des enseignants doivent être certifiés par l'État.

536. Toutes ces données sont accessibles sur le site Web du CPS, <http://www.cps.edu>.

537. Center for Labor Market Studies, « Youth Labor Market and Education Indicators for the State of Illinois », Chicago Alternative Schools Network, document disponible sur www.asnchicago.org.

538. On trouvera une analyse détaillée de ces rapports et de la réforme du système scolaire

de Chicago des années 1990 dans Pauline Lipman, « Chicago School Reform : Advancing the Global Agenda », in John P. Koval *et al.*, *The New Chicago : A Social and Cultural Analysis*, Philadelphie, Temple University Press, 2006, p. 248-258.

539. Jitu Brown, Eric Gutstein et Pauline Lipman, « Arne Duncan and the Chicago Success Story : Myth of Reality », *Rethinking Schools Online*, vol. 23, n° 3, printemps 2009.

540. En 2011, Chicago comptait six lycées militaires, un record dans le pays. La ville possède également, selon le site Web du CPS, « le plus grand programme JROTC [Junior Reserve Officer Training Corps, programme de formation des jeunes officiers de réserve] du pays en termes de nombre de cadets », ainsi que plus de vingt programmes de formation des cadets dans les collèges.

541. Pauline Lipman, « Chicago School Reform », *op. cit.*, p. 251.

542. Entre 1981 et 1992, les dépenses fédérales pour les logements sociaux diminuèrent de 82 % et celles allouées aux programmes de formation professionnelle et d'aide à l'emploi de 63 %, tandis que le budget consacré au développement des quartiers et les subventions pour les services sociaux baissaient de 40 %.

543. Voir par exemple Shelby Steele, *The Content of Our Character : A New Vision of Race in America*, New York, HarperPerennial, 1991 ; Thomas Sowell, *Race and Culture : A World View*, New York, Basic Books, 1995 ; William Julius Wilson, *The Truly Disadvantaged : The Inner City, the Underclass, and Public Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.

544. William Julius Wilson, *The Declining Significance of Race : Blacks and Changing American Institutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1978.

545. Comité national d'organisation de la Million Man March, « Million Man March Fact Sheet », publié dans Haki R. Madhubuti et Maulana Karenga, *Million Man March / Day of Absence ; A Commemorative Anthology of Speeches, Commentary, Photography, Poetry, Illustrations & Documents*, Chicago, Third World Press, 1996, p. 152.

546. Robin D.G. Kelley, *Race Rebels : Culture, Politics, and the Black Working Class*, New York, Free Press, 1994, p. 224. Dans ce livre, Kelley propose une excellente analyse de la politique du « gangsta rap » à la fin des années 1980 et au début des années 1990 (p. 183-227).

547. Voir « Nihilism in Black America », in Cornel West, *Race Matters*, Boston, Beacon Press, 1994.

548. *Chicago Tribune*, 12 février 1995.

549. Neal Pollack, « The Gang that Could Go Straight », *Chicago Reader*, 26 janvier 1995.

550. *Ibid.*

551. *Chicago Sun-Times*, 19 mai 2005.

552. *Chicago Sun-Times*, 26 janvier 2004.

553. Pour reprendre le titre du célèbre ouvrage de Jacob Riis, *How the Other Half Lives*, dans lequel ce journaliste américain d'origine danoise, pionnier de la photographie sociale, a regroupé ses chroniques illustrées sur le Lower East Side à Manhattan au tournant du xx^e siècle.

554. J'emprunte le terme au livre incontournable de Jonathan Kozol, *Savage Inequalities : Children in America's Schools*, New York, Harper Perennial, 1992.

555. Dick Simpson, « From Daley to Daley : Chicago Politics, 1955-2006 », Great Cities Institute Publication Number : GCP-06-03, mai 2006, p. 18.

556. David Moberg, « The Fuel of a New Machine », *Chicago Reader*, 30 mars 1989.

557. Cook County Clerk's Office, « City of Chicago TIF Revenue Totals by Year, 1986-2006 ».

558. Ben Joravsky, « Million Dollar Lies », *Chicago Reader*, 11 août 2006.
559. Ben Joravsky, « The Shadow Budget », *Chicago Reader*, 22 octobre 2009.
560. *Ibid.*
561. David Moberg, « Economic Restructuring : Chicago's Precarious Balance », in John P. Koval *et al.*, *The New Chicago : A Social and Cultural Analysis*, Philadelphie, Temple University Press, 2006, p. 31.
562. City of Chicago, Department of Planning and Development, « Staff Report to the Community Development Commission Requesting Developer Designation : Brachs Redevelopment », 8 janvier 2008, document conservé sur le site Web du City of Chicago Housing and Economic Development.
563. Costas Spiro, « Urban Beautification : The Construction of a New Urban Identity in Chicago », in John P. Koval *et al.*, *The New Chicago*, *op. cit.*, p. 297-298.
564. City of Chicago Department of Planning and Development, « The Chicago Central Area Plan : Final Report to the Chicago Plan Commission », ville de Chicago, 2003.
565. Dennis R. Judd, « Constructing the Tourist Bubble », in Dennis R. Judd et Susan S. Fainstein (dir.), *The Tourist City*, New Haven, Yale University Press, 1999, p. 35-53.
566. Travel Industry Association of America, « Direct Impact of Travel to Chicago », 2008.
567. L'estimation du nombre d'emplois industriels perdus vient d'une étude financée par le département américain du Travail : Chicago Federation of Labor and Center for Labor and Community Research, « Creating a Manufacturing Career Path System in Cook County », décembre 2001, accessible sur le site Web du Center for Labor and Community Research.
568. *Ibid.*
569. Données tirées de l'Equal Employment Opportunity Commission Report (EEO-4) for the City of Chicago, 1980-1999, Municipal Reference Section, Harold Washington Library, Chicago.
570. Larry Bennett, *Third City : Chicago and American Urbanism*, Chicago, University of Chicago Press, 2010, p. 95.
571. *Chicago Tribune*, 23 avril 1989.
572. Michael B. Katz, « Why Don't American Cities Burn Very Often », *Journal of Urban History*, n° 34, 2008, p. 185-208.
573. Cet argument a été soutenu de manière particulièrement convaincante par Adolph Reed dès 1999 dans *Stirrings in the Jug : Black Politics in the Post-Segregation Era*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999.
574. M. Pattillo, *Black on the Block*, *op. cit.*
575. M. Katz, « Why Don't American Cities Burn Very Often », *op. cit.*, p. 196.
576. La meilleure étude sociologique de la culture du basket-ball dans les quartiers noirs de Chicago est l'excellent documentaire *Hoop Dreams* (1994), qui suit deux basketteurs en herbe sur une période de huit ans.
577. Voir Reuben A. Buford May, *Living Through the Hoop : High School Basketball, Race, and the American Dream*, New York, New York University Press, 2007.
578. Un rapport complet et critique sur ces dispositifs de privatisation est l'étude de Tony Dutzik *et al.*, *Privatization and the Public Interest : The Need for Transparency and Accountability in Chicago's Public Asset Lease Deals*, Chicago, Illinois PIRG Education Fund, 2009, accessible sur le site <http://www.illinoispirg.org>.
579. Daley argua que cette opération était nécessaire pour protéger la ville contre un éventuel attentat.

580. Cathy J. Cohen, *Democracy Remixed : Black Youth and the Future of American Politics*, New York, Oxford University Press, 2010, p. 175.

581. Dominic Pacyga et Ellen Skerrett, *Chicago : City of Neighborhoods. Histories and Tours*, Chicago, Loyola University Press, 1986.

582. La liste de ces festivals est disponible sur le site Web de l'office du tourisme officiel de Chicago : www.explorechicago.org.

583. Ville de Chicago, département des affaires culturelles, *Chicago Neighborhood Tours 2009 : Discover the World in Our Backyard*, Chicago, 2009.

584. Les pylônes arc-en-ciel faisaient partie d'un programme d'embellissement de 3,2 millions de dollars, achevé en 1998. Chicago fut la première ville américaine à distinguer officiellement un quartier gay par de tels monuments.

585. Henri Lefebvre, *La Production de l'espace*, Paris, Economica, 2000.

586. Neil Smith, « New Globalism, New Urbanism : Gentrification as Global Urban Strategy », in Neil Brenner et Nik Theodore (dir.), *Spaces of Neoliberalism : Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Londres, Wiley-Blackwell, 2002.

587. On pourrait penser que cette idée d'un État actif dans le processus de gentrification contredit la dimension néolibérale du programme de Richard M. Daley. Ce n'est pas le cas. Ce qui distingue le néolibéralisme du libéralisme économique classique, c'est précisément le rôle clé joué par l'État dans la libération des forces du libre-échange et la promotion du rôle des capitaux privés.

588. M. Pattillo, *Black on the Block*, *op. cit.*, p. 259-262.

589. John J. Betancur, Isabel Domeyko et Patricia A. Wright (Nathalie P. Voorhees Center for Neighborhood and Community Improvement), « Gentrification in West Town : Contested Ground », Chicago, University of Illinois at Chicago, 2001, p. 19, disponible sur : <http://www.uic.edu/cuppa/voorheesctr/>.

590. *Ibid.*, p. 20.

591. Pilsen fait partie du quartier plus vaste du Lower West Side. Dans cette partie de la ville, toutefois, la communauté mexicaine s'étend de l'autre côté de Western Avenue jusqu'au secteur communautaire de South Lawndale (connu sous le nom de « Little Village » ou « La Villita »), où, dans les années 1990, les Mexicains constituaient plus de 80 % de la population.

592. Maura Webber, « Neighborhood's Lofty Ambitions », *Chicago Sun-Times*, 23 mai 2003.

593. Selon le recensement de 2010, les Afro-Américains constituent désormais environ 41 % de la population du secteur communautaire de Humboldt Park, mais ils restent globalement ségrégués dans son quart sud-ouest, en dessous de Grand Avenue, le long de Garfield Park. Les Latinos représentent plus de 52 % de la population du secteur.

594. Cité sur <http://prcc-chgo.org/>.

595. Antonio Olivo, « Edgy about "Yuppies" », *Chicago Tribune*, 12 juin 2006 ; j'ai pris connaissance de cet épisode dans L. Bennett, *Third City*, *op. cit.*, p. 135.

596. John Betancur, « Gentrification before Gentrification : The Plight of Pilsen in Chicago », Livre blanc du Centre Nathalie P. Voorhees pour l'amélioration des quartiers et des communautés, University of Illinois, Chicago, 2005, p. 33.

597. En juillet 2011, le site Web de l'UNO ne mentionnait pas parmi ses objectifs l'accès à des logements à prix raisonnables ni la lutte contre la pollution : <http://www.uno-online.org/>. Midwest Generation, la société propriétaire des deux centrales, a versé 50 000 dollars au conseiller municipal Solis pour sa campagne de réélection en 2011.

598. Betancur, « Gentrification before Gentrification », *op. cit.*, p. 26.

599. *Chicago Tribune*, 28 novembre 2008.

600. Cela s'explique par le fait que la population de Logan Square est deux fois plus importante que celle de Pilsen (désigné par l'appellation « Lower West Side » sur la carte des secteurs communautaires de Chicago). Selon le recensement américain de 2010, Logan Square, dont la population est aux deux tiers hispanique (terme employé par le recensement), a une population totale de plus de 72 000 personnes ; Pilsen a une population inférieure à 36 000 personnes, dont près de 89 % sont hispaniques.

601. Par contraste, dans les années 1980, treize habitants du *barrio* de Humboldt Park furent arrêtés pour leurs liens avec les Fuerzas Armadas para la Liberación Nacional (FALN), groupe terroriste revendiquant une série d'attentats contre des installations militaires américaines ; en 1995, le FBI enquête sur les éventuelles activités terroristes de plusieurs enseignants et administrateurs du lycée Roberto Clemente de Humboldt Park, ce qui suscita un grand intérêt dans les médias locaux.

602. Sur la gentrification du Lower East Side à New York, voir Christopher Mele, *Selling the Lower East Side : Culture, Real Estate, and Resistance in New York, 1880-2000*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000.

603. Richard Lloyd, *Neo-Bohemia : Art and Commerce in the Postindustrial City*, Chicago, University of Chicago Press, 2005, p. 76-82.

604. Dick Hebdige, *Subculture : The Meaning of Style*, New York, Methuen, Inc., 1979, p. 102-106.

605. Dan Mihalopoulos, Robert Becker et Darnell Little, « How Cash, Clout Transform Chicago Neighborhoods », *Chicago Tribune*, 27 janvier 2008.

606. En témoigne le nombre élevé de promoteurs, d'entrepreneurs du bâtiment et d'institutions de crédit immobilier qui figurent sur la liste des « partenaires » de l'UNO selon son site Web : <http://www.uno-online.org/>.

607. *Chicago Tribune*, 21 août 2008.

608. La nouvelle antenne du Near North Side, avec sa collection initiale de trente mille titres et ses ordinateurs, remplaçait la « salle de lecture » improvisée au premier étage de la salle de sport de Seward Park.

609. *Chicago Sun-Times*, 30 mars 2011.

610. Brian J. Miller, « The Struggle over Redevelopment at Cabrini-Green, 1989-2004 », *Journal of Urban History*, n° 34, mai 2008, p. 947-948.

611. Brian Rogal, « The Habitat Company : Private Firm Keeps Tight Grips on Public Housing », *Chicago Reporter*, novembre 1999.

612. Conformément au programme de coupons Section 8, les personnes ou familles détentrices d'un coupon peuvent louer un logement sur le marché immobilier privé et, selon leurs revenus, payer jusqu'à 30 % du loyer normalement exigé.

613. Voir, par exemple, Susan J. Popkin et Mary Cunningham, « CHA Relocation Counseling and Assessment : Interim Report », Washington D.C., Urban Institute, 2001, disponible sur : www.urban.org.

614. Cité dans Karen Hawkins, « Emanuel Inherits Complex Public Housing Legacy », Associated Press, 18 mai 2011. Venkatesh a suivi le processus de relogement après avoir passé deux ans dans le grand ensemble Robert Taylor Homes pour les besoins de son étude : Sudhir Alladi Venkatesh, *American Project : The Rise and Fall of Modern Ghetto*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

615. Adolph L. Reed, Jr., « When Government Shrugs : Lessons of Katrina », *The Progressive*, septembre 2006.

616. *Chicago Journal*, 19 mai 2010 ; *The Gazette*, 4 juin 2010.

617. Les lignes directrices de la politique d'admission et de maintien dans les logements sociaux de la CHA sont disponibles sur le site : www.thecha.org/.

618. Tels sont les termes employés par Mary Pattillo dans *Black on the Block*, *op. cit.*
619. John P. Koval et Kenneth Fidel, « Chicago : The Immigrant Capital of the Heartland », in John P. Koval *et al.*, *The New Chicago*, *op. cit.*, p. 97-104.
620. Les Indiens, avec une population de quelque cent quinze mille personnes, constituent le plus grand groupe asiatique des six comtés qui composent la zone métropolitaine de Chicago.
621. Kiljoong Kim, « The Korean Presence in Chicago », in J. Koval *et al.*, *The New Chicago*, *op. cit.*, p. 159.
622. La zone métropolitaine de Chicago était une destination privilégiée pour ces groupes. Entre 1965 et 2000, 15 % de tous les Palestiniens et Jordaniens et 13 % de tous les Irakiens arrivant aux États-Unis se sont installés dans l'Illinois. Voir Louise Cainkar, « Immigrants from the Arab World », in J. Koval *et al.*, *The New Chicago*, *op. cit.*, p. 185.
623. Mary Patrice Erdmans, « New Chicago Polonia : Urban and Suburban », in J. Koval *et al.*, *The New Chicago*, *op. cit.*, p. 123.
624. Une description de l'histoire de la porte se trouve sur le site Internet de la chambre de commerce du Chinatown de Chicago : www.chicagochinatown.org.
625. Ben Joravsky, « Signs of the Times : In Albany Park, a Dispute over "Seoul Drive and Korea Town" », *Chicago Reader*, 29 avril 1993. La révolte força le conseil municipal à revenir sur la désignation « Korea Town » proposée initialement et à réduire la portion de Lawrence Avenue baptisée « Seoul Drive ».
626. Pour une étude récente des quartiers urbains qui permettent l'interaction entre groupes d'habitants de diverses origines, voir Douglas Rae, *City : Urbanism and Its End*, New Haven, Yale University Press, 2003.
627. Bureau américain du recensement, *Statistical Abstract of the United States : 2011*.
628. Richard Florida, *The Rise of the Creative Class : And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Perseus Book Group, 2002, p. 8.
629. Richard Florida, « The Rise of the Creative Class : Why Cities without Gays and Rock Bands Are Losing the Economic Development Race », *Washington Monthly*, mai 2002.
630. Wicker Park acquit une notoriété nationale grâce au film de Stephen Frears *High Fidelity*, dans lequel le quartier est le décor d'une histoire d'amour entre deux jeunes bobos.

Épilogue

La fin d'une ère ou l'ère d'une fin ?

631. Research and Development Division, Chicago Police Department, récapitulatif de la criminalité, janvier-novembre 2011, www.chicagopolice.org.
632. Le budget des écoles publiques de Chicago (CPS) ne figure pas dans le déficit budgétaire de la ville, car il est géré par l'État.
633. David C. Brotherton et Luis Barrios, *The Almighty Latin King and Queen Nation : Street Politics and the Transformation of a New York City Gang*, New York, Columbia University Press, 2004, p. 71.
634. *Wall Street Journal*, 9 juin 2011.
635. <http://secondcitycop.blogspot.com/2011/12/more-wilding.html>.